



# La voix de l'opposition de gauche

*L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes*



## Causeries avril 2017

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 3 avril 2017

### CAUSERIE

#### Quelques réflexions glanées ici ou là...

1- (A propos du gouvernement de Front populaire de 1936.) "Un gouvernement de "gauche", "aidé" par les luttes ouvrières est la perspective, explicite ou non, de beaucoup de militants. Cette éventualité ouvre sans doute des possibilités énormes, mais sans une direction révolutionnaire, sans un programme clair et une force capable de le réaliser, les espoirs et les luttes de la classe ouvrière se soldent par des échecs."

C'est exact dans une certaine mesure, au-delà les événements passés ont démontré que c'était un contresens ou une contrevérité, car dès lors qu'il n'existe pas de direction révolutionnaire, ce sont les directions réformistes et staliniennes qui allaient prendre la direction du mouvement révolutionnaire des masses pour le conduire dans une impasse politique qui lui serait fatale.

Ce genre de raisonnement est creux et affligeant, cela fait penser à quelqu'un qui s'épancherait sur le triste sort d'un gosse qui vient de se faire écraser par une voiture pour avoir traversé quand le feu de signalisation était au vert, et qui s'exclamerait : s'il l'avait su il serait encore en vie, pardi ! Sans que lui viennent à l'esprit de savoir pourquoi il ne le savait pas et ainsi de suite.

Un tel gouvernement est voué à l'échec ou à tomber et prépare le retour de la réaction au pouvoir, dans la mesure où il refusera toujours de s'attaquer aux fondements du capitalisme, de désarmer, de neutraliser les capitalistes, au contraire il leur laisse les mains libres pour mieux le combattre ainsi que la classe ouvrière, dans ces conditions le soutenir, c'est se condamner à connaître le même sort, c'est imparable.

Sachant qu'il n'y a rien à en attendre, il vaut mieux exiger qu'ils adoptent certaines mesures qu'il refusera obstinément d'appliquer en expliquant d'emblée aux travailleurs pourquoi, parce qu'elles sont incompatibles avec la nature des partis qui le composent et le régime auquel ils sont inféodés, donc sans leur laisser la moindre illusion sur ce genre de gouvernement de collaboration de classes. C'est ainsi qu' peut on aider les travailleurs à prendre conscience de la nature de ces partis et de ce gouvernement qu'ils devraient renverser, mais ce qu'ils ne peuvent pas réaliser sans un parti ouvrier révolutionnaire pour les organiser et guider leur combat, parti qu'on les invite à construire ensemble...

C'est logique, non ? Mais bon, les militants préfèrent apparemment que l'on raconte des chimères aux travailleurs, vous m'excuserez de ne pouvoir m'y résoudre.

2- Ajoutons que si de Gaulle avait agi comme Hollande aujourd'hui, les Français auraient découvert dès 1965 la photo d'un

Mitterrand reçu en audience par un maréchal d'un autre âge. La carrière du jeune franciscain se serait arrêtée là.

25 ans ce seraient écoulés, il y aurait eu prescription, vous méconnaissiez la nature humaine et ses faiblesses.

Quand on voit à quel point les gens peuvent être amnésiques au bout d'une très brève période et inconséquents, on se dit que tout est possible. Voyez les principaux candidats à l'élection présidentielle, ex-ministre de Sarkozy, de Hollande ou de Chirac...

3- "De toutes les tyrannies, la tyrannie exercée pour le bien de ses victimes est peut-être la plus oppressante. Il vaudrait mieux vivre sous des barons du crime que sous des fouineurs moraux tout-puissants. La cruauté du baron du crime peut parfois s'assoupir, sa cupidité peut à un certain moment être rassasiée; mais ceux qui nous tourmentent pour notre propre bénéfice le feront indéfiniment, car ils le font avec la bénédiction de leur conscience."

Parce que les peuples attribuent un pouvoir supérieur aux tyrans sans lequel ils ne seraient que de vulgaires roquets aboyant dans le désert auxquels personne ne prêterait attention.

4- Quand on regarde la vidéo sur le parcours de Macron, on ne peut s'empêcher de se dire qu'on est en présence d'une ordure finie, ignoble, infâme, abjecte, immonde, monstrueux, sinistre, les mots nous manquent pour qualifier cette saloperie qui se situe aux antipodes de l'humanisme, incarnant la sauvagerie, la bestialité, la barbarie.

Sa cible, son ennemi à abattre, c'est la civilisation humaine qui a produit les hommes pour la détruire dont il fait partie.

Faire table rase du passé qui façonne la société d'aujourd'hui à travers ses institutions n'a jamais été autant d'actualité. Cela nécessite que les travailleurs s'emparent de leur destin et du pouvoir politique, qu'ils décident de passer à l'action, qu'ils brisent le mécanisme, le carcan qui les maintient en servitude et fait leur malheur.

Il faut tout arrêter et décider de refonder la société sur la base de nouveaux rapports sociaux, où l'argent ou la monnaie seront réduits uniquement à des moyens de circulation et dématérialisés de tout pouvoir avant de disparaître pour toujours.

S'enrichir, amasser de l'argent, augmenter sa fortune, concentrer du pouvoir, devenir tout puissant, c'est le règne de la tyrannie version oligarchique qu'ils nous promettent.

Vous aurez constaté que le PS aura joué un rôle déterminant dans la mise en place de cette société nauséabonde, basée sur l'injustice, la spoliation de tout un peuple hormis son élite corrompue. Je me demande si un jour on parviendra à prendre réellement conscience de la dangerosité qu'a toujours représentée ce parti depuis plus d'un siècle. Qu'on est encore besoin de se poser la question est très préoccupant et augure mal de l'avenir.

Si on n'arrivait à remettre en cause les rapports qu'on a pu concevoir (ou tisser) avec le PS dans le passé, on est foutu. Cela signifierait qu'on cautionnerait une imposture, dans ce cas-là on serait en bien mauvaise posture pour prétendre changer la société, ce qui ne nous gênerait guère puisqu'on aurait cessé de croire que cela serait possible ou même souhaitable partant de là. Qui souhaite cautionner une telle vilénie, qui souhaite faire abstraction de toute dignité ? Comment peut-on imaginer donner un sens à sa vie et faire en sorte qu'elle soit supportable en versant dans l'amoralité et asocialité ?

On sursaute en pensant à Macron, on est pris de spasmes, de convulsions, on se crispe, on se sent menacé, c'est un terrible prédateur sans scrupule ni principe ni morale. Il inspire le dégoût, la haine la plus profonde, ils présentent les mêmes caractéristiques psychologiques ou mentales des pires dictateurs du passé et du présent.

La plupart des gens l'ignorent, tout comme ils ignorent qu'ils sont destinés à lui ressembler s'ils l'élisent président, la fortune en moins, donc à sceller leur destin dans le malheur. Voyez à quel état de délabrement en sont rendus les Etats-Unis et de déchéance les Américains sans avoir aucune chance de pouvoir en sortir un jour, effrayant, non ?

Cela devrait faire réfléchir avant qu'il ne soit trop tard, si ce n'est pas déjà le cas.

Et ça ?

- En 2016, 108 millions de personnes étaient menacées par la famine dans le monde - Franceinfo

Cette insécurité alimentaire risque de s'aggraver encore cette année... Franceinfo 31.03

En occident, c'est plutôt l'obésité la menace, le risque, alors...

Et ça encore ?

- Au Somaliland, la famine frappe une terre oubliée par la communauté internationale - slate.fr

Ce territoire aride bordé par les eaux du golfe d'Aden sur sa côte nord, par les frontières avec Djibouti à l'est, l'Ethiopie au sud et la Somalie à l'est, est toujours officiellement rattachée à l'État somalien selon les statuts de l'ONU, mais est en réalité de facto indépendant depuis 1991, à l'issue d'une guerre de trois ans.

Mais depuis le début de l'année 2017, la sécheresse frappe indifféremment la Somalie et le Somaliland. Le «-Land» n'a plus ici d'importance. Une grave crise alimentaire menace des millions de personnes dans la Corne de l'Afrique.

«Six ans après que la famine a été déclarée dans plusieurs zones du centre et du sud de la Somalie, le pays est une fois de plus au bord de la catastrophe. Cette fois-ci, la sécheresse est plus étendue, touchant le Somaliland, le Puntland (une autre région autonome, NDLR) et les zones pastorales de la Somalie, ainsi que le centre et le sud du pays, les zones les plus touchées par la famine en 2011. Le nombre de personnes en danger immédiat est plus élevé et les enfants sont parmi les plus affectés», nous indique dans une note l'Unicef, l'agence des Nations unies pour l'enfance.

Plus de 35.400 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère ont été traités avec des aliments thérapeutiques dans des centaines de centres nutritionnels dans toute la Somalie entre janvier et février. Ce qui représente une augmentation de 58 % par rapport à la même période en 2016, selon les Nations unies.

«La répétition d'épisodes pluvieux médiocres a provoqué une situation d'extrême sécheresse»

Roland Marchal, spécialiste de l'Afrique de l'Est au Centre de recherches internationales de Sciences-Po.

«Ces chiffres sont un signal d'alarme, note Leila Pakkala, la directrice régionale de l'Unicef pour l'Afrique de l'Est et australe. Les enfants meurent de malnutrition, de faim, de soif et de maladie. Lors de la famine de 2011, environ 130.000 jeunes enfants sont morts, dont la moitié avant que la famine ne soit déclarée. Nous travaillons avec nos partenaires sans relâche pour faire en sorte que cela ne se reproduise pas.»

«La question cruciale aujourd'hui, ce sont les pluies. Si elles arrivent le moins prochain, la famine aura été sévère mais pas dramatique. En revanche, si la pluie ne tombe pas avant juin ou juillet, la situation risque d'être vraiment dramatique», pointe l'universitaire Roland Marchal. slate.fr 31.03

J'ai du mal à comprendre comment on peut s'accommoder d'une telle situation, sans doute parce qu'on n'en a pas vraiment conscience.

Vraiment ?

Daniel Gluckstein (POID) s'est encore surpassé dans son dernier éditorial "*De lutte de classe, ne leur en déplaise !*".

Vraiment ?

- "*Dans la vraie vie, les travailleurs sont conscients que leurs intérêts sont contradictoires à ceux des actionnaires, des banquiers, des patrons*" (...) "*dans la vraie vie, les travailleurs savent que la lutte de classe est pour eux une obligation*", ah bon, dites-donc ils en savent des choses !

C'est marrant, on ne s'en était pas rendu compte jusqu'à présent. Franchement, si c'était le cas nous n'en serions pas là. Il faut croire que ceux qui sont engagés sans la lutte de classe combattent sur une orientation politique qui ne prête pas vraiment à remettre en cause le régime en place. Chut, cela il ne faut pas le dire, vous allez briser son argumentation bidon !

Vraiment ?

- "*et qu'ils n'ont d'autre choix que se battre pied à pied, unis avec leurs organisations indépendantes*", sans blague d'où les sort-il celles-là ? En réalité, les syndicats ne sont indépendants que lorsque les travailleurs s'en saisissent et violent l'orientation corporatiste de leurs appareils vendus. Chut cela il ne faut pas le dire, vous allez contrarier leurs appareils corrompus !

Et lorsque les travailleurs passent à l'offensive, ils doivent s'organiser en comités et élirent leurs propres représentants en intégrant si possible les syndicats qui se battent à leur côté, en aucun cas ils ne doivent laisser l'initiative aux syndicats qui les trahiront. Nous ne roulons ni pour Mailly ni pour Martinez, ni pour le PS ni pour le PCF, bref, ni pour le régime, mais pour le socialisme.

## Point de vue.

Huffingtonpost.fr - Tête pensante de Nuit debout, le philosophe et économiste antil-libéral Frédéric Lordon n'est pas un homme de ralliement. Il confesse d'ailleurs avoir cessé de voter depuis longtemps pour ne pas apporter sa "caution" aux institutions de la Ve République dont il n'a de cesse de pourfendre les dérivés.

"D'un certain point de vue, ce qui s'est passé sur Nuit Debout était l'expression de cette disposition d'esprit. Jouer le jeu dans ces institutions est une affaire soit perdue d'avance, soit entièrement privée de sens", expliquait-il récemment au micro de Daniel Mermet. Défenseur de la grève générale comme seul moyen d'abattre un régime inique, l'intellectuel reconnaît toutefois (et c'est rare) que la candidature de Jean-Luc Mélenchon pourrait changer la donne.

"Je pense que cette élection soulève des enjeux politiques d'une intensité qu'on a pas vue depuis 1981, et peut-être même supérieure, et que par là d'ailleurs, elle s'annonce d'une redoutable violence. [...] Là où un enjeu surgit, c'est autour de la candidature de Mélenchon", plaide le philosophe.

S'il n'apporte techniquement aucun soutien au candidat de la France insoumise, Frédéric Lordon plaide en faveur du basculement institutionnel prôné par Jean-Luc Mélenchon tout en mettant en garde contre la tentation :

"J'ai toujours une méfiance vis à vis des stratégies qui se proposent de passer par les institutions pour changer les institutions. Les institutions de la Ve République correspondent bien à la personnalité de Mélenchon. Je pense qu'il s'y trouverait pas mal", prévient-il en citant l'exemple de François Mitterrand. Son idée? Contribuer à l'élection de Mélenchon tout en le contraignant à appliquer son programme. "Aussi bien pour le protéger que pour le surveiller, il faudra que l'élection ne soit que le début d'un processus politique d'une toute autre ampleur qui passera nécessairement par des mobilisations populaires", prévient-il en référence des grèves de la joie qui avaient accompagné la victoire du Front populaire en 1936. [huffingtonpost.fr](http://huffingtonpost.fr) 31.03

Ce que dit Frédéric Lordon de Mélenchon est pertinent jusqu'à un certain point seulement. Mélenchon président, il se révélerait aussitôt un Tsipras ou un Blum pour ceux qui ne le savaient pas encore. Mais comme il n'a aucune chance de figurer au second tour et encore moins de l'emporter le 7 mai, la question ne se pose pas.

Du coup appeler à voter pour Mélenchon ne peut contribuer qu'à faire naître de faux espoirs et des illusions trompeuses dans ce charlatan, qui après la défaite au lieu de constituer un encouragement pour la suite se traduira par une terrible démoralisation.

A quoi cela sert-il d'insister auprès des travailleurs sur le fait que leurs droits politiques sont spoliés, puisqu'ils n'ont même pas conscience que leurs besoins ou aspirations sont légitimes ? Vous ne pensez pas que cela devrait être la première question qu'on devrait se poser, pourquoi, et quelle en est la signification politique. On leur prête souvent une conscience qu'ils n'ont pas pour ne pas poser les questions qui révèlent une autre réalité, qui à son tour pose d'autres questions beaucoup plus embarrassantes parce qu'elles mettent en cause d'autres acteurs, ces intellectuels pétris de suffisance ou ces dirigeants faillis pour avoir été incapables de les organiser. A suivre.

## En Inde, ils goudronnent. Aux Etats-Unis ils dégoudronnent.

Leur modèle de société néolibérale. Confirmation de l'état de délabrement avancé des Etats-Unis.

- Faute de financement, des routes sont dégoudronnées dans plusieurs Etats. L'élue républicaine d'Omaha, Nebraska, (400 000 hab) n'a pas d'autre solution au délabrement que de dégoudronner plusieurs kilomètres de rues : « Nous avons 50 ans de retard dans l'entretien des infrastructures. Elles s'effondrent ». Après les pluies, certains habitants transbahutent des brouettes de gravier pour boucher les ornières. La Société américaine de génie civil (ASCE) affirme que l'état des infrastructures va de « médiocre » à « dangereux ». Elle estime à 2 000 milliards de dollars le coût des rénovations (jusqu'à 4 590 milliards au total, voir page 8). <http://www.infrastructurereportcard.org/wp-content/uploads/2017/01/2017-Infrastructure-Report-Card.pdf>.

... selon le Watson Institute for International Studies de l'université Brown, le bilan économique de la guerre déclenchée en 2003 par George W Bush pour faire tomber le régime de Saddam Hussein en Irak, pourrait représenter 6.000 milliards de dollars d'ici à 2053 en incluant les intérêts d'emprunts et les pensions aux anciens combattants (et déjà 2.000 milliards de dollars dépensé en 2013). <http://www.latribune.fr/actualites/economie/international/20130314trib000754033/6.000-milliards-de-dollars-le-cout-total-de-la-guerre-en-irak.html>

## Le gouvernement et le parti (PS) les plus va-t-en-guerre, réactionnaires et adeptes de la théorie du complot.

- Syrie : la diplomatie française moins pressée de voir partir Assad. - [LeParisien.fr](http://LeParisien.fr)

- Présidentielle : Jean-Marc Ayrault met en garde contre l'"ingérence" russe. - [Atlantico.fr](http://Atlantico.fr)

## Institutions en quête de légitimité. Elections présidentielles françaises

### Benoît Macron et le PS En Marche.

Ca vole et ça siffle bas ! Vous avez aimé Emmanuel Hollande, vous apprécierez Benoît Macron !

- Hamon ne veut pas qu'on siffle Macron, enfin "pas encore". - Le Huffington Post

Alors que le candidat socialiste avait évoqué le nom d'Emmanuel Macron à un moment de son discours, les militants présents ont aussitôt hué dans la salle. "Ah non, par principe, on peut siffler l'extrême droite, la droite corrompue mais là... pas encore", a improvisé Benoît Hamon, déclenchant les rires de l'assistance. Le Huffington Post

- Chronique d'une supercherie ou comment le PS compte sur Emmanuel Macron pour se maintenir au pouvoir - Le Huffington Post

Par Vincent Chriqui, maire de Bourgoin-Jallieu et directeur de campagne de François Fillon.

Le point de départ de cette élection, c'est le bilan catastrophique de François Hollande. Le chômage persistant, le mauvais état des comptes publics, la hausse des impôts, l'insécurité grandissante, l'affaiblissement de la France dans le monde: doté d'une impopularité record, le président n'a même pas été en mesure de se représenter, une première sous la Vème République.

Mais la gauche de gouvernement ne pouvait s'en tenir là. Il est dans la nature d'une organisation politique de chercher à se maintenir au pouvoir coûte que coûte, même après un échec, même contre la volonté d'une immense majorité des Français, et quel qu'en soit le moyen. Ce moyen ne pouvait être Benoît Hamon, le représentant des "frondeurs" qui ont empoisonné la vie du gouvernement. Ce sera donc Emmanuel Macron.

Pour apprécier le stratagème, il faut considérer la présidence de la République dans toutes ses composantes. C'est la clé de voûte de la Vème République et elle ne repose pas que sur un homme: lorsque les électeurs se rendront aux urnes les 23 avril et 7 mai prochains, ils se prononceront sur un candidat mais aussi un projet, un gouvernement, une majorité.

La majorité très incertaine d'Emmanuel Macron? Chacun sait qu'elle ne pourrait que reposer sur une alliance avec le PS.

Un projet, quel projet? Emmanuel Macron a affirmé que "c'est une erreur de penser que le programme est le cœur d'une campagne" et il s'est beaucoup renié. Mais l'homme qui a d'abord construit sa popularité sur son aptitude à remettre en cause les dogmes socialistes (en critiquant les 35 heures, l'ISF, le statut de la fonction publique...) a abandonné toute velléité de réforme au moment de rédiger son programme.

Débarrassé de tout ce qui pourrait déplaire et en particulier de toute économie sur les dépenses, il promet désormais la continuité parfaite de la politique menée jusqu'ici. Difficile d'ailleurs d'imaginer qu'il pourrait en être autrement et que l'homme qui a été le principal inspirateur de la politique économique et sociale de François Hollande, comme conseiller puis comme ministre, puisse incarner la rupture...

S'agissant du gouvernement, la boucle est bouclée avec le soutien apporté par Manuel Valls. Il est d'ailleurs assez pathétique de voir la chronique des ralliements seulement freinée par l'entourage du candidat lui-même, qui demande en coulisses d'éviter un mouvement trop rapide ou trop visible afin de ne pas faire révéler le pot-aux-roses!

Ce ne sont pas les candidats "En Marche" choisis sur internet, totalement inconnus du public et sans aucun ancrage local, qui vont constituer une majorité.

Quant à la majorité très incertaine d'Emmanuel Macron, chacun sait qu'elle ne pourrait, le cas échéant, reposer que sur une alliance avec le PS. Ce ne sont pas les candidats "En Marche" choisis sur internet, totalement inconnus du public et sans aucun ancrage local, qui vont, même à la faveur d'une vague présidentielle, constituer une majorité. Soit un grand nombre de députés PS sortants seront in fine repeints aux couleurs de la majorité présidentielle, soit ils seront agrégés à la majorité après l'élection. De toute façon, Macron ne pourra gouverner qu'avec le PS, et Manuel Valls a d'ailleurs clairement affiché sa volonté d'être à la tête de la future majorité...

Bien sûr les équipes du candidat sont à l'œuvre pour essayer par tous les moyens de mettre en scène le candidat "ni droite ni gauche", mais les faits sont là: aucun député de droite, aucun des 199 députés Les Républicains, ni aucun des 27 députés UDI, n'a parrainé Macron!

Emmanuel Macron est clairement l'héritier de François Hollande par son goût des synthèses molles et sa tendance à dire à chacun ce qu'il veut entendre.

Le candidat en est réduit à afficher quelques élus amers ou recalés du suffrage universel pour essayer de faire illusion. Comme souvent, c'est entre responsables du PS que la cruauté est la plus grande et c'est ce qui a conduit le ministre Thierry Mandon à dire d'Emmanuel Macron que c'était le "premier candidat qui voulait faire la révolution en s'appuyant sur le musée Grévin". Et quant au candidat lui-même, enfin, il a beau tenter par tous les moyens de tenir à distance François Hollande, il est clairement l'héritier du président de la République par son goût des synthèses molles et sa tendance à dire à chacun ce qu'il veut entendre. Emmanuel Macron doit tout à François Hollande qui a dit de lui: "Macron c'est moi". On ne saurait être plus clair. Aujourd'hui, la supercherie apparaît clairement. Voter Macron c'est continuer avec cinq ans de plus de socialisme: cinq ans de plus de non réforme économique, de dérive des comptes publics, de laxisme face à l'insécurité. Les Français, dans leur immense majorité, ne veulent pas de cette issue. C'est pourquoi je suis persuadé qu'ils choisiront le seul projet d'alternance pour notre pays: celui de François Fillon. Le Huffington Post 31.03

Macron : les grands mots sans grands remèdes - LePoint.fr

Il parlait naguère sans langue de bois. Devenu candidat, le fondateur d'En marche ! a lissé son discours alors que le pays a besoin d'une thérapie de choc. LePoint.fr

#Macronitude : la cyberguerre qui va faire vaciller Macron - LePoint.fr

Une campagne à l'encontre du candidat d'En marche !, menée par les fillonistes, sera lancée ce week-end selon "Le Parisien". Elle associe Macron à Hollande. LePoint.fr 31.03

Fillon.

Sondage présidentielle: Fillon réduit l'écart avec Macron et Le Pen - AFP

François Fillon ("2) redresse la barre et réduit l'écart qui le sépare d'Emmanuel Macron (-1) et Marine Le Pen (-1), en légère baisse, au 1er tour de l'élection présidentielle, selon un sondage BVA-Salesforce diffusé samedi.

Le candidat d'En Marche!, avec 25% d'intentions de vote, et celle du Front national, créditée de 24%, sont toujours au coude-à-coude pour la première place.

Encore loin derrière, le candidat de la droite gagne pour sa part deux points en une semaine à 19% et enrayer plusieurs semaines de baisse liée aux soupçons d'emplois fictifs de membres de sa famille, selon cette enquête menée pour Orange et la presse régionale.

A gauche, l'écart se creuse entre Jean-Luc Mélenchon, qui gagne un point à 15% d'intentions de vote, et Benoît Hamon, stable à 11,5%.

Le souverainiste Nicolas Dupont-Aignan perd un point à 3%, Nathalie Arthaud en gagne 0,5 à 1% et les autres candidats recueillent au mieux 0,5% d'intentions de vote. 7% des personnes interrogées n'ont pas exprimé d'intentions de vote.

Au total, 38% (-2) des Français interrogés prévoyant de voter n'expriment pas d'intentions de vote ou disent pouvoir changer d'avis. 74% se disent aujourd'hui intéressés par l'élection présidentielle, sans changement.

Commentaire d'un internaute.

- "Sondage du journal le Point se vendredi ou Fillon perd deux points à 17% au contraire de celui de BVA qui lui accorde deux points de plus. Il y a une certaine contradiction entre deux sondeurs."

Les juges n'ont pas fait l'affaire Fillon, mais ils devraient cibler avec plus d'équité la gauche et la droite - Le Huffington Post

Cette campagne présidentielle est passionnante, renversante et atypique. Qui aurait pu prévoir qu'un deuxième tour plausible pourrait opposer Emmanuel Macron à Marine Le Pen? Que la droite classique pourrait n'avoir aucun représentant dans la joute finale, que Benoît Hamon, avec des déserteurs le fuyant, irait de mal en pis et que Jean-Luc Mélenchon se sentirait pousser des ailes au point de briguer une troisième place en reléguant François Fillon?

Tout évidemment peut encore bouger, notamment pour Emmanuel Macron dont la fiabilité du projet économique est

vivement contestée et dont l'inquiétude est perceptible sur un autre plan: certes François Bayrou a fait alliance avec lui mais son mouvement apparaît de plus en plus comme la béquille d'un socialisme qui considère que son sauveur est paradoxalement un continuateur de François Hollande et un adepte de la réforme douce.

Manuel Valls vient de le rejoindre, en violation de son engagement pour la primaire, et "En Marche!" à force de recycler à gauche va persuader les citoyens qu'Emmanuel Macron n'est ni de droite ni de gauche. Dérangeant pour quelqu'un qui a construit sa montée sur le dépassement des frontières traditionnelles et s'en est vanté!

Une victoire d'Emmanuel Macron signerait l'écroulement de la droite et de la gauche - Le Huffington Post

Fillon mitraille Macron, appelle à "casser la baraque" - Reuters

- Service national de Macron: des "centres aérés" pour grands, selon Fillon - AFP

Taxant ses adversaires d'"immaturité" ou d'"irréalisme", François Fillon s'est posé de son côté en homme d'expérience, comme ancien Premier ministre (2007-2012) et ancien président de la Commission de la Défense à l'Assemblée nationale.

"Notre pays ne peut pas se permettre de confier cette responsabilité (de chef des armées) à un président de la République qui se prétend lui-même immature, inexpérimenté, ou à un président enfermé dans des schémas idéologiques irréalistes", a asséné François Fillon.

"Nous ne pouvons nous permettre d'appliquer aux relations avec les autres puissances le "marketing du vide", a-t-il ajouté. AFP 31.03

## Mélenchon

Domage qu'on n'ait jamais eu un dirigeant ayant l'éloquence ou le charisme de l'illusionniste Mélenchon.

Volatile en perdition.

- Sondage: Mélenchon écrase Hamon et talonne Fillon - AFP

Jean-Luc Mélenchon distancerait Benoît Hamon au 1er tour de l'élection présidentielle, avec 16% d'intentions de vote, et talonne désormais François Fillon, loin derrière le duo de tête Emmanuel Macron/Marine Le Pen, selon un sondage Odoxa publié vendredi.

Jean-Luc Mélenchon creuse l'écart avec Benoît Hamon, le candidat socialiste à la dérive à seulement 8% (-4,5), selon cette enquête pour Le Point et Dentsu consulting.

17% des personnes interrogées n'ont pas exprimé d'intentions de vote au 1er tour.

Seuls 58% des électeurs potentiels de Jean-Luc Mélenchon se disent cependant sûrs de leur choix, contre 85% de ceux de Marine Le Pen, 84% de ceux de François Fillon, 69% de ceux d'Emmanuel Macron et 61% de ceux de Benoît Hamon. AFP 31.03

Sondage présidentielle: Mélenchon incarne le mieux la gauche - AFP

Les Français pensent que Jean-Luc Mélenchon est le candidat à l'élection présidentielle qui incarne le mieux "les idées et les valeurs de la gauche", selon un sondage Ifop publié par le Journal du Dimanche (JDD).

En famille. L'ONU serait le "seul organe légitime pour assurer la sécurité collective"... de l'Etat sioniste !

Service et OTAN: Mélenchon détaille son programme de défense - AFP

Rétablissement du service national, dénucléarisation militaire, développement de l'arme "cyberguerrière", sortie de l'Otan: Jean-Luc Mélenchon a détaillé vendredi ses propositions de défense accompagnant sa vision géopolitique du monde.

Il propose de rétablir un service national de 9 à 12 mois, obligatoire (sauf maladie et objection de conscience) pour garçons et filles entre 18 et 25 ans, rémunéré au Smic.

Un quart des jeunes mobilisés pourra choisir une composante militaire, les autres auront pour options la police de proximité, la

sécurité civile, les associations labellisées d'intérêt général, etc. Les jeunes conscrits ne seront pas envoyés en opérations extérieures.

"Il n'y a personne en Europe à part votre serviteur qui dit que l'avenir de la défense, de sa patrie (...) est de sortir de l'Otan et de sortir de cet engrenage militaire!", argumente le candidat. Pour lui, c'est à l'ONU de devenir le "seul organe légitime pour assurer la sécurité collective". Il refuse donc toute construction d'une "défense européenne" qu'il assimile à "une guerre contre la Russie".  
AFP 31.03

Selon Mélenchon l'ONU serait le "seul organe légitime pour assurer la sécurité collective", Netanyahu et Trump ne devraient pas le désapprouver.

En complément.

- Israël : Benjamin Netanyahu, libre de grignoter la Palestine - LePoint.fr

Malgré une résolution de l'ONU, le Premier ministre israélien a annoncé la construction d'une nouvelle colonie en Cisjordanie. Une première en 25 ans. LePoint.fr 31.03

### Ils osent tout

- Emmanuel Macron est le seul candidat à proposer une politique étrangère digne de la France - Le Huffington Post

- A Sarcelles, Hollande exprime sa "grande fierté" sur l'école - AFP

François Hollande a déclaré vendredi à Sarcelles éprouver une "grande fierté" face à son bilan sur l'école, estimant avoir "tenu (ses) engagements" sur ce terrain, notamment dans les quartiers populaires. AFP

- Bayrou déplore une campagne "hystérisée" par le camp Fillon. - Reuters

- Guantanamo: les images du gavage forcé d'un détenu resteront secrètes - AFP

Une cour d'appel à Washington a refusé vendredi d'ordonner au gouvernement américain de publier des vidéos montrant un prisonnier de la base militaire de Guantanamo être nourri de force. AFP

---

### INFOS EN BREF

#### POLITIQUE

Equateur

- Le camp présidentiel revendique la victoire en Equateur - Reuters

Lenin Moreno, dauphin du président socialiste sortant Rafael Correa, a revendiqué la victoire à l'élection présidentielle organisée dimanche en Equateur mais son adversaire soutenu par la droite, l'ancien banquier Guillermo Lasso, a contesté les résultats et réclamé un nouveau décompte.

Lenin Moreno a récolté 51,1% des suffrages contre 48,9% pour Guillermo Lasso, a annoncé la commission électorale après dépouillement d'un peu plus de 95% des bulletins. La commission s'est cependant abstenue de proclamer un vainqueur.

Après s'être déclaré victorieux sur la base d'un sondage sortie des urnes, Guillermo Lasso a dénoncé ces résultats, qui interrompent le mouvement de balancier à l'oeuvre en Amérique latine par lequel la droite est revenue au pouvoir en Argentine, au Brésil et au Pérou.

"Ils ont franchi une limite", a réagi le candidat conservateur devant ses partisans réunis dans un hôtel dans sa ville de Guayaquil, sur la côte.

"Nous allons défendre la volonté du peuple équatorien face à cette tentative de fraude", a-t-il ajouté, en s'étonnant de la rapidité avec laquelle les résultats ont été annoncés quand il avait fallu plusieurs jours après le premier tour en février.

Plusieurs centaines de ses partisans se sont rassemblés devant les locaux de la commission électorale aussi bien à Quito, la capitale, qu'à Guayaquil, en agitant des drapeaux de l'Equateur tout en scandant "Non à la fraude" et "Nous ne voulons pas être le Venezuela".

Le président vénézuélien Nicolas Maduro, lui-même accusé de pratiques dictatoriales par ses opposants dans un pays en pleine crise économique, a multiplié les messages de félicitations pour Lenin Moreno sur Twitter.

La police de Guayaquil a tiré des grenades lacrymogènes pour empêcher des manifestants de briser un cordon de sécurité devant les locaux de la commission électorale, a rapporté un journaliste de Reuters.

Ignorant cette contestation, Lenin Moreno a célébré dès dimanche soir les résultats de l'élection avec ses partisans.

"A partir de maintenant, travaillons pour le pays! Nous tous!", a-t-il lancé à la foule de ses soutiens rassemblée à Quito. Aux côtés du chef de file de la gauche, en fauteuil roulant depuis qu'il a été blessé par balles dans une attaque à main armée en 1998, figuraient son colistier et actuel vice-président Jorge Glas ainsi qu'un Rafael Correa radieux.

"La révolution a une nouvelle fois triomphé en Equateur", a tweeté ce dernier, qui a annoncé qu'il s'installerait en Belgique, le pays de son épouse, à l'issue de son mandat. "La droite a perdu, malgré ses millions et ses médias."

Au premier tour, le 19 février, l'ancien vice-président, de 2007 à 2013, est arrivé en tête avec 39,35% des voix; il ne lui aurait fallu que 40% pour être directement élu et s'épargner un second tour qui s'annonçait plus difficile du fait des reports de voix anticipés.

Après une décennie de "socialisme corréiste", et sur fond de récession économique liée à la baisse des cours du pétrole, les électeurs devaient trancher entre la poursuite des politiques du président sortant que porte Lenin Moreno, âgé de 64 ans, ou la rupture libérale qu'entend mener l'ancien président de Banco de Guayaquil (1994-2012).

## Paraguay

- Les manifestations de vendredi ont fait un mort au Paraguay - Reuters

Les troubles qui ont éclaté au Paraguay après un vote secret du Sénat autorisant une modification de la Constitution permettant au président Horacio Cartes d'être candidat à un second mandat, ont fait un mort.

Rodrigo Quintana, un manifestant de 25 ans, a été tué par une balle en caoutchouc tirée par la police, a annoncé l'opposition paraguayenne. Selon son médecin, le manifestant a été gravement blessé à la tête. Le ministère de l'Intérieur a promis l'ouverture d'une enquête.

Vendredi, à la suite du vote à huis clos des sénateurs, des manifestants ont pris d'assaut le Congrès (Parlement) et ont déclenché un incendie à l'intérieur du bâtiment,

Les troubles devraient se poursuivre. Samedi, des manifestants venus de l'intérieur du pays, étaient en train d'arriver dans la capitale.

Les pompiers ont réussi à contrôler les flammes après le départ des manifestants vendredi soir, mais les heurts se sont poursuivis dans d'autres quartiers d'Assomption et d'autres localités du pays jusqu'aux premières heures de samedi.

Des magasins et des bâtiments publics ont été saccagés. Environ 200 manifestants ont été arrêtés, a annoncé la police.

Plusieurs politiques et journalistes ont été blessés, a rapporté la presse. La police compte des blessés dans ses rangs, a annoncé le ministre de l'Intérieur, Tadeo Rojas.

Un député ayant participé aux manifestations de vendredi après-midi a été opéré après avoir été touché par des balles en caoutchouc.

Ceux qui sont opposés à la modification de la Constitution estiment que les institutions démocratiques risquent d'être affaiblies et estiment que le vote à huis clos du Sénat est illégal.

L'amendement va maintenant être porté devant la Chambre des députés, où il semble qu'il bénéficie d'un fort soutien. Le vote, qui devait avoir lieu samedi matin, a été reporté, le temps que le calme revienne, a annoncé le président de la Chambre, Hugo Velazquez.

## Vénézuela

- Au Vénézuela, la Cour suprême recule pour tenter de calmer le jeu - Reuters

La Cour suprême du Venezuela est revenue samedi sur sa décision controversée d'assumer les pouvoirs de l'Assemblée nationale, une initiative qui avait été critiquée à l'étranger que l'opposition avait qualifiée de "coup d'Etat".

Prise mercredi soir, la décision de la Cour suprême de se substituer à l'Assemblée nationale, où l'opposition est majoritaire, a suscité un regain de tension dans un pays où les opposants au président socialiste Nicolas Maduro tentent depuis des mois d'obtenir la tenue d'un référendum révocatoire visant à écourter son mandat.

La Cour suprême a annulé ses deux décisions controversées dans la matinée, a indiqué le gouvernement. Son président Maikel Moreno devait s'adresser à la nation dans la journée.

"La controverse est close", avait déclaré le président Nicolas Maduro, peu après minuit devant le Conseil de défense du gouvernement qui avait été réuni pour "inviter" la Cour suprême à réexaminer sa décision.

La décision du président pourrait ne pas être suffisante pour apaiser la colère de la population.

"On ne peut prétendre simplement normaliser la nation après avoir réalisé un 'coup d'Etat'", a déclaré Julio Borges, président de l'Assemblée nationale. Il a déchiré en public cette semaine les décisions controversées de la Cour suprême et a refusé d'assister au Conseil de défense où siègent les présidents des principales institutions du pays.

Ayant déjà annulé la plupart des mesures prises par le Congrès depuis sa prise de contrôle par l'opposition en 2015, la Cour suprême pro-Maduro a fait un pas de plus mercredi en décidant de reprendre les fonctions de l'Assemblée nationale parce que la loi n'avait pas été respectée.

Elle soutenait ne pas avoir eu d'autre choix au motif que le Parlement ne s'était pas séparé de trois députés de l'opposition accusés d'avoir acheté des voix lors des élections législatives de 2015.

Les pressions internationales se sont également accrues. A la suite de l'Organisation des Etats américains (OEA) qui avait réagi jeudi, l'Argentine a annoncé que les ministres des Affaires étrangères des pays du Mercosur se réuniraient ce samedi pour discuter de la situation au Venezuela.

De Genève, le Haut Commissaire de l'Onu aux droits de l'homme, le Jordanien Zeid Ra'ad al Hussein, a demandé à la Cour suprême de reconsidérer sa décision. D'autres condamnations sont aussi venues des Etats-Unis et de l'Union européenne.

La décision de la Cour suprême devrait apaiser les tensions dans l'immédiat, mais les opposants au président Maduro, au Venezuela et à l'étranger, n'ont toujours pas digéré que les autorités aient empêché la tenue d'un référendum révocatoire l'an dernier et reporté les élections locales prévues pour 2016.

L'opposition demande désormais que l'élection présidentielle de l'an prochain soit avancée et que les élections locales se tiennent effectivement.

Samedi, l'Assemblée nationale tenait une réunion en plein air à Caracas, à laquelle participaient plusieurs centaines de sympathisants de l'opposition.

Dès avant les événements de cette semaine, le secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro, s'est dit favorable à une suspension du Venezuela, mais il est peu probable qu'il réunisse les deux tiers des voix nécessaires. Une réunion spéciale de l'OEA est prévue lundi à Washington.

## Colombie

- Colombie: manifestations contre le gouvernement de Santos - AFP

Des milliers de personnes ont manifesté samedi dans les principales villes de Colombie contre le gouvernement du président Juan Manuel Santos, à l'initiative de son prédécesseur Alvaro Uribe et des opposants au processus de paix avec les Farc.

Les manifestants ont défilé sur des slogans comme "Plus jamais Santos!", "Santos dehors", "Défendons la démocratie" ou encore "Sauvons la Colombie du socialisme", en réclamant notamment le départ de M. Santos, récompensé par le Nobel de la

Paix pour ses efforts visant à mettre fin à ce conflit armé avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc, marxistes), la plus ancienne guérilla du pays.

Le gouvernement du président Santos a signé fin novembre, à l'issue de quatre années de négociations à Cuba, un accord de paix avec les Farc, qui comptent environ 7.000 combattants.

Alvaro Uribe, qui a dirigé le pays de 2002 à 2010, a défilé dans son fief politique de Medellin, la deuxième ville du pays, accusant l'accord de paix de garantir un "impunité totale" aux guérilleros auteurs de crimes graves.

A Bogota ont notamment défilé l'ancien président Andrés Pastrana (1998-2002), ainsi que l'ancien vice-président de M. Uribe, Francisco Santos.

## Brésil

- La contestation continue au Brésil - euronews.com

Des dizaines de milliers de Brésiliens sont redescendus manifester dans les rues vendredi pour protester contre les mesures d'austérité imposées par le gouvernement du président Michel Temer, un "échauffement" avant la grève générale convoquée pour fin avril, estiment les syndicats.

"Aujourd'hui est un nouveau jour de manifestations contre la réforme des retraites, la législation du travail et toutes les attaques que le gouvernement Temer et ses alliés commettent contre les travailleurs", a déclaré à l'AFP Marcella Azevedo, leader du Mouvement des Femmes en lutte, aux côtés d'étudiants, professeurs, syndicalistes et militants de gauche qui défilaient à Sao Paulo.

Des manifestations se sont également déroulées à Brasilia, Rio de Janeiro, Belo Horizonte et dans d'autres grandes villes du pays. Des dizaines de milliers de Brésiliens avaient déjà manifesté leur colère le 15 mars dans tout le pays, notamment contre le projet de réforme des retraites.

Les syndicats ont estimé que les manifestations de vendredi étaient "un échauffement" avant la grève générale convoquée pour le 28 avril.

Arrivé au pouvoir en 2016, après la destitution de la présidente de gauche Dilma Rousseff, Michel Temer a lancé une série de mesures d'austérité impopulaires pour tenter de relancer l'économie du Brésil. Après avoir fait approuver par le Congrès le gel des finances publiques sur 20 ans, l'autre réforme phare prévoit d'élever l'âge minimum de départ à la retraite à 65 ans, un changement radical dans un pays où les travailleurs peuvent s'arrêter à 54 ans. Cette dernière mesure, discutée au Congrès, crée de fortes résistances, même au sein de la base alliée au président Temer.

Les résultats des réformes du gouvernement se font attendre et le chômage a battu dans la période de décembre à février un nouveau record, touchant 13,5 millions de personnes (13,2% de la population active), selon des données divulguées vendredi.

## Serbie

- Le Premier ministre serbe donné élu président dès le premier tour - Reuters

Le Premier ministre serbe, Aleksandar Vucic, a été élu dimanche président de la république dès le premier tour, avec 55% des voix, confirmant sa suprématie politique dans l'ancienne république yougoslave.

Son plus proche adversaire, l'ex-médiateur de la république pour les droits de l'homme Sasa Jankovic, est relégué à près de quarante points, avec un peu plus de 16% selon les projections des instituts Ipsos et CRTA.

Agé de 47 ans, le chef du gouvernement, candidat du Parti progressiste de Serbie (SNS), abordait ce scrutin en grand favori, profitant de la dispersion de l'opposition. Les projections diffusées dimanche soir confirment sa domination sans conteste sur la Serbie, qu'il veut faire entrer dans l'Union européenne tout en préservant des relations privilégiées avec la Russie.

"Pour moi, il est important que cette élection ait démontré qu'une large majorité de Serbes privilégient la poursuite de notre voie européenne tout en maintenant des liens étroits avec la Chine et la Russie", a-t-il dit devant ses partisans.

L'ex-nationaliste qui s'est mué en partisan de l'intégration européenne s'apprête à assumer une fonction en théorie honorifique en Serbie. Mais les analystes estiment qu'il continuera à détenir la réalité du pouvoir en contrôlant le SNS.

Aux yeux de ses partisans, le Premier ministre dispose du sang-froid et de la fermeté nécessaires face au manque de stabilité régionale dans les Balkans.

Ses adversaires l'accusent en revanche de penchants autoritaires comme en témoigne à leurs yeux sa mainmise sur les médias depuis que son parti est arrivé au pouvoir en 2012 et que lui-même a accédé à la tête du gouvernement il y a trois ans.

"S'il n'y pas de second tour, c'est que nous vivons dans une société politiquement immature", a commenté le sociologue Jovo Bakic sur la chaîne de télévision N1. "Où ailleurs dans le monde n'y a-t-il pas de second tour ? En Corée du Nord."

Aleksandar Vucic rejette ces accusations mais peine à faire oublier son passé dans les derniers jours de l'ex-Yougoslavie. Alors âgé d'un peu moins de 30 ans, il était un ministre redouté de l'Information dans le gouvernement de Slobodan Milosevic, chargé de faire respecter la législation draconienne destinée à museler toute voix critique contre l'exécutif durant la guerre au Kosovo en 1998-1999. Considérée à l'Ouest comme un Etat paria pendant les conflits guerres qui ont suivi l'éclatement de la Yougoslavie dans les années 1990, la Serbie a ouvert des négociations d'adhésion avec l'Union européenne et espère les boucler d'ici 2019.

Dans une interview accordée à Reuters à une semaine du scrutin, Aleksandar Vucic a déclaré que la Serbie était déterminée à rejoindre l'UE mais a ajouté qu'il voulait aussi améliorer les relations avec la Russie, l'allié traditionnel de Belgrade.

## Arménie

- Arménie: le parti au pouvoir largement en tête des législatives - AFP

Le parti au pouvoir en Arménie arrive largement en tête des élections législatives organisées dimanche dans cette ex-république soviétique, selon des résultats partiels de la Commission électorale centrale portant sur la moitié des bureaux de vote.

Ces législatives sont les premières organisées en Arménie après une réforme constitutionnelle controversée visant à instaurer un régime parlementaire.

Alors que les bulletins avaient été dépouillés dans 50,4% des bureaux de vote, le Parti républicain du président arménien Serge Sarkissian arrivait en tête avec 50,43% des voix, et la coalition d'opposition menée par l'homme d'affaires Gagouk Tsaroukian obtenait 28,29%, a indiqué lundi la Commission électorale centrale.

"Selon les premiers résultats des élections, le Parti républicain a toutes les chances de former le nouveau gouvernement", a déclaré lors d'une conférence de presse le porte-parole du parti, Edouard Charmazanov.

Le parti nationaliste Dachnaktsoutioun obtenait 6,88% des voix, selon ces mêmes résultats partiels, et devrait donc lui aussi entrer au Parlement.

Le taux de participation a été de 60,86%.

Avant la publication de ces résultats partiels, un sondage effectué à la sortie des bureaux de vote après leur fermeture dimanche à 16h00 GMT, réalisé par l'Association des Sociologues d'Arménie et le groupe Baltic Surveys/Gallup International, attribuait 46% des voix au Parti républicain et 25% à la coalition de l'opposition.

Le scrutin, surveillé par les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), constitue un test pour la démocratie dans cette ancienne république soviétique de 2,9 millions d'habitants qui n'a jamais connu un transfert de pouvoir à l'opposition via un processus électoral.

Gagouk Tsaroukian, l'un des hommes d'affaires les plus riches du pays, a bâti sa campagne sur des promesses de réduire les prix du gaz et de l'électricité et d'augmenter les salaires des fonctionnaires et les retraites.

Au total, cinq partis et quatre coalitions étaient en lice pour 101 sièges du Parlement. Dans ce scrutin proportionnel, un parti doit obtenir 5% pour être représenté au Parlement, tandis qu'une coalition doit obtenir au moins 7%.

L'opposition a fait état de fraudes. Le ministère de l'Intérieur a annoncé dimanche à la mi-journée avoir reçu 320 plaintes pour violations des procédures du vote.

"Nous avons observé de nombreuses irrégularités dans les bureaux, des violations du secret du vote, et des votes multiples", a déclaré à l'AFP Hovsep Khourchoudian, un dirigeant d'une des coalitions d'opposition.

Pendant la campagne électorale, la délégation de l'Union européenne en Arménie et l'ambassade des Etats-Unis ont exprimé dans un communiqué commun leur "inquiétude face aux informations faisant état d'intimidation des électeurs, d'achat de votes et de l'utilisation des ressources de l'administration en faveur de certains partis".

"J'ai voté pour le Parti républicain, parce que le Premier ministre Karen Karapetian est un homme énergique avec des idées neuves", a déclaré Svetlana Sarkissian, 37 ans, à la sortie d'un bureau de vote à Erevan.

En revanche, Garnik Mnatsakanian, 69 ans, dit avoir "voté pour Tsaroukian parce qu'il se préoccupe vraiment de la vie des gens ordinaires".

La plupart des partis en lice ont fait campagne sur des thèmes comme les emplois, les salaires, les retraites, dans un pays où près de 30% de la population vit sous le seuil de pauvreté.

Le souvenir des violences post-électorales qui ont secoué le pays il y a huit ans est encore présent, et le gouvernement a promis de tenir cette fois un scrutin exemplaire pour élire "un Parlement en qui la société aura confiance".

Le président Serge Sarkissian, dont l'élection en 2008 a donné lieu à des affrontements entre la police et des partisans de l'opposition ayant fait 10 morts, a assuré à l'AFP avoir fait "d'énormes efforts pour que le vote crucial (de dimanche) soit impeccable".

La réforme constitutionnelle de 2015, initiée par le président et adoptée à l'issue d'un référendum contesté, prévoit de diminuer les pouvoirs de l'exécutif et d'accroître ceux du Parlement après la fin du second et dernier mandat de Serge Sarkissian, fin 2018.

L'opposition y voit surtout une façon de permettre à Serge Sarkissian, 62 ans, de maintenir son emprise sur le pays en changeant de casquette l'année prochaine, prenant la direction effective de son parti politique.

## Birmanie

- Birmanie: le gouvernement de Suu Kyi résiste aux législatives partielles - AFP

Le gouvernement d'Aung San Suu Kyi, qui peine à relancer la Birmanie, a remporté de nombreux sièges lors des législatives partielles, mais a été battu dans des régions habitées par les minorités ethniques, selon les résultats annoncés dimanche.

Les élections de samedi étaient considérées comme un premier test électoral pour la "Dame de Rangoun" et son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (NLD), après un an d'exercice du pouvoir.

Pendant des décennies, la Birmanie a vécu sous la dictature militaire et rêvé de démocratie. Les attentes des Birmans étaient donc très fortes après les élections historiques de novembre 2015 qui ont porté au pouvoir Aung San Suu Kyi.

Après une année au sommet de l'Etat, Suu Kyi reste une figure très largement adulée mais des dents commencent à grincer.

Le processus de paix est au point mort et les perspectives économiques ne sont pas bonnes. La croissance ralentit et l'investissement étranger devrait diminuer pour la première fois en quatre ans, tandis que le pouvoir d'achat des Birmans est grignoté par une inflation à deux chiffres.

La majorité parlementaire de la NLD n'était pas menacée par les élections de samedi, qui visaient à pourvoir 19 sièges essentiellement laissés vacants car leurs titulaires avaient été promus au gouvernement.

La NLD a selon les premiers résultats conservé ses positions autour de Rangoun et dans les régions centrales plus au nord, s'imposant dans neuf scrutins selon Hla Thein, président de la Commission électorale de l'Union.

Mais elle a essuyé une défaite embarrassante dans des régions plus lointaines, notamment dans celles hébergeant des minorités ethniques et où la violence a persisté en dépit des promesses d'Aung San Su Kyi de rétablir la paix.

La défaite la plus embarrassante pour la NLD lui a été infligée dans l'Etat Mon (sud) par le mouvement soutenu par l'armée USDP qu'elle avait largement battu dans la même circonscription il y a un an.

Dans l'Etat de Rakhine (ouest), à nouveau déchiré par un conflit ethnique et religieux, la NLD a été battue par le leader du parti local Arakan, connu pour son intransigeance vis-à-vis de la minorité musulmane Rohingya, et qui a remporté un siège à la chambre basse du Parlement birman.

L'élite politique et économique birmane, dont le NLD et l'armée, est depuis longtemps dominée par l'ethnie majoritaire Bamar, et régulièrement accusée de vouloir écraser les cultures des minorités locales.

Ces tensions génèrent régulièrement des violences, comme dans l'état de Rakhine à nouveau déchiré depuis octobre dernier et l'émergence d'une nouvelle rébellion de la minorité musulmane Rohingya, réprimée dans le sang par l'armée.

Quelque 75.000 Rohingyas ont depuis fui ces violences militaires, que des enquêteurs de l'ONU ont qualifiées de possibles crimes contre l'humanité.

Dans le nord-est, le parti local Shan a gagné plusieurs sièges dans des régions où le vote a été annulé en 2015 en raison des violences.

Le NLD et l'USDP ont également gagné chacun un siège au Parlement régional.

---

## SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- Appel à la grève dans les boutiques SFR - La Tribune

Les salariés de SFR Distribution, la filiale de SFR s'occupant des boutiques, sont appelés à faire grève et se rassembler samedi devant les points de vente dans plusieurs villes pour des revendications.

2- Les salariés de Vélib' veulent "perturber le système" - BFM Business

Les salariés de Vélib' ont promis de perturber le système de vélo en partage afin d'obtenir des garanties pour le maintien de leur emploi, alors que le marché, actuellement détenu par JCDecaux, pourrait être repris par Smoove.

3- Les agents du Centre Pompidou sont en grève non pas pour eux-mêmes mais pour la pérennité du musée - huffingtonpost.fr

A l'appel de deux organisations syndicales -FO et l'UNSA- les agents du Centre Pompidou se sont mis en grève. L'établissement a été fermé au public, et le dîner annuel des amis du musée national d'art moderne, si important pour le musée, n'a pas pu avoir lieu, pour la première fois depuis sa création.

Ce qui est en cause, dans ce mouvement, c'est la volonté du ministère de la culture et de la communication d'imposer au Centre Pompidou de recruter des fonctionnaires alors que, depuis l'origine, le personnel du Centre est composé uniquement d'agents contractuels. huffingtonpost.fr

4- La CFDT devient le premier syndicat dans le privé - latribune.frr

Fait inédit, la CGT a perdu sa place de première organisation syndicale dans le privé au profit de la CFDT. Selon les données du ministère du Travail. A l'issue des élections déterminant la représentativité, la CFDT a obtenu 26,37% des suffrage et la CGT 24,85%.

Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, ne pouvait pas cacher sa joie, saluant un résultat « historique ». On peut le comprendre.... Son organisation syndicale est devenue la première dans le secteur privé aux dépens de la CGT qui recule d'une place. C'est « La » principale information, après la publication par le ministère du Travail des résultats de la mesure de la représentativité syndicale qui intervient désormais tous les quatre ans à la suite d'une réforme de intervenue en 2008. La CFDT a recueilli 26,37% des suffrages, la CGT 24,85%, FO 15,59%, la CFE-CGC 10,67% et la CFTC 9,49%. Savoir quelles organisations peuvent négocier des accords interprofessionnels

Déjà, lors de la première mesure d'audience en 2013, la CGT et la CFDT s'étaient retrouvées au coude à coude, il s'en était fallu d'un cheveu : 26,77% des voix pour la CGT, 26% pour la CFDT, suivies de FO (15,94%), la CFE-CGC (9,43%) et la CFTC (9,3%).

Parmi les syndicats dits non-représentatifs - ceux qui ont fait moins de 8% des voix -, l'Unsa est montée à 5,35% (4,26% en 2013) et Solidaires est restée stable à 3,46% (3,47%).

Si, cette fois on se concentre sur le poids "relatif", qui prend en compte le seul périmètre des syndicats jugés représentatifs au plan national, la CFDT a recueilli 30,32%, la CGT 28,57%, FO 17,93%, la CFE-CGC 12,27% et la CFTC 10,91%.

C'est ce poids relatif qui est valable pour apprécier si accord interprofessionnel est considéré comme majoritaire. C'est également à partir de ces résultats que les postes de conseillers prud'homaux (collèges salariés) sont répartis depuis la suppression des élections prud'homales. Mais comment, dans le détail, est appréciée cette représentativité syndicale ? Celle-ci a été décidée par une loi d'août 2008. Jusque ici, depuis un arrêté de 1966, seuls les syndicats affiliés aux 5 organisations syndicales CGT, CFDT, CFTC, FO et, pour les cadres, la CFE-CGC, bénéficiaient d'une représentativité de droit ce qui signifiait que ces syndicats n'avaient pas besoin de faire la preuve de leur représentativité pour avoir un délégué syndical dans une entreprise et pour négocier des accords (entreprises et branches). A l'inverse, d'autres syndicats non affiliés à ces confédérations devaient faire la preuve de leur représentativité, les syndicats SUD par exemple. Depuis 2008 donc, à l'issue d'une période transitoire, ces règles sont révolues. Tous les syndicats sont placés sur un même pied d'égalité. Il n'y a plus de "présomption irréfragable de représentativité".

Le nouveau critère principal: les résultats aux élections

Pour éviter toute les contestations possibles et pour mettre fin à l'éternel débat sur la représentativité syndicale, le principe qui prévaut, c'est le nombre de voix recueillies lors de différentes élections : les institutions représentatives du personnel dans les grandes entreprises, le vote de représentativité dans les très petites entreprises (qui a eu lieu fin 2016) et, pour les branches relevant du secteur de l'agriculture, les élections dans les chambres agricoles.

Ce vendredi 30 mars, le ministère du Travail a donc révélé les résultats « agglomérés » de ces différents scrutins. Ils permettent donc de savoir quelles sont les organisations représentatives dans chacun des quelques 800 branches professionnelles et au niveau national.

Au niveau de la branche, le seuil de représentativité pour négocier un accord est fixé à 8%. Idem au niveau national, on l'a dit. Au total, plus de 5,66 millions de salariés du privé se sont exprimés, soit un taux de participation de 42,76%. C'est 195.518 salariés de plus que lors de la précédente mesure de l'audience syndicale. La CGT reste en tête si l'on additionne secteurs public et privé

La CFDT est donc désormais la première organisation syndicale dans le privé. Mais sa percée a surtout eu lieu dans les établissements de plus de 11 salariés. En effet, la CGT reste la première organisation auprès des salariés des TPE (25,12%), devant la CFDT (15,49%). La CGT est aussi en tête dans le secteur public.

Ce qu'a tenu a précisé Philippe Martinez, le secrétaire général de la centrale : "C'est un résultat qui montre que ce qu'on craignait, c'est-à-dire qu'on a un déficit d'implantation qui se confirme (...). Mais quand on prend le public et le privé, la CGT reste la première organisation syndicale".

Il est certain que la CGT a dû pâtir auprès des salariés du flottement constaté à la tête de la confédération depuis le départ de Bernard Thibault en 2013... Et sa succession totalement ratée qui s'est traduite par « l'affaire Thierry Lepaon », le nouveau secrétaire général débarqué en 2015 et remplacé par Philippe Marinez.

Reste que pour le prochain président de la République, alors que des réformes sociales importantes s'annoncent, c'est plutôt un atout d'avoir la « réformiste » CFDT comme première organisation dans le privé... latribune.fr 31.03

[Haut de page ↗](#)

---

Le 5 avril 2017

## CAUSERIE

Vous m'excuserez (une fois de plus, mais vous devez y être habitués) de ne pas tenir compte des susceptibilités des uns et des autres, de ne rien laisser passer, de ne pas flatter la médiocrité, les temps sont durs, la réalité est pénible, la situation insupportable, je sais, merci, ici aussi en Inde on est servi.

Cela ne vous soulagera pas si je vous dis que c'est mille fois pire que chez vous en France, notre seule lot de consolation, si je puis dire, c'est de rester honnête et digne, de ne pas verser dans l'agressivité ou la haine aveugle.

Plein de gens tiennent des discours dont ils ne croient pas un mot, cela se sent d'ici sans avoir à supporter leur haleine fétide, hormis Poutou qui est bien sympathique mais plutôt léger, inconsistant, et Arthaud qui est aussi cruche que Laguiller. Nos

pires ennemis ne sont pas ceux qu'on croit, ce ne sont pas ceux qui nous promettent un avenir plus abominable encore, les Macron, Fillon ou Le Pen, mais les Hamon et Mélenchon qui se présentent sous de faux masques, et qui ont contribué pendant de longues décennies à pourrir davantage le mouvement ouvrier tout en soutenant le régime en place.

La situation délétère actuelle est leur héritage, autant ou plus encore que celui des différents présidents de la République qui se sont succédés depuis 1958. Plus que tout j'invite les lecteurs à ne jamais rien oublier du passé, à l'étudier attentivement, car c'est la clé pour comprendre le présent ou sans laquelle on ne peut pas comprendre ce qui se passe ou l'orientation de la société...

Pourquoi tous ces articles sur Macron et Fillon ? Pour éviter aux militants ou aux lecteurs de croire et de raconter de grosses conneries aux travailleurs ou autour d'eux.

[Le blog \*\*Arrêt sur Info\*\* cesse d'être actualisé.](#)

A nos chers et fidèles lecteurs

Vous suivez régulièrement Arrêt sur Info depuis l'été 2014. Par vos visites, vos articles, vos traductions, vos conseils, vos dons, vous avez grandement contribué à son développement et rayonnement.

Nous vous sommes infiniment redevables.

Vous avez partagé vos impressions, vos doutes, vos espoirs...

Vous avez subi avec bienveillance les périodes où le site – mis à l'épreuve par les attaques de robots (malveillants?) – ralentissait ou devenait par moment inaccessible à nombre d'entre-vous.

Vous êtes aujourd'hui en attente de savoir pourquoi il n'y a plus eu de nouveaux articles sur Arrêt sur Info depuis le 25 mars.

L'administration du site, son développement exponentiel, son animation permanente, tout cela a été réalisé de façon autonome, par l'abnégation et l'engagement bénévole de Silvia Cattori. Elle n'est plus en mesure de continuer d'assumer la lourde charge que représente la gestion d'un site aussi important.

Quoi qu'il en soit, Arrêt sur Info demeure accessible.

Dans la perspective d'une formule qui assure la pérennité du site, votre avis et vos suggestions, nous seront précieux.

Silvia Cattori 4 avril 2017

Est-ce une "victime" du Décodex du Monde qui l'avait inscrit sur sa liste rouge ou pour des raisons personnelles, professionnelles ou de santé ? Ce blog ne faisait que publier des articles que l'on trouvait ailleurs, hormis les articles de son animatrice. Elle a été la seule à publier mon article sur Amnesty Internationale.

Dans mon cas, le temps et l'énergie que je déploie pour actualiser mon portail est sans commune mesure du fait des causeries qui est un vrai travail de rédaction et de réflexion, harassant et ingrat. Les lecteurs s'en foutent complètement, ils consomment c'est tout, merci à eux de se désintéresser totalement de ma situation, après tout il est vrai qu'ils ne m'ont rien demandé, donc ils ne me doivent rien, ainsi on est quitte.

[Parole d'internaute.](#)

1- *"Le propre de ceux qui hurlent au complotisme est de ne justement jamais s'intéresser aux dossiers en détails pour s'en faire une opinion personnelle: ils préfèrent écouter les médias mainstream et continuer à regarder ceux qui se posent des questions avec dédain.*

*Il y a bien évidemment un juste milieu, celui de l'analyse des faits; entre voir des complots partout et n'en voir nulle part."*

En effet, il faut faire preuve de discernement ici comme ailleurs, il y a les vrais et les faux complots, ces derniers ont pour vocation par leur aspect grotesque de discréditer ceux qui dénoncent les véritables complots ourdis par l'oligarchie ou les Etats.

Comme je l'ai déjà signalé dans une précédente causerie, j'ai constaté que des militants expérimentés qui au premier abord sont censés avoir développé un esprit critique ou plus libre que la moyenne de la population ou avoir acquis un certain niveau de conscience, croient volontiers les versions ou théories que leur servent sur un plateau ceux qui nous gouvernent et leurs

porte-parole médiatiques, plutôt qu'un militant ou un journaliste ou toute autre personne qui parce qu'elle n'est pas accrédité par le pouvoir en place ou leurs braves dirigeants raconterait forcément n'importe quoi.

Ils sont sous influence assurément et ne s'en aperçoivent pas, ils sont manipulés et colportent la propagande officielle.

Et vous savez pourquoi ils adoptent cette attitude stupide ? Parce ce militant ou ce journaliste ou cette personne leur tient par ailleurs un discours qu'ils ne partagent pas, du coup tout ce qu'ils peuvent dire ou écrire est douteux ou est à jeter. Vous vous demandiez pourquoi nous ne parvenons pas à nous rassembler, vous avez là une partie de l'explication...

2- *"Bien que les débats tentent d'entretenir un clivage gauche/droite, le vrai clivage est entre les tenants de ce mondialisme et les souverainistes qui se rebellent."*

La question qu'il faut se poser est de savoir qui entretient ce clivage et qui s'y oppose en se demandant quelles sont les réelles intentions des uns et des autres. Mais la question posée ainsi sera faussée si au préalable on n'a pas défini précisément ce qu'on entend par droite et gauche. Il faut même aller plus loin et se demander quelle définition en donnent les uns et les autres et pourquoi.

On pourrait identifier à la droite les possédants, les classes dominantes, les exploiters, le régime capitaliste, tandis que la gauche serait incarnée par les acteurs ou facteurs qui s'y opposent ou en sont la négation, les classes dominées, les exploités, le socialisme.

Mais cette définition originelle qui présentait l'avantage de distinguer nettement deux camps, celui des partisans du régime capitaliste et celui des partisans de son renversement au profit du socialisme a été dévoyée, falsifiée et finalement abandonnée par les agents du capitalisme sévissant au sein du mouvement ouvrier, les réformistes et les stalinien, pour y substituer une version au rabais, idéologique, éducorée définissant de gauche toute action ou mesure ayant un contenu social abstraction faite du contexte politique dans lequel elle se présente ou des réelles intentions de leurs auteurs qu'ils pourront ainsi présenter ou qualifier de progressistes ou d'humanistes, c'est ainsi qu'ils ont créé les gaullistes de gauche par exemple, en allant plus loin, le parti démocrate américain qui est oligarchique peut ainsi être présenté de gauche avec ses milliardaires philanthropes.

A travers ce dernier exemple, qui est caricatural mais bien réel, on s'aperçoit que la définition de la gauche qui s'est substituée à la version originelle et qui est dorénavant adoptée par tous repose sur un déni, et pas de n'importe quoi, de la lutte des classes, de l'inconciliabilité fondamentale qui existe entre exploiters et exploités et qui est à l'origine des rapports sociaux sur lesquels repose le capitalisme.

Autrement dit, cette définition de la gauche a ceci de particulièrement pernicieux, qu'elle intègre la collaboration de classe puisqu'elle fait disparaître l'opposition irréductible entre les classes sociales au profit de la classe qui détient le pouvoir, ce qui signifie que de nos jours se réclamer de gauche, c'est en réalité être de droite sans en avoir conscience.

On nous rétorquera que lorsqu'on est favorable au progrès social on est bien de gauche, quelle naïveté, si c'était réellement le cas cela signifierait que tous les patrons et actionnaires seraient de gauche puisqu'ils ne vous diront jamais le contraire. Et bien non, être de gauche implique un certain engagement, une certaine détermination, car sans s'en donner les moyens politiques pratiquement cette déclaration se réduira à des idées ou ne dépassera jamais le stade des vœux pieux, d'une intention généreuse sans lendemain, tandis que ceux qui gouverneront continueront d'appliquer une politique antisociale et injuste.

En fait cela revient à être de gauche en pensée ou virtuellement et de droite dans la réalité, puisqu'on n'agira pas ou on refusera de s'engager pour changer les rapports sociaux qui sont à l'origine de la régression sociale, on s'accommodera de la société telle qu'elle est. C'est le cas de tous les dirigeants des partis institutionnels, aucun n'est de gauche, ils sont tous de droite. Alors qu'est-ce qui les distingue ? Ceux qui ont une étiquette de droite l'assument et ceux qui ont une étiquette de gauche ne l'assument pas, c'est tout. Sauf lorsque l'offre est trop alléchante, un poste ministériel par exemple, là on peut être de gauche et rejoindre un gouvernement de droite, les exemples ne manquent pas, Kouchner par exemple. Mais pourquoi pas dans l'autre sens ? Question stupide, parce que ceux qui participent à un gouvernement de gauche sont (déjà) de droite, donc pas besoin d'en rajouter !

Cette version corrompue de la gauche est fondamentalement individualiste, elle porte en elle l'affairisme, le corporatisme, et au-delà fraie la voie au fascisme. Comment cela ? Puisque je ne suis pas disposé à affronter le régime pour obtenir gain de cause, tout autre moyen pour y parvenir sera le bienvenu, y compris les plus vils.

Quant au *"clivage est entre les tenants de ce mondialisme et les souverainistes"*, il recoupe les mêmes intérêts de classe liés à la classe dominante, au régime qu'il ne s'agit évidemment pas de remettre en cause. Donc on peut très bien se dire de droite ou de gauche ou même d'extrême droite ou d'extrême gauche et être partisan du mondialisme (à ne pas confondre avec la mondialisation) ou du souverainisme.

En fait, tous ces clivages expriment la lutte des classes de manière déformée. Ils coïncident avec les différentes voies ou les différents moyens dont dispose la classe dominante pour préserver son hégémonie sur la société, alors qu'en réalité son comportement lui est dicté par les contradictions des lois de fonctionnement du capitalisme à l'oeuvre.

Cette confusion est poussée à l'extrême de nos jours, parce que la crise du capitalisme en est rendu au stade où ce sont ses fondements qui sont fragilisés, directement menacés par la lutte de classe du prolétariat qui exige que ses besoins soient satisfaits, alors qu'ils sont incompatibles avec son existence, la classe dominante lutte désespérément contre tous les peuples pour la survie de son système économique en faillite, aussi lui faut-il tenter de neutraliser la lutte de classe des exploités, mais aussi celle des capitalistes qui n'acceptent pas non plus le sort que leur réserve l'oligarchie, ce que reflète le clivage entre mondialistes et souverainistes.

En conclusion, les travailleurs et les militants doivent se situer exclusivement sur leur terrain de classe indépendant et ne pas en dévier d'un millimètre sous peine d'être récupérés ou manipulés par ceux qui oeuvrent à leur malheur et celui des générations futures.

Il faut en revenir aux principes ou aux enseignements de la lutte de classes que nous ont légués les marxistes. Il faut s'en tenir à nos besoins ou aspirations qui sont légitimes, refuser catégoriquement d'abdiquer nos droits, tous nos droits sociaux et politiques, que cela nous servent de théorie et de programme, de drapeau pour construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire digne de notre idéal de liberté, du socialisme, pour rassembler les travailleurs manuels et intellectuels les plus déterminés ou conscients qui serviront de guides au soulèvement révolutionnaire des masses à venir.

Il est évident que si nous ne sommes pas parfaitement clairs sur toutes les questions déterminantes que se posent ou se poseront les travailleurs et les militants, nous n'irons jamais de l'avant. Au lieu d'être intransigeant envers les autres militants qui ne partagent pas nos idées, commençons par l'être envers nous-même.

Quotidiennement on essaie de nous entraîner sur une autre terrain que le nôtre, les planches savonneuses ou pourries ne manquent pas. Voyez le discours social-patriote de Mélenchon par exemple. Il ne s'agit pas seulement d'avoir la volonté d'y résister, il faut en avoir les moyens, s'en donner les moyens. On ne peut pas se renier sur ceci ou cela, s'accommoder de ceci ou cela, collaborer à ceci ou cela sous prétexte que cela ne serait pas compromettant, si on a conscience que cela l'est, c'est déjà trop.

Un exemple à ne pas suivre pour terminer. J'ai eu la patience de télécharger et de visionner en entier le meeting de Mélenchon à Châteauroux le 2 avril, 2 heures, 4 minutes et 6 secondes en comptant la présentation, c'est long !

- *"Le monde d'avant ne réapparaîtra jamais. Le changement climatique va tout bouleverser. Tout. Vous devrez vivre autrement. Et vous avez à l'ordre du jour un changement gigantesque dans les manières de faire, car, cette fois-ci, vous ne pouvez pas dire, si j'ose dire : nous allons changer la propriété des moyens de production, comme on l'a beaucoup dit dans ma jeunesse. Ni de dire : nous allons changer la répartition de la richesse. Il faudra changer la manière de consommer, de regarder la nature. Votre relation les uns aux autres est modifiée par la présence tout plus grande de ce que l'on appelait le corps inorganique de l'homme, c'est-à-dire l'environnement."* (à 1.47.53)

Il est vrai que sa "jeunesse" est loin, alors que la mienne à 62 ans me semble si proche. Après avoir passé plus de 30 ans à servir avec zèle un parti et un régime qui auront pourri l'existence de ceux à qui il s'adressait, qu'il ne reste plus trace de sa jeunesse politique qu'il a renié, il n'était pas utile qu'il le rappelle, à moins que ce message ait été destiné aux généreux et bien intentionnés banquiers qui ont accepté de lui accorder un prêt de 5 millions d'euros.

Au diable le socialisme !

Les voilà rassurés "*changer la propriété des moyens de production*" et "*changer la répartition de la richesse*" ne font pas partie de son programme ou de ses objectifs politiques, parce que sa vision de la société et du monde ne va pas au-delà de l'horizon du capitalisme qui demeure pour lui indépassable. Il est donc de droite.

Qu'il aille donc raconter cela à un pauvre ou à un miséreux qui se prive déjà sur tout qu'il "*faudra changer*" sa "*manière de consommer*" peut-être en sera-t-il réduit à lécher son assiette pour ne pas se voir traité de gaspilleur ! Personne n'a sifflé dans l'assistance, il faut croire qu'elle était composée de nantis.

Bref, j'ai trouvé sa prestation particulièrement démagogique et médiocre, destinée uniquement à faire naître des émotions parmi le public, c'est dans l'air du temps, nulle sur le plan pédagogique, par un mot sur le gouvernement, sur la mandature de Hollande, sur le PS, sur Macron, sur les institutions, sur le chômage de masse, sur l'UE et la tröika, sur les guerres...

Par contre il a terminé son discours sur un thème qui ne tenait pas du hasard, pour marquer les esprits et soulager les portefeuilles au profit de son compte en banque, tel un vulgaire camelot il a trouvé le moyen de placer son dernier bouquin sur la vertu... Nous avons dit plus haut que la "version corrompue de la gauche est fondamentalement individualiste", Mélenchon l'a confirmé à

sa manière.

Pas question de s'attaquer à la propriété privée des moyens de production et de répartition des richesses qui concerne le mode de vie de la totalité des exploités, l'ensemble des rapports sociaux de la société, par contre si des mesures peuvent être adoptées pour permettre aux classes et couches nantis de vivre ou respirer mieux, de profiter davantage des privilèges que leur accordent les capitalistes, elles seront les bienvenues.

Et dire que tous ces gens-là avaient oubliés qui il était, ce qu'il avait fait durant toute sa vie. Effrayant à vrai dire !

Ont-ils constaté qu'il n'y avait rien de spontané dans son attitude, la mimique qui accompagnait chaque sujet abordé était destinée à produire un effet qu'il attendait pour continuer ? Mélenchon leur a fait un numéro de comédien sans croire un traître mot de ce qu'il leur a raconté, c'était perceptible sur son visage et sa gestuelle pour peu qu'on ait les yeux rivés dessus. D'ailleurs ce n'était pas nécessaire puisqu'il s'est contenté de dire à l'assistance ce qu'elle était venue entendre, des platitudes navrantes, autrement dit elle n'aura rien appris, cela ne lui aura servi à rien et elle ne sera pas plus avancée au bout du compte.

C'est tout l'art du sophiste qui déballe des lieux communs qui lui servent de lampions pour éclairer sa caverne qui demeure irrémédiablement vide, hormis son imposante personne qui sert à occuper l'espace pour faire impression. Car Mélenchon leur a fait le numéro du philosophe avec sa petite vertu, comme quoi ils osent vraiment tout, faisant référence aux stoïciens pour lesquels la devise Supporte et abstiens-toi était davantage un appel au sacrifice ou au martyr, à l'abdication plutôt qu'à l'affrontement, ce dont Mélenchon s'est défendu en précisant qu'ils avaient dit aussi des bêtises, parce qu'en plus il s'est permis de juger les plus grands philosophes de l'Antiquité, qui à ce stade du développement de l'humanité n'avaient pas d'issue à lui proposer pour s'émanciper du règne de la nécessité qui ponctuaient le processus matérialiste dialectique dont ils étaient des acteurs au point de se consumer.

Trouver le bonheur dans la vertu est désuet car réservé à une élite bien-pensante et repue. La tentation était trop grande de ne pas sombrer dans la morale, à défaut d'engrainer les enseignements de la lutte de classes. Cela fut bien amené par le sujet auquel il consacra l'essentiel de son discours, la santé. C'est immorale de ne pas permettre à quelqu'un de se soigner, assurément, mais c'est immorale aussi de confisquer l'essentiel des richesses produites par les exploités, c'est le système capitaliste qui est immorale et non son existence qui ne provient pas de considérations de cet ordre mais matérielles, objectives, dialectiques, et c'est sous cet angle qu'il faut le combattre.

Vous aurez compris que ce serait trop demander à Mélenchon qui finalement s'est employé à ménager l'ordre établi.

### [La tentation du totalitarisme les saisit quand leur pouvoir est menacé](#)

- La croyance ordolibérale et sa stratégie sectaire contre les « diffuseurs de fausses informations » par Jean-Yves Jézéquel  
- Mondialisation.ca, 31 mars 2017

L'oligarchie, chevillée au système de la haute finance internationale, impose au monde entier son ordolibéralisme. Chacun aura remarqué ces derniers temps, que le monde des « élites », imposant à tous une loi de profit mais seulement pour la caste de ses privilégiés, est entré dans la surenchère de la falsification, de la manipulation, du mensonge, du discours « va-t-en guerre », de la militarisation à outrance, « du management de la terreur », car il est aux abois et sur le point de s'effondrer. On ne compte plus les listes qui se succèdent dénonçant les sites innombrables « diffusant de la fausse information » les « fake news ».

Les premiers prix de mensonge et de falsification, les maîtres de la diffusion de fausses informations, ont pris l'initiative de créer des systèmes qui permettraient aux personnes de boycotter les innombrables « sites et réseaux sociaux se livrant à la désinformation de masse » ! Les loups s'adressent aux moutons en espérant leur faire croire que, bien qu'ils soient prédateurs, ils sont tout de même les garants et seuls protecteurs de leur liberté de savoir, l'ultime rempart assurant leur liberté de penser et de la pensée, ceux qui se soucient de leur sort et se penchent attentivement sur leur condition de moutons exposés au risque de ne plus vouloir accepter de se faire tondre et déchiqueter pour le plus grand bonheur de la prédation ! Les loups sont soucieux, quant à eux, de voir leurs victimes, continuer de jouer ce rôle de victimes qui les a si bien enrichis et à si bon compte...

Comment les moutons pourraient-ils devenir autre chose que des moutons ?

Il y avait sans doute pour ces prédateurs, le danger de voir surgir une mutation du troupeau docile en horde de fauves déchaînés ! Il fallait arrêter cela d'urgence. Il fallait trouver les coupables ou sorcières ayant fomenté une telle mutation sans tarder.

On a donc vu pousser comme une forêt de champignons hallucinogènes, les listes des condamnés, publiées par les grands inquisiteurs de la vérité et de la vertu, déclarant la croisade d'un « axe du bien » mobilisé pour une chasse aux sorcières !

Comme le « Malleus maleficarum » de Kramer et Sprenger, publié en 1488, servait de guide pour la chasse aux sorcières, aujourd'hui le « bréviaire » des nouveaux Inquisiteurs est publié lui aussi pour aider ces fanatiques du « journalisme », aux ordres

de l'Eglise néo conservatrice et ultra libérale, à dénicher les « fauteurs de troubles ». Les « empêcheurs de tourner en rond », les « lanceurs d'alertes », les « hérétiques dissidents » de la pensée unique et du politiquement correct, les « non alignés », les « journalistes indépendants », les « analystes non-conformistes », les « subversifs critiques », ceux qu'ils aiment tant nommer « les rouge-bruns » ou les « complotistes » des réseaux sociaux, doivent être débusqués et arrêtés. Bref, il faut faire la chasse à cette nouvelle « sorcellerie » qui s'oppose à l'empire tout puissant de la « vérité révélée » idéologique et donc sectaire qu'est l'ultra libéralisme hégémoniste. Tous ceux qui ne pensent pas le monde et ne regardent pas le monde avec les filtres de cette idéologie doivent être arrêtés, torturés, exterminés par le feu des bûchers de la malveillance, du mensonge devenu la « vérité »...

C'est là l'avènement de ce que ces nouveaux apôtres de l'intolérance ont nommé « la post-vérité » prenant sans complexe la place de la « vérité » congédiée quant à elle dans les cachots obscures de la condamnation diffamatoire et parfaitement odieuse !

Alors, comment se nomment les nouveaux « Malleus maleficarum » de la « Post-vérité » ?

L'avocat Dan Shefet et la sénatrice Nathalie Goulet vont présenter le 30 mars prochain au Sénat français, un projet de loi pour lutter contre les « fake news », prévoyant jusqu'à un an de prison ferme et 15000 euros d'amende pour ceux qui auront diffusé des fausses informations. Ces gens là ont l'intention de se référer à l'outil du « Décodex » et sur le « CrossCheck » pour permettre une application de la loi! On ne peut pas imaginer un système plus corrompu au point qu'il s'encense lui-même, se congratule lui-même, se louange lui-même, s'auto proclame comme une référence suprême de vérité et de moralité ! Proposer cette loi en soi, c'est comme si Al Capone était plébiscité par le Sénat pour devenir la référence de la lutte efficace contre la mafia et les mafieux et Eliot Ness l'exemple du trublion renégat à éliminer coûte que coûte!

Le « PropOrNot », par exemple, a publié une liste de 200 sites web accusés d'être des « agents de la Russie ». Mais la ficelle s'étant avérée un peu trop grosse, la même liste a été attribuée à une inconnue : Melissa Zimdars. On trouve sa publication sur le site de la bibliothèque de l'Université d'Harvard. Cet agent de l'inquisition médiatique qualifie les éléments de la liste en question comme « diffuseurs de fausses informations ». Il est sans doute intéressant de connaître cette liste que l'on trouve au complet dans un article posté sur mondialisation.ca le 23 mars 2017 par le Dr. Paul Craig Roberts : « Les medias traditionnels en pleine débâcle ».

Quand, dans une société, on en arrive à un tel degré d'aveuglement ou d'une volonté consciente parfaitement assumée, déclarant sans ambage la « post-vérité » comme légitime, c'est qu'on est soit un imbécile, soit un pervers. Dans les deux cas de figure il faut envisager un grand coup de balai sur ce monde crépusculaire, sans états d'âme!

De son côté Google dit qu'il va bloquer les 200 sites en question, « diffusant de la fausse information », inscrits sur la liste noire des inquisiteurs patentés.

Facebook annonce qu'il va mettre en place un filtre pour trier les fausses nouvelles !

Le PDG de Apple déclare mettre au point des outils capables de faire échec aux « Fake News » !

« Le Monde » persiste et signe en affirmant que son « déconnant Decodex » est absolument fiable : il est capable de détecter les mensonges et donc les menteurs par la même occasion!

Imaginons un instant ce scénario.

Il existe une de ces nombreuses expériences menées par des psychologues cognitivistes, qui consistait à placer dans un amphithéâtre un groupe de 100 journalistes. Une dizaine de comédiens devait mettre en scène une action rapide, surprenante, inattendue, sur une durée de une minute, avec plusieurs événements enchaînés dans ce laps de temps très court.

A la fin de la mise en scène, les journalistes étaient immédiatement invités à faire chacun un compte rendu de ce qu'il avait vu.

L'expérience renouvelée de multiples fois a démontré qu'il y avait autant d'événements que de journalistes. Les cent récits étaient tous différents les uns des autres : devant les mêmes faits, il n'y avait pas deux récits qui coïncidaient parfaitement au point qu'on pouvait penser que chacun avait assisté à des événements différents. Pourtant il s'agissait de la même histoire.

Les psychologues voulaient démontrer ainsi que la subjectivité est toujours présente dans n'importe quelle démarche humaine et il est stupide de prétendre à l'objectivité absolue dans la manière de rapporter les faits. C'est une personne qui regarde et vit les choses avec ce qu'elle est, avec son bagage intellectuel, sa formation, son parcours de vie, ses conditionnements sociaux, normatifs, culturels, familiaux...

Personne ne peut prétendre à l'objectivité absolue. Quand un journaliste prétend ne rapporter « que des faits », il se fait des illusions et se leurre lui-même. Même un scientifique qui observe le comportement d'une particule élémentaire dans une chambre

de Wilson, constate que la particule tient compte de la manière de faire et d'observer du scientifique en adaptant son comportement à ce que cet observateur cherche à faire ou à voir ! Ce qui veut dire que quelque chose de la personne agit à l'insu de la personne sur le phénomène pourtant extérieur à la personne.

Après ces observations, quel est le Grand Inquisiteur qui va pouvoir nous dire « sérieusement » ce que sont les « faits objectifs » à retenir comme tels dans les réseaux d'information et ce que sont les « faits erronés » à bannir des réseaux d'information ? On est en plein délire. Tous ces charlatans qui veulent se faire passer pour les tenants de la « vérité » appelée désormais « post-vérité », ne sont pas autre chose que des sectateurs pratiquant le sectarisme à haute dose et faisant passer leur secte comme détentrice de la « plénitude des moyens de salut » et à laquelle chacun d'entre nous doit adhérer par croyance, par obligation, par devoir, pour le salut du système qui veut notre soumission et notre adoration inconditionnelle !

Les maîtres du monde ne supportent pas que le pouvoir puisse leur échapper. Ils constatent que tout leur échappe. C'est pourquoi nous assistons à ce raidissement, à cette « radicalisation » du sécuritaire, du contrôle, de la censure même de l'information la plus fiable parce qu'elle n'est pas au service exclusif de leur projet qui reste encore et toujours celui du profit à travers une idéologie intouchable : celle de l'ordolibéralisme qui règne sans partage sur les nations.

Jean-Yves Jézéquel

Jean-Yves Jézéquel, philosophe et psychanalyste, diplômé du troisième cycle en sciences humaines, est l'auteur d'une vingtaine d'essais en philosophie, spiritualité, religion, psychologie. Il publie également depuis 2014, une série d'analyses sur les grandes questions actuelles de société.

### [Macron le candidat de la gouvernance.](#)

- Les enjeux de l'élection présidentielle en France. La gouvernance contre le peuple. par Diana Johnstone - Mondialisation.ca, 03 avril 2017

Extrait.

C'est quoi, la "gouvernance" ?

Il devient de plus en plus clair que l'élite dirigeante transatlantique a décidé depuis un bon moment que la démocratie représentative traditionnelle ne convient plus au monde globalisé basé sur la libre circulation du capital. Il faut passer au nouveau système, la « gouvernance », un terme emprunté au monde des affaires. Il s'agit de la bonne gestion de grandes entreprises, unies dans un seul but et dédiées au maximum d'efficacité. Cette origine se reconnaît dans certains aspects de la gouvernance politique : l'unanimité quant aux « valeurs » et objectifs ; l'utilisation de comités spécialisés pour traiter certaines questions délicates, un rôle attribué à la « société civile » et aux « organisations non-gouvernementales » ; l'utilisation de la psychologie et de la communication pour former l'opinion publique ; l'isolement des trublions ; et surtout la cooptation des dirigeants.

La vie politique en Occident correspond de plus en plus à cette description. Malgré l'alternance des partis au pouvoir, les politiques les plus fondamentales sont toujours les mêmes.

Aux Etats-Unis, le remplacement de la démocratie par la gouvernance est facilité par le système des deux partis. Les électeurs n'ont de choix qu'entre deux candidats, tous les deux sélectionnés et approuvés par les principaux actionnaires de l'entreprise nationale. Tout allait bien jusqu'au moment où la grande favorite de toute l'élite, Hillary Clinton, fut battue par un intrus, Donald Trump. La réaction hystérique sans précédent montre bien le refus de l'élite de céder le pouvoir à l'outsider, qui est toujours loin d'avoir pris tout le pouvoir. Quoi qu'il arrive, l'accident Trump illustre le mécontentement grandissant de la part des populations soumises à une globalisation dite inévitable qui les laisse sans perspective.

Hillary Clinton elle-même affectionne le terme « gouvernance » pour qualifier ses objectifs, notamment dans ses relations avec Goldman Sachs et la « société civile ». Mais même Hillary n'était pourtant pas un produit aussi pur de la gouvernance que le candidat français Emmanuel Macron.

La Gouvernance personnifié

Il suffit de regarder les couvertures des magazines pour saisir le rôle de Macron dans l'élection actuelle. Son joli minois accompagne une pléthore d'articles triviaux qui célèbrent le Wunderkind comme une vedette du show business. En janvier, la magazine Foreign Policy présentait Macron au public américain comme « le politicien français anglophone et germanophile que l'Europe attend ».

Son parcours professionnel ne laisse aucun doute sur les raisons pour lesquelles les médias apprivoisés perçoivent dans cet Emmanuel-là le Messie de la croissance.

Né à Amiens il y a 39 ans, Emmanuel Macron a passé une grande partie de sa vie à l'école. Comme la plupart des dirigeants français, Macron a accumulé des diplômes prestigieux. Il a raté l'ENS mais a fait Sciences Po et l'ENA, et fut admis en 2004 à l'Inspection Générale des Finances. A l'IGF il s'est fait remarquer par un homme d'influence, Jean-Pierre Jouyet, qui l'a recommandé à Jacques Attali, le plus spectaculaire des gourous de haut niveau, qui, depuis 35 ans, régale les dirigeants de ses visions futuristes (Jérusalem en tant que future capitale du monde, par exemple). En 2007, Attali a coopté Macron dans sa prestigieuse « Commission pour la libération de la Croissance », chargée par le Président de la République de formuler des recommandations afin de relancer la croissance économique en France.

L'objectif principal de ce cénacle de grands patrons était d' « instaurer une nouvelle gouvernance au service de la croissance ».

Inutile de souligner que les 40 membres de la commission représentaient les intérêts du grand capital, et pas seulement le capital français. Parmi les voisins invités à formuler la liste de 316 propositions pour remodeler la France se trouvaient la Deutsche Bank et Nestlé. Tout ce beau monde légua au jeune Macron un carnet d'adresses bien rempli.

En 2008, sur recommandation d'Attali, Macron est passé à la Banque Rothschild, où il est rapidement devenu millionnaire, grâce à sa commission sur un achat par Nestlé qui valait neuf milliards de dollars.

Comment expliquer une ascension digne d'un roman de Balzac ? Il était « impressionnant » se souvient Attali. Emmanuel « était très habile, extrêmement apprécié de tous les membres de la commission. Il n'a antagonisé personne et s'est créé des relations personnelles, et pour un gamin de cet âge, arriver immédiatement à être visible par 40 personnes puissantes, influentes et qui jugent, c'est un accélérateur de carrière extraordinaire. »

Voilà le mot clé de l'ascension sociale : les « relations ».

Alain Minc, un autre bon connaisseur des réseaux du pouvoir, commente la réussite de Macron en expliquant qu'un banquier d'affaires doit être intelligent, souple, rapide et charmant – qualités nécessaires pour « un métier de pute ».

Macron exprime sa sagesse en petites phrases.

« Il faut des jeunes qui aient envie de devenir milliardaires. »

Ou bien :

« On se fout des programmes! Ce qui compte c'est la vision!»

Il est clair qu'il possède une vision parfaite des sommets.

Comment former les gouverneurs de la gouvernance

Le chemin vers le sommet est balisé de contacts. L'élite de la gouvernance se reproduit par la cooptation. Ils se reconnaissent, ils se sentent, ils s'entendent.

Aujourd'hui, en réaction à une telle observation, la police de la pensée risque de crier au complotisme. Mais il n'y a ni complot ni conspiration car il n'y a pas besoin. Ceux qui pensent de la même manière s'accordent sans problème. On n'a pas besoin de consigne.

Par ailleurs, les sentinelles de la pensée qui crient « conspi » dans ces cas semblent croire que ceux qui possèdent un immense pouvoir, surtout un pouvoir financier, ne l'utilisent pas. « Que le peuple décide ! » pensent-ils généreusement. A la manière de George Soros, par exemple.

En réalité, ceux qui possèdent beaucoup de pouvoir non seulement l'utilisent, mais ils sont convaincus qu'il doivent l'utiliser, pour le bonheur de l'humanité, pour le bien général. De leur position supérieure, ils ne doutent pas qu'ils savent ce qu'il faut faire, alors pourquoi permettre aux masses ignorantes de causer un gâchis? C'est dans cet esprit qu'il y a quarante ans, David Rockefeller a fondé la Commission Trilatérale, pour remédier à un « excès de démocratie » qui amènerait les classes travailleuses à formuler trop de revendications.

L'idéologie de nos jours fait en sorte que les masses se divertissent en se querellant sur les questions d'identité, sur quel groupe est plus victime que les autres, sur combien de genres faut-il reconnaître, et qui faut-il « haïr » pour lutter contre le crime de « haine ».

Pendant ce temps, les membres de l'élite délibèrent entre eux et décident.

Grâce à Jouyet, en 2007 Macron fut coopté par le club des Gracques, qui se consacre à la propagation des « valeurs » basées sur l'idée que l'Etat social keynésien est dépassé par la globalisation et la construction de l'Europe.

En 2011, Macron fut coopté par le Club de la Rotonde, qui conseilla au Président Hollande d'infliger à la France un « choc de compétitivité » – c'est-à-dire de favoriser l'investissement en réduisant les dépenses publiques et les coûts du travail.

En 2012, Macron fut accueilli par la French-American Foundation, qui se vante de sélectionner les « jeunes leaders » de l'avenir.

En 2014, l'arriviste est arrivé. Le 31 mai et le 1 juin de cette année, Macron assistait à la réunion annuelle de Bilderberg, tenue à Copenhague. Cet aréopage de sommités fut fondé en 1954 par le Prince Bernhard des Pays-Bas. Pas un mot n'en sort pour informer le public du consensus qui peut s'y réaliser.

Et le programme?

Abondamment vu et approuvé, Macron passa du rôle de conseiller du Président Hollande à Ministre de l'Economie, des Finances et du Numérique dans le gouvernement de Manuel Valls, où il se pressa de faire adopter l'agenda de la Commission Attali, sous prétexte de promouvoir la croissance et, bien sûr, de « créer des emplois ». On compte parmi ses exploits la vente du secteur d'énergie d'Alstom à General Electric, contre le refus de son prédécesseur Arnaud Montebourg.

Au gouvernement, Macron a réussi à faire adopter les mesures les plus impopulaires de la Présidence Hollande, ce qui n'est pas peu dire. Sa « Loi pour la Croissance », dite Loi Macron, allait dans le sens des directives de Bruxelles exigeant de nombreuses dérégulations de l'économie, mais n'a pas pu obtenir une majorité au parlement. Elle a dû être adoptée en recourant à l'Article 49.3 de la Constitution qui permet au Premier Ministre d'adopter une loi sans vote du parlement.

Sa réussite suivante, la « réforme » (ou démantèlement) de la Loi Travail, portait le nom de la jeune Ministre du Travail, Myriam El Khomri, qui donnait un joli visage et une appellation évoquant la « diversité » à une législation qui a suscité des semaines de protestations, divisé le Parti Socialiste et obligea Valls à utiliser encore une fois l'Article 49.3.

A la suite de cela, l'histoire passa à l'humour noir. Le passage « à feu et à sang » de Macron à travers le gouvernement Hollande/Valls a laissé le Parti Socialiste divisé et démoralisé. Suite à quoi, Macron quitte le champ de ruines politiques pour se présenter comme l'alternatif, l'héroïque champion de « l'avenir », « ni droite ni gauche », dans son nouveau mouvement vigoureusement appelé En Marche. Il condamne ce qu'a fait le gouvernement socialiste dans la perspective de faire la même chose, mais plus intensément et sous une autre étiquette.

En ce moment, Macron arrive en tête des sondages avec Marine Le Pen pour le première tour. Les grands médias font ce qu'ils peuvent pour que le charme du banquier suffise pour gagner l'élection à la Présidence de la République.

Les Médias et le Peuple

Malgré l'influence croissante d'Internet, la grande majorité de la population compte toujours sur la télévision et la presse pour s'informer. Dans cette élection, assez déroutante pour les gens peu politisés, les médias ont atteint un record de partialité. Echaudés par la catastrophe Trump, les gardiens médiatiques de la bonne pensée en France singent leurs collègues américains en cherchant des boucs émissaires à blâmer pour les déconvenues de la gouvernance globale. Cela doit être la faute des Russes ! Ou des « fake news » prodiguées par les sites qui ne suivent pas la ligne du journal Le Monde.

Parmi les onze candidats, les gardiens médiatiques de la bonne pensée s'émerveillent du jeune génie Macron, traitent ses rivaux principaux en délinquants, jettent quelques os aux petits candidats anodins, et ignorent les autres. Soutenu par les grands médias, Macron est le candidat de la gouvernance autoritaire, contre tout ce qui reste de la démocratie française.

[Elections présidentielles françaises.](#)

- Présidentielle : des électeurs indécis ou désintéressés - Franceinfo

À vingt jours du premier tour de l'élection présidentielle, 40% des électeurs se disent toujours indécis. Abstention et mobilisation sont devenus des enjeux majeurs.

A 19 jours du scrutin, il devient pourtant de plus en plus crucial de convaincre, alors qu'environ un tiers des électeurs disent vouloir s'abstenir, un record pour une élection présidentielle qui parvient d'habitude à mobiliser environ 80% des Français.

Un Français sur trois environ (38% selon l'institut BVA, 31% pour l'Ifop) n'a pas encore décidé pour qui il va voter ou peut encore changer d'avis. AFP 03.04

### La menace : Emmanuel Hollande.

- François Hollande conseillerait Emmanuel Macron - Atlantico.fr 31.03

...à en croire Le Monde, le président de la République pencherait vers le leader d'En Marche ! avec lequel il échange "toujours des SMS".

Selon le quotidien, au cours de ces conversations, François Hollande donnerait son avis sur la campagne d'Emmanuel Macron. "Le président, qui dissèque la stratégie de son ancien protégé, lui conseille notamment de 'rester de gauche'", écrit Le Monde.

Le journal cite également cette confidence édifiante du chef de l'État faite à des proches récemment : "Je ne veux pas prendre une position qui pourrait lui être défavorable. Déjà que Fillon dit qu'il est mon 'porte-serviettes'".

Dans le même article du Monde, on trouve aussi une confidence faite par François Hollande à Gaspard Gantzer, le chef de la communication de l'Élysée, à propos de Macron : "Emmanuel, c'est le fils qu'on voudrait avoir". Voilà ce qui expliquerait la relation qu'entretiennent les deux hommes... Atlantico.fr 31.03

Vidéo. Macron, se voit-il déjà à la place de Hollande en plagiant son discours?

<https://www.youtube.com/watch?v=C75wKnXu0MY> ou <https://www.facebook.com/ridiculeTV/>

Fanatisme néoconservateur ultra libéral.

Vidéo. Comprendre Macron, grâce à Edouard Tétreau (qui le soutient) - Les-crises.fr 05.04

[www.dailymotion.com/embed/video/x5hab56](http://www.dailymotion.com/embed/video/x5hab56)

Une vidéo vraiment exceptionnelle, qui permet de mieux comprendre une certaine frange du soutien à Macron, de façon presque chimiquement pure je dirais. Et ce grâce au chroniqueur consultant Édouard Tréteau, un proche soutien de Macron.

Notez bien : remplacez "Europe" par "France", et "Macron" par "Jean-Marie Le Pen", et vous avez une belle vidéo nationaliste d'extrême-droite (la moitié du temps, c'est de l'incitation à la haine de pays étrangers ou de candidats français ; notez le "tous losers", équivalent du "tous pourris").

Car qu'est-ce qui est plus Nationaliste (je n'ai pas dit Souverainiste, c'est différent), qu'un Européiste forcené, qui veut construire une Nation – avec des peuples qui ne le veulent pas... Et la guerre a toujours été un moyen puissant pour ce faire.

Commentaires d'internautes.

1- "Je suis désolé mais j'ai arrêté à 2:46. J'ai essayé, promis. Mais autant d'inepties en 166 secondes... Jamais vu. A ceux qui sont allés au bout, vous êtes des héros."

2- "J'ai stoppé à 3:59. Il délire complètement ce type !"

3- "Moi j'ai tenu jusqu'à 6:52 !"

Je crois qu'on tient une nouvelle discipline olympique, l'écoutage d'eurobéat."

4- "En guise de fausses nouvelles, nous tenons là, en la personne du gugusse Tétreau, un véritable expert. On frémis à l'idée qu'un tel individu pourrait devenir ministricule d'un Micron devenu président !"

5- "Tetreau a été ( et l'est peut-être encore) salarié d'une fondation de Soros dont il partage la vision délirante sur la Russie et sur l'UE. Sur la liberté de la presse aussi d'ailleurs."

6- "On pensait avoir tout vu et tout subi avec Sarko et Hollande, si Macron est élu c'est une catastrophe en vue. L'anti France par excellence. Ces gens détestent leur pays, les Français (beurk une nationalité caca). Déjà qu'ils prétendent qu'il n'y a pas de culture en France (celle du CAC 40 oui sans doute?)."

Je n'ose pas croire que quand je marche dans la rue, il y aie une personne sur 4 qui va voter Macron... c'est bizarre je ne

connais personne qui va voter Macron.

Ou les sondages sont total bidon ou alors c'est à désespérer des gens, qu'ils ne viennent pas ensuite se plaindre ou manifester contre la loi travail version XXXXL à venir."

7- "Je connais beaucoup de monde qui vont voter Macron. Notamment dans la génération 68 de mes parents (quasi tous mes oncles et tantes) qui a été bercée à Libération, France Inter, Le Nouvel Obs.....

Ils refusent de voir l'évolution néfaste de leurs habituels sources d'information et voteront comme on leur dit. J'ai tout tenté pour leur ouvrir les yeux mais l'effet de la propagande est si forte qu'ils ont abdiqué toute réflexion critique.

Alors oui, une personne sur 4 votant Macron n'est pas si impensable quand on vient de mon milieu."

8- "Oui j'ai observé exactement le même phénomène dans ma famille, officiellement ils se disent ouverts d'esprit et prêts à écouter d'autre son de cloche. Sauf qu'en pratique quand on leur donne un article, une vidéo, un livre ou quelque chose qui critique Macron ou l'Europe il ne le lit pas, ne l'écoute pas (pas le temps, j'ai des soucis plus graves, etc..) et répète en boucle le discours officiel de TF1 / le monde.

C'est juste flippant de voir à quel point ils sont formatés, d'autant plus qu'à la base ce ne sont à priori pas des idiots complets (ingénieurs, opticien, banquier). Mais quand j'essaie de leur en faire prendre conscience, j'ai droit au choix au petit rire style "tu es un simple d'esprit tu comprends rien au monde / crois n'importe quoi" ou à l'absence de réponse (car ils n'ont souvent aucun arguments à opposer et ça les fait chier).

Bref ils sont convaincus de défendre le parti du bien."

9- "Mais ce type est un extrémiste ! Et sa haine de la Russie : il regrette le bon vieux temps de l'opération Barbarossa ? Au fou !

Et Macron est du même tonneau ? Macron, le candidat de la haine BCBG ? Je vote contre !

- "Les Russes sont comme ça, ils provoquent"
- "c'est un pays dangereux, qui s'est fixé comme objectif détruire l'UE"
- "c'est une puissance qui s'est ingérée dans l'élection américaine"
- "des Fake news alimentées par la Russie"
- ??? ... "on a quelques éléments probants en terme de géographie effectivement"

Et en terme psychiatrique ? M. Tréteau c'est Alain S. à l'envers, faut qu'il aille consulter, et autre chose que les cours de bourse.

J'aime bien en revanche le ton légèrement narquois du journaliste qui a bien compris où était le filon, celui du complotisme parfumé."

Qui est Edouard Tétreau ?

Wikipedia - Après une douzaine d'années dans l'industrie des médias et de la finance, il fonde en 2004 Mediafin, société de conseil en stratégie. Il est par ailleurs aujourd'hui trustee du Committee for Economic Development (CED), think tank basé à Washington, à l'origine du plan Marshall, administrateur de la Maison française à l'université Columbia, et enseignant à HEC Paris, pour le cours 'Managing in Times of Financial Crises'. Il a travaillé dans le passé pour des entreprises et organisations telles que Schroders à Londres, AXA Private Equity à New York, ou le European Council on Foreign Relations (<http://www.ecfr.eu/> [archive]). Wikipedia.org

- Edouard Tétreau prend les rênes du Conseil européen-ECFR. par Laurance N'kaoua - lesechos.fr

À la tête, pour la France, du Conseil européen-ECFR, financé notamment par George Soros, ce fan de Jean Monnet veut voir se dessiner une grande unité européenne, diplomatique, économique, de la défense... « C'est une question de survie : aucune nation ne peut s'en sortir seule. Nous sommes à l'ère des États-continentaux », déclare, avec ferveur, ce quadragénaire souriant, affable mais tenace... et perfectionniste. (...)

Son métier d'origine ? La finance, à laquelle il a consacré douze ans, après un parcours sans faute : une enfance parisienne, une scolarité à Saint-Louis-de-Gonzague, chez les pères jésuites à qui, dit-il, il doit beaucoup - et HEC, dont il sort en 1992 (majeure entrepreneurs). « Mais, à vingt-deux ans, je n'étais pas mûr pour créer mon entreprise », sourit ce chrétien plein de fougue, qui a reçu une éducation rangée dans une famille bourgeoise et catholique. Il s'oriente donc vers la banque d'affaires, chez Schroders, à Londres. (...)

... ce fils de banquier, dont l'un des faits d'armes est d'avoir recommandé, le 16 mars 2000, aux clients et investisseurs du

Crédit Lyonnais « de prendre les profits avant un éventuel e-krach », quitte bientôt la finance. (...)

Quant à HEC, il y reviendra aussi, mais en tant que professeur affilié. De 2010 à 2013, il y enseignera le management des crises financières, lui qui, quelques semaines à peine avant la crise des subprimes, s'est installé à New-York afin de développer des fonds d'investissement direct pour son client Axa (on le dit proche de Claude Bébéar). (...)

Et il aime, dit-on, la lumière médiatique. lesechos.fr 09.09.2014

- "C'est du vide, du vent" : quand des participants à un meeting de Macron quittent la salle avant la fin de son discours - Franceinfo

La scène se passe lors du meeting d'Emmanuel

Macron à Marseille (Bouches-du-Rhône), samedi 1er avril. Le candidat En marche ! est devant 6 000 personnes. Mais quinze minutes après le début de sa prise de parole, plusieurs participants vont quitter la salle. Déçus par ce qu'ils entendent. "C'est du vide, du vent", lâche un homme en sortant. Plus loin, un autre évoque "des banalités". Pour justifier son départ, un troisième estime qu'Emmanuel Macron "ne va pas assez au fond des choses, c'est trop superficiel pour moi".

La séquence, filmée par les reporters de "C à vous" a été diffusée, lundi 3 avril, dans l'émission sur France 5. Franceinfo

- Où sont passés les millions d'Emmanuel Macron? - challenges.fr

L'ONG anti-corruption Anticor vient de saisir la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique sur l'incohérence entre les revenus et le patrimoine d'Emmanuel Macron. www.challenges.fr

- Macron en meeting à la réunion, un fiasco total!

Salle vide, des gens partent par grappes.... Le fiasco Total de Macron en marche arrière... #MacronFiascoALaRéunion

[https://www.youtube.com/embed/OU\\_B1ePENXs](https://www.youtube.com/embed/OU_B1ePENXs)

- La déchéance.

- Le chanteur Renaud votera Macron - AFP

Emmanuel Macron est "le seul qui me paraît intègre, le seul sans parti, le seul sans casserole au cul et la seule alternative aux Le Pen et aux Fillon", a estimé lundi le chanteur Renaud... AFP

## Fillon

- "J'ai offert au pouvoir le moyen de m'éliminer", regrette François Fillon - Franceinfo

Sur BFMTV, lundi, le candidat des Républicains a accusé les autorités de l'avoir mis en examen dans le but de le faire tomber. Franceinfo

- Fillon: "mon épouse ne sera pas condamnée", "le dossier est vide" - AFP

François Fillon a affirmé lundi que son épouse, mise en examen dans l'affaire de ses possibles emplois fictifs notamment comme assistante parlementaire, "ne sera pas condamnée", assurant que "le dossier est vide".

"Mon épouse ne sera pas condamnée. Depuis le début je vous le dis, cette affaire a été montée de toute pièce", a déclaré le candidat de la droite à la présidentielle sur BFMTV et RMC. Il a dénoncé "une calomnie dans Le Canard enchaîné", ou encore "une enquête d'enfer pendant trois semaines, qui ne débouche sur rien".

"Le dossier est vide", a dit François Fillon. "Si j'avais le moindre doute sur ma culpabilité je ne serais pas candidat à l'élection présidentielle", a ajouté le candidat, lui-même mis en examen.

Interrogé sur son engagement précédent à se retirer en cas de mise en examen, M. Fillon a dénoncé "une manipulation".

"Je ne pouvais pas imaginer à cet instant être victime d'une manipulation pareille", s'est-il justifié. "J'ai d'ailleurs commis une erreur, d'une certaine façon, en disant cela, parce que j'ai offert au pouvoir le moyen de m'éliminer de la compétition présidentielle, il suffisait de me mettre en examen". AFP

- Pourquoi François Fillon se voit inverser la tendance en trois semaines - LeParisien.fr

Les 3 articles suivants vous paraîtront peut-être rébarbatifs, un aurait suffit direz-vous, je ne le pense pas car compte tenu de leur teneur il était préférable de montrer aux lecteurs qu'à 6 jours d'intervalle une société prétend que Fillon devance Macron et le Pen et qu'il sera sans doute élu, alors que la totalité des instituts de sondages en France prédisent l'inverse.

- Présidentielle 2017: retour de Fillon en tête des sondages - sputniknews.com

Tandis que la plupart des sondages assurent que Marine Le Pen et Emmanuel Macron s'affronteront au second tour de la présidentielle, prévu le 7 mai, une étude réalisée par la société Brand Analytics et basée sur l'analyse des réseaux sociaux donne François Fillon en tête du premier tour de la présidentielle.

À moins de quatre semaines du premier tour du scrutin, le candidat du parti Les Républicains (LR), François Fillon, est repassé en tête des intentions de vote, révèlent les résultats d'une enquête organisée sur les réseaux sociaux par Brand Analytics.

Selon les données fournies par cette société, qui se spécialise dans l'étude de l'opinion publique et dans l'analyse des réseaux sociaux à l'échelle internationale, après deux semaines de recul au deuxième rang du classement des candidats pressentis, François Fillon est à nouveau en tête.

Sur la période comprise entre le 14 et le 28 mars, l'ex-Premier ministre mène la course avec 23,6 %, devançant Emmanuel Macron de 0,5 %, indiquent les résultats de l'étude. Or, selon les données précédentes couvrant la période allant du 1er au 21 mars, c'est l'ex-ministre de l'Économie qui se classait premier avec 25,9 %, soit 4 points de plus que M. Fillon.

Marine Le Pen clôt le peloton de tête avec 20,9 %. Viennent ensuite loin derrière Jean-Luc Mélenchon (13,5 %) et Benoît Hamon (11,9 %).

Si on suit la dynamique de ces six dernières semaines, on constate que, d'après Brand Analytics, le candidat LR s'est maintenu en tête des sondages jusque fin février-début mars, lorsqu'il s'est vu dépasser par Emmanuel Macron (23,9 % contre 27,8 %). Au cours des deux semaines qui ont suivi, il a cédé encore du terrain, mais l'écart entre lui et son principal rival est resté presque inchangé (21,9 % contre 25,9 %).

Les résultats de l'étude montrent en outre que la candidate du FN stagne depuis le début du mois de mars autour de 20 % et que Jean-Luc Mélenchon bénéficie d'un certain regain de popularité (13,5 % contre 4,4 % il y a six semaines).

La société Brand Analytics est un leader en termes de monitoring des réseaux sociaux, selon le classement AdIndex 2016. Elle recueille les données sur les compagnies, produits, données, personnes ou événements sur les réseaux sociaux et dans les médias, définit la tonalité des messages et détermine les tendances. « Nous ne faisons qu'"écouter" les propos des gens sur les réseaux sociaux. On ne nous ment pas, nous n'obligeons personne à répondre à des questions inconfortables et à donner des réponses qui influenceront sur leur vie sociale », a expliqué à Sputnik Svetlana Krylova, directrice du centre d'analyse Brand Analytics soulignant que la compagnie ne réalisait pas ses propres sondages. sputniknews.com 29.03

- Fillon donné favori: Brand Analytics explique sa méthodologie - sputniknews.com

La récente dépêche de Sputnik sur la hausse de la popularité de François Fillon a fait du bruit. Certains médias ont même mis en doute ces données de Sputnik contraires à la plupart des sondages. Le centre d'analyse Brand Analytics fournit ses explications concernant les résultats de l'enquête qu'il a menée en temps réel sur les réseaux sociaux.

Les résultats de l'étude de Brand Analytics donnant François Fillon, candidat de la droite, en tête du 1er tour de la présidentielle en France seraient plus précis que les sondages utilisant les technologies traditionnelles, a déclaré dimanche à Sputnik Svetlana Krylova, directrice du centre d'analyse Brand Analytics.

L'étude donnant François Fillon victorieux au premier tour a été réalisée entre le 14 et le 27 mars sur la base de plus de 1,6 million de messages et commentaires sur les élections et les candidats à la présidentielle publiés par plus de 620 000 internautes francophones localisés en France.

Les études précédentes de Brand Analytics ont déjà prédit les résultats des présidentielles en France et aux États-Unis en 2012, de la présidentielle au Venezuela après la mort de Hugo Chavez en 2013, la victoire de Donald Trump à la présidentielle américaine

en 2016 et le Brexit. sputniknews.com 02.04

- Le 2e tour se jouera entre Fillon et Macron, selon une étude des réseaux sociaux - sputniknews.com

Contrairement à la plupart des sondages, qui utilisent les méthodes d'analyse traditionnelles, Emmanuel Macron et François Fillon seraient en tête des intentions de vote des électeurs. Cela ressort d'une étude de Brand Analytics, qui analyse des millions de messages sur Internet en temps réel.

Le second tour de la présidentielle française se jouerait entre le dirigeant d'En Marche ! Emmanuel Macron et le candidat du parti Les Républicains François Fillon, contrairement à ce qu'annoncent la plupart des sondages, a annoncé mardi le centre d'analyse Brand Analytics (BA), qui réagit très vite à l'évolution de l'opinion publique en analysant des millions de messages sur les réseaux sociaux.

D'après une nouvelle étude de Brand Analytics, Emmanuel Macron recueille actuellement 24,6 % des intentions de vote, devant François Fillon (23,9 %). Or les sondages utilisant les méthodes traditionnelles donnent la victoire au premier tour à la dirigeante du Front national Marine Le Pen qui devrait affronter Emmanuel Macron au second tour.

Selon Brand Analytics, Marine Le Pen n'arrive qu'en troisième position avec 19,4 %.

Viennent ensuite le candidat de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon (12,7 %), le candidat du Parti socialiste Benoît Hamon (12,6 %) et le candidat de Debout la France, Nicolas Dupont-Aignan (2,3 %).

Il y a quelques jours, François Fillon était donné favori, d'après une étude de BA. D'ailleurs, Brand Analytics a noté à l'époque qu'il serait prématuré d'affirmer que le candidat de la droite était certain de l'emporter.

« Fin mars, Fillon devançait ses concurrents de quelques dixièmes de point. Il ne s'agit pas d'un avantage stable de 2, 3 ou 4 % que nous avons enregistré pendant des mois pour le Brexit ou la victoire de Donald Trump. Au début de la "saison des scandales" il y a quelques semaines, M. Fillon a reculé par rapport à ses concurrents principaux. À trois semaines de l'élection, les scandales autour des candidats influent toujours sur les indécis. Notre conclusion est donc — non, nous ne croyons pas que Fillon est certain de remporter [la présidentielle, ndlr], son avantage est minime et il reste encore beaucoup de temps », a déclaré à Sputnik Svetlana Krylova, directrice du centre d'analyse Brand Analytics. sputniknews.com 04.04

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Le temps des cagouleurs est de retour](#)

- Pourquoi les policiers veulent porter des cagoules - LeFigaro.fr

Près de 80.000 exemplaires ont été commandés. Mais son port, très encadré, restera exceptionnel. LeFigaro.fr

[Quel bonheur !](#)

- Vente aux enchères record du diamant "Pink star" - euronews.com

Un magnifique diamant de plus de 59 carats (59.6) connu sous le nom de «Pink Star» a été adjugé pour la somme record de 71,2 millions de dollars américains à une vente aux enchères de Sotheby's à Hong Kong. Cette vente confirme la bonne santé du marché mondial de la joaillerie se porte bien.

Patti Wong, la présidente de Sotheby's en Asie se réjouit :

“nous sommes très heureux parce qu'il y a eu beaucoup de discussions sur l'économie en Chine qui ne se porterait pas aussi bien qu'il y a quelques années “, mais elle ajoute “aujourd'hui, Hong Kong a prouvé qu'il était encore le centre international de vente.”

La vente de cette gemme ovale établit un nouveau record du monde pour un diamant ou un bijou. Ce joyau est le plus grand diamant rose vif et le plus pur répertorié par l'institut Américain de Gemmes. euronews.com 05.04

[Ils osent tout](#)

- Theresa May en quête d'argent frais en Arabie saoudite - AFP

La Première ministre britannique Theresa May a entamé mardi une visite en Arabie saoudite où existe, selon elle, "un énorme potentiel d'investissements pour doper l'économie" de son pays... AFP

Alors qu'ils ignoraient qui en était véritablement les auteurs. N'appellent-ils pas cela une "fake news" ?

- Pluie de condamnations internationales après l'attaque chimique présumée en Syrie - euronews.com

L'attaque chimique présumée dans la ville de Khan Cheikhoun, en Syrie, a entraîné une vague de condamnations internationales. euronews.com 04.04

[Fake news de Reuters sur la Syrie.](#)

Hollande verrait bien finir son mandat en apothéose avec le bombardement de la Syrie par l'OTAN...

- L'attaque au gaz est un test pour l'administration américaine, estime Jean-Marc Ayrault - Reuters

L'attaque au gaz menée mardi matin dans le nord-ouest de la Syrie contre une ville tenue par les rebelles est un "test" pour la nouvelle administration américaine qui doit clarifier sa position vis-à-vis de Bachar al Assad, a estimé Jean-Marc Ayrault. Reuters 04.04

- Attaque chimique en Syrie: projet de résolution devant l'ONU - AFP

Les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni ont présenté mardi soir un projet de résolution condamnant l'attaque chimique en Syrie et appelant à une enquête complète et rapide, à la veille d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU.

L'attaque chimique présumée a provoqué une vague d'indignation internationale, Washington, Paris et Londres pointant du doigt le régime de Bachar al-Assad, qui a démenti "catégoriquement" toute implication et accusé les insurgés d'être responsables de la tragédie.

Réagissant en fin de journée, l'armée syrienne a démenti "catégoriquement avoir utilisé toute substance chimique ou toxique à Khan Cheikhoun", dans un communiqué publié par l'agence officielle Sana.

"Les groupes terroristes (ndlr: les insurgés) et ceux qui les soutiennent sont responsables d'avoir utilisé des substances chimiques et toxiques et d'avoir été négligents avec les vies de civils innocents", a-t-elle ajouté.

Malgré de multiples accusations, le gouvernement syrien a toujours démenti utiliser des armes chimiques depuis le début en 2011 de la guerre.

Mais pour l'opposition syrienne, il ne fait pas de doute que le régime de Damas a utilisé des "obus contenant du gaz chimique". Ce "crime horrible" rappelle l'attaque de l'été 2013 que la communauté internationale avait "laissé impunie", a-t-elle dénoncé.

Des groupes rebelles syriens, dont l'ex-branche d'Al-Qaïda, ont promis de venger les victimes de l'attaque sur Khan Cheikhoun.

Le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson a prévenu que le président Assad devait rendre des comptes pour les attaques chimiques de son régime.

Pour le président français François Hollande, "une fois encore le régime syrien va nier l'évidence de sa responsabilité dans ce massacre". AFP 04.04

- Attaque chimique à Idlib: Moscou dénonce l'intox propagée par Reuters - sputniknews.com

Moscou a pointé du doigt les récentes accusations de l'agence Reuters sur l'attaque chimique perpétrée dans la province syrienne d'Idlib. Selon le ministère russe de la Défense, le média britannique «déforme les premières informations propagées par la source».

Le ministère russe de la Défense a annoncé mardi n'avoir porté aucune frappe aérienne dans la zone du village de Khan Cheikhoun, dans la province d'Idlib, où une attaque « chimique » aurait été perpétrée selon l'Observatoire syrien des droits de

l'homme (OSDH).

« Les avions russes n'ont mené aucune frappe dans la zone de Khan Cheikhoun, dans la province d'Idlib. En annonçant l'implication des avions russes dans le bombardement de Khan Cheikhoun avec des armes chimiques, l'agence britannique Reuters a réussi à déformer les premières informations propagées par la source — l'Observatoire syrien des droits de l'homme, qui n'avait rien dit à ce sujet », a déclaré le ministère russe de la Défense.

Auparavant, l'agence Reuters, citant l'Observatoire syrien des droits de l'homme, a rapporté que « des avions appartenant au gouvernement russe ou syrien » ont attaqué avec des armes chimiques la ville de Khan Cheikhoun, dans la province d'Idlib. Pourtant, dans son message d'origine, l'OSDH a seulement supposé l'existence des frappes aériennes sans indiquer leur appartenance.

Mardi matin, l'Observatoire syrien des droits de l'homme a annoncé qu'au moins 58 personnes, dont onze enfants, avaient été tuées dans la province d'Idlib (nord-ouest de la Syrie) dans des frappes aériennes.

Damas a également rejeté les accusations concernant l'attaque. Selon une source au sein des forces armées syriennes, Damas ne détient pas d'armes chimiques, et les déclarations au sujet de l'attaque perpétrée dans la province d'Idlib pourraient faire partie d'une « campagne de propagande contre l'armée syrienne ».

Rappelons que l'un des premiers cas d'utilisation des armes chimiques par Daech en Syrie remonte au printemps 2013. Une attaque terroriste au sarin a fait de nombreux morts en été 2013 dans la Ghouta orientale. Plusieurs pays ont alors essayé de rejeter la responsabilité sur le président syrien Bachar el-Assad. Les terroristes de Daech ont notamment utilisé des obus chargés de gaz toxique au cours d'une attaque contre une base aérienne de la province syrienne de Deir ez-Zor, en avril 2016, ce qui a provoqué de graves problèmes respiratoires chez les militaires touchés.

La Russie a plusieurs fois appelé la communauté internationale à coordonner ses efforts en vue de mettre fin au terrorisme chimique. Moscou a proposé d'adopter une résolution spéciale du Conseil de sécurité de l'Onu. Malheureusement, les partis pris politiques et la position anti-Assad ont empêché d'adopter cette résolution et d'écarter cette menace. sputniknews.com 04.04

- La Maison-Blanche se convertit à la démocratie par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 4 avril 2017

Extraits.

Lentement l'administration Trump met en place sa nouvelle politique proche-orientale.

Après avoir réformé le Conseil de sécurité nationale, après avoir échangé des renseignements avec l'armée russe, après avoir interdit à ses hommes de continuer à soutenir des jihadistes où que ce soit, et après avoir lancé de véritables attaques contre eux au Yémen, en Irak, en Libye et en Somalie, le nouveau président des États-Unis a fait annoncer qu'il mettait fin à l'ingérence de son pays dans la vie politique syrienne. (...)

Qu'on se le dise : avec Donald Trump, la Maison-Blanche s'est enfin convertie à la démocratie, c'est-à-dire au « Gouvernement du Peuple par le Peuple, pour le Peuple » selon la célèbre formule d'Abraham Lincoln. Les États-Unis sont en train de redevenir une puissance normale. Ils abandonnent leur ambition impérialiste. Ils renoncent à la doctrine Wolfowitz de domination globale. Ils reconnaissent à nouveau que tous les hommes sont égaux, qu'ils soient occidentaux ou non.

La stupeur des États membres de l'Otan est à la mesure de l'évènement : comme ils ne cessent depuis le 11-Septembre d'utiliser le concept de « démocratie » à contre-sens, ils sont restés cois. (...)

Quoi qu'il en soit, le retour de l'Otan au Droit international a débuté. Elle rejoint la position de la Syrie qui le défend par son sang et celle de la Russie et de la Chine qui l'ont protégé par sept veto successifs au Conseil de sécurité.

L'étape suivante reste celle qu'exprimait déjà la Syrie en juillet 2012 : convaincre l'ensemble de l'Organisation de l'Atlantique-Nord de cesser de manipuler le terrorisme international. C'est-à-dire admettre que les Frères musulmans actuels ne sont pas une confrérie arabe, mais constituent une branche des services secrets britanniques ; et reconnaître qu'ils ne sont pas musulmans, mais se cachent derrière le Coran pour mieux faire avancer l'impérialisme anglo-israélien. Réseau Voltaire 04.04

On pourrait se dire : tient en voilà un qui était bien mal inspiré, semble-t-il, pas si sûr en lisant attentivement la déclaration du porte-parole de la Maison blanche après ce bombardement aux armes chimiques, même si par ailleurs Meyssan outrepassait littéralement la réalité en prêtant à l'administration américaine de réaliser le « Gouvernement du Peuple par le Peuple, pour le Peuple », c'est grotesque, mais logique de la part de quelqu'un qui refuse d'envisager que cette tâche historique revienne à la classe ouvrière et à ses représentants, et non à l'oligarchie ou à la classe des capitalistes dont finalement il se fait le porte-parole.

On peut admirer la perspicacité dont peut faire preuve Meyssan ou reconnaître qu'il est particulièrement bien informé, tout en demeurant lucide, c'est préférable ici comme partout ailleurs.

- Les USA attribuent l'attaque chimique en Syrie au régime d'Assad - Reuters

La Maison blanche a imputé mardi l'attaque à l'arme chimique commise mardi matin dans la province d'Idlib en Syrie au gouvernement du président syrien Bachar al Assad, tandis que le département d'Etat évoquait un possible crime de guerre.

Le gouvernement américain estime qu'il s'agit d'une attaque au gaz sarin, qui a été menée, "de façon quasi-certaine", par les forces loyales au président syrien Bachar al Assad, apprend-on dans l'entourage de l'administration américaine.

Le secrétaire d'Etat Rex Tillerson a déclaré que cette attaque montrait comment Assad opère, avec "une barbarie sauvage, sans complexe". Il a appelé l'Iran et la Russie, les alliés du président syrien, à faire usage de leur influence sur le régime syrien pour faire en sorte que ce genre d'attaque "horrible" ne se reproduise plus.

"Ces actes odieux du régime de Bachar al Assad sont une conséquence de la faiblesse et de l'irrésolution de l'administration précédente", a pour sa part déclaré le porte-parole de la Maison blanche Sean Spicer à propos du prédécesseur de Donald Trump, Barack Obama. "Le président Obama a dit en 2012 qu'il établirait une 'ligne rouge' contre l'utilisation des armes chimiques et n'a rien fait." (...)

Sean Spicer a refusé de dire ce que feraient le gouvernement américain concernant la dernière attaque, qui s'est produite dans le village de Khan Cheikhoun. Il a toutefois souligné que le président Donald Trump avaient évoqué le sujet avec son équipe de la sécurité nationale.

Le département d'Etat a dit enquêter sur l'attaque, qui aurait fait une centaine de morts, selon l'Union des Organisations de Secours et Soins Médicaux (UOSSM).

"Nous rassemblons les faits (...) et si c'est ce que cela paraît, alors c'est clairement un crime de guerre", a dit un responsable du département d'Etat qui s'exprimait sous le sceau de l'anonymat.

Lors de son point de presse, le porte-parole de la Maison blanche a réaffirmé l'opinion exprimée par les principaux conseillers de Donald Trump ces jours derniers, à savoir que les Etats-Unis n'avaient plus pour priorité le départ de Bachar al Assad mais la défaite de l'Etat islamique. Reuters 04.04

Tout est dit dans le dernier paragraphe.

### Stratégie du chaos

- Crise politique au Venezuela: heurts entre manifestants et la police - AFP

Des heurts faisant neuf blessés, dont un par balle, ont opposé mardi à Caracas la police à des manifestants protestant contre le coup de force de la Cour suprême qui s'est attribuée les pouvoirs du Parlement. AFP 04.04

- Argentine : les affaires, encore les affaires pour Cristina Kirchner - AFP

Les dossiers de corruption contre l'ex-présidente argentine Cristina Kirchner s'empilent dans les tribunaux : mardi, elle a été mise en cause dans une affaire de blanchiment, sa quatrième inculpation en un an. AFP 04.04

### Grèce ou "la gauche de la gauche"... de la troïka !

L'épopée austéritaire de la "gauche radicale" continue en Grèce, par Laurent Dauré - ruptures-presse.fr 30.03

Selon des informations obtenues auprès de sources proches du dossier par Reuters (voir l'article – en anglais – publié par l'agence de presse le 29 mars), la Grèce et ses créanciers internationaux sont sur le point de converger vers une position commune quant à nouveau plan d'austérité. Celui-ci porte sur une vaste « réforme du marché du travail », des coupes budgétaires (avec les retraites en ligne de mire) et une privatisation accrue dans le secteur de l'énergie.

L'objectif des négociations actuelles entre Athènes, l'UE et le FMI est de parvenir à un accord officiel avant la réunion au sein de l'Eurogroupe des ministres des Finances le 7 avril prochain à Malte. La Commission européenne n'a pour l'instant pas confirmé l'existence d'un accord préliminaire.

Les tractations avançaient péniblement depuis plusieurs mois, laissant craindre une nouvelle crise. Pour obtenir la participation du FMI au « plan de sauvetage » (celui qui est à l'œuvre actuellement expire en 2018), le gouvernement Syriza a accepté le mois dernier des mesures d'austérité supplémentaires d'un montant évalué à 2 % du PIB. Pièce de résistance : un programme de réduction des pensions de retraite, qui fournirait jusqu'à la moitié des économies souhaitées en 2019. L'abaissement du plafond donnant droit à une exemption d'impôts devrait également dégager autour de 1 % du PIB.

Athènes aurait par ailleurs accepté de réduire (encore) l'implication de l'État dans une importante entreprise publique : la DEI, principal et historique fournisseur d'électricité. La part du capital public était déjà passée de 51 % à 34 % en 2012. Il est anticipé que la vente de certains actifs de la DEI va déclencher des protestations, notamment du côté des syndicats ; ceux-ci ont en effet déjà annoncé leur intention de s'opposer à de telles mesures. Le ministre de l'Énergie George Stathakis doit faire une visite le 31 mars dans le nord de la Grèce, où l'entreprise publique est un employeur majeur.

Le gouvernement Syriza espère qu'une issue favorable des négociations ouvrira la voie à un allègement de la dette. Le ministre des Finances Euclide Tsakalotos a déclaré qu'une restructuration de celle-ci permettrait au pays d'emprunter de nouveau sur les marchés avant l'expiration du plan de renflouement actuel.

« Nous avons besoin d'un nouveau modèle politique et économique pour sauver l'UE de la dissolution. » – Dimitrios Papadimoulis, président du groupe Syriza au Parlement européen

Le 30 mars, Dimitrios Papadimoulis, vice-président du Parlement européen et chef de file du groupe Syriza, a publié une tribune (en anglais) sur le site EUobserver intitulée « Un nouveau modèle est nécessaire pour sauver l'UE ».

Dans ce texte, l'eurodéputé issu la « gauche radicale » met l'entière responsabilité de la crise financière et sociale qui sévit en Grèce depuis 2010 sur la mauvaise gestion et la corruption des dirigeants de la Nouvelle démocratie (ND) et du Pasok, les deux principaux partis avant la montée en puissance de Syriza. Il mentionne l'impact négatif des politiques d'austérité mais sans attribuer clairement la paternité de celles-ci à la troïka (UE, BCE et FMI). M. Papadimoulis affirme par ailleurs que l'économie grecque avait de toute façon de profonds problèmes structurels.

Selon le député européen, le bilan du gouvernement Syriza est positif, en particulier dans la lutte contre la pauvreté et le chômage. Il se félicite de la tournure des négociations avec les créanciers et s'enorgueillit de la collaboration fructueuse avec les institutions européennes, en particulier la Commission. M. Papadimoulis est optimiste : pour lui, la Grèce est en marche vers « des réformes réussies et des résultats fiscaux positifs ».

Il tire en outre fierté de « l'optique pro-européenne » qu'a adoptée le gouvernement Syriza, affirmant que celle-ci contribue à faire avancer, avec le concours d' « une large part de l'électorat européen et des forces politiques progressistes », la trop fameuse arlésienne de « l'Europe sociale ». Le vice-président du Parlement européen en appelle à « un nouveau modèle politique et économique [qui permettra] de sauver l'UE de la dissolution. » Selon lui, le « gouvernement grec devrait intensifier ses efforts et parvenir à une croissance durable à l'intérieur du cadre de l'UE. »

Avec une telle « gauche radicale », l'Union européenne et les puissances d'argent dont elle permet l'épanouissement, malgré le rejet populaire – et populiste ! – grandissant que celles-ci suscitent, peuvent continuer à bénéficier d'un certain répit. Le légitime mécontentement des peuples est neutralisé, sa matérialisation politique est entravée par les promesses irréalisables d' « autre Europe »... (publié par Les-crisis.fr 05.04)

A ceux qui ont la mémoire courte ou sélective. Quand Mélenchon soutenait Tsipras en connaissance de cause. Les preuves.

Causerie du 10 mai 2012. (Le 6 mai 2012 Tsipras avait été chargé de former un gouvernement par le président grec)

Le refus en Grèce de M. Tsipras (Syriza, l'équivalent du Front de gauche en France) de s'attaquer aux institutions qui servent de remparts à l'adoption d'une politique en rupture avec le diktat de l'UE et du FMI, témoigne de sa soumission à la fois à ces institutions et au capital puisqu'elles incarnent ses intérêts, de son refus de s'attaquer au pouvoir politique du capital, donc finalement renoncer à s'attaquer aux fondements du capitalisme sur le plan économique, aux rapports sociaux de production, à la propriété privée des moyens de production et d'échange. Ainsi nous avons sous les yeux la véritable nature démocratique petite-bourgeoise de M. Tsipras et de sa coalition Syriza. Fin de l'extrait.

Syriza aux USA: Réunions à huis-clos avec le ministère des Affaires étrangères et le FMI - 2 février 02 2013 - mondialisation.ca  
Après la réunion de Tsipras au FMI, l'agence a publié un bref communiqué qui reconnaît que Lipton (n°2 et premier directeur adjoint du FMI - ndlr) et le dirigeant de Syriza « ont eu une discussion constructive et sincère sur les défis économiques auxquels la Grèce est confrontée. »

Tsipras a pris la parole devant plusieurs auditoires aux Etats-Unis. Son discours le plus important, prononcé mardi à Washington à l'institut Brookings, s'adressait clairement à la classe dirigeante américaine.

« J'espère vous avoir convaincu que je ne suis pas aussi dangereux que certains le croient, » a obligamment déclaré Tsipras devant l'assistance rassemblée par le groupe de réflexion Brookings Institute de Washington. « Ce voyage montre l'évolution continue de son profil politique, de plus en plus social-démocrate, » a déclaré Domenico Lombardi, un partenaire influent du Brookings Institute et ancien représentant de l'Italie au Conseil d'administration du FMI, au Wall Street Journal. mondialisation. ca 02.02 2013

Rappel dans la causerie du 5 février 2014.

"Notre élection ne signifie pas que nous allons sortir de l'euro. Au contraire nous allons garder l'euro", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse conjointe avec des responsables de la gauche radicale allemande. "Je ne crois pas que le rejet du programme d'austérité signifierait une sortie du pays de la zone euro", a-t-il ajouté. (AFP 22.05.2012)

Cela signifiait que dès mai 2012 nous étions fixés sur les véritables intentions de Tsipras, y compris Mélenchon qui n'était pas censé l'ignorer.

- Mélenchon a trouvé un modèle: le Grec Alexis Tsipras - AFP 03.02.2014

- Dans la causerie du 8 juin 2014.

En lisant ce matin un article de Libération, j'ai appris qu'Alexis Tsipras (Syriza ou le Front de gauche grec, allié du Front de gauche en France) soutenait la nomination de Juncker à la tête de la Commission européenne.

La question de Libération à Arthaud (LO) vallait son pesant de cacahuètes :

- "Soutenez-vous vous aussi comme le candidat d'extrême gauche Alexis Tsipras la nomination de Juncker à la tête de la commission européenne «au nom de la démocratie et du respect des électeurs»?"

- Dans la causerie du 7 juillet 2014

Qui a dit ? Faites tomber les masques ou dans quel camp sont-ils vraiment ?

- "Je dis de toute la puissance de ma voix que l'appartenance de notre pays au camp occidental, son appartenance à l'Union européenne et à l'OTAN, ne sont pas contestées." Réponse : Alexis Tsipras, président du parti Syriza en Grèce allié du Front de gauche au sein du GUE-NGL au Parlement européen, le 14 mai 2014. (source : A. Tsipras : La Grèce appartient au camp occidental, l'UE et l'OTAN, site du parti de gauche Antarsya, 15/05/2014.)

24 janvier 2015

- Raquel Garrido, secrétaire nationale du Parti de gauche soutient la comparaison entre Jean-Luc Mélenchon et Alexis Tsipras, le leader du parti grec Syriza. Ils "savent incarner un désir populaire fort", a-t-elle affirmé. Ici.fr 24 janv 2015

- Julien Dray, vice-président du PS a déclaré : "Le programme de Tsipras (...) est plus social-démocrate qu'un programme de rupture avec le système". AFP 25.01.2015

11 juillet 2015

- Lu sur le blog de Jean-Luc Mélenchon le 11 juillet 2015 :

- "il est bien normal que nous disions de notre côté pourquoi c'est un devoir de soutenir Tsipras à cette heure sans faiblir."

- "Je partage l'avis de mon camarade Guillaume Etievant lorsqu'il écrit : « J'irais même plus loin en affirmant que les choses vont dans le bon sens si on reprend l'historique des négociations depuis le début (...) aucune attaque contre les salaires ni les pensions de retraites, ni la protection sociale. " (Source : <https://blogs.mediapart.fr/antoine-montpellier/blog/150715/melenchon-en-soutien-tsipras-mais>)

13 juillet 2015

Donc 2 jours plus tard dans le portail du PG :

- "Le gouvernement d'Alexis Tsipras a résisté pied à pied comme nul autre ne l'a aujourd'hui fait en Europe. Il doit accepter un armistice dans la guerre qui lui est menée. Notre solidarité lui est due."

- "Notre devoir est de tenir bon en tenant tous les bouts du problème posé. Il faut soutenir Alexis Tsipras".

Sans rire le titre de son article était : Grèce : un accord contraint qu'il ne faut pas soutenir. (Source : <http://www.jean-luc-melenchon.fr/2015/07/13/grece-un-accord-contraint-quil-ne-faut-pas-soutenir>)

Et Mélenchon ose appeler son engagement politique : L'ère du peuple! Ils osent tout les populistes !

Grèce : les retraités en colère contre la 12ème baisse de leurs pensions - euronews.com

En attendant la conclusion d'un accord décisif sur la dette grecque entre Athènes et ses créanciers, ce sont les retraités qui font de nouveau monter la pression.

Mardi, des milliers d'entre eux sont redescendus dans les rues de la capitale grecque pour dénoncer une nouvelle coupe dans les pensions... la douzième baisse consécutive en sept ans.

Ces retraités sont furieux :

"Hormis les personnes handicapées, tout le monde devrait descendre dans la rue, explique cette manifestante. Car les créanciers vont demander d'autres coupes. C'est un tel appauvrissement que vous réfléchissez à deux fois avant d'acheter un yaourt."

"Ils nous coupent nos pensions au moment même où ils nous disent qu'ils pourraient nous donner un coup de pouce, dit ce retraité. Non seulement ils ne nous donnent rien mais ils abaissent encore plus nos pensions".

En échange d'une nouvelle tranche d'aide financière, le gouvernement d'Alexis Tsipras a accepté de nouvelles baisses des pensions d'ici 2018. Une décision qui pourrait affaiblir un peu plus encore la majorité au Parlement. euronews.com 04.04

[Haut de page ↗](#)

---

Le 7 avril 2017

## CAUSERIE

A propos des derniers développements en Syrie.

Une accusation portée sans preuve, cela ne s'apparente-t-il pas à une fake news ? Et qui en est l'auteur ? L'OTAN, le Pentagone, Trump, Reuters, AFP, la totalité des médias institutionnels, les auteurs du Décodex, Facebook, Twitter et Cie.

Pour justifier le bombardement de la Syrie auprès de la population pour qu'elle le cautionne une fois conditionnée par de fausses informations, au détriment du peuple syrien. Maintenant vous comprenez pourquoi nous nous intéressons tant à cet aspect de la guerre qu'ils nous mènent ? Si non, vous êtes incurables ! On n'ose pas le croire.

### Il est minuit dans le siècle.

Je demande aux lecteurs qui ne se reconnaissent pas dans ce que je dénonce (l'apathie ou la résignation rampante) d'avoir la gentillesse ou la délicatesse de se manifester, parce qu'à un moment donné cela devient indispensable de pouvoir se compter pour envisager la suite.

Les masques tombent. En oligarchie, l'avènement du totalitarisme mondial.

"On sait, en effet, que la propagande totalitaire n'a pas besoin de convaincre pour réussir et même que ce n'est pas là son but. Le but de la propagande est de produire le découragement des esprits, de persuader chacun de son impuissance à rétablir la

vérité autour de soi et de l'inutilité de toute tentative de s'opposer à la diffusion du mensonge. Le but de la propagande est d'obtenir des individus qu'ils renoncent à la contredire, qu'ils n'y songent même plus.

Cet intéressant résultat, l'abasourdissement médiatique l'obtient très naturellement par le moyen de ses mensonges incohérents, péremptaires et changeants, de ses révélations fracassantes et sans suite, de sa confusion bruyante de tous les instants. Cependant, si chacun, là où il se trouve, avec ses moyens et en temps utile, s'appliquait à faire valoir les droits de la vérité en dénonçant ce qu'il sait être une falsification, sans doute l'air du temps serait-il un peu plus respirable." [Encyclopédie des Nuisances, George Orwell devant ses calomnieurs, Quelques observations.]

A l'heure où l'impérialisme américain vient de bombarder une base aérienne de l'armée de la République arabe syrienne en lui imputant sans preuves et sans attendre les conclusions d'une commission d'enquête indépendante l'utilisation d'armes chimiques, ce qu'ont démenti les autorités syriennes et russes.

Voici la réflexion que cela m'a inspiré à chaud.

Le droit à la défense qui jusqu'à présent permettait de distinguer un Etat de droit d'un régime totalitaire ainsi que la présomption d'innocence, n'existent plus nulle part dans le monde, dans la mesure où vous êtes jugé coupable sur la base de simples présomptions à charge en l'absence de toute preuve matérielle avant même l'ouverture d'une enquête ou d'un procès, qui plus est en vous refusant de faire valoir les faits qui permettraient d'établir votre innocence, votre culpabilité étant établie sans autre forme de procès et sans que vous puissiez le contester.

On ne vous jugera pas sur la base des faits que vous auriez commis, mais sur les faits qu'on vous imputera et dont la qualification sera établie par votre accusateur qui tiendra également le rôle de juge et de procureur, de sorte que toute contestation sera inutile car non prise en compte, l'énoncé des faits ayant valeur de verdict définitif.

Bref, l'accusé est jugé coupable, et tous les éléments à venir ou tous les témoignages qui seront appelés à se succéder à la barre ne serviront qu'à confirmer cette sentence, tout élément contraire sera systématiquement évacué ou déclaré hors sujet, puisque la condamnation prononcée avant tout jugement est sans appel.

Quelque part ce n'est pas nouveau, certes, mais là ils franchissent un pas de plus vers le totalitarisme.

Le passage que j'avais commencé à rédiger dans l'après-midi d'hier et que j'ai complété ce matin.

Les plus grossiers mensonges s'étalent quotidiennement dans la totalité des médias, sans que cela ne choque plus que cela les gens, qui pour la plupart y demeurent fidèles. Sans doute y sont-ils encouragés par les médias dits alternatifs qui adoptent sans vergogne la même pratique détestable.

Il y en a un qui vient d'affirmer que le passage à l'euro ne s'était pas traduit par une importante hausse des prix au cours des années suivantes, tandis qu'un autre a été jusqu'à prétendre que l'OTAN aurait finalement adopté la démocratie et que le gouvernement du peuple par le peuple pour le peuple était enfin réalisé avec l'avènement de Trump rien de moins que cela. Et ce dont des intellectuels qui dénoncent les mensonges des médias qui sortent des trucs pareils.

Incroyable, n'est-ce pas ? Il y a de quoi être dubitatif, les bras nous en tombent.

Généraux, procureurs, prédateurs, inquisiteurs, dictateurs.

Les médias-oligarques repartent à la charge de plus belle contre la Syrie après que des gaz toxiques aient causé la mort de dizaines de personnes suite au bombardement de l'armée syrienne d'une position tenue par les barbares à la solde de Washington. Ils accusent Bachar el-Assad et ressortent la fable de l'attaque chimique de 2013 qu'ils lui avaient attribuée, omettant de préciser que plus tard différents rapports dont un de l'ONU l'avaient disculpé tout en accusant ces barbares. (Pour les détails précis et vérifier que je n'invente rien, lire plus loin.)

Ils récidivent donc effrontément bénéficiant de l'immunité que leur accorde le ministère ou le tribunal de la Vérité qu'ils ont eux-mêmes mis en place ; comme dans un régime totalitaire ils se permettent tout, ils sont juges et parties et peuvent ainsi agir en toute impunité.

Nous sommes passés d'une société que les gouvernants justifiaient à travers une certaine interprétation de la réalité à une société gouvernée par le déni permanent de la réalité, franchissant un degré de plus dans l'imposture faisant office de gouvernance totalitaire, puisqu'il faut bien caractériser la société qu'ils sont en train de mettre en place pour conserver le pouvoir.

La lutte pour la vérité, c'est la lutte pour le pouvoir que se disputent les différentes classes. Après qu'on ne vienne pas nous

raconter que cette question ne serait pas du ressort de la lutte des classes. Mais on peut concevoir que ceux qui ne combattent pas réellement pour prendre le pouvoir le nient.

Une nouvelle fois nous nous retrouvons à contre-courant de la tendance générale et donc très isolés. Mais il en faudrait beaucoup plus pour nous déstabiliser, car nous nous appuyons exclusivement sur des faits matériels incontestables et vérifiables, où le doute n'existe pas.

Ils ont bien fait passer un coup d'Etat fasciste pour une révolution démocratique en Ukraine, sans que cela ne soulève un tollé général ou une condamnation en règle...

Qu'il s'agisse de l'Ukraine ou de la Syrie ou de bien d'autres questions, on n'ose même plus évoquer l'attitude du mouvement ouvrier, tant il est décomposé et devenu réactionnaire pour avoir conservé les mêmes rapports ou liens avec le PS et ses satellites ou alliés qui sont alignés sur Washington ou l'OTAN, son comportement ne peut que conforter la réaction.

Encore un exemple où il s'est illustré en se faisant le complice de la stratégie de la tension ou du chaos de l'OTAN :

- "...le dramatique exode de millions de personnes qui, déracinées de leurs terres, risquent leur vie (et souvent la perdent) pour rejoindre l'Europe. Exode non imprévu, mais lucidement planifié en tant qu'instrument stratégique pour alimenter tensions et conflits." (La fiction du G7 Affaires étrangères à Lucques par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 4 avril 2017)

### Qui a dit ?

- Les USA «ont toujours préféré la gauche, parce que la gauche est atlantiste et la gauche, c'est une démocratie molle. Donc l'establishment américain préfère des démocraties molles que des démocraties fortes et ça partout dans le monde. »

Réponse : Le dirigeant d'entreprise et spécialiste des questions géopolitiques et d'intelligence économique, le général Jean-Bernard Pinatel. (Source : sputniknews.com 06.04)

Entendez par "démocratie molle", la démocratie anesthésiée, confisquée par la réaction de gauche.

On ne s'étonne plus pourquoi les militants ont le cerveau ou la volonté ramollie après tant d'années de collaboration de classes avec le PS...

### Elections présidentielles françaises en quête de légitimité.

- Les écarts se resserrent un peu dans un sondage Elabe - Reuters

Emmanuel Macron et Marine Le Pen sont au coude à coude dans les intentions de vote pour le premier tour de la présidentielle française avec 23,5% des voix, mais le premier perd deux points et la seconde 0,5 point dans un sondage Elabe pour BFMTV et l'Express publié mercredi soir.

L'enquête d'opinion, la première menée après le débat télévisé qui a réuni l'ensemble des candidats mardi soir, voit également François Fillon gagner un point en une semaine pour se situer à 19%.

Le candidat de la droite et du centre retrouve ainsi son niveau de début décembre.

Mais il est talonné par Jean-Luc Mélenchon, qui poursuit sa hausse entamée début mars et gagne deux points à 17%. Le candidat de la France insoumise a bondi de cinq points depuis début mars et distance très nettement le socialiste Benoît Hamon, qui passe sous la barre des 10%, à 9% (-1 point en une semaine).

Au second tour, Marine Le Pen serait devancée tant par Emmanuel Macron (38%-62%) que par François Fillon (43%-57%).

L'institut Elabe souligne toutefois que "ces deux hypothèses de second tour enregistrent à ce stade un fort taux de personnes ne souhaitant pas exprimer d'intentions de vote (21% dans l'hypothèse Le Pen/Macron et jusqu'à 36% dans l'hypothèse Le Pen/Fillon), qui doit inviter à la prudence dans l'interprétation des résultats". Reuters 6.04

### Emmanuel Hollande

Tiens donc, il présenterait de nombreux défauts...

- Macron sur France 2 tente de lever les ambiguïtés sur son projet - AFP

- Dans L'Emission politique, Macron tente d'expliquer sa position incompréhensible sur la Syrie - Le Huffington Post

- "Pardon de vous le dire" : le tic de langage répété 16 fois par Emmanuel Macron à L'Emission politique - francetvinfo.fr

On connaissait les formules incompréhensibles d'Emmanuel Macron, on a découvert son tic de langage préféré, jeudi 6 avril lors de son grand oral à L'Emission politique, sur France 2. En 2h30 d'émission, le candidat à l'élection présidentielle a répété pas moins de 16 fois l'expression "Pardon de vous le dire !"

Que ce soit face aux questions de Léa Salamé, aux arguments économiques de François Lenglet ou aux attaques de Bruno Retailleau, Emmanuel Macron a usé et abusé de ces quelques mots pour retourner la situation à son avantage, et faire (poliment) la leçon à ses contradicteurs.

Mais la pirouette était un peu trop visible. Les réseaux sociaux ne se sont d'ailleurs pas privés de moquer ce tic de langage, tout comme d'autres formules dont l'ex-ministre de l'Economie raffole, comme "et en même temps" ou "je voudrais être très clair". francetvinfo.fr 06.04

## Donald Fillon

- Fillon fait une nouvelle fois monter la tension avec Hollande - AFP

À 17 jours de la présidentielle, François Fillon a fait monter la tension avec François Hollande jeudi, l'accusant une nouvelle fois d'être à la manœuvre dans l'affaire des emplois fictifs et promettant de poursuivre "tous ceux qui sont à l'origine" des révélations dans la presse.

Le 23 mars sur France 2, le candidat des Républicains (LR) avait accusé le chef de l'État d'être à la tête d'un "cabinet noir" exploitant les affaires judiciaires contre lui.

Jeudi sur France Inter, la menace s'est faite plus précise: "J'ai les dates, les jours, les personnes qui ont communiqué les documents. Le moment venu, je poursuivrai tous ceux qui sont à l'origine de cette affaire."

C'est François Hollande qui a déclenché l'affaire? "Oui, bien sûr", a réaffirmé M. Fillon. Les documents à l'origine des premières révélations, "je sais d'où ils viennent. Ils viennent d'un service de l'État", a-t-il accusé.

Le porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll, proche de M. Hollande, a dénoncé des "accusations diffamatoires".

"La justice est indépendante et il n'y a jamais eu de cabinet ni noir, ni gris, ni blanc, ni jaune. Et c'est l'honneur de François Hollande." "La justice, et ça François Fillon ne veut pas l'accepter, a été indépendante dans la conduite des affaires judiciaires, c'est un acquis de ce quinquennat", a ajouté M. Le Foll.

En soirée, le parquet national financier a annoncé qu'il n'enquêterait pas sur les soupçons de "cabinet noir", estimant que les affirmations du livre "Bienvenue Place Beauvau", invoqué par M. Fillon, "sont trop imprécises et manquent trop d'étai pour pouvoir justifier l'ouverture d'une enquête préliminaire". AFP 06.04

- Fillon: "je suis toujours là" malgré "les torrents de boue" - AFP

De la boue... à la farine !

- Fillon enfariné avant un meeting à Strasbourg - AFP

## François Mélenchon Tsipras

S'il le dit lui-même...

- Pour sa porte-parole Danielle Simonnet, Jean-Luc Mélenchon "assume le populisme de gauche" - Le Huffington Post

- Le plan B de Jean-Luc Mélenchon? "Ce n'est pas du chantage à l'Europe" - Le Huffington Post

Si Jean-Luc Mélenchon est élu président de la République, la France s'engagerait-elle à son tour dans une sortie de l'Union européenne? L'argument, brandi par les soutiens de son rival Benoît Hamon, est écarté par les partisans de la France insoumise, convaincus que l'Europe pliera sur les réformes sociales exigées à condition que la France menace de faire sécession.

"C'est pas un chantage à l'Europe. Si Jean-Luc Mélenchon est élu sur un programme anti-austérité, d'investissements, de planification écologique, il faut qu'il puisse mener sa politique", plaide sa porte-parole Danielle Simonnet, invitée de notre webémission ".

"A l'issue des négociations avec l'Union européenne, le peuple tranchera" par référendum, explique l'élue parisienne, convaincue que d'autres pays soutiendront les demandes de renégociation des traités portées par Paris.

Qu'advient-il si, à l'issue du référendum, les Français ne votent pas comme le souhaite Jean-Luc Mélenchon? Quittera-t-il le pouvoir? "Oui, c'est évident. On ne peut pas défendre le référendum révocatoire sinon. Mais je ne perds pas espoir que, parce qu'il y a un plan B, on arrive à les faire plier sur la négociation des traités."

Dans le même temps, sitôt élu, Jean-Luc Mélenchon engagerait son grand chantier pour une nouvelle constitution française. Un processus qui devrait durer deux ans et au terme duquel le président de la République quitterait le pouvoir pour céder la place à la République parlementaire qu'il appelle de ses vœux. Le Huffington Post 06.04

[Syrie. Pouvoir ou régime totalitaire militaro-médiatico-oligarchique. Fake news pour justifier une intervention militaire.](#)

Résumé en guise de présentation.

2013

Un précédent démenti depuis mais pas rectifié par les porte-parole de l'OTAN :

AFP - Le régime syrien a été accusé d'avoir utilisé du gaz sarin le 21 août 2013 dans l'attaque de localités aux mains des rebelles en périphérie de Damas, qui avait fait au moins 1.429 morts, dont 426 enfants, selon les Etats-Unis.

Les rapports qui infirmeront la thèse officielle reprise aujourd'hui en chœur par tous les médiemensonges : le rapport de l'ISTEAMS du 11 septembre 2013 (ISTEAMS - Ce rapport est en libre accès sur internet : <https://bsnews.info/wp-content/uploads/2013/09/ISTEams-Ghouta-Rreport.pdf>), le rapport final de l'ONU du 18 décembre 2013 (<https://unoda-web.s3.amazonaws.com/wp-content/uploads/2013/12/report.pdf>), l'article de Seymour Hersch du 19 décembre 2013, le rapport de Théodore Postol et Richard Lloyd du 14 janvier 2014 (Le « rapport du MIT [Massachusetts Institute of Technology] »), le rapport des avocats turcs paru le même jour (<http://www.wpc-in.org/sites/default/files/documents/war-crimes-committed-against-the-people-of-syria.pdf>), le second article de Seymour Hersch du 17 avril 2014.

Tous ces documents (55 pages) peuvent être téléchargés (en français) à l'adresse suivante : Synthèse sur l'attaque à l'arme chimique en Syrie le 21 août 2013 par François Belliot — 30 juin 2015 - <http://arretsurinfo.ch/synthese-sur-lattaque-a-larme-chimique-en-syrie-le-21-aout-2013>

- Comment les services occidentaux ont fabriqué « l'attaque chimique » de la ghouta - Réseau Voltaire 11 septembre 2013

- Attaque chimique à la Ghouta: un témoin fait la lumière sur les événements d'août 2013 - Sputnik 26 août.2016

D'autres articles existent.

2017

La version d'Assad et de Poutine :

Une fuite d'armes chimiques entreposées par les rebelles dans un dépôt bombardé par les forces gouvernementales syriennes...

Peu importe : La parole des barbares d'Al-Nosra vaut mieux que celle de Poutine ou Assad ou n'importe qui pour le Pentagone.

L'explication, rejetée par les rebelles, n'a pas été jugée crédible par les Etats-Unis.

Accusation sans preuves :

Reuters : Le caractère chimique de l'attaque semble ainsi se préciser même si les circonstances restent controversées.

Les médias en chœur : Les "accusations occidentales".

Trump : "Ces actes odieux par le régime d'Assad"

AFP - "même si les circonstances restent controversées"

AFP- Le HuffPost - "L'attaque chimique présumée"

Notez qu'ils disent eux-mêmes qu'ils ne disposent d'aucune preuve, mais ils appellent tous à bombarder la Syrie.

Pas de temps à perdre :

A New York, les Etats-Unis, la France et le Royaume-uni ont exigé la tenue ce jeudi d'un vote du Conseil de sécurité de l'ONU sur un projet de résolution demandant une enquête sur cette attaque...

Il faut battre le fer pendant qu'il est chaud :

Ils bombardent la Syrie sans plus attendre.

On attend les communiqués des différents partis ouvriers et des syndicats condamnant ce bombardement. Attention, qui ne dit rien consent ! A suivre.

Les infos par ordre chronologique

- Moscou: la résolution US sur l'attaque chimique en Syrie basée sur de fausses infos - sputniknews.com

Le projet de résolution sur l'attaque chimique contre la ville syrienne de Khan Cheikhoun soumis par les Etats-Unis et d'autres pays est basé sur de fausses informations, a déclaré la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova.

Le 4 avril, l'aviation syrienne a frappé un entrepôt terroriste abritant des substances toxiques près de la ville de Khan Cheikhoun. Selon Maria Zakharova, ce fait a été immédiatement instrumentalisé par "des médias engagés" pour accuser le gouvernement syrien d'utiliser des armes chimiques contre son peuple.

« Des échantillons de sol ont été prélevés et transmis à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques. Malheureusement, sans rien entreprendre et uniquement guidés par des informations fallacieuses, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne ont de nouveau jeté — il est impossible de dire « proposé » — au Conseil de sécurité de l'Onu un projet de résolution qui revêt un caractère anti-syrien et risque d'exacerber la situation politique déjà tendue qui règne en Syrie et dans la région dans son ensemble », a déclaré la diplomate. sputniknews.com 05.04

- La conférence de Bruxelles sur la Syrie condamne l'attaque de Khan Cheikhoun AFP

- Attaque chimique en Syrie : la responsabilité d'Assad est « certaine », pour Carla Del Ponte - lefigaro.fr

La représentante de la Commission d'enquête de l'ONU sur la Syrie assure qu'il est « certain » que le régime syrien ait eu recours à « un gaz mortel ». Elle demande par ailleurs au Conseil de sécurité de « juger Bachar el-Assad » et réclame « justice pour tous ces enfants tués ».

- Attaque en Syrie: les Etats-Unis menacent de passer à l'action - AFP

Donald Trump a menacé de passer à l'action en Syrie après une attaque chimique présumée imputée au régime de Damas, que le président des Etats-Unis a qualifiée d'"odieuse" et d'"affront à l'humanité".

Son chef de la diplomatie Rex Tillerson a également mis en garde la Russie sur son soutien indéfectible à Damas, pendant que le Conseil de sécurité de l'ONU négociait une résolution de condamnation de cette attaque qui soulève une indignation internationale.

Le président républicain a reconnu que son "attitude vis-à-vis de la Syrie et d'Assad avait nettement changé", soulignant que "ce qui s'était passé était inacceptable".

Avec ce raid imputé au régime syrien, de "nombreuses lignes" ont été "franchies", a-t-il souligné, en allusion à la "ligne rouge" que s'était fixée son prédécesseur Barack Obama à propos des attaques chimiques du régime syrien.

Mais alors que Donald Trump a maintes fois plaidé pour se rapprocher de son homologue russe Vladimir Poutine, en particulier pour régler la crise syrienne, son administration s'est montrée mercredi très sévère contre Moscou.

Le secrétaire d'Etat Tillerson a prévenu qu'il était "temps que les Russes réfléchissent vraiment bien à la poursuite de leur soutien au régime Assad". Attendu les 11 et 12 avril à Moscou, il a ajouté qu'"il n'y avait aucun doute dans (son) esprit: le régime syrien sous la gouverne de Bachar al-Assad est responsable de cette attaque atroce".

Même fermeté à l'ONU de l'ambassadrice américaine Nikki Haley qui a fustigé la Russie pour n'avoir pas su tempérer son allié syrien. Elle a menacé de mesures unilatérales des Etats-Unis en cas d'échec d'une action "collective" des Nations unies.

Le Conseil de sécurité, réuni en urgence, a repoussé au plus tôt à jeudi le vote d'une résolution, le temps pour les Occidentaux de négocier avec la Russie. Moscou avait jugé "inacceptable" le projet de texte des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni.

L'ambassadeur français à l'ONU François Delattre a précisé que les négociations se déroulaient dans "un bon état d'esprit" et dit "espérer" un vote "le plus tôt possible", peut-être dès jeudi.

Mais d'autres diplomates paraissaient plus pessimistes, tablant sur un nouveau veto russe.

Le projet de résolution demande une enquête de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et que la Syrie fournisse les plans de vol ainsi que toute information sur des opérations militaires au moment de l'attaque.

L'ambassadeur adjoint pour la Russie, Vladimir Safronkov, a jugé que la résolution occidentale avait été préparée à la hâte et n'était pas utile, mais il a accepté une éventuelle "enquête objective".

Mercredi, l'armée russe a en partie disculpé son allié syrien, affirmant que l'aviation de Damas avait frappé un "entrepôt" des rebelles contenant des "substances toxiques". En explosant, ces dernières se seraient disséminées dans l'atmosphère. AFP 06.04

- Moscou dénonce les «projets apocalyptiques» sur les raids US contre l'armée syrienne - sputniknews.com

Des médias étrangers sont allés jusqu'à supposer que les USA ou l'Europe pourraient porter des frappes aériennes contre les troupes de Damas suite aux nouvelles accusations de l'opposition syrienne contre le président Bachar el-Assad. Le Kremlin condamne ces spéculations lourdes de conséquences.

Il est inacceptable de spéculer sur les éventuelles frappes américaines ou européennes contre l'armée gouvernementale syrienne, a déclaré mercredi à Moscou le porte-parole du président russe Dmitri Peskov, s'exprimant au sujet du scandale autour de l'attaque chimique présumée en Syrie dont l'opposition accuse Damas.

« Je ne crois pas que les spéculations apocalyptiques sur cette éventualité soient admissibles », a indiqué M. Peskov devant les journalistes à la question de savoir quelles mesures prendrait la Russie si les États-Unis et l'Europe attaquaient les troupes de Bachar el-Assad.

Damas ne détient plus d'armes chimiques depuis 2014, date à laquelle les armes chimiques syriennes ont été détruites en mer sous contrôle d'experts américains. Le ministère russe de la Défense a pour sa part annoncé que l'aviation syrienne avait frappé un dépôt de munitions des terroristes dans la province d'Idlib. Ce dépôt aurait abrité des arsenaux d'armes chimiques destinées à être envoyées en Irak. sputniknews.com 05.04

- Macron: Assad devra "répondre de ses crimes devant des tribunaux internationaux" - AFP

Bachar al-Assad devra "répondre de ses crimes devant des tribunaux internationaux", a estimé mercredi Emmanuel Macron... AFP

- Syrie: Hollande veut une réaction internationale "à la hauteur de ce crime de guerre" - AFP Le président François Hollande a dénoncé mercredi un "crime de guerre" en Syrie après l'attaque chimique présumée contre la ville de Khan Cheikhoun, selon un communiqué de l'Élysée diffusé mercredi à l'issue d'un Conseil de Défense.

- Syrie: Hamon s'en prend à Le Pen, Fillon, Mélenchon, "inféodés" à Poutine - AFP

- Il faut "éliminer" Bachar al-Assad: le revirement de François Fillon - Le Huffington Post

- Attaque "chimique": les Etats-Unis frappent la Syrie - AFP

Les Etats-Unis ont frappé jeudi soir la Syrie, tirant des dizaines de missiles de croisière contre une base aérienne du régime en réponse à une attaque chimique présumée que Donald Trump a qualifiée de "honte pour l'humanité".

La frappe a été menée avec "59 missiles" Tomahawk, a annoncé un responsable de la Maison Blanche, précisant que Washington avait visé la base aérienne de Shayrat, qui est "associée au programme" d'armes chimiques de Damas et "directement liées" aux évènements "horribles" de mardi.

Le président Donald Trump a affirmé que ces opérations étaient "dans l'intérêt vital de la sécurité nationale" des Etats-Unis. La télévision syrienne les a de son côté qualifiées d'"agression".

Le 4 avril, un raid imputé à l'armée syrienne contre la localité de Khan Cheikhoun dans le nord-ouest de la Syrie a fait au moins 86 morts, dont 27 enfants.

Jeudi, Rex Tillerson a en outre plaidé pour le départ du président syrien, après avoir dit le contraire il y a une semaine.

Dorénavant aux yeux du patron de la diplomatie américaine, "le rôle d'Assad à l'avenir est incertain et avec les actes qu'il a perpétrés, il semblerait qu'il n'ait aucun rôle pour gouverner le peuple syrien".

Jeudi dernier, lui et l'ambassadrice américaine à l'ONU Nikki Haley avaient semblé s'accommoder du maintien au pouvoir du chef de l'Etat syrien, avant de hausser le ton cette semaine.

L'ancienne secrétaire d'Etat démocrate Hillary Clinton, qui avait milité pour une approche plus musclée de l'administration de Barack Obama contre le régime de Damas, s'est dite favorable à des frappes pour "détruire" les bases aériennes syriennes.

Perçu comme un isolationniste et hostile à l'interventionnisme de l'Amérique au Moyen-Orient, Donald Trump avait reconnu mercredi que l'attaque chimique avait eu "un énorme impact" sur lui et que son "attitude vis-à-vis de la Syrie et d'Assad avait nettement changé".

L'indignation internationale a pris de l'ampleur après des images d'enfants pris de convulsions sous leur masque à oxygène, de personnes gisant dans les rues et saisies de spasmes, de la mousse sortant de la bouche. Le caractère chimique de l'attaque semble ainsi se préciser, même si les circonstances restent controversées.

En Turquie, où de nombreux blessés ont été évacués, les premières analyses "effectuées à partir des éléments prélevés sur les patients laissent penser qu'ils ont été exposés à un agent chimique", selon le ministère de la Santé. Des médecins et des ONG comme Médecins sans frontières (MSF) ont également évoqué l'utilisation d'"agents neurotoxiques", en particulier le gaz sarin.

Le régime syrien a été accusé d'avoir utilisé du gaz sarin le 21 août 2013 dans l'attaque de localités aux mains des rebelles en périphérie de Damas, qui avait fait au moins 1.429 morts, dont 426 enfants, selon les Etats-Unis.

Mais le chef de la diplomatie syrienne Walid Mouallem a réaffirmé que l'armée de son pays "n'a pas utilisé et n'utilisera jamais" d'armes chimiques contre son peuple, "pas même contre les terroristes", expression du régime pour désigner rebelles et jihadistes.

D'après lui, l'aviation a frappé "un entrepôt de munitions appartenant" à des jihadistes et "contenant des substances chimiques". Une explication déjà avancée par l'armée russe mais jugée "fantaisiste" par des experts militaires. AFP 07.04

- Poutine dénonce des accusations infondées sur le raid syrien - Reuters

Vladimir Poutine juge "inacceptable" de formuler des accusations "sans fondement" à propos de l'attaque à l'arme chimique qui a fait des dizaines de morts mardi dans le nord-ouest de la Syrie, a déclaré jeudi le Kremlin.

Vladimir Poutine a "souligné qu'il était inacceptable de faire des accusations infondées contre quiconque avant de conduire une enquête minutieuse et impartiale", peut-on lire.

Le Kremlin avait déjà qualifié jeudi l'attaque de mardi dans un village de la province syrienne d'Idlib de "crime monstrueux" mais ajouté que les conclusions des Etats-Unis à ce sujet ne reposaient pas sur des données objectives.

La Russie, principale alliée de la Syrie, affirme que la contamination aux gaz est le résultat d'une fuite d'armes chimiques entreposées par les rebelles dans un dépôt bombardé par les forces gouvernementales syriennes.

L'explication, rejetée par les rebelles, n'a pas été jugée crédible par les Etats-Unis. Reuters 6.04

- Damas a informé l'Onu que les substances chimiques provenaient de Turquie - sputniknews.com

Damas a informé l'Onu que des substances chimiques avaient été transportées vers la Syrie, notamment à Alep-Est, depuis le territoire turc, a annoncé jeudi le ministre syrien des Affaires étrangères Walid Mouallem. De même, le chef de la diplomatie syrienne a mis en doute la logique des accusations d'utilisation des armes chimiques à l'encontre du gouvernement syrien tandis que les troupes gouvernementales combattaient efficacement les terroristes sur divers fronts.

« Dans cette situation, est-il logique pour nous de recourir aux armes chimiques? », a demandé crûment M. Mouallem lors d'une conférence de presse à Damas. « Il est étrange que les États-Unis ne disposent pas d'informations sur l'attaque survenue, alors que ces informations ont été fournies à de Mistura (envoyé spécial du Secrétaire général de l'Onu pour la Syrie, ndlr). »

Plus tôt, M. Mouallem a déclaré que les premières informations faisant état d'une attaque chimique étaient arrivées quelques heures avant que l'aviation syrienne ne réalise le 4 avril sa première frappe sur un entrepôt de munitions du groupe terroriste Front al-Nosra (rebaptisé Front Fatah al-Cham).

Le ministère russe de la Défense a communiqué que l'aviation syrienne avait attaqué à Khan Cheikhoun un entrepôt de munitions des terroristes contenant des arsenaux d'armes chimiques destinés à des combattants en Irak. Une enquête sur l'incident a été ouverte par l'Onu et l'OIAC, mais aucune de ces deux organisations n'a publié de conclusion sur les coupables éventuels. sputniknews.com 06.04

Khan Cheikhoun, l'emballage médiatique, diplomatique... et politique - sputniknews.com

L'émotion est à l'ordre du jour dans les médias, après la tragédie de Khan Cheikhoun. Radios et journaux, qui tiennent pour responsables Bachar al-Assad, demandent aujourd'hui des comptes aux décideurs politiques pour leurs positions pas assez fermes à l'égard de Damas. Une affaire qui résonne jusque dans la campagne présidentielle.

Ce matin, nombre de journaux anglophones ont consacré leur Une à l'attaque de Khan Cheikhoun. Parmi ces journaux, on relèvera le Daily Telegraph, le Washington Post et le Wall Street Journal. En France, le mouvement est moins suivi, hormis Libération qui, sur une photo de cadavres d'enfants, titre sobrement « Les enfants d'Assad », accusant le Président syrien d'être derrière ce massacre. L'Opinion présente quant à lui une caricature dressant le parallèle entre les enfants de Khan Cheikhoun et le petit Aylan, cet autre « enfants-soldat de la guerre informationnelle » dont nous vous parlions déjà en août dernier, lorsqu'une autre photo d'enfant, celle du jeune Omran Daqneesh venait de faire le tour du monde.

En somme, des « Une » qui, comme on pouvait s'y attendre, versent en plein pathos, annihilant toute réflexion sur la guerre en Syrie par l'émotion que causent ces images horribles.

Depuis mardi matin et cette attaque, les réactions d'indignation — légitimes — se sont succédé. Cependant, n'est-il pas encore trop tôt pour regarder dans la direction pointée par les médias et les chancelleries occidentales et pour accuser Damas d'être derrière ce drame? Pourtant, « il y a beaucoup de points d'interrogation », comme le rappelle à notre micro Christian Chesnot, grand reporter à France Inter et co-auteur avec Georges Malbrunot du livre Les Chemins de Damas, le dossier noir de la relation franco-syrienne (Ed Robert Laffont, 2014). Il rappelle que, si Damas a employé des armes chimiques, les rebelles ne sont pas exempts de toute critique.

« On sait depuis le début [...] que les rebelles, le Front Al-Nosra, on du chimique. C'est sûr, cela a été répertorié par l'ONU. C'est du chimique qui venait de Libye, via la Turquie, etc. »

D'autant plus que si les autorités syriennes ont fait détruire, sous la supervision de l'OIAC (Organisation pour l'interdiction des armes chimiques) en 2014, leur arsenal chimique déclaré, rien de tel n'a été exigé des groupes rebelles. Un point également soulevé par le géo politologue Alexandre Del Valle, coauteur avec Randa Kassis du livre Comprendre le chaos syrien: des révolutions arabes au jihad mondial (Éd. L'Artilleur, 2016) « le régime avait pris des engagements, pas des rebelles » insiste-t-il.

Il juge l'attaque de Khan Cheikhoun « extrêmement surprenante », tout comme Frédéric Pichon, chercheur associé à l'Université de Tours, auteur du livre Syrie: Pourquoi l'Occident s'est trompé (éd. Éditions du Rocher, 2014), qui pose la question du timing de cette attaque, « l'un des éléments qui interrogent un bon nombre d'experts »:

« La guerre menée par l'armée syrienne est brutale, violente, mais on ne peut pas dénier aux dirigeants syriens un tout petit peu de sens politique. Donc, sauf à considérer qu'ils sont complètement idiots ou débiles, cette frappe intervient à un moment où, depuis Alep, la Syrie était un petit peu revenue en grâce auprès des Occidentaux. »

L'attaque, survenue alors que se tenait à Bruxelles un sommet visant à entériner le processus de reconstruction de la Syrie. Un processus engagé après les avancées observées lors des derniers rounds de négociations à Genève et Astana ces deux dernières semaines. Genève et Astana qui ont marqué des progrès dans l'apaisement des tensions entre gouvernement et opposition en Syrie. Un calendrier effectivement « troublant » selon Christian Chesnot.

Même constat pour Alexandre del Valle, « on se demande quel est l'intérêt du régime, sauf s'il était suicidaire ». S'il tient, comme nos autres intervenants, à préciser qu'il ne nie pas la réalité de faits, il dénonce une « récupération émotionnelle et médiatique »:

« Il y a une campagne de désinformation, une guerre psychologique, à partir de faits réels, sur laquelle s'appuient tous ceux qui étaient opposés à la nouvelle doctrine de l'administration américaine. »

Une administration qui a récemment renoncé à faire du départ de Bachar el-Assad un préalable indispensable à tout règlement de la crise syrienne, cette même condition qui bloque la situation et fait perdurer le conflit syrien depuis maintenant 6 ans. Pour lui, une chose est claire, cette tragédie va perturber les négociations qui avaient pourtant commencé.

D'ailleurs, personne ne se pose la question de bon sens: à qui profite le crime de Khan Cheikhoun? Alexandre del Valle se lance dans l'exercice, tenant à n'écarter aucune piste:

« Si l'opposition armée avait pu être à l'origine de cette opération, elle aurait eu un gain énorme, en tout cas c'est à elle que cela profite. Cela ne veut pas forcément dire, quand ça profite à quelqu'un, que ce quelqu'un en est l'instigateur, mais on ne peut pas totalement écarter l'hypothèse d'une manipulation. »

En tout état de cause, avant d'incriminer tel ou tel partie, une enquête approfondie sur le terrain s'impose. Une mission qui s'annonce particulièrement difficile, comme nous l'explique Christian Chesnot, l'accès à la zone pour des observateurs internationaux risque de s'avérer problématique.

« La zone où s'est produit l'attaque est tenue par le Front Fatah al Sham, c'est-à-dire l'ex Front Al-Nosra, la branche syrienne d'al-Qaida. Donc ça va être compliqué pour des enquêteurs de l'ONU de venir enquêter sur place compte tenu des conditions de sécurité. »

Un constat appuyé par Frédéric Pichon « je vois mal comment des prélèvements vont pouvoir être effectués dans la région dans les jours qui viennent, ou alors il faudra se poser la question de l'origine de ces prélèvements. »

D'autant plus que sans même évoquer les conclusions d'une telle enquête, « l'imputabilité est très difficile à prouver » soulignent Christian Chesnot et Alexandre del Valle: « les enquêtes passées ont toujours montré qu'on n'a pas pu déterminer avec certitude d'où venait les tirs et à qui on pouvait les attribuer », indique ce dernier.

Cependant, l'émotion est de mise — tout particulièrement dans les médias —, mais également dans les cercles diplomatiques. Dans la droite ligne de son prédécesseur (Samatha Power), Nikki Haley, ambassadrice américaine à l'ONU, n'a pas hésité à exhorter le Conseil de Sécurité à l'action en brandissant des photos d'enfants morts. Une scène dont le Wall Street Journal a fait ses choux gras.

Il faut dire que comme dit précédemment, la responsabilité de l'attaque — de Londres à Washington en passant par Paris — a immédiatement été imputée à Damas, malgré les démentis et les doutes légitimes. Une accusation qui marque donc un retournement d'attitude des chancelleries occidentales à l'encontre des autorités syriennes. En effet, Nikki Haley, déclarait jeudi dernier: « il faut changer nos priorités, et notre priorité n'est plus de rester assis là, à nous concentrer sur les moyens de faire partir Assad. »

Le même jour, Rex Tillerson, le secrétaire d'État américain, déclarait depuis Ankara que « le sort du président Assad, à long terme, sera décidé par le peuple syrien ». Une ligne docilement suivie par le chef de la diplomatie française, Jean-Marc Ayrault, qui était pourtant tenant jusqu'alors d'une ligne particulièrement stricte à l'encontre de Bachar al Assad. Frédéric Pichon souligne « l'effet d'aubaine » que représente cet emballement médiatique et politique et dans lequel certaines chancelleries occidentales n'ont pas hésité à s'engouffrer:

« Il faut y voir une manière de reprendre la main, politiquement, au moins émotionnellement et diplomatiquement. »

Après l'impact émotionnel auquel la presse française et anglo-saxonne ont largement contribué, on observe que Washington hausse le ton. Donald Trump a déclaré mercredi, non sans attirer l'attention des médias, « mon attitude vis-à-vis d'Assad a changé » ajoutant que ces « actes odieux perpétrés par le régime d'Assad ne peuvent pas être tolérés. » Si certains spéculent déjà quant à la possibilité d'une intervention militaire américaine, Christian Chesnot estime qu'il s'agit là d'un « coup de sang » du président américain.

Pour le journaliste, s'il est évident qu'américains et Occidentaux « ne pouvaient pas rester les bras croisés » face à des photos d'enfants gazés, il doute néanmoins fortement — tout comme Alexandre del Valle et Frédéric Pichon — que l'on assiste à un revirement de situation ou à tout changement dans les rapports de forces sur le terrain.

« Les Américains ont peu de leviers en Syrie, puisque ce sont les Russes qui contrôlent le ciel avec leurs S300 et S400 » souligne-t-il.

« Je ne crois pas du tout que les États-Unis ou Donald Trump vont engager une action unilatérale en Syrie », déclare Frédéric Pichon qui fait par ailleurs référence à une déclaration de Jean-Marc Ayrault, plaidant en faveur du dialogue plutôt que de la guerre.

Pour eux, la volonté d'en finir avec la crise syrienne en avançant dans le processus de résolution politique et diplomatique l'emportera sur la crise émotionnelle. D'autant plus que, comme l'explique Christian Chesnot, un autre calendrier préoccupe aujourd'hui les autorités américaines et russes:

« Ce que les Américains et les Russes préparent avec leurs alliés locaux, c'est la bataille de Raqqa et de l'Est syrien. »

« Il faut que l'orage médiatique passe » relativise Alexandre del Valle. Pourtant, cet orage frappe de plein fouet la campagne présidentielle, en France. « On va pouvoir diaboliser plus facilement ceux qui avaient des visions pragmatiques et en accord avec le monde multipolaire » lâche Alexandre del Valle, qui redoute un phénomène d'instrumentalisation à des fins purement personnelles et électoralistes.

Il rappelle les précédents épisodes où « on a vu l'Occident sauter sur l'occasion » — ces opportunités offertes par de tels emballements médiatiques, avec des mots émotionnellement chargés « les mots gaz, massacre, c'est comme les mots purification ethnique, camps ou charnier » — à des fins de politique intérieure.

Le géopolitologue rappelle ainsi les campagnes de désinformation qui avaient eu lieu à propos du Kosovo, des « armes de destructions massives en Irak » ou encore « les massacres imminents à Benghazi » en Libye, menant toutes à des interventions militaires des pays de l'OTAN.

« L'Occident aujourd'hui vit ce que j'appelle une dégénérescence de la démocratie, une perversion de la démocratie — comme les philosophes grecs l'avaient annoncé — en démagogie. Donc le moindre événement est utilisé par les démagogues, qui font de l'émotion et qui ne font pas du long terme. »

Des inquiétudes qui ne sont pas partagées par Frédéric Pichon et Christian Chesnot, estimant que la question syrienne n'était jusqu'à présent pas centrale dans la campagne. Pour Christian Chesnot, même si Bachar al-Assad a de nouveau « terni son image », revenant à celle de 2013, celle « de l'homme qui gaze son peuple », les candidats font aujourd'hui preuve de discernement dans le dossier syrien, aucun ne remettant en cause la nécessité de punir le dirigeant syrien en cas de preuve avérée de sa responsabilité dans l'attaque de Khan Cheikhoun. sputniknews.com 06.04

- La télévision d'Etat syrienne qualifie les frappes américaines d'"agression" AFP

La télévision d'Etat syrienne a qualifié vendredi d'"agression" les frappes américaines contre une base aérienne du régime, une source militaire évoquant des "pertes".

"Agression américaine visant des cibles militaires syriennes avec plusieurs missiles", a alerté la chaîne sitôt après l'annonce américaine.

"L'une de nos bases aériennes dans le centre du pays a été visée à l'aube par un missile tiré par les Etats-Unis, provoquant des pertes", a ensuite signalé une source militaire citée par la télévision d'Etat, sans préciser s'il s'agit de pertes humaines ou matérielles.

"Cette agression américaine vient après la campagne médiatique de dénigrement menée par des pays (...) après ce qui s'est passé à Khan Cheikhoun", a indiqué pour sa part l'agence officielle Sana.

L'attaque chimique présumée, qui a fait au moins 86 morts dans cette ville du nord-ouest syrien selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme, a été imputée au régime de Bachar al-Assad, notamment par Washington, Paris et Londres. AFP 06.04

AFP 06.04...selon Julien Legros, chercheur CNRS au laboratoire chimie organique de l'Université de Rouen, la thèse russe n'est pas "impossible". Elle implique, selon lui, que les composants qui forment l'agent toxique, sarin ou autre, soient stockés dans un même baril. L'explosion provoquée par une frappe militaire pourrait alors déclencher une réaction chimique sous l'effet de la chaleur, le liquide se transformant en gaz toxique.

Certes, si cette explosion produit trop de chaleur, cela peut provoquer une pyrolyse et une grande partie du produit va être détruite. Mais, selon lui, même si ce sont seulement "10% qui se vaporisent, ces 10% là sont très mortels".

"Si 10 mg suffisent à tuer une personne, si vous avez 10% d'une tonne, ça suffit largement à tuer quelques centaines de personnes", ajoute-t-il. AFP 06.04.

Parole d'internaute.

1- Y a de l'espoir quand même : plus de la moitié des commentaires que j'ai pu lire sur le site du Figaro mettent en cause le sérieux des accusations du "clan" occidental. L'impression que les gens ouvrent enfin les yeux après toutes ces années de manipulation médiatique et politique sur ce qui se passe en Syrie.

2- L'arme chimique était la ligne rouge à ne pas franchir ; elle le fut pourtant à la Goutha... jusqu'à ce qu'on découvre les armes avaient été tirées d'une zone "rebelle". Après, la Syrie a démantelé son armement chimique. Quel serait l'intérêt d'Al-Assad, alors qu'il est en train de remporter cette guerre, d'utiliser des armes chimiques qu'il n'a plus et qui font pousser des cris d'orfraies à "la communauté internationale" ?

3- Pensez vous que le gouvernement Syrien prendrait des risques à employer des gaz toxiques alors qu'il est en passe de remporter la partie ?

4- Arrêtez votre propagande mensongère ! les Etats-Unis font 100 fois pire !

5- Bizarre cette histoire, même si toutes les apparences semblent accuser Bachar, et par ricochet son allié russe. Car ce n'est pas à eux que profite ce crime de guerre, qu'ils n'auraient eu aucun intérêt militaire ou politique à commettre. Surtout que la Syrie a théoriquement détruit ou restitué son arsenal chimique sous contrôle international. Bref, s'ils sont coupables, c'est qu'ils ont agi irrationnellement, ce qui ne leur ressemble pas. Après, une bavure ou un coup de sang stupide est toujours possible, à moins qu'ils ne contrôlent pas leurs troupes.

Non, c'est à l'Occident que le crime profite. Ca lui permet de couler au pilori Bachar et d'embarrasser la Russie, et aussi de détourner le regard des crimes de guerre "conventionnels" que lui même commet à Mossoul et ailleurs.

Toutes ces bombes qui tombent comme par mégarde sur des écoles ou des mosquées bourrées de réfugiés, faisant des centaines de morts... A ce rythme, les pertes civiles occasionnées par la coalition ne devraient pas tarder à dépasser celles imputées aux Russes.

Et puis, les USA ont l'indignation sélective. Je n'ai pas le souvenir que les bombes au phosphore balancées sur Gaza les aient tellement indignés, pas plus que leurs propres bombes à l'uranium appauvri. Ils oublient aussi, ces hypocrites, qu'ils ont mené la plus grande guerre chimique de l'histoire en larguant des milliers de tonnes d'agent orange sur la jungle vietnamienne, intoxiquant des millions de civils à la dioxine.

6- C'est n'importe quoi ! Comment peut on encore écrire de telles mensonges et comment certains peuvent encore y croire ? Pour ceux qui ont des trous de mémoire, je vous rappelle que tout le stock d'armes chimiques de la Syrie a été démantelé sous le contrôle de l'ONU ! Donc de deux choses l'une : soit l'ONU n'a pas fait ( ou mal fait ) son travail, soit, si le travail a été fait, l'attaque vient d'ailleurs et pas du gouvernement. D'ailleurs, qu'aurait à gagner Bachar El Assad d'une telle attaque ? Rien ! Mais bon, le public aime se faire enfumer et plus c'est gros, moins il utilise son sens du discernement pour de mêler le vrai du faux.

7- L'imposture du titre, classique de l'AFP - qui après tout ne fait que reprendre la voix de ses maîtres. Pour qu'il y ait attaque chimique, il aurait fallu que les munitions soient chimiques. Or, c'est le dépôt et l'atelier de fabrication d'arme des gentils rebelles d'Hayat Tahrir Al Sham (ex Al Nusra) qui contenait ces composants chlorés. Ils avaient été retrouvés en grandes quantités, dans leurs emballages saoudiens, dans les ateliers de fabrication d'arme des jihadistes à Alep.

8- Voici un cas d'école de désinformation...

Comment et pourquoi une armée qui est sur la pente ascendante irait s'emmerder à employer des gaz ... quel intérêt et quels bénéfices sur le plan international ?

Ca me rappelle étrangement l'histoire des deux obus de mortier sur le marché de Sarajevo ... longtemps mais très longtemps après on a reconnu sur le bout des lèvres que ce n'était pas les Serbes.

9- De la propagande de guerre reprise sans filtre, personne peut nier les morts, donc demandons une enquête de L'ONU indépendante. pour info Khan Cheikhoun est une ville tenu par al-Nosra, Arhar-al-Cham etc. toute une flopée de barbus coalisés c'est un des filtres de la propagande faire croire que c'est la fameuse "ASL" donc si même des infos facilement vérifiables ne sont pas mentionnées on est dans la propagande de guerre donc sans aucune pertinence le CSA devrait être saisi la presse française n'as pas a faire relais de propagande d'un conflit qui ne nous concerne pas.

10- Madame, les enfants vous touchent ? Alors pourquoi vendez-vous des armes à l'Arabie Saoudite ?

11- Toujours nulle part des photos sur les atrocités commises par l'Arabie Maudite et le Qatar au Yemen.

12- Pas tant de bruit dans le dernier massacre fait par la "coalition" ... Ah, mais c'est vrai, c'était fait proprement, avec des bombes...

13- C'est quoi les photos que brandit l'ambassadrice américaine? Des photos des enfants de Falloujah qui naissent plein d'anomalies à cause des armes chimiques et radioactives utilisées par les US en Irak ?

14- Toujours des accusations sans présenter la moindre preuves.

15- Les bombardements ont sans doute touché un stock d'armes cachées par l'ennemi au milieu des habitations!

16- Responsable Onusienne qui accuse sans preuves pour servir ses intérêts. Assad a aucun intérêts à effectuer ce type d'attaque d'autant plus que son départ n'était plus une priorité. Mais par contre les terroristes eux ont intérêt que les choses tournent mal pour le gouvernement qui retrouvait une posture favorable aux yeux de l'occident. L'enquête ne devrait pas être difficile....

17- On se demande à quelle école tous ces pontes ont reçus leur diplômes, souvent en droit. Normalement quand il y a eu crime, il y a investigation pour inculper le suspect, qui a droit a un avocat pour sa défense. Mais à l'international ça ne pose aucun problème de monter des actions violents sur des accusations sans enquête préalable. Combien de fois on a vu des interventions destructrices de pays entiers avec mis à mort de leurs dictateurs présumés, des nombreux morts parmi les civils, sur des allégations qui s'avèrent fausses après quelques temps.

18- Une enquête à distance, un conclusion trop rapide pour être honnête, et un obscur observatoire des droits de l'homme qui couvre toujours les crimes des rebelles. Pour l'opinion publique il ne fait aucun doute que c'est un coup monté.

19- C'est incroyable ces prétendues "enquêtes" à distance, faites du fond d'un bureau !

20- On veut nous refaire le coup de Collin Powell à l'ONU qui agitait sa petite fiole... Quel serait l'intérêt d'Assad à se servir d'armes chimiques ??

21- Mme del Ponte a déjà enquêté, jugé, et condamné : sa justice lui est donc dictée par les forces politiques qui l'ont nommée; et ça n'a de justice que le nom; terreur judiciaire est plus juste, où le préjugé suffit.

22- Qu'elle en apporte la preuve. Si c'est comme pour les armes de destructions massives en Irak ont a compris.

23- Il n'y a pas encore eu d'enquête mais la représente de la commission d'enquête a trouvé un coupable.

24- La même personne en 2013:

<http://m.washingtontimes.com/news/2013/may/6/syrian-rebels-used-sarin-nerve-gas-not-assads-regi/>

25- Il ne semble pas qu'Assad soit stupide.

Alors que les événements étaient en train de tourner en sa faveur, il n'aurait eu aucun intérêt à commettre ce massacre mais , d'autres intervenants ont au contraire tout intérêt à le faire plonger ainsi que son puissant allié .

26- Qui peur croire que Assad s'amuserait à utiliser cette arme, alors qu'il sort vainqueur de cette guerre. Il etait défendu par le président des USA, de la Russie, et vous pensez qu'il allait commettre une telle erreur. Non, mais arrêtez, S.V.P.

27- Assad, alors qu'il est sur le point de gagner cette guerre, et que l'administration américaine était bien disposée vis à vis de

son régime, décide d'utiliser l'arme chimique, alors même que d'autres armes sont à sa disposition pour mater la rébellion (avec l'appui de la Russie). N'y a-t-il que moi que ça choque? A oui j'oubliais, Assad n'a pour objectif que de "massacrer son peuple". Merci pour cette explication M. Ayrault, et bravo pour cette accusation étayée Mme Del Ponte. Quant à Trump, il semblerait que sa colonne vertébrale ne soit pas à la hauteur de sa gouaille...

28- Depuis 2014 l'armée Syrienne n'a plus de stock d'arme chimique et ceci a été confirmé par Kerry ! Les rebelles avaient un stock d'arme chimique qui a été bombardé par l'armée Syrienne qui ne pouvait pas savoir que des terroristes étaient en possession de tels armes.

Qui les leurs a fournies ?

29- C'est sûrement vrai... Tout comme l'Irak était remplie d'armes de destruction massive... Accuser sans preuve, utiliser des images d'enfants morts pour manipuler l'opinion publique...

C'est indigne de nos gouvernements, et pourtant c'est devenu la routine...

30- Preuves ?

Aucune.

Logique ?

Aucune (Assad est en train de gagner la guerre et a même été adoubé par l'administration US il y a seulement quatre jours).

Le false flag des djihadistes "modérés" crève les yeux.

31- On avait également accusé avec empressement Assad de la destruction du convoi humanitaire à Alep, qui s'est avérée être une "erreur" avouée par Al Nosra. Rectification très peu véhiculée dans la presse.

### [France : Etat policier, confirmation.](#)

- Paris : la police autorisée à fouiller les bagages dans le métro - LeFigaro.fr

Cette décision du préfet de police de Paris fait suite à l'attentat de Saint-Petersbourg et vient s'ajouter au redéploiement de 140 gendarmes, lundi.

Rassurer la population et faciliter le travail de la police. C'est le sens de l'arrêté pris par le préfet de police de Paris, Michel Cadot. Ce dernier autorise la police, ce mercredi 5 avril, entre 7 heures et 22 heures, à fouiller les bagages des usagers du métro et du RER, que ce soit «sur les lignes, stations, gares, arrêts et couloirs».

Ordinairement, la police doit avoir un motif précis pour procéder à la fouille de bagages: repérer quelqu'un sur le point de ou qui vient de commettre une infraction, un délit ou un crime, ou encore savoir que cette personne fait l'objet de recherches précises. Avec cet arrêté, plus besoin de ce motif. La police pourra contrôler qui elle veut, ou elle veut, sans avoir besoin d'avancer une justification.

Ce type d'arrêté n'est pas exceptionnel. Bien au contraire, il est même pris très régulièrement, précise la préfecture de police. Ainsi, par exemple, si une rue de la capitale se révèle être particulièrement criminogène, le préfet peut prendre le même type d'arrêté pour un lieu précis. Cependant, il s'agit en général d'opérations ponctuelles dont la durée n'excède pas une ou deux heures.

Un renouvellement quotidien

Car cette mesure ne saurait être permanente. Le code de procédure pénale indique qu'elle «ne peut excéder 24 heures». Il faudra donc renouveler l'arrêté quotidiennement, aussi longtemps que le préfet souhaitera la maintenir. Ce qui pourrait durer un certain temps étant donné le souhait exprimé par le ministre de l'Intérieur, Matthias Felk, de renforcer la sécurité dans les transports en commun d'Île-de-France. Lundi, le gouvernement a déployé 140 gendarmes supplémentaires pour participer à leur surveillance. LeFigaro.fr 05.04

Commentaires d'internautes

1- Dérive inquiétante vers un Etat policier !

2- Imaginez des fouilles de bagages à la Gare de Lyon....il faudrait 2000 policiers...

3- Ah bon ? on va "sécuriser" quelques centaines de stations de métro ?

Du genre La Défense aux heures de pointe ?

Une douzaines de flics pour fouiller quelques dizaines de milliers de gens ?

On voudrait nous rassurer, mais à part rehausser le niveau de sottise, je ne vois pas.

Et ça, ça fait vraiment peur !

### [Allemagne. Les inquisiteurs veulent "frapper fort"](#)

- Réseaux sociaux: Berlin veut frapper fort contre les propos haineux - AFP

L'Allemagne a décidé mercredi de frapper un grand coup contre les contenus haineux en ligne en menaçant les géants de l'internet d'amendes pouvant atteindre 50 millions d'euros, un sujet sur lequel Berlin se veut en pointe en Europe.

Le conseil des ministres a validé un projet de loi en ce sens, visant des réseaux sociaux tels que Facebook, après des mois de débats notamment en raison de la frontière parfois floue séparant la liberté d'expression et les discours racistes.

Les propos xénophobes, les incitations à la haine et autres déclarations révisionnistes ou antisémites sont vivement combattus en Allemagne, un pays qui se veut moralement exemplaire depuis la fin de la dictature nazie.

"Les publications manifestement délictueuses doivent être effacées ou bloquées dans les 24 heures suivant leur signalement, les autres contenus délictueux doivent être effacés ou bloqués dans les sept jours suivant leur signalement", indique le gouvernement dans un communiqué, ajoutant que la règle vaut aussi pour les copies de ces "posts".

Outre les propos racistes, le projet de loi vise aussi l'apologie du "terrorisme", la pédophilie, la diffamation, l'incitation à commettre des crimes et les menaces en tous genres.

Mais ce projet de loi, qui doit être adopté par les parlementaires avant l'été, a suscité en amont d'âpres critiques de ceux qui y voient une atteinte à la liberté d'expression.

Facebook a déploré le fait qu'à l'avenir "ce sont seront donc aux sociétés privées plutôt qu'aux tribunaux de juger ce qui est illégal en Allemagne". AFP 5.04

### [Ils osent tout](#)

- À Nancy, la victoire est "à portée de main" (Hamon) - AFP

- Cambadélis lance un appel pour sauver le soldat Hamon - AFP Alors que Benoît Hamon est tombé sous les 10% d'intention de vote...

- Cybermenaces: la "sécurisation des résultats" de la présidentielle, "priorité nationale", assure Fekl - AFP

- Julia Cagé : "redonner du pouvoir d'achat avec le revenu universel" - Franceinfo

- Un an plus tard, En Marche! vise le développement durable - AFP

- Les Allemands n'ont jamais fait autant confiance à leurs médias - LePoint.fr

---

### [INFOS EN BREF](#)

## POLITIQUE

### Venezuela

- Venezuela: nombreux heurts lors d'une manifestation d'opposants - AFP

Des dizaines d'opposants au président socialiste vénézuélien Nicolas Maduro ont été blessés jeudi à Caracas lors de heurts entre manifestants et forces de l'ordre, et 30 ont été arrêtés, dans un climat de tension croissante.

Dès jeudi soir l'opposition vénézuélienne a cependant appelé à une nouvelle manifestation ce week-end: "Samedi, il faut que le double de personnes soient dans les rues du pays (...), le peuple ne fait rien de mal, il ne fait qu'exiger ses droits", a déclaré Freddy Guevara, le vice-président du parlement, lors d'une conférence de presse.

En fin de journée, jeudi, des affrontements de moindre intensité persistaient entre manifestants et policiers dans l'est de la capitale, près de neuf heures après le début de la mobilisation.

Les échauffourées ont débuté quand le cortège d'environ 10.000 personnes, rassemblé sur l'autoroute principale de la ville, a tenté de se diriger vers le centre de Caracas, avant d'être bloqué par une barrière installée par l'armée.

"Nous voulons virer Maduro, nous sommes lassés de cette dictature, nous n'avons pas peur", a confié à l'AFP Yoleidy Rodriguez, étudiante de 22 ans.

Dans la capitale, aux abords du Parlement, ce sont les chavistes (du nom de l'ancien président Hugo Chavez, 1999-2013) qui ont manifesté par milliers, dénonçant l'ingérence étrangère dans la crise que traverse le Venezuela.

"Nous allons affronter l'impérialisme, les groupes économiques qui veulent renverser le gouvernement révolutionnaire", a déclaré à l'AFP Vismar Cifuentes, fonctionnaire venu défilier pour défendre le président.

Très impopulaire et soumis à une importante pression internationale, le chef de l'Etat de 54 ans refuse d'organiser des élections anticipées comme l'exige l'opposition et entend rester au pouvoir jusqu'au prochain scrutin, prévu en décembre 2018.

### Argentine

- L'Argentine à l'arrêt pour la première grève générale de l'ère Macri - AFP

Avions cloués au sol, transports publics à l'arrêt, incidents avec la police : l'Argentine a vécu au ralenti jeudi en raison de la grève générale à l'appel des principales organisations syndicales, la première contre le président libéral Mauricio Macri.

"Le pays a été paralysé. Nous soulignons l'ampleur de cette grève et le niveau d'organisation et de discipline", a déclaré lors d'une conférence de presse Juan Carlos Schmid, secrétaire général de l'influente Confédération générale du travail (CGT).

Le mouvement est "suivi à 90%", a assuré Pablo Micheli, dirigeant de la Centrale des travailleurs d'Argentine (CTA).

Le ministre du Travail Jorge Triaca a reconnu que "la grève était très suivie", tout en accusant les syndicats d'avoir des motivations politiques, en cette année d'élections législatives, prévue en octobre.

La grève coïncidait avec le Forum économique mondial sur l'Amérique latine, déclinaison régionale du rendez-vous annuel de Davos, en Suisse.

D'importantes mesures de sécurité entouraient l'hôtel accueillant l'évènement, inauguré par le président Macri et attirant de nombreux leaders du monde des affaires et de la politique à Buenos Aires.

Durant la grève générale, d'une durée de 24 heures, aucun vol national ni international n'a décollé ni atterri, affectant 60.000 passagers selon l'Aviation civile, et tous les transports publics étaient à l'arrêt.

L'industrie, la santé, l'éducation et le secteur bancaire ont également été paralysés par l'appel des trois principales organisations syndicales, poussant M. Macri à parler "de comportements mafieux" qui "n'aident pas les travailleurs".

Lors d'une conférence de presse, il a d'ailleurs qualifié ce mouvement social de "non nécessaire".

Selon les chiffres officiels, un tiers des Argentins vit en dessous du seuil de pauvreté alors que l'inflation annuelle a atteint 40% et que les augmentations de salaires n'ont pas suivi, provoquant une perte de pouvoir d'achat.

Autre mesure qui a durement affecté le porte-monnaie des Argentins, le gouvernement a remis en cause la politique de fortes subventions des factures de gaz, d'électricité et d'eau. AFP 07.04

[Haut de page ↗](#)

---

Le 8 avril 2017

## CAUSERIE

La causerie figure à la suite de l'article ci-dessous mis en ligne hier soir.

Vendredi 7 avril 23h20 à Pondichéry en Inde.

Je viens de prendre connaissance de l'article de Thierry Meyssan qui se trouve à Damas, qui fournit une autre analyse sur la situation et des détails sur l'attaque américaine qu'aucun média dans le monde n'avait à sa disposition.

J'ajoute qu'ayant pris connaissance de cet article il y a près de 2 heures, j'ai eu le temps de recouper une partie des informations fournies par M. Meyssan avec celles publiées par l'AFP, notamment que les Russes avaient été prévenus par les Américains 2 heures avant l'attaque américaine, ce qui a permis à Damas d'évacuer les militaires et les avions de la base aérienne bombardée qui était pratiquement vide.

La dépêche de l'AFP à Moscou disait ceci : *"De l'aveu du porte-parole, les Russes n'ont été prévenus qu'avec deux heures d'avance de l'imminence de ces bombardements"*.

Pour en apprendre davantage.

- [Thierry Meyssan: Derrière l'attaque états-unienne de la Syrie \(26'25"\)](#)

Entretien avec la Pravda, enregistré quatre heures après l'attaque états-unienne contre la base syrienne de Sha'irat, le 7 avril 2017.

Donald Trump affirme son autorité sur ses alliés par Thierry Meyssan

Ne vous laissez pas illusionner par les jeux diplomatiques et le suivisme des grands médias. Ce qui s'est passé ce matin en Syrie n'a aucun rapport ni avec la présentation qui vous en est faite, ni avec les conclusions qui en sont tirées.

Réseau Voltaire | Damas (Syrie) | 7 avril 2017

Ce matin, les États-Unis auraient tiré 59 missiles de croisières depuis la Méditerranée pour détruire la base militaire aérienne syrienne de Sha'irat. Il s'agirait d'une action unilatérale visant à sanctionner une attaque à l'arme chimique qu'ils attribuent à l'armée arabe syrienne.

Stupéfaite par l'ampleur de l'action états-unienne, la totalité des commentateurs conclut à un virage à 180° de l'administration Trump sur la question syrienne. La Maison-Blanche aurait enfin adopté la position de son opposition états-unienne et de ses alliés britanniques, français et allemands.

Vraiment ?

La réalité ne correspond pas à la communication

Des missiles de croisière états-uniens ont traversé sans encombre la zone contrôlée par la nouvelle arme russe permettant d'inhiber les communications et commandes de l'Otan. Selon le général Philip Breedlove, alors Suprême commandeur de l'Otan, cette arme a permis à la Russie de prendre l'avantage sur les États-Unis en matière de guerre conventionnelle. Elle aurait dû perturber les systèmes de guidage de ces missiles. Elle n'a pas fonctionné, soit que le Pentagone ait enfin trouvé une riposte technique, soit qu'elle ait été désactivée par la Russie.

La défense anti-aérienne syrienne comprend des S-300 contrôlés par l'armée arabe syrienne et des S-400 servis par l'armée russe. Ces armes sont supposées capables d'intercepter des missiles de croisière, bien que cette situation ne s'est à ce jour jamais présentée au combat. Il s'agit bien sûr d'armes au déclenchement automatique. Elles n'ont pas fonctionné non plus. Aucun missile anti-missile n'a été tiré, ni par l'armée russe, ni par l'armée syrienne.

Lorsque les missiles de croisière états-uniens ont atteint leur cible, ils ont trouvé une base militaire quasi-vidée, qui venait juste d'être évacuée. Ils auraient donc détruit le tarmac, des radars et des avions depuis longtemps hors d'usage, des hangars et des habitations. Ils ont cependant fait une douzaine de victimes, dont neuf sont décédées.

Alors qu'aucun missile de croisière n'a officiellement été égaré ou détruit, seuls 23 et non pas 59 ont frappé la base de Sha'irat.

Que signifie cette mise en scène ?

Le président Trump tente depuis son accession à la Maison-Blanche de changer la politique de son pays, et de substituer des formes de coopération aux affrontements actuels. Sur la question du « Moyen-Orient élargi », il a pris position pour la « destruction » des organisations jihadistes (et non pas pour leur « réduction », comme l'évoquait son prédécesseur).

Au cours des derniers jours, il a reconnu la légitimité de la République arabe syrienne et donc le maintien au pouvoir du président démocratiquement élu Bachar el-Assad. Il a reçu le président égyptien, le maréchal Abdel Fattah al-Sissi, allié de la Syrie, et l'a félicité pour sa lutte contre les jihadistes. Il a rétabli un canal direct de communication entre Washington et Damas.

Le problème du président Trump était de convaincre ses alliés d'appliquer sa politique quel que soit l'investissement qu'ils aient pu dépenser pour renverser la République arabe syrienne.

Il est certes possible que le président Trump ait fait volte-face en trois jours à la simple vue d'une vidéo diffusée par YouTube, mais il est plus probable que son action militaire de ce matin s'inscrit dans la logique de son action diplomatique précédente.

En attaquant, le président Trump a satisfait son opposition qui ne pourra donc pas s'opposer à la suite des opérations. Hier, Hillary Clinton appelait à bombarder la Syrie en riposte à l'usage supposé d'armes chimiques.

Donald Trump a ordonné de tirer des missiles de croisière sur une base quasi-vidée après en avoir informé la terre entière, dont la Russie et la Syrie.

Damas, en sacrifiant cette base et la vie de quelques hommes lui a donné l'autorité pour conduire une vaste action contre tous ceux qui emploient des armes chimiques. Or, à ce jour, les seuls utilisateurs de ces armes identifiés par les Nations unies sont : les jihadistes.

Daesh, également informé de l'attaque états-unienne (mais par ses commanditaires britanniques, français et allemands), a immédiatement lancé une attaque à Homs désormais privé de base aérienne.

Nous verrons dans les prochains jours comment Washington et ses alliés réagiront à l'avancée des jihadistes. Ce n'est qu'à ce moment là que nous saurons si la manœuvre de Donald Trump et le pari de Vladimir Poutine et de Bachar el-Assad fonctionneront.

Source : « Donald Trump affirme son autorité sur ses alliés », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 7 avril 2017, [www.voltairenet.org/article195897.html](http://www.voltairenet.org/article195897.html)

Samedi 8 avril 13h20 à Pondichéry

### [Dossier Syrie.](#)

Les faits relatés dans les articles ou extraits d'articles suivants confirment en partie la thèse avancée hier par Thierry Meyssan de Damas.

Des responsables américains ont précisé avoir informé la Russie avant les tirs de missiles et avoir pris soin de ne pas viser la partie de la base de Chayrat sur laquelle se trouvaient des troupes russes. Reuters 07.04

- Ce que l'on sait sur le bombardement de la base aérienne syrienne - AFP

La piste elle-même n'a pas été visée, notamment parce les missiles Tomahawk ne sont pas assez puissants pour créer des dommages suffisants, a indiqué vendredi un haut responsable militaire américain.

L'OSDH a affirmé plus tard que des avions avaient pu à nouveau décoller vendredi de la base visée, sans dire s'il s'agissait d'avions syriens ou d'avions russes.

Le capitaine Davis a affirmé que "toutes les précautions avaient été prises pour exécuter la frappe avec un minimum de risques" pour le personnel présent sur la base et notamment les Russes qui s'y trouvaient.

La frappe "n'était pas faite pour viser des gens", a-t-il dit.

Selon lui, les Russes ont été prévenus à l'avance de la frappe via la ligne de communication spéciale mise en place par les militaires américains et russes depuis l'automne 2015 pour éviter tout incident aérien entre leurs avions respectifs dans le ciel syrien.

Il y a eu de "multiples conversations" avec les Russes jeudi via la ligne spéciale, a-t-il dit. Le porte-parole a indiqué que les militaires américains connaissaient "l'endroit précis" de la base utilisé par les militaires russes, a-t-il précisé.

Le porte-parole américain a laissé entendre que la frappe n'avait pas vocation à être répétée.

Pour Waddah Abded Rabbo, directeur du quotidien al-Watan proche du pouvoir à Damas, "le régime n'avait aucun intérêt à provoquer une attaque chimique surtout après qu'Assad a obtenu ce qu'il attendait depuis six ans: la reconnaissance et la légitimité par les États-Unis.

"Pourquoi aurait-il gâché cette opportunité en lançant une attaque chimique dans une localité qui n'a aucune importance stratégique ou militaire?"

Pour lui, ce sont "vraisemblablement les Turcs qui ont mené cette opération car le rapprochement entre le gouvernement syrien et Washington leur est inacceptable".

"Toute cette opération les remet en scène et les rapproche de nouveau des Américains avec l'espoir que Washington changera d'avis sur Assad", estime-t-il. AFP 07.04

- Sergueï Soudakov, membre de l'Académie des sciences militaires de Russie.

Les États-Unis ont annoncé leur intention de frapper via des canaux diplomatiques. La Russie a également prévenu les Syriens qui ont évacué les soldats et le matériel de la base, a déclaré Sergueï Soudakov, membre de l'Académie des sciences militaires de Russie. sputniknews.com 07.04

- La Russie se réserve désormais le droit de réagir à des frappes US en Syrie - sputniknews.com

Selon un vice-président de la commission de la défense du parlement russe, la suspension du mémorandum avec les États-Unis sur la prévention d'incidents aériens en Syrie permettra à la Russie de réagir opportunément à des menaces américaines, à l'instar de leur frappe sur une base syrienne.

En réponse à l'attaque contre une base aérienne en Syrie, Moscou a suspendu le mémorandum russo-américain sur la prévention des incidents et la garantie de la sécurité des vols au cours de l'opération en Syrie. en réponse à l'attaque contre une base aérienne en Syrie.

« Cette décision est absolument logique : à présent, beaucoup se posent la question de savoir pourquoi les missiles sol-air n'ont pas été utilisés. La réponse est que la Russie agit agissait dans le cadre du mémorandum. La sortie du de ce mémorandum permettra de réagir opportunément à différentes des menaces différentes, concernant notamment nos aérodromes et nos unités se trouvant dans ce pays », a déclaré à Sputnik Iouri Chvytkine, vice-président de la commission de la défense de la Douma (chambre basse du parlement russe). sputniknews.com 07.04

- La Suède remet en question la légitimité de la frappe US en Syrie - sputniknews.com 07.04

- Le Daily Mail retire un article sur le plan US d'organiser une attaque chimique en Syrie - sputniknews.com

Le Daily Mail britannique retire de son site l'article intitulé «Les États-Unis ont soutenu le projet d'effectuer une attaque chimique en Syrie et d'en rejeter la responsabilité sur le gouvernement d'Assad» datant le 29 janvier 2013. S'agit-il d'une coïncidence? Sputnik attend la réponse du journal en question pour en connaître les causes.

En janvier 2013, le quotidien britannique Daily Mail publie un article de la journaliste Louise Boyle qui évoque le sujet du

projet américain portant sur l'organisation d'une attaque chimique en Syrie ayant pour objectif de «faire accuser le gouvernement de Bashar al-Assad». Cependant sur fond d'escalade du conflit actuel, l'article a été retiré du site. Sputnik s'est adressé à la direction du Daily Mail afin de savoir quand cet article avait été supprimé et pour quelle raison. Pour l'instant, aucune réponse n'a été donnée.

Selon les propos publiés il y a quatre ans, ce projet américain devait servir de prétexte pour renforcer les opérations militaires sur le territoire syrien effectuées par la coalition internationale.

« Les fuites des messages électroniques prouvent, au préalable, que la Maison-Blanche avait donné son accord à la réalisation de l'attaque chimique en Syrie qui pourrait servir de cause pour accuser le régime d'Assad, puis renforcer les opérations militaires internationales dans un pays affaibli », était-il écrit dans l'article de 2013.

De même, le rapport publié contenait la correspondance entre deux personnalités haut placées de la compagnie Britam Defence qui révélait que « le schéma approuvé par Washington » supposait que « le Qatar financerait l'utilisation des armes chimiques par des forces de l'opposition syrienne »

En plus, l'auteur de l'article a indiqué que cette correspondance avait été rendue publique par un hacker malaisien qui avait pu avoir accès aux résumés ainsi qu'aux copies des passeports de ses dirigeants via un serveur non-sécurisé de la compagnie.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, 59 missiles «Tomahawk» ont été tirés depuis des destroyers de l'U.S. Navy dans l'est de la Méditerranée, touchant plusieurs cibles sur la base aérienne de Shayrat, dans la région d'Homs, dans l'ouest de la Syrie.

Commentant ce bombardement, Igor Konachenkov, porte-parole du ministère russe de la Défense, a déclaré que « chaque spécialiste comprenait que la décision de porter les frappes aériennes contre la Syrie avait été prise par Washington bien avant les événements dans la localité de Khan Cheikhoun, ceux-ci n'étant qu'un prétexte formel. Cette démonstration de force militaire était dictée uniquement par des raisons de politique intérieure ». sputniknews.com 07.04

## Commentaires d'internautes

1- Assad combat le terrorisme et les Américains le soutiennent qui sont les dictateurs avec leurs alliés

2- "diminuant la capacité du gouvernement syrien à mener des frappes"

Donc, Daesh et ses alliés les "gentils rebelles coupeurs de têtes" ne font pas partie des dommages collatéraux. Toujours la même alliance tripartite : USA-Daesh-Rebelles coupeurs de têtes et toujours le même objectif.

3- Je suis inquiet, car si ceux qui profèrent de telles accusations avec l'aplomb de leur statut "d'experts" sont capables de dire de telles énormités, il n'est pas étonnant que le monde aille si mal !

Pour moi la seule question est : " à qui profite le crime" ? A moins d'être complètement aveuglé par la haine de Assad, la réponse est "pas à lui" ! Les seuls gagnants dans cette affaire sont les terroristes de Daesh et Al Nuusra.

Pas besoin de faire sciences po et de se dire expert pour le comprendre ! Mais quand on voit la précipitation des occidentaux pour accuser Assad, quand on voit qu'ils remettent sur le tapis l'attaque de la Ghouta, alors qu'il a été prouvé que Assad n'y était pour rien, on comprend immédiatement d'où vient le coup et que les intentions des USA et de ses alliés est de donner un coup de main à leurs assassins qu'ils ont rebaptisé "rebelles modérés" ! C'est une honte pour l'occident !

## [Election présidentielle française en quête désespérément de légitimité.](#)

Si c'était Fillon qui était élu le 7 avril prochain, ce serait le parti officiel de l'ordre qui serait au pouvoir, LR et ses satellites de droite, et le parti supplétif de l'ordre, le PS, figurerait dans l'opposition parlementaire.

L'avantage de ce scénario pour le régime, c'est que le PS pourrait se présenter plus facilement sous le masque de la gauche et redorer son blason, aidé en cela par les parasites d'extrême gauche gravitant autour depuis un siècle qui ne l'ont toujours pas caractérisé de droite, permettant ainsi que cette imposture perdure jusqu'aux prochaines élections ou préparant l'alternance suivante et ainsi de suite.

Quand le PS est au pouvoir, LR revendique l'alternance, et quand c'est LR qui est au pouvoir, c'est le PS qui revendique l'alternance pour en fait appliquer la même politique destinée à satisfaire les besoins de la classe des capitalistes.

LR au pouvoir, le PS prétend incarner l'opposition populaire avec la complicité des partis d'extrême gauche et des syndicats. Et

quand c'est le PS qui est au pouvoir, c'est LR qui va enfourcher le rôle d'opposant à la guerre idéologique que mène le PS avec zèle pour le compte de l'oligarchie, contribuant ainsi à créer l'illusion qu'il résisterait au rouleau compresseur du néolibéralisme, alors qu'en réalité il en est un des principaux acteurs.

Cette confusion est le produit du consensus qui existe entre LR et le PS qui appliquent la même politique en se partageant les rôles et les tâches selon qu'ils sont au pouvoir ou dans l'opposition parlementaire. C'est ainsi qu'on en arrive à la situation où des travailleurs qui se prétendent de gauche ou même d'extrême gauche vont participer indistinctement à des campagnes initiées par LR ou le PS, alors qu'elles sont tournées contre leurs intérêts.

En conclusion, si Fillon était élu, sous la pression des militants du mouvement ouvrier et de millions de travailleurs qui rejetteraient la politique réactionnaire de Fillon, le PS et les bureaucrates syndicaux, ainsi que la pseudo-gauche et extrême gauche seraient amenés à appeler à la mobilisation les masses populaires pour mieux briser leur résistance et permettre au gouvernement d'appliquer sa politique, donc Fillon président alimenterait la lutte des classes.

Il en irait tout autrement si Macron était élu puisqu'il serait amené à gouverner avec le PS ou son soutien, ce qui signifie qu'il concourrait à briser toute tentative de mobilisation contre Macron et son gouvernement, à neutraliser la lutte de classes avec la complicité des appareils corrompus des syndicats auxquels tous les partis dits ouvriers sont liés. Ce serait comme si Hollande avait été réélu.

Cette situation et ces rapports permettraient à l'extrême gauche de figurer comme la seule opposition au régime, sachant que LR et l'UDI ou le FN ne censureraient pas un tel gouvernement néoconservateur, encore faudrait-il qu'elle rompe avec le PS et les appareils des syndicats, l'opportunité de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire s'en trouverait renforcée, légitimée.

On évacue l'hypothèse Hamon qui ne sert plus qu'à maintenir en survie artificielle le PS, qui demeure malgré tout indispensable à la stabilité du régime.

Quant à celle de Mélenchon, elle pourrait se traduire par une situation comparable à la Grèce en l'absence de volonté pour affronter le régime, encouragée par le harcèlement, la mobilisation, le sabotage de la réaction, à moins que les masses révolutionnaires saisissent l'occasion qui leur serait donnée pour se dresser contre le régime et balayer tous les obstacles à leur mobilisation, tout dépendrait de quelle manière et à quel moment Mélenchon abdiquerait, comment les travailleurs l'interprèteraient et s'ils parviendraient à trouver la voie de l'auto-organisation pour unifier leur combat et se fixer des objectifs politiques, ce qui nécessiterait qu'ils soient mûrs pour prendre leur destin en mains et passer à l'action, afin de poser les principes ou les bases d'une République sociale.

Ce dernier scénario me semble inenvisageable dans l'état actuel des choses parce que le prolétariat s'est embougeoisé. Sa majorité a encore trop à perdre pour se lancer dans une telle aventure. Elle aspire juste à conserver ses avantages ou tout au plus à obtenir une amélioration de sa condition qui n'est pas désespérée, elle n'a pas acquis le niveau de conscience politique suffisant pour s'attaquer aux fondements du capitalisme et à ses institutions, ce que prouve d'une certaine manière sa participation à cette élection.

Jusqu'à présent les travailleurs ont supporté tous les sacrifices qui leur ont été imposés dans le cadre du régime. Demain seront-ils prêts à de plus lourds sacrifices pour briser ce carcan pour entrevoir un avenir meilleur ? La désillusion qui suivrait la capitulation de Mélenchon pourrait se traduire au contraire par une profonde démoralisation et démobilité d'autant plus qu'ils n'auraient pas que la réaction contre eux, mais la totalité des partis qui ont déjà gouverné, ainsi que les appareils vendus des syndicats. Ils se retrouveraient plus seuls que jamais avec pour tout soutien une avant-garde disloquée et en proie à des contradictions inextricables qui ne pourraient pas constituer un pôle de regroupement pour les organiser. C'est pourtant la seule voie ou issue politique qu'il leur resterait.

- A J-16, les électeurs jouent avec les nerfs des candidats - Reuters

A 16 jours du premier tour, la dixième élection présidentielle de la Ve République reste la plus incertaine, avec une réduction des écarts dans les intentions de vote en faveur des candidats du carré de tête, dont est absent le socialiste Benoît Hamon. Reuters 07.06

- Mélenchon et Fillon viennent chatouiller les deux favoris - LePoint.fr

Selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour "Le Point", Emmanuel Macron et Marine Le Pen sont à portée de tir du candidat de La France insoumise et de son rival LR.

À 15 jours du premier tour, Jean-Luc Mélenchon continue sa « remontada » et joue désormais à armes égales avec François Fillon. Les deux hommes grignotent l'avance de Marine Le Pen et d'Emmanuel Macron, qui n'ont plus rien d'intouchable favori, selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour Le Point. À la question « Si le premier tour de l'élection présidentielle de 2017

avait lieu dimanche prochain, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ? », Emmanuel Macron obtient 23,5 % (- 2,5 points par rapport au sondage du 31 mars) et Marine Le Pen 23 % (- 2). À leurs trousses, François Fillon respire avec 18,5 % (+1,5), mais doit désormais lutter avec Jean-Luc Mélenchon, qui récolte, lui, 18 % (+ 2).

« À eux seuls, les quatre premiers totalisent 83 % des intentions de vote et ne laissent que des miettes (17 %) aux sept autres candidats », dont celui du Parti socialiste qui chute à 9 %, observe Gaël Sliman, le président d'Odoxa.

De quoi confirmer, une énième fois, le caractère absolument incertain et inédit de l'élection présidentielle. Du jamais-vu sous la Ve République à deux semaines du premier tour. Si le candidat d'En marche ! et sa rivale du Front national figurent toujours en tête, leur baisse brutale - en 7 jours - les met à portée de tir de François Fillon et Jean-Luc Mélenchon.

- Mélenchon rejoint Fillon, Macron et Le Pen toujours en tête mais en baisse (sondage) AFP

Jean-Luc Mélenchon, en forte hausse, et François Fillon sont désormais au coude-à-coude, avec 19% d'intentions de vote au 1er tour de l'élection présidentielle, et réduisent l'écart avec Emmanuel Macron et Marine Le Pen, tous les deux en baisse, selon un sondage BVA Salesforce diffusé samedi.

Avec 19% d'intentions de vote, le candidat de La France insoumise gagne 4 points en une semaine et rejoint celui de la droite (19%, =), qui ne parvient pas à se relancer.

Emmanuel Macron (23%, -2) voit quant à lui son avance s'effriter et se retrouve à égalité avec Marine Le Pen (23%, -1), selon cette enquête pour Orange et La Presse régionale. L'écart entre le duo de tête et ses poursuivants n'est plus que de quatre points à deux semaines du 1er tour.

Le candidat de La France insoumise prend principalement des voix au socialiste Benoît Hamon qui passe sous la barre des 10%, avec à 8,5% (-3) d'intentions de vote.

Le souverainiste Nicolas Dupont-Aignan est crédité de 3,5% ("0,5), le trotskiste Philippe Poutou de 1,5% ("1) et les autres candidats de 0% à 1%. 9% des personnes interrogées n'ont pas exprimé d'intentions de vote au 1er tour.

Neuf électeurs de Marine Le Pen sur dix (89%) et 79% de ceux de François Fillon se disent sûrs de leur choix. Ce n'est le cas que de 63% de ceux d'Emmanuel Macron, 59% de ceux de Jean-Luc Mélenchon et 43% de ceux de Benoît Hamon.

Près de quatre personnes prévoyant de voter au 1er tour sur dix (38%) n'expriment pas d'intentions de vote ou peuvent encore changer d'avis.

21% des personnes interrogées n'ont pas exprimé d'intentions de vote. AFP 08.04

- Le Pen (25%) devance Macron (24%) et Fillon (20%), selon un sondage Opinionway - Reuters

Marine Le Pen reste en tête des intentions de vote pour le premier tour de l'élection présidentielle, avec 25%, devançant Emmanuel Macron (24%) et François Fillon (20%), les trois candidats étant stables, selon le sondage quotidien Opinionway-Orpi pour Les Echos et Radio classique. Reuters

## Commentaires d'internautes

1- Et bien je continue à retenir (depuis plusieurs semaines) les chiffres de cet analyste Canadien : LE PEN 23% FILLON 22% ET MACRON BATTU avec 20% MELENCHON 16% et HAMON à 12% (mais attention si HAMON s'écroule, MELANCHON peut même passer devant MACRON. ) et oui le scénario HOLLANDE / MACRON se dégonfle progressivement comme une baudruche... Et heureusement car ce quinquennat qui se termine est une catastrophe !

2- Mais plusieurs sondages en Suisse donnent Fillon nettement devant Macron.

Fillon continue son ascension, Hamon en chute libre - valeursactuelles.com

Présidentielle. D'après la dernière mesure Filteris sur le poids numérique des candidats à la présidentielle, François Fillon gagne des points et talonne Marine Le Pen.

François Fillon regagne du terrain petit à petit. C'est la conclusion de l'analyse Filteris du jour. Tandis que Marine Le Pen voit son score de la veille baisser (-0,59 point à 23,30%), François Fillon gagne, lui, 0,04 point et est crédité de 22,72%. Il est suivi

par Emmanuel Macron qui se retrouve à 22,09% (+0,28). Le candidat de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon poursuit également sa progression (+0,08 point à 17,51%). Hamon en chute libre

Le candidat socialiste est toujours en chute libre. En effet, chaque jour, il perd de plus en plus de points. Ainsi, aujourd'hui, l'ancien ministre de l'Education est à nouveau privé de 0,53 point et est à 7,83%. valeursactuelles.com 07.04

- "La bulle Macron, un matraquage publicitaire massif" tempsreel.nouvelobs.com 20.02.2017

Pour le politologue Thomas Guénolé, les médias ont "suscité artificiellement l'intérêt" pour la candidature d'Emmanuel Macron, au risque de "piper les dés de la démocratie".

Thomas Guénolé est politologue, enseignant à Sciences Po Paris et à Paris II, auteur de "La Mondialisation malheureuse" (éditions First, 2016) et "Petit guide du mensonge en politique" (Fayard, 2017, réédition).

Vous vous êtes attaché à mesurer l'exposition médiatique dont a bénéficié Emmanuel Macron, et vous en concluez qu'il a bénéficié d'une "bulle" médiatique en 2016. Comment parvenez-vous à cette observation ?

Nous avons pu mesurer la bulle grâce à un indicateur fiable : nous avons comparé des données analysées via Talkwalker par Véronique Reille Soult, directrice générale de Dentsu Consulting. Durant le printemps et l'été 2016, Emmanuel Macron a recueilli 43% de part de voix dans les parutions des médias, contre 17% sur les réseaux sociaux, c'est-à-dire les contenus émis par les gens au sujet du candidat.

L'écart est si considérable qu'on peut raisonnablement qualifier cette situation de gigantesque bulle médiatique. Ceci, pour "vendre" la marque Macron par un effet bien connu des publicitaires : "l'effet de simple exposition". En résumé, cet effet veut qu'en répétant encore, encore et encore le même item à une population, toute une partie de cette population va développer artificiellement un sentiment positif envers cet item. Bref, cette bulle médiatique Macron, c'est du matraquage publicitaire massif. Je n'ai pas le souvenir de cas aussi puissants récemment.

Comment l'expliquez-vous ?

Il y a bien sûr des marottes dans le journalisme politique. Un nouveau Premier ministre a ainsi presque toujours droit à une série d'articles positifs durant les premiers mois qui suivent sa prise de fonction. Cela arrive aussi parfois pour un simple ministre. Mais c'est sans commune mesure avec la bulle que nous avons mesurée pour l'ex-ministre de l'Economie.

Il y a trois hypothèses envisageables pour expliquer ce phénomène, et je n'ai pas d'éléments suffisants pour trancher entre les trois. La question est : pourquoi un média se met-il à vendre du Macron d'une manière aussi colossalement disproportionnée ?

La première hypothèse est celle de la préférence politique : le média "roule" pour le candidat parce qu'il correspond à sa propre ligne éditoriale et politique. Cela donne donc, pour lui, des angles d'articles systématiquement favorables, des papiers qui retiennent généralement leurs coups, des critiques évidentes qu'on oublie de faire, etc. Ce choix est légitime, car un média n'a pas à être neutre. Et ce n'est pas un problème en soi. Ça devient un problème quand une grande proportion des médias se mettent à soutenir le même candidat par matraquage massif.

La deuxième hypothèse, c'est l'effet mimétique. Les médias s'observent beaucoup les uns les autres et il y a un effet moutonnier. En l'occurrence, un magazine fait sa couverture sur Emmanuel Macron, puis les autres journaux suivent à leur tour.

La troisième possibilité, c'est la volonté de l'actionnariat. Tel actionnaire veut vendre du Macron, comme autrefois tel autre actionnaire de grand média a voulu vendre du Sarkozy. C'est peut-être en raison de ses multiples positionnements extrêmement favorables aux intérêts des 0,1% les plus riches du pays. Emmanuel Macron est quelqu'un qui dit qu'un jeune devrait avoir envie de devenir milliardaire, qu'il faut supprimer l'ISF pour les grands investisseurs, et ainsi de suite. Ce qui ne manque pas de trouver un certain écho. Et, comme ministre, il a défendu une ligne très favorable aux grands groupes privés, c'est un fait.

Son exposition médiatique n'est-elle pas due, plus simplement, au fait qu'Emmanuel Macron fait vendre des journaux, qu'il fait de l'audience à la télé ? Bref, qu'il intéresse les consommateurs de médias ?

Au démarrage, la curiosité initiale des gens n'était pas suffisante. C'est le matraquage médiatique massif qui, par "effet de simple exposition", a suscité artificiellement l'intérêt des gens et abouti à ces niveaux d'audience. Et puisque l'intérêt fabriqué ainsi est artificiel, cela revient à piper les dés de la démocratie. C'est un danger. Il y a pourtant des pistes pour protéger le pluralisme démocratique dans notre pays. Il faudrait engager une réflexion sur les quotas.

Votre étude sur le matraquage médiatique au bénéfice d'Emmanuel Macron porte sur 2016. Mais début 2017, la bulle Macron continue-t-elle ?

La primaire de la gauche, puis les affaires de François Fillon, ont créé une parenthèse en janvier-février. Nous observons donc que les parts de voix d'Emmanuel Macron à la fois dans les médias et sur les réseaux sociaux redescendent dans les deux cas, grosso modo, autour de 20%.

J'attends toutefois la fin de février pour calculer si le matraquage médiatique a repris, mais il semble que ce soit le cas si je regarde les couvertures de plusieurs magazines ces toutes dernières semaines... Il faudrait que des médias se calment dans leur volonté obsessionnelle de nous vendre Emmanuel Macron : autrement nous ne serions même plus dans le matraquage médiatique, mais dans le gavage d'oie !

Qui plus est, c'est le matraquage d'une marque mais jusqu'à présent, il n'y a pas grand-chose derrière. La consultation des fiches thématiques de son site Internet montre que les propositions concrètes restent maigres.

A quelques semaines seulement du premier tour, on ne peut toujours pas identifier le cap vers lequel Emmanuel Macron veut nous emmener. Le candidat n'a exposé clairement ni sa vision, ni ses valeurs, sans même parler de son programme – même si le programme est beaucoup moins important pour les gens que la vision et les valeurs. Je ne vois chez lui qu'un seul exemple de cap clair : son positionnement en faveur d'une Europe fédérale. Mais c'est le cas d'à peu près tout le monde en dehors de l'extrême droite et des altermondialistes : bref, à ce jour le "macronisme" reste à l'état gazeux. tempsreel.nouvelobs.com 20.02.2017

[Demandez le programme du gouvernement de la "gauche de la gauche" de la troïka. Coupes supplémentaires dans les retraites et augmenter les impôts.](#)

- Athènes accepte des réformes pour sortir de l'impasse avec ses créanciers - AFP

Athènes s'est entendue vendredi avec ses créanciers sur les réformes qu'elle doit encore entreprendre pour parvenir à un accord, après des mois d'un surplace qui suscitait une inquiétude grandissante sur le redécollage de l'économie grecque.

"La bonne nouvelle aujourd'hui, c'est que nous avons résolu les gros problèmes concernant les réformes à faire et maintenant nous n'avons plus qu'à parcourir la dernière ligne droite", a déclaré le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, lors d'une conférence de presse à l'issue d'une réunion des 19 ministres des Finances de la zone euro à La Valette.

Selon M. Dijsselbloem, le gouvernement grec est maintenant prêt à effectuer des coupes supplémentaires dans les retraites en 2019 et augmenter les impôts en 2020. AFP 07.04

[Haut de page ↗](#)

---

Le 9 avril 2017

## CAUSERIE

La causerie de mars a été formatée au format pdf. J'ai actualisé l'image qui illustre l'actualité, pas de place pour la farce électorale française, la guerre contre la Syrie m'a semblé plus importante, par respect envers le peuple syrien, si vous le permettez.

Si vous voulez connaître la position du PCF, du PG, du NPA ou de LO sur les derniers événements survenus en Syrie, ce n'est pas difficile : Unanimement elle procède du déni adopté par le camp de la guerre, c'est-à-dire que tous les partis ont adopté le parti pris consistant à occulter les faits qui ont été exposés par les autorités syriennes et russes, préférant la version des barbares et de leurs représentants basés à Londres reprise en chœur par Trump, le Pentagone, l'OTAN, Bruxelles et évidemment Hollande ainsi que la totalité des agences de presse et des médias occidentaux.

On se trouve donc en présence d'une imposture similaire à celle qui avait servi à justifier le bombardement de l'Irak et de la Lybie par l'impérialisme américain et ses vassaux, dont la France.

Concernant le mouvement ouvrier français, la palme de l'ignominie ou de la pourriture revient naturellement à la pseudo-extrême gauche qui a procédé à un copier/coller de la déclaration de Trump, lisez, cela se passe de commentaires.

En quelque sorte, sur la base des faits, on pourrait avancer que le mouvement ouvrier tel qu'il existe de nos jours est devenu l'ennemi de la classe ouvrière et de tous les peuples résistants à l'impérialisme américain.

Propos outrancier diront certains, si peu en réalité. Mais il est vrai qu'ils sont fâchés avec la réalité, ils ont un grave problème avec elle. Quand on leur disait qu'à force de refuser de la regarder en face ils sombreraient dans le pire opportunisme qui soit, on y est, ils soutiennent Trump, le Pentagone et l'OTAN. Décidément le dogmatisme a causé des ravages irrémédiables au point de les conduire à un tel déni.

Le plus cocasse, si je puis dire, c'est que ce sont ces gens-là qui osent nous accuser de ne pas faire preuve de mesure, de ne penser qu'en noir et blanc, etc. alors qu'ils ne sont même pas capables de faire preuve de la logique ou du discernement le plus élémentaire, en fait, ce sont des ignares ou ils sont malhonnêtes ou les deux à la fois, simple constat. Après avoir tout accepté de la part de leurs dirigeants faillis ou corrompus, ils ont accepté les versions de Bush du 11/9, 16 ans plus tard ils emboîtent le pas à Trump, c'est logique, c'est normal, ils sont profondément décomposés, ils sont mûrs pour se faire manipuler par tous les bouts et ne comprennent plus rien à rien, s'ils ne réagissent pas, ils sont perdus pour notre cause.

Sans surprise, Hollande et son clone Macron ainsi que l'UE ont appelé les Américains à continuer de bombarder la Syrie et exigé la tête du président syrien derrière lequel se range ou se reconnaît l'immense majorité du peuple syrien.

LO accuse sans preuve.

LO - Syrie : les bombes du régime et celles de l'impérialisme - Nathalie Arthaud, 7 avril 2017

L'attaque au gaz des habitants de Khan Sheikhoun, mardi 4 avril, est une nouvelle horreur dans la guerre impitoyable que le régime syrien livre à son propre peuple depuis 2011.

Le NPA prend la défense des barbares.

NPA - Déclaration de Philippe Poutou : après le bombardement Etats-unien en Syrie, 7 avril 2017

Pour la première fois depuis 6 ans, l'armée du criminel de guerre El Assad a été la cible de frappes aériennes. 59 missiles américains ont détruit la base aérienne de Shayrat, d'où auraient décollé les appareils responsables de l'attaque de mardi aux armes chimiques contre les populations civiles de Khan Sheikhoun, qui a fait au moins 86 morts, dont 27 enfants. (...)

Le boucher El Assad avec les armées iranienne et russe ont tué des centaines de milliers de Syriens, bombardant sans cesse les populations civiles et les forces de la résistance à son pouvoir sanguinaire.

Le PG et le PCF tiennent un double langage en s'en remettant à l'ONU, ce qui revient à laisser les mains libres à l'impérialisme américain qui n'a que faire de l'ONU.

PG - L'emploi d'arme chimique est intolérable, l'intervention des Etats-Unis irresponsable, 7 avril 2017

Le Parti de Gauche condamne avec gravité l'intervention militaire des Etats-Unis de Trump en Syrie.

L'emploi d'arme chimique est intolérable. L'utilisation de gaz Sarin à Khan Cheikhoun est donc un crime qui ne pourra rester impuni. Quel qu'il soit, son auteur devra être traduit un jour devant un tribunal international.

PCF - Syrie : « Trump alimente l'escalade militaire », 7 avril 2017

Le Parti communiste français exprime sa profonde réprobation de ces bombardements américains de même qu'il a condamné avec force l'usage des armes chimiques et la poursuite de la guerre en Syrie.

J'imagine que les autres partis vont tenir le double langage habituel condamnant indistinctement Trump et Assad, sachant que Trump et les faucons du Pentagone se taperont complètement de cette condamnation, en revanche ils pourront se féliciter de celle d'Assad, et qu'ainsi le mouvement ouvrier français soit neutralisé, réduit à l'impuissance.

Vous aurez compris au passage pourquoi les investitures à la candidature présidentielle de LO et du NPA étaient compatibles avec l'ordre mondial imposé par Washington. Cela vaut pour Mélenchon évidemment.

[Quelques articles et déclarations.](#)

Khan Cheikhoun : la version US remise en cause par la sénatrice Tulsi Gabbard - PressTV

La présumée attaque chimique qui a incité Donald Trump à « tirer ses missiles contre le territoire syrien » au mépris du droit international n'a fait l'objet d'aucune enquête préalable au niveau international ni d'aucune résolution onusienne.

La frappe US a eu lieu suivant le même schéma que celui de l'invasion de l'Irak en 2003 par l'administration Bush.

Vendredi, des manifestations anti-guerre se sont multipliées aux États-Unis par les « déçus » de Trump qui croyaient avoir élu un président « en rupture avec ses prédécesseurs », mais finissent par comprendre qu'ils se sont trompés. Même au sein des milieux politiques US, la démarche de Trump est loin d'avoir reçu l'approbation générale.

La sénatrice Tulsi Gabbard, celle-là même qui s'était rendue en décembre à Damas rencontrer le président syrien, a remis en cause la version officielle et a exprimé des doutes sur « la culpabilité d'Assad » dans l'attaque chimique à Khan Cheikhoun.

Sur CNN, la sénatrice démocrate a dénoncé « une guerre dévastatrice et contre-productive » qui vient de commencer, exactement au nom des « mêmes prétextes à l'aide desquels nous avons déclenché la guerre contre l'Irak ». Gabbard a dit « douter totalement de l'implication d'Assad dans l'attaque chimique de Khan Cheikhoun ». PressTV 08.04

Sénateur US: les Américains sont fatigués de tuer pour l'Arabie saoudite et la Turquie - sputniknews.com

Le président Trump doit comprendre que le public américain est fatigué de voir les États-Unis faire la guerre pour des pays étrangers comme l'Arabie Saoudite et la Turquie, a déclaré à Sputnik le sénateur de l'État de Virginie Richard Black, évoquant la récente frappe américaine contre une base militaire en Syrie.

Le sénateur américain Richard Black s'est confié à Sputnik sur les vraies causes de ces tirs.

Il estime ainsi que certains groupes en Syrie, qui avaient l'intention de perturber le processus de paix dans le pays, auraient poussé le président américain Donald Trump à effectuer l'attaque:

« Partiellement, cela aurait un rapport avec le blocage d'un accord de paix réussi, et, dans ce cas, ce sont les rebelles qui voulaient arrêter le processus de paix, car en ce moment ils sont faibles et le gouvernement syrien est fort », a déclaré à Sputnik le sénateur de l'État.

Le fait que les rebelles en Syrie disposent du gaz neurotoxique, selon lui, ne soulève pas de doutes: « Je n'ai pas de preuves, mais nous savons que l'aviation syrienne a ouvert le feu, bombardé l'entrepôt, et je crois qu'il y avait des bombes avec du gaz sarin, des obus d'artillerie que les rebelles conservaient pour les utiliser dans l'avenir. » sputniknews.com 08.04

La situation actuelle en Syrie ressemble à celle de l'Irak en 2003 - PressTV

Le ministère russe de la Défense a souligné que la situation actuelle de la Syrie ressemblait beaucoup au dossier chimique irakien en 2003.

Le ministère russe de la Défense a affirmé aujourd'hui, samedi 8 avril, que le Pentagone et le département d'État américain n'étaient pas parvenus à prouver l'existence d'armements chimiques dans la base aérienne de Shayrat visée dans la nuit du 6 au 7 avril par des missiles américains.

Selon ce rapport, dans l'optique de Moscou, l'envoi d'experts internationaux est le seul moyen permettant d'avoir accès à des témoignages sur l'emploi présumé d'armes chimiques dans la base aérienne syrienne prise pour cible par les États-Unis.

Igor Konachenkov, porte-parole du ministère russe de la Défense, a souligné que 24 heures après les tirs de missiles US en direction de la base de Shayrat à Homs, ni le Pentagone, ni le département d'État n'avaient pu présenter de preuves suffisantes sur l'existence d'armements chimiques dans cette base syrienne.

« Des dizaines de représentants des médias, de politiciens locaux, de pompiers et de policiers se sont rendus sur place. Aucun armement présent sur cette base ne contenait de matière chimique. Aucun visiteur n'a utilisé de masques à gaz. Ils vont bien », a poursuivi Igor Konachenkov. PressTV

Le Pentagone n'a aucune preuve de l'existence d'armes chimiques sur la base de Shayrat - sputniknews.com

Igor Konachenkov a souligné que « tout membre de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), respectée même par les États-Unis, sait qu'il est impossible de cacher les restes d'agents chimiques ou de leurs précurseurs sur les lieux de stockage même après des mois ou des années. »

Selon M. Konachenkov, cette situation « ressemble par trop au tube rempli de poudre blanche de Colin Powell ou aux rapports du Premier ministre britannique au sujet de la présence présumée d'armes chimiques en Irak ».

D'après le général russe, le seul moyen d'obtenir des preuves objectives est d'étudier la présence d'armes chimiques à l'aérodrome, en utilisant des équipements spéciaux pour prélever et marquer des échantillons pour leur analyse scientifique ultérieure.

« De la même façon que des experts russes l'ont fait à Alep après l'utilisation d'armes chimiques par des terroristes », a-t-il souligné.

Par ailleurs, le ministère russe a indiqué que la frappe avait détruit un entrepôt logistique, un bâtiment de formation, un réfectoire, six avions MiG-23 en réparation et un radar. La piste de l'aérodrome n'a pas été sérieusement touchée par les frappes.

sputniknews.com 08.04

Zakharova: les USA «auront honte» pour la frappe en Syrie - sputniknews.com

Moscou estime que les frappes américaines sur une base en Syrie traduisent la lutte entre des clans et structures militaires, politiques et financiers des États-Unis qui ne parviennent pas à accepter les résultats de la présidentielle, dont les Américains auront honte.

« Je dirais que ce que nous voyons aujourd'hui, c'est le jeu de "trônes" américain. C'est une guerre entre les clans politiques et les structures militaro-financières et politico-financières qui refusent d'accepter les résultats de la présidentielle », a signalé Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, vendredi soir, en direct sur la chaîne de télévision NTV.

« Ce que nous avons vu aujourd'hui est vain, inepte et dangereux parce que les objectifs ne sont pas compréhensibles. Les États-Unis sont absolument dépourvus de toute stratégie à l'égard de la Syrie. La frappe est une mesure forcée résultant de cette lutte politique intérieure colossale », a-t-elle noté. sputniknews.com 08.04

[Haut de page ↗](#)

---

Le 10 avril 2017

## CAUSERIE

### Au temps de l'imposture et du déni.

Les personnes ou acteurs qui se prétendent de gauche ou se présentent comme des opposants, des rebelles, des contestataires, des progressistes, des démocrates, des républicains, des libres penseurs, des humanistes, se retrouvent rapidement confrontés à des contradictions qui les forcent à adopter la même rhétorique et les mêmes méthodes que la réaction à défaut de pouvoir les justifier, dans la mesure où ils refusent d'affronter le régime ou d'envisager la nécessité historique de supprimer le capitaliste pour en finir avec les maux qu'ils dénoncent stérilement.

Ce sont généralement des gens sincères ou animés de bonnes intentions au départ, mais comme ils n'ont pas conscience du processus matérialiste dialectique à l'oeuvre, ils vont être conduits à vouloir faire jouer un rôle historique au régime capitaliste qu'il ne peut matériellement pas assumer, du fait qu'il est le produit de ce processus dialectique et qu'il en subit les lois, lois qui sont à la fois à l'origine de son existence et de son développement avec toutes les conséquences que cela impliquent, parce qu'ils ne comprennent pas ou ne veulent pas admettre que tout processus dialectique comporte un commencement et une fin, ce qui ne veut pas dire que l'histoire s'arrêterait là, ce processus dialectique va se poursuivre en engendrant de nouveaux rapports ou développements, sauf si à un moment donné un facteur venait contrarier ce processus qui se rétracterait sur lui-même ou entrerait en putréfaction, de sorte qu'un nouveau stade de développement serait dès lors compromis, et c'est justement à cette situation que nous sommes confrontés de nos jours.

Ce facteur qui se dresse comme un défi colossal à la civilisation humaine et qui empêche pour le moment l'humanité de franchir une nouvelle étape de son développement, réside dans l'incapacité des exploités et des opprimés de prendre conscience de la nécessité historique de se débarrasser du capitalisme ou de passer à un autre mode de production et de distribution des richesses...

La volonté de refuser ou de combattre les conséquences désastreuses ou monstrueuses du capitalisme entré en putréfaction et le refus d'envisager son abolition traduit la contradiction à laquelle sont en proie les contestataires ou opposants au capitalisme qui n'ont pas conscience de cette nécessité historique. Et du fait qu'ils n'ont pas acquis ce niveau de conscience politique, ils sont logiquement ou naturellement amenés à se soumettre au capitalisme ou à cautionner sa survie. Cependant, certains vont aller plus loin encore.

Parmi ces personnes, il y en a qui vont se servir de leur statut social ou de leur expérience au sein du mouvement ouvrier pour théoriser cette soumission ou abdication au capitalisme, et tenter de regrouper autour d'eux des gens qui n'ont pas forcément des idées préconçues en la matière qu'ils vont manipuler et détourner du socialisme, qui est la seule alternative possible au capitalisme ou pour que l'humanité puisse se débarrasser des obstacles qui l'empêchent d'atteindre un stade de développement supérieur ou de renouer avec le progrès social.

Comment vont-ils procéder pour les manipuler ? En employant les mêmes méthodes que celles qu'ils dénoncent chez ceux qui nous gouvernent ou leurs porte-parole médiatique. Ils vont ignorer délibérément certains faits censurés par ailleurs par les médias institutionnels, ils vont volontairement déformer la réalité de sorte qu'aucune issue politique ne puisse apparaître à la crise du capitalisme, entraînés dans la spirale sans fin du déni, du mensonge ou de la démagogie ils vont être conduits à soutenir les thèses, théories ou versions officielles produites par le gouvernement et les médias aux ordres, donc à se ranger au côté de la réaction qu'ils prétendent combattre, parce qu'ils ne peuvent pas se couper du bras qui les nourrit, du régime auquel ils sont subordonnés.

J'en ai fait l'expérience hier, notamment, et c'est ce que je vais vous relater maintenant.

Vous savez que j'ai mis en ligne avant-hier un article et une vidéo sur la Syrie au lendemain de l'attaque américaine, dans lesquels Thierry Meyssan fournissait un certain nombre d'informations précieuses pour comprendre la situation ainsi qu'une analyse que personne n'était forcée d'adopter.

Hier en me connectant au blog Les-crisis.fr j'ai trouvé un article qui était consacré à la Syrie. J'ai voulu placer un commentaire tout à fait banal consistant à communiquer aux lecteurs l'existence de l'analyse fournie par monsieur Meyssan. Censuré ! J'ai essayé à 4 ou 5 reprises, même traitement, censuré.

Le blog Les-crisis.fr et son propriétaire Olivier Berruyer prétendent défendre la liberté d'expression, on s'aperçoit ici qu'il n'en est rien, que c'est une imposture.

Pourquoi parce que ce blog est dans le colimateur du Décodex du Monde, mais surtout parce que le Réseau Voltaire est caractérisé de complotiste par ces inquisiteurs que rejoint monsieur Berruyer. Il faut préciser aussi que Les-crisis.fr soutiennent toujours la version du 11 septembre 2001 de G.W. Bush contrairement au Réseau Voltaire.

Olivier Berruyer est membre des classes moyennes et son blog s'adresse principalement à cette couche de la population de nantis qui ne connaissent pas vraiment de fins de mois difficiles, il a même été jusqu'à nier tout récemment que le passage à l'euro se serait traduit par une forte augmentation des prix lors de la décennie suivante, voilà pour le fond de commerce de cette petite entreprise. Allons plus loin.

Cet individu est foncièrement malhonnête, on est en présence d'un manipulateur professionnel, car il a parfaitement conscience de ce qu'il fait et c'est très facile de le confronter ou à prouver.

Il a donc mis en ligne une vidéo sur la situation en Syrie d'un dénommé Bassam Tahhan intitulée *Trump dans le borbier syrien*, en la faisant précéder de la mention suivante : Intéressante interview de Bassam Tahhan, professeur de lettres arabes, islamologue et politologue franco-syrien né en Syrie (interviewé aussi précédemment ici par France info et là par France 24).

J'ai téléchargé et visualisé l'interview de monsieur Bassam Tahhan, et j'ai constaté que ses propos étaient similaires à ceux de Thierry Meyssan, à ceci près que ceux de Meyssan étaient plus précis pour être présent à Damas en Syrie. Alors vous vous demanderez pourquoi le propriétaire du blog Les-crisis.fr a-t-il censuré mes commentaires qui faisaient référence à la vidéo de monsieur Meyssan ?

Pour au moins deux raisons.

La première, parce que monsieur Bassam Tahhan vit en France, il a été interviewé sur les quais de la Seine à Paris, alors que monsieur Meyssan est persona non grata en France et aux Etats-Unis. Monsieur Bassam Tahhan avait accès aux plateaux de télévision du régime français, alors que monsieur Meyssan en est banni depuis 2002, lui il intervient sur différentes chaînes de télévision au Moyen-Orient (en Syrie et en Iran) et en Russie, donc dans des pays qui sont considérés par les Américains et l'OTAN comme les ennemis des puissances occidentales.

La seconde, parce que monsieur Meyssan conteste la version officielle du 11 septembre 2001 que monsieur Berruyer soutient ainsi que la totalité des médias et des gouvernements occidentaux qui ont caractérisé monsieur Meyssan de "complotiste", ainsi que son portail, le Réseau Voltaire.

Pour ces deux raisons, monsieur Berruyer estime qu'il peut faire référence à un acteur "respectable" qui avait encore récemment

ses entrées à France info et à France 24 et qui n'a pas maille à partir avec les autorités américaines et françaises, tandis qu'il doit bannir toute référence à un acteur jugé infréquentable par ses mêmes autorités.

Autrement dit, la conception de la liberté d'expression de monsieur Berruyer s'arrête là où commence la fatwa prononcée par les inquisiteurs de la pensée unique qui détiennent le pouvoir et avec lesquels il n'a pas l'intention de se froisser, bref, ses intérêts personnels passent avant la nécessité d'informer objectivement les personnes qui se connectent sur son blog et lui attribuent une confiance dont il n'est visiblement pas digne.

Une personne a laissé un commentaire sur son blog qui met en évidence la duplicité ou le double jeu auquel joue monsieur Berruyer, qui pour ne pas se voir accusé par les inquisiteurs du Décodex d'avoir donné la parole à un acteur (Bassam Tahhan) tenant un discours sur l'attaque américaine sur la Syrie qui tranche avec la propagande officielle, avait cru bon de mentionner que monsieur Bassam Tahhan avait été interviewé par des médias étatiques, FranceInfo et France24, il aurait pu ajouté RMC et BFM TV entre autres.

Voici ce commentaire (blue rider Le 09 avril 2017 à 03h50)

- Olivier, merci de donner la parole à M. Tahhan. "Néanmoins cependant toutefois" comme disait un de mes profs de droit, citer FranceInfo et France24 au crédit de M. Tahhan pourrait passer auprès de certains de vos lecteurs pour du renoncement ou une forme de trahison de basse intensité je trouve. M. Tahhan y a été reçu une seule fois en tout et pour tout, au début du conflit, lorsque nos chers médias n'avaient pas encore ajusté le tir de leur propagande, et tâtonnaient dans l'urgence, à la recherche de la bonne potiche pour poser sur la cheminée de leurs enfumages. Mais rassurez-vous, suite à ses déclarations et prises de positions, et compte tenu de ses remarquables connaissances sur le dossier syrien, évidemment opposées à 180° à la doxa belliciste du quai d'Orsay... il n'y a plus JAMAIS été invité. DECODEX, SED LEX. .

PS. Vous nous organisez une interview avec lui ? Et vous lui demanderez son point de vue sur les médias et le DECODEX ? Je serai aux avant-postes et reconnaissant éternel. Fin.

Là vous rêvez !

Et puis vous êtes mal informé : Bassam Tahhan "est intervenu sur France 24 depuis sa création jusqu'à aujourd'hui, en arabe sur une cinquantaine d'émissions-débats avec Toufik Mejjyyed et Adel Gastel), et en français avec Vanessa Burggraf." (Wikipedia.org)

C'est triste à dire, mais ce genre de blog et de parasites se nourrissent des conséquences désastreuses de la survie du capitalisme. C'est leur fond de commerce, aussi leurs auteurs n'ont aucun intérêt à ce que le capitalisme disparaisse, donc leurs auteurs sont amenés à le cautionner. Tout cela parce que le mouvement ouvrier a estimé que ce champ d'action ne faisait pas partie de la lutte des classes ou pour mépriser la lutte contre la désinformation et le conditionnement des masses, pas assez noble pour ses dirigeants qui se livrent aux mêmes pratiques, ceci expliquant peut-être cela.

Des intellectuels d'horizons divers leur envoient des articles, parce qu'il n'existe pas d'autres supports pour les publier.

Personnellement, je n'en ai absolument rien à faire que ce soit un militaire, un ecclésiastique, un banquier, un patron du CAC40, un ministre, un membre de droite, d'extrême droite, de gauche, d'extrême gauche, un stalinien, un social-libéral, un anarchiste, un poète, un journaliste ou le boutiquier du coin qui me fournisse une information si elle est étayée ou sourcée et me permet de mieux comprendre dans le monde dans lequel je vis.

Je considère que c'est une priorité absolue, sans quoi, je devrais admettre ou pire, cautionner que chacun à partir de ses propres idées ou convictions pourrait justifier la censure d'une multitude d'acteurs, et ainsi se priver d'une multitude d'informations sans lesquelles il ne serait pas possible d'interpréter la situation, bref jamais je ne me résoudrai à légitimer les pratiques ou méthodes auxquelles recourent les idéologues du régime ou l'élite qui lui est dévouée pour nous contraindre à nous soumettre à l'ordre établi.

Je continuerai de publier des articles d'auteurs divers dont je ne partage pas en partie les intentions ou les analyses, dès lors qu'ils contribuent à améliorer la compréhension du monde dans lequel nous vivons. Je continuerai de mettre en ligne des liens ou des vidéos d'auteurs dont je ne partage pas toutes les idées. En revanche, je censure les articles ou vidéos qui sont uniquement des instruments de propagande au service de la réaction.

J'ai parfaitement conscience que la plupart des lecteurs ne partagent pas mes idées ou positions, cependant je ne considère pas que les miennes seraient plus respectables que les leurs ou l'inverse. Ce sont uniquement les faits qui permettront d'établir quelles étaient les idées ou positions conformes à la réalité et à nos intérêts de classe, quelle était la meilleure méthode ou pédagogie pour avancer ensemble ou réaliser un pas vers notre objectif. Ceux qui s'arrogent le droit d'en juger à leur place sont des manipulateurs, des charlatans, des imposteurs.

Je n'appelle pas les lecteurs à boycotter les blogs ou portails en question, je les invite à redoubler de vigilance quand ils les consultent, parce qu'ils véhiculent l'idéologie de la classe dominante. Cela ne doit pas les affoler outre mesure, puisque c'est le cas de la totalité des médias. Et ils ne peuvent même pas se rabattre vers les publications du mouvement ouvrier qui vaut guère mieux ou qui est pire encore parfois, voyez où en sont rendus LO et le NPA sur la Syrie par exemple, qui ont adopté des positions dignes de l'extrême droite.

Les lecteurs seront forcément plus ou moins manipulés qu'ils le veulent ou non, surtout ceux qui ont une haute opinion d'eux-mêmes, usurpée ou qui se leurrent sur leur niveau de conscience, qui pratiquent eux-mêmes la censure que je dénonce, c'est à chacun de forger son esprit critique à partir de ses propres expériences, personne ne peut le faire à leur place et personne ne doit se substituer à eux pour faire ce travail.

Concluons sur une note ironique, comme quoi je n'ai pas du tout un état d'esprit belliqueux.

Le censeur Berruyer a mis en ligne le 10 avril un article dont le titre semblait lui être destiné : Chomsky : "Si vous courez après le pouvoir et les privilèges, ce sera toujours au détriment de la vérité et de la justice."

### Parole d'internaute

- "Je ne veux pas me répéter concernant la ligne éditoriale du magazine L'Histoire. C'est une revue que j'ai cessé de lire depuis les années 1990, bien qu'étant professeur d'histoire, et malgré les nombreux articles intéressants qu'elle offre à ses lecteurs. Je me suis privé de ces articles car j'étais rebuté par l'esprit biaisé de sa rédaction, la bande à Winock et Cie.

En 1983, elle publiait les photos du jeune Mitterrand parmi les étudiants de l'Action française en affectant de se demander s'il n'essayait pas de rejoindre "la contre-manifestation organisée par la gauche" ! C'était onze ans avant les révélations de Pierre Péan, lesquelles ont permis à L'Histoire d'interroger un auteur maison : Henry Rousso, alors que dans sa thèse sur Vichy, il n'avait rien trouvé concernant Mitterrand.

L'Histoire passait pour proche du Parti socialiste. Elle a suivi la pente de ce parti : vers l'atlantisme, vers la trahison, vers Emmanuel Macron."

Aveu. Quand les médias-oligarques vendent la mèche. En oligarchie, vous êtes accusé, exécuté, puis parfois jugé, pire, éventuellement acquitté !

- Quand François Hollande applaudit les frappes en Syrie, qui le ridiculisent - Le Huffington Post

Grille de lecture.

Le Huffington Post - On ne pouvait qu'applaudir.

A quoi ?

A "une enquête rapide" de l'ONU réclamé par Hollande "prélude à une punition exemplaire des coupables désignés", Assad et Poutine ainsi que les Iraniens voyons, qui d'autres sinon ?

Mais alors pourquoi Le Huffington Post se lamente-t-il ? Parce que "la punition a déjà eu lieu, ce qui induit que le coupable a été désigné avant enquête" et que Hollande a applaudi.

Et Le Huffington Post ? Mais il a applaudi aussi.

Alors que reproche Le Huffington Post à Hollande ? D'être une marionnette de Washington un peu trop ouvertement ou que la politique du gouvernement français est dictée depuis les Etats-Unis, bref il aurait "trahi" un secret de polichinelle.

On retiendra que Le Huffington Post avait avoué que que "le coupable a été désigné avant enquête".

Le Huffington Post - Donc le président Hollande aura fini par se trahir lui-même.

Résumons: le président de la République, après l'épouvantable drame provoqué en Syrie par l'utilisation d'armes chimiques, prend l'initiative d'appeler au vote d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU exigeant une enquête rapide prélude à une punition exemplaire des coupables désignés. On ne pouvait qu'applaudir.

Or, alors qu'un consensus s'esquissait autour du vote d'un texte permettant de démasquer, sans contestation possible, les responsables de ce forfait afin de sanctionner le crime, Donald Trump décide unilatéralement, pour des raisons de pures politiques intérieures, de court-circuiter l'ONU (donc de saborder la proposition française, au risque de décrédibiliser toute enquête objective) et de frapper la Syrie. Et que fait Hollande (soutenu par un seul candidat à l'élection présidentielle, Benoît Hamon) : il approuve sans la moindre restriction le coup de dés de Trump qui, pour lui, constitue pourtant un véritable coup de poignard dans le dos. Puis, 24 heures plus tard, il réitère la demande d'un vote de l'ONU afin de diligenter une enquête. Ce qui est devenu totalement absurde puisque la punition a déjà eu lieu, ce qui induit que le coupable a été désigné avant enquête.

Pour Trump, de plus en plus cerné par les révélations démontrant que les Russes ont largement contribué à son élection, c'est une aubaine. Il sort du piège. Il sera désormais en mesure de proclamer "vous voyez bien que je suis capable d'affronter Poutine!". En fait, il lui rend sans doute service. Le résultat d'une investigation objective sous l'égide des Nations Unies risquait, en effet, de placer le maître du Kremlin en mauvaise posture alors qu'il pourra, désormais, arguer d'une violation du droit international (ce que les pays comme la Suède ou la Suisse ont d'ores et déjà dénoncé) et affirmer que le résultat de l'enquête n'a aucune valeur puisqu'il a été anticipé. Le Huffington Post 09.04

### Quand les inquisiteurs du Décodex ou du ministère de la Vérité font dans le fake news

- Syrie : « Nous sommes face à une attaque délibérée et qui a pour objectif de terroriser » - lemonde.fr 06.04 Qualifié de « ligne rouge » par l'ancien président américain, Barack Obama, le recours à des attaques chimiques contre la population a été avéré à plusieurs reprises depuis le début de la guerre en Syrie. (Pure mensonge démenti par différentes sources dont l'ONU - Ndlr) La communauté internationale accuse le régime de Bachar Al-Assad d'avoir à nouveau utilisé ces armes chimiques, mardi 4 avril, à Khan Cheikhoun, une ville dans le nord-ouest du pays. lemonde.fr 06.04

### Dogmatisme et sclérose. Un exemple à ne pas imiter.

- *"Des millions d'étudiants et de jeunes travailleurs ne se sont pas inscrits sur les listes électorales. Des millions de travailleurs étrangers ou mineurs ne peuvent pas l'être. Une partie du prolétariat et de la jeunesse se rendra aux urnes pour voter contre les partis bourgeois, en utilisant les bulletins de vote pour Arthaud, Poutou, Hamon ou Mélenchon. Mais une bonne part d'entre eux va s'abstenir, voter blanc ou nul. Par écoeurement et par colère d'avoir été une fois de plus trahie. Parce qu'aucun des candidats qui se disent les représentants de la classe ouvrière et de la jeunesse ne défend un programme communiste pour en finir avec le capitalisme et son cortège de calamités pour l'immense majorité de la population."* (GMI)

Vraiment ?

*"Parce qu'aucun des candidats qui se disent les représentants de la classe ouvrière et de la jeunesse ne défend un programme communiste pour en finir avec le capitalisme"*, parce que vous croyez vraiment que *"des millions d'étudiants et de jeunes travailleurs"*, des *"millions de travailleurs étrangers ou mineurs"*, une *"partie du prolétariat et de la jeunesse"* défendraient, réclameraient aujourd'hui *"un programme communiste"*, auraient atteint un tel niveau de conscience politique, mais dans quel monde vivent ces militants, dans une bulle, la leur, c'est tellement grotesque que cela en est pathétique. On a envie de dire vulgairement, mais quelle connerie, et il y en a pour croire cela ? Vous voyez à quoi on arrive quand on s'écarte de la réalité.

En réduisant notre discours en direction de la classe ouvrière et des classes moyennes au programme communiste, on se coupe de 99,99% des travailleurs... A méditer tranquillement, sérieusement. A suivre.

### Election présidentielle française en quête de légitimité.

- Présidentielle : qui sera au second tour ? - Franceinfo

Décidément, les Français jouent avec les nerfs des candidats. Le duel annoncé entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron n'est plus certain. Marine Le Pen et Emmanuel Macron, sont en perte de vitesse depuis une quinzaine de jours. Dans la dernière ligne droite, c'est désormais un match à quatre.

Tout est encore possible dans ce match à quatre, car beaucoup de Français ne sont pas sûrs de leur vote. Franceinfo 09.04

- Présidentielle : pour la première fois, un sondage place Jean-Luc Mélenchon troisième au premier tour, devant François Fillon  
- Franceinfo

- Mélenchon, le candidat nouveau est arrivé - LeParisien.fr

En cinq ans, le leader de la France insoumise a modifié son image, adapté sa stratégie et rénové son discours. Le but : élargir son électorat et se présidentialiser. LeParisien.fr 09.04

- "Dimanche en politique" : Emmanuel Macron voit "une forme d'injustice" dans l'impopularité de François Hollande - Franceinfo

- Présidentielles : 20 000 sympathisants derrière François Fillon Porte de Versailles - Franceinfo

- Pierre Gattaz penche pour François Fillon - LePoint.fr

Dans une interview au "Parisien", le président du Medef a taxé de "dangereux" et de "destructeurs" les programmes de Le Pen, Mélenchon et Hamon.

## [Dossier sur la Syrie](#)

- La plupart des Allemands désapprouvent les frappes US sur la Syrie - sputniknews.com

9% des Allemands sont opposés aux frappes US sur la Syrie, révèlent les résultats d'une enquête. En outre, 80% des sondés jugent que de telles attaques ne doivent pas se reproduire.

La décision de Washington d'effectuer des frappes sur la base aérienne syrienne de Shayrat est une erreur. C'est en tout cas l'avis que partagent la plupart des Allemands interrogés dans le cadre d'une enquête commandée par le journal Bild.

Selon l'étude réalisée par l'institut d'opinion publique Emnid, 59 % des personnes interrogées désapprouvent les frappes américaines sur la Syrie. Seuls 25 % des sondés les considèrent comme étant une mesure indispensable. sputniknews.com 09.04

- Frappes US en Syrie: la Bolivie se paie Washington à l'Onu - sputniknews.com

En réaction à la frappe américaine visant la base de Shayrat, l'ambassadeur bolivien à l'Onu a évoqué l'invasion en Irak lancée sous le prétexte fallacieux de présence d'armes chimiques dans le pays.

Lors de la réunion du Conseil de sécurité convoquée suite à l'attaque de missiles US contre la base aérienne de Shayrat en Syrie, l'ambassadeur bolivien auprès des Nations unies Sacha Llorenti a présenté une photo de l'ex-secrétaire d'État américain Colin Powell brandissant un flacon de poudre blanche, prétendue preuve que Bagdad possédait des armes de destruction massive.

« Il faut absolument qu'on se rappelle ces images qui viennent précisément de cette salle, où nous sommes aujourd'hui : on nous a assuré qu'il y avait des armes de destruction massive en Irak, et que c'était le motif de l'invasion, qui a causé un million de morts et entraîné toute une série d'atrocités dans la région », a déclaré le diplomate.

Il a également cité le Président bolivien Evo Morales qui avait estimé que le problème des armes chimiques en Syrie n'était qu'une « excuse pour une intervention militaire » tout en accusant Washington de « se moquer du droit international ».

En 2003, Washington et Londres avaient affirmé que l'Irak de Saddam Hussein détenait d'importants stocks d'armes de destruction massive. Sans attendre le résultat d'une enquête de l'Onu, ils avaient lancé une guerre de huit ans et neuf mois, qui a entraîné la chute de Saddam Hussein. sputniknews.com 08.04

- Attaque chimique: si Washington possède des «preuves secrètes», qu'il les dévoile - sputniknews.com

Le sénateur russe Konstantin Kossatchev a réagi à la déclaration de l'ambassadrice des États-Unis à l'Onu, Nikki Haley, sur l'existence de preuves de l'implication des autorités syriennes dans l'attaque chimique du 4 avril dans la province d'Idlib, exigeant que ces données soient dévoilées au monde.

Si les États-Unis possèdent des preuves attestant l'implication du Président Bachar el-Assad dans l'attaque chimique, qu'ils les présentent à la Russie et au Conseil de sécurité de l'Onu, a déclaré le président de la commission des affaires étrangères du Conseil de la Fédération (chambre haute du parlement russe) Konstantin Kossatchev.

« L'ambassadrice des États-Unis à l'Onu, Nikki Haley, a déclaré dans une interview à CNN ce qui suit: 1 — nous avons des preuves irréfutables, mais secrètes de l'implication de Bachar el-Assad dans l'attaque chimique. 2 — Notre Président les a vues et le directeur de la CIA les a montrées aux partenaires. On ne les montrera pas aux autres. 3 — Pour ces raisons les Russes doivent renoncer à leur soutien à Assad », a-t-il écrit sur sa page Facebook.

« Et si on présentait ces "preuves" aux Russes? Au Conseil de sécurité de l'Onu? En fin, au monde entier », a pointé le sénateur.

Selon lui, cela atteste de « l'absence absolue des liens de causalité à l'américaine, ou du cynisme américain basé sur

des escroqueries et des mensonges ».

« Ou alors les preuves sont absolument irréfutables et c'est pourquoi elles sont classifiées? Et on nous propose de nouveau, dans la plus pure tradition soviétique, de condamner Pasternak (Boris Pasternak, poète et romancier russe, persécuté pour son roman *Le Docteur Jivago*, ndlr), sans l'avoir lu? », a-t-il fait remarquer.

Ce dimanche, Nikki Haley avait déclaré que les États-Unis possédaient des preuves de l'implication de l'aviation syrienne dans l'utilisation des armes chimiques et que le Président en avait pris connaissance. Cependant, selon la diplomate, ces preuves sont basées sur des matériaux secrets et ne peuvent pas être révélées pour l'instant. [sputniknews.com](http://sputniknews.com) 10.04

- Ex-ambassadeur turc aux USA: l'attaque d'Idlib, une tentative pour torpiller la trêve - [sputniknews.com](http://sputniknews.com)

La présumée attaque chimique d'Idlib avait pour l'objectif de torpiller le régime de cessez-le-feu en Syrie, a déclaré l'ex-ambassadeur turc aux États-Unis, Faruk Logoglu, contacté par Sputnik. [sputniknews.com](http://sputniknews.com) 06.04

- L'enfant «sauvé» en Syrie par les Casques blancs était déjà mort au moment du tournage - [sputniknews.com](http://sputniknews.com)

L'ONG Casques Blancs, qui présente régulièrement des vidéos montrant toutes les atrocités des attaques chimiques en Syrie, a été de nouveau discréditée par un groupe d'experts indépendants, qui se sont penchés sur ses opérations de sauvetage effectuées dans la province d'Idlib en 2015.

L'ONG Swedish Doctors for Human Rights (SWEDHR) a publié une déclaration selon laquelle les opérations de sauvetage de l'ONG Casques Blancs, qui auraient été filmées dans la foulée d'attaques chimiques en Syrie, constituaient un « fake » et qu'elles avaient été effectuées sur un enfant déjà mort.

Les Casques Blancs, rappelle SWEDHR, ont publié le 13 février 2017 un rapport concernant des attaques chimiques « suspectes » survenues par le passé dans la ville syrienne d'Alep et y ont également exposé des détails de l'attaque chimique à Sarmin dans la province d'Idlib, dont l'ONG a fait part le 15 avril 2015.

Une vidéo montrant les conséquences de cette attaque a été par la suite présentée à la communauté mondiale et a même valu un Oscar à l'organisation en 2017, poursuit SWEDHR, qui s'est de son côté chargée d'envoyer la vidéo en question à un expert en la matière en vue d'analyses ultérieures.

Or, « la seringue utilisée pour une injection intracardiaque, que l'on voit sur le corps de l'enfant mort, soit était vide initialement, soit son contenu n'a jamais été introduit dans le sang du garçon », poursuit l'organisation, se référant aux résultats de l'expertise. Il n'est pas exclu, poursuit-il, que l'enfant soit mort lors des procédures de sauvetage représentées dans la vidéo. Cela ne veut certainement pas dire non plus que le personnel soignant ait provoqué sa mort. [sputniknews.com](http://sputniknews.com) 10.04

- Syrie: les alliés d'Assad déterminés à lutter contre le "terrorisme" - AFP

Les chefs des armées russe et iranienne ont affirmé samedi leur détermination à poursuivre leur lutte contre les "terroristes" en Syrie, la "première des priorités" également pour les États-Unis selon le secrétaire d'État américain Rex Tillerson.

Lors de leur entretien au téléphone, le général Valery Gerasimov et le général Mohammad Bagheri ont exprimé leur volonté de poursuivre leur coopération militaire en soutien au président Bachar al-Assad, "jusqu'à la défaite totale des terroristes et de ceux qui les soutiennent".

Au lendemain de la frappe punitive américaine contre une base aérienne de l'armée syrienne, en réaction à une attaque chimique présumée imputée au régime syrien qui a fait 87 morts mardi dans la localité rebelle de Khan Cheikhoun, les deux généraux russe et iranien ont également "condamné l'opération américaine", la qualifiant d'"agression contre un pays indépendant", selon l'agence officielle iranienne Irna.

Les frappes américaines, les premières contre le régime Assad depuis le début de la guerre civile en Syrie en mars 2011, "visent à ralentir les victoires de l'armée syrienne et de ses alliés, et à renforcer les groupes terroristes", ont-ils accusé dans un communiqué.

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a réaffirmé la position de la diplomatie russe, qui estime que les accusations selon lesquelles le régime syrien a mené une attaque chimique sur la localité de Khan Cheikhoun "ne sont pas conformes à la réalité".

M. Lavrov, lors de sa première conversation avec M. Tillerson depuis cette attaque, a aussi affirmé que cette frappe contre le

régime syrien "fait le jeu du terrorisme".

Le Secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson, dans un entretien avec la chaîne de télévision CBS qui sera diffusé dimanche, a assuré que "la première des priorités (pour les Etats-Unis en Syrie) est la défaite du groupe Etat islamique".

Dans cet extrait diffusé samedi, M. Tillerson estime que battre l'EI et éradiquer son auto-proclamé "califat" éliminerait une menace non seulement pour les Etats-Unis mais "pour la stabilité de l'ensemble de la région".

"Une fois que la menace de l'EI aura été réduite voire éliminée, je pense que nous pourrons alors tourner notre attention directement vers la stabilisation de la situation en Syrie", a-t-il développé, en se déclarant "confiant de pouvoir prévenir une continuation de la guerre civile (à travers le pays) et amener les différentes parties à la table (des négociations) pour entamer le processus de discussions politiques".

A ce sujet, le patron de la diplomatie américaine a souligné que de telles discussions nécessiteront la participation du président syrien Bachar al-Assad et de ses alliés.

Le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson est attendu à Moscou les 11 et 12 avril pour une visite prévue de longue date et la Syrie doit figurer haut dans les discussions.

Le ministre britannique des Affaires étrangères Boris Johnson a lui annoncé qu'il annulait sa visite en Russie prévue lundi, en raison "des développements en Syrie qui ont changé fondamentalement la situation". AFP 09.04

- Syrie: nouvelles évacuations de rebelles à Homs - AFP

Au moins 242 rebelles ont déjà quitté Waer ainsi que leurs familles en vertu d'un accord conclu entre le régime et la rébellion sous la supervision de la Russie, principale alliée de Damas, a indiqué la même source.

L'évacuation de samedi était la quatrième organisée depuis la conclusion d'un accord d'évacuation conclu en décembre 2015.

Un nouvel accord supervisé par la Russie a été signé début février pour achever l'évacuation du quartier dans l'impasse depuis plusieurs mois.

L'évacuation doit permettre au régime du président Bachar al-Assad de prendre le contrôle total de la troisième ville de Syrie.

La plupart des rebelles ont été chassés de la ville en 2014, après deux ans de bombardements intenses et d'un siège asphyxiant imposé par les troupes gouvernementales.

Mais le quartier de Waer est lui resté sous contrôle rebelle et a été soumis ces derniers mois à des frappes aériennes intenses qui ont tué des dizaines de personnes, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

D'après cette ONG, 12.000 personnes au total, dont 2.500 rebelles, doivent quitter la dernière poche rebelle en vertu de l'accord.

Elles devront se rendre dans le nord de la province de Homs, à Jarablos, dans la province septentrionale d'Alep, ou encore dans celle d'Idleb (nord-ouest), dernier grand bastion des insurgés. AFP 08.04

- Intensification des frappes russes dans la province syrien d'Idlib - Reuters

Des avions attribués à l'armée russe ont mené huit raids dimanche sur le village syrien de Khan Cheikhouna frappé mardi par une attaque au gaz, ont rapporté des habitants et des rebelles, qui précisent qu'aucune victime n'est à déplorer.

Des raids aériens ont ciblé d'autres villages tenus par les rebelles dans la province d'Idlib, notamment Sarakeb et Sarmin, où des bombes incendiaires ont été larguées selon des rebelles et des activistes.

A Deraa, dans le sud-ouest de la Syrie, des avions attribués à la Russie ont intensifié leurs frappes sur l'Armée syrienne libre (ASL) et des groupes djihadistes samedi et dimanche, afin de les repousser du quartier de Manchiya, où de violents combats font rage depuis près de deux mois. Reuters 10.04

- Etats-Unis : nouveau remaniement au sein du Conseil national de sécurité euronews.com

Aux Etats-Unis, une nouvelle proche conseillère de Donald Trump est évincée du conseil national de sécurité. Kathleen

McFarland quitte à son tour l'équipe dirigée par le général McMaster, après Steve Bannon, lui aussi écarté il y a cinq jours.

Cette ancienne analyste en sécurité nationale pour la chaîne Fox News choisie par Donald Trump pour intégrer son équipe, se voit offrir en échange le poste d'ambassadrice des Etats-Unis à Singapour. euronews.com 10.04

[Haut de page ↗](#)

Le 11 avril 2017

## CAUSERIE

J'ai mis en plein écran l'image de la ville syrienne ravagée qui figure plus haut, pour montrer à ma compagne et sa soeur qui sont toutes les deux illettrées et profondément arriérées ce que signifie la guerre menée par les Etats-Unis et ses alliés contre le peuple syrien.

Elles ont fixé l'écran, les yeux ronds, la bouche entrouverte, puis elles sont demeurées silencieuses quelques instants qui m'ont semblé interminables, l'atmosphère était pesante, elles n'arrivaient pas à réaliser ce qu'elles avaient sous les yeux, alors je leur ai dit que ce n'était pas un décor de cinéma ou une mise en scène, mais que c'était bien ce qui restait d'une ville comparable à Pondichéry ou Chennai. Selvi s'est alors écriée : "il faut les tuer, c'est horrible".

Effectivement, c'est le sort qu'on devrait réserver aux auteurs de cette guerre et de toutes les autres, à tous ceux qui les ont orchestrées, soutenues ou qui en ont été les complices, car c'est vraiment abominable, monstrueux de cruauté, de barbarie de faire supporter une telle épreuve à un peuple tout entier, innocent ou dont les autorités n'ont jamais déclaré la guerre à personne, à aucun Etat ou peuple dans le monde.

Je voulais tester leur réaction sachant qu'elles étaient totalement vierges de toute idée politique et je n'ai pas été déçu. Je dois préciser qu'elles ne regardent pas la télévision ou très rarement, pas chez moi puisque je n'en ai pas, elles n'écoutent pas la radio et elles ne lisent pas les journaux, leur univers s'arrête au bout du village où elles habitent ou ne va pas plus loin que leurs lieux de travail situés à 10 minutes de chez elles, j'allais oublier le temple qui se trouve entre les deux où elles prient pour le salut de mon âme! Elles ne subissent donc pratiquement aucune influence ou pression du monde extérieur, aussi leur réaction est pour ainsi dire la plus naturelle qui soit et m'est très précieuse pour mieux cerner la nature humaine et la manière dont elle peut se manifester ou évoluer au contact de certains facteurs.

Tous les peuples aspirent naturellement au bien-être et à la paix, hormis leurs dirigeants qui les traitent comme du bétail, et sont prêts à les envoyer à la boucherie s'ils estiment que c'est nécessaire pour préserver leurs privilèges.

Les destructions causées par toutes ces guerres doivent se chiffrer au total en dizaines de milliers de milliards de dollars en additionnant les infrastructures, les immeubles ou maisons d'habitation, les entreprises et les cultures ainsi que tout le matériel ou les machines détruites. Bien entendu ces pays n'ont pas les moyens financiers de les reconstruire ou de les fabriquer à nouveau, ils devront donc emprunter cette somme colossale auprès de ceux qui ont commis ces destructions.

On est donc bien dans une logique d'économie de guerre, qui seule peut palier l'absence de croissance mondiale ou s'y substitue pour que le régime capitalisme en putréfaction puisse survivre à lui-même. C'est cela qui fait tourner la machine capitaliste et fournit des emplois dans les pays occidentaux, qui permettent ainsi à leur population de conserver un mode de vie supérieur au reste de l'humanité dans l'indifférence quasi-générale, puisque tout le monde ou presque en tire profit. Cela explique l'attitude infâme des dirigeants du mouvement ouvrier en France.

## Suite de la causerie d'hier

Nous avons dit (à propos du GMI) : "En réduisant notre discours en direction de la classe ouvrière et des classes moyennes au programme communiste, on se coupe de 99,99% des travailleurs... A méditer tranquillement, sérieusement." Poursuivons.

Qu'observe-t-on avec Mélenchon ? Un phénomène pratiquement identique à celui de 2012 qui s'est amplifié, nul ne peut nier que son discours attire les foules. Maintenant il faut distinguer ce qu'il dit, la manière dont il le dit et la manière dont les travailleurs l'interprètent.

Que dit-il ? Qu'il faut renégier les traité de l'UE, sinon, sinon quoi laissant entendre qu'il faudra en sortir. Il dit la même chose de l'euro, si la BCE lui mettait des bâtons dans les roues. Qu'il faut sortir de l'OTAN. Que la Ve République est à bout de souffle et qu'il faut une VIe République, laissant entendre là encore que la Ve République serait liquidée. Il dit qu'il faudra s'attaquer

aux privilèges des oligarques, laissant entendre qu'il faudra s'attaquer aux fondements du capitalisme, etc. etc.

Maintenant, nous, nous savons qu'il n'a pas du tout l'intention d'appliquer ce programme. Pourquoi ? Mais parce qu'il coïncide avec celui de la révolution socialiste et nécessiterait d'affronter directement la classe des capitalistes.

Comment les travailleurs ont-ils interprété son discours ? Exactement comme je viens de le faire, ce qui signifie que la perspective de sortir de l'UE ne les rebute pas, pas plus que l'abandon de l'euro, la liquidation de la Ve République, la nécessité de se mobiliser pour affronter les capitalistes etc. etc.

La différence qui existe entre Mélenchon et les trotskystes, ceux du POI ou du POID, c'est qu'il a su trouver la bonne formule, la forme, les mots, le ton qu'il fallait pour s'adresser aux masses, alors que nos dirigeants en ont toujours été incapables.

On nous rétorquera qu'il y avait à boire et à manger dans son discours, beaucoup d'approximations, d'hésitations, certes, certes, mais que croyez-vous qu'il arrive quand vous tenez aux travailleurs un discours au carré, que vous estimez d'une précision ou d'une clarté absolue, qu'il n'y en aura pas pour l'interpréter autrement ou y trouver ce qui n'y figurait pas, c'est inévitable, alors ce n'est pas un problème ou n'infirme pas ce que nous venons d'exposer, on pourrait même dire au contraire dans le cas de Mélenchon dans la mesure où les masses sont sans aucun doute plus à gauche ou révolutionnaire que lui, autrement dit notre argument trouve ici sa justification si nécessaire.

Notre malheur si je puis dire, c'est que nous n'avons jamais eu de dirigeants ayant le charisme de Mélenchon pour présenter aux masses le programme de la révolution socialiste, ce n'est donc pas notre programme ou le socialisme qui serait en cause, mais uniquement nos dirigeants ainsi que tous ceux des différents groupes de militants issus de ce courant politique, ne parlons pas de ceux des autres courants trotskystes qui sont misérables ou des crétins, Poutou, Besancenot, Krivine, Laguiller, Arthaud et Cie.

### Comment justifier l'inexistence d'un parti ouvrier révolutionnaire ? Un exercice périlleux.

Comment pour justifier leur décomposition ou leur incapacité à construire un nouveau parti ouvrier sur les bases du socialisme, des trotskystes en arrivent à souhaiter la survie des partis sociaux-libéraux et stalinien qui sont devenus des piliers du régime, des instruments de la contre-révolution, de la réaction.

- *"Mais nous ne confondons pas les contraires. Ce qui est aujourd'hui en question, ce n'est pas la liquidation de ces vieux partis par le prolétariat révolutionnaire. Ce qui est en question, c'est la liquidation de ces partis par une offensive réactionnaire de la bourgeoisie qui entend priver la classe ouvrière de tout instrument politique pour chasser les partis bourgeois, postuler à son propre pouvoir. Et c'est pourquoi nous sommes inconditionnellement pour défaire cette offensive."* (Éditorial du bulletin « Combattre pour le socialisme » n°64 (n°146 ancienne série) - 1er mars 2017 - <http://socialisme.free.fr>)

Sur quoi s'appuie leur argumentation ? Sur l'ignorance des masses dont ils n'ont pu conquérir les éléments les plus conscients ou avancés qui ont sombré dans le gauchisme ou l'opportunisme du fait du dogmatisme incurable de ces dirigeants consistant à vouloir imposer leur théorie au lieu de partir de la réalité et des rapports existant entre les classes. Il suffit de lire leur littérature pour en être convaincu, sa lecture rebute 99,99 % des travailleurs qui ne sont pas prêts à entendre un tel discours, même le discours le plus juste qui soit.

Ils s'évertuent à expliquer qu'en France les dirigeants du PS et du PCF s'emploient à déduire leurs propres partis, que tous les acteurs politiques y mettent la main à la pâte, omettant de préciser que la classe dominante à laquelle sont liés ces dirigeants s'emploie à les préserver sous perfusion, les finance ou subventionne, leur accorde des tribunes gratuites dans ses médias, allant même jusqu'à les porter au pouvoir lorsque leurs candidats sont usés jusqu'à la corde (Sarkozy) sachant qu'ils poursuivront la politique de leurs prédécesseurs.

Tous les arguments qu'ils avancent sont falacieux ou relèvent de la falsification des faits, car jamais la classe des capitalistes ne s'est autant enrichie que lorsqu'un président de la République (Mittarand, Hollande) ou un Premier ministre (Jospin) était issu du PS, et chacun s'accorde à reconnaître que jamais un représentant du parti officiel de l'ordre au pouvoir (LR de nos jours) n'aurait pu appliquer une politique aussi antisociale ou liberticide tournée contre les travailleurs que lorsque le PS était au pouvoir.

Lorsque les travailleurs votent pour le PS ou le PCF, c'est par dépit, parce qu'ils n'ont pas d'autres alternatives hormis l'abstention ou le vote blanc ou nul, parce que ceux qui se présentent comme l'avant-garde du mouvement ouvrier ou du prolétariat ont totalement failli, c'est cette faillite politique qu'exprime avant tout ce vote du désespoir.

Les socialistes sont devenus des néoconservateurs ultra libéraux, les communistes sont devenus des stalinien, divisés entre réformistes bourgeois impérialistes ou souverainiste social-chauvins, les trotskystes sont devenus : soit des réformatistes bourgeois, soit ils se sont fossilisés en se coupant des masses.

Finalement affirmer que les travailleurs n'avaient pas ou plus d'illusions dans le PS et le PCF et souhaiter que ces partis

continuent d'exister, les soutenir en fait (Appeler à voter Hamon), devait conduire leurs auteurs à connaître le même sort.

Je pourrais accuser ces militants d'être de mauvaise foi ou d'être malhonnêtes intellectuellement parler, mais ce serait trop facile, les faits suffisent à eux-mêmes. En revanche je prétends qu'ils ne croient même pas dans leur argumentation frelatée pour avoir écrit "Il est absolument certain que le PS, le PCF sont passés du côté de l'ordre bourgeois, et ce définitivement.", vraiment, sans blague, tout le monde le saurait d'après ce qu'ils affirment dans cet article, en premier lieu les travailleurs, alors pourquoi s'employer à nouveau à essayer de convaincre qui au juste ? Eux peut-être ! En fait, c'est un facteur qu'ils n'ont jamais été capables d'intégrer dans leur analyse de la situation, qui plus est dans leur stratégie, d'où leur refus d'envisager que ces partis disparaissent ou soient réduits à une portion congrue parce qu'ils demeurent indispensables pour justifier leur ligne politique.

La situation actuelle est pour l'essentiel le produit de la faillite des intellectuels de l'avant-garde trotskyste, qui pour avoir rompu avec le marxisme n'ont jamais été capables de développer une politique indépendante conforme au socialisme, de définir une stratégie pour construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire.

Ils peuvent produire de très longs articles qui épateront peut-être les plus naïfs, mais nous ne sommes pas dupes. Tous les arguments qu'ils avancent pour justifier leur appel à voter Hamon sont bourrés de contradictions (et de non-dits révélateurs) et peuvent être facilement démontés, pas un ne résisterait à une analyse sérieuse. J'emploie le conditionnel car cet article faisant 14 pages, je ne l'ai lu qu'en diagonal pour ne pas choper une migraine. Le peu que j'en ai lu, notamment la partie consacrée au sauvetage désespéré du PS et du PCF, m'a permis de constater à quel point leur exercice était puéril, aussi j'invite les lecteurs que cela intéresserait à le lire très attentivement afin d'exercer ou d'aiguiser leur esprit critique, un excellent entraînement je vous assure. Qu'ils ne perdent jamais de vue que le courant trotskyste dit lambertiste (CCI-POI, TCI-POID, GMI, La Commune, Combattre pour le socialisme, etc.) a eu plus de 70 ans pour construire un parti et qu'ils n'y sont jamais parvenus, au contraire il s'est complètement disloqué, mais comme ces gens-là ne doutent décidément de rien, ils en sont fiers et pas instant il ne leur viendra à l'esprit qu'ils en portent la responsabilité.

(A suivre avec les conséquences qui en ont découlées, je croule sous les tâches ménagères et il fait 40°C à l'ombre, je ne suis pas un putain de nanti qui s'accommode du vieux monde pourri, je dois me démerder pour survivre, vous m'excuserez, je suis excédé, quel temps précieux nous font perdre ces gens-là !)

### Parole, parole, parole...

Propos rapportés par l'AFP ou différents médias.

"Mélenchon a changé", comment cela, se serait-il déjà renié ? La vraie question n'est pas de savoir combien de fois, puisque finalement il est resté fidèle au renégat du socialisme qu'il est devenu il y a près de 40 ans.

Qu'est-ce qui fait vivre ? Il s'est présenté avec "encore plus d'espoir dans ses bagages", les illusions, c'est léger au départ, mais très lourds lorsque vient le temps de la désillusion...

L'art de brasser du vent...

Vincent Tiberj, spécialiste de la gauche et professeur à Sciences-Po : "d'un point de vue idéologique, il brasse assez large" (LeParisien.fr 10 avril)

Le populisme assumé.

Le Huffington Post le 10 avril - La veille de son discours, chez On n'est Pas Couché, Jean-Luc Mélenchon affirmait lui-même avoir changé. Il n'est plus l'homme toujours en colère, mais le philosophe rassurant. Il ne veut plus "construire une nouvelle Europe" mais sortir des traités. Il n'affirme plus son internationalisme, mais le laisse entendre. Il ne veut plus accueillir tout le monde, mais tarir le flux d'immigrés en arrêtant les guerres. Il ne chante plus la Marseillaise et l'Internationale, mais seulement la Marseillaise. Il ne s'adresse plus à ses "camarades", mais aux gens. Ce qu'une frange de son électorat regrette est peut-être ce qui lui vaut sa nouvelle popularité.

### Un soutien naturel

- Présidentielle : Bernard-Henri Lévy vote Macron - LeParisien.fr

Après Alain Minc et Jacques Attali, le philosophe «BHL» se met à son tour en Marche derrière Emmanuel Macron. (...) Peu de temps avant d'appeler de ses vœux un second mandat de François Hollande. Ni l'un, ni l'autre (Sarkozy - nldr) n'étant aujourd'hui qualifié dans la course Élyséenne, c'est donc pour Emmanuel Macron que le philosophe s'est mis en marche. LeParisien.fr 10.04

### De quel candidat s'agit-il ?

- A l'automne 2016, «on a eu des offres du côté de l'Arabie Saoudite et du Qatar, auxquelles je n'ai pas donné suite par cohérence politique»

Réponse : M. Le Pen selon l'eurodéputé FN Bernard Monot. (liberation.fr 10.04)

### J'en suis une victime.

- Les départs à la retraite ont diminué en 2016 - BFM Business

Le nombre de nouvelles retraites personnelles attribuées par l'Assurance retraite a diminué de 6,6% en 2016. En cause : le recul de l'âge légal de départ à 62 ans. BFM Business 10.04

### S'ils le disent eux-mêmes...

- Les milieux d'affaires ukrainiens sont les plus corrompus au monde - sputniknews.com

L'Ukraine remporte le classement des pays où les milieux d'affaires sont les plus touchés par la corruption. Un signe alarmant pour cet État déjà englué dans une profonde crise économique.

La corruption est un problème important pour l'Ukraine et il semble que les efforts pour le régler soient vains. Selon la récente étude menée par la société Ipsos MORI à la demande de l'entreprise Ernst & Young, elle est en tête du classement mondial des pays avec les milieux d'affaires les plus corrompus.

Afin de dresser le classement, Ipsos MORI a interviewé 4 100 personnes de 41 pays différents entre novembre 2016 et janvier 2017. Outre l'Ukraine, Chypre, la Grèce, la Slovaquie, la Croatie, le Kenya, l'Afrique du Sud, la Hongrie, l'Inde et l'Égypte complètent le top 10. À l'inverse, le plus bas niveau de corruption est observé au Danemark, en Norvège, en Finlande, en Suisse et en Suède.

L'enquête a révélé que 88 % des Ukrainiens interrogés estiment que le business ukrainien est profondément touché par la corruption. Selon Alexey Kredisov, représentant de Ernst & Young en Ukraine, l'absence de croissance économique et d'amélioration du climat des affaires ainsi qu'un système pénal peu effectif expliquent en grande partie le fait qu'un grand nombre d'entrepreneurs violent les normes éthiques.

« Ces chiffres alarmants méritent l'attention des autorités du pays, et en particulier celle des représentants des pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires de l'Ukraine » a-t-il souligné. sputniknews.com 10.04

Cette info ne vient pas de l'agence de presse russe, mais de "la société Ipsos MORI à la demande de l'entreprise Ernst & Young".

### Ils osent tout.

- Les Etats-Unis affirment avoir cloué au sol 20% de l'aviation syrienne - AFP

- Nouvelles révélations sur Penelope Fillon, à deux semaines du scrutin - La Tribune

- Bernie Sanders relance sa «révolution» - LeFigaro.fr

Figure de la gauche américaine, Bernie Sanders veut emmener le Parti démocrate vers la gauche avec son mouvement, «Our Revolution». LeFigaro.fr

- LVMH: les ventes du premier trimestre bondissent de 15% - AFP

Le numéro un mondial du luxe LVMH a vu ses ventes bondir de 15% au premier trimestre, à 9,88 milliards d'euros... AFP

- Strasbourg: Des plots en béton posés en urgence devant la cathédrale, mais que se passe-t-il? - 20minutes.fr

- Piratage des élections américaines : un Russe arrêté et incarcéré en Espagne - Franceinfo

Piotr Levachov est soupçonné d'avoir participé à des cyberattaques menées durant la campagne électorale américaine. Franceinfo

- Une virginité vendue aux enchères 2,3 millions d'euros - Liberation.fr

Agée de 18 ans, une mannequin roumaine a mis sa «première fois» en vente au plus offrant sur Internet. Un juteux business pour le site «d'escorts» qui a passé l'annonce depuis l'Allemagne. Liberation.fr

[Haut de page ↗](#)

---

Le 12 avril 2017

## CAUSERIE

Hier soir je me suis livré à un exercice avec ma compagne Selvi qui est ultra arriérée.

Elle est partie se coucher avant moi après avoir donné à manger à sa soeur qui était arrivée très tard. Je suis passé derrière elle, elle avait laissé un torchon sur une chaise, un sac plastique sur la table, le ventilateur allumé alors qu'il n'y avait plus personne dans la pièce, les chaises étaient dans tous les sens et pour finir elle n'avait pas fermé le gaz à la bouteille, je passe quelques détails insignifiants.

Je lui ai fait remarquer en rigolant, en lui disant : "tu vois Selvi, quand je dis que tu n'as pas de tête, c'est vrai". Elle ne l'a pas mal pris. Plus tard je lui ai dit que son attitude révélait un manque d'attention à ce qu'elle fait, un manque d'attention en général du fait qu'elle n'a jamais été entraînée à réfléchir à l'enchaînement des faits tel qu'on peut l'apprendre à l'école en pratiquant un tas d'exercices qui font appel à divers mécanismes mentaux ou logiques, mais aussi pour avoir toujours vécu dans un milieu relativement fermé, uniforme, peu ouvert au monde extérieur ou recroquevillé sur lui-même, ce qui ne favorise pas l'épanouissement des facultés intellectuelles, dans ces conditions même le développement de l'observation s'en trouve altéré.

Chez moi, c'est spontanément que je range les chaises à leur place, j'éteins le ventilateur, etc. parce que je suis développé, j'ai eu la chance d'aller à l'école, d'apprendre à lire et d'étudier. Mes facultés d'observation, d'attention, de concentration ne se sont pas développées toutes seules, il a fallu que je les alimente, et si je ne les mets pas à contribution, elles vont avoir tendance à diminuer ou vont présenter de graves carences, j'ai pu le constater sans un certain effroi, car c'est indispensable pour progresser, c'est mon obsession depuis 43 ans.

Pendant les deux décennies où j'ai cessé de militer, j'ai régressé, mais par chance comme j'ai continué à lire puis je me suis lancé dans des études de linguistique, j'ai pu limiter la casse et ne pas revenir à l'état d'arriération profond de mes 19 ans. Je possédais les bases pour ne pas sombrer en Inde, mais cela aurait pu être possible, je dois peut-être mon salut au 11 septembre 2001, quel paradoxe, n'est-ce pas ? puisque c'est le jour où j'ai renoué avec le militantisme et le socialisme. Vous aurez observé que je n'ai pas porté de jugement sur ma compagne, de quel droit j'aurais pu franchement. Je me suis borné à étudier son comportement qui m'a rappelé le mien autrefois, en essayant de l'aider à progresser mais pas seulement. J'ai aussi voulu lui faire prendre conscience que j'étais plus apte qu'elle à juger certaines situations et à prendre des décisions, et qu'en aucun cas elle ne devait en prendre seule qui engageraient notre avenir et pourraient nous causer de graves désagréments, ce dont nous n'avons vraiment pas besoin parce que notre vie est déjà suffisamment difficile ou compliquée pour ne pas en rajouter. On arrive tout juste à nous en sortir et je ne voudrais pas que notre mode de vie se dégrade davantage, car nous n'avons plus de marge de manoeuvre, on a atteint le stade de la pauvreté, descendre plus bas et notre vie deviendrait rapidement insupportable.

Elle a plus ou moins conscience de cela, mais parfois elle l'oublie, donc un rappel en douceur est nécessaire pour que nos rapports ne se détériorent pas non plus, j'essaie de la préserver autant que moi, sachant que je partirai avant elle puisqu'elle est plus jeune que moi, elle a 15 ans de moins que moi, aussi j'essaie de lui donner un enseignement qui lui sera utile plus tard, quand je ne serai plus là.

Je pourrais très bien m'en foutre et me dire que je vis ma vie de mon côté et qu'elle vit la sienne de son côté, mais je ne suis pas fait ainsi. Hormis ces petits rappels ou cet enseignement à petite dose, elle vit sa vie à sa façon, je n'interviens jamais dans ses affaires, je lui donne mon avis quand elle me le demande, sinon je m'abstiens, et quand elle s'avise de s'immiscer dans mes affaires, ce qui arrive fréquemment, je lui dis de s'occuper des siennes et elle n'insiste pas.

Chacun vit sa vie à sa manière, comme il peut, progresse à son rythme, et je tiens le même discours aux personnes qui se connectent sur ce portail depuis le premier jour, je ne change pas de personnalité ou de personnage, de discours, qu'on s'adresse à des gens ultra arriérés ou illettrés ou à des gens développés, qui ont fait des études supérieures, entre nous tout est clair et net et doit le demeurer, tel est mon principe. La différence qui existe entre moi et ma compagne et mes lecteurs, c'est que pour ma compagne ce qui nous unit prime sur ce qui nous éloigne ou nous sépare, tandis qu'avec mes lecteurs c'est l'inverse.

Cela m'a inspiré la réflexion suivante ce matin.

La pire attitude qui soit ici comme en général dans la vie, c'est le laxisme, la fainéantise intellectuelle, le dilettantisme, l'éclectisme, le manque de rigueur, de principes, de valeurs, l'absence de discipline, de mémoire, le relativisme absolu qui se satisfait de définitions ou de caractérisations approximatives ou aussi lâches qu'un élastique, et qui empêchent d'accéder à la connaissance de sorte qu'on est réduit à la passivité, à subir le sort qu'on nous a réservé ou à se faire manipuler par manque d'audace, de volonté, de détermination, de courage, car finalement l'absence d'idéal se paie très cher un jour ou l'autre.

### Institutions de la Ve République en quête désespérément de légitimité.

La nausée. Un "dégoût" ou une "colère" légitime.

- Election présidentielle : 67% des Français ressentent de la déception, du dégoût ou de la colère face à la campagne, selon notre sondage Ipsos / Sopra Steria - Franceinfo

Ce sont des chiffres pour le moins inquiétants, à douze jours du premier tour. Si deux Français sur trois déclarent s'intéresser à l'élection présidentielle, selon une enquête Ipsos / Sopra Steria\* publiée mardi 11 avril, 67% affirment aussi que la campagne leur fait d'abord ressentir de la déception, du dégoût ou de la colère, et 64% assurent qu'elle ne leur a "pas appris grand-chose sur les programmes et les personnalités" des onze candidats.

Autant d'indicateurs qui expliquent pourquoi, à moins de deux semaines du jour J, seuls 66% des Français ont l'intention de se rendre aux urnes le 23 avril pour aller voter. Si ce chiffre se confirmait, le record historique de 2002 – 28,4% d'abstention au premier tour – serait largement battu. Franceinfo 11 avril

Quels que soient le taux de participation et le candidat élu, dors et déjà ces élections sont marquées du sceau de l'illégitimité. C'est de là qu'il faudra partir ensuite...

Et il y a de quoi... Entre ceux qui sont incapables de s'assumer...

- "Ce n'est pas une agression !" : échange tendu entre Alexis Corbière et Patrick Cohen dans "C à vous" - Franceinfo

Le porte-parole de Jean-Luc Mélenchon et le journaliste se sont écharpés, lundi, sur la question de l'Alliance bolivarienne, qui figure dans le programme du candidat de la France insoumise. Franceinfo 11.04

... et ceux qui regrettent que les médias ne leur soient pas (plus) favorables...

- Violences dans ses meetings: Fillon renvoie les journalistes à leurs "propres responsabilités" - Le Huffington Post

"Je condamne toutes les violences. Simplement j'invite ces journalistes à se poser la question: pourquoi est-ce que dans les meetings il y a une crispation à leur égard? Chacun doit se poser des questions...", a plaidé le candidat LR.

Interrogé sur sa rancœur à l'égard des médias, François Fillon a regretté "l'absence de recul" de la presse. "Le cœur du débat politique, ce ne sont pas les sondages ni ce que pensent les analystes de la vie politique française", a-t-il précisé en rappelant que "pendant la primaire, les médias avaient décidé que je n'avais aucune chance".

"Il faut que les médias réfléchissent à leur responsabilité dans la construction du jugement politique des Français", plaide-t-il. Reprenant une critique chère à Marine Le Pen, François Fillon porte un jugement sévère sur France2 et son Emission politique, dénonçant un programme "à charge" et critiquant une "mise en scène" de la chaîne lors de son face à face peu flatteur face aux infirmières.

"On a vu la différence cette semaine avec l'émission de M. Macron. Il y a un problème. Je pose la question: est-ce que c'est le rôle du service public d'être dans cette forme de déséquilibre. Qu'un grand journal choisisse son candidat ça fait partie des traditions mais pas le service public". Le Huffington Post 11.04

En famille. Ceux qui osent tout et vous prennent vraiment pour des cons !

- Mélenchon surpris par "le virage à droite complètement inouï" de Macron - AFP

Jean-Luc Mélenchon s'est déclaré surpris mardi par "le virage à droite complètement inouï" d'Emmanuel Macron, critiquant sa volonté de vouloir recourir aux ordonnances pour réformer le marché du travail.

"Il veut gouverner pendant l'été à coup d'ordonnances pour annuler le code du travail mais à mon avis, cela ne va pas lui porter chance de parler comme ça, car les gens savent l'importance du code du travail pour leur vie", a estimé le candidat à la présidentielle pour la France Insoumise (LFI) à Villeneuve-d'Ascq (Nord).

"C'est bien, il vaut mieux qu'il scie lui-même la planche sur laquelle il est assis, cela me fait moins de travail à faire!", a ironisé M. Mélenchon, en marge d'une visite à Lilliad, un bâtiment de l'Université de Lille à caractère scientifique, basé sur l'Innovation. AFP 11.04

Non mais, parce que voyez-vous, jusqu'à hier Mélenchon ignorait qu'une brochette d'oligarques, de milliardaires, de banquiers, etc. bref, de réactionnaires en tous genres, Valls, Attali, BHL soutenaient Macron, y compris Gattaz qui doit cependant ménager Fillon, ces "gens savent l'importance du code du travail pour leur vie" dorée que Mélenchon préservera, faisons-lui confiance sur ce point au moins...

Quand La Médiasphère devient la Macronsphère.

- Pourquoi LCI a supprimé le replay de La Médiasphère - lefigaro.fr

«Trou noir», «neuneu», «kiki qui fait de la politique»... Lundi, sur LCI, les chroniqueurs de l'émission La Médiasphère n'avaient pas de mots assez durs pour qualifier le candidat d'En Marche!, Emmanuel Macron. Les invités de Christophe Moulin, animateur de l'émission, ont notamment fustigé le dernier meeting de l'ancien ministre, qui se tenait à Marseille le 1er avril dernier.

Après avoir consacré une bonne partie de l'émission à critiquer Emmanuel Macron, les journalistes ont changé de cible, s'attaquant à la candidate du Front national, Marine Le Pen, actuellement visée par une enquête pour soupçons d'escroquerie et recel d'abus de biens sociaux.

Problème, comme le révélait mardi le journal Libération, le replay de l'émission, mis en ligne la veille, n'était plus disponible sur le site de la chaîne mardi. Selon le quotidien, qui indiquait dans son article une source interne de la chaîne d'info du groupe TF1, «deux candidats se seraient sentis attaqués injustement». Selon le site internet du journal, le replay de l'émission aurait ainsi été supprimé pour «protéger la chaîne et ses intervenants sur le plan juridique».

Invité ce matin sur Europe 1, le directeur général de LCI, Thierry Thuillier, est revenu sur la polémique, et a démenti avoir retiré la vidéo à la demande d'un candidat: «Lorsqu'on est saisi via notre service politique, on regarde de quoi il s'agit. (...) Hier, il y avait de quoi dire! Nous avons estimé qu'à la fois sur le plan éditorial et quand on aborde les histoires judiciaires, il faut un peu de rigueur.»

Selon le patron de la chaîne, les équipes de l'émission n'ont pas «su cadrer» et qu'il «était important de rappeler les contextes». «On est à trois semaines d'une élection présidentielle, on parle de candidats sur le terrain judiciaire. Nous avons pensé que nous n'avions pas été assez rigoureux», a conclu Thierry Thuillier. lefigaro.fr 05.04

Vidéo. L'émission censurée par Macron sur LCI ! (Version complète)  
<https://www.youtube.com/watch?v=jsqP5SrrOBA>

En famille, c'est naturel.

- Le ministre allemand des Finances soutient Macron face à Fillon - AFP

Le ministre allemand des Finances a rompu mardi la neutralité officielle de mise concernant l'élection présidentielle française, en indiquant qu'il préférerait le centriste Emmanuel Macron à François Fillon, pourtant proche de lui sur le plan politique. AFP 11.04

### Dossier Syrie.

L'info fournie par Thierry Meyssan a été confirmée.

- Seuls 23 missiles américains auraient atteint la base précise la Russie. - leparisien.fr 07.04

- Seuls 23 missiles américains ont atteint la base d'al-Chaayrate, a déclaré à la presse le porte-parole de l'armée russe Igor Konachenkov. - 20minutes.fr 07.04

Voilà ce qui arrive quand on privilégie la version officielle : On ne comprend plus rien à la situation.

Quelques commentaires d'internautes laissés sur le blog Les-crisis.fr

- Oui, un revirement à 180° qui ne peut s'expliquer par la manipulation.
- Trump n'est qu'un crétin redneck sans cervelle qui ne fonctionne que sur le pathos. Ce type est très dangereux.
- Trump, après son effort surhumain pour décrocher son poste, est prêt à tout pour le conserver.
- Je me fous de savoir si Trump a été trompé par son entourage. Le fait est qu'il a agi de façon débile.
- Le plus grave dans cette affaire, outre le fait d'être passé très près d'une guerre entre puissances nucléaires...
- Ce type est un mégalo dangereux qui est arrivé au pouvoir par accident.
- Le pire est de se dire que Clinton aurait fait exactement la même chose.

#### Les 6 positions de l'administration Trump sur la Syrie - Réseau Voltaire 11.04

En deux semaines, l'administration Trump a défendu 5 positions différentes sur la Syrie :

- Jusqu'au 30 mars 2017

Elle considérait que le président Bachar el-Assad avait été élu par ses concitoyens et était donc légitime au pouvoir. Le 30 mars 2017, son ambassadrice aux Nations unies, Nikki Haley, confirmait que la priorité des États-Unis n'était plus de renverser le président syrien.

- Les 5 et 6 avril 2017

Après l'attaque chimique de Khan Sheikhoun, le président Trump et son secrétaire d'État Rex Tillerson considéraient que Damas en était responsable, qu'il avait « franchi la ligne rouge » et que Bachar el-Assad devait partir. Ce faisant ils reprenaient la position des néo-conservateurs et précisément celle d'Hillary Clinton.

- Du 6 au 10 avril 2017

Pour le conseiller national de Sécurité, HR McMaster, et le secrétaire à la Défense, James Mattis, les États-Unis ne s'intéressent pas à savoir si le président el-Assad doit rester ou partir, mais comment empêcher l'usage d'armes chimiques en Syrie et ailleurs.

- Le 9 avril 2017

Lors de diverses interview de ce dimanche, Rex Tillerson revint à sa position antérieure. Pour lui, la priorité était de détruire Daesh. Le sort du président el-Assad ne sera envisagé que par la suite avec la Russie. Ce point de vue était confirmé par HR McMaster. Nikki Haley déclarait pour sa part que les États-Unis ont de multiples priorités en Syrie et que la paix ne peut pas survenir avec le président el-Assad.

- Le 10 avril 2017

Le porte-parole de la Maison-Blanche, Sean Spicer, indiquait que la décision de bombarder un aéroport syrien avait été prise à la fois à cause de l'attaque chimique de Khan Sheikhoun et parce que Damas utilise des bombes artisanales. Tandis que James Mattis publiait un communiqué reliant explicitement et exclusivement le bombardement de Chayrat à l'attaque de Khan Sheikhoun.

- Le 11 avril 2017

À l'issue d'une réunion avec les ministres des Affaires étrangères du G7, Rex Tillerson affirme que la Russie doit choisir son camp : avec Washington ou avec Damas. Il n'est plus question de ce que pourrait être l'action de l'administration Trump vis-à-vis de la Syrie en cas de désaccord avec l'administration Poutine.

Alors que la presse interprète les événements comme un revirement à 180° de la position de Donald Trump, son conseiller adjoint, Sebastian Gorka, contacte des sites internet qui avaient fait campagne pour Trump et qui hurlent à la trahison. Il les rassure : selon lui, malgré les apparences, le président n'a pas changé de position.

"What's Trump's plan for Syria ? Five different policies in two weeks", Spencer Ackerman, The Guardian, April 11, 2017.

Source : « Les 6 positions de l'administration Trump sur la Syrie », Réseau Voltaire, 11 avril 2017, [www.voltairenet.org/article195943.html](http://www.voltairenet.org/article195943.html)

Et si Trump n'avait pas viré casaque ? par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 11.04

Donald Trump, qui avait été élu sur son programme de fin de l'impérialisme et de service des intérêts de son peuple, a-t-il brusquement changé de bord, trois mois seulement après son arrivée à la Maison-Blanche ?

C'est l'interprétation ultra-majoritaire du bombardement de la base de Chayrat, le 6 avril 2017. La totalité des alliés des États-Unis a approuvé cette action au nom de principes humanitaires. La totalité des alliés de la Syrie l'a condamnée au nom du Droit international.

Pourtant, lors du débat au Conseil de sécurité des Nations unies, l'argument d'une attaque chimique perpétrée par Damas n'était pas soutenu par le représentant du secrétaire général. Au contraire celui-ci soulignait l'impossibilité à ce stade de savoir comment cette attaque avait pu avoir lieu. La Bolivie a même mis en doute l'existence de cette attaque qui n'est connue que par les Casques blancs, c'est-à-dire un groupe d'Al-Qaïda que le MI6 encadre pour les besoins de sa propagande. Au demeurant, tous les experts militaires soulignent que les gaz de combats doivent être dispersés par des tirs d'obus et jamais, absolument jamais, par des bombardements aériens.

Quoi qu'il en soit, l'attaque états-unienne contre la base de Chayrat s'est caractérisée par sa brutalité apparente : les 59 missiles BGM-109 Tomahawk avaient une puissance cumulée presque deux fois équivalente à la bombe atomique d'Hiroshima. Pourtant, l'agression s'est aussi caractérisée par son inefficacité : s'il y a bien eu des martyrs tentant d'éteindre un incendie, les dégâts sont si peu importants que la base fonctionnait à nouveau le lendemain.

Force est de constater que soit l'US Navy est un « tigre en papier », soit cette opération n'est qu'une mise en scène.

Dans ce cas, on comprend mieux que la défense anti-aérienne russe n'ait pas réagi. Ce qui suppose que les missiles anti-missiles S-400, dont le fonctionnement est automatique, aient été volontairement désactivés au préalable.

Tout s'est déroulé comme si la Maison-Blanche avait imaginé une ruse visant à emmener ses alliés dans une guerre contre les utilisateurs d'armes chimiques, c'est-à-dire contre les jihadistes. En effet, à ce jour, selon les Nations unies, les seuls cas établis d'usage de ces armes en Syrie et en Irak leur ont été attribués.

Au cours des trois derniers mois, les États-Unis ont rompu avec la politique du Républicain George Bush Jr. (qui signa la déclaration de guerre du Syrian Accountability Act) et de Barack Obama (qui soutint le « printemps arabe », c'est-à-dire la réédition de la « Grande révolte arabe de 1916 » organisée par les Britanniques). Cependant Donald Trump n'était pas parvenu à convaincre ses alliés, notamment allemands, britanniques et français.

Sautant sur ce qui paraît être un changement radical de la politique US, Londres a multiplié les déclarations contre la Syrie, la Russie et l'Iran. Son ministre des Affaires étrangères, Boris Johnson, a annulé sa visite à Moscou.

Seulement voilà : si Washington a changé de politique, pourquoi donc le secrétaire d'État Rex Tillerson a-t-il, au contraire, confirmé son déplacement à Moscou ? Et pourquoi donc le président Xi Jinping, qui se trouvait être l'hôte de son homologue états-unien durant le bombardement de Chayrat, a-t-il réagi si mollement, alors que son pays a fait par 6 fois usage de son veto pour protéger la Syrie au Conseil de sécurité ?

Au milieu de cet unanimité oratoire et de ces incohérences factuelles, le conseiller adjoint du président Trump, Sebastian Gorka, multiplie les messages à contre sens. Il assure que la Maison-Blanche considère toujours le président el-Assad comme légitime et les jihadistes comme l'ennemi. Gorka est un ami très proche du général Michael T. Flynn qui avait conçu le plan de Trump contre les jihadistes en général et Daesh en particulier.

Source : « Et si Trump n'avait pas viré casaque ? », par Thierry Meyssan, Al-Watan (Syrie), Réseau Voltaire, 11 avril 2017, [www.voltairenet.org/article195918.html](http://www.voltairenet.org/article195918.html)

- Syrie: "pas de doute" que le régime est responsable de l'attaque, selon Mattis - AFP

Le secrétaire américain à la Défense Jim Mattis a affirmé mardi qu'il n'y avait "pas de doute" sur le fait que le régime syrien était responsable de l'attaque chimique du 4 avril.

Les Etats-Unis et la Russie se sont affrontés mardi à propos de l'attaque chimique présumée en Syrie et du sort du président Bachar al-Assad, laissant présager des entretiens tendus mercredi à Moscou pour le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson.

Signe d'une nouvelle poussée de fièvre, quelques heures après l'arrivée dans la capitale russe de M. Tillerson, le secrétaire à la Défense James Mattis a accusé le régime syrien de l'attaque du 4 avril. Un responsable américain est même allé plus loin en s'interrogeant sur le rôle de la Russie, alliée de la Syrie, dans ce raid qui a fait 87 morts, dont des dizaines d'enfants.

Mais le président Vladimir Poutine a mis en garde contre des "provocations" à l'arme chimique qui seraient, selon lui, en préparation en Syrie afin de mettre en cause le président Assad.

En tout cas, pour le chef du Pentagone, "il n'y a pas de doute que le régime syrien est responsable de la décision d'attaquer et de l'attaque elle-même" contre la localité syrienne de Khan Cheikhoun, dans le nord-ouest de la Syrie.

M. Mattis a ainsi justifié la frappe punitive ordonnée le 6 avril par le président américain Donald Trump "pour dissuader le régime" de Damas de lancer une autre attaque de ce type.

Des responsables à la Maison Blanche se sont même interrogés sur la responsabilité de Moscou: "Comment est-il possible que leurs forces se trouvaient dans la même base que les forces syriennes qui ont préparé, planifié et mené cette attaque (...) et ne l'aient pas su à l'avance?", s'est demandé l'un d'eux.

"C'est une question que nous devons poser aux Russes", a-t-il averti, à la veille d'entretiens à Moscou entre Rex Tillerson et son homologue russe Sergueï Lavrov.

Il s'agit de la toute première visite en Russie d'un ministre américain depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, lequel avait prôné un rapprochement avec M. Poutine.

Le président russe, pour qui la frappe américaine du 6 avril fut une "agression contre un Etat souverain", a averti contre d'éventuelles manipulations. "On s'apprête à balancer de nouveau quelque substance et à accuser les autorités syriennes de son utilisation", a déclaré le chef du Kremlin.

La diplomatie russe espère des "négociations productives" avec M. Tillerson, qui fut décoré par le président Poutine du temps où il était PDG du pétrolier ExxonMobil, plaidant pour une "coopération constructive" et non la "confrontation" avec les Etats-Unis.

On ne sait pas encore si M. Tillerson verra M. Poutine, le Kremlin et le département d'Etat refusant de le confirmer.

De son côté, le porte-parole de la Maison Blanche Sean Spicer a jugé que M. Assad avait fait pire qu'Hitler, une comparaison hasardeuse qu'il a vite amendée devant le tollé. Il a ensuite présenté des excuses pour ce "commentaire inapproprié et manquant de sensibilité".

Après avoir semblé prendre ses distances avec la crise syrienne, notamment sur le sort du président Assad, l'administration Trump a fait volte-face la semaine dernière en bombardant pour la première fois le régime de Damas.

Réunis mardi avec leurs partenaires du G7 en Italie, les Etats-Unis ont martelé que l'avenir de la Syrie devait s'écrire sans son président. Rex Tillerson affirmant même que "le règne de la famille Assad touche à sa fin".

Le secrétaire d'Etat s'est en outre interrogé devant la presse en Toscane sur l'"alliance à long terme" entre Moscou et Damas. "La Russie ne préférerait-elle pas se réaligner sur les Etats-Unis et les autres pays occidentaux et du Moyen Orient qui cherchent à résoudre la crise syrienne?", a-t-il demandé.

"Un dirigeant qui a tué, et qui continue de tuer, des centaines de milliers de gens de son propre peuple (...) doit partir", a insisté à Washington le porte-parole du département d'Etat, Mark Toner.

Mais même si le départ du président syrien demeure un objectif des Etats-Unis, "vaincre le groupe jihadiste Etat islamique reste la priorité", a réaffirmé le chef du Pentagone James Mattis lors d'une conférence de presse avec le général Joseph Votel, chef des forces américaines au Moyen-Orient.

L'Iran, autre allié de la Syrie, a prévenu qu'une nouvelle action militaire américaine contre Damas ne resterait pas "sans réponse", tandis que la diplomatie russe annonçait pour "la fin de la semaine à Moscou" une rencontre entre les ministres des Affaires étrangères de la Russie, de la Syrie et de l'Iran. AFP 11.04

[Chili.](#)

- Les étudiants chiliens manifestent contre la réforme de l'enseignement - Reuters

Des milliers d'étudiants chiliens ont défilé dans les rues de plusieurs villes du pays pour réclamer une amélioration de la réforme de l'enseignement supérieur alors que le Parlement débat d'une réforme. Reuters 12 avril

[Ils osent tout.](#)

- "Même Hitler n'en était pas arrivé à utiliser des armes chimiques", selon le porte-parole de Trump qui parle d'Assad - Le Huffington Post

- Pour Benoît Hamon, "si vous aimez vos enfants vous ne pouvez pas voter Marine Le Pen" - Le Huffington Post

Il a dû s'inspirer de la représentante américaine à l'ONU Nikki Haley produisant des photos d'enfants morts, après l'attaque chimique en Syrie attribuée à Assad...

500.000 enfants irakiens victime de l'embargo américain "parce que ça en valait la peine" avait déclaré Madeleine Albright. <https://www.youtube.com/watch?v=RM0uvgHKZe8&app=desktop>

Remarque d'un internaute dans un autre article qui peut s'adresser à Hamon: "Quand les enfants du Donbass étaient massacrés par les missiles Grad personne ne s'appitoyait devant leur photos..."

Ne votez pas non plus Hamon, mieux, ne votez pas du tout !

- Hamon se pose en candidat des jeunes et des défavorisés - Reuters

- Le "communiste" Mélenchon devient la cible de toutes les attaques - Le Huffington Post

- Mélenchon surpris par "le virage à droite complètement inouï" de Macron - AFP

- Macron répond à la percée de Mélenchon en se posant en candidat de "l'indignation" et du renouvellement - AFP

- Fillon renvoie Mélenchon et Le Pen dos-à-dos - AFP

- Un vice-ministre syrien en colloque à Paris: Jean-Marc Ayrault "indigné" - AFP

Le ministre français des Affaires étrangères Jean-Marc Ayrault s'est déclaré "indigné" par la réception mardi à Paris, lors d'un colloque organisé par des députés, d'un vice-ministre syrien, Ayman Soussan. AFP 11.04

[Haut de page ↗](#)

---

Le 13 avril 2017

## CAUSERIE

J'ai laissé de côté un tas de sujets par manque de temps (Guyane, Venezuela, Russie), car je dois aussi m'occuper de mes affaires, un homme au foyer travaille 7 jours sur 7 en Inde, de 6 heures du matin jusqu'à 19 ou 20 heures, cela inclut le temps que je passe à actualiser le portail. Je suis hyper actif, donc je n'arrête jamais, mais quand il fait plus de 40°C à l'ombre.

Une autre fois, demain peut-être je vous parlerai de l'impression que je ressens en regardant des films français des années 30 à 60. C'est étrange, je les avais adorés quand j'étais jeune, maintenant il me semble désuets, superficiels, bourrés de clichés, nuls pour la plupart d'entre eux. Il y aurait beaucoup de choses à dire sur les acteurs et leurs personnages... A croire que la société a beaucoup changé et nous aussi en vieillissant, c'est étrange, quand on observe les partis ouvriers on a l'impression qu'ils sont totalement sclérosés, non, vous ne trouvez pas ? Loin de moi l'idée que le parti serait dépassé, au contraire, il n'a jamais été aussi indispensable, la question n'est pas là.

Cela dit, si je ne savoure plus ces films comme autrefois, je prends un grand plaisir à en analyser le contenu et à revoir le pays de

mon enfance, surtout Paris où j'ai grandi, c'est si loin d'ici...

### Sous nos yeux.

- Famine : le cri d'alarme du Nigéria, du Yémen, du Soudan et de la Somalie - Franceinfo

L'ONU lance un cri d'alarme, 20 millions de personnes meurent de faim en ce moment au Nigéria, au Yémen, au Soudan et en Somalie. Les Nations unies redoutent une famine plus meurtrière qu'en 2011. Franceinfo 12.04

Une victime n'importe où dans le monde de la survie du capitalisme, est une victime de trop, une terrible injustice, un crime.

Ils s'émeuvent volontiers sur le sort de ces malheureux enfants, ces "mignons petits bébés" gazés par le soi-disant horrible dictateur Assad, sur ces milliers de migrants qu'ils ont encouragés à risquer leur vie pour rejoindre l'eldorado occidental en train de couler et qui périssent par dizaines de milliers lors de cette folle aventure, sur les centaines de milliers de morts causés par leurs guerres impérialistes ou de rapine en Syrie, en Irak, en Libye, en Afghanistan, mais quand des dizaines de millions d'innocents crèvent de faim du fait de leurs guerres leurs canaux lacrymaux sont soudainement desséchés ou taris, leurs cordes vocales sont désespérément muettes, leurs oreilles complètement bouchés, à croire que les profits du complexe militaro-industriel auraient un pouvoir paralysant ou anesthésiant sur leur capacité à s'émouvoir de la misère du monde avec laquelle finalement chacun s'accommode plus ou moins hypocritement pour ne pas combattre pour y mettre définitivement un terme.

Je vis dans un pays (Inde), où les gens guidés par un vieux instinct ou un réflexe inconscient demande toujours à la personne qui entre chez eux si elle a mangé, même au téléphone c'est la première chose qu'ils demandent à la personne qu'ils ont au bout du fil.

Le spectre de la faim, de la famine hante toujours les esprits parce qu'il y a des dizaines de millions d'Indiens qui quotidiennement ne mangent pas à leur faim. Avoir le ventre plein, ici c'est déjà le début du bonheur !

Avant-hier la soeur de ma compagne est arrivée très tard alors que nous avons fini de dîner. Il n'y avait plus de riz, alors Selvi en a fait cuire. Adi n'a pas voulu manger sur place, il était déjà 22h30. Elle a demandé à sa soeur de lui mettre du riz et deux portions des trois currys (pommes de terre, aubergine, poulet) dans un récipient qu'elle emporterait pour elle et une vieille indienne qui n'a plus de famille et de toit et qu'elle héberge la nuit dans sa minuscule pièce de 10 m<sup>2</sup>, vieille dame décharnée qu'elle nourrit également apparemment ainsi que d'autres personnes du village qui doivent lui donner des restes de temps en temps, sinon elle n'a rien à manger. Cela se passe à 50 mètres de chez moi.

En France, la pauvreté ou la misère est plus ou moins dissimulée, on ne l'a pas sous les yeux en permanence, mieux ou pire, on peut même facilement éviter de la voir ou d'y penser, l'oublier. En Inde elle vous saute littéralement à la gueule, elle vous bouffe les tripes, elle vous ronge les nerfs dès qu'on la traduit sur le plan politique, car là le spectacle est plus que navrant, pitoyable, on enrage, pas particulièrement en écoutant les candidats à l'élection présidentielle qui ne sont que des misérables pantins dont on n'a rien à attendre de bon, mais en observant qu'on ne parvient pas à rassembler nos forces pour combattre ensemble et construire le foutu parti qui nous fait tant défaut.

Se coltiner cette misère omniprésente et être réduit à l'impuissance pour la combattre, c'est le pire cauchemar qui pouvait nous échoir en somme, et je dois avouer que je le supporte très mal, d'où parfois mes emportements. C'est un puissant facteur pour vous pousser à essayer de comprendre comment on a pu en arriver là. Cela m'obsède, car je ne peux pas me résoudre à accepter les explications qui nous ont été fournies puisqu'elles n'ont pas contribué à résoudre nos problèmes politiques, bien au contraire la décomposition et la dislocation de l'avant-garde se sont encore amplifiées au cours des dernières années ou décennies.

Dans ce domaine, on a cru à plusieurs reprises qu'on avait touché le fond ou qu'on avait atteint les limites précédant un rebond, un nouveau départ sur de nouvelles ou bonnes bases, pour hélas constater qu'on s'embourbait toujours plus dans l'opportunisme ou qu'on ne parvenait pas à renouer avec le fil du socialisme, qui sinon se serait traduit par d'autres rapports avec l'ensemble des travailleurs et les différents acteurs politiques, parce qu'on refuse toujours d'admettre nos erreurs passées qu'on reproduit à l'infini.

Disons qu'en principe nous partageons tous les mêmes objectifs et les mêmes méthodes pour les atteindre, nous interprétons tous plus ou moins de la même manière la société et le monde dans lesquels nous vivons, quelles sont leur orientation, ainsi que celle du capitalisme, nous sommes tous d'accord qu'il faut se débarrasser du capitalisme et ses institutions, cependant il y a quelque chose qui ne colle pas quelque part.

Il me semble que nous ignorons encore comment vivent et pensent les travailleurs dont les conditions sont très diverses ou hétérogènes. Nous semblons méconnaître leurs relations au capitalisme et aux institutions, aux autres classes ou alors nous n'en tenons pas compte et il faudrait savoir pourquoi, quant à savoir comment cela se traduit, ce n'est pas bien difficile, il suffit d'observer que nous ne parvenons pas à regrouper les travailleurs et les membres des classes moyennes les plus avancés ou conscients dans un parti, j'en déduis donc que nous n'avons toujours pas trouvé la bonne formule et le discours approprié pour s'adresser à eux.

On peut aborder les travailleurs en leur disant ce qu'ils ont envie d'entendre sans forcément être un démagogue ou imiter Mélenchon. Et pourquoi cela fonctionne-t-il, parce que dans ce cas-là les travailleurs ont l'impression qu'on les écoute, parce qu'on part de leurs préoccupations, on les aborde sous un angle qui leur est familier et ils se reconnaissent dans le discours qu'on leur tient. Ensuite on peut aller plus loin ou étayer leur pensée en développant la nôtre qui en est la suite ou le complément logique sur le plan politique. C'est autre chose que de se lancer dans un grand discours qui présuppose qu'ils se situent d'emblée sur le même plan politique que nous, alors que ce n'est pas le cas. On n'a jamais pris le temps de leur expliquer notre politique, on leur impose et on pense que parce qu'elle est juste ils vont nous rejoindre et cela ne fonctionne pas, c'est normal car en réalité les choses sont beaucoup plus compliquées que cela.

Voyez Mélenchon, c'est un cabotin, il joue un personnage, il peut obtenir l'adhésion à sa candidature de millions de travailleurs dans le cadre d'une élection, mais le même personnage n'a jamais pu rallier plus de quelques milliers d'adhésions à son parti qui n'a pas un seul député à l'Assemblée nationale, parce que pour construire un parti la propagande ou les discours ne suffisent pas, il faut aller au bout de ses analyses, il faut que se produise réellement une modification qualitative de l'état d'esprit des travailleurs, ce qui est impossible quand on s'en tient à des analyses superficielles de la situation, cette inconsistance est incompatible avec un engagement politique sérieux et durable. C'est seulement quand on s'est forgé une solide conviction et qu'on s'y tient, qu'on aura envie de la partager avec le plus grand nombre.

Un grand nombre de travailleurs apprécient que Mélenchon affiche une détermination sans faille, occultant son passé et son inconsistance légendaire avec laquelle s'identifie sa carrière politique se réduisant à manipuler des mots ou des idées creuses, vides, et si cela fonctionne, c'est parce que son auditoire est incapable par lui-même de remplir ce vide, Mélenchon a adopté l'attitude du flatteur qui vit au dépend de ceux qui l'écoutent et auxquels finalement il n'apporte rien. Ils ignorent ses véritables intentions, ils lui attribuent une détermination sans faille sans savoir au juste ce qu'elle recouvre, tout comme ils remplissent ses idées creuses ou vides d'illusions, c'est une baudruche qui se gonfle au moment des élections et qui se dégonfle aussitôt après, cela fait penser à toutes les campagnes ou batailles que mènent les différents partis et auxquelles participent des centaines de milliers de travailleurs, qui parviennent chaque fois à recruter quelques centaines de militants et qui les reperdent par la suite, parce qu'il en faut beaucoup plus pour réellement construire un parti. A suivre.

### Rapporté par un internaute.

- « Depuis la fin de la guerre froide, [...] on assiste à une décadence vertigineuse de la démocratie, à tous les niveaux et dans toutes les sphères de la vie publique des pays occidentaux, témoignant d'une tendance très puissante au totalitarisme généralisé. J'appelle cela le totalitarisme occidental. [...] La course du monde occidental vers le totalitarisme est occultée par le voile épais de la désinformation, de la propagande idéologique et du mensonge qui surpassent ceux de l'époque hitlérienne et stalinienne, tant par leurs moyens techniques et leur ampleur que par leur pénétration intellectuelle et leur hypocrisie. Le totalitarisme belliqueux de l'Occident s'avance sous le déguisement de l'humanisme, de la démocratie, de la lutte pour les droits de l'homme, de la justice. Mais par sa nature, ses actes et ses conséquences, ce totalitarisme est plus terrible et plus dangereux que ses précédents hitlérien et stalinien. En effet, il ne se dévoile pas, il est plus profond et ne rencontre aucune opposition sérieuse [...]. » (Alexandre Zinoniev, « Une guerre contre l'Europe »)

Allez donc raconter à nos dirigeants que la "tendance au totalitarisme" ou le néolibéralisme et la "désinformation", la "propagande idéologique et du mensonge" ou la guerre psychologique que mène la classe dominante contre les masses sont indissociables, ils vous riront au nez. Du coup, ils ne pouvaient pas comprendre pourquoi elle avait adopté le "déguisement de l'humanisme, de la démocratie, de la lutte pour les droits de l'homme, de la justice", la preuve en est qu'ils ont continué de tenir le même discours devenu totalement inaudible, à défaut de le rejeter ou de pouvoir en changer pour demeurer sur un terrain de classe indépendant, glissant un peu plus vers l'opportunisme.

Si nos dirigeants ont largement adopté ce "déguisement", c'est parce qu'ils ne voulaient pas caractériser le régime et ses représentants, dont Hollande et le PS, nous, nous avons rejeté ce "déguisement" et nous les avons caractérisés. Nous n'avons participé à aucune campagne initiée par Hollande ou le PS, nous les avons combattus, nous les avons combattus pas ou plus ces expressions trompeuses et inappropriées, nous évoquons l'humanisme du socialisme, nous ne prétendons pas avoir vécu un jour ou l'autre en démocratie, nous estimons vivre en oligarchie, nous ne défendons pas les droits de l'homme mais ceux du citoyen, les droits politiques des exploités et des opprimés, nous n'avons jamais prétendu qu'il existerait une justice en régime capitaliste, hormis lorsqu'il s'agit de servir les intérêts des nantis.

Nous n'avons jamais alimenté la moindre illusion dans le régime, nous ne l'avons jamais ménagé, nous lui livrons une lutte à mort en nous inspirant de la méthode et du combat de Lénine qui fut inflexible envers le capitalisme et ses représentants.

### Institutions en quête de légitimité.

Glissement avant l'effondrement final ?

- Présidentielle: Le Pen et Macron cèdent du terrain à Fillon et Mélenchon - AFP

Toujours en tête des intentions de vote au premier tour de la présidentielle, Marine Le Pen et Emmanuel Macron cèdent du terrain à François Fillon et Jean-Luc Mélenchon à moins de deux semaines du scrutin, selon un sondage Ifop-Fiducial diffusé mercredi.

Avec 23,5% d'intentions de vote suivant le calcul de l'institut, la candidate du Front national perd 1,5 point sur une semaine, et le candidat d'En Marche! est en repli de 2 points sur la même période, à 22,5%.

L'écart se resserre entre le duo de tête et ses poursuivants, qui gagnent un point à 19% pour le candidat de la droite François Fillon et 2,5 points à 18,5% pour celui de la France insoumise Jean-Luc Mélenchon, selon ce sondage pour Paris Match, Cnews et Sud Radio.

Avec 8,5% (-1) d'intentions de vote, le socialiste Benoît Hamon semble faire les frais de l'ascension de Jean-Luc Mélenchon. Le souverainiste Nicolas Dupont-Aignan recule d'un point à 3,5%, le trotskiste Philippe Poutou en gagne un à 2% et le centriste Jean Lassalle grignote 0,5 point à 1,5%.

Les autres candidats sont crédités de moins de 1%.

L'indice de participation est évalué à 68% du corps électoral, sans changement sur une semaine, dans ce "rolling".

Et 70% des électeurs ayant exprimé une intention de vote se disent sûrs de leur choix. C'est le cas de 84% des électeurs potentiels de Marine Le Pen et de 80% de ceux de François Fillon, de 66% de ceux de Jean-Luc Mélenchon, de 65% de ceux d'Emmanuel Macron et de 55% de ceux de Benoît Hamon. AFP 12.04

Emmanuel Hollande

- Présidentielle : François Hollande soutient timidement Emmanuel Macron - Franceinfo

À 11 jours du premier tour de l'élection présidentielle, François Hollande sort du silence qu'il s'était imposé. Le chef de l'État s'inquiète de la montée des extrêmes et soutient Emmanuel Macron à demi-mot.

Un soutien, là encore, implicite : "La politique a besoin de renouvellement, dit le président au Point. Je n'ai pas découragé Emmanuel Macron quand il a voulu lancer son mouvement, un pari 'audacieux'." François Hollande n'en dira pas plus.

Emmanuel Macron serait donc "son héritier" ? Dans une autre confidence présidentielle, cette fois au site d'info ludique et décalée Kombini, François Hollande indique qu'il "faut aller vers ceux qui sont plutôt dans la suite" et qu'il a "plusieurs" héritiers... histoire de bien tout compliquer. Franceinfo 12.04

Parole de suppôt de barbares. Péril en la demeure...

- François Hollande met en garde contre "le péril Jean-Luc Mélenchon" - Franceinfo

Ça y est François Hollande est en campagne. Jean-Luc Mélenchon réussit l'exploit de faire sortir de sa réserve le président de la République. Ce dernier avait jusqu'ici concentré son tir sur le seul Front national, et c'est pour ça qu'une petite phrase tirée d'un entretien au magazine Le Point, à paraître ce jeudi (article payant), fait beaucoup de bruit. "Il y a un péril face aux simplifications, aux falsifications, qui fait que l'on regarde le spectacle du tribun plutôt que le contenu de son texte", y affirme François Hollande. "Le tribun", c'est Jean-Luc Mélenchon. Qu'importe si le président pense effectivement à lui, son entourage embraye : "Le danger populiste ne se limite pas à Marine Le Pen, il y a un péril extrémiste de gauche comme de droite". Franceinfo 12.04

Hollande, c'est du Joseph Goebbels (ministre de la Propagande de Hitler), quoi !

- Quarante économistes apportent leur soutien à Emmanuel Macron - AFP

Quarante économistes ont signé mercredi une tribune dans Le Monde pour soutenir le candidat à la présidentielle Emmanuel. AFP 12.04

- Berger (CFDT) juge "scandaleux" les propos du bras droit de Mélenchon en faveur de Chavez - AFP

[Dossier Syrie](#)

Parole d'internaute

- Le professeur Theodore Postol, professeur émérite de Science, Technologie et Politique Nationale de Sécurité au Massachusetts Institute of Technology démonte en long et en large la thèse d'une attaque aérienne à Khan Sheykhun lors de la dispersion de gaz toxique. Il critique vertement le "rapport des renseignements" produit par la maison blanche pour justifier son bombardement de rétorsion.

Son argument principal est que les débris supposés de la bombe au sarin témoignent d'un écrasement par un souffle d'explosion vertical extérieur, incompatible avec la dynamique d'une bombe s'écrasant au sol. Il est très ferme dans ses propos, conclut à la mise en scène volontaire, s'inquiète d'abord et avant tout de la falsification et de l'instrumentalisation des données des renseignements à des fins politiques. En passant, il rappelle le cas de l'épisode de la Ghoutta.

Très éloigné en qualité et consistance du pathos dégoulinant de Kareem Shaheen dans le Guardian qu'il faudrait croire sur parole.

[https://drive.google.com/file/d/0B\\_Vs2rjE9TdwR2F3NFFVWDExMnc/view](https://drive.google.com/file/d/0B_Vs2rjE9TdwR2F3NFFVWDExMnc/view)

La Russie oppose son veto à l'Onu à une résolution sur la Syrie Reuters13 avril La Russie a comme prévu opposé son veto à l'adoption d'un texte présenté par les Etats-Unis, le Royaume-uni et la France pour faire avancer l'enquête sur l'attaque chimique du 4 avril en Syrie. La Chine, qui a opposé son veto à six précédentes résolutions sur la Syrie depuis le début du conflit, s'est cette fois abstenue, comme l'Ethiopie et le Kazakhstan. Dix pays ont voté en faveur du texte, contrairement à la Russie et la Bolivie qui ont voté contre. Au cours de cette réunion, l'ambassadeur adjoint de la Russie, Vladimir Safronkov, a assuré les 15 membres du Conseil de sécurité qu'ils se trompaient en accusant Bachar al Assad. "Je suis stupéfait par cette conclusion. Personne ne s'est rendu sur le site du crime. Comment savez vous cela ?". Les puissances occidentales estiment qu'il s'agit d'une attaque au gaz sarin et qu'elle est imputable aux forces du président Bachar al Assad, ce que Damas dément.

- Trump veut s'entendre avec la Russie malgré des relations "au plus bas" - AFP

Le président américain Donald Trump a plaidé pour une entente entre les Etats-Unis et la Russie, malgré une rencontre glaciale à Moscou entre les chefs des diplomaties des deux puissances nucléaires dont les relations sont "au plus bas".

La guerre en Syrie demeure le contentieux le plus lourd entre Washington et Moscou, Donald Trump traitant son homologue syrien Bachar al-Assad de "bouche" et d'"animal" et jugeant "possible" que la Russie ait été au courant de l'attaque chimique du 4 avril, imputée au régime de Damas.

Signe des divergences patentées entre Occidentaux et Russes, ces derniers ont opposé à l'ONU leur veto à un projet de résolution du Conseil de sécurité réclamant une enquête internationale sur cette attaque chimique présumée à laquelle Washington a répondu par une frappe punitive le 6 avril.

M. Trump avait prôné tout au long de sa campagne et au début de sa présidence un rapprochement avec son homologue russe Vladimir Poutine.

"Ce serait merveilleux (...) si l'Otan et notre pays pouvaient s'entendre avec la Russie", a-t-il lancé mercredi lors d'une conférence de presse à la Maison Blanche avec le secrétaire général de l'Alliance atlantique Jens Stoltenberg.

Mais "à l'heure actuelle, nous ne nous entendons pas du tout avec la Russie", a reconnu Donald Trump, parlant même d'une "relation peut-être au plus bas (niveau) de tous les temps".

Le président américain s'exprimait à l'issue d'une visite très tendue à Moscou de son secrétaire d'Etat Rex Tillerson, lequel a vu le président Poutine et son ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

Dans une ambiance glaciale, les deux pays ont étalé leurs divergences sur la Syrie et la défiance qui prévaut entre ces anciens adversaires de la Guerre froide. Rex Tillerson, ex-PDG d'ExxonMobil et qui avait été décoré par Vladimir Poutine en 2013, a déploré le "faible niveau de confiance entre nos deux pays".

"Les deux plus grandes puissances nucléaires ne peuvent pas avoir ce genre de relations", a-t-il souligné, lors d'une longue conférence de presse avec M. Lavrov, où les deux hommes se sont à peine regardés.

Ils ont toutefois plaidé pour une "lutte implacable contre le terrorisme", en allusion au combat contre les jihadistes.

Mais les Etats-Unis et la Russie restent aux antipodes sur la Syrie. Tant sur la responsabilité du régime dans l'attaque du 4 avril sur la localité syrienne de Khan Cheikhoun (87 morts, dont 31 enfants), que sur le sort du président Assad.

Donald Trump a jugé qu'il était "temps de mettre fin à cette guerre civile brutale, de vaincre les terroristes et de permettre aux réfugiés de revenir chez eux", en Syrie où la semaine dernière les Etats-Unis ont frappé pour la première fois le régime après l'attaque chimique.

"Des jeunes enfants qui meurent. Des bébés qui meurent. Des pères qui tiennent leurs enfants morts dans leurs bras. Des enfants morts. Il n'y a pas pire à voir et ça ne devrait pas être permis. C'est un boucher. C'est un boucher. C'est pourquoi nous devons faire quelque chose à cet égard", a tonné M. Trump à propos du dirigeant syrien.

Dans une interview à la télévision Fox Business diffusée mercredi matin, le président américain avait estimé que "quand on balance du gaz, des bombes ou des barils d'explosifs (...) au milieu d'un groupe de gens (...) on est un animal".

Donald Trump avait paru ébranlé la semaine dernière au lendemain de l'attaque chimique présumée. Mercredi, il a même jugé "possible" que la Russie, alliée de la Syrie, ait été au courant de ce raid, en précisant que le Pentagone se penchait sur cette question.

Au même moment à New York, la Russie opposait son veto à un projet de résolution du Conseil de sécurité présenté par les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni et réclamant une enquête sur l'attaque.

C'est la 8e fois depuis le début de la guerre en 2011 que Moscou bloque toute action de l'ONU contre son allié syrien.

Washington, Londres et Paris ont protesté avec force. "Le jour du Jugement dernier pour Assad", a tweeté l'ambassadrice américaine à l'ONU Nikki Haley.

A Moscou, Rex Tillerson - après avoir semblé s'accommoder fin mars d'un maintien au pouvoir du président syrien - a réclamé son départ "organisé" dans le cadre d'une transition politique.

Mais M. Lavrov a rappelé les précédents chaos provoqués selon lui par les chutes des "dictateurs" Saddam Hussein ou Mouammar Kadhafi.

Et avant de recevoir M. Tillerson, M. Poutine a déploré que les relations russo-américaines se soient détériorées depuis que M. Trump est à la Maison Blanche. A un niveau pire même que sous la présidence de Barack Obama.

Rare signe de détente, M. Lavrov a indiqué que "le président Poutine (était) prêt à rétablir" l'accord de prévention des incidents aériens en vigueur en Syrie jusqu'à la frappe américaine du 6 avril.

Moscou intervient militairement en soutien à Damas depuis septembre 2015 et les Etats-Unis pilotent depuis septembre 2014 une coalition internationale anti-jihadistes.

"Malgré tous les problèmes, il existe des perspectives considérables pour travailler ensemble", a toutefois assuré le chef de la diplomatie russe. AFP 12.04

- Poutine: deux versions possibles sur l'attaque chimique en Syrie - sputniknews.com

Le président russe Vladimir Poutine a admis l'existence de deux versions possibles dans l'affaire de l'attaque chimique à Idlib.

Deux versions existent concernant l'attaque chimique perpétrée près d'Idlib: la chute d'un missile syrien sur un site clandestin contenant des matières toxiques, et une provocation intégralement mise en scène, a déclaré le président russe Vladimir Poutine.

« Ici plusieurs versions sont possibles. Je crois qu'on peut en relever deux principales parmi elles », a déclaré le président russe.

La première version, selon le président russe, « c'est la chute d'un missile syrien sur un site clandestin contenant des matières toxiques ».

« C'est tout à fait possible, car les terroristes y ont à maintes reprises eu recours, et personne ne le conteste. Soit dit en passant, des armes chimiques ont été utilisées en Irak contre la coalition internationale et l'armée irakienne », a indiqué Vladimir Poutine.

Et d'ajouter: « Mais tous essaient de ne pas s'en apercevoir, et personne cherche à ne pas faire de bruit sur cette question, bien que tous se soient mis d'accord sur le fait que les terroristes avaient utilisé des matières toxiques (...). Alors, ils en possèdent. Et si c'est ainsi, alors pourquoi ne peuvent-elles pas se trouver en Syrie? C'est une seule et même bande ».

« Et la deuxième version, c'est tout simplement une mise en scène, autrement dit, une provocation. Ceci est spécialement conçu pour faire du bruit et créer les conditions préalables, un prétexte pour exercer une pression accrue sur les autorités syriennes légitimes », a déclaré le président russe.

Vladimir Poutine a noté qu'auparavant on avait déjà parlé de l'attaque à Idlib comme d'une provocation.

« Mais pour donner une réponse définitive, il faut mener une enquête approfondie sur cet incident. Et il n'y a pas d'autres options. Voilà ce que nous proposons de faire », a conclu Vladimir Poutine.

« Ce qui pourrait être encore plus simple serait de venir dans cet aéroport, contre lequel on a porté les frappes et depuis lequel des avions chargés d'armes chimiques auraient décollé, et de tout contrôler. Si nos partenaires nous disent que des civils auraient été touchés par les frappes, alors que ces civils laissent passer les observateurs de l'Onu, les organisations internationales sur ces lieux, et il faudra tout vérifier », a indiqué le président russe.

Les autorités russes demandent une enquête impartiale sur cette affaire avec l'implication de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC). En l'absence d'une telle enquête, l'origine de l'intoxication aux produits chimiques des habitants de Khan Cheikhoun reste donc controversée. [sputniknews.com](http://sputniknews.com) 12.04

[Haut de page ↗](#)

---

Le 15 avril 2017

## CAUSERIE

Il y en avait qui avaient formulé des doutes sur notre orientation politique, sur notre état mental, psychologique. Cette causerie devrait les rassurer.

On ajoutera demain de nouveaux articles sur la Syrie et les Etats-Unis.

L'espoir irraisonné témoigne de l'ignorance des peuples, mais il est objectivement justifié, parce que les peuples aspirent à un autre sort que celui épouvantable auquel les destine le capitalisme.

### Mais qu'est-ce qui fait tourner l'économie capitaliste à l'époque de l'impérialisme pourrissant ?

Pardi, la machine de guerre avec les gigantesques destructions de forces productives qu'elle entraîne, accessoirement parce que tout le monde ou presque s'en fout, d'innombrables souffrances imposées à des peuples innocents qui n'aspirent qu'à une chose, vivre en paix.

Ca y est, tout le monde réalise enfin que Trump va poursuivre la politique belliqueuse adoptée par G.W. Bush au lendemain du 11 septembre 2001, qui s'inscrivait d'ailleurs dans le prolongement de celle de ses prédécesseurs depuis des lustres, puisque les Etats-Unis n'ont jamais cessé d'être en guerre depuis le début du XXe siècle, c'est même leur marque de fabrique depuis que les anglo-saxons se sont emparés de ce continent en massacrant sa population indigène ou en la chassant de ses terres, ce qu'il réitéreront près de deux siècle plus tard en Palestine.

Trump est un tyran, nous n'en avons jamais douté et l'avions affirmé avant qu'il soit élu. Et je n'ai eu aucun mérite pour être parvenu à cette déduction, puisque l'administration américaine, l'ensemble des institutions de ce pays ont été infiltrées ou sont passées sous le contrôle des néoconservateurs depuis les années 70, l'époque de Reagan ou même avant, donc on ne voyait pas comment par miracle en 2017, soit près d'un demi-siècle plus tard, les néoconservateurs auraient pu céder la place ou auraient abdicqué les positions ou le pouvoir qu'ils avaient acquis ou encore un changement de régime aurait pu se produire, qui plus est en ayant un oligarque à sa tête. Voilà pourquoi nous n'avons pas suivi les analyses des géopoliticiens ou géostratèges qui nous annonçaient une ère nouvelle avec Trump. Et puis, qui plus est, le capitalisme en crise ne peut se passer de l'économie de guerre.

Et demain, quel que soit le candidat qui sera élu Président de la République en France, il en ira de même.

Pourquoi ? Quelle question, mais parce que seul un soulèvement révolutionnaire du prolétariat pourrait imposer un changement de régime et de politique ! Ah ben ouais, c'est con de ne pas y avoir pensé ! Vous êtes excusé, car il faut être marxiste ou socialiste pour avoir cela à l'esprit et par les temps qui courent les marxistes ou socialistes se comptent sur les doigts de la main, allez les deux si vous y tenez vraiment. Ce n'est pas prétentieux de ma part, il faut bien que quelqu'un le dise puisque c'est vrai.

Il y a quelques jours nous brocardions le manque de rigueur de la plupart des travailleurs et des militants, leur incohérence ou inconsistance qui consiste à faire preuve d'amnésie, à oublier les expériences passées qui sont si instructives, à faire preuve de mémoire sélective, à ne conserver à l'esprit que ce qui leur est agréable ou leur procure un réconfort psychologique désuet ou superficiel qui parce qu'il ne correspond pas à la réalité qui est une et indivisible volera un jour ou l'autre en éclats.

C'est quand même extraordinaire qu'on n'ait jamais cessé de vivre dans un monde en guerre et qu'on ne s'en soit jamais soucié jusqu'à présent ou si peu, entre le fromage et le dessert. Il faut que le bruit des canons se rapprochent et parviennent jusqu'à nos oreilles pour qu'on daigne s'en inquiéter enfin, quoique en espérant seulement ne jamais y être confrontés directement, donc on ne peut pas parler d'une véritable prise de conscience.

On en arrive à croire n'importe quoi, y compris les contes les plus absurdes ou grotesques pour se rassurer ou se donner bonne conscience. Si on croit s'en sortir à bon compte de la sorte, on se fait de graves illusions, car cet état d'esprit va profondément influencer et modifier notre mode de pensée et notre comportement au point de nous rendre méconnaissable quand on se regardera dans un miroir, non seulement on aura perdu tout repère extérieur pour s'orienter, mais on aura aussi perdu toute notion des principes fondamentaux qui avaient accompagné l'essor de la civilisation humaine, on en arrivera au stade où on ne sera même plus capable de réagir en présence d'une imposture puisqu'on ne sera plus en mesure d'en reconnaître les symptômes, parvenu ainsi à un tel niveau de confusion il ne nous restera plus qu'à subir servilement notre misérable existence.

On a tout supporté en réalité, qu'on l'admette ou non. On a vécu dans une société économiquement développée, on s'est élevé intellectuellement pour en arriver là, c'est pitoyable, indigne, on devrait être en proie à un sentiment de honte insupportable pour avoir autant manqué de volonté ou de courage. Bien entendu ceux qui parlent en notre nom en portent la lourde responsabilité.

On a vécu dans le déni permanent, exactement comme ces trois primates qui se bouchent les yeux, les oreilles et la bouche, on n'est guère plus évolué en somme, même ou surtout avec un bac +7.

Le premier déni a consisté à refuser d'admettre notre propre ignorance, en refusant de l'assumer on ne pouvait guère trouver le moyen d'y mettre un terme, c'était le meilleur moyen pour ne jamais progresser. Quand on a progressé, ce fut pour ainsi dire malgré nous, par exemple on nous a dit qu'il fallait aller à l'école, et nous sommes allés à l'école, on nous a expliqué pourquoi et nous nous sommes contentés de ces explications qui n'en étaient pas en réalité, un ramassis de lieux communs ou de banalités consternantes sur lesquels nous ne nous sommes jamais penchés par la suite, car nous devions nous laisser vivre ainsi ou balloter tout au long de notre existence sans même nous en apercevoir pour ne l'avoir jamais étudiée.

Vivre ou profiter de la vie en se laissant guider par une société qui était le produit d'un processus historique inconscient pour le meilleur et le pire selon qu'on avait eu l'opportunité de naître au bon ou au mauvais moment et endroit. C'est le sort ou la fatalité qui devait déterminer le cours de notre existence dès notre naissance, alors pourquoi aurait-il dû en être autrement par la suite, pourquoi chercher à y changer quoi que ce soit. Jusqu'à présent nous n'avons fait que vivre et surtout travailler, que pour reproduire un modèle de société déjà existant, nous adaptant à ses transformations ou à son évolution sans nous demander vers quoi elle nous entraînait puisque de notre naissance à notre mort tout était déjà écrit, programmé ou semblait l'être.

C'est de la sorte que vivent la plupart des peuples. Ce sont des reproducteurs ! Oui, car sinon l'espèce s'éteindrait ! C'est très primaire en somme, comme la guerre ! C'est plus l'instinct animal de survie des hommes qui continue de guider leurs activités, plutôt que l'idéal de s'émanciper de cette condition d'esclave envers la nature et les hommes qui détiennent le pouvoir. Que leurs besoins les plus élémentaires soient satisfaits ou qu'ils tirent certaines satisfactions artificielles de leur condition et les voilà comblés ! On a même créé à leur attention une multitude de nouveaux besoins plus ou moins inutiles ou même nuisibles pour eux sur lesquels ils se sont jetés.

Mais ils ont fait plus fort encore, et là on va aborder un facteur que je n'ai jamais traité à fond, compte tenu que la consommation de biens matériels stagnait ou progressait trop lentement, que la population occidentale était équipée ou suréquipée en biens d'équipement qui se consomment lentement parce qu'ils ont une durée de vie de plusieurs années ou davantage encore, ils ont mis le paquet sur la consommation des services qui présentent les mêmes avantages que l'industrie militaire en temps de guerre, aussitôt acquis, consommés et renouvelés et ainsi de suite, le téléphone, Internet par exemple, la bagnole aussi qui si elle ne consomme pas d'essence ne sert à rien, et même que l'essence s'évapore rapidement sous l'effet de la chaleur, c'est magique, c'est merveilleux, quelle rente ! Voyez les imprimantes, dorénavant on vous les donne pratiquement (en Inde en tout cas), par contre le prix des cartouches est exorbitant, au bout de la troisième cartouche (couleur), vous avez dépensé la même somme que pour cette machine ! Personnellement je n'en achète plus, je vais faire imprimer un fichier dans un copie service en noir et blanc et je ne dépense qu'une roupie, alors qu'avec une cartouche d'encre qui vaut 350 roupies on peut imprimer 50 pages environ et l'encre est sèche au bout de quelques mois, la cartouche couleur vaut 850 roupies, l'imprimante 2200 roupies. Bref, mon imprimante jet d'encre HP va finir à la poubelle.

Plus fort encore, ils ont même réussi à imposer ces services dans les pays où la population peine à acquérir les biens d'équipement élémentaires (Mobylette ou scooter, ventilateur, réfrigérateur, table, etc.) ou peine même à se nourrir, à se vêtir, à survivre dans le dénuement le plus extrême. Le téléphone portable, de préférence style smartphone et Internet priment sur l'alimentation, l'éducation, la santé, l'habillement. Ici des miséreux qui portent des vêtements en lambeaux possèdent un

portable ! Ils vont rechercher leur téléphone au lieu de s'acheter des légumes ou une chemise.

Bon, l'Inde et les pays semblables sont une caricature qui illustre bien ce qui se passe inconsciemment dans les pays occidentaux. Je suis certain qu'il y a autour de vous un tas de gens qui prétendent ne pas avoir de temps pour faire un tas de choses ou s'occuper de leurs gosses par exemple, et qui passent des heures sur Internet ou pendus à leur smartphone (ou devant leur téléviseur). Heureusement qu'ils existent pour ceux qui nous gouvernent ! Autre avantage, ces services sont à usage individuel, donc chacun veut y accéder...

Où est là-dedans l'ébauche d'une prise de conscience de la société, nulle part. Mais alors les gens qui en parlent, ils parlent de quoi ? De ce qu'ils ne connaissent pas ou de ce qu'ils n'ont jamais appris par eux-mêmes. Leur connaissance se limite à leurs expériences qu'ils n'ont jamais analysées ou étudiées, dont ils n'ont tiré aucun enseignement. Le contenu de leur connaissance repose généralement sur les expériences ou les enseignements des autres, les élites qui sont censées avoir acquis des connaissances, surfaites ou frelatées généralement, qui bénéficient d'un statut supérieur dans la société, et qui pour cette raison n'ont pas envie d'en changer et n'aideront pas le peuple à saisir sa condition ou à en prendre conscience, elles figurent elles-mêmes parmi les services auxquels fait appel le régime pour les conditionner.

On arrêtera là pour aujourd'hui.

Tout s'explique, rien ne se produit sans qu'il y ait une ou des causes à l'origine et ainsi de suite. C'est logique. Ne dites pas que c'est banal puisque la plupart des gens ignorent cette logique ou n'en ont pas conscience. Et puis ce qui compte, ce n'est pas le savoir ou d'avoir accumulé des connaissances, mais ce qu'on en fera par la suite, et si on ne les partage pas elles n'auront servi à rien au bout du compte, c'est ce qui arrive quand on croit posséder la vérité, j'espère avoir démontré au passage que ce n'était pas mon cas, car cet état d'esprit m'est étranger.

Cette causerie m'a été en partie inspirée par la lecture des notes de Lénine sur la *Science de la logique* de Hegel dont j'ai relu des passages hier soir. En voici quelques extraits commentés.

- *"La logique est la théorie non des formes extérieures de la pensée, mais des lois de développement de « toutes les choses - matérielles, naturelles et spirituelles » - c'est-à-dire des lois de développement de tout le contenu concret du monde et de la connaissance de celui-ci, c'est-à-dire le bilan, la somme, la conclusion de l'histoire de la connaissance du monde."*

Ce passage est remarquable car Lénine considérait à juste titre que les lois de développement s'appliquaient également aux choses spirituelles et qu'elles avaient un contenu concret, ce qui signifie que les choses spirituelles jouent aussi un rôle objectif dans le développement de la société, ce que n'avaient effectivement les marxistes à l'époque de Lénine (lire plus loin) mais de nos jours également qui attribuent aux expériences intellectuelles ou aux mécanismes psychologiques ou mentaux un rôle subjectif ou négligeable sur lequel il n'est pas nécessaire de se pencher ou dont il ne faudrait pas tenir compte dans notre conception de la lutte de classe, ce qui est une gravissime erreur. Quand j'insiste sur la nécessité de lutter également contre la guerre idéologique et psychologique que mène la classe dominante contre les masses pour les conditionner et les dissuader de résister, on me rit au nez, on me prend pour un crétin qui n'a rien compris à la nature humaine ou à la lutte de classe.

La théorie est le produit d'une observation, elle est pour ainsi la prise de conscience de ce qui existe, c'est un constat et non une création sortie du cerveau de l'homme, elle est conforme à la réalité, et quand ce n'est pas le cas, c'est que la faculté d'observation de l'homme était défectueuse ou qu'il a substitué sa propre réalité à la réalité existante, qu'elle soit fantasmagorique ou qu'elle ait été conçue à des fins invouables.

Plus généralement, la théorie recense les conditions ou les causes qui produisent les mêmes effets, les facteurs qui se traduiront par les mêmes rapports quand le contexte est similaire, les lois qui déterminent le comportement de la matière dans des circonstances particulières...

La théorie recense, traduit, exprime quelque chose qui existe indépendamment de celui qui la conçoit, elle est donc la propriété de personne. Le théoricien découvre ce qui existe déjà, il n'invente rien, il dévoile les relations qui sont à l'origine de l'évolution

Saisir ces lois de développement, c'est acquérir la véritable connaissance du monde, tout autre procès relève de l'obscurantisme.

- *"« Pas seulement abstraitement un universel, mais l'universel qui englobe en soi la richesse du particulier, de l'individuel, du singulier » (toute la richesse du particulier et du singulier !) !! Très bien."*

L'universalité devrait être le principe le plus précis partagé par tous les hommes ou les unir, toutes les formes de discrimination et les guerres impérialistes en sont la négation.

- *"L'absolu et le relatif, le fini et l'infini=parties, degrés d'un seul et même univers."*

Ils ont pour origine l'inorganique qui donne naissance à l'organique ou à toutes les espèces vivantes, l'un et l'autre sont inclus dans la matière à l'état primaire.

- "*C'est très profond : la chose en soi et sa transformation en chose pour les autres (Engels - Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande.). La chose en soi est de façon générale une abstraction vide et sans vie.*

*Dans la vie en mouvement tout et toute chose est aussi bien « en soi » que « pour les autres » par rapport à l'autre, et passe d'un état dans l'autre."*

Toujours et encore la dialectique. La vie en mouvement ou l'ensemble de ses manifestations qui ne sont ni vides ni sans vie, sauf quand on procède par abstraction, d'où la nécessité de la concevoir en mouvement et de considérer l'ensemble de ses manifestations. L'abstraction a son utilité pour identifier ou isoler un élément du reste du monde, mais ce n'est qu'en le replaçant dans le monde et en observant son comportement ou les différents états par lesquels il passe qu'on peut cerner sa substance.

- "*La dialectique est la théorie de la façon dont les contraires peuvent être et sont habituellement (dont ils deviennent) identiques — des conditions dans lesquelles ils sont identiques en se changeant l'un en l'autre — des raisons pour quoi l'esprit humain ne doit pas prendre ces contraires pour morts, figés, mais pour vivants, conditionnés, mobiles, se changeant l'un en l'autre. En lisant Hegel..."*

La dialectique est la théorie de la transformation de la matière, qui permet de saisir les différents états par lesquels elle passe, et partant de là on peut dans bien des cas pronostiquer son orientation et son devenir. Cela s'applique à la société. La dialectique c'est l'ensemble des lois qui président à la transformation de la matière. Elle existe indépendamment des hommes qui sont régis par les mêmes lois ainsi que leur histoire, ce dont ils n'ont pas conscience.

La dialectique, c'est la loi des lois, la loi suprême à laquelle sont subordonnés la nature, les hommes, la société, l'univers. L'étudier, en comprendre le fonctionnement, c'est parvenir à la conscience universelle ou tout du moins tenter de s'en rapprocher. Cela devrait être l'objectif, l'idéal des hommes qui aspirent à la liberté, parce que pour exister réellement elle ne peut se concevoir et se réaliser qu'à l'échelle universelle.

- "*L'idée de la transformation de l'idéal en réel est profonde : très importante pour l'histoire. Mais dans la vie personnelle de l'homme également, il est clair qu'il y a là beaucoup de vrai. Contre le matérialisme vulgaire."*

Heureusement ! La théorie intègre les conditions qui permettent de réaliser l'idéal quand les circonstances s'y prêtent. Se passer de la théorie en politique, c'est se priver des moyens pour réaliser notre idéal.

- "*D'une part, il faut approfondir la connaissance de la matière jusqu'à la connaissance (jusqu'au concept) de la substance afin de trouver les causes des phénomènes. D'autre part, connaître réellement la cause c'est approfondir la connaissance en allant de l'aspect extérieur des phénomènes à la substance."*

La substance renferme potentiellement les phénomènes auxquels elle va donner lieu ou auxquels elle sera liée, qui détermineront son devenir. La matière est périssable, même si elle réapparaît sans cesse sous une autre forme, elle ne disparaît jamais réellement. Elle change d'état au fur et à mesure que notre connaissance progresse, telle qu'on la perçoit, qu'on la conçoit, qu'on la façonne, mais son unité demeure inchangée.

- "*La cause et l'effet ne sont ergo que des moments de l'interdépendance universelle, de la liaison (universelle), de l'enchaînement réciproque des événements, ils ne sont que des maillons dans la chaîne du développement de la matière."*

C'est la définition de la dialectique. Qu'il manque un maillon à cette chaîne, et notre vision de la réalité s'en trouvera faussée.

- "*Les concepts sont les produits les plus élevés du cerveau, produit le plus élevé de la matière."*

C'est la définition par excellence du matérialisme.

- "*Sur le fond, Hegel a entièrement raison contre Kant. La pensée, en s'élevant du concret à l'abstrait, ne s'éloigne pas — si elle est correcte (et Kant, comme tous les philosophes, parle de la pensée correcte) — de la vérité, mais s'approche d'elle. L'abstraction de la matière, celle de la loi naturelle, l'abstraction de la valeur, etc., en un mot toutes les abstractions scientifiques (justes, sérieuses, non creuses) reflètent la nature plus profondément, plus fidèlement, plus complètement. De l'intuition vivante à la pensée abstraite, et d'elle à la pratique — tel est le chemin dialectique de la connaissance de la vérité, de la connaissance de la réalité objective. Kant rabaisse le savoir pour faire place nette à la foi : Hegel place haut le savoir, assurant que la connaissance, c'est la connaissance de Dieu. Le matérialiste place haut la connaissance de la matière, de la nature, renvoyant Dieu et la canaille philosophique qui le défend dans la fosse aux ordures."*

Ce passage est remarquable. C'est bien que ce soit Hegel et Lénine qui expliquent que la pensée est liée à la matière et qu'elle influe sur son devenir, car lorsque c'est moi qui l'affirme on me rétorque que cela n'a pas d'importance. A force de farfouiller dans "la fosse aux ordures" de la franc-maçonnerie et de traiter avec dédain cet aspect fondamental de la connaissance, on voit où cela a mené bon nombre de nos dirigeants.

- *"La vérité la plus simple obtenue par la voie la plus simple, celle de l'induction, est toujours incomplète car l'expérience est toujours inachevée. Ergo : lien de l'induction avec l'analogie — avec la supposition (la prévision scientifique), relativité de tout savoir et contenu absolu dans chaque pas en avant de la connaissance."*

Il faut peut-être entendre ici déduction par induction. Ergo signifie donc ou en conclusion. Le savoir est à la fois relatif et absolu parce que la matière apparaît stable alors qu'elle est sans cesse en mouvement. En revanche le mouvement à bien une existence absolue, dans le cas contraire on ne pourrait le saisir, sauf à le nier.

- *"Aphorisme : On ne peut pas comprendre totalement « le Capital » de Marx et en particulier son chapitre I sans avoir beaucoup étudié et sans avoir compris toute la Logique de Hegel. Donc pas un marxiste n'a compris Marx ½ siècle après lui !"*

Et un siècle et demi après non plus ! On s'en est même plutôt éloigné.

- *"Très profond et intelligent ! Les lois de la logique sont le reflet de l'objectif dans la conscience subjective de l'homme."*

Mais comme la conscience subjective de l'homme est imparfaite ou perfectible, le reflet de l'objectif dans son cerveau correspondra plus ou moins à la réalité, il sera le plus souvent partiel et partial. Dit autrement, sans étudier à fond l'objectif, ce qui nécessite au préalable d'avoir développé certaines facultés intellectuelles et de se trouver dans des dispositions mentales ou psychologiques appropriées ou favorables pour mener à bien une telle expérience, les lois de la logique demeureront un mystère pour la plupart des hommes qui seront condamnés à subir leur condition, elles donneront lieu à des polémiques sans fin que seul le développement des faits départagera, encore faudra-t-il qu'ils en prennent conscience, comme quoi nous ne sommes pas au bout de nos peines !

- *"En fait, les fins de l'homme sont engendrées par le monde objectif et le supposent, elles le trouvent comme un donné, comme un existant. Mais il semble à l'homme que ses fins sont prises en dehors du monde, sont indépendantes du monde (« liberté »)."*

On aura compris que l'homme ne peut saisir ses fins et agir dessus ou déterminer son destin (son orientation) de manière consciente qu'en partant du monde objectif ou de ce qui existe.

- *"Remarquable : à l' « idée » en tant que coïncidence du concept et de l'objet, à l'idée en tant que vérité, Hegel arrive par l'activité pratique, orientée vers une fin de l'homme. Sur le bord de : c'est par sa pratique que l'homme prouve la justesse objective de ses idées, de ses concepts, de ses connaissances, de sa science."*

Cela devrait interpeler bien des hommes dont le comportement est contradictoire avec les valeurs ou les principes, les idées qu'ils prétendent avoir adoptés. Il semblerait qu'ils aient renié ces valeurs ou principes ou qu'ils peinent à les mettre en pratique lorsqu'on observe leur comportement ou qu'on en tire le bilan. Quant à leurs idées, si on les juge au regard des résultats calamiteux qu'elles ont produits en pratique, on est bien forcé d'en déduire qu'elles étaient erronées ou que leur conception de l'objet était défectueuse.

Les hommes généralement ne jugent pas les autres sur leur comportement ou la manière dont ils mettent en pratique leurs idées, auquel cas ils ne seraient pas aussi injustes et ils ne manqueraient pas tant de discernement. J'écris cela en connaissance de cause parce que c'est parfois pénible à supporter.

On arrêtera là ces citations. (page 46, version Internet) Vous avez de quoi vous occuper le week-end !

### [Comment s'exprime la soumission à l'ordre établi ou le légitimisme ?](#)

- *"Certes, on peut s'abstenir. Pour autant, l'abstention n'est pas la solution la plus efficace car elle ne porte aucune exigence politique, elle n'est qu'un retrait, un abandon, elle est passive, ce n'est pas un engagement." Pardem.*

L'abstention ou plutôt le boycott - une expression qui brûle la langue de ces légitimistes, exprime le rejet des institutions, si cela n'exprime pas une "exigence politique", l'abolition de ces institutions, qu'est-ce qui peut en exprimer une alors, voter pour le candidat du Pardem sans doute, pas de bol ses pairs ont estimé qu'il n'avait aucun rôle à jouer dans cette farce, tous les rôles étaient pris apparemment !

Du coup Nikonoff sombre dans l'infantilisme et adresse "un carton rouge" aux institutions... avec lesquels il ne peut pas rompre, car c'est la réelle signification politique du boycott.

### Pour qui ou quoi roulent-ils ? Idiot utile ou agent du régime ?

- Grèce : l'impasse économique, par Coralie Delaume publié par Les-crisis.fr le 15 avril

Commentaires d'internautes inspirés par la lecture de cet article :

- "On ne dira jamais assez la gravité de la trahison de Tsipras.", qui en réalité est resté fidèle à lui-même...

- "La faute de Tsipras est la faute commune à la plupart des politiciens : promettre ce qu'on est incapable de tenir. promettre la fin de l'austérité et les lendemains qui chantent aux grecques c'étaient vraiment les prendre pour des gogos ou des abrutis."

Vous aurez compris que les Grecs (ou d'autres peuples) ne pouvaient pas échapper à l'austérité parce qu'il n'existerait aucune alternative au capitalisme, qu'on se le dise.

La fonction de ce type de blog ou portail est de conditionner les travailleurs pour qu'ils en arrivent à la conclusion que l'horizon du capitalisme est indépassable pour l'éternité. Ils roulent pour le régime en place, leurs propriétaires sont des mystificateurs qui n'ont rien à envier au "télévangéliste" Macron.

### Régime, institutions et élections en quête de légitimité.

Dernière manipulation sondagière

- Le Pen (23%) devance Macron (22%) et Fillon (20%), selon un sondage Opinionway - Reuters

Marine Le Pen est en tête des intentions de vote au premier tour de l'élection présidentielle, avec 23%, devançant Emmanuel Macron (22%), François Fillon (20%) et Jean-Luc Mélenchon (17%), selon le sondage quotidien Opinionway-Orpi pour Les Echos et Radio Classique publié vendredi. Reuters 14.03

Je ne m'aventurerai pas à un pronostic. Peut-être qu'on avance vers un duel Mélenchon - Le Pen parce que Macron est une baudruche, Fillon trimballe trop de casseroles, Hamon est cassé et les autres comptent pour du beurre. Le vote "utile" à "gauche" devrait jouer en faveur de Mélenchon, tandis que les voix de droite vont se disperser.

Vous me direz alors : pourquoi ne pas soutenir Mélenchon ? Je me suis posé la question évidemment.

Parce que les faux espoirs et les désillusions qui les accompagnent se reportent toujours sur ceux qui les ont colportés, ils n'ont jamais servi notre cause, cela s'apparente à vouloir forcer le destin, ce qui peut être envisageable uniquement quand l'enjeu est décisif, ce qui n'est pas le cas ici. Imaginez plutôt ce qui se serait passé et à quoi cela aurait servi si nous avions soutenu Syriza ou Tsipras, où nous en serions aujourd'hui, on nous accuserait d'en avoir été les complices et rien d'autres.

Est-ce qu'il ne serait pas préférable que Fillon ou Macron remporte cette élection ? Ce n'est pas de cette manière qu'il faut poser la question et ce n'est pas de cette manière que je la pose. Si vous suggérez que je favoriserais l'élection de Fillon ou Macron, vous n'avez rien compris à la lutte des classes ou parce que vous vous situez sur le terrain électoraliste.

Si l'un ou l'autre était élu, cela signifierait simplement que les conditions n'étaient pas réunies pour qu'il en soit autrement, voilà tout. Dès lors c'est sur ces conditions qu'il faut travailler, par pour faire élire un sauveur suprême en 2022, mais pour préparer les travailleurs à affronter le régime pour le renverser, prendre le pouvoir. C'est la seule voie.

Mimétisme François Emmanuel Gattaz.

- Présidentielle : Macron, le choix implicite de François Hollande - L'Opinion

François Hollande le dit sans le dire, à sa manière, mais il apporte bien son soutien - implicite - à Emmanuel Macron dans le Point et dans le Monde. L'Opinion 14.04

- En visite dans des entreprises, Hollande éreinte les programmes de Mélenchon, Le Pen et Hamon - AFP

- Présidentielle : Gattaz s'en va-t-en guerre - LePoint.fr

Le numéro 1 du Medef a accusé Hamon, Mélenchon et Le Pen d'être des "apprentis sorciers de l'économie"... LePoint.fr

Quand Libération ménage Macron et falsifie l'histoire des Frères musulmans

- La droite manipule un off de Macron pour l'accuser de sympathies «islamistes» - Liberation.fr

- Frères musulmans : les faits derrière les fables - liberation.fr

Serait-il déjà élu ?

- Pourquoi le handicap sera une priorité du prochain quinquennat de François Fillon - Le Huffington Post

Intention invouable. Pourquoi lui font-ils de la pub ?

- Nathalie Arthaud : comment s'organise sa campagne ? - francetvinfo.fr

La France a cette particularité d'avoir plusieurs candidats à la présidentielle qui incarnent l'extrême gauche, dont Nathalie Arthaud qui n'hésite pas à cibler Jean-Luc Mélenchon. francetvinfo.fr 14.04

Soudain ils ne peuvent plus retenir l'intérêt qu'ils portent à Poutou et Arthaud... Si à eux deux ils prennent 2 à 3% à Mélenchon ou plus si possible, cela pourrait s'avérer suffisant pour qu'il ne figure pas au second tour de la présidentielle...

Qu'ils se rassurent, Mélenchon leur donne des gages de bonne conduite s'il était élu.

- Mélenchon: "je n'ai pas l'intention de faire Cuba en France" - AFP

Interrogé dans l'édition du quotidien Ouest-France à paraître samedi sur son éloge des héritages des anciens présidents Hugo Chavez (Venezuela) et Fidel Castro (Cuba), il s'est défendu des critiques de ses rivaux à la présidentielle d'être un "communiste": "C'est un signe d'extrême désarroi intellectuel de m'affronter sur un terrain pareil avec une telle caricature".

"Je les ai défendus, s'est-il justifié, dans des circonstances où ils étaient attaqués" et "Cuba a défendu tous les mouvements de libération nationale d'Amérique latine et dû subir l'embargo des États-Unis pourtant condamné par l'ONU". (Mais Mélenchon ne s'est pas empressé de défendre la Syrie, l'Irak, la Lybie, le pays le plus développé d'Afrique sous Kadhafi il faut rappeler... - LVOG)

M. Mélenchon a encore récusé que la politique menée par Hugo Chavez au Venezuela ait conduit le pays à la ruine: "Le Venezuela avait une politique social-démocrate. Personne n'a été exproprié. Il n'y a pas eu de nationalisations non plus. J'ai soutenu Chavez contre l'agression des Américains. Et aujourd'hui, le problème de ce pays, c'est d'abord la baisse du prix du pétrole. Je n'y suis pour rien". AFP 15.04

Que Maduro le nationalise, cela lui évitera de dire comme Mélenchon, "*je n'y suis pour rien*" !

Merci à monsieur Mélenchon de caractériser la politique de Chavez. Et pour n'avoir exproprié "*personne*", Maduro se retrouve confronté (tout comme Chavez) à une situation de tentative de coup d'Etat permanent qui un jour ou l'autre se terminera mal...

Demain s'il était élu, pour refuser de rompre avec le capitalisme, il ne pourrait pas appliquer sa politique social-démocrate, il vous sortira "*je n'y suis pour rien*". Du Tsipras tout craché. Vous voulez voter pour un type qui n'est pas capable d'assumer ses responsabilités, qui se fout ouvertement de vous ?

Psychologie de la peur et grandes manoeuvres.

- Jean-Luc Mélenchon : l'inquiétude des marchés financiers - Franceinfo

- Jean-Luc Mélenchon : un programme fiscal dur envers les plus aisés - Franceinfo

- Présidentielle : la CFDT cible la vision « assez totalitaire » de Mélenchon - LeParisien.fr

- Refus de François Fillon d'aller chez Jean-Jacques Bourdin: le candidat dénonce "un mensonge", le journaliste riposte -

## Le Huffington Post

- Franc-maçonnerie: sept obédiences lancent un appel au vote, contre le FN - AFP

- Front national : la menace des hauts fonctionnaires - LePoint.fr Le président de la Cour d'appel de Versailles annonce dans "L'Obs" qu'il démissionnera en cas de victoire du parti d'extrême droite à la présidentielle. LePoint.fr

- FN : incendie criminel au QG de campagne de Marine Le Pen - Franceinfo

## Dossier Syrie.

- "La Maison-Blanche a publié un rapport de renseignement manifestement faux, trompeur et amateur" par Theodore Postol (MIT) - Les-crises.fr 13.04

Analyse du rapport de renseignement de la Maison-Blanche du 11 avril 2017, par Theodore Postol

Une évaluation rapide du rapport de renseignement de la Maison-Blanche publié le 11 avril 2017 à propos de l'attaque à l'agent neurotoxique à Khan Cheikhoun, en Syrie.

Theodore A. Postol, Professeur émérite en science, technologie et politique de sécurité nationale, Massachusetts Institute of Technology (version pdf d'abord, et en texte dans l'article après) ([https://fr.scribd.com/document/344995943/Report-by-White-House-Alleging-Proof-of-Syria-as-the-Perpetrator-of-the-Nerve-Agent-Attack-in-Khan-Shaykhun-on-April-4-2017#from\\_embed](https://fr.scribd.com/document/344995943/Report-by-White-House-Alleging-Proof-of-Syria-as-the-Perpetrator-of-the-Nerve-Agent-Attack-in-Khan-Shaykhun-on-April-4-2017#from_embed))

Cher Larry :

Je réponds à ce que vous me transmettez que je comprends être un communiqué de la Maison-Blanche affirmant avoir découvert des informations à propos de l'attaque à l'agent neurotoxique le 4 avril 2017 à Khan Cheikhoun, en Syrie. Ce que je comprends de votre note est que le résumé des renseignements de la Maison-Blanche vous a été communiqué dans la journée du 11 avril.

J'ai examiné le document avec soin, et je crois qu'on peut montrer, sans aucun doute, que le document ne fournit aucune preuve d'aucune sorte que le gouvernement des États-Unis ait eu une connaissance concrète que le gouvernement syrien ait été la source de l'attaque chimique de Khan Cheikhoun, en Syrie, à approximativement 6 à 7 heures du matin le 4 avril 2017.

En fait, une preuve principale citée dans le document porte à croire à une attaque qui aurait été exécutée par des individus au sol, et non pas depuis un avion, le matin du 4 avril.

Cette conclusion se fonde sur une hypothèse faite par la Maison-Blanche lorsqu'elle cite la source de l'émission de sarin et les photographies de cette source. Ma propre analyse est que la source a très probablement été falsifiée ou mise en scène, donc aucune conclusion sérieuse ne pourrait être tirée des photographies auxquelles la Maison-Blanche a fait référence.

Cependant, si l'on suppose, ce que fait la Maison-Blanche, que la source du sarin venait de ce lieu et que cette localisation n'a pas été falsifiée, la conclusion la plus plausible est que le sarin a été répandu par un engin de dispersion improvisé fabriqué à partir d'une section d'un tube de roquette de 122 mm remplie de sarin et bouchée des deux côtés.

Le seul fait incontestable énoncé dans le rapport de la Maison-Blanche est l'affirmation qu'une attaque chimique utilisant un agent neurotoxique s'est produite à Khan Cheikhoun, en Syrie, ce matin-là. Bien que le communiqué de la Maison-Blanche répète ce point de nombreuses fois dans son rapport, celui-ci ne contient absolument aucune preuve que cette attaque ait été le résultat d'une munition lâchée depuis un avion. En fait, le rapport ne contient absolument aucune preuve qui indiquerait qui est le coupable de cette atrocité.

Le rapport accumule au contraire les observations d'effets physiques dont souffrent les victimes qui indiquent sans aucun doute un empoisonnement par un agent neurotoxique.

La seule source que le document cite comme une preuve que l'attaque ait été perpétrée par le gouvernement syrien est le cratère qu'il affirme avoir identifié sur une route au nord de Khan Cheikhoun.

J'ai localisé ce cratère en utilisant Google Earth et il n'y a absolument aucune preuve que le cratère ait été créé par une munition conçue pour disperser du sarin après avoir été larguée d'un avion.

La carte Google Earth en image 1 à la fin de ce paragraphe montre le lieu de ce cratère sur la route au nord de Khan

Cheikhoun, comme décrit dans le communiqué de la Maison-Blanche.

Les données citées par la Maison-Blanche sont plus conformes à la probabilité que les munitions étaient placées sur le sol plutôt que lâchées depuis un avion. Cette conclusion suppose que le cratère n'a pas été falsifié avant les photographies. Cependant, en se référant à la munition dans ce cratère, la Maison-Blanche indique que c'est la source inexacte des données qu'elle a utilisées pour conclure que la munition provenait d'un avion syrien.

L'analyse des débris visibles sur les photographies citées par la Maison-Blanche indique clairement que la munition était très certainement placée sur le sol avec un explosif de détonation externe sur le dessus qui a écrasé le conteneur afin de disperser la présumée charge de sarin.

Puisque le temps semble être essentiel ici, j'ai assemblé un résumé des preuves que j'ai que le rapport de la Maison-Blanche contient des conclusions fausses et trompeuses dans une série d'images à la fin de cette discussion. Chacune des images a une description en dessous, mais je vais résumer ces images ci-dessous et attendre d'autres questions sur la base des conclusions que je propose ici.

L'image 1 montre une capture de Google Earth du coin nord-est de Khan Cheikhoun où se trouve le cratère identifié comme la source de l'attaque au sarin et mentionné dans le rapport de la Maison-Blanche.

La capture Google Earth affiche également la direction du vent depuis le cratère. À 3 heures du matin, le vent allait directement vers le sud à une vitesse d'environ 1,5 à 2,5 m/s. À 6 heures du matin, le vent se déplaçait vers le sud-est de 1 à 2 m/s. La température était également basse, de 10 à 13°C près du sol. Ces conditions sont absolument idéales pour une attaque à l'agent neurotoxique.

Lorsque la température près du sol est faible, qu'il n'y a pas de soleil et des vents très lents, l'air frais et dense reste près du sol et il n'y a presque aucun mouvement vers le haut de l'air. Ces conditions impliquent que les particules, les gouttelettes ou les nuages de gaz dispersés restent près du sol lorsque l'air environnant se déplace sur le sol. Nous percevons ce mouvement comme une douce brise dans un matin calme avant le lever du soleil.

On peut se représenter un nuage de sarin comme un nuage d'encre généré par une pieuvre qui s'échappe. Le nuage d'encre flotte dans l'eau, et à mesure que l'eau se déplace lentement, le nuage se déplace aussi. Comme le nuage est déplacé par l'eau, il se propagera lentement dans toutes les directions à mesure qu'il se déplace. Si la couche d'eau où l'encre est incorporée se déplace de manière à rester près du fond de l'océan, le nuage couvrira les objets alors qu'il se déplace avec l'eau.

C'est la situation qui se produit lors d'une nuit fraîche avant le lever du soleil lorsque les vents ne se déplacent que doucement.

Les images 5 et 6 montrent des tableaux qui résument la météo à intervalles de 3 heures à Khan Cheikhoun le jour de l'attaque, le 4 avril, la veille de l'attaque, le 3 avril et le lendemain de l'attaque, le 5 avril. La caractéristique frappante de la météo est qu'il y avait des vents relativement élevés dans les heures du matin à la fois les 3 avril et 5 avril. Si l'attaque par gaz avait été exécutée le jour précédent ou le lendemain matin, l'attaque aurait été très inefficace. Les vents beaucoup plus élevés auraient dispersés le nuage d'agent neurotoxique et le mouvement de vents d'altitudes plus élevées aurait élevé l'agent neurotoxique dans les airs. Il est donc absolument clair que l'heure et le jour de l'attaque ont été soigneusement choisis et n'étaient pas un hasard.

L'image 2 montre une photographie de haute qualité du cratère identifié dans le rapport de la Maison-Blanche comme la source de l'attaque au sarin. En supposant qu'il n'y avait pas de falsification de preuves au cratère, on peut voir ce que la Maison-Blanche prétend être un diffuseur de l'agent neurotoxique.

Le diffuseur ressemble à un tube de 122 mm similaire à ceux utilisés dans la production de fusées d'artillerie.

Comme le montre le gros plan du tube dans le cratère de l'image 3, le tube semble être scellé à l'avant et à l'arrière. Il est également à noter que le tube est aplati dans le cratère, et a également une ligne de fracture qui a été créée par une rupture fragile de l'enveloppe métallique lorsque le tube a été soudainement écrasé vers l'intérieur depuis le dessus.

L'image 4 montre la configuration possible d'un dispositif de dispersion de sarin improvisé qui aurait pu être utilisé pour créer le cratère et la carcasse écrasée de ce qui était à l'origine un tube cylindrique. Une bonne estimation de la façon dont ce mécanisme de dispersion a fonctionné (encore une fois, en supposant que le cratère et la carcasse n'aient pas été mis en scène, comme l'a supposé le rapport de la Maison-Blanche), est qu'un bloc d'un puissant explosif a été placé sur une extrémité du tube rempli de sarin et a détoné.

L'explosif a agi sur le tube comme si un maillet l'avait écrasé. Il a conduit le tube dans le sol tout en créant le cratère. Étant donné que le tube était rempli de sarin, qui est un fluide incompressible, lorsque le tuyau a été aplati, le sarin a agi sur les parois et les extrémités du tube, provoquant une fissure sur toute la longueur du tube et également la rupture du bouchon à l'extrémité

arrière. Ce mécanisme de dispersion est essentiellement le même que le fait de frapper un tube de dentifrice avec un gros maillet, ce qui entraîne une rupture du tube et le dentifrice est soufflé dans de nombreuses directions selon la manière exacte de la rupture de l'enveloppe du tube de dentifrice.

Si c'est bien le mécanisme utilisé pour disperser le sarin, cela indique que le tube de sarin a été placé sur le sol par des individus au sol et qu'il n'a pas été largué par un avion.

L'image 8 montre le diffuseur de sarin improvisé avec une fusée d'artillerie typique de 122 mm et la fusée d'artillerie modifiée utilisée dans l'attaque au sarin du 21 août 2013 à Damas.

À cette époque (le 30 août 2013), la Maison-Blanche d'Obama a aussi publié un rapport de renseignement contenant des inexactitudes évidentes. Par exemple, le rapport indiquait sans équivoque que la fusée d'artillerie contenant le sarin utilisée à Damas avait été tirée depuis une des zones contrôlées par le gouvernement syrien. Il s'est avéré que la munition particulière utilisée dans cette attaque ne pouvait pas aller plus loin qu'environ 2 km, donc très loin d'une zone contrôlée par le gouvernement syrien à cette époque. Le rapport de la Maison-Blanche à l'époque contenait aussi d'autres erreurs cruciales et importantes que l'on pourrait convenablement qualifier d'amateurs. Par exemple, le rapport affirmait que les lieux de lancement et l'impact des pointes des roquettes d'artillerie avaient été observés par des satellites des États-Unis. Cette affirmation était absolument fausse et n'importe quel analyste du renseignement compétent l'aurait su. On pouvait voir les fusées depuis le Space-Based Infrared Satellite (SBIRS) mais le satellite ne pouvait absolument pas voir les points d'impact parce que les points d'impact n'ont pas été accompagnés d'explosion. Ces erreurs étaient des indicateurs clairs que le rapport de renseignement de la Maison-Blanche avait en partie été fabriqué et n'avait pas été vérifié par des experts du renseignement compétents.

La même situation semble se répéter avec l'actuel rapport de renseignement de la Maison-Blanche. Aucun analyste un tant soit peu compétent ne se prononcerait sur le fait que le cratère présenté comme la source de l'attaque au sarin soit une preuve que le projectile proviendrait d'un avion. Aucun analyste un tant soit peu compétent ne pourrait se prononcer sur le fait que la photo de la carcasse de la cartouche de sarin soit effectivement une cartouche de sarin. N'importe quel analyste compétent aurait des doutes quant à savoir si les débris dans le cratère sont réels ou une mise en scène. Aucun analyste compétent n'aurait laissé passer le fait que la cartouche de sarin a été écrasée avec force par le dessus, plutôt que explosée à l'aide d'une charge explosive à l'intérieur. Toutes ces grossières erreurs d'amateurs montrent que ce rapport de la Maison-Blanche, tout comme le précédent rapport de la Maison-Blanche sous l'administration Obama, n'a pas été examiné correctement par la communauté du renseignement, comme cela a été rapporté.

J'ai travaillé avec la communauté du renseignement par le passé et je m'inquiète gravement de la politisation du renseignement qui semble arriver de plus en plus fréquemment ces derniers temps ; mais je sais que la communauté du renseignement possède des analystes très compétents. Et si ces analystes avaient correctement été consultés sur les déclarations du rapport de la Maison-Blanche, ils n'auraient pas approuvé ce document.

Je suis disponible pour développer substantiellement ces commentaires. Je n'ai eu que quelques heures pour examiner rapidement le rapport de la Maison-Blanche. Mais une lecture attentive rapide montre sans beaucoup d'analyses que ce rapport ne peut pas être correct, et il semble que ce rapport n'a pas été correctement vérifié par la communauté du renseignement.

C'est un problème vraiment très grave.

Le président Obama a été initialement mal informé sur les supposés indices du renseignement selon lesquels la Syrie avait perpétré l'attaque à l'agent neurotoxique à Damas, le 21 août 2013. C'est une information qui est désormais publique. Le président Obama a indiqué que sa compréhension initialement fautive était due au fait que les renseignements montraient clairement que la Syrie était la source de l'attaque à l'agent neurotoxique. Cette information fautive a été corrigée lorsque le Directeur du renseignement national d'alors, James Clapper, a interrompu le Président durant un exposé des renseignements. D'après le président Obama, M. Clapper a dit au Président que les renseignements selon lesquels la Syrie était l'auteur de l'attaque n'étaient pas un truc facile à faire avaler.

La question à laquelle doit répondre notre nation est comment le Président a-t-il été initialement induit en erreur sur des conclusions aussi profondément importantes ? Une deuxième question, tout aussi importante, est comment la Maison-Blanche a produit un rapport de renseignement manifestement incorrect et amateur, qui a été rendu public et jamais rectifié ? La même information fautive dans le rapport du renseignement publié par la Maison-Blanche le 30 août 2013 a été solennellement fournie par le Secrétaire d'État John Kerry dans sa déposition au Comité des affaires étrangères du Sénat !

Nous faisons de nouveau face à une situation où la Maison-Blanche a publié un rapport de renseignement manifestement faux, trompeur et amateur.

Il est tard dans la soirée pour moi, donc je vais arrêter mon examen ici.

Je suis prêt à fournir à mon pays toute analyse ou toute aide qui relève de ma compétence. Ce que je peux dire de façon certaine

ici, c'est que ce que raconte maintenant la Maison-Blanche au pays ne peut pas être vrai et le fait que cette information a été fournie dans ces conditions pose les questions les plus sérieuses sur la gestion de notre sécurité nationale.

Sincèrement vôtre, Theodore A. Postol

Professeur émérite en science, technologie et en politique de sécurité nationale

Massachusetts Institute of Technology

Theodore Postol est professeur de Science, Technologie et de Stratégie en Sécurité Nationale dans le programme de Science, Technologie et Société du MIT (Massachusetts Institute of Technology). Il a fait ses études de premier cycle en physique et de deuxième cycle en ingénierie nucléaire au Massachusetts Institute of Technology. Après avoir obtenu son doctorat, le Professeur Postol a rejoint l'équipe du Laboratoire National Argonne, où il a étudié la dynamique microscopique et la structure des liquides ainsi que des solides amorphes à l'aide de la diffusion de neutrons, de rayons X, et de lumière, en parallèle avec des techniques informatisées de dynamique moléculaire. Par la suite, il s'est dirigé vers le bureau du Congrès d'Évaluation Technologique pour étudier les méthodes de déploiement des missiles MX, et, plus tard, il a travaillé comme conseiller scientifique auprès du chef des opérations navales.

Après avoir quitté le Pentagone, le Professeur Postol a participé à la mise en place d'un programme à l'Université de Stanford pour former les chercheurs en milieu de carrière à étudier les développements dans les technologies d'armement relatives à la défense et à la stratégie de contrôle des armes. En 1990, la Société Américaine de Physique remet le prix Leo Szilard au Professeur Postol. En 1995, il reçoit le prix Hilliard Roderick des mains de l'Association Américaine pour l'Avancée des Sciences, et en 2001 le prix Norbert Wiener remis par Les Professionnels de l'Informatique pour la Responsabilité Sociale pour avoir débusqué un grand nombre d'affirmations fausses sur les défenses par missiles.

- Erdogan et Poutine soutiennent l'enquête sur Khan Cheikhouna - Reuters

Le président turc Recep Tayyip Erdogan et son homologue russe, Vladimir Poutine, sont convenus jeudi de soutenir l'enquête de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) sur l'attaque de Khan Cheikhouna, rapportent des sources présidentielles turques. Reuters 14 avril

- Ayman Soussan à l'opinion occidentale: vos dirigeants vous mentent sur la réalité syrienne - sputniknews.com

Dans une interview accordée à Sputnik, le ministre adjoint des Affaires étrangères syriens Ayman Soussan évoque la diabolisation de l'État syrien et du Président Bachar el-Assad, ainsi que d'autres «grands mensonges» colportés par les dirigeants occidentaux à leurs peuples à l'encontre de la réalité syrienne.

Lorsqu'on parle de la guerre qui est en cours en Syrie, on parle du monde entier, puisque les événements dans ce pays constituent « le sort du monde », explique à Sputnik le ministre adjoint des Affaires étrangères syriens Ayman Soussan.

Il a fait remarquer que, dans les médias français, il y avait « un grand manque d'informations » et, au contraire, un important afflux de clichés qui imposent une répartition des rôles, selon laquelle l'État syrien serait le méchant. D'après M. Soussan, « on a besoin de plus d'efforts pour que l'opinion publique connaisse la réalité ». Ainsi, il s'adresse à l'opinion occidentale :

« Vos dirigeants vous ont menti sur la réalité de ce qui se passe en Syrie. [Ils] savent réellement ce qui se passe en Syrie. [...] L'histoire jugera bien ce que les dirigeants et les chancelleries occidentales ont joué et ont fait dans cette affaire syrienne ».

La liste des sujets contrefaits par l'Occident commence par une note des renseignements américains portant sur l'incident récent survenu à l'aérodrome de Shayrat, notamment sur l'utilisation de l'arme chimique par la Syrie. M. Soussan qualifie cette note de « pire mensonge ». Et d'expliquer :

« Je le nie catégoriquement et je suis devant les auditeurs, sûr, certain et sincère de ce que je dis. [...] Les Américains eux-mêmes, au milieu de 2014, ont annoncé que l'arsenal chimique syrien était démantelé. Ce sont les Américains qui le disent, pas nous ».

À la déclaration de François Hollande affirmant qu'il était satisfait des frappes américaines contre la base de Shayrat, M. Soussan a lancé qu'il « aurait mieux fait de laisser un bon souvenir et changer de cap, qui a été un fiasco total, pour la sécurité de la France, de l'Europe et du monde ».

Cependant, d'après M. Soussan, le principal résultat de la coalition dirigée par les États-Unis est la multiplication par deux des territoires contrôlés par Daech :

« Ça veut dire que les États-Unis ne sont pas sérieux dans leur combat contre le terrorisme, pour une seule raison : parce que ce sont les Américains qui ont créé Daech », estime-t-il.

En outre, il a déclaré que Daech était également soutenu par de grandes puissances, des pays limitrophes comme la Turquie et les monarchies pétrolières, qui payent sans compter.

Malgré 90 courriers envoyés à l'Onu par la Syrie portant sur l'interdiction des armes chimiques ainsi que sur l'effort des organisations terroristes pour s'en procurer, « il n'y a eu aucune, aucune mesure », estime le ministre adjoint des Affaires étrangères syriens. Concernant les renseignements sur les réseaux terroristes en Europe, M. Soussan estime que selon leurs statistiques, il y a 5 000 terroristes venant de pays de l'Union européenne :

« Imaginez si ces 5 000 [djihadistes, ndlr] reviennent en Europe, ce qu'ils peuvent faire. Déjà, à Bruxelles et à Paris, avec une petite poignée de terroristes ils ont créé le désordre, la pagaille et la peur », poursuit-il.

Ensuite, le ministre adjoint des Affaires étrangères syriens revient sur la définition des soi-disant « rebelles modérés » et pour bien illustrer l'absurdité de cette notion, il compare la situation à l'Europe :

« Qu'est-ce que "rebelle modéré" veut dire ? Quelqu'un qui porte les armes et vous tue, comment peut-on l'appeler modéré ? Imaginez un Basque porter les armes pour son indépendance. Peut-on le qualifier d'opposant modéré ? [...] L'opposition modérée, pour nous ça veut dire opposition qui a un agenda national, avec qui l'on peut discuter ».

D'après M. Soussan, la déclaration des médias occidentaux selon laquelle il est difficile d'évaluer les pertes à Alep-Est est un autre exemple de manipulation et de diabolisation de l'État syrien :

« Pendant trois ans, les terroristes ont retenu des personnes en otage ! Personne ici n'a parlé des 12 000 victimes des mortiers et des bombes de gaz lancées à Alep-Ouest. Le gouvernement syrien a libéré Alep des 7 000 terroristes qui tenaient en otage 300 000 habitants ».

Ce qui est aussi important, d'après le ministre adjoint des Affaires étrangères syriens, ce sont les informations diffusées dans les médias occidentaux selon lesquelles la ville d'Alep a été complètement rasée, ce qui est aussi un grand mensonge.

Suite à l'invitation de Ayman Soussan à Paris, Jean Marc Ayrault s'est dit « indigné » qu'« après l'ignoble attaque chimique, des députés LR invitent un vice-ministre d'el-Assad, à Paris, au centre culturel russe ». M. Saussan a également fait part de son opinion à cet égard :

« J'ai l'impression que M. Ayrault n'a fait que condamner, être indigné, être choqué, depuis qu'il est là. Il n'a rien fait. »

Et de conclure :

« Je pense, comme ministre des Affaires étrangères d'un pays civilisé, qu'il aurait mieux fait de m'inviter à prendre un café pour parler et discuter afin de sortir de cette crise. Dans des temps pareils, le dialogue, ce n'est pas un luxe, c'est une nécessité. C'est comme ça que les gens civilisés se comportent ». sputniknews.com 13.04

- Syrie: Bachar al-Assad se défend après l'attaque chimique présumée - AFP

Le président syrien Bachar al-Assad a accusé les pays occidentaux d'avoir monté l'attaque chimique présumée à Khan Cheikhoun, qualifiée de "crime de guerre" par Washington.

Dans un entretien exclusif accordé à l'AFP à Damas, M. Assad a affirmé que son armée n'était pas responsable de l'attaque présumée qui a provoqué selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) la mort de 87 civils dans cette ville rebelle du nord-ouest syrien le 4 avril.

"Il s'agit pour nous d'une fabrication à 100%", a déclaré le chef de l'Etat syrien qui s'exprimait, mercredi, pour la première fois depuis cette attaque qui a suscité un vif choc dans le monde.

"Notre impression est que l'Occident, principalement les Etats-Unis, est complice des terroristes et qu'il a monté toute cette histoire pour servir de prétexte à l'attaque" menée le 7 avril par les Etats-Unis contre une base aérienne du régime syrien, a-t-il ajouté.

Cette attaque chimique présumée a provoqué une brusque montée des tensions autour du conflit en Syrie. Dénonçant une attaque "très barbare", le président américain Donald Trump a ordonné le bombardement de la grande base d'Al-Chaayrate,

la première frappe américaine contre le régime depuis le début du conflit en 2011.

"Notre puissance de feu, notre capacité à attaquer les terroristes n'a pas été affectée par cette frappe", a affirmé M. Assad à l'AFP.

Pour l'administration américaine, il n'y a "pas de doute" que le régime de Damas est responsable de l'attaque chimique présumée. Et M. Trump a jugé "possible" que la Russie, principal allié de Damas, ait été au courant de cette attaque.

Cette attaque est un "crime de guerre", a jugé jeudi la diplomatie américaine en dénonçant le contenu de l'entretien exclusif qu'a accordé le chef de l'Etat syrien à l'AFP.

"Malheureusement, c'est du Assad typique. Il tente de balancer des fausses informations, de semer la confusion", a condamné le porte-parole du département d'Etat Mark Toner. "Ce n'est pas seulement une violation des lois de la guerre, mais c'est, nous le pensons, un crime de guerre", a-t-il insisté à propos de l'attaque à Khan Cheikhoun.

Dans l'entretien à l'AFP, le président syrien a assuré que son régime ne possédait plus d'armes chimiques depuis leur destruction en 2013. "Il y a plusieurs années, en 2013, nous avons renoncé à tout notre arsenal.

Le regain de tension entre Américains et Russes a été palpable durant la première visite du secrétaire d'Etat Rex Tillerson à Moscou où il a rencontré mercredi le président Vladimir Poutine après le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

M. Tillerson a déploré le "faible niveau de confiance entre (nos) deux pays".

"A l'heure actuelle, nous ne nous entendons pas du tout avec la Russie", a reconnu Donald Trump à Washington, en évoquant une "relation peut-être au plus bas (niveau) de tous les temps". Mais jeudi, il s'est dit convaincu que les choses "vont s'arranger" avec la Russie.

M. Poutine a, lui, estimé que les relations bilatérales s'étaient détériorées depuis l'arrivée à la Maison Blanche de M. Trump qui avait pourtant prôné au début de sa présidence un rapprochement avec Moscou.

Mais M. Lavrov a indiqué jeudi au sujet de sa rencontre avec M. Tillerson que les deux hommes étaient "arrivés à la position commune qu'une situation semblable ne doit pas se répéter", en allusion à la frappe contre la base.

- 'Hystérie occidentale' -

"Sur fond d'hystérie occidentale, il est fondamental de ne pas succomber aux provocations et de ne rien permettre qui puisse casser les efforts entrepris dans le cadre des processus (de paix) de Genève et d'Astana", a ajouté M. Lavrov qui a rencontré jeudi à Moscou son homologue syrien Walid Mouallem.

Dans une autre illustration des divisions internationales sur la Syrie, la Russie a mis mercredi à New York son veto à un projet de résolution du Conseil de sécurité présenté par les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni et réclamant une enquête sur l'attaque de Khan Cheikhoun.

Interrogé par l'AFP, M. Assad a affirmé qu'il n'accepterait "qu'une enquête impartiale" sur Khan Cheikhoun, en s'"assurant que des pays impartiaux y prendront part pour être sûr qu'elle ne sera pas utilisée à des fins politiques".

L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques a annoncé avoir ouvert une enquête et a dit jeudi que l'attaque chimique présumée était "une allégation crédible", selon des évaluations préliminaires de ses experts.

A Moscou, M. Tillerson, qui avait semblé s'accommoder fin mars d'un maintien au pouvoir du président syrien, a réclamé le départ "organisé" de M. Assad dans le cadre d'une transition politique.

Mais M. Lavrov a rappelé les précédents chaos provoqués selon lui par les chutes des "dictateurs" irakien Saddam Hussein ou libyen Mouammar Kadhafi.

Moscou intervient militairement en soutien à Damas depuis septembre 2015 et les Etats-Unis pilotent depuis septembre 2014 une coalition internationale luttant contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI). AFP 14.04

Commentaire d'un internaute

- *"Plus personne ne croit les mensonges même pas subtils des gouvernements occidentaux désireux de renverser la seule*

*autorité légitime de Syrie et plonger sa population dans un chaos total. Nous ne sommes plus en 1960. Nous ne gobons plus de tels mensonges."*

- Attaque d'Idlib: Lavrov dénonce la réticence des pays occidentaux à envoyer des experts sputniknews.com

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a qualifié de «faux prétextes» l'absence de volonté des pays occidentaux d'envoyer des experts sur les lieux de l'attaque chimique perpétrée à Idlib.

Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a commenté l'absence de volonté des pays occidentaux d'envoyer des experts sur les lieux d'une frappe aérienne sur la ville de Khan Cheikhoun dans la province d'Idlib, en Syrie, qui a été suivie par l'intoxication aux produits chimiques de nombreux habitants.

« Pour répondre à la question de nos collègues américains, français et britanniques — pourquoi ferment-ils les yeux sur le fait qu'il est nécessaire de visiter non seulement l'aéroport (en Syrie), qui, selon leurs soupçons, aurait été l'endroit où des avions auraient été chargés avec des armes chimiques, mais aussi l'endroit où ces obus auraient été tirés », a déclaré Sergueï Lavrov.

Et d'ajouter: «Ils ont dit qu'ils ne savaient pas qui contrôlait cette région, qu'il était dangereux d'y envoyer des inspecteurs. Ce ne sont que de faux prétextes ».

Selon le ministre, « tous savent parfaitement que la région où l'aviation syrienne a porté des frappes est contrôlée ces six derniers années par Daech, et que des armes chimiques produites dans cette région ont été utilisées en Irak et en Syrie ». sputniknews.com 13.04

- «Les USA mènent un double jeu dans la région syrienne d'Idlib» - sputniknews.com

La région d'Idlib est au cœur de la guerre en Syrie. Les États-Unis, la Turquie, l'opposition syrienne et les groupes radicaux y cherchent à atteindre leurs objectifs qui ne sont pas toujours compatibles, selon un expert turc interrogé par Sputnik.

Les États-Unis mènent un double jeu dans la région syrienne d'Idlib, point névralgique de la guerre en Syrie, a déclaré à Sputnik Fehim Tastekin, analyste politique et expert turc du Proche-Orient, commentant la situation en Syrie après la frappe américaine contre la base aérienne de Shayrat.

« D'une part, les Américains luttent contre Daech aux côtés des Kurdes, d'autre part, la CIA essaie de soutenir les groupes d'opposition radicaux par tous les moyens, parce que la Syrie est loin d'être un pays que les États-Unis considèrent comme leur ami », a indiqué M. Tastekin.

Selon l'analyste, les États-Unis ont profité de la discussion sur l'emploi présumé d'armes chimiques et tiré une soixantaine de missiles contre une base syrienne afin de se créer une marge de manœuvre en Syrie sur fond de relations tendues avec Moscou.

« On ne peut pas dire que les États-Unis ont renforcé leur position par leur frappe [...]. Mais les États-Unis se posent comme objectif d'évincer la Syrie et l'Iran de la région en tant qu'acteurs géopolitiques. Ils poursuivront leurs tentatives de le faire », a estimé M. Tastekin.

Les actions turques déstabilisent aussi la situation en Syrie, d'après lui. La Turquie, qui aide les forces radicales et l'opposition syriennes, a déjà atteint le point de non-retour. Elle comprend que si les groupes armés qu'elle soutient essuient une défaite en Syrie, ils se retireront sur son territoire.

« La Turquie s'est mise dans une position où elle ne peut plus renoncer à ses objectifs en Syrie », a-t-il noté.

Les enjeux sont de poids pour tous les acteurs compte tenu de la situation imprévisible en Syrie.

« La région d'Idlib sera le théâtre où se jouera le dernier acte de la tragédie baptisée Guerre en Syrie. Ici, on assistera aux affrontements les plus violents, tant sur le plan militaire que politique, entre les acteurs principaux de la région », a conclu M. Tastekin. sputniknews.com 14.04

Xénophobie ordinaire au service de la propagande de guerre. Il faut bien justifier l'économie de guerre auprès des peuples.

- Assad, un autocrate honni par l'Occident, défendu par la Russie - AFP

## Commentaires d'internautes sur la Russie et les Etats-Unis.

1- "Honneurs" par la classe politico-médiatique occidentale, pas par les peuples Européens. Nuance ! Ce mépris affiché par les médias, de l'opinion générale des citoyens qui "pensent mal" va se payer très cher, bandes de terroristes intellectuels manipulateurs."

2- "L'Occident préfère s'allier avec le très démocrate-roi d'Arabie Saoudite qui coupe des têtes, lapide des femmes, fouette à tout bras, l'Occident préfère voir la Syrie sous la coupe des terroristes djihadistes, les fameux égorgeurs "modérés"..... Honte et déshonneur sur l'Occident!"

3- "Les médias ont vite zappé sur la manifestation des étudiants syriens, condamnant l'intervention américaine sur leur pays le journal de 20 H. G. Bouleau : pas même un mot."

J'ai trouvé un article qui relatait cette manifestation, mais pas dans un média occidental.

- Les étudiants de Damas manifestent contre les frappes US à Shayrat - sputniknews.com

Les étudiants syriens sont descendus dans les rues de Damas pour protester contre le bombardement de la base aérienne de Shayrat, une agression qui, selon eux, atteste de la politique de deux poids deux mesures des États-Unis.

Indignés par la récente agression des États-Unis contre leur pays, les étudiants ont marché le 12 avril dans les rues de Damas. Les manifestants se sont rendus près du bâtiment de l'Onu en brandissant des pancartes montrant leur gratitude à l'armée syrienne, à la Russie et à l'Iran pour leur lutte contre le terrorisme. Le chef de la branche syrienne de l'Union des étudiants à l'Université de Damas Iyad Talab a expliqué à Sputnik le sens de cette manifestation.

« Avec cette manifestation, les étudiants ont condamné l'attaque des États-Unis contre l'aérodrome de Shayrat. Pour justifier l'attaque contre l'Armée arabe syrienne, qui chaque jour gagne des batailles contre les organisations terroristes, les États-Unis utilisent comme prétexte les images truquées par les Casques blancs », a déclaré le militant.

Les étudiants syriens sont descendus dans les rues de Damas pour protester contre le bombardement de la base aérienne de Shayrat, une agression qui, selon eux, atteste de la politique de deux poids deux mesures des États-Unis.

Indignés par la récente agression des États-Unis contre leur pays, les étudiants ont marché le 12 avril dans les rues de Damas. Les manifestants se sont rendus près du bâtiment de l'Onu en brandissant des pancartes montrant leur gratitude à l'armée syrienne, à la Russie et à l'Iran pour leur lutte contre le terrorisme. Le chef de la branche syrienne de l'Union des étudiants à l'Université de Damas Iyad Talab a expliqué à Sputnik le sens de cette manifestation.

« Avec cette manifestation, les étudiants ont condamné l'attaque des États-Unis contre l'aérodrome de Shayrat. Pour justifier l'attaque contre l'Armée arabe syrienne, qui chaque jour gagne des batailles contre les organisations terroristes, les États-Unis utilisent comme prétexte les images truquées par les Casques blancs », a déclaré le militant. sputniknews.com 13.04

4- "Là où l'Occident est hypocrite, c'est qu'il dit défendre les droits humanitaires mais s'il n'avait pas donné à tour de bras des armes à la rébellion, il y aurait longtemps que la guerre serait terminée .. Tous ces morts, un programme bien planifié !

- En 1964, on vous a raconté que le Nord-Vietnam avait attaqué la flotte US dans le Golf du Tonkin. C'était faux.

- En 1967, on vous a raconté que l'Égypte avait attaqué Israël. C'était faux.

- En 1991, on vous a raconté que l'armée de Saddam Hussein débranchait les couveuses dans les maternités de Koweït City. C'était faux.

- En 2001, on vous a raconté que les Afghans étaient derrière le 11 Septembre.

- En 2003, on vous a raconté que l'Irak possédait des armes de destruction massive. C'était faux.

- En 2011, on vous a raconté que Kadhafi massacrait son peuple. C'était faux.

- En 2014, on vous a raconté que les Ukrainiens avaient tout seuls pacifiquement renversé leur gouvernement démocratiquement élu.

- Aujourd'hui, on vous raconte le même genre de salade sur la Syrie et la Russie et vous y croyez toujours !"

5- "Toutes les preuves de l'agression américaine contre la Syrie sont sur les sites officiels américains, et ils osent nous faire croire que ce n'était pas prévu ? Déjà il y a eu la signature par Bush de "l'accountability syrian act" en 2003 vraie déclaration de guerre contre ce pays souverain :

<https://www.congress.gov/108/crpt/hrpt314/CRPT-108hrpt314.pdf>

Etude pour "régime change" en Syrie :

[https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/06/0315\\_syria\\_saban.pdf](https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/06/0315_syria_saban.pdf)

Les blocus, les accusations non fondées sur l'attentat qui a tué Hariri et juste après avoir agressé l'Irak. Quoique ce projet de faire tomber les Assad remonte loin dans l'histoire, car dès 1983 il y a eu les Frères Musulmans qui ont servi selon un plan pré-établi : <http://www.informationclearinghouse.info/46846.htm>

La partition de la Syrie ou son dépeçage en plusieurs régions sur la base religieuse et ethnique méthode bien éprouvée pour l'Usarmy :

<https://www.ruor.uottawa.ca/bitstream/10393/31052/1/ASSALY,%20Tania%20Assaly%2020141.pdf>

Reconfigurer le moyen-orient pour mieux exploiter ces ressources précieuses, voilà le projet américain du PNAC déjà connu. Combien de pays en guerre depuis 2001 ? Des millions de réfugiés convergent de ces pays bombardés, agressés par des escadrons de la mort sous bannière islamiste, encadrés, entraînés, financés par nos grands pays soit disant "démocratiques" voleurs et pilleurs depuis le colonialisme."

6- "Selon la déclaration du commandement militaire syrien, hier le 12 avril de 17h30 à 17h50 (heure de Damas) la soi-disant « coalition internationale » a porté plusieurs frappes sur les positions de Daech à Djalta, à l'est du province Deir ez-Zor, en faisant exploser le dépôt d'armes chimiques des terroristes, ce qui a causé la mort aux centaines de gens, des terroristes comme des civils.

Un grand nuage blanc est monté, devenu ensuite jaune. L'incendie durait jusqu'à 22h30, plusieurs sont morts d'étouffement.

Le ministère russe de la défense vient d'annoncer l'envoi sur place des drones de renseignement pour estimer les dégâts."

7- "Votre source ?"

8- "Ca commence à être repris par la presse française, notamment ouest-france. Sinon RT, sputnik ... <http://www.ouest-france.fr/monde/syrie/syrie-damas-fait-etat-d-un-bombardement-de-depots-de-gaz-toxique-4926866>

9- "Ce que vous dites est une des thèses permettant d'expliquer ce qui s'est passé, une deuxième étant son abdication devant l'« état profond », mais on peut en trouver d'autres.

Quelle que soit la raison, comme je l'ai déjà dit, les conséquences sont désastreuses pour lui, pour les États-Unis (qui s'en moquent) et pour la paix mondiale.

Trump passe désormais pour quelqu'un absolument imprévisible, faisant une chose et son contraire à une ou deux semaines d'intervalle. Il a violé la constitution des États-Unis en agissant sans l'aval du Congrès. Il a violé le droit international en attaquant un pays ce qui constitue le crime suprême pour l'ONU et en fait, désormais, un criminel de guerre.

Ceux qui pensent qu'il va sortir un lapin de son chapeau pour se tirer de ce borborygme me rappellent un peu les défenseurs inconditionnels de Tsipras qui, face aux actions de plus en plus douteuses de celui-ci, nous expliquaient qu'on allait voir ce qu'on allait voir.

Pour bien montrer où nous en sommes arrivés, Tillerson a quasiment posé un ultimatum aux Russes. En substance, soit avec nous et contre Assad, soit avec Assad et contre nous."

### [Guerres et stratégie du chaos, déstabilisations des Etats par les Etats-Unis et l'UE.](#)

Afghanistan

- Afghanistan: les Etats-Unis larguent "la mère de toutes les bombes" - AFP

Les Etats-Unis ont largué jeudi contre le groupe Etat islamique en Afghanistan la plus puissante bombe non-nucléaire qu'ils aient jamais employée, surnommée la "mère de toutes les bombes", pour la plus grande fierté du président américain.

"Je suis tellement fier de nos militaires. C'est un nouveau succès", a déclaré Donald Trump à la presse.

"Je leur ai donné carte blanche. (...) Franchement, c'est pour cela qu'ils ont autant de succès ces derniers temps. Si vous comparez ce qu'il s'est passé ces huit dernières semaines à ces huit dernières années, vous verrez qu'il y a une énorme différence", a-t-il ajouté.

La frappe avec la bombe GBU-43, représentant environ onze tonnes de TNT, a visé vers 14h30 GMT une "série de grottes" dans la province de Nangarhar (est de l'Afghanistan), où un soldat américain a été tué dans une opération contre les jihadistes le week-end dernier.

Cette énorme bombe guidée par GPS, longue de plusieurs mètres et larguée par la porte arrière d'un avion de transport C-130, n'avait jamais été utilisée au combat auparavant.

Elle a été lâchée en soutien aux forces afghanes et américaines opérant dans la région, selon le Pentagone.

"C'est la plus forte explosion que j'ai jamais vue. L'endroit a été envahi par des flammes très hautes", a déclaré à l'AFP Esmail Shinwari, gouverneur du district d'Achin où la munition a été larguée.

"De lourdes pertes ont été infligées à l'ennemi", a relevé Shahhussain Murtazawi, un porte-parole de la présidence afghane, sur Facebook.

La bombe est connue sous l'acronyme MOAB (Massive Ordnance Air Blast), ou bombe à effet de souffle massif. Elle détonne juste avant de heurter le sol, créant une onde de choc destructrice.

Selon Hans Kristensen, expert de la Fédération des scientifiques américains spécialisé dans la surveillance de l'arsenal militaire américain, elle a une puissance égale à environ 1/30ème de celle de la plus petite bombe nucléaire américaine actuelle, la B61-12.

Selon l'US Air Force, le dernier test de la bombe GBU-43 en 2003 avait provoqué un panache de poussière et de fumées visible à plus de 32 kilomètres. AFP 13.04

Méga-bombe larguée en Afghanistan: Snowden dévoile la véritable cible - sputniknews.com

En réalité, la bombe américaine larguée hier dans l'est de l'Afghanistan visait les tunnels des terroristes dont la construction avait été financée par la CIA, a écrit Edward Snowden sur son compte Twitter.

Pour appuyer ses propos, M. Snowden a publié un article du journal américain New York Times où il est écrit noir sur blanc que la construction des tunnels de Tora Bora, un réseau de cavernes situées dans les montagnes de Safed Koh (est), a été « financée en partie par la Central Intelligence Agency (CIA) » dans les années 1980, quand la CIA soutenait les djihadistes face à l'URSS.

« Tora Bora était une base fortifiée (...) un complexe construit pour les moudjahidines (combattants engagés dans le djihad, ndlr), qui a été en partie financé par la CIA », d'après le New York Times. sputniknews.com 14.04

Iran

- Washington prend des sanctions contre le frère du commandant des GRI - Reuters

Les Etats-Unis ont mis en place des sanctions contre le frère du commandant des Gardiens de la révolution (GRI), Qassem Soleimani, pour son implication présumée dans des violations des droits de l'homme dans des prisons iraniennes, a annoncé jeudi la Maison blanche.

Russie

- Prise d'otages de Beslan: la Russie condamnée pour défaillances - AFP

La Russie aurait pu empêcher la prise d'otages de Beslan en 2004 et a fait preuve de graves défaillances dans sa gestion, a jugé jeudi la Cour européenne des droits de l'Homme, une décision qualifiée d'"inadmissible" par Moscou.

- La Russie ne participera pas à l'Eurovision 2017 - sputniknews.com

L'Union européenne de radio-télévision a confirmé que la Russie ne participerait pas à l'Eurovision 2017 qui se tiendra à Kiev. Ioulia Samoïlova, candidate russe qui a été interdite d'entrer en Ukraine, a fait part de sa réaction suite à cette nouvelle.

Cette année, la Russie ne prendra pas part au Concours Eurovision de la chanson qui aura lieu à Kiev. La chaîne de télévision russe Pierviy Kanal a également refusé de diffuser l'évènement suite aux sanctions imposées par l'Ukraine à la candidate

russe, sanctions qui l'interdisent d'entrer dans le pays pendant trois ans.

Le président du comité de contrôle de l'Eurovision Frank-Dieter Freiling a fait remarquer que les organisateurs du concours condamnaient l'interdiction imposée à Ioulia Samoïlova d'entrer en Ukraine par les autorités locales :

« Nous condamnons fermement la décision des autorités ukrainiennes d'interdire à Ioulia Samoïlova d'entrer [dans le pays, ndr], puisque nous croyons que cela sape l'intégralité et le caractère non-politique de l'Eurovision et sa mission d'unifier tous les peuples dans le cadre de la concurrence amicale », a-t-il déclaré.

Le 22 mars, la porte-parole du Service de sécurité d'Ukraine (SBU) a fait savoir que les services secrets ukrainiens avaient interdit à Mme Samoïlova, la candidate russe à l'Eurovision, d'entrer en Ukraine pour une période de trois ans, en l'accusant de s'être produite en 2015 en Crimée, péninsule rattachée à la Russie en 2014. Un déplacement que Kiev a qualifié de « violation de la législation ukrainienne » et en raison duquel les autorités ukrainiennes ont appelé la Russie à changer de candidat. sputniknews.com 13.04

## Venezuela

- Venezuela: nouveaux heurts après le décès d'un 5e manifestant - AFP

De nouveaux incidents ont éclaté jeudi au Venezuela après le décès d'une cinquième personne lors des manifestations contre le président socialiste Nicolas Maduro dont l'opposition demande le départ.

La police a fait usage de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc pour disperser une manifestation d'un millier de personnes jeudi à Caracas, a constaté l'AFP. Une deuxième marche de 1.500 personnes s'est déroulée sans incidents dans la capitale.

Dans la journée, une source au parquet national avait annoncé à l'AFP la mort d'un homme de 32 ans qui avait été touché par un tir mardi soir au cours d'une mobilisation dans la ville de Cabudare (nord-ouest).

"Il est effectivement mort à l'aube dans l'Etat de Lara" (nord-ouest), a déclaré cette source souhaitant rester anonyme. Il s'agit du cinquième mort depuis le début de la vague de manifestations lancée par l'opposition le 1er avril. Le parquet a ouvert une enquête.

Déjà dans ce même Etat, un adolescent de 13 ans et un homme de 36 ans avaient été tués mardi soir lors de ces manifestations, avaient annoncé les autorités mercredi.

Deux étudiants de 19 ans sont morts le 6 et le 11 avril après avoir été blessés par balle dans des conditions similaires.

Des dizaines de personnes ont été blessées et plus d'une centaine arrêtées au cours de la semaine lors d'affrontements avec la police, selon les autorités.

Le député de l'Etat de Lara Alfonso Marquina (opposition) a dénoncé sur Twitter "une nouvelle victime de la dictature". Il accuse les "colectivos", ces groupes de civils armés proches du gouvernement, d'en être responsables.

Les morts sont le produit "de la violence d'un gouvernement qui renie la Constitution", a déclaré jeudi le président du Parlement, où l'opposition est majoritaire, Julio Borges.

Des protestations sporadiques (blocages de route, rassemblements) continuent d'avoir lieu régulièrement à travers le pays.

Les antichavistes (du nom de l'ancien président Hugo Chavez, 1999-2013), qui appellent à défiler massivement lors de la "mère de toutes les manifestations", le 19 avril à Caracas, avaient également demandé à leurs partisans de se mobiliser localement ce jeudi.

L'opposition est très en colère depuis les 15 ans d'inéligibilité décidés vendredi contre l'un de leurs leaders, Henrique Capriles, principal rival de Nicolas Maduro qui l'avait battu de peu lors de la présidentielle de 2013. AFP 14.04

## Serbie

- La Serbie subit-elle une attaque diplomatique de l'Occident? - sputniknews.com

L'élection présidentielle à peine achevée, des poids lourds politiques des États-Unis et de l'UE se sont déjà élancés à Belgrade, tout d'abord le sénateur américain John McCain et ensuite le chef de la diplomatie allemande Sigmar Gabriel, situation

évaluée différemment par des experts serbes dans un entretien avec Sputnik.

La Serbie a des possibilités politiques pour regrouper autour d'elle certaines forces au Monténégro, en République serbe de Bosnie et en Macédoine et, avec le soutien de la Russie, renforcer la coopération avec la Bulgarie, ce qui peut compromettre les plans à long terme des centres d'influence atlantiques dans cette partie de l'Europe, a déclaré à Sputnik Dusan Prorokovic, du Centre des alternatives stratégiques.

« La politique extérieure de Belgrade se distingue de celle de ses voisins, ce qui est notamment illustré par ses relations avec Moscou, ainsi que sur l'exemple de la Syrie. La Serbie a été l'unique pays européen qui a répondu à l'appel de la Russie, en y envoyant une aide humanitaire en 2016. À mon avis, Belgrade a donné ainsi un signal politique explicite à Assad. La Serbie est aussi un partenaire stratégique de la Chine dans cette région », a relevé l'interlocuteur de l'agence.

Et de conclure que les visites à Belgrade de John McCain et de Sigmar Gabriel pourraient être considérées comme une tentative d'instrumentaliser la politique extérieure serbe dans l'intérêt de l'Otan et de l'Union européenne.

Or, le politologue Dragan Djukanovic interprète différemment ces visites.

Après l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, la politique américaine sur le volet balkanique ne change pas. Pour les États-Unis, l'adhésion de certains pays à l'Otan reste toujours une priorité. À l'heure actuelle, c'est le Monténégro qui est au centre de leur attention, et je ne vois pas que la Serbie soit soumise à une puissante pression, pour qu'elle change de position sur sa neutralité », a souligné M. Djukanovic.

Selon lui, les visites à Belgrade du sénateur américain et du ministre allemand s'expliquent tout simplement pas le fait que la Serbie ne cesse de pratiquer une politique dans plusieurs directions, en s'appuyant à la fois sur Washington, Bruxelles et Moscou. sputniknews.com 14.04

On a laissé de côté la Hongrie provisoirement en attendant d'en savoir davantage sur la situation.

[Ils osent tout.](#) AFP

- A Toulouse, Fillon se pose en défenseur des travailleurs - Franceinfo

Le candidat de la droite à la présidentielle François Fillon s'est posé en défenseur des travailleurs, jeudi à Toulouse, accusant ses adversaires d'avoir "capitulé sur l'industrie". Franceinfo

- Marion Maréchal-Le Pen dézingue Philippe Poutou : "un crasseux, mal rasé, mal élevé" - Closer

- Les mille et un mensonges de Bachar el-Assad - LePoint.fr

- Oui, on skie en Afghanistan ! - Franceinfo

- Le pape François va laver les pieds de détenus repentis de la mafia - AFP

- La Corée du Nord aurait "placé un engin nucléaire dans un tunnel prêt à servir dès samedi matin" - Le Huffington Post

- «[L'Otan] n'est plus obsolète. [...] C'est un rempart pour la paix internationale.» - Liberation.fr

- Attaque chimique en Syrie : des écoutes américaines prouvent la responsabilité du régime - europe1.fr

[Haut de page ↗](#)

---

Le 17 avril 2017

[CAUSERIE](#)

Pondichéry dimanche 21h55.

J'ai corrigé l'avant-propos de la causerie d'hier que j'ai mis en ligne rapidement hier sur les coups de 14h. Nous étions dimanche, notre seul jour de repos et je devais encore préparer notre salade de crudités, Selvi dormait, épuisé par sa semaine de travail et la chaleur, il faisait 43°C à l'ombre.

La causerie de lundi matin.

Nos causeries ne rencontrent pas d'écho et nous en sommes désolé.

A croire que nos lecteurs préfèrent la compagnie des bonimenteurs et autres charlatans qui les flattent. Il faut dire que l'on ne ménage personne, le ferait-on qu'on nous le reprocherait, à juste titre, donc ne changeons rien. On n'est pas là pour se faire plaisir ou se raconter des histoires.

### Quelques réflexions politiques.

Puisque obtenir votre consentement semble impossible, autant s'en passer.

La droite officielle prétendait nous imposer un modèle de société.

La droite officieuse ou la gauche si vous préférez, une fois au pouvoir y a ajouté l'arrogance et le mépris des masses laborieuses en faisant dans le déni ou l'imposture permanente.

L'extrême droite "ni gauche ni droite" va plus loin encore et ose en recourant à la désinformation, au mensonge grossier et vous fait un bras d'honneur en prime !

Ces trois étapes vers le totalitarisme coïncident avec une plus grande concentration du capital et la main mise sur le pouvoir politique et les médias par l'oligarchie.

"La gauche qui permet de gouverner" : C'est la droite, Hollande vient de le prouver une fois de plus.

- Présidentielle : "Jean-Luc Mélenchon ne représente pas la gauche qui permet de gouverner", estime François Hollande - Franceinfo

"La gauche qui permet de gouverner", cela signifie la gauche qui se fond dans les institutions pour gouverner, qui est compatible avec les institutions, qui s'y soumet donc ce n'est pas la gauche, puisque par nature elle lutte pour renverser les institutions et le régime, l'ordre établi pour instaurer de nouveaux rapports sociaux entre les classes ou les inverser en faveur de la majorité des exploités au détriment de la minorité des exploités.

On pourrait ou plutôt on devrait traduire "ni gauche ni droite" de Macron et Le Pen par extrême droite.

Contradiction du capitalisme.

La baisse tendancielle du taux de profit qui se matérialise par l'érosion continue du poids des salaires dans l'économie depuis le début des années 1980 au sein des pays riches" (FMI), se traduit par un chômage de masse et un nombre toujours croissant de travailleurs employés à temps partiel, précarisés, et par conséquent qui vont consommer moins, qui vont être rejetés du marché ou devenir insolubles. Ce processus alimente la surproduction et la concurrence que se livrent les multinationales pour conserver ou accroître leurs parts de marché pour écouler leurs marchandises.

L'art de brasser du vent pour qu'il continue de souffler dans la même direction.

Certains se gossent des perles des médias, alors qu'ils ne sont pas en reste. On pourrait prendre une multitude de sujets et faire le même constat. Les articles suivants ont également été publiés tels quels par d'autres blogs ou portails.

La tactique de Tsipras pour résister aux pressions de la mafia financière (legrandsoir.info) (01.07.15) De nouveau, la Grèce peut sauver l'Occident (mondialisation.ca) (03.07.15) Syriza donne une leçon magistrale de démocratie au monde (mondialisation.ca) (04.07.15) Tsipras ne capitule pas, il poursuit sa stratégie (legrandsoir.info) (10.07.15)

Peu de temps après, ils publieront de nombreux articles sur la Grèce où on pourra lire exactement l'inverse, toujours tels quels.

Les sociaux-démocrates et les staliniens accompagnent le capitalisme, les appareils des syndicats font de même, et ceux qui se présentent comme des anti-impérialistes les imitent.

Les médias dits alternatifs colportent des illusions dans ceux qui prétendent contester le régime tout en le préservant, contradiction qui se traduit par des désillusions douloureuses sans que cela les gêne le moins du monde.

Ceux qui rédigent ces articles ne sont pas directement concernés par les conséquences désastreuses ou tragiques de la survie du capitalisme, ils bénéficient d'un statut supérieur à la majorité des exploités, ils les analysent comme ils commenteraient une course hippique ou un défilé de mode ou de majorettes.

La seule chose qui distingue ces médias dits alternatifs réside dans les faits qu'ils portent à notre connaissance et que les médias institutionnels censurent. Il ne faut pas leur en demander ou en attendre davantage. Il faut prendre les différentes analyses qu'ils proposent comme autant d'hypothèses et rien d'autres, ensuite c'est à chacun en recoupant les faits de réaliser sa propre interprétation ou de se forger sa propre conviction, de sorte que par la suite si nous nous étions trompés nous puissions déterminer quel élément de la situation nous avons négligé, sur ou sous-estimé, ce qui nous permettra d'aiguiser notre esprit critique et de progresser.

Ce matin j'ai fait une expérience intéressante. J'ai lu les commentaires à la suite d'une recette d'aubergines. Une personne l'a testé et l'a trouvé très bien, une autre a estimé qu'elle comportait trop d'épices, une autre qu'il n'y en avait pas assez ! Cette recette présentait une lacune, elle indiquait des quantités d'épices pour 3 aubergines, alors qu'une aubergine peut avoir une taille et un poids qui varie du simple au triple ou davantage encore, j'entends en prenant la même variété d'aubergine, donc j'en suis arrivé à la conclusion que la première personne avait préparé cette recette en employant la quantité d'aubergines correspondant à la quantité d'épices indiquée, la seconde a dû employer des aubergines de petites tailles et la troisième de grandes tailles.

Tout cela pour dire que le moindre détail pour peu qu'on le néglige peut aboutir à un résultat ou une conclusion complètement différente de celui ou de celle auquel on s'attendait. Dans le cas de notre recette les internautes étaient induits en erreur dès le départ sans le savoir, parce que la quantité d'épices indiquée correspondait manifestement à de très grosses aubergines, car une cuillère à café de graines de cumin et de paprika était une quantité importante, et effectivement avec de petites aubergines ce plat devait être immangeable, tout juste passable avec des aubergines de taille moyenne, et plutôt fade avec de très grosses aubergines.

Ces trois personnes n'ont pas interprété différemment la même recette, elles n'ont pas forcément des goûts différents, elles ont été induites en erreur par celui qui a rédigé cette recette, et celle qui s'est régalée a eu plus de chance, à moins qu'elle ait fait preuve de plus de perspicacité que les deux autres.

En voilà une faculté qui fait cruellement défaut à nos dirigeants et qui est particulièrement révélateur. Une exemple tout frais.

Certains ont appelé ou appellent à voter Hamon qui était voué à être laminé sur sa droite et sur sa gauche, du coup pour essayer de sauver les meubles ou conserver un minimum d'électeurs correspondant à la droite et à la gauche du PS, il devait faire preuve de zèle dans tous les sens et accentuer encore les contradictions auxquelles était en proie le PS, de sorte que son discours en deviendrait encore plus inaudible, au risque de mettre encore plus en lumière la véritable nature et fonction de ce parti lié organiquement au régime. Bref, c'était manifestement misé sur le mauvais cheval, qui n'avait aucune chance de figurer à l'arrivée parmi les deux partis qui seraient en lice pour le second tour.

Cela ressemble à un suicide politique de la part de ces dirigeants, car cela met en lumière la médiocrité de leurs facultés intellectuelles, leur manque de discernement ou de perspicacité, notamment, bref, cela témoigne qu'ils n'ont pas les qualités requises pour diriger un parti ouvrier.

Sur la Syrie, ils ont été aussi médiocres ou pire encore puisqu'il s'agit là d'une guerre, en ne dénonçant pas immédiatement une machination des Américains pour justifier le bombardement de la Syrie. De qui ne veulent-ils pas se couper en adoptant cette attitude, du régime, des institutions et des médias ou des masses ?

Un cuisinier amateur peut réussir un plat et passer pour un grand cuisinier en suivant à la lettre une recette, mais dans le cas de la lutte de classe il n'en existe pas de prête à l'emploi, tout repose sur les qualités, les capacités, les facultés de ses dirigeants, plus que sur leur expérience puisqu'ils peuvent très bien s'avérer incapables d'en tirer les enseignements leur permettant de progresser ou de comprendre la situation pour définir une stratégie politique.

Un cuisinier amateur qui a acquis une solide expérience en réalisant des dizaines de fois les mêmes recettes qui lui étaient suggérées, pourra par la suite se lancer et modifier les ingrédients qui entrent dans la composition d'un plat pour finalement créer une nouvelle recette. Autrement dit, c'est comme s'il allait agir sur certains facteurs qui composent la situation pour créer une nouvelle situation ou de nouveaux rapports. Encore faut-il qu'à la base il ait compris comment se comportaient ces facteurs dans une situation donnée, qu'il maîtrise ses facteurs, qu'il connaisse ses réactions et comment ils réagissent les uns sur les autres, sinon il prendra le risque de créer une situation qui n'aura rien à voir avec l'objectif qu'il se sera fixé, sa recette sera pour ainsi dire insipide, incommestible.

On se lasse de manger toujours les mêmes recettes, aussi avec l'expérience nous serons amenés à en créer de nouvelles qui

seront tout aussi excellentes que celles des meilleurs livres de cuisine. Parfois elles sont plus ou moins réussies, on rectifie et on arrive à un résultat satisfaisant, bien qu'il soit différent de celui qu'on escomptait, on a aussi parfois de bonnes surprises.

En ce qui concerne la lutte de classe, il n'existe pas de recettes, parce qu'il n'existe pas deux situations parfaitement identiques, il faut donc adapter les ingrédients au fur et à mesure que la société ou le monde se transforme pour que la sauce prenne, la seule chose que l'on sait ou sur laquelle on peut s'appuyer, c'est la nature des différentes classes qui entrent dans la composition des rapports sociaux, il suffit de s'y tenir pour trouver la bonne recette.

### [Le matraquage macronite.](#)

- Présidentielle : Macron, une semaine pour ne pas décrocher - LeParisien.fr

- Macron-Le Pen, une semaine pour ne pas tout perdre - Le Huffington Post

### [Syrie](#)

- L'armée syrienne reprend une ville de la province de Hama - Reuters

L'armée syrienne et ses alliés ont repris dimanche la ville de Soran, près de Hama, capitale de la province du même nom dans le centre-ouest de la Syrie, grâce à un soutien aérien massif de la Russie, ont déclaré des rebelles et des habitants. Reuters 16.04

Présentation fallacieuse laissant entendre que les Syriens marcheraient avec les barbares rebaptisés rebelles contre l'armée syrienne.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 16 avril 2017

### [CAUSERIE](#)

Avant-propos du premier sujet de cette causerie sur la Syrie et les Etats-Unis.

C'est tellement évident, grotesque, que cela nous interpelle forcément. La première question qu'on se posera, c'est comment avons-nous pu en arriver là tellement cela paraît à peine croyable, on ne veut pas le croire et pourtant c'est bien la réalité, le totalitarisme est en bonne voie pour devenir la forme de gouvernance mondiale.

Effectivement, ils agissent comme si les peuples n'existaient pas, normal leurs dirigeants, principalement ceux du mouvement ouvrier ont abdiqué face à la tyrannie, ils ont renié le socialisme.

C'est dialectique, la quantité se transforme en qualité.

On a refusé de caractériser le régime en place de dictature quand il comportait encore des failles permettant de le combattre pour en atténuer les conséquences ou lui attribuer un vernis démocratique trompeur ou illusoire avec lequel on s'est accommodé au lieu d'inscrire notre combat dans la perspective de le renverser, nous leur avons accordé le temps nécessaire et nous leur avons fourni les moyens de combler ces failles, qui se sont refermées comme un noeud coulant passant autour de notre cou ou de nos droits politiques, de telle sorte que nous nous retrouvons littéralement asphyxiés, tétanisés, incapables de nous dresser contre la tyrannie.

On lira des dizaines et dizaines d'articles rédigés par des gens très sérieux et publiés aux quatre coins du monde sur ce qui vient de se produire en Syrie, où finalement les faits sont dilués dans une masse de considérations individuelles sans intérêt, qui ont la vertu de nous faire perdre de vue l'essentiel ou de nous écarter des faits. Pourquoi ? Pour la raison qui a été évoquée plus haut, parce qu'on a à faire à des gens, des intellectuels qui se complaisent dans le monde dans lequel nous vivons actuellement.

Vous avez le droit de prendre pour des ignares ou des manipulateurs tous ceux qui concluent leurs articles ou analyses en affirmant que Trump ne savait pas ce qu'il faisait, qu'il aurait commis une erreur, qu'il aurait agi à la légère, qu'il serait influencé contre son gré, qu'il mentirait sans en avoir conscience, qu'il ne serait pas celui qu'on croyait, qu'il cacherait ses véritables intentions, qu'il disposerait du pouvoir, qu'il gouvernerait, etc. tout cela n'est qu'un ramassis d'inepties ou le plus souvent se mêlent vérités et contrevérités de sorte que personne ne sait quoi en penser, à croire que c'est leur objectif ou qu'ils ne le savent pas eux-mêmes. Par principe, un intellectuel sait de quoi il parle même lorsqu'il n'en sait rien, parce qu'il se croit supérieur au reste

de la population.

Trump vient de menacer la terre entière de connaître le même sort que la Syrie, et quel chef d'Etat, quel parti politique en réponse s'est engagé à rompre toute relation avec les Etats-Unis ? Aucun, absolument aucun.

J'en profite une nouvelle fois pour m'adresser aux lecteurs et leur demander leur soutien, ensuite nous verrons en fonction des réponses ce qu'on pourrait envisager de faire ensemble. Y en a-t-il qui ont réellement pris conscience du danger qui nous menace ? C'est une façon de le vérifier. Sans autre engagement de leur part je précise, c'est-à-dire sans que cela signifie qu'ils partageraient mes idées par ailleurs.

### Contexte et chronologie des faits survenus en Syrie entre le 4 et 7 avril 2017.

Khan Sheikhoun et sa région est sous le contrôle du front Al-Nusra, qui est une branche d'Al-Qaïda. Pas un soldat syrien, pas un journaliste, pas un étranger n'y était présent au moment des faits.

- Le 4 avril à 4 heures du matin les barbares ont annoncé par l'intermédiaire de leurs médias et Twitter qu'une attaque chimique allait avoir lieu.
- Le même jour entre à 6h et 6h30 du matin ils annoncent que cette attaque chimique vient d'avoir lieu.
- Ce n'est que 5 heures plus tard, entre 11h30 et 12h que l'armée syrienne lancera une attaque aérienne sur Khan Sheikhoun et sa région.
- Plus tard et les jours suivants ces barbares déguisés en casques blancs vont diffuser des vidéos censées relater cette attaque chimique, où on pourra les voir sur les lieux de cette attaque sans masque ni tenue appropriée, sans gants comme s'ils étaient immunisés contre les armes chimiques, notamment le gaz sarin.
- 72 heures plus tard sur la base des déclarations unilatérales de ces barbares, les Etats-Unis saisiront ce prétexte pour bombarder une base aérienne syrienne où est présente l'armée russe allié de la Syrie.

En conclusion, le front Al-Nusra a annoncé qu'une attaque chimique venait de se produire à Khan Sheikhoun et va l'attribuer à l'armée syrienne plusieurs heures avant que celle-ci lance une attaque aérienne sur Khan Sheikhoun et sa région.

Questions que les Américains et leurs vassaux ainsi que leurs médias ne se sont pas posés :

- Comment le front Al-Nusra a-t-il pu avoir connaissance d'une attaque chimique plusieurs heures avant qu'elle ait lieu ?
- Comment déguisés en casques blancs ont-ils pu se rendre sur les lieux d'une attaque chimique sans aucune protection et sans être eux-mêmes atteints ou emportés par ces substances chimiques ?
- Comment l'armée syrienne pourrait être responsable d'une attaque chimique s'étant soi-disant produite plusieurs heures avant son attaque aérienne ou sachant qu'elle n'était pas présente sur les lieux ?

Les réponses à ces questions permettent d'affirmer sans l'ombre d'un doute qu'on est en présence d'un scénario en deux actes fabriqué de toutes pièces par les Américains et leurs alliés du front Al-Nusra, pour justifier le bombardement de la Syrie au moment où l'armée syrienne remporte victoire sur victoire sur l'armée de barbares supplétive du Pentagone et de l'OTAN en Syrie.

Un commentaire.

- Quant au prétexte de l'attaque chimique, il n'était évidemment qu'un habillage de fin de série, mais ça, on le savait déjà. Toutefois, le fait qu'on n'ait pas éprouvé besoin de lui insuffler une once de crédibilité, sans pour autant que les masses rechignent, en dit long sur le niveau d'apathie populaire face au mensonge d'Etat d'une démocratie intrinsèquement falsifiée. Mais les officiers du Pentagone s'en moquent. Les militaires n'ont pas vocation à vivre en démocratie, ils se contentent de gérer et faire durer leur propre royaume, toujours plus puissant, robotisé, impersonnel et clos. (Antipresse n°72)

Le complément naturel de l'attaque américaine du 7 avril.

- Syrie : Des centaines de morts après le bombardement d'un dépôt de produits chimiques (Ministère de la Défense) - legrandsoir. info 13.04

Selon une déclaration officielle du ministère syrien de la Défense, la coalition dirigée par les Etats-Unis ont effectué une frappe aérienne contre des positions de Daech à Deir Ezzor, en visant un dépôt de produits chimiques appartenant au groupe, provoquant la mort de centaines de militants ainsi que de civils.

Selon cette déclaration, « Hier, entre 17h30 et 17h50, des avions de combat de la dénommée coalition anti-Daech ont frappé une position de Daech dans le village de Hatla à l'est de Deir Ezzor. Suite à l'attaque, un énorme nuage blanc s'est formé – qui a plus tard viré au jaune – après l'explosion d'un dépôt de produits chimiques. Une énorme incendie a éclatée jusqu'à 22h30. On compte des centaines de morts – y compris des civils – suite à la dispersion de produits toxiques ».

La déclaration affirme que cet incident confirme sans aucun doute que « des groupes terroristes, en particulier Daech et Jabhet al-Nosra, possèdent déjà des armes chimiques, et ont la capacité d'obtenir, transporter, stocker et employer de telles armes avec l'aide de certains pays de la région. Cela souligne aussi que ces groupes terroristes se coordonnent avec leurs soutiens pour accuser l'Armée Arabe Syrienne d'employer des armes chimiques ». (Source : <https://www.almasdarnews.com/article/breaking-civilians-killed-us-jets-bomb-isis-chemical-depot-deir-ezzor-syrian-mod/>)

- Attaque contre un convoi d'évacuation à Alep: le bilan s'alourdit à 118 morts - sputniknews.com

L'attaque terroriste, qui a visé ce dimanche un convoi d'évacuation à l'ouest d'Alep, a fait 118 morts et 224 blessés, indiquent des sources médicales. Le bilan précédent faisait état de 70 victimes et une cinquantaine de blessés. L'opération d'évacuation a repris récemment, d'après l'agence Sana.

Le bilan de l'attentat terroriste, perpétré ce samedi après-midi dans le quartier de Rachidine à l'ouest de la ville syrienne d'Alep et ayant visé un convoi de cars évacuant de la province d'Idlib les habitants des villages chiites d'Al-Foua et de Kefraya, s'est alourdi à 118 morts et 224 blessés, a appris l'agence Sputnik auprès de sources médicales.

Rappelons qu'un terroriste-kamikaze à bord d'un véhicule s'est approché de la colonne de cars garés dans le quartier contrôlé par l'opposition armée syrienne avant d'actionner sa charge explosive. Les personnes évacuées, dont beaucoup de femmes et d'enfants, attendaient leur transfert ultérieur vers un camp de réfugiés. L'explosion s'est produite près d'une station-service ce qui a déclenché un puissant incendie.

À l'heure actuelle, l'opération d'évacuation a repris, annonce l'agence d'informations syrienne Sana, et ce en dépit de cette attaque meurtrière. La première partie de cars, transportant des centaines de personnes évacuées, est arrivée à Alep.

Se référant à son correspondant sur place, l'agence Sana précise que 15 cars sont arrivés dans le quartier de Ramoussa, avant de mettre le cap sur Jibrine où les personnes évacuées seront placées dans un camp provisoire. La colonne a été précédée par des ambulances transportant des victimes de l'attentat.

Rappelons aussi qu'un accord intervenu entre l'armée syrienne et des chefs de certains groupes terroristes par le biais de médiateurs a permis de commencer l'évacuation des combattants de deux villes proches de Damas en échange de celle des habitants des villages chiites assiégés d'Al-Foua et Kefraya.

En vertu de l'accord conclu entre les belligérants, les djihadistes déployés à Zabadani et Madaïa devraient se rendre dans la province d'Idlib et plusieurs milliers d'habitants de localités chiites bloquées auront la possibilité d'aller à Alep.

Vendredi matin un convoi composé de 60 cars transportant des combattants sont partis de Zabadani. Dans le même temps, 75 cars et 20 véhicules mécanisés ont quitté Al-Foua et Kefraya avec 5 000 civils à bord.

Les localités d'Al-Foua et de Kefraya sont assiégées par des combattants depuis plus de trois ans. Environ 20 000 habitants restent encerclés dans des circonstances dramatiques, puisque l'on parle même de morts de faim. Depuis le début du siège, 2 000 habitants, dont 400 enfants, ont été tués par les terroristes. sputniknews.com 15.04

[Faites tomber les masques. Quand ils se croient tout puissants, ils commettent l'erreur d'en dire trop ou pas assez.](#)

- Quand Christophe Barbier écrit un éditorial sur les éditorialistes, la situation devient hors de contrôle - Le Huffington Post

L'ancien directeur de l'Express a eu des mots discutables sur la relation lecteurs - éditorialistes. Et les internautes ne l'ont pas loupé.

"Se confronter au terrain pollue l'esprit de l'éditorialiste." Interrogé vendredi 14 avril, sur le rôle de son métier par les lecteurs du Journal du Dimanche, Christophe Barbier donne très rapidement le ton d'un échange... étonnant.

Une interview durant laquelle l'ancien directeur éditorial de la rédaction du magazine l'Express enchaîne les petites phrases et les prises de positions discutables sur le statut de "l'éditorialiste."

"Se confronter au terrain pollue l'esprit de l'éditorialiste. Son rôle est de donner son opinion, d'affirmer ses certitudes, par essence improuvables", déclare-t-il pêle-mêle avant d'évoquer les lecteurs dans une tirade assez surréaliste, les comparant à du "lierre rampant", s'élevant grâce aux "éditorialistes" dans le rôle du "tuteur": "L'éditorialiste est un tuteur sur lequel le peuple, comme du lierre rampant, peut s'élever."

Des mots qui n'ont pas franchement plu à tout le monde, à commencer par les internautes, qui se sont allègrement moqués de la vision sociétale de Christophe Barbier.

Sur le site de l'Opinion, le blogueur Jérôme Godefroy répond lui aussi à l'éditorialiste à l'écharpe rouge. Et comme sur les réseaux sociaux, il en prend pour son grade. "Christophe Barbier passe autant de temps à réfléchir qu'à se faire maquiller avant d'entrer sur un plateau de télévision. Il réfléchit donc beaucoup", écrit notamment Jérôme Godefroy.

Régulièrement accusés - à tort ou à raison - d'être déconnectés de la réalité, nul doute que cette intervention de Christophe Barbier ne va pas arranger la vision qu'ont les Français des éditorialistes. "Et l'on s'étonnera, devant tant de vanité, que les journalistes soient à ce point détestés...", conclut pour sa part Godefroy. Le Huffington Post 15.04

Sous la dictature de fer de l'oligarchie, l'éditocrassie consiste donc non pas à informer, mais à asséner des certitudes "improuvables" que le peuple incrédule et servile est destiné à adopter sans broncher.

On a à faire à de dangereux psychopathes. Et dire que cela laisse indifférent nos dirigeants...

Terrifiant, non ?

[Régime, institutions et élections en quête de légitimité.](#)

Matraquage macronique.

- Le 23 avril, assisterons-nous à la mort du clivage gauche-droite? - Le Huffington Post
- Macron, le trentenaire qui veut s'offrir l'Elysée pour premier trophée - AFP
- Emmanuel Macron, un jeune surdoué qui bouscule les usages - AFP
- Le Pen passe derrière Macron dans notre compilateur de sondages de l'élection présidentielle - Le Huffington Post
- Seul Emmanuel Macron s'adresse à la France plurielle - Le Huffington Post
- Ils marchent derrière Macron et ont soif de changement - AFP
- Dumontet - Macron, c'est le cœur et (en même temps) la raison - LePoint.fr

Emmanuel Macron est le seul à porter un espoir dans cette campagne. LePoint.fr

- Sens commun au gouvernement ? François Fillon "perdu, isolé" "radicalise sur la droite extrême" - Franceinfo
- Le coup de gueule du dessinateur Joann Sfar trollé par des mélenchonistes - L'Express.fr

Après avoir publié un message critique à l'égard du candidat de la France Insoumise, le dessinateur a été la cible de commentaires contradictoires sur les réseaux sociaux. L'Express.fr

- 3 fragilités du programme de Jean-Luc Mélenchon qui pourraient enrayer sa dynamique dans la dernière semaine - Le Huffington Post
- Présidentielle : Mélenchon, l'homme idéal pour... Marine Le Pen - LeParisien.fr

Un second tour Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen ? C'est le (nouveau) scénario rêvé par les équipes de campagne de la

candidate FN, alors que sa dynamique connaît un léger tassement. LeParisien.fr

## Propagande USA-OTAN

- Hongrie: contesté dans la rue, Viktor Orban maintient le cap - AFP

Le Premier ministre Hongrois Viktor Orban, contesté dans la rue pour ses projets de loi visant les universités étrangères et les ONG... AFP 15.04

- A peine libéré, l'opposant Alexeï Navalny candidat à la présidentielle - euronews.com

Alexeï Navalny ne renonce pas. L'ennemi numéro un du Kremlin est entré en campagne pour la présidentielle de 2018. Le blogueur anticorruption compte défier Vladimir Poutine, il a installé ses bureaux à Chelyabinsk. Des QG comme celui-ci, il espère en ouvrir 77 en Russie. Mais s'opposer au maître du Kremlin euronews.com 15.04

[Haut de page ↗](#)

---

Le 18 avril 2017

## CAUSERIE

### Ils l'ont constaté, et vous ?

Carnage en Syrie - Au moins 126 personnes, dont 68 enfants, ont été tués samedi à Rachidine, une localité proche d'Alep, dans le nord de la Syrie. Les habitants venaient de sortir de leurs villages, assiégés depuis cinq ans.

Commentaire d'un abonné du Figaro :

- "*Peu de bien-pensants sur les plateaux et les ondes pour condamner ce carnage perpétré par des djihadistes quand ces mêmes accusent Assad d'utiliser des gaz toxiques sans la moindre preuve ! Formatage de l'opinion... comme pour la présidentielle française !*"

Les "bien-pensants" qui sont les VRP de la propagande de guerre du Pentagone et de l'OTAN, et qui ont pour fonction de formater les esprits, soutiennent les barbares et font campagne pour Macron, normal.

### Parole d'internaute.

Commentaires d'internautes suite à l'article du GEAB *Amérique de Trump la levée du tabou du défaut de paiement US* publié par Les-crisis.fr

- "Moi je suis toujours sidéré de lire ce genre d'analyse incomplète. (...)

Maintenant au sujet de cet article, ce qu'il ne dit pas, et là où s'arrête le traitement incomplet de ce sujet, est que plus vous faites de planche à billet, de QE et d'endettement, plus les inégalités se creusent et plus les tensions augmentent au sein du corps social.

Le revers de l'argent facile c'est la dislocation d'une nation et plus largement du monde.

Loin de moi l'idée de vouloir mettre tout le monde au même revenu et de tenir des propos communistes ce n'est pas mon discours. Mais lorsque un système ne profite que toujours plus à un petit nombre toujours plus restreint, alors il y a danger. Et c'est bien cela que l'argent facile engendre.

Depuis un bon moment je me suis fait mon idée sur ce qui va probablement se passer et les prémices déjà bien avancés sont déjà là sous nos yeux. (Sauf pour ceux qui sont aveuglés par leur dogmatisme et qui par nature ont réponse à tout. - LVOG)

Il n'y aura pas de défaut, pas de catastrophe biblique de la finance ou de la bourse. (Des journalistes, des scientifiques, des dirigeants politiques ont parfois fait toute leur carrière sur la base de pronostics bidons ou de conclusions chimériques annonçant une multitude d'événements qui ne se sont jamais produits, l'imminence de la révolution, la chute de la Ve République, de la

Bourse, du dollar, la troisième guerre mondiale et j'en passe. Ils furent à la hauteur de leur statut de faussaire généralement grassement rémunéré. Les générations se succédant, ils étaient assurés de toujours trouver un public suffisamment nombreux et crédule pour croire leurs sornettes, c'était une forme de rente à vie en somme. Ils ont même des partisans, des disciples qui colportent leurs niaiseries auprès des travailleurs après les avoir théorisées, contribuant à amplifier la confusion à laquelle le peuple est en proie. Voilà comment à peu de frais le régime dispose de toute une armée de propagandistes à son service. Et ils continuent de sévir sous nos yeux. - LVOG)

Car depuis 2008, il a été décidé de mettre tout le fric nécessaire en face pour l'éviter. (Depuis 2008, tout ce fric comme vous dites dépasse 40.000 milliards de dollars (Fed, BCE, Banque centrale du Japon, Banque centrale d'Angleterre, etc. En fait on n'en connaît le montant exact, c'est une estimation basée sur les chiffres que nous avons en tête. - LVOG) Evidemment le fric à crédit j'entends, du faux argent sorti du chapeau qui ne correspond à rien de réel. (Un facteur nouveau et de type mafieux sur lequel personne ne veut se pencher. Pourquoi ? Parce qu'il faudrait réviser notre analyse du capitalisme, donc notre conception de la lutte des classes, notamment, et comme apparemment personne n'y tient ou est capable de mener à bien ce travail, on continue comme avant comme si ce facteur n'existait pas, ensuite il ne faut pas s'étonner du résultat, nul évidemment. - LVOG)

De la funny money comme on dit.

Et que se passe-t-il depuis 2008 ?

Il y a toujours plus de précaires et de pauvres et de chômeurs de part le monde, il y a des tensions qui montent de partout et des discours qui s'extrémisent sans cesse.

Donc ce n'est plus du côté des financiers qu'il faut regarder depuis un bon moment mais c'est bien dans la rue que ça se passe désormais.

C'est là où est le vrai danger et c'est là qu'on voit arriver des gros ennuis à venir. (Tout dépend de l'orientation politique des gens qui descendent dans la rue. Tous les mouvements sociaux ou politiques qui ont un penchant corporatiste ou nationaliste sont successibles un jour d'être récupérés par l'extrême droite, il est là le véritable danger, dans le refus de rompre avec le réformisme bourgeois, le social-impérialisme, l'opportunisme, bref avec le PS et le PCF et leurs satellites ainsi que les appareils corrompus des syndicats, avec les institutions.

Les militants ne sont pas des dialecticiens. La plupart ne comprennent pas que le régime de Vichy et la guerre étaient inscrits dans le Front populaire, que la Ve République fut engendrée par la IVe République, que le corporatisme est le produit du réformisme, ils louent le Front populaire, ils sont nostalgiques de la IVe République, du capitalisme des années 50-60 auquel ils attribuent des vertus démocratiques, alors qu'il était colonialiste, impérialiste, guerrier, un moindre mal comparé à notre époque et aux méfaits du néolibéralisme prétendent-ils, bref, on aura compris que ces militants sont réactionnaires et ne peuvent pas se revendiquer du socialisme. On nous rétorquera que le socialisme repose bien sur le capitalisme, sur le plan économique effectivement, mais pas sur le plan politique puisqu'il en est la négation, or bien des militants font cette confusion, ce qui les amène à s'accommoder du capitalisme et à sombrer dans l'opportunisme. Vous avez saisi ? - LVOG)

La finance n'existe plus depuis lors ou il a été décidé d'injecter de l'argent artificiel sorti de nulle part et les marchés libres sont devenus des marchés administrés qui indiquent tous de fausses valeurs. (Précisons. Non, la finance existe toujours, à ceci près qu'elle s'est emparée de tous les rouages du pouvoir, législatif, exécutif, judiciaire, médiatique, et c'est elle qui fixe les règles, dicte les lois, foment les guerres, élit les présidents, etc. Elle contrôle les monnaies, les taux de change, les instruments financiers, les matières premières, partant de là s'il y a quelqu'un qui administre les marchés, c'est bien elle, l'oligarchie financière. Son problème, c'est l'hétérogénéité du monde, des continents, des pays, des nations, des peuples, des classes qui réagissent en fonction d'autres critères ou intérêts que les siens, et leurs réactions peuvent être imprévisibles, violentes. D'où la nécessité de les contrôler ou surveiller davantage, de les infiltrer, de les corrompre, de les conditionner pour qu'ils ne soient plus en mesure de s'opposer à sa politique et à ses besoins. - LVOG)

En gros le capitalisme comme on l'entend dans le sens premier du terme a disparu depuis 2008. (Pas tout à fait, mais ce n'est pas totalement faux, disons que désormais il utilise à fond tous les moyens dont il disposait déjà depuis longtemps, la Fed a été créée en 1913 et ce sont les mêmes banquiers depuis cette date qui possèdent la planche à billets ou qui détiennent le pouvoir monétaire, le nerf de la guerre. En plaçant à la tête de l'Etat un oligarque, le capitalisme a indiqué par là qu'il estimait désormais n'avoir plus aucun concurrent susceptible de rivaliser avec lui, qu'il revendiquait tout le pouvoir et qu'il n'admettrait pas que quiconque ose lui contester, il était seul juge de ce qu'il devait en faire, le peuple étant ravalé au rang de serf... - LVOG)

Donc ces analyses de type GEAB sont dépassées et depuis bien longtemps."

Cette analyse rejoint en partie la mienne.

Ce qui déboussole les bureaucrates indéboulinables et faillis des partis ouvriers, c'est que le capitalisme ne s'est pas

effrontré brutalement, alors qu'il l'aurait dû depuis près d'un demi-siècle, ils n'en tiennent pas compte et ne cherchent pas à comprendre pourquoi ou qu'est-ce qui s'est passé, ils s'accrochent désespérément à la version du capitalisme du XIXe et XXe siècle, du coup ils produisent des analyses erronées qui se traduisent par des stratégies foireuses pour un résultat nul.

### Les institutions de la Ve République dans le registre farces et attrapes.

Faites vos jeux. Le bleu, le blanc, le rouge gagnant à tous les coups !

Le Pen-Macron  
Le Pen-Fillon  
Le Pen-Mélenchon  
Macron-Fillon  
Macron-Mélenchon  
Fillon-Mélenchon

Les chroniqueurs paniquent, quel casse-tête ! Et demain, ils deviendront hystériques, quel cauchemar !

Ils amusent la galerie qui joue à se faire peur, alors que quel que soit le résultat, cela ne changera absolument rien, disons que pour eux les choses seront plus ou moins compliquées, ils devront adapter leur discours, voire se contredire ouvertement, cela ne les changera guère... Un moment de flottement ou de confusion, puis tout rentrera dans l'ordre (établi) puisqu'il sera préservé à l'issue de cette élection, n'est-ce pas cela l'essentiel ?

- Présidentielle: l'écart se resserre au sein du quatuor de tête - AFP

L'écart se resserre entre Marine Le Pen (22%), Emmanuel Macron (22%), François Fillon (21%) et Jean-Luc Mélenchon (18%), selon un sondage OpinionWay/Orpi mardi pour Les Echos et Radio Classique. AFP 17.04

- Étude des réseaux sociaux: Fillon en avance de 2,1% sur Macron - sputniknews.com

Si le candidat Les Républicains François Fillon stagne autour des 24% dans les intentions de vote au premier tour, prévu le 23 avril, l'écart entre lui et Emmanuel Macron s'accroît et dépasse déjà la barre de 2%, témoigne une récente étude de Brand Analytics basée sur l'analyse des réseaux sociaux.

À moins d'une semaine du premier tour de la présidentielle, François Fillon cumule 24,4 % des intentions de vote. Et si au cours de ces derniers jours il n'a pas enregistré d'importante progression et continue d'osciller autour des 24 %, l'écart entre lui et Emmanuel Macron (22,3 %) a augmenté et est désormais de 2,1% contre 0,9 % le 14 avril, révèle une étude de la société de monitoring des réseaux sociaux Brand Analytics.

Crédité de 19,9 % des intentions de vote, le candidat de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, vient clore le peloton de tête.

Marine Le Pen, donnée favorite de la course présidentielle par Ipsos et Opinionway, ne recueille que 16,3 % des intentions de vote, témoigne l'étude.

Viennent ensuite avec un important écart Benoît Hamon du Parti socialiste (7,1 %), Philippe Poutou du NPA (5,0 %) et Nicolas Dupont-Aignan de Debout la France (1,4 %).

La société Brand Analytics est le leader en termes de monitoring des réseaux sociaux, selon le classement AdIndex 2016. Elle recueille les données sur les compagnies, produits, données, personnes ou événements sur les réseaux sociaux et dans les médias, définit la tonalité des messages et détermine les tendances. sputniknews.com 17.04

Le matraquage macronique.

- Macron et Le Pen en duel à Paris pour lancer le sprint final - AFP

- Porté par l'euphorie de ses partisans à son meeting de Bercy, Emmanuel Macron se voit déjà à l'Élysée - Le Huffington Post

- Macron à Bercy: un public de novices enthousiastes - AFP

- Macron : "Est-ce que vous entendez le murmure du printemps ?" - LePoint.fr

- Présidentielle : Macron, une semaine pour ne pas décrocher - LeParisien.fr

Le PS En Marche ou l'art d'accommoder les rogatons.

- Législatives : la petite manœuvre du PS pour épargner En marche ! - LePoint.fr

Selon "Le Parisien", le PS aurait trouvé la solution pour ne pas avoir à investir de candidats contre ses propres "transfuges" qui ont rallié Emmanuel Macron.

En coulisses, le PS prépare déjà le coup d'après. Conscient, que les chances de Benoît Hamon d'accéder aux plus hautes fonctions de l'État sont désormais infimes, le Parti socialiste a décidé de la jouer stratégique pour les législatives. Comme le révèle Le Parisien, un accord électoral (qui doit encore être avalisé par un vote d'Europe Écologie-Les Verts) aurait été acté la semaine dernière avec les écologistes : parmi les 42 circonscriptions qui leur ont été promises, une dizaine sont tenues par des députés PS sortants, ralliés au candidat d'En marche !, révèle le quotidien.

« Habile, la manœuvre permet au Parti socialiste de se dispenser d'investir des candidats au mois de juin contre ses propres transfuges ayant rallié Emmanuel Macron », explique Le Parisien, qui affirme que la même méthode a été employée avec les autres partenaires du PS, l'Union des démocrates et des écologistes (UDE) et le Parti radical de gauche (PRG). Le PS ne présenterait ainsi aucun candidat dans les quatre circonscriptions de Lyon, ville de Gérard Collomb, proche d'Emmanuel Macron. Un exemple parmi d'autres.

« C'était couru d'avance. Cambadélis envoie les partenaires à la casse pour avantager Macron », fulmine Danielle Auroi, député EELV sortante, dans les colonnes du quotidien. « On comprend pourquoi le PS n'a pas condamné ceux partis à En marche !. » Il est vrai que depuis plusieurs semaines, si les mots sont fermes, les sanctions elles, se font attendre pour les socialistes qui ont lâché Benoît Hamon, le candidat officiel du parti. Jean-Christophe Cambadélis a beau multiplier les menaces, le fait est que des ténors du PS, dont l'ex-Premier ministre Manuel Valls et le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian, ont déjà clairement pris position en faveur d'Emmanuel Macron, et qu'il paraît compliqué de les sanctionner. Le candidat d'En marche ! symbolise pour une partie de la gauche le vote « utile » visant à faire barrage à la candidate frontiste, une priorité pour beaucoup.

Du côté d'En marche ! le geste ne semble pas émouvoir. Emmanuel Macron revendique d'ailleurs depuis le début de sa campagne l'absence « d'accord d'appareil » qui participe à son image de candidat du renouveau. En marche ! présente d'ailleurs des candidats dans des circonscriptions où l'on retrouve des ténors du PS, notamment celle de Jean-Christophe Cambadélis.

« Ras-le-bol », « dindon de la farce »... Du côté des partenaires PS, la pilule semble en revanche avoir du mal à passer. Ceux qui sont restés fidèles au parti et au candidat investi par les militants pourraient bien se retrouver le bec dans l'eau en cas de victoire d'Emmanuel Macron à la présidentielle. De nouvelles divisions en perspective qui s'ajoutent au chaos global qui règne aujourd'hui au sein de la gauche. LePoint.fr 17.04

Commentaire d'un internaute

- "Pour ceux qui n'avaient pas compris.

*On constate, pour ceux qui en doutaient encore, que le vrai candidat du PS et de M. Hollande est bien M. Macron. M. Hamon, ce qui est injuste puisqu'il a gagné la primaire, n'est là que pour jouer les utilités.*

*Il est trahi par ceux qui auraient dû le soutenir, au premier rang desquels M. Valls et M. Hollande, qui devrait se souvenir qu'il a été si longtemps le premier secrétaire du PS.*

*Toute cette élection n'aura été qu'une vaste manipulation, d'abord pour éliminer le candidat de la droite avec des procédés de basse police et ensuite pour introniser le dauphin, M. Macron, dont on voit bien qu'il n'a pas plus de convictions que M. Hollande.*

*Commencer comme "ennemi de la finance" pour finir en installant le candidat des banques, c'est un parcours assez exceptionnel pour un homme de gauche. "*

Comme quoi ni Hollande ni le PS n'étaient de gauche.

Pour pouvoir résoudre un problème, il est préférable ou fortement recommandé de commencer par se poser les bonnes questions. Comment s'aperçoit-on qu'on se pose les bonnes questions ? Quand une question en appelle une autre et ainsi de suite, jusqu'à ce qu'on atteigne l'origine ou la "substance" d'un problème. Ce n'est qu'après qu'on sera en mesure de le relier à l'ensemble de la situation ou de le saisir dans son contexte historique, et éventuellement d'en comprendre la portée.

## Exercice pratique.

Partez de l'hypothèse que ni Hollande ni le PS n'étaient de gauche et imaginez ou cherchez tout ce que cela impliquerait, en principe un tas de questions devraient surgir spontanément à votre esprit, questions auxquelles vous devrez trouver des réponses cohérentes ou satisfaisantes. Si ce n'était pas le cas, recommencez l'exercice autant de fois que nécessaire pour y parvenir, en vous demandant si à un moment ou à un autre vous ne vous êtes pas posé de mauvaises questions.

Une mauvaise question, c'est une question à laquelle on ne peut pas répondre ou généralement une question qui n'en suscite pas une autre immédiatement. Car ce n'est que lorsqu'on est parvenu à la source de notre problème que les questions se tarissent. En fait, ce n'est pas tout à fait exact, ensuite on se posera de nouvelles questions mais elles se situeront sur un plan plus élevé, et ainsi de suite jusqu'à obtenir une vision universelle...

Quand vous vous serez livré à ce genre d'exercices des milliers de fois avec des questions très diverses, y compris de votre vie quotidienne, vous commencerez seulement à maîtriser les bases élémentaires de la dialectique. Continuez ensuite jusqu'à la fin de votre vie et vous serez assuré de mourir conscient, serein et moins idiot. C'est aussi une façon de donner un sens à sa vie, de la rendre plus supportable sans avoir à se compromettre. Vous y gagnerez en dignité, car vous en tirerez une certaine satisfaction sans attenter aux intérêts de vos semblables et en servant votre cause ou idéal.

Attention, cet exercice n'est pas recommandé aux personnes présentant de graves déséquilibres mentaux ou atteintes de troubles de la personnalité prononcés. Je dis cela très sérieusement.

Cette expérience nous conduit à remettre en cause une partie des idées qui ont façonné plus ou moins consciemment notre personnalité, elle est similaire à une auto-analyse psychanalytique et présente donc les mêmes avantages et dangers, car elle peut libérer au passage à notre insu ou inconsciemment des pulsions plus ou moins incontrôlables. Puisque cette expérience agit sur la structure de notre personnalité, elle peut la modifier ou la déstructurer provisoirement, la destabiliser, avant qu'elle ne se stabilise à nouveau sur la base de nouveaux rapports, il est donc recommandé de maîtriser pas à pas ce processus.

Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'à l'arrivée on va adopter un nouveau mode de pensée, on ne sera plus le même homme ou la même femme, nos rapports au monde extérieur s'en trouveront profondément modifiés... Maintenant on ne passe pas brutalement ou d'un coup de baguette magique de l'idéalisme au matérialisme, d'un état de conscience inférieur à un état de conscience supérieur, il ne faut pas exagérer non plus les risques que comporte cette expérience, c'est à chacun de la mener à son rythme, tranquillement, sereinement.

Cet état peut être comparé à celui d'une personne qui s'adonne à l'alcool ou à certaines drogues, et qui demeure pendant une période plus ou moins longue dans un certain état de conscience avant de redescendre sur terre, parce que même lorsqu'on a atteint un degré de conscience supérieur on n'est jamais conscient 24h/24, de la même manière qu'on ne passera pas notre temps à observer nos faits ou gestes en permanence, ni même à interpréter tout ce qu'on voit ou entend, il y a des moments où nous saisissons le monde extérieur avec davantage d'acuité que d'autres, de même que nous avons des instants de lucidité, tandis que le reste du temps nous ne prêtons pas une attention soutenue à ce qui nous entoure et c'est bien normal, c'est naturel.

Conscience et inconscience se côtoient sans forcément s'affronter ou poser problème, notre cerveau ou notre mental a besoin de ce relâchement, de cette liberté de vagabondage pour respirer ou s'épanouir, l'exercice ou l'épreuve finale réside dans notre capacité à mobiliser notre conscience quand cela est nécessaire. L'homme est perfectible, ce qui signifie qu'il n'est pas parfait et qu'il ne le sera jamais, il peut se perfectionner, progresser, devenir meilleur, sinon quel sens aurait son existence ? Soyons donc modeste, mais déterminé à progresser, pas pour en tirer profit personnellement, ce qui serait mesquin ou vulgaire, même si on en tire une grande satisfaction sur le plan individuel, parce que notre sort est lié au reste de l'humanité, à celui de notre environnement, de notre planète. Si on ne peut pas être heureux au détriment des autres, on ne peut pas progresser non plus sur le dos d'autrui. Rien ne vaut qui ne peut pas être partagé par le plus grand nombre. A suivre

## Ils osent tout

- Fillon: "36 ans au service du pays me donnent plus d'autorité morale" que Macron - AFP

- Suicide. Sauvé par un flash-ball - Liberation.fr

---

## INFOS EN BREF

## POLITIQUE

## Venezuela

- Venezuela: l'armée soutient Maduro avant une nouvelle manifestation - AFP

A deux jours d'une nouvelle grande manifestation de l'opposition, le président socialiste du Venezuela, Nicolas Maduro, a reçu lundi le soutien "inconditionnel" de l'armée, acteur incontournable du jeu politique dans ce pays en crise politique et économique.

"Les forces armées nationales bolivariennes (...) ratifient leur loyauté inconditionnelle envers Monsieur le président", a assuré le chef des armées et ministre de la Défense, Vladimir Padrino Lopez, lors d'un rassemblement de milliers de membres de la milice civile, organisé en présence de M. Maduro, face au palais présidentiel de Miraflores, à Caracas.

M. Maduro est un "président véritablement chaviste (du nom de Hugo Chavez, président de 1999 à son décès en 2013, ndr) que les forces armées admirent profondément", a affirmé le général Padrino Lopez, balayant ainsi les fissures apparues ces dernières semaines dans le clan présidentiel, avec notamment de dures critiques formulées par la procureure générale de la Nation.

Coiffé d'une casquette militaire, M. Maduro l'a remercié pour cette marque de confiance: "La loyauté se paie avec de la loyauté", a-t-il lancé face aux miliciens qui l'ovationnaient.

Cette force civile armée, créée par M. Chavez en 2010, compterait 500.000 membres aujourd'hui.

Peu avant, le chef de l'Etat avait annoncé le déploiement de soldats dans tout le pays, en amont d'une nouvelle manifestation d'opposants mercredi - date anniversaire de la révolution de 1810 qui a conduit à l'indépendance du Venezuela.

C'est aussi la date choisie par l'opposition, majoritaire au Parlement et portée par le mécontentement populaire, pour appeler à "la mère de toutes les manifestations" afin d'exiger des élections anticipées. Le gouvernement appelle pour le même jour à "la marche des marches", laissant craindre de nouvelles échauffourées.

Depuis début avril, une vague de manifestations antichavistes, marquées par de violents heurts avec la police qui ont fait cinq morts et des centaines de blessés, est organisée à travers le Venezuela pour mobiliser la population, étranglée par la crise économique de ce pays pétrolier ruiné par la chute des cours du brut.

"Fini le temps des traîtres, des trahisons, fini le temps des hésitations, que chacun se définisse: on est avec la patrie ou on est contre elle", a lancé le président vénézuélien.

L'opposition promet, elle, que la manifestation de mercredi sera "le début de la fin" pour le chavisme, qu'elle souhaite voir éjecté du pouvoir, unique moyen, selon elle, de sortir de la crise politique et économique.

Lundi, onze pays latino-américains ont demandé au Venezuela de "garantir" le droit de manifester pacifiquement. Dans leur communiqué commun, ils "rétèrent leur refus de la violence" et expriment leur "profonde tristesse" après la mort de cinq personnes lors des dernières manifestations.

Cette vague de protestations avait été déclenchée le 1er avril, par la décision du Tribunal suprême, réputé proche de Maduro, de s'arroger les pouvoirs du Parlement, déclenchant un tollé diplomatique qui l'a poussé à faire machine arrière 48 heures plus tard.

L'opposition crie à la tentative de coup d'Etat, mais le chef des armées l'a accusée lundi de s'appuyer sur des groupes d'"extrême droite" pour mener un "programme criminel" qui incluerait "des actes terroristes, des émeutes, des pillages, du vandalisme et diverses formes de violence".

L'armée au Venezuela - 165.000 hommes et 25.000 réservistes - est un acteur crucial du rapport de force politique, comme le reflète son poids au sein du gouvernement: sur 32 ministères, 11 sont dirigés par des militaires ou d'anciens militaires.

L'opposition l'accuse d'être l'unique soutien assurant le maintien au pouvoir du chavisme.

"Chavez avait intégré les militaires dans la gestion du gouvernement et la tendance s'est approfondie avec Maduro", explique à l'AFP l'analyste Luis Vicente León.

L'armée contrôle la production et la distribution d'aliments de première nécessité, actuellement frappés par une grave pénurie, mais aussi une société pétrolière, une télévision, une banque, une usine d'assemblage automobile et une entreprise de construction.

La précédente vague de manifestations ayant secoué le Venezuela en 2014 avait fait 43 morts, selon le bilan officiel. AFP 18.04

## Palestine occupée

- Plus de 1.000 Palestiniens détenus par Israël en grève de la faim - AFP

Plus d'un millier de Palestiniens détenus dans les prisons israéliennes ont entamé lundi une grève de la faim collective, un mouvement de protestation inédit depuis des années lancé par Marwan Barghouti, leader de la deuxième Intifada condamné à la perpétuité.

Cette grève de la faim vise à "mettre fin aux abus" de l'administration pénitentiaire, a indiqué Marwan Barghouti, figure de la résistance palestinienne à l'occupation israélienne, dans une tribune envoyée au quotidien New York Times depuis sa prison de Hadarim, dans le nord d'Israël.

Dans de nombreuses villes de Cisjordanie et de la bande de Gaza, des milliers de manifestants ont défilé en solidarité avec les grévistes, tant la question des prisonniers incarcérés par l'Etat hébreu --actuellement 6.500-- est centrale pour les Palestiniens.

Depuis 1967 et l'occupation par l'armée israélienne des Territoires palestiniens, plus de 850.000 d'entre eux ont été emprisonnés par Israël, selon leurs dirigeants.

Ces dernières années, plusieurs Palestiniens se sont lancés dans des grèves de la faim individuelles pour protester contre des abus. Elles les ont mené au bord de la mort et se sont conclues par des accords sur leur libération. Certains ont toutefois été arrêtés de nouveau ensuite.

Ces initiatives individuelles ont suscité de vifs débats dans la société palestinienne, de nombreuses voix dénonçant des actes dangereux pour ceux qui les mènent et sans impact sur les conditions de l'ensemble des prisonniers.

Cette fois-ci, pour la première fois depuis des années, il a été décidé d'un mouvement collectif, pour porter "des demandes humanitaires prévues dans le droit international et reconnues comme faisant partie des droits de l'Homme", a indiqué à l'AFP Fedwa Barghouti, l'épouse de Marwan Barghouti, lors d'une manifestation à Ramallah.

Les prisonniers demandent entre autres des téléphones publics dans les prisons, des droits de visite élargis, la fin des "négligences médicales" et des mises à l'isolement, ainsi que l'accès à des chaînes télévisées et de la climatisation.

La présidence palestinienne a appelé le gouvernement israélien à répondre à ces demandes pour "la liberté et la dignité des prisonniers".

La dernière grève massive dans les prisons israéliennes remonte à février 2013, lorsque 3.000 Palestiniens avaient refusé de se nourrir, durant une journée, pour protester contre la mort en détention d'un des leurs.

Marwan Barghouti, grand rival du président Mahmoud Abbas au sein de son parti du Fatah et régulièrement en tête dans les sondages sur une hypothétique présidentielle palestinienne, est à l'origine de ce mouvement, une "première" depuis son incarcération il y a 15 ans, selon son épouse.

"Les prisonniers palestiniens souffrent de torture, de traitements dégradants et inhumains et de négligence médicale, certains ont été tués en détention", a-t-il dénoncé dans sa tribune au New York Times.

Il a pointé du doigt "un apartheid judiciaire qui garantit une impunité pour les Israéliens ayant commis des crimes contre des Palestiniens et criminalise (...) la résistance palestinienne".

Environ 1.300 prisonniers participent au mouvement "et ce chiffre pourrait augmenter dans les heures à venir", a déclaré à l'AFP Issa Qaraqee, chargé de la question des prisonniers au sein de l'Autorité palestinienne. Le Club des prisonniers a évoqué le chiffre de "1.500" grévistes.

Le porte-parole de l'administration pénitentiaire israélienne Assaf Librati a parlé d'"environ 1.100" détenus dans huit prisons israéliennes. "L'administration pénitentiaire israélienne ne négocie pas", a-t-il prévenu.

Selon le Club des prisonniers, "l'administration pénitentiaire a confisqué tous les biens qui se trouvaient dans les cellules des grévistes".

Cette grève de la faim illimitée est lancée à l'occasion de "la journée des prisonniers", observée chaque année par les Palestiniens depuis plus de 40 ans. Elle est observée et relayée par des membres de tous les mouvements politiques et les

messages se sont multipliés durant la journée venus tant du Fatah que du Hamas, au pouvoir dans la bande de Gaza. La branche armée du mouvement islamiste a promis en soirée que "l'ennemi pliera et les portes des prisons se briseront" avec cette grève.

Parmi les 6.500 Palestiniens actuellement détenus par Israël, figurent 62 femmes et 300 mineurs. Environ 500 d'entre eux sont sous le régime extra-judiciaire de la détention administrative qui permet une incarcération sans procès ni inculpation. Treize députés sont aussi emprisonnés. AFP 17.04

[Haut de page ↗](#)

Le 19 avril 2017

## CAUSERIE

### Médias dits alternatifs : Mystification ou arnaque.

Examinons en titres (le 19) le blog *Les-crises.fr* de monsieur Olivier Berruyer.

Pour bien comprendre à quel genre d'entreprise foncièrement malhonnête et intéressée de surcroît nous avons à faire, prenons le cas du traitement qu'il accorde à la Syrie.

Les jours suivants l'attaque présumée chimique survenue le 4 avril dernier à Khan Cheikhoun, il a publié plusieurs articles qui concluaient tous à l'absence de preuves permettant d'affirmer que l'armée syrienne aurait utilisé ce genre d'arme.

Et ne voilà-t-il pas que le 19 avril, n'ayant manifestement pas trouvé d'articles plus récents et respectables pour faire passer le président syrien pour un horrible tyran, il publie un article d'Amnesty International datant du 7 février *Syrie : L'horrible prison de Saidnaya* accusant l'armée syrienne de se livrer un massacre sur des prisonniers, de sorte que Bachar el-Assad mérite le qualificatif de "boucher" employé par Trump pour justifier le bombardement de la Syrie le 17 avril. Or, il s'agissait d'une vulgaire machination ou d'un rapport à charge contre Assad entièrement fabriqué.

Vous avez saisi l'astuce minable, n'est-ce pas ?

Si Assad est capable de torturer et de pendre des dizaines de milliers de prisonniers, alors pourquoi ne serait-il pas capable de gazer son propre peuple, de noyer son chien, d'égorger son épouse en proclamant son innocence, franchement ? Il s'agit d'installer le doute dans le cerveau des gens par n'importe quel moyen, afin de les empêcher de se forger une conviction qui contreviendrait à l'ordre établi ou à la stratégie politique de la classe dont monsieur Berruyer représente les intérêts.

Dans l'article que j'ai rédigé et publié (1) suite au rapport d'Amnesty International je suis remonté jusqu'à la source de son commanditaire en fournissant des preuves irréfutables et sourcées que chacun pouvait vérifier : Le milliardaire américain Georges Soros qui travaille de concert avec la CIA pour déstabiliser tous les régimes qui refusent de se soumettre à la dictature de l'impérialisme américain.

On aura compris que monsieur Berruyer a publié cet article d'Amnesty International uniquement dans le but de se couvrir de toute accusation ou pour ne pas apparaître comme un suppôt de Assad, auquel cas il serait grillé dans les médias, il ne veut pas se mouiller, il ne veut pas prendre partie, ce type sournois est un péteux, la vérité des faits l'importe peu contrairement à l'image qu'il veut donner de lui-même, seule la notoriété de son blog et de sa petite personne l'intéresse.

L'art de tout dire et son contraire est très répandu comme vous avez pu le constater vous-mêmes. Il a pour origine : soit un manque de conviction pour assumer ses idées, soit plus généralement des intentions inavouables que l'on maquille en se servant d'éléments extérieurs comme caution pour brouiller les pistes pour tromper les esprits faibles ou crédules.

Note.

1- ● Qui a commandé le rapport d'Amnesty International sur la Syrie ? (12.04) (La voix de l'Opposition de gauche)

Pour le reste, ce blog sert à cautionner l'ordre établi ou à distraire, à détourner les travailleurs des questions essentielles qu'ils ont à résoudre en mettant en scène ou en instrumentalisant leurs illusions, tout en feignant de s'y opposer à l'aide de critiques parfois acerbes pour se distinguer des médias institutionnels, dont il copie finalement les méthodes détestables puisqu'il recourt également à la censure quand un lecteur tente d'insérer un commentaire incompatible avec sa ligne politique, je fais

référence ici à ma propre expérience ces derniers jours.

Quand monsieur Berruyer publie un article qu'il a rédigé ou son équipe et qu'il a signé, ce n'est qu'une suite de copier/coller d'extraits de documents ou de twitts soigneusement sélectionnés qu'il a été pêché sur Internet et qu'il aligne les uns à la suite des autres, autrement dit il n'analyse rien, il n'apporte rien à ses lecteurs, puisque le procédé qui consiste à mettre bout à bout des faits et d'en déduire certaines conclusions est à la portée du premier venu, ce qui ne l'empêche pas de se faire passer pour un intellectuel qui compte... et engrange les dons !

C'est aussi l'art consommé du lieu commun en guise de révélation comme nous allons le vérifier tout de suite.

Non, il n'était pas prévu qu'un oligarque gouvernerait en faveur de l'oligarchie ou qu'il se fondrait dans les institutions en place !

- [Vidéo] Quand Donald Trump mange son chapeau...

Dollars, monnaie chinoise, taux bas, Fed, Janet Yellen : dans l'entretien qu'il vient de donner au Wall Street Journal, Donald Trump fait un virage à 180 degrés avec tout ce qu'il a pu affirmer pendant sa campagne présidentielle.

Un relais d'une officine spécialisée dans la diffusion de la propagande de guerre Pentagone-OTAN-Bruxelles contre la Syrie.

- Syrie : L'horrible prison de Saidnaya, par Amnesty International

Parce que lutter contre la propagande de nos médias ne signifie pas non plus oublier les crimes du gouvernement en Syrie...

Avec les compléments de Trump et Obama réunis !

Comment alimenter une polémique fabriquée de toutes pièces sur la base du principe qu'il n'y a pas de fumée sans feu.

- Seymour Hersh critique les médias pour avoir mis en avant l'histoire de hacking russe sans regard critique, par Jeremy Scahill

Un article économique totalement obsolète.

[GEAB] Amérique de Trump : la levée du tabou du défaut de paiement US.

Macron ceci, Macron cela...

Une dizaine d'articles en quelques semaines, pour démontrer quoi ? Rien que l'on sache déjà !

Se soumettre ou se suicider, pas d'autres alternatives au capitalisme.

[ Vers le Grexit ?] – Grèce : l'impasse économique, par Olivier Delorme

Alors que Les-crisis.fr emploie les mêmes méthodes, par exemple en censurant les données qui contredisent la version du 11 septembre 2001 de monsieur Berruyer.

- Dérives du journalisme, naufrage d'une « journaliste » du Monde, par Jacques Sapir

Cela vaut pour absolument tous les médias dits alternatifs, anti-impérialistes, etc. Donc vigilance, à consulter ou lire en sachant que vous ne trouverez pas ici les réponses aux questions fondamentales que vous vous posez légitimement.

[Le saviez-vous ? En oligarchie tous les coups sont permis.](#)

- En Caroline du Nord, un proviseur punit les élèves à coups de planche en bois - slate.fr

Il est courant de rappeler qu'aux États-Unis, les châtiments corporels sont toujours autorisés dans vingt-et-un états. Une enquête avait révélé qu'au cours de l'année scolaire 2013-2014, 110.000 étudiants ont été punis physiquement, notamment dans le Mississippi, l'Alabama, l'Arkansas, ou le Texas. Une pratique approuvée par 75% des parents.

Mais ce système n'était pas plus remis en question qu'on ne s'intéressait réellement à la façon dont ces punitions étaient appliquées. Une école de Caroline du Nord semble désormais cristalliser le débat, explique le site NPR. C'est son proviseur, David Matheson, qui pratique lui-même la punition: à coups de planches en bois. Selon la gravité des actes, l'élève doit choisir entre une ou plusieurs journées d'exclusion, et un ou plusieurs coups. Du propre aveu d'une élève, sanctionnée pour n'avoir pas rangé son téléphone, son père a choisi pour elle: «Vous n'avez qu'à la taper.»

Ce proviseur est pourtant régulièrement alerté des effets des châtiments corporels par les associations de défense de droits de l'enfant. L'association NC Child transmet aux chefs d'établissements concernés des documents prouvant que les châtiments corporels entraînent mauvais résultats, phobie scolaire, décrochage, violence et toxicomanie. Des collectifs appellent à mettre fin à cette pratique.

Mais ni les proviseurs, ni les parents n'en ont cure: «Je pense que si plus d'écoles faisaient comme nous, la société serait bien meilleure», affirme Matheson.

Au Texas, un juge spécialisé dans la protection des mineurs avait été filmé en train de donner des coups de ceinture à sa fille. Et n'a d'ailleurs pas été poursuivi. Plusieurs autres cas de violences graves perpétrés sur des enfants ont été signalés ces dernières années aux États-Unis. Les parents, disaient avoir été inspirés par la méthode Michael Pearl, un pasteur prônant l'usage systématique de la baguette et de la fessée. Méthode qui s'est largement développée auprès de familles chrétiennes, notamment de celles pratiquant l'école à la maison. Le pasteur conseille de frapper les enfants avec un tuyau en plastique... dès l'âge de 6 mois. slate.fr 18.04

Voilà ce qu'il en est réellement de la puissance occidentale qui veut imposer son modèle à la terre entière, démocratique cela va de soi. Terrifiant, non ?

En complément : Infrastructures : les États-Unis se délabrent - Franceinfo

Des graviers et de la terre à la place du goudron. Nous sommes pourtant au cœur d'une grande ville américaine, Omaha, dans le Nebraska. Depuis trois ans, les habitants n'ont plus ni trottoir, ni bitume. "Un jour, nous avons appelé la mairie pour qu'elle rebouche des nids de poule. Des employés sont venus et ont retiré le bitume. On s'est dit 'chouette, on va enfin avoir une route toute neuve'. On a attendu, attendu, et finalement, la mairie nous a dit que ça resterait comme ça...", raconte Joanne Amoura, une habitante de la ville.

Comme dans le Nebraska, une trentaine d'États a renoncé à bitumer les routes, pour faire des économies.

D'après une enquête nationale, un pont sur neuf est délabré, faute d'investissements. Les besoins des États-Unis se chiffrent à 2 000 milliards d'euros, c'est cinq fois le budget de la France. Franceinfo17.04

A croire qu'on est mieux loti en Inde ! Quel monde gouverné par des dingues ! Tenez justement.

- Goldman Sachs plonge à Wall Street - latribune.fr

Perplexité à Wall Street. Goldman Sachs n'a pas du tout réalisé la performance attendue au premier trimestre : si ses bénéfices ont bondi de 80% à 2,1 milliards de dollars, le produit net bancaire (PNB) des emblématiques activités de marchés a reculé de 2,4% à 3,3 milliards, son plus bas niveau depuis cinq trimestres. Or ces activités de courtage avaient dopé ses résultats les trimestres précédents et constituent la vitrine de la banque d'affaires pour attirer institutionnels et grandes fortunes.

En outre, ces résultats en demi-teinte contrastent avec ceux de ses concurrentes, notamment JP Morgan Chase et Bank of America, dont les activités de trading ont grimpé de 14% et 21% respectivement, et encore plus sur les marchés obligataires (+17% et +29%). On attend les résultats de sa principale rivale, Morgan Stanley, ce mercredi.

Reflétant cette déception, l'action Goldman Sachs plonge de plus de 5,7% ce mardi à la mi-séance à Wall Street, dans les 213 dollars.

« L'environnement opérationnel a été contrasté », a expliqué le Pdg, Lloyd Blankfein, invoquant la concurrence dans les activités de liquidité sur les marchés et une toile de fond plus favorable pour la garantie d'opérations dans la banque d'investissement.

La première banque d'affaires mondiale au classement des fusions et acquisitions, et cinquième banque américaine par le total des actifs, justifie sa performance terne sur les marchés de taux et matières premières (revenus tout juste en hausse de 1%) par les incertitudes politiques, l'attentisme des clients et la faible volatilité. Autant d'éléments qui ont pourtant affecté l'ensemble des banques actives sur les marchés... latribune.fr 18.04

Pour un changement de régime aux Etats-Unis. Rupture des relations économiques, commerciales, politiques, diplomatiques et militaires avec les Etats-Unis !

[Vive la croissance ! Le vieux monde voué à finir à la décharge et nous aussi si on ne balaie pas toutes ces ordures.](#)

- Éboulement mortel au Sri Lanka: les ordures s'accumulent à Colombo - AFP

Des centaines de tonnes d'ordures s'accumulaient mardi dans la capitale du Sri Lanka, après l'effondrement d'une décharge vendredi qui a fait au moins 31 morts.

La décharge à ciel ouvert de Kolonnawa, à la limite nord-est de la capitale Colombo, où s'entassaient 23 millions de tonnes d'ordures et où 800 tonnes de déchets solides supplémentaires étaient déversées chaque jour, est désormais inutilisable. Elle s'était écroulée en détruisant 145 habitations d'un bidonville.

Les autorités ont relogé temporairement 1.700 personnes du bidonville dans des écoles publiques voisines. De nombreux bâtiments ont été endommagés dans l'éboulement et menacent de s'effondrer. AFP 18.04

- Un gigantesque éboulement dans une décharge d'Addis-Abeba fait une centaine de morts - lemonde.fr

Au moins 113 personnes ont été tuées et des dizaines blessées par un immense éboulement d'ordures dans la plus grande décharge d'Ethiopie, en périphérie d'Addis-Abeba, que les riverains attribuent à des travaux d'aplanissement sur la partie supérieure du site.

Le bilan de cette catastrophe, survenue dans la soirée de samedi 11 mars au sud-ouest de la capitale éthiopienne, est désormais de 113 morts, selon un bilan officiel du mercredi 15 mars. Les autorités Addis-Abeba ajoutent que des enfants figuraient parmi ces victimes.

Mme Moges a précisé que la plupart des personnes tuées étaient des « squatteurs » habitant sur cette décharge et fouillant quotidiennement les hauts amoncellements de déchets à la recherche d'objets susceptibles d'avoir de la valeur.

Des témoins et rescapés interrogés par l'AFP ont affirmé qu'un flanc de la principale montagne de déchets s'était subitement détaché samedi soir et avait emporté des habitations de fortune des résidents de la décharge de Koshe, qui signifie « saleté » en argot amharique, la principale langue du pays.

Koshe est depuis plus de quarante ans le principal lieu d'entreposage des ordures d'Addis-Abeba, capitale de 4 millions d'habitants à la croissance démographique galopante. Selon les résidents interrogés par l'AFP, la décharge compte environ 300 habitants vivant dans une cinquantaine d'abris de fortune, dont quelques-uns ont été épargnés par l'éboulement. lemonde.fr 12.03.2017

En complément : A Bangkok, les vendeurs de rue chassés des grandes artères - AFP

Les vendeurs de rue seront à l'avenir bannis des grands artères de Bangkok, a annoncé mardi la municipalité de la capitale thaïlandaise, qui poursuit une grande croisade pour faire place nette, au grand dam de nombreux habitants.

Avec leurs étals ambulants qui proposent aussi bien de la soupe de nouilles que des fruits ou des sex toys, ces milliers de vendeurs représentent pour beaucoup le charme de la grise mégapole d'Asie du Sud-Est. Ils donnent un aspect provincial à cette tentaculaire agglomération de plus de 12 millions d'habitants.

Mais les élites de Bangkok et la municipalité comptent suivre le modèle de Singapour qui, dans les années 80, a nettoyé ses rues des stands ambulants.

"Tous les types d'étals -les vêtements, les produits contrefaits et les stands d'alimentation- seront interdits dans les principales rues de la ville", a expliqué à l'AFP Wanlop Suwadee, conseiller du gouverneur de Bangkok.

"Ils ne seront plus autorisés pour des raisons d'ordre et d'hygiène", a-t-il ajouté.

Les fonctionnaires insistent sur la gêne occasionnée par les vendeurs ambulants de la ville qui bloquent les trottoirs et laissent peu d'espace pour les piétons.

Mais les petits stands de nourriture de rue sont très populaires auprès des touristes et de beaucoup d'habitants de Bangkok

qui cuisinent rarement. Et cela représente une option bon marché: un bol de nouilles au poulet ne coûte que 35 bahts (moins de un euro), tout comme une brochette de porc grillé avec un peu de riz.

"Supprimer tous les vendeurs de rue, c'est comme se débarrasser de notre culture elle-même", a regretté Chiwan Suwannapak, qui travaille pour une agence de tourisme de Bangkok.

Et beaucoup craignent que cela soit dommageable pour le tourisme.

Certaines rues symboliques, comme Khao San road, le quartier des petits hôtels prisés des routards étaient jusqu'ici le paradis des vendeurs de CD piratés et sacs imitant les marques de luxe.

Il y a deux ans, la mairie de Bangkok affirmait que quelque 20.000 vendeurs de rue étaient enregistrés, mais une étude de 2000 en recensaient plus de 400.000. AFP 18.04

### France. Mystification électorale.

En famille. Ils sont des nôtres... A qui Mélenchon a-t-il adressé ce MSM "républicain" ?

- "*Que notre campagne et notre opposition républicaine soit la démonstration de l'échec du projet des violents.*"

Réponse : Le candidat officiel de l'oligarchie financière, Emmanuel Macron, qui sans rire incarnerait les valeurs républicaines selon Mélenchon. Il faut donc en déduire selon Mélenchon qu'il partage les mêmes valeurs que Macron, s'il le dit, on ne va pas le contredire ou prétendre qu'il ne l'aurait pas dit. Vous comprenez pourquoi on ne peut pas partager ces valeurs avec lui, ce serait se compromettre... Et puis, que valent des principes ou des valeurs qui n'auraient pas un contenu de classe ? Il ne faut jamais oublier de se poser cette question.

Le HuffPost - C'était juste après son apparition sur scène et en hologramme dans six autres salles. Jean-Luc Mélenchon a débuté son meeting ce mardi 18 avril par une référence à la tentative d'attentat déjouée dans la matinée à Marseille avec l'arrestation de deux jeunes hommes.

"Je veux solennellement dire à Monsieur Fillon, Madame Le Pen et Monsieur Macron que je leur envoie ma solidarité personnelle la plus totale", a lancé le candidat de la France.

Avant cet appel lors de son meeting, Jean-Luc Mélenchon avait déjà fait part de sa solidarité auprès de François Fillon et Emmanuel Macron de manière plus privée. En milieu de journée, il leur avait adressé un SMS à chacun, avec contenu personnalisé, dont le contenu a été révélé par BFMTV. Le HuffPost 19.04

Quel ignoble charlatan ! Non mais, vous imaginez un instant exprimer votre "solidarité personnelle la plus totale" avec cette pourriture ? Comme dans toute expérience, l'essentiel réside dans sa signification politique.

Qui maintenant aurait la moindre illusion sur les véritables intentions de Mélenchon, qui se traduiraient s'il parvenait à l'Elysée par sa totale soumission à l'ordre établi ? Tout comme avec Tsipras, les uns et les autres hurleraient à la capitulation, à la trahison, alors que Mélenchon n'aura cessé de démontrer qu'il n'a jamais eu l'intention d'affronter le régime pour appliquer ne serait-ce que le 10e de son programme. Mais pourquoi n'en ont-ils pas tenu compte ? S'ils l'ont sciemment occulté c'est parce qu'ils étaient de la même veine que lui, ils ne valaient guère mieux, ce sont tous des fripouilles, des mystificateurs professionnels qui n'ont qu'un seul ennemi : le socialisme.

Tiendrais-je ici un discours outrancier sur cet illusionniste ? Vérifions-le immédiatement en citant quelques extraits du discours qu'il a tenu hier, il y a de quoi largement confirmer ce que j'affirme.

Mélenchon : « Nous n'avons pas l'intention de faire un putsch ! » (Traduisez : pas question de faire table rase du passé, on garde tout. Patience, il va le dire lui-même plus loin. - LVOG)

Lors d'un meeting à Dijon retransmis dans six autres villes par hologrammes, le candidat de La France insoumise a décrit sa méthode de gouvernement s'il était élu à l'Elysée le 7 mai.

Une fois l'Assemblée constituante élue par des élections organisées après un référendum les autorisant, "le gouvernement gouvernera dans le cadre des institutions de la Ve République", a expliqué le candidat. (Cela commence très mal ! Précisons ce qu'a rapporté Le Parisien : s'il était élu il procéderait à "l'organisation d'un référendum pour convoquer une assemblée constituante, qui aura la charge de tirer un trait sur la Ve République, et de dessiner les contours de la Vie" (LeParisien.fr 19.04) ou l'art de n

"Ne croyez pas ce qu'ils vous disent: "il veut sortir de l'Europe, de l'euro" (...), allons, un peu de sérieux", a d'ailleurs déclaré le candidat "insoumis". (Prenons-le au "sérieux" : pas de sortie de l'UE et de l'euro. - LVOG)

Attaqué par ses concurrents sur sa volonté d'appliquer immédiatement son plan B consistant à sortir des traités européens avec les pays qui souhaitent accompagner la France, M. Mélenchon s'est dit "sûr" de parvenir à négocier une modification des traités. AFP 19.04 (Cela impliquerait que les 26 autres chefs d'Etat et les 26 autres Parlements nationaux de l'UE accepteraient cette "modification des traités" : ridicule, grotesque ! - LVOG)

La popularité de Mélenchon s'explique par le fait qu'il a droitisé son discours ou évacué toute rupture avec le régime au fur et à mesure qu'il obtenait le soutien d'une frange de plus en plus large des couches les plus nantis du prolétariat qui sont loin d'être des révolutionnaires, et qui espèrent ainsi conserver leurs statuts ou leurs privilèges au détriment du reste de la classe ouvrière dont ils n'ont que faire, il faut dire les choses telles qu'elles sont.

Et s'il était élu, quand demain il subirait de plein fouet l'énorme pression de la réaction qui ferait tout ce qui serait en son pouvoir pour l'empêcher de gouverner et obtenir sa chute, il irait encore plus loin dans le reniement de son programme ou de ses promesses électorales, puisqu'il n'appellerait pas les masses à se mobiliser ou à se soulever pour imposer aux capitalistes les quelques mesures qu'il avait un temps envisagées d'appliquer, sans vraiment y croire ou sans aucune conviction.

Matraquage macronique.

- Cazeneuve met en garde contre un vote Le Pen, Fillon ou Mélenchon - AFP

Quelle question ! Bien sûr que non...

- "Flou", "creux", "vide"... Les critiques contre Emmanuel Macron sont-elles justifiées ? - Franceinfo

Depuis le début de la campagne, le candidat du mouvement En marche ! cultive lui-même une forme d'ambiguïté. Franceinfo 19.04

- Entrepreneur Français dans la Silicon Valley depuis 10 ans, je soutiens Emmanuel Macron - Le Huffington Post

Je suis devenu entrepreneur par envie de changer le monde, par esprit révolutionnaire. Le Huffington Post 19.04

On a trouvé un fanatique de Hollande.

Cela existe, ce n'est pas un canular ! Ayez la patience de lire cet article (extrait). Assurément, il va vous donner la nausée, mais c'est très instructif, car cela donne une idée assez précise de jusqu'où ils sont capables d'aller dans l'imposture et la manipulation des cerveaux. La suite après cette lecture.

- Pourquoi voter Hamon, c'est voter utile - Le Huffington Post

"Macron n'est pas de Gauche!". Mais qu'est-ce qu'être de Gauche aujourd'hui ?

Malik Lounès, ex-dirigeant de SOS Racisme et de la Licra, président de l'association LOLitik, rédacteur du blog de la Bise de Malik.

Plus d'Europe à moins de pays pour mieux d'Europe, voilà la voie ouverte par l'Allemagne, l'Espagne la France et l'Italie, prêts à partager plus de souveraineté en matière fiscale, sociale, de défense, de culture, d'enseignement et de recherche. Vive François Hollande, ce Président à l'envers qui finit par faire quand il est sur le départ ce qu'il n'a pas su impulser à son arrivée. Finalement et contre toute attente, voilà qu'il nous laisse un héritage qui rentrera peut-être dans l'Histoire comme la première pierre de futurs Etats-Unis d'Europe.

Et, toi pauvre électeur-trice de Gauche, que vas-tu faire de ton vote, alors que ton candidat désigné par la primaire se voit promettre une Bérézina électorale sans précédent? Vas-tu voter pour Emmanuel "Konservator", le beau gosse sympa qui va réduire à peau de chagrin les droits des salariés et qui demain t'expliquera que la meilleure façon de partager le travail, c'est de supprimer le salaire minimum garanti? Ou pour le bourru Méluche, notre "Archaos" au puissant chant de coq gaulois qui gonfle sa poitrine pour faire rempart à la mondialisation ultra-libérale? Nous aimerions rêver d'une souveraineté soudainement libérée de la mondialisation, mais nous savons tous qu'un coq n'impressionne que ses poules. (...) Mélenchon, ce grand défenseur de la liberté de la presse qui traite les journalistes comme des chiens et boycotte les médias de son électorat, France Inter, Médiapart ou Libération, pour ne citer qu'eux...

La question, c'est l'emploi, le problème, c'est la mondialisation, la solution, c'est l'Union qui fait la Force. Allemagne, Espagne, France, Italie, c'est un marché dont aucun acteur de taille mondiale ne peut se passer, aucune multinationale, banque,

assurance, fond d'investissement, aucun Gafa (Google-Apple-Facebook-Amazon), aucune puissance économique d'aucun continent ne peut être absent, car à seulement quatre pays, nous sommes quasiment le 2<sup>ème</sup> PIB mondial, à égalité avec la Chine. (...)

Nos quatre pays peuvent constituer un nouvel super-Etat doté d'une masse critique politico-économico-culturelle suffisante pour imposer à la mondialisation des règles du jeu en adéquation avec nos valeurs. Il n'y a pas deux gauches irréconciliables, seulement deux offres de gauches irréconciliables. Nuance. À nous de savoir créer une troisième offre politique de Gauche à la hauteur du défi qu'est la mondialisation, en mettant nos pas dans la voie ouverte par François Hollande à la fin de son mandat pour aller vers les Etats-Unis d'Europe.

Electrices et électeurs de Gauche, la vraie, celle qui ne se résigne pas à ce monde dominé par l'argent, sans pour autant verser dans une insoumission lyrique qui nie la réalité, il nous faut revenir aux fondamentaux. Nous n'élisons pas une Reine ou un Roi qui fera de nous ce qu'il voudra, mais un-e Président-e de la République dont le pouvoir dépendra de sa majorité à l'Assemblée Nationale. L'élection présidentielle se gagne sur un programme politique associé à une personnalité, les législatives sur la base d'un projet de mandature porté par des collectifs, alias les partis politiques. huffingtonpost.fr 18.04

Un cauchemar, n'est-ce pas ?

Vous avez lu ou entendu différents dirigeants du PS dont Cambadélis affirmer que, si Macron était élu il devrait gouverner avec le PS, car sinon il lui serait impossible d'avoir une majorité à l'Assemblée nationale.

Maintenant lisons ce qu'il a écrit au tout début de son article sur Macron.

Malik Lounès - Macron n'est pas de Gauche parce que c'est un candidat de la conservation du système, et donc de "l'adaptation" des individus au dit système. La force du capitalisme néolibéral, c'est de faire croire qu'il n'y a pas d'autre système qui ne reposerait pas sur l'absolue loi du marché et sa fameuse main invisible, partout, et pourtant temps nulle-part, puisque quotidiennement violée par ses meilleurs zélateurs, ceux qui nous la chantent, la clament, l'acclament pour mieux nous la claquer dans la gueule, tout en nous mangeant la laine sur le dos. (Fin de l'extrait)

Autrement dit le PS a bien l'intention de continuer à nous tondre en gouvernant éventuellement avec Macron et ils en ont parfaitement conscience.

D'ailleurs comment comprendre que le PS pourrait présenter une "*troisième offre politique de Gauche*" si Macron n'est pas gauche, car à part Hamon et Mélenchon on ne voit pas quel autre candidat se revendiquerait de gauche. Finalement, mettre ses "*pas dans la voie ouverte par François Hollande*" pour présenter une "*troisième offre politique de Gauche*", cela ne signifierait-il pas marcher dans les pas de Blair qu'incarne par excellence le clone de Hollande, Macron ?

Le PS serait la caution de gauche d'un parti de droite, comme les sociaux-démocrates américains au clan Clinton et le tour est joué. Se débarrasseront-ils ensuite ou un jour du PS ? Avec ces gens-là tout est une question d'opportunité, peu importe tout le monde a désormais compris sa véritable nature.

On peut ajouter, que, comme aux Etats-Unis, ceux qui refuseront de l'admettre et continueront de prétendre que le PS serait un parti de gauche, couvriront cette combine pourrie qui a fini par achever le mouvement ouvrier américain, parmi eux, certains courants qui s'intitulent trotskystes qui ont tissé des liens avec le PS (et ou le PCF) via les appareils vendus des syndicats.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 21 avril 2017

## CAUSERIE

Je n'ose pas vous souhaiter de passer un bon week-end, mais le coeur y est !

On ajoutera plus tard ou demain des articles d'actualités.

Un brin de causette plus pratique que littéraire, je laisse cela à Mélenchon pour embobiner les crédules, nous avons déjà fait nos preuves également en la matière, tenez, dans un registre supérieur nous avons brièvement traité de la logique de Hegel en compagnie de Lénine récemment, mais là je ne sais pas pourquoi, peut-être à cause des élections, j'ai eu envie soudainement de m'adresser plutôt au peuple qu'aux intellectuels, aux élites ou aux nantis, à chacun son milieu de prédilection que voulez-vous,

on ne se refait pas.

Hélas parfois ! car je crois que visiblement je n'ai pas ciblé les bonnes personnes en réalisant ce portail qui me vaut que des inimitiés. Je l'ai compris depuis un bon moment, mais je n'arrive pas à le modifier en conséquence, peut-être parce qu'à force de penser je suis devenu davantage un intellectuel dans ma manière de m'exprimer, alors que dans mon fort intérieur je suis demeuré un ouvrier.

C'est apparemment difficile de combiner les deux, mais cela provient peut-être du fait que je continue de m'adresser aux composantes du mouvement ouvrier, alors qu'il n'y a plus rien à en tirer au stade de décomposition où il est parvenu, hormis quelques exceptions, trop peu pour former le socle d'une quelconque organisation de militants. Ce portail ne peut intéresser que de jeunes militants qui n'ont pas l'expérience et les qualités requises pour entreprendre quoi que ce soit avec moi, ils n'y sont pour rien et moi non plus. Les autres plus âgés sont fossilisés et incapables de progresser, donc il n'y a rien à en attendre. Quant aux travailleurs qui n'ont aucune expérience de la lutte de classe, mon portail doit les souler ou ils n'y comprennent rien, hormis ceux qui ont commencé à progresser intellectuellement et qui souhaitent aller plus loin.

Les critiques des uns et des autres sont les bienvenues, à l'exception de celles des dogmatiques qui détiennent la vérité, qui savent tout mieux et avant tout le monde, même ce qu'ils n'ont jamais étudié sérieusement ou qu'ils ignorent totalement, qui s'en remettent à la parole des médias officiels et vous prennent pour un imbécile.

Si j'ai un conseil pratique à vous donner, c'est de vous en tenir aux faits, aux choses les plus simples, ensuite c'est à vous de forger votre propre conviction au lieu de ne pas en avoir ou d'adopter celle des autres.

Par exemple, j'ai encore lu ce matin quelque chose que tous les médias et responsables occidentaux censurent sur l'attaque présumée chimique survenue en Syrie à Khan Cheikhoun en Syrie, à savoir que cette attaque a eu lieu aux environs de 7 heures du matin, ce ne sont pas les Russes ou les autorités syriennes ou Trump qui l'affirment ou je ne sais qui, ce sont les barbares d'Al-Nosra qui l'ont déclaré, c'est leur version et de personne d'autres. Or il se trouve que l'armée syrienne a bien mené une attaque aérienne sur Khan Cheikhoun le même jour, mais entre 11h30 et 12 heures. A 7 heures du matin il n'y avait aucun bombardier russe ou syrien dans les airs de Khan Cheikhoun, il est donc matériellement impossible d'imputer les conséquences des faits survenus 5 heures plus tôt à l'armée syrienne ou russe, sauf à se livrer à une grotesque imposture, les choses sont donc parfaitement claires. Il n'y a donc pas de mystère ou de doute à avoir, hormis le fait qu'on ignore ce que les barbares ont fabriqué à 7 heures du matin, à la limite on s'en fout, cela ne présente aucun intérêt de savoir comment ils ont procédé pour tuer près de 90 Syriens, d'où sortent-ils ces cadavres, qu'ils aient été gazés ou non, eux seuls étaient sur place, donc ils sont les seuls acteurs et responsables de ce crime monstrueux, voilà tout.

Point barre, on en restera là, on s'en tient à la déclaration d'Al-Nosra qui innocente l'armée syrienne et russe, pourquoi faire compliqué quand les choses sont si simples. Ceux qui maintenant rédigent de longs articles sur cette affaire et qui oublient de mentionner ce fait capital pour établir la vérité, ne sont pas des gens rigoureux ou sérieux, ils n'ont que cela à faire ou ils sont payés pour, je n'en sais rien et je m'en fous. Vous allez peut-être dire qu'ils ont été cinglés d'avoir fait une telle déclaration qui les dénonçait ou que c'était une erreur monumentale, en effet, et alors, pourquoi vous en doutiez encore, et qu'est-ce que cela change puisque tout le monde censure leur déclaration ou leur fait confiance.

Il faut se réveiller, le règne de la tyrannie est passée à une autre dimension favorisée par des médias totalement corrompus. Hitler avait promis aux Allemands qu'ils auraient tous une Volkswagen en échange de leur soutien, et qu'est-ce qu'ils ont eu au bout du compte ? Vous connaissez la réponse. Ne croyez pas que l'incroyable ne se réalisera jamais, sinon vous êtes perdus ! Je sais que plus personne ne croit dans le socialisme, et vous voyez où cela nous a mené. Entre nous, on ferait mieux d'y croire avant qu'il ne soit trop tard !

Bon, allez, on se détend un peu, c'est bon pour le cerveau.

On peut être satisfait de la page d'accueil de notre portail, vous ne trouvez pas ? A qui pourrait-elle faire honte hormis ceux qui refusent de regarder la réalité en face. On doit pouvoir être fier de ses idées et de son comportement, sinon cela signifie qu'on doit encore progresser pour être digne de notre idéal. Faut-il encore en avoir un... évidemment.

C'est vrai que dans le portail on n'aborde pas la vie sous l'angle le plus agréable qui soit, mais l'est-elle ? On aurait pu dire sous l'angle le plus facile, pas pour se compliquer la vie pour le plaisir, mais parce qu'elle ne l'est pas non plus. La facilité, c'est comme l'oisiveté, cela n'aide pas à progresser et on n'en tire aucune satisfaction.

En ce moment, le soir, je regarde des films tirés des nouvelles d'Agatha Christie's, et je trouve que le personnage plutôt maniaque ou précieux d'Hercule Poirot présente des qualités et une finesse d'esprit dont on peut s'inspirer et qu'il revendique "j'ai de l'ordre, de la méthode, de la psychologie", il en faut assurément, et il ne vous aura pas échappé que cette combinaison se situe au antipode du traitement immédiat et irréflecti de l'information qu'on tente de nous imposer. Cela fait de Poirot un redoutable dialecticien que cette série de films a su mettre en scène de manière remarquable, au point qu'il m'arrive de ne pas saisir comment il a pu parvenir à certaines déductions logiques qui lui permettaient de clore les énigmes les plus ardues qui soient. Tout le mérite en

revient à la romancière qui était douée d'une imagination extraordinaire.

Outre la perspicacité hors du commun du personnage, j'ai pris ces notes à chaud qui peuvent avoir valeurs de principes ou de conseils parfois :

- Prendre ses distances avec les apparences et ne jamais se laisser influencer par les émotions des personnes liées à une affaire criminelle (ou autres), qui cependant peuvent s'avérer révélatrices par la suite si elles étaient feintes, donc sans les négliger puisqu'elles peuvent comporter un indice ou un détail utile à la résolution d'une énigme.
- Affecter un air détaché pour mieux observer le comportement des différents protagonistes liés à une affaire, afin de mieux cerner leur personnalité et leur caractère parce qu'ils auront alors tendance à se lâcher en sa présence, sous-estimant son sens profondément aiguë de l'observation. Ce n'est pas de la sournoiserie, mais avoir de la présence d'esprit là où on ne l'attend pas.
- Emettre autant d'hypothèses que nécessaire sans jamais prononcer de conclusions hâtives sans preuves irréfutables.
- Prendre le temps de la réflexion, mieux, se détendre, car la pression ou l'excitation perturbe le fonctionnement des petites "cellules grises".
- Ecarter toute déduction qui défierait la logique, sans se fier à ce qui paraît logique au premier abord et peut constituer une fausse piste, car une logique peut en cacher une autre...

Quant à son aspect extérieur particulièrement raffiné et élégant, je lui laisse volontiers, vous comprendrez facilement pourquoi.

### Mimétisme. Quand ils enfantèrent un monstre.

Qu'est-ce qui rapproche l'Afghanistan du Venezuela ?

Après la "mère" de toutes les bombes balancée par les Américains sur l'Afghanistan, "la mère de toutes les manifestations" lancée par les agents de l'impérialisme américain sur le président vénézuélien Maduro.

### Quelques réflexions après avoir visualisé l'intégralité du meeting de Mélenchon à Toulouse.

Mélenchon et Macron ont adopté le show spectacle à l'américaine en empruntant les mêmes mimiques sur fond de drapeaux tricolores, avec sa claque et sa marionnette débitant un discours démagogique ponctué de promesses, c'est tout ce dont la Ve République pouvait être digne.

C'est un numéro de cabotin où on sent bien que les mots s'enchaînent mécaniquement sans réelles convictions ou que celui qui les prononce à d'autres choses en tête. Macron a avoué débiter un texte qu'il ne comprenait pas sans que le ridicule ne l'atteigne tant il est imbu de sa médiocre personne, tandis que Mélenchon mâche des expressions préemballées qu'il peine cependant à digérer en oubliant ou en ajoutant ici ou là des prépositions qui n'ont pas lieu d'y être, trahissant le peu d'importance qu'il doit leur accorder, à moins que cela soit dû à la fatigue ou au surmenage car j'ai cru percevoir qu'il s'en apercevait mais se résignait à faire avec plutôt que déléguer une partie de sa prestation à un autre dirigeant de son mouvement, ne soyons pas cruel, nous ne lui en tiendrons pas rigueur.

Il n'a fait qu'effleurer un ensemble de problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs sans jamais remonter à leurs origines, trop compromettant semble-t-il, car il faudrait en conclure à la nécessité d'abolir le capitalisme le plus rapidement possible, or Mélenchon y est opposé.

Son exercice voué à flatter les libres penseurs et les francs-maçons dont il fait partie, accessoirement les anarchistes ou anarcho-sindicalistes très présents dans la région toulousaine, fut plus que lourd, emphatique sur la liberté qu'il a abordée sous tous les angles, sauf un, le plus essentiel, celui qui détermine tous les autres, la liberté et le droit de vivre dans une société débarrassée du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme. Étrangement l'homme pourrait, doit, dit-il, oeuvrer pour accéder à un niveau de conscience supérieur, mais sa conscience devrait lui commander de ne pas remettre en cause les rapports sociaux en vigueur qui sont à l'origine de tous les maux qui accablent les exploités et les opprimés de la terre entière. Il faut donc en conclure que lorsque Mélenchon fait référence au principe selon lequel la liberté de chacun s'arrête où commence celle des autres, il faut entendre par là celle des exploités sur laquelle il ne faut surtout pas empiéter, apparemment entre soumis et servitude ou émancipation et liberté Mélenchon a fait son choix, en toute conscience évidemment.

### Un point de vue commenté.

- Comprendre la crise politique française, par Romaric Godin

Lecture. Dans un ouvrage récent, Bruno Amable et Stefano Palombarini examinent avec précision les conditions de la désintégration de la vie politique française. Une grille de lecture pertinente qui met en lumière les limites d'une grande alliance « réformatrice » et « pro-européenne » au centre comme mode de résolution de cette crise.

Quel qu'en soit le résultat, l'épisode électoral français de 2017 apparaîtra inévitablement comme une césure majeure dans l'histoire politique du pays. L'effondrement inévitable des deux grands mouvements historiques de la Cinquième République, réduits aux derniers quartiers de leurs partisans, alors même que les institutions nées en 1958 sont bâties pour le bipartisme, est le symptôme d'une crise politique de grande ampleur. Une crise dont sortira un nouveau paysage politique, fondé sur de nouvelles césures.

(Le capitalisme en putréfaction est dorénavant en proie à une crise permanente qui se traduit logiquement par une crise sociale et politique permanente. Et son issue signera la mort de l'un des deux protagonistes, la classe des capitalistes ou celle des ouvriers ou des travailleurs.

Romarc Godin affirme que les institutions de la Ve République "sont bâties pour le bipartisme", ce qui n'est pas faux, dès lors qu'on admet que le PS était déjà un parti de droite en 1958, autrement dit qui gouvernerait pour les capitalistes s'il parvenait au pouvoir et qui ne remettrait pas en cause la Ve République. Ceux qui ont prétendu que la Ve République avait été conçu uniquement pour de Gaulle et le parti officiel de l'ordre se sont fourvoyés lamentablement, les trotskystes lambertistes notamment, parce qu'ils ont sciemment falsifié la nature du PS en le faisant passer pour un parti de gauche, ce qu'il n'était pas et ce qu'il a amplement prouvé par la suite. Il est facile de comprendre qu'un véritable parti de gauche au pouvoir aurait été incompatible avec l'existence de la Ve République, il l'aurait immédiatement abolie, or le PS s'est fondu sans peine dedans parce qu'il n'était pas un parti de gauche. C'est cette mystification qui a consisté à le faire passer pour un parti de gauche qui a brisé la détermination de plusieurs générations de militants qui ont été manipulés à poursuivre le combat pour construire un parti ouvrier révolutionnaire. - LVOG)

La politique comme rapport de force sociologique

C'est cette crise, débutée dans les années 1980, qu'analysent avec précision et recul, deux économistes, Bruno Amable et Stefano Palombarini, dans un ouvrage récent, L'Illusion du Bloc Bourgeois[\*]. Une lecture nécessaire pour comprendre les événements politiques qui se déroulent sous nos yeux. Les deux auteurs entendent la politique comme un ensemble de rapport de force sociologique. « Un pays, expliquent-ils, ne choisit pas son destin à l'issue d'une délibération collective et rationnelle, pas plus qu'il ne confie son avenir à des dirigeants éclairés qui décident pur lui ». Le voile est donc d'emblée déchiré sur la réalité du choix démocratique : ce choix est déterminé par la constitution de « bloc sociaux » qui sont capables de définir des intérêts communs et, ainsi, de s'allier, pour construire des majorités.

(L'alliance de la classe des capitalistes avec les classes moyennes entraînant derrière elle les couches les plus arriérées de la classe ouvrière faciles à influencer ou l'alliance de la classe ouvrière avec les classes moyennes qui demeurent soumises au capitalisme, de sorte que ces "majorités" gouvernent sans jamais remettre en cause l'ordre établi, pour qu'il en soit autrement il faudrait une situation révolutionnaire qui se traduirait par la rupture de pans entiers des classes moyennes avec le capitalisme, un des enseignements de la Commune de Paris. - LVOG)

Le temps des deux « blocs »

Si le système bipartisan français a pu ainsi opposer dans les années 1970 – et en partie dans les années 1960 – un « bloc de gauche » à un « bloc de droite », c'est parce que chaque camp avait su trouver un compromis acceptable entre ces différentes composantes sociologiques. Les ouvriers communistes et les employés et fonctionnaires socialistes pouvaient accepter, même après la rupture de la brève « union de la gauche », une unité fondée sur des intérêts communs : celle d'une intervention accrue de l'État dans l'économie et d'une politique de redistribution généreuse. Ce compromis avait été construit par François Mitterrand lors du fameux congrès d'Épinay de 1971 où il parvient à réaliser une synthèse entre les principales composantes de la gauche non communistes. A ce moment, le PS – à la différence de la défunte SFIO – devenait un partenaire acceptable pour le PCF. Le « bloc de gauche » devenait sociologiquement fort et capable de l'emporter, ce qu'il fit dix ans plus tard. (Poursuivons notre commentaire précédent. Ce passage illustre tout simplement que l'arrivée au pouvoir de Mitterrand et de la majorité PS-PCF ne précéderait pas une situation révolutionnaire (L'imminence de la révolution des trotskystes lambertistes), mais qu'au contraire elle préfigurerait son enterrement. - LVOG)

En face, la droite pouvait – bon gré, mal gré – maintenir un « bloc social » autour de l'idée d'un État protecteur pour les entreprises, mais pas « captateur », refusant ainsi les nationalisations, ainsi que d'une politique de baisse d'impôts. Cette position permettait de rallier les cadres et professions intermédiaires, ainsi que les ruraux. Malgré les divisions UDF-RPR, ce « bloc » social restait cohérent. Globalement, ce système s'est progressivement mis en place après 1958 et s'est imposé pendant les années 1970. C'est lui qui agonise sous nos yeux.

(La crise du capitalisme et la mondialisation portent des coups terribles à toutes les classes et couches de la société, ce

sont d'importants facteurs de dislocation de tous les rapports existant de sorte que tous les partis institutionnels sont conduits à se désagréger à leur tour, et toutes les combines ou "blocs" explosent. - LVOG)

### La fin des deux « blocs »

Que s'est-il passé ? Pour les deux auteurs, ce bipolarisme a subi une pression interne qui l'a finalement fait éclater. Cette pression est elle-même le fruit de deux phénomènes externes : l'évolution du capitalisme vers une forme financiarisée et ultra-compétitive et la question européenne. Ces deux évolutions ont donné la main à une des composantes des deux blocs, les « modernistes », majoritairement à gauche, et les « néolibéraux » au sein du bloc de droite. Ces deux mouvements se sont imposés politiquement au sein de leurs blocs, donnant alors un poids démesuré dans la pratique politique aux classes moyennes et supérieures, les plus favorables à ces politiques. Ce phénomène a ainsi conduit à une contradiction majeure : pour se faire élire, les deux blocs continuaient à utiliser la synthèse sociologique des années 1970, mais, une fois élue, les « classes populaires » (définies par les auteurs comme ceux qui ont un lien de subordination dans le travail), qui, à droite comme à gauche, demandent la protection de l'Etat, étaient oubliées. Progressivement, ces classes ont donc abandonné leur « bloc » originel pour se réfugier dans l'abstention ou dans le vote Front National, lequel a profité du vide créé alors pour construire un discours hybride permettant d'attirer les déçus des deux blocs. Et, progressivement, une synthèse est devenue inévitable entre « modernistes » et « néolibéraux », ce que les auteurs appellent le « bloc bourgeois ».

(Cette "synthèse" entre « modernistes » et « néolibéraux » correspond à la répartition des rôles entre parti démocrate et parti républicain aux Etats-Unis qui sont traversés par la même idéologie ultra réactionnaire. Il faut préciser que d'autres facteurs décisifs sont intervenus dans l'évolution du capitalisme pour comprendre l'ancrage à droite de pans entiers des couches moyennes ou supérieures du prolétariat, qui se sont développées ou ont vu leurs statuts réhaussés à l'occasion de la révolution électronique ou informatique et du basculement vers une société de services dont les acteurs étaient relativement privilégiés par rapport au reste de la classe ouvrière. Quand un secteur économique voit le jour au détour de progrès technologiques, il manque cruellement de main d'oeuvre qualifiée, les différents concurrents vont se l'arracher à prix d'or, cela va favoriser la distribution de revenus supérieurs à la moyenne, ce qui n'est pas un problème puisqu'il réalise des profits gigantesques, ce qui influencera l'état d'esprit de ses bénéficiaires, qui s'estimeront satisfaits de leur condition et chanteront les louanges du régime, cautionneront son orientation néolibérale et européenne, mondialiste... On ne peut pas dire que les travailleurs du secteurs des nouvelles technologies, de la plupart des grandes entreprises, du secteur de l'aéronautique, de l'armement, de la chimie, des hydrocarbures, pharmaceutique, etc. soient les plus à plaindre. Les salariés des entreprises tournées vers l'exportation ou dont l'essentiel du chiffre d'affaires est réalisé à l'exportation bénéficient de rémunérations supérieures, pas tous évidemment, il vaut mieux être employé par la maison mère que par un sous-traitant. Les cadres de toutes ces entreprises bénéficient d'un mode de vie très confortable, ce qui ne les poussera pas à couper la main qui les nourrit, même parfois au prix de lourds sacrifices. - LVOG)

### Le choix du « modernisme »

Selon les deux auteurs, ce phénomène n'est cependant pas un phénomène subi ou « naturel ». Il est le fruit de choix conscients. A gauche, c'est le « tournant de la rigueur » de 1983 qui a décidé de la victoire des « Modernistes ». Lesquels ont, depuis, dominé le PS. Ce choix a été justifié par la « construction européenne » dans une forme de chantage : ou l'Europe et le néolibéralisme ou rien. C'est Jacques Delors qui, selon les auteurs, incarne le mieux ce choix qui, irrémédiablement, devait mener à un divorce entre le PS et les classes populaires, et donc à l'implosion du « bloc de gauche ». Les référendums européens de 1992 et surtout celui de 2005 ont été les deux moments fondateurs de cette rupture. (En 1983 le PS a assumé publiquement sa rupture avec le socialisme qui en réalité datait de 1914, sauf qu'au lieu d'en tirer la signification politique qui s'imposait, les différents courants du mouvement ouvrier ont continué de le caractériser de gauche, ils ont fait comme si finalement rien ne s'était passé, ils se sont enfermés dans un déni permanent dont on paie le prix fort aujourd'hui. Vous pouvez en déduire que tous nos dirigeants étaient censés en être conscients et qu'ils nous ont délibérément trahis au lieu de rompre à ce moment-là avec le PS. - LVOG)

### François Hollande et la mort du PS

Dès 2002, le bipartisme français montrait des signes d'essoufflement. Le « 21 avril » avait été la preuve que le PS ne pouvait plus réaliser l'union des classes populaires et des classes moyennes. François Hollande avait cependant pu en 2012 réussir une dernière fois la synthèse d'Epinau. En tenant un discours de refondation de l'Europe et de combat contre la finance, il était parvenu à rallier les classes populaires. Les deux auteurs expliquent cette persistance du bloc de gauche par la capacité du PS à se concentrer sur « des réformes néolibérales qui n'entamaient pas immédiatement le potentiel d'unification du bloc de gauche », comme par exemple celle des marchés financiers ou des marchés des biens. Mais une fois élu, François Hollande a atteint les limites de cette stratégie, il lui a fallu toucher au cœur du système, à la relation salariale avec les lois Macron et El-Khomri. Ceci a fait apparaître la contradiction du PS qui a perdu le soutien des classes populaires. Parallèlement, pour les classes sociales favorables aux réformes, le PS, enfermé dans sa contradiction, n'apparaît plus comme capable de « poursuivre les réformes nécessaires ». Sa pertinence a donc disparu et c'est ce qui explique le renoncement de François Hollande à briguer un nouveau mandat et l'incapacité de Benoît Hamon à convaincre.

(Ce passage ou cette période confirme ce qui a été dit plus haut. Et pourquoi on parle d'embourgeoisement, de corruption du prolétariat, du mouvement ouvrier, parce qu'il faut que la réalité les rattrape ou les frappe durement pour qu'ils veuillent

bien admettre l'évidence qu'ils n'ont cessé de nier. Et pour avoir refusé d'admettre pendant des décennies que la réalité ne correspondait pas à celle qu'on leur dépeignait, et avoir continué à s'encanailler avec le PS et ses satellites ou à se bercer d'illusions, ils se retrouvent livrés à eux-mêmes, sans direction pour affronter le régime, ils ne comprennent rien ou pas grand chose à la situation et ils sont prêts une nouvelle fois à s'en remettre à un sauveur suprême ou un bonimenteur les 23 avril et 7 mai prochains. Le PS n'était pas en proie à une contradiction, je m'élève vigoureusement contre cette affirmation. Il y avait sa véritable nature et l'interprétation frauduleuse qu'en faisaient les différents acteurs du mouvement ouvrier qui ont induit volontairement en erreur les travailleurs et les militants. Le PS il est comme il est, il n'a pas une double nature, et nos dirigeants non plus, en réalité ils partagent la même, le jour où on sera parvenu à le comprendre, on pourra enfin envisager de refonder le mouvement ouvrier sur de nouvelles bases, pas avant... - LVOG)

#### La tentation du « bloc bourgeois »

Désormais, l'ambition « modernisatrice » ou « réformatrice » doit nécessairement assumer sa base sociologique. C'est ce qu'une partie du PS tente de faire depuis plusieurs années en revendiquant le « divorce » avec les classes populaires définies comme désormais « intellectuellement de droite » puisqu'elles rejettent la construction européenne. En réalité, cette identité est bien là aussi le fruit de ce choix de l'identification de la construction européenne avec le néolibéralisme. Alors que les classes populaires n'ont d'abord rejeté que ce dernier, et les orientations néolibérales de l'Europe, elles ont fini par accepter cette identification imposée par les « modernistes » et sont devenues eurosceptiques.

(Rectifions, les classes populaires subissent cette identification qui leur a été imposée, et c'est la raison pour laquelle elles rejettent l'UE, à juste titre. On a voulu les dresser contre l'UE, alors qu'ils fallait les dresser contre le néolibéralisme qui incarne le capitalisme, pour conforter ou alimenter leur rejet du capitalisme, toutes les institutions qui l'incarnent, dont l'UE, mais avant tout la Ve République. - LVOG) Ce divorce oblige désormais les « modernistes » à trouver des alliés ailleurs, principalement sur leur droite où une partie de la classe moyenne accepte les « réformes » et l'Europe telle qu'elle est. C'est cette alliance que les deux auteurs appellent le « bloc bourgeois ». Ce « bloc » est aujourd'hui clairement incarné par Emmanuel Macron qui a appelé à « dépasser le clivage droite-gauche » et qui tente la synthèse entre les « modernistes » des deux camps. Pour les auteurs, ce bloc bourgeois n'est cependant pas la solution, car sa base sociologique est assez faible, de l'ordre d'un quart de l'électorat. Elle doit donc s'élargir par des promesses envers des couches sociales qui vont se retrouver « victimes » de la politique menée. D'où de futures déceptions.

(Quel aveu ! C'est parce que "sa base sociologique est assez faible" qu'ils ont appelé les médias à la rescousse pour décrédibiliser et censurer tous ceux qui s'opposent à Macron ou plus généralement à la politique néolibérale et impérialiste impulsée par l'oligarchie anglo-saxonne, pour que des pans entiers des masses populaires y adhèrent ou n'y soient pas franchement hostiles au point de se mobiliser, ce qui leur fera une force d'appoint pour obtenir une majorité et gouverner tant bien que mal. D'où notre combat acharné pour briser nette cette manœuvre. - LVOG)

#### Le clivage gauche-droite persiste

Dans la logique du « bloc bourgeois », la vie politique se restructurerait autour de la seule question de la souveraineté, comprise comme la quintessence de tout le reste. On aurait donc des pro-européens favorables aux « réformes » s'opposant à des souverainistes favorables au maintien de l'Etat-providence. On voit, au reste, au sein des équipes d'Emmanuel Macron, comme au sein des milieux proches du FN, cette volonté de tout réduire à la souveraineté et d'organiser un face-à-face de ce type dès le premier tour. Mais, estiment les auteurs, la division droite-gauche est encore pertinente. Les souverainistes de droite ne rejettent en effet nullement les « réformes » libérales, ce qui leur aliène leurs homologues de gauche. Même au sein du FN, la conversion à l'Etat-providence, qui nie l'essentiel de l'histoire du parti, semble surtout relever d'un « transformisme », nom italien de l'opportunisme politique pur. Même chose au sein du pôle pro-européen où une partie de la gauche n'a pas renoncé à changer ou refonder l'Europe. La primauté donnée à la question de la souveraineté ne règle pas le problème social.

(En effet, la question n'est pas la rupture ou non avec l'UE, mais la rupture avec le capitalisme et ses institutions nationales notamment. Et c'est bien pour cette raison que Mélenchon n'y est pas favorable. Il a déclaré qu'il n'était pas communiste, il est donc pro-capitaliste, c'est clair, net et précis. - LVOG)

#### Jeu complexe à quatre

L'offre politique française s'organise donc autour de quatre pôles a priori irréconciliables : le souverainisme de gauche ; le souverainisme de droite ; l'européisme de gauche et l'européisme de droite. Certes, l'offre politique peine encore à s'organiser autour de ces pôles au cours de cette élection présidentielle. Si le « bloc bourgeois » vise à fusionner le deux dernières composantes, la distance entre Benoît Hamon, François Fillon et Emmanuel Macron, tous trois, « pro-européens » prouve les limites de l'exercice. Pour autant, à droite comme à gauche, la question européenne empêche toute reformation des anciens « blocs ». L'avenir du pays dépendra de la capacité de ces quatre pôles à trouver une base sociale suffisante pour former une majorité stable dans le pays, autrement dit une majorité qui ne soit pas une majorité de circonstance, comme en 2002, ni une majorité éphémère comme en 2012. Tant qu'une telle base ne sera pas trouvée, la crise politique perdurera.

(Elle est faite pour durer jusqu'à la chute du régime. Quant à l'UE, elle cristallise la crise du capitalisme en proie à la résistance des masses exploitées qui refusent d'être vouées à une régression sociale sans fin, le sort que lui réserve l'UE. Ce qu'il faut comprendre également, c'est que pour sortir de sa crise le capitalisme devrait réaliser le socialisme à l'échelle mondiale, c'est inconcevable évidemment, c'est à cette contradiction que le capitalisme se cogne la tête contre les murs, ce n'est pas sa raison d'être, sa mission, d'où la fuite en avant dans les guerres et les machinations destinées à déstabiliser les Etats qui résistent à l'emprise de l'impérialisme américain sans jamais aller jusqu'à rompre avec le capitalisme, etc. - LVOG)

### Les faiblesses du « bloc bourgeois »

Il n'est pas certain que le « bloc bourgeois » d'un Emmanuel Macron soit capable de relever seul un tel défi. Certes, la France a connu un tel bloc sous la quatrième république, lors, pour bloquer les voies du pouvoir aux Communistes comme aux Gaullistes, Socialistes, Radicaux et Chrétiens-démocrates pouvaient s'allier. Mais la base sociale de ce « bloc bourgeois » d'alors était bien plus large et elle se définissait dans une vision également plus large : celle de la « défense du monde libre » dans un contexte de guerre froide et de persistance à l'ouest de régimes autoritaires. La fonction sociale du « bloc bourgeois » du 21e siècle qu'examinent les auteurs est très différente et c'est ce qui explique qu'il pourrait bien n'être qu'illusion. (Parce qu'il ne peut-être que foncièrement antisocial ou incarner la réaction sur toute la ligne. - LVOG)

### Une grille de lecture utile

Ce petit livre est en tout cas d'une densité qui invite à la réflexion sur la situation actuelle de la politique française. Il rend limpide quelques réalités de cette campagne comme l'échec du PS ou le caractère impossible de la reformation du « bloc de gauche » derrière une alliance entre Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon. Il est aussi un élément de réflexion nécessaire pour ce qui suivra cet épisode électoral et qui sera, sans aucun doute, un moment crucial de la crise politique française. La grille de lecture proposée ici pour la France mériterait, du reste, d'être élargie à d'autres pays européens où l'évolution du capitalisme moderne a provoqué des décompositions politiques avancées, toutes singulières, mais assez souvent marquées par la disparition de la social-démocratie et l'affaiblissement de la droite traditionnelle.

(Le "capitalisme moderne" se caractérise par la confiscation ou la tentative de confiscation du pouvoir politique par l'oligarchie et l'élite qui est à son service, parce que tous les gouvernements qui se sont succédés depuis les années 70 lui ont permis de concentrer le pouvoir économique dans des proportions telles qu'il est devenu impossible à un gouvernement quel qu'il soit de lui résister sous peine de subir ses représailles, voire d'entraîner sa chute. Aucun parti au pouvoir n'a osé l'affronter au cours des 5 dernières décennies, seul un véritable parti socialiste ou communiste pourrait relever ce défi, mais malheureusement il n'existe pas, il reste à construire. - LVOG)

[\*] B. Amable et S. Palombarini, L'Illusion du Bloc Bourgeois, Ed. Raisons d'Agir, 176 pages, 8 €.

Un internaute a précisé ceci : A noter que B. Amable et S. Palombarini ont signé l'appel à voter pour Jean-Luc Mélenchon.

### [Un attentat à la rescousse d'une scrutin incertain. La Ve République où le coup d'Etat permanent](#)

A qui doit profiter le crime ?

- L'Etat islamique revendique une attaque contre des policiers à Paris - Reuters

Vous aurez remarqué que l'ensemble des médias ont spontanément accordé le même traitement à cet évènement, en le consacrant uniquement à la réaction des différents candidats au premier tour de l'élection présidentielle de dimanche. Pure coïncidence ou une aubaine...

- L'équipe Macron redoute la semaine de trop dans l'Obs - Atlantico.fr

- Valeurs Actuelles - Emmanuel Macron "patine dans les sondages" ....et "a perdu sa superbe". (Source : Atlantico.fr21.04)

- Hollande appelle "tous les Français à aller voter" - AFP

- Présidentielle: la CFDT met en garde contre l'abstention - AFP

- Présidentielle : entre "déception" et "dégoût", les Français à l'heure du choix - Franceinfo

Le contexte.

Le message est clair et il correspond à la partition du candidat Macron : Maintenant ce n'est pas sur un programme que vous

devez allés voter, mais pour un sauveur suprême, moi en l'occurrence, l'autre moi de moi Président !

C'est marrant, je me suis dit hier qu'une attaque terroriste tomberait à point parce que les sondages ne sont pas favorables à leur candidat, Macron. Quelques jours plus tôt ils avaient annoncé avoir déjoué un attentat terroriste à Marseille. Puis simultanément on apprenait que Macron et Le Pen étaient talonnés par Fillon et Mélenchon dans les sondages.

Voilà qui avait aussi de quoi les inquiéter.

- Entrepreneur dans la Silicon Valley, je rentre en France si Jean-Luc Mélenchon est élu - huffingtonpost.fr

Je pensais être minoritaire dans mon milieu, mais étonnamment, plus j'en parle, plus j'apprends que mes connaissances entrepreneurs votent aussi Mélenchon. huffingtonpost.fr 20.04

- Présidentielle: Pamela Anderson soutient Mélenchon - AFP

Une tragédie peut en cacher une autre.

- Présidentielle : quand Mark Ruffalo, Danny Glover et Noam Chomsky appellent à voter pour Jean-Luc Mélenchon huffingtonpost.fr

La dynamique autour de Jean-Luc Mélenchon prend une ampleur internationale. Aux Etats-Unis, les acteurs Mark Ruffalo, Danny Glover et le professeur de linguistique Noam Chomsky ont lancé une pétition pour appeler à voter en faveur du candidat de la France insoumise à l'élection présidentielle. L'objectif ? Ne pas répéter la "tragédie" du choix Clinton/Trump.

L'acteur qui interprète Hulk dans Avengers et celui qui incarne Roger Murtaugh dans L'Arme fatale refusent que l'élection présidentielle française ne se limite à un choix entre le candidat "de l'establishment libéral" et "le populisme de la droite xénophobe". Une critique à peine voilée d'Emmanuel Macron, François Fillon et Marine Le Pen. "C'est le scénario qui a entraîné l'élection du président Donald Trump aux Etats-Unis", expliquent les célébrités américaines. Elles appellent donc à soutenir le candidat de gauche le mieux placé dans les sondages : Jean-Luc Mélenchon.

Pour sa porte-parole, Jean-Luc Mélenchon peut gagner, car il n'a pas été "englué dans le piège des primaires", comme Bernie Sanders aux Etats-Unis. huffingtonpost.fr

Macronique hystérique... avant la débâcle ?

- Emmanuel Macron, les vieilles gloires du jeune premier - Liberation.fr

A des années-lumière de l'image de trentenaire moderne qu'il s'est forgée, le candidat d'En marche s'entoure dans ses meetings comme dans ses dîners de people un rien dépassés. Un tropisme qui devient stratégique pour atténuer son côté hors-sol et le rapprocher du peuple.

- Le plaidoyer de "The Economist" en faveur d'Emmanuel Macron - LePoint.fr

L'hebdomadaire britannique, qui s'effare de la possibilité d'un second tour Le Pen-Mélenchon, explique pourquoi il choisit le candidat d'En marche !

- Emmanuel Macron s'est entretenu avec Barack Obama au téléphone - Le Huffington Post

- Présidentielle : pourquoi Dominique de Villepin choisit Emmanuel Macron - LeParisien.fr

Quand on est dans le déni permanent, on peut tout se permettre ou presque.

- Cambadélis ne tirera "aucune leçon" en cas de défaite du PS - Le Huffington Post

De cette élection présidentielle, il n'y aura "aucune leçon" à tirer ni "aucune conséquence" pour le Parti socialiste. C'est en tout cas ce dont semble convaincu Jean-Christophe Cambadélis, comme il l'a expliqué dans l'émission "C à vous" ce mercredi 19 avril. Le Huffington Post 20.04

Merci, on l'avait déjà compris !

## Ils osent tout .

- «Je laisserai un pays en bien meilleur état que celui que j'ai trouvé.» - Liberation.fr
- Le chef du Labour prépare une campagne résolument de gauche - Reuters
- Des spécialistes de la santé mentale américains assurent que Donald Trump souffre de "narcissisme malfaisant" - francetvinfo.fr
- Un institut lié au Kremlin auteur d'un plan pour l'élection US - Reuters
- Cent ans après, deux des petits bergers de Fatima seront canonisés - AFP
- La Turquie est-elle devenue une dictature? - LeFigaro.fr
- Venezuela : de nouvelles violences éclatent entre manifestants et forces de l'ordre lors d'un rassemblement contre Nicolas Maduro - Franceinfo
- La reine Elizabeth II fête ses 91 ans, toujours bon pied bon oeil - AFP

## Dossier Syrie.

Ils prononcent un verdict avant toute enquête ou sans posséder la moindre preuve, puis ils fabriquent les preuves pour le légitimer. On a envie de dire : le coup classique.

Lisez bien, ils le disent eux-mêmes.

Tous les rapports sur l'attaque chimique survenue en 2013 à la Ghouta ont conclu à l'impossibilité de l'attribuer de façon catégorique à l'un des protagonistes, ce qui n'empêche pas les puissances occidentales et leurs chiens de garde médiatiques de continuer de l'attribuer à l'armée syrienne 4 ans plus tard. C'est là qu'on s'aperçoit qu'effectivement ils sont à l'origine des plus dangereuses et violentes "fake news" ou fausses informations.

Utilisation "irréfutable" de gaz sarin en Syrie - AFP

L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a annoncé mercredi que des tests prouvaient de manière "irréfutable" que du gaz sarin ou une substance similaire avait été utilisé lors d'une attaque chimique présumée en Syrie début avril.

La France apportera "dans quelques jours (...) la preuve que le régime syrien a bien organisé la frappe chimique" sur la ville de Khan Cheikhoun, qui a fait 87 morts le 4 avril, a déclaré le chef de la diplomatie française Jean-Marc Ayrault, mercredi 19 avril. "Nous ne sommes pas les seuls. L'OIAC (l'organisation pour l'interdiction des armes chimiques) va poursuivre son enquête", a-t-il ajouté. AFP 19.04

Reuters - "Nous avons des éléments qui nous permettront de démontrer que le régime a sciemment utilisé l'arme chimique", a dit le ministre français des Affaires étrangères dans le cadre de l'émission "Questions d'info" diffusée mercredi sur LCP, en collaboration avec l'AFP, Le Monde et franceinfo.

"C'est une question de jours, nous apporterons la preuve que le régime a bien organisé ces frappes", a-t-il ajouté, précisant que "les services de renseignement français et le renseignement militaire" menaient une enquête. Reuters 19.04

Commentaires d'internautes.

1- "Et pourrions nous savoir qui a donné les échantillons, svp ? Dans la mesure où aucun expert de cette organisation ne s'est rendu sur le terrain."

Il a raison, à ce jour absolument personne n'a pu se rendre sur les lieux, ce qui signifie que les chefs d'Etat des puissances occidentales et l'UE ont une confiance absolue dans les barbares d'Al-Nosra, remarquable, non ?

2- "Les bonnes âmes sont scandalisées pour des morts "gazés" , mais pas du tout lorsqu'ils s'agit de morts, même plus nombreux, par voitures ou camions kamikazes. Et encore moins s'agissant de morts "collatéraux" des bombardements américains. Très logique !"

En effet, vous avez le droit d'en déduire que tous ces chefs d'Etat ne valent pas mieux que ces barbares puisqu'ils en font eux-mêmes la démonstration.

3- "Et pour les responsables de l'attentat à la bombe pendant l'évacuation des assiégés syriens, il a aussi des preuves à nous montrer ?"

- Lavrov à Ayrault: l'attaque chimique présumée d'Idlib est une provocation - sputniknews.com

La situation en Syrie et notamment la récente attaque chimique présumée de Khan Cheikhoun ont été au centre d'un entretien entre les ministres russe et français des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov et Jean-Marc Ayrault. Le chef de la diplomatie russe a qualifié l'incident d'Idlib de provocation.

Moscou considère l'intoxication des habitants de Khan Cheikhoun, qui a fait au moins 80 morts et 200 blessés dans la province syrienne d'Idlib, de provocation, a déclaré mercredi le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov lors d'un entretien téléphonique avec son homologue français Jean-Marc Ayrault.

« Évoquant la situation en Syrie, Sergueï Lavrov a tenu à souligner que la Russie considérerait l'incident du 4 avril avec des armes chimiques comme une provocation fragrante destinée à saper le régime de cessez-le-feu et le processus politique en Syrie », a indiqué le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué publié à l'issue de l'entretien.

« La Russie a toujours préconisé le respect du droit international, jugeant notamment d'inadmissible l'ingérence dans les affaires des États souverains. Elle insiste sur une enquête objective et indépendante de l'incident à Khan-Cheikhoun », a conclu le ministère. sputniknews.com 19.04

En complément

- Des soldats irakiens victimes d'armes chimiques en Irak - AFP

Plusieurs soldats irakiens ont dû être soignés après une attaque à l'arme chimique perpétrée samedi par le groupe Etat islamique (EI) dans la ville de Mossoul, a rapporté mercredi un responsable américain. AFP 19.04

Mais aussi des militaires américains, notamment. Chut ! ces armes chimiques ont été livrées par les puissances occidentales à leurs alliés du Golfe ou à la Turquie, qui les ont ensuite transmises à l'armée de barbares qu'ils emploient en Irak et en Syrie pour le compte des mêmes puissances impérialistes... On sait que le gaz qui a servi à l'attaque chimique de la Ghouta en Syrie en 2013 provenait de Turquie membre de l'OTAN

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

Grande-Bretagne

Coup d'Etat thatchérien.

Comment cela ? La Première ministre conservatrice britannique Theresa May s'est engagée à réaliser le Brexit, il n'y a donc pas de raison pour que ceux qui y sont favorables ne votent pas pour elle ou les candidats du parti conservateur, et elle est assurée d'emporter le vote des opposants au Brexit qui figurent majoritairement parmi l'électorat de son parti et qui ne vont pas voter pour les travaillistes.

Législatives anticipées au Royaume-Uni, le pari de Theresa May - AFP

Dans une annonce surprise, la Première ministre conservatrice britannique Theresa May a appelé mardi à la tenue d'élections législatives anticipées le 8 juin, un pari destiné à renforcer sa majorité en vue des négociations du Brexit.

Les divisions au parlement de Westminster "menacent nos chances de faire du Brexit un succès. Tenir ces élections est l'unique moyen d'assurer la stabilité pour les années à venir", a-t-elle expliqué dans une déclaration solennelle devant sa résidence officielle du 10, Downing Street.

Pour valider la tenue du scrutin, trois ans avant sa date prévue, Mme May doit encore obtenir mercredi l'aval du parlement à la majorité des deux tiers. (C'est fait. - LVOG)

Cela ne devrait poser aucun problème puisque le leader de l'opposition travailliste, Jeremy Corbyn, a immédiatement "accueilli favorablement" l'annonce.

La perspective d'élections anticipées et le scénario possible d'une Première ministre confortée par le vote populaire a aussitôt fait grimper la livre sterling qui a atteint son plus haut en deux mois face au dollar.

Côté UE, le scrutin anticipé "ne change pas les plans" des 27, a réagi un porte-parole du président du Conseil européen, alors que les négociations devraient commencer fin mai/début juin pour un divorce effectif prévu fin mars 2019.

Mme May compte tirer profit de l'extrême faiblesse des travaillistes dans les sondages pour asseoir son autorité et conforter sa majorité.

Elle a pris les rênes de l'exécutif, sans être élue, quelques jours après le coup de tonnerre du référendum du 23 juin 2016 où les Britanniques se sont prononcés à près de 52% pour un Brexit, conduisant son prédécesseur David Cameron à la démission.

Les prochaines élections législatives n'étaient prévues que pour 2020. Mais Theresa May, dont la popularité est au zénith, a estimé que c'était le bon moment pour renforcer sa légitimité et avoir les coudées franches.

"Nous avons besoin de nouvelles élections et nous en avons besoin maintenant. Nous avons une opportunité unique de le faire avant d'entrer dans le vif des négociations" avec l'UE, a-t-elle déclaré.

Actuellement, le parti conservateur ne dispose que d'une courte majorité de 17 députés au parlement de Westminster et le gouvernement n'est pas à l'abri d'une rébellion dans son propre camp susceptible de freiner son action.

La tentation était grande d'accroître cette majorité avec des sondages qui prédisent tous un boulevard aux Tories face aux travaillistes et leur leader radical Jeremy Corbyn en cas d'élections anticipées.

Deux enquêtes d'opinion publiées au cours du week-end par les instituts YouGov et ComRes donnent 21 points d'avance aux conservateurs.

"Elle est au plus fort politiquement et elle a tout intérêt à empocher ce soutien politique aujourd'hui" avant que cela ne devienne "extrêmement difficile pour elle", a commenté une source diplomatique d'un pays européen. "La bonne nouvelle côté européen c'est que du coup elle sera moins fragile pour encaisser toutes les concessions qu'elle devra faire", a ajouté cette source.

Un mandat renforcé permettrait également à Mme May d'aborder plus sereinement la question de l'Ecosse qui s'est engagée sur la voie d'un nouveau référendum d'indépendance en réponse au Brexit, rejeté par une majorité d'Ecossais.

Réagissant à l'appel à des élections anticipées, la Première ministre écossaise Nicola Sturgeon a dénoncé "un des revirements les plus spectaculaires de l'histoire politique récente" destiné à "forcer un Brexit dur et imposer de nouvelles coupes budgétaires en chemin".

Le risque -considéré comme faible par les analystes- pour Theresa May, qui a longtemps écarté le scénario d'élections anticipées, est que les europhiles se mobilisent fortement contre elle.

Le leader du parti libéral-démocrate, Tim Farron, a d'ores et déjà appelé les pro-UE à saisir "cette chance pour changer la direction de notre pays" et "éviter le désastre d'un Brexit dur", qui verrait une sortie du pays du marché unique.

"Chaque vote pour les conservateurs rendra les choses plus difficiles pour l'opposition qui veut nous empêcher de faire le boulot", a insisté Mme May.

Si elle a fini par se résoudre à ce scrutin "avec réticence", c'est seulement parce que "c'est l'unique moyen d'apporter de la stabilité pour les années à venir", a-t-elle assuré. AFP 18.04

Il y en a encore qui n'ont toujours pas compris que c'est la Grande-Bretagne qui a façonné les Etats-Unis tels que nous les connaissons aujourd'hui, qui ignore que les banquiers britanniques qui ont conçu la Banque d'Angleterre et la Fed appartenaient aux mêmes familles, que la City est une antenne ou peut-être même le siège social de Wall Street, etc.

Au cas où personne ne l'aurait remarqué, si En Marche! et son satellite le PS ainsi que LR sont la réplique des partis démocrate et républicain américains, avant eux, les partis conservateur et travailliste britanniques en étaient déjà des clones. J'avoue que cette interprétation est étrangère à celle adoptée par les dirigeants du mouvement ouvrier qui en sont restés à la conception du monde et de la lutte des classes de la première moitié du XXe siècle, signalez-leur au passage que nous sommes en avril 2017...

On vous a fait croire que le Brexit serait une aubaine pour les travailleurs britanniques, en réalité, c'est tout le contraire qui allait se produire. Encore une fois nos dirigeants ont fait preuve d'un remarquable sens de l'observation ou de perspicacité. J'avais envie d'ajouter que cela les perdra, en attendant, c'est nous qui trinquons !

## Venezuela

- Venezuela: un soldat tué par des manifestants, selon le pouvoir - AFP

Un des principaux responsables du pouvoir du président vénézuélien Nicolas Maduro a affirmé mercredi qu'un militaire, membre de la Garde nationale du Venezuela, avait été tué par des manifestants de l'opposition.

"Ils viennent d'assassiner un garde national à San Antonio de los Altos, les "pacifiques", a déclaré dans son émission télévisée hebdomadaire ce responsable, Diosdado Cabello, accusant les opposants de la mort du militaire.

San Antonio de los Altos se trouve dans la périphérie de Caracas.

Le parquet a confirmé à l'AFP la mort du militaire.

M. Cabello n'a pas précisé les circonstances du décès mais en a accusé le dirigeant de l'opposition Henrique Capriles et ses partisans. "Ils peuvent être sûrs que justice sera faite", a-t-il lancé.

La mort de ce militaire porte à trois le nombre des personnes décédées pendant les vastes manifestations contre le président Maduro qui ont eu lieu mercredi à Caracas et dans plusieurs autres villes du Venezuela.

Un adolescent est décédé de ses blessures après avoir été touché à la tête par les tirs d'un groupe d'inconnus à moto qui visaient un rassemblement d'opposants à San Bernardino, dans le nord-ouest de Caracas, a déclaré à l'AFP Amadeo Leiva, directeur de la clinique où il avait été transporté.

Une jeune femme de 23 ans a, elle aussi, "reçu un tir dans la tête" à San Cristobal, dans l'ouest du Venezuela, a indiqué à l'AFP une source du parquet sous le couvert de l'anonymat. L'ONG Provea a précisé que sa mort était survenue "dans le cadre des manifestations".

Au total, huit personnes ont été tuées depuis le début de l'actuelle vague de manifestations anti-Maduro, le 1er avril.

Des foyers de violence subsistaient mercredi en fin de soirée dans plusieurs secteurs de la capitale et dans d'autres villes.

L'opposition, qui veut que M. Maduro quitte le pouvoir et réclame des élections anticipées, a convoqué de nouveaux rassemblements pour jeudi. AFP 21.04

## Russie

- Les Témoins de Jéhovah interdits en Russie - euronews

Les Témoins de Jéhovah sont désormais considérés en Russie comme une organisation "extrémiste" : leurs 395 organisations locales doivent être liquidées et leurs biens confisqués.

La décision a été prise par la Cour suprême de Russie qui faisait suite à une demande du ministère de la Justice.

Les Témoins de Jéhovah revendiquent en Russie 175 000 membres. euronews 21.04

---

## ECONOMIE

## Multinationale

- Une multinationale pétrolière poursuit l'Italie pour avoir protégé son littoral - bastamag.net

C'est au tour de l'Italie d'être traîné en justice par une multinationale pétrolière. Son crime : vouloir protéger son littoral des risques d'une marée noire. L'Italie est poursuivie devant un tribunal d'arbitrage international par Rockhopper Exploration, une compagnie britannique pétrolière et gazière qui lui réclame des dommages et intérêts. En cause : l'interdiction votée par le Parlement italien en janvier 2016 de toute nouvelle activité d'exploration et de production à moins de 12 mille marins de la côte, soit une vingtaine de kilomètres [1].

Or, Rockhopper a obtenu en 2015 les autorisations pour exploiter un gisement sous-marin, situé dans l'Adriatique à environ dix kilomètres au large de la côte des Abruzzes. Le gisement est estimé à 40 millions de barils de pétrole et 184 millions de m3 de gaz. Après s'être vu refusé la concession en février 2016, suite à l'interdiction votée par le Parlement italien, Rockhopper fait aujourd'hui valoir que cette décision viole le traité de la charte européenne de l'énergie de 1998 censé « fournir une plateforme stable pour les investissements dans le secteur de l'énergie » [2]. La multinationale a déclaré poursuivre l'Italie devant un tribunal d'arbitrage international pour « des dommages financiers très importants » sur la base de ses potentiels futurs profits et non des investissements passés [3].

Ce type de demandes de compensation de la part de multinationales se multiplient, en particulier sur le pétrole, le gaz ou l'exploitation minière, des secteurs que tentent d'encadrer les législations environnementales et de protection des travailleurs. En Europe, le géant suédois de l'énergie Vattenfall réclame plus de 3,7 milliards d'euros à l'Allemagne en compensation de sa décision de sortir du nucléaire. La compagnie canadienne Lone Pine Ressources réclame également 250 millions de dollars au Canada, suite au moratoire sur la fracturation hydraulique mis en œuvre par le Québec, sous le fleuve Saint-Laurent. La société civile s'inquiète de voir le Ceta, l'accord de libre échange entre le Canada et l'Union européenne soutenu par François Hollande, occasionner de nouvelles mises en cause des réglementations environnementales dans les années à venir. bastamag.net 03.04

[Haut de page ↗](#)

---

Le 22 avril 2017

### CAUSERIE

J'ai lu dans un article que la fusillade survenue avant-hier à Paris favorisait le camp de la guerre, donc Macron...

S'il était élu, je pourrais mettre un terme à ce portail, on verra.

News personnelles en vrac, dans la bonne humeur.

Ici tout est calme, soleil radieux, chaleur écrasante, ma compagne Selvi est fan de Prince et de Satriani, mes 11 chèvres vont bien, ma mère de 83 ans aussi, je me suis fait arracher une dent de sagesse chez le meilleur dentiste du coin, aucune infection, aucune douleur, sauf à mon porte-monnaie, j'ai dû sacrifier le bambou qui était en train de détruire le mur d'enceinte du jardin, il était magnifique, dommage, demain c'est *loving Sunday morning* (Scorpion), grasse matinée jusqu'à 8 heures, je rappelle que c'est notre seul jour de repos de la semaine, on vit sous un régime féodal ici, à cause du décalage horaire je vais être obligé de faire quasiment une nuit blanche en attendant le résultat du premier tour, du coup on fera peut-être une petite sieste dans l'après-midi, quoiqu'avec Selvi les siestes sont souvent courtes et agitées, je n'en dirai pas plus...

Bon week-end... quand même !

### Parole d'internaute.

- "Si jamais Macron devait être élu, je considérerais personnellement cela comme un coup d'État de la classe dirigeante. Comme le résume laconiquement Lordon : « des milliardaires possèdent la presse et entreprennent de porter un banquier d'affaire à la présidence de la République. Voilà. »

Un matraquage médiatico-sondager qui ferait passer la passion de la presse pour Sarkozy 2007 pour une amourette de vacances ; une propagande hallucinante sur je ne sais quelle fraîcheur/dynamisme/modernité pour des recettes complètement ringardes (les vieilles lunes néolibérales qui n'ont marché nulle part) ; le feuilleton débile des ralliements quotidiens, égrenés avec gourmandise par les éditorialistes, concernant des fossiles que le commun des mortels ne calculait

même plus depuis le XIX<sup>e</sup> siècle (Robert Hue, sérieusement ?!) ; aucun débat public sérieux sur le fait qu'il veut dégommer le modèle social issu de l'après-guerre...

Ça devient de plus en plus gros, signe qu'on est vraiment aux abois là-haut. Pour cette échéance, ça passera peut-être au forcing et au bourrage de crâne, mais ce sera la dernière fois."

Si Macron était élu, ce serait sans doute la dernière fois que vous auriez eu l'occasion de vous exprimer lors d'un scrutin puisqu'ensuite le pouvoir politique sera confisqué par l'oligarchie, exactement comme aux Etats-Unis.

Ce qu'on n'a pas voulu voir ou comprendre, c'est que le chef de file du capitalisme mondial n'allait pas seulement finir par influencer profondément, mieux ou pire, imposer ses modes, goûts ou lubies dans le domaine culturel, vestimentaire, artistique, architectural, musical, cinématographique, gastronomique, etc. ou tout simplement le mode de vie et de pensée du peuple, mais aussi sur le plan politique et de la structure de l'Etat en s'appuyant sur l'UE, tout simplement parce que c'est l'économie qui domine ou détermine tous les rapports dans la société, leur contenu et leur orientation.

L'impérialisme pourrissant, le capitalisme en crise étant incompatible avec l'expression les plus élémentaires de la démocratie, la concentration de la richesse sur le plan économique devait s'accompagner obligatoirement de la domination absolue ou incontestable de l'oligarchie sur le plan politique. Non seulement aucun parti dit de gauche ou d'opposition ou censé représenter les intérêts des exploités et des opprimés même de manière déformée ou très limités ne devait plus pouvoir prétendre accéder au pouvoir, il devait être écarté coûte que coûte ou se voir interdire de concourir à une élection déterminante comme l'élection présidentielle, il fallait faire comprendre au peuple que la question du pouvoir était réservée aux élites, à ceux qui détiennent le pouvoir économique et abandonner définitivement l'espoir de changer la société par la voie institutionnelle, qu'il devrait se résigner à devoir choisir entre des candidats représentant l'oligarchie et subir en silence le sort que lui réserverait l'heureux élu.

On aura compris que dans ces conditions il ne reste plus qu'une voie aux masses laborieuses et au mouvement ouvrier pour faire valoir leurs exigences, adopter une stratégie politique ayant pour objectif de renverser le régime en place par un soulèvement révolutionnaire ou renouer avec le socialisme.

Pour illustrer mon analyse.

- La fin du système des partis par Jean-Claude Paye

Extrait - Nous nous trouvons dans une nouvelle configuration de la « scène politique », de l'espace de la représentation politique. Nous passons d'un système organisé autour d'un parti de masse dominant ou d'une structure binaire de deux organisations « alternatives », gauche et droite, à un mode de gouvernance qui abandonne le système des partis et qui, dans les faits et dans le langage, rejette le politique.

Si hier, la crise de représentation des partis a conduit à un renforcement effectif de l'Exécutif, aujourd'hui, l'augmentation de ses prérogatives aboutit à un accroissement purement formel de son pouvoir, car il ne travaille pas pour son propre compte, mais pour celui d'organisations supra-nationales, des structures intermédiaires de l'Empire, tels que l'Union Européenne, le Conseil de l'Europe ou l'Otan. L'appareil exécutif national, dans son viol permanent du Parlement, apparaît comme un simple relais. Ainsi, parler de crise de représentation des partis politiques n'est pas suffisant. Il ne s'agit plus d'un fait lié à une conjoncture politique particulière, mais d'un événement d'ordre structurel.

Le phénomène de la candidature Macron révèle une mutation dans l'exercice du pouvoir d'État, à savoir la fin de toute médiation avec la société civile. Les différents lobby se substituent aux partis. Les grandes entreprises ont la capacité de défendre directement leurs intérêts, contre la grande majorité de la population, sans que la décision prise prenne la forme d'une défense de l'intérêt collectif.

Autrement dit, la classe économiquement et politiquement dominante devient également la classe régnante, celle qui occupe les devants de la « scène politique », de l'espace de la légitimation. La classe dominante gère directement ses intérêts et promotionne ouvertement ses candidats. Le processus de légitimation de cette procédure ne relève plus de la représentation, mais du marketing, la scène politique se confondant avec celle des médias.

La candidature Macron est ainsi le symptôme d'une société capitaliste avancée, dans laquelle les rapports sociaux sont complètement transformés en rapports entre choses, entre marchandises. Les divergences exprimées par les différents candidats se réduisent à la compétition des images, à la concurrence des marchandises. Ainsi, Macron se place hors langage. Chacun peut mettre ce qu'il veut entendre dans ce qui est dit. Il ne nous demande pas d'adhérer à un discours, mais de regarder son image et d'être en fusion avec elle.

Il n'y a plus de place pour la politique et la confrontation de points de vue divergents, mais à un abandon de sa vie privée et publique, afin de s'adapter aux changements permanents des rapports de production et à la fluidité renforcée des forces

productives, c'est à dire aux exigences, constamment renforcées de la rentabilité du capital. Comme un inventaire à la Prévert ne forme pas un programme, rien n'est déterminé. Au nom de la nécessaire adaptation à la « modernité », est promue la propension à tout accepter, à renoncer à tout acquis social. Ainsi, tous les espoirs sont permis pour ses commanditaires, aucune limite n'étant fixée a priori à leurs futures exigences.

Non seulement Emmanuel Macron s'inscrit dans la continuité de l'action du gouvernement sortant, mais il la magnifie, lui donnant sa véritable dimension, celle de la « société liquide ». Cette dernière se caractérise par l'absence de projet précis, sinon de gouverner pragmatiquement. Ce type de gouvernementalité ne peut que donner une place encore accrue aux « experts », renforçant la tendance déjà bien affirmée de gestion de la chose publique par ordonnances, ainsi que par l'emploi de la procédure du 49-3 [1], déjà abondamment utilisée par le gouvernement sortant.

Ici, point d'alternative, le « hors-système » se résume à une capacité revendiquée d'adaptabilité à toute mutation sociale, quelle qu'elle soit. La fluidité exprimée se reflète dans le nom même de son mouvement « En marche ! », une injonction qui ne précise aucunement vers quoi elle se dirige, mais qui nous indique qu'il s'agit d'abandonner toute résistance à la machine économique-politique. (La fin du système des partis par Jean-Claude Paye, Réseau Voltaire 20 avril 2017)

Ce changement structurel ou de forme de gouvernance du régime a été amorcé par Jospin en renforçant le régime présidentiel ou son aspect bonapartiste en faisant précéder les élections législatives par l'élection présidentielle, de sorte que le rôle et le pouvoir des partis soient ravalés au second rang.

La mission historique du républicanisme bonapartiste étant parvenue à son terme, il devait céder la place à un régime bonapartiste oligarchique.

Le parti de l'ordre (LR, ex-UMP) achevera sa mutation néolibérale sous Sarkozy, c'était sa mission.

Et c'est Hollande qui sera chargé de liquider le PS, en deux temps, par le biais des primaires, puis faute de pouvoir se représenter et de pouvoir finaliser l'opération de l'intérieur malgré toute la bonne volonté affichée par Valls pour la mener à bien, il recourra à Macron.

Pour rappel, François Hollande en 2015 : « Il faut un acte de liquidation. Il faut un hara-kiri. Il faut liquider le PS pour créer le parti du Progrès », En Marche !

Le coup de grâce au PS et plus généralement à ce qu'il était convenu d'appeler la gauche sera donc porté par Macron avec le concours de Mélenchon, qui par son discours et son programme populiste devait attirer un grand nombre d'électeurs qui traditionnellement votait PS, contribuant ainsi à vider le PS d'une partie de ses électeurs dits de gauche, tandis que Macron attirerait ceux les plus à droite, laissant à Hamon quelques miettes ou une peau de chagrin.

Et la Constitution de la Ve République dans tout cela ? Si Macron était élu, elle survivrait à cette épreuve, la Constitution américaine qui a un siècle et demi de plus s'est très bien accommodée de Reagan, Clinton, Bush, Obama et maintenant Trump, quand on détient tous les pouvoirs, on fait ce qu'on veut ou presque, où est le problème, pourquoi poser des questions aussi stupides, franchement ?

- Les fenêtres de l'histoire, par Frédéric Lordon

Extrait - Dans un parfait contretemps politique, l'élection de Mitterrand venait fermer le cycle keynésien-fordien de l'État social : commencement de la grande régression néolibérale. Quelles mobilisations pouvait-il y avoir dans un tel contexte de recul et d'adversité idéologiques ?

Trente-six ans plus tard, c'est le néolibéralisme lui-même qui arrive en bout de course, et fait lever une contestation internationale. Les données générales de la légitimité sont sur le point de basculer. Que le capital soit plus agressivement conquérant que jamais n'empêche pas qu'il est en train de perdre la bataille du bon droit. (Les fenêtres de l'histoire, par Frédéric Lordon 19 avril)

L'orientation du capitalisme n'est pas déterminé par le droit ou des droits, mais par ses besoins pour assurer sa survie. Passons, j'ignore si c'est ce qu'il a voulu dire par là. Arrêtons-nous plutôt au premier paragraphe.

Eh oui ! et c'est ce que j'ai écrit hier, il était absolument aberrant dans le contexte social et politique de 1981 de croire un instant qu'une révolution pourrait se produire, c'était la thèse foireuse soutenue par les trotskystes lambertistes (PCI, aujourd'hui le POI et le POID) qui n'ont jamais été foutus d'analyser correctement la situation et les rapports entre les classes.

Et n'étant pas à une contradiction ou une aberration près, parmi ces militants ou ex-militants de ce courant politique il s'en trouve encore pour affirmer que l'analyse de leurs dirigeants de la situation en 1981 était correcte, mais que leurs dirigeants les auraient soudainement trahis, alors qu'en réalité leur analyse révélait leur véritable nature ou leurs réelles intentions qui

n'avaient jamais été de construire un parti ouvrier révolutionnaire, mais uniquement de porter le PS au pouvoir, ce qui les conduisit presque aussitôt d'ailleurs à liquider leur propre parti et à abandonner le programme de la révolution socialiste histoire de le confirmer. Tout se tient, tout s'explique, mais on peut aussi tout nier d'un bloc, tout est possible, plutôt le pire que le meilleur.

### «Comme une onde qui bout dans une urne trop pleine» (Baudelaire)

- À 24 heures du 1er tour, voici les tout derniers sondages - Le Point.fr

Si l'overdose sondagière vous gagne, réjouissez-vous, ce samedi sera une journée off ! Le Code électoral interdit la publication de toute nouvelle enquête d'opinion. Mais pas la compilation des derniers sondages rendus publics ce vendredi par les instituts.

OpinionWay a réactualisé ce vendredi matin peu après midi son estimation quotidienne. Le PrésiTrack OpinionWay / ORPI pour Les Échos et Radio Classique accorde désormais 23 % d'intention de vote à Emmanuel Macron, 22 % à Marine Le Pen, 21 % à François Fillon (+ 1 par rapport à hier) et 18 % à Jean-Luc Mélenchon, en recul d'un point.

Odoxa Dentus Consulting a réalisé une enquête auprès de 2 500 personnes, dont 1 000 ont été interrogées vendredi matin, c'est-à-dire après l'attentat qui a coûté la vie à un policier sur les Champs-Élysées. Emmanuel Macron conforte sa première place avec 24,5 % (en recul de 0,5 point) devant Marine Le Pen 23 % (+1). Derrière eux, François Fillon et Jean-Luc Mélenchon se partagent la 3e place avec 19 % chacun. Ils perdent tous les deux 0,5 point.

Le Roling quotidien de Paris Match, Cnews et Sud radio, réactualisé à 18 heures, donne à peu près les mêmes chiffres avec le quinté suivant : Emmanuel Macron 24,5 % (+ 0,5) ; Marine Le Pen (22,5 %) ; François Fillon (19,5 %) ; Jean-Luc Mélenchon (18,5 %) et Benoît Hamon (7 %).

Enfin, l'institut canadien Filteris qui analyse la data et l'impact de chaque candidat sur les réseaux sociaux a publié deux enquêtes vendredi. Celle de 6 heures du matin plaçait François Fillon en première position (22,09 %), devant Marine Le Pen (21,75 %), Jean-Luc Mélenchon (21,11 %) puis Emmanuel Macron (19,92 %). Afin de mieux coller aux évolutions instantanées et brutales de l'opinion publique française, Filteris annonce une toute dernière étude peu avant minuit... Nous la diffuserons quelques minutes plus tard. Le Point.fr 21.04

Qui a dit ?

(Après la fusillade sur les Champs-Élysées)

- «Je souhaite que cessent les polémiques, notamment contre les responsables en place...»

Réponse : Macron, non, Mélenchon exonérant les va-t-en-guerre Hollande-Ayrault-Fabius-Le Drian d'avoir alimenté le terrorisme...

Quand ils en pincent pour l'illusionniste et le flattent...

- Jean-Luc Mélenchon est le seul choix rationnel de cette présidentielle, la preuve par la science - huffingtonpost.fr

Ce que démontrent les deux épidémiologistes Wilkinson et Pickett, c'est que, même pour les riches, il vaut mieux vivre dans une société plus égalitaire en termes de revenus. huffingtonpost.fr 21.04

- 7 actions "insoumises" qui montrent que Mélenchon a mené la meilleure campagne à gauche - huffingtonpost.fr

L'hologramme Mélenchon, la péniche "insoumise", le one-woman show politique, le tribun "youtuber", les grandes démonstrations de force en plein air, les débuts de meeting à l'extérieur de la salle ou les actions surprises chez les multinationales ont jalonné sans aucun doute la meilleure campagne à gauche. Tout cela sans compter une mobilisation extrêmement réactive et synchronisée des "Insoumis" sur les réseaux sociaux... huffingtonpost.fr 21.04

- 3 raisons pour lesquelles Jean-Luc Mélenchon pourrait être l'antidote au vote Front national - huffingtonpost.fr

Son mouvement politique, la France insoumise, est capable d'attirer les électeurs "périphériques" du Front national au premier tour de la présidentielle. huffingtonpost.fr 21.04

### La soumission ou l'affrontement classe contre classe.

- A Nantes, la justice donne tort aux éboueurs en grève - Reuters

Le tribunal administratif de Nantes a donné raison vendredi à Nantes Métropole et ordonné aux éboueurs de la ville de libérer les accès aux établissements dédiés à la collecte des déchets, bloqués depuis plusieurs semaines en raison d'un mouvement social.

La CGT et Force ouvrière devront s'exécuter immédiatement, sans quoi elles seront contraintes de verser 250 euros par jour de retard, et devront par ailleurs verser chacune 1.000 euros à Nantes Métropole pour les frais de justice.

Les syndicats protestent contre la fin de ce qu'on appelle le "fini-parti", qui permettait aux agents de terminer leur journée sitôt leur tournée achevée.

Ce système "datant de l'après-guerre" est "accidentogène", selon la communauté urbaine, dans la mesure où il "encourage la précipitation" des agents.

Son abandon, déjà acté "dans la plupart des grandes villes", est aussi une "mesure d'équité vis-à-vis des autres salariés payés 35 heures", toujours selon Nantes Métropole.

D'après les syndicats, la collectivité entendait aussi profiter des nouvelles journées de travail de sept heures pour réorganiser les tournées des éboueurs et supprimer des postes.

L'avocat de la communauté urbaine avait justifié son recours en référé par la multiplication des départs de feux de poubelles, ces derniers jours, dans la ville.

L'avocat de la CGT et Force ouvrière, Rémi Bascoulergue, avait pour sa part mis en doute le fait que "40%" des agents soient "empêchés de travailler" par les grévistes, comme le soutenait la communauté urbaine. Le mouvement social est "quasi-unanime" chez les éboueurs, selon lui. Reuters 22.04

### Ils osent tout. Stratégie du chaos, de la tension et de la guerre. Dérégulation de la finance

Venezuela.

- Spirale de la violence au Venezuela: 20 morts en trois semaines - AFP

Onze personnes ont péri lors de troubles dans la nuit de jeudi à vendredi à Caracas, ce qui porte à 20 le nombre de morts depuis le commencement de la vague de manifestations en avril contre le président socialiste Nicolas Maduro.

Le parquet vénézuélien a annoncé vendredi "la mort de 11 personnes" âgées de 17 à 45 ans, certaines électrocutées et d'autres tuées par balle, ajoutant que six individus ont également été blessés "lors des faits de violence survenus" dans le quartier de El Valle.

Dans cette zone du sud-ouest de la capitale, les habitants avaient décrit durant la nuit des scènes de pillages et d'affrontements violents avec les forces de l'ordre. Des images tournées par certains résidents avaient montré un véhicule anti-émeutes partiellement incendié par des cocktails Molotov.

"On aurait dit une guerre. Les militaires et la police lançaient des gaz (lacrymogènes, ndlr), des civils armés tiraient sur les bâtiments. Avec ma famille on s'est jeté par terre. C'était horrible. On a réussi à dormir jusqu'à ce que ça se termine, vers trois heures du matin", a raconté à l'AFP Carlos Yanez, habitant de 33 ans d'El Valle.

Le parquet a par ailleurs annoncé l'ouverture d'une enquête sur la mort dans la nuit d'un homme dans le quartier de Petare (est de Caracas).

Il a été tué par balle "lors de la manifestation de (jeudi) soir", a affirmé sur Twitter Carlos Ocariz, maire du quartier et membre de l'opposition, exigeant "qu'une enquête soit menée et qu'on punisse les coupables !".

Déterminée à poursuivre la mobilisation jusqu'à obtenir des élections anticipées, l'opposition a convoqué pour samedi une "marche du silence" vers les sièges de l'épiscopat vénézuélien dans tout le pays et pour lundi un "blocage national" des routes.

Ces défilés tournent souvent à l'affrontement entre manifestants et forces de l'ordre, qui échangent tirs de gaz lacrymogènes et balles en caoutchouc contre jets de pierres et cocktails Molotov. Outre les vingt morts, environ 600 personnes ont été arrêtées depuis début avril, selon l'ONG Foro Penal.

Mercredi et jeudi, des dizaines de milliers de personnes ont encore manifesté dans les rues du pays.

Les violences autour de ces mobilisations ont fait trois morts mercredi et des incidents ont éclaté jeudi à Caracas ainsi qu'à Maracaibo (nord-ouest), Valencia (nord) et San Cristobal (ouest).

L'évacuation de 54 bébés d'une maternité d'El Valle pendant les affrontements a suscité une controverse entre les deux camps.

Le gouvernement a accusé "des bandes armées engagées par l'opposition" d'avoir "attaqué" l'établissement. L'opposition a rétorqué que les nouveaux-nés avaient dû être placés en lieu sûr car ils étaient "très affectés" par les tirs de grenades lacrymogènes des forces de l'ordre.

Pour l'exécutif, c'est l'opposition qui fomenté les violences. "Ces délinquants veulent faire croire que le Venezuela est dans le chaos, le pays est calme", a déclaré Freddy Bernal, un dirigeant du parti socialiste au pouvoir.

Dans le camp anti-Maduro, on dénonce au contraire la répression des forces de l'ordre : "Ne lancez plus de bombes, s'il vous plaît", a crié jeudi un manifestant nu qui s'était juché sur un véhicule blindé militaire, à travers un nuage de gaz lacrymogène.

Jeudi, l'Union européenne a condamné les violences "très regrettables" survenues pendant les manifestations tandis que le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a demandé "que tous les efforts soient faits pour réduire les tensions et empêcher de nouveaux affrontements".

Neuf pays latino-américains ont jugé, dans un communiqué commun, "urgent que les autorités vénézuéliennes prennent des mesures pour garantir les droits fondamentaux et préserver la paix sociale".

M. Maduro, qui dénonce un "coup d'Etat terroriste" fomenté selon lui par les Etats-Unis - une accusation rejetée par Washington - a renforcé ces derniers jours la présence policière et de l'armée qui lui a apporté son soutien "inconditionnel".

Alors que son mandat court jusqu'à fin 2018, sept Vénézuéliens sur dix souhaitent son départ immédiat, selon un sondage Venebarometro. AFP 21.04

## Syrie

- Le chef du Pentagone accuse Damas d'avoir toujours des armes chimiques - AFP

Le secrétaire américain à la Défense Jim Mattis a soutenu, lors d'une visite en Israël vendredi, qu'il n'y avait "pas de doute" que le régime syrien avait conservé des armes chimiques, mettant en garde Damas contre leur utilisation.

M. Mattis a rencontré les dirigeants israéliens qui ont fermement soutenu la frappe américaine du 7 avril contre une base aérienne syrienne, en réaction à l'attaque chimique présumée du régime de Bachar al-Assad sur une localité rebelle du nord de la Syrie.

"Il ne peut y avoir aucun doute pour la communauté internationale que la Syrie a conservé des armes chimiques, en violation à son accord et à ses affirmations sur leur destruction", a affirmé M. Mattis devant la presse en présence du ministre de la Défense israélien Avigdor Lieberman.

"C'est une violation des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, et elle devra être traitée au niveau diplomatique", a ajouté le chef du Pentagone, estimant que le régime syrien "prendrait une mauvaise décision en essayant d'utiliser à nouveau" des armes chimiques.

L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a annoncé mercredi que des tests prouvaient de manière "irréfutable" que du gaz sarin ou une substance similaire avait été utilisé à dans la localité de Khan Cheikhoun (nord-ouest de la Syrie) début avril.

Une étude israélienne a montré que le régime Assad était toujours en possession de "plusieurs tonnes" d'armes chimiques, a affirmé un responsable militaire.

Le président syrien a répété à plusieurs reprises que son régime ne possédait plus d'armes chimiques depuis leur destruction en 2013 après un accord américano-russe encadré par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU.

Il a fermement démenti avoir utilisé des armes chimiques à Khan Cheikhoun.

Quelques heures après le départ du secrétaire américain à la Défense, l'armée israélienne a visé des positions en Syrie,

en représailles à trois tirs de mortier en provenance de son voisin du nord.

Les tirs ont touché le nord du plateau du Golan occupé par Israël sans faire de blessé. Une porte-parole militaire israélienne a indiqué qu'il s'agissait "très probablement de tirs errants résultant des combats internes en Syrie".

Lors de sa visite de 24 heures, M. Mattis a également rencontré le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu puis le président israélien Reuven Rivlin.

M. Netanyahu était tout sourire en accueillant le chef du Pentagone, saluant le "changement bienvenu" dans la politique américaine au Moyen-Orient depuis l'élection de Donald Trump.

Israël est particulièrement satisfait des "mots très clairs et très francs" de Donald Trump et Jim Mattis contre l'Iran et ses activités "déstabilisatrices" au Moyen-Orient, a expliqué M. Netanyahu.

Il a évoqué la possibilité de voir se constituer une sorte de front commun contre l'Iran et le groupe Etat islamique, reliant les Etats-Unis, Israël et des pays arabes.

Il y a de "grandes opportunités devant nous, parce que beaucoup de nos voisins arabes comprennent" qu'ils subissent les mêmes menaces, a-t-il déclaré.

M. Mattis s'était montré sur la même longueur d'onde un peu plus tôt.

"Notre alliance avec Israël est la pierre angulaire d'une structure de sécurité plus large qui inclut la coopération avec l'Egypte, la Jordanie, le royaume d'Arabie saoudite et nos partenaires du Golfe", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse.

Les relations entre Israël et les Etats-Unis s'étaient tendues sous l'administration Obama sur la question notamment des territoires palestiniens occupés par l'Etat hébreu depuis un demi-siècle.

Les désaccords avaient atteint un sommet avec l'accord sur le nucléaire iranien conclu en 2015 entre Téhéran et les grandes puissances, fierté de Barack Obama mais farouchement combattu par M. Netanyahu.

Interrogé sur les intentions de l'administration américaine au sujet de cet accord, qualifié de "stupide" par Donald Trump, Jim Mattis s'est borné à rappeler que "les Etats-Unis ont signé" cet accord "et il continue d'être appliqué".

"En aucun cas" cela n'exonère l'Iran quant à ses "autres activités" dans la région, y compris au Yémen et en Syrie en guerre, a-t-il indiqué.

Donald Trump vient d'ordonner la réévaluation de l'accord afin d'examiner si la suspension des sanctions contre l'Iran est "vitale" pour les intérêts de sécurité nationale des Etats-Unis. AFP 21.04

- Assad: Washington permet aux terroristes délogés de Mossoul de passer en Syrie - sputniknews.com

Les membres du groupe terroriste Daech évincés de la ville irakienne de Mossoul pénètrent sur le territoire syrien en grand nombre et sapent les positions de l'armée syrienne à Deir ez-Zor, Washington les laissant faire, a déclaré le Président syrien Bachar el-Assad dans une interview accordée à Sputnik.

Interviewé par Sputnik, le Président syrien Bachar el-Assad a signalé que le nombre exact de terroristes entrant en Syrie depuis l'Irak n'était pas déterminé, mais, selon des estimations basées sur les informations fournies par les habitants des régions concernées, il s'agissait de dizaines de milliers d'individus.

« Les États-Unis passent à l'offensive contre Daech à Mossoul, ils sont contre Daech, mais dans le même temps, ils soutiennent Daech et lui permettent de traverser la frontière [et d'accéder, ndlr] depuis l'Irak en Syrie. Cela signifie qu'ils ont aidé Daech à arriver à Deir ez-Zor et à saper les positions de l'armée syrienne qui défend Deir ez-Zor », a déclaré le Président syrien.

Selon Bachar el-Assad, Washington voudrait que Deir ez-Zor soit pris par Daech et il est probable que les Américains misent sur un scénario similaire à celui de Jarablos et d'autres régions : négocier avec Daech pour qu'il quitte Deir ez-Zor et ensuite annoncer la ville libérée pour y envoyer leurs protégés pour des attaques. sputniknews.com 22.04

- Israël tire des missiles sur l'armée syrienne dans la province de Quneitra - sputniknews.com

Les positions de l'armée syrienne dans la province de Quneitra ont été la cible d'une frappe de missiles israéliens.

L'aviation israélienne a tiré vendredi des missiles sur les positions des troupes gouvernementales syriennes à Khan Arnabeh, dans la province de Quneitra, portant un préjudice, a annoncé l'agence syrienne Sana.

« Les avions israéliens ont tiré deux missiles contre une position de notre armée depuis le territoire occupé [le plateau du Golan, ndr] à 18h45. Cela a provoqué un préjudice matériel », a précisé Sana qui cite une source militaire.

Selon la source, la frappe a eu lieu au moment où l'armée syrienne repoussait des attaques de groupes terroristes dans la province de Quneitra, leur infligeant de lourdes pertes.

« Ces actions n'arrêteront pas la lutte de nos forces armées contre les groupes terroristes qui agissent comme des alliés d'Israël dans ce secteur », a ajouté le militaire.

Le service de presse de l'armée israélienne avait antérieurement annoncé que les troupes du pays avaient pris pour cible les régions frontalières de la Syrie en réponse aux tirs de mortier contre la partie des hauteurs de Golan contrôlée par Israël. Les militaires israéliens estiment que les tirs de mortiers n'étaient pas intentionnels et qu'il s'agit d'obus de mortier tiré lors des combats entre les forces gouvernementales et l'opposition en Syrie. sputniknews.com 20.04

- Trump demande un examen du dispositif contre l'inversion fiscale - Reuters

Donald Trump va demander vendredi au département du Trésor d'examiner différentes dispositions prises au cours des 18 derniers mois par son prédécesseur Barack Obama, dont l'une vise à dissuader les entreprises américaines de déménager leur siège à l'étranger pour bénéficier d'une fiscalité plus avantageuse, a annoncé le secrétaire au Trésor Steve Mnuchin.

Le président américain va signer ces décrets à l'occasion de sa première visite dans les locaux du département du Trésor.

Prié par des journalistes de dire si parmi les dispositifs visés par cet examen figure celui concernant l'"inversion fiscale", Steve Mnuchin a répondu: "C'est l'une des choses importantes et l'une des choses que nous allons examiner."

L'inversion fiscale est un mécanisme par lequel des entreprises américaines délocalisent leur siège social dans un pays à taux d'imposition plus bas en achetant une société basée dans ce pays. Sous Barack Obama, le département du Trésor a adopté en avril 2016 de nouvelles règles destinées à lutter contre cette pratique, ce qui a notamment amené les laboratoires Pfizer et Allergan à renoncer à leur projet de fusion de 160 milliards de dollars (150 milliards d'euros).

Donald Trump va aussi demander vendredi au Trésor américain d'examiner deux prérogatives accordées après la crise de 2008 aux autorités de régulation pour maîtriser les activités des grandes institutions financières, a dit Steve Mnuchin.

Un premier décret présidentiel va interdire provisoirement aux autorités de régulation d'accroître la liste des institutions financières non-bancaires jugées d'importance systémique, et qui sont soumises à ce titre à des exigences renforcées. Ce même décret va aussi demander un examen des procédures appliquées à ces "institutions financières d'importance systémique" (SIFI).

L'autre document que signera Donald Trump va suspendre le recours à l'"autorité de liquidation ordonnée", qui sert à démanteler les institutions en difficultés financières, sauf dans les cas que le président considère comme une urgence. Là aussi, un examen du dispositif va être engagé, a dit Steve Mnuchin. Reuters 21.04

L'oligarchie est au pouvoir, elle l'était déjà, mais en présence de besoins pressants et en l'absence de toute opposition organisée, elle se sent pousser des ailes, elle y est encouragée par l'élection d'un de ses membres et c'est bien normal.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 23 avril 2017

## CAUSERIE

Les blogs ou les portails d'information font de la politique et se comportent comme des partis ou des chapelles qui ont leurs propres dévôts auxquels elles proposent tout un catalogue d'icônes incarnant le saint dogme de l'ordre établi qui constitue leur ligne éditorialiste et auquel ils sont priés de se conformer.

Un internaute faisait remarquer que les articles qu'ils publient étaient destinés à une clientèle de gens convaincus et que c'était là leur limite pour ne pas dire qu'ils ne servaient pas à grand chose finalement, ce qui me paraît plutôt réducteur, puisque quotidiennement un tas de gens font la découverte de ces blogs ou portails. Ils y trouveront une critique de l'ordre établi ou des excès du capitalisme qu'ils dénoncent mais qui doit demeurer leur horizon indépassable, autrement dit ils servent à le cautionner tout en fournissant des arguments hypocrites à leurs lecteurs pour qu'ils puissent se donner bonne conscience.

Ces blogs ou portails ne leur offrent aucune alternative politique ni aucun idéal. On aura compris que dans ces conditions-là, en l'absence de toute issue politique à la crise du capitalisme qui ne pourrait être que collective (sous la forme d'un soulèvement des masses révolutionnaires), leurs lecteurs seront amenés à chercher des solutions individuelles à leurs difficultés, à adopter un mode de pensée individualiste qui présente l'avantage d'être inoffensif et compatible avec l'existence du régime en place ou son idéologie.

Les mêmes arguments pourraient s'adresser à ceux qui à l'instar de Mélenchon estiment que ce sont les hommes qui doivent changer pour changer la société, et non la société qui doit changer pour changer les hommes, ce qui est le meilleur moyen de ne jamais y parvenir. Les hommes, leur psychologie, leur mode de pensée, leur comportement sont dictées avant tout par les rapports sociaux en vigueur et non l'inverse. C'est la société telle qu'elle existe qui influence ou formate les consciences, d'où les maux qui en résultent parce qu'elle est le produit d'un processus inconscient. Si le contraire était vrai, cela signifierait que les hommes feraient consciemment leur propre malheur, or ce n'est pas le cas. S'ils font leur propre malheur c'est bien la preuve qu'il existe une force matérielle (ou des rapports) qui les domine et dont ils ignorent la nature, dont ils n'ont pas conscience, force matérielle qu'incarne la classe dominante dont ils doivent se débarrasser pour s'approprier leur propre destin et orienter consciemment la société dans une direction qui soit conforme à leurs besoins ou aspirations, qui sont incompatibles avec l'existence du capitalisme et plus généralement le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme auquel ils doivent mettre un terme.

Toute prise de conscience qui ne s'accompagne pas ou qui ne se fixe pas pour objectif l'abolition du capitalisme, qui ignore ou se détourne de cette nécessité historique, demeurera partielle, partielle, inconsistante, incohérente, pire, injuste, car en ne rompant pas avec le capitalisme, cette conscience au rabais, si faible, vulnérable, inopérante, confine à l'impuissance, à la passivité face aux multiples méfaits et crimes commis par le capitalisme à travers le monde sur des peuples innocents, elle les amènera à adopter les arguments des capitalistes pour les justifier, ce qui ne sera pas le cas quand on adoptera une conscience de classe, qui sera reliée à l'objectif cité plus haut, en finir définitivement par n'importe quel moyen, coûte que coûte, le plus tôt possible avec le capitalisme, l'éradiquer de la surface de la terre. C'est aussi cela être de gauche et rien d'autre.

La conscience de classe s'attaque aux causes des maux de la société, à leurs origines, à leurs racines, aux fondements du capitalisme, alors que la conscience de l'humaniste en général ne traite que superficiellement ses conséquences afin de mieux les supporter sans les supprimer.

### Parole d'internaute.

- *"Cela fait des semaines que les journalistes disent que non il n'y a pas de complaisances entre patrons de presse et certains candidats, que non il n'y a pas de censure, ni de parti pris et qu'ils sont entièrement libres ... Bref encore une fois seules les gens bien informés comprennent comment le système fonctionne et la majorité avale le blanc le jaune et la coquille."* (Les-crises.fr)

Les *"gens bien informés comprennent comment le système fonctionne"*, c'est beaucoup dire, partiellement seulement, ce qui ne sert pas à grand chose, hormis d'avoir l'impression d'être moins ignorant ou manipulable que la moyenne des gens, ce qui reste à démontrer, car si la majorité semble gober tout ce que les journalistes leur racontent, en réalité dans bien des cas ils n'en pensent pas moins que vous mais ils sont incapables de l'exprimer.

On pourrait en dire de même des *"gens bien informés"* qui semblent avoir compris beaucoup de choses, sauf l'essentiel manifestement, qui ne vont pas au bout de leur analyse de la société, et qui finissent par adopter l'interprétation superficielle qu'en donnent d'autres journalistes ou intellectuels qui s'accommodent du régime.

La *"majorité avale le blanc le jaune et la coquille"* sans y mettre les formes contrairement à vous, voilà tout.

### Matraquage macronique jusqu'à la dernière minute.

- Les Français d'Amérique aux urnes en avance pour voter utile - AFP
- 23 avril 2017, jour J du grand effondrement de notre système politique? - Le Huffington Post
- La présidentielle vue de l'étranger : à Berlin, la gauche et la droite votent Macron - LeParisien.fr

Normal la CDU gouverne avec le SPD !

- Emmanuel Macron: Peut-on vraiment être "trop jeune" pour être un bon leader? Ce qu'en disent les experts... - Le Huffington Post

Les experts, il fallait oser, les corrompus, la tarte à la crème, la risée...

[Dossier Syrie.](#)

- Attaque chimique en Syrie : enquête préliminaire contradictoire - euronews

Le président de la commission d'enquête internationale sur la Syrie a rendu vendredi ses premières conclusions après l'attaque chimique de Khan Cheikhoun en Syrie.

Comme d'autres organisations, Paulo Pinheiro estime que des agents chimiques ont bien été utilisés le 4 avril dans la province d'Idleb. Mais selon lui les victimes seraient surtout mortes après des blessures causées par des armes conventionnelles.

Quant à la responsabilité du régime de Bachar Al-Assad, le président de la commission d'enquête affirme ne pas pouvoir tirer de conclusion à ce stade. euronews 22.04

Lire l'article dans la rubrique Syrie : *L'attaque neurotoxique qui n'a pas eu lieu » rapport de T. Postol du 18 avril 2017 sur Khan Cheikhoun par Caroline Galactéros (20.04)*

[Haut de page ↗](#)

---

Le 24 avril 2017

[CAUSERIE](#)

A l'extrême droite toute !

Il se peut que je n'actualise pas le portail jusqu'au second tour, j'ai besoin de repos et la situation politique en France ne présente aucun intérêt particulier jusqu'au 7 avril, sauf évènement exceptionnel.

L'américanisation des institutions française est en bonne voie, elle vient de s'accélérer brutalement, bientôt ce pays sera aussi pourri que les Etats-Unis, quelle horreur ! Vous aurez observé que le prolétariat et le mouvement ouvrier américain ne s'en étaient jamais remis. Ils sont aujourd'hui dans un état de putréfaction avancée plutôt effrayant, au point que les marionnettes qui gouvernent pour le compte de l'oligarchie ne se préoccupent même plus de ce qu'ils pensent ou non puisqu'ils n'ont plus aucun droit politique, c'est comme s'ils n'existaient plus, et s'ils résistent, ils les répriment, les embastillent, les assassinent. C'est le sort que vous réserve Macron.

Mes idées, mes théories, mes analyses, mes propositions n'intéressant apparemment personne, soit, je serai sans doute amené à cesser cette activité politique prochainement. Je me fais vieux, je suis épuisé, et que je termine mes vieux jours dans mon trou en Inde sans plus donner signe de vie n'indisposera personne, je veux dire par là que personne ne me regrettera et ce sera très bien ainsi. J'aurai fait ce que j'ai pu et je pourrai quitter ce monde dignement.

Il y en a qui s'avilissent ou se suicident politiquement sur la fin, moi je préfère disparaître tranquillement sans me faire prier, en choisissant mon heure, ce sera mon ultime acte conscient en hommage à la liberté pour laquelle j'ai combattu une bonne partie de ma vie. Tout jugement ou toute condamnation prononcée contre moi par des personnes animées de pensées malveillantes sera considéré comme une atteinte à la liberté et se retournera contre leurs auteurs. Ce n'est pas un testament, mais cela y ressemble. Il arrive qu'on en fasse plusieurs ! J'ai laissé mon imagination vagabondée, semble -t-il.

[Adressons-nous à des travailleurs.](#)

Dès lors que quelqu'un dispose d'un revenu supérieur à la satisfaction des besoins les plus élémentaires ou parvient à les satisfaire par n'importe quel moyen, il va se soumettre ou se laisser corrompre par le régime, et plus son revenu ou son statut social augmentera, plus il sera conduit à s'en accommoder, à le cautionner ou à le soutenir.

On pourra entrer en conflit avec le régime pour exiger une amélioration des conditions (de travail, notamment) dans lesquels on

obtient ce revenu ou pour qu'il augmente, ce qui ne conduira pas forcément (loin de là) à le remettre en question, pour qu'il en soit autrement il faudra prendre conscience des rapports sociaux qui sont à l'origine de sa condition. Il en va de même généralement, lorsqu'on souhaite satisfaire des besoins supplémentaires ou accéder à des besoins nouveaux.

Quand dans un pays l'immense majorité de la population peut satisfaire ses besoins élémentaires ainsi qu'un certain nombre de besoins supplémentaires dans des conditions relativement acceptables, peu importe ici de quelle manière, elle ne sera pas portée à remettre en cause l'ordre établi ou à devenir révolutionnaire, elle ne cherchera pas à comprendre ni comment ni pourquoi elle doit malgré tout faire face à des difficultés ou la société présente tant d'aspects négatifs, elle continuera d'en ignorer les origines. Et lorsque sa condition se dégradera, elle ne sera pas en mesure d'affronter cette nouvelle situation.

Elle sera impuissante à modifier l'orientation de la société, parce que les moyens ou les instruments qu'elle avait créés pour améliorer ses conditions de travail ou d'existence dans le cadre du régime en place s'avèreront inopérants ou impuissants, car au fil du temps ils se seront eux-mêmes accommodés du régime ou auront été corrompus également, de sorte qu'elle ne pourra pas ou plus s'en servir pour exprimer ses besoins ou défendre ses droits, qui pour être satisfaits ou prise en compte nécessite à un moment donné d'attaquer frontalement le régime et de le renverser afin de s'emparer du pouvoir politique.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que la société telle qu'elle existe aujourd'hui ne fonctionne pas selon la volonté des hommes, elle est le produit de rapports économiques ou sociaux entre les classes, dont l'évolution est dictée ou leur est imposée par les lois de fonctionnement du régime capitaliste, selon la place qu'ils occupent au sein de ses rapports, c'est ainsi que les exploités, les patrons, les gros actionnaires, les riches qui subissent également ses lois de fonctionnement du régime capitaliste vont devoir adopter des mesures ou une politique une stratégie consistant à s'attaquer aux acquis ou aux droits sociaux des exploités, de la classe ouvrière, des classes moyennes, des travailleurs en général uniquement pour préserver leur statut et leurs privilèges ou leur domination de classe qui coïncident avec la préservation du régime lui-même.

Et lorsque ces mesures ou cette politique s'avèrent de plus en plus antisociales, se traduisant par l'accroissement des inégalités sociales dans des proportions monstrueuses, donc toujours plus injustes envers les travailleurs, liberticides, antidémocratiques, belliqueuses, guerrières, impérialistes, c'est uniquement par ce sont ces lois de fonctionnement du capitalisme qui y conduisent inexorablement, autrement dit les capacités de ce régime fondé sur la propriété privée des moyens de production et de répartition des richesses ne sont pas illimitées. Au delà d'un certain niveau de développement, et cela peut paraître paradoxal ou contradictoire et difficile à comprendre, il se transforme en son contraire pour préserver son existence. Il devient un frein, puis une entrave, un obstacle à tout progrès social, au bien-être de la population, il devient une menace pour sa sécurité et pour la paix, un facteur de guerre civile qu'il va dès lors sans cesse alimenter, encourageant tout en prétendant les combattre, la xénophobie et le racisme, toutes les formes de discriminations entre les différentes couches qui composent la société afin qu'elles s'affrontent entre elles au lieu de diriger leurs coups contre le régime.

Pour assurer sa survie, les lois de fonctionnement du régime capitaliste, les fondements sur lesquelles elle repose, c'est-à-dire les inégalités entre les classes qui en sont à l'origine, imposent aux tenants du régime de toujours plus concentrer le pouvoir économique et politique pour que leurs représentants puissent appliquer les mesures qu'ils leur dictent. En pratique cela se traduit sur le plan économique par la concentration du capital ou des richesses entre les mains de quelques oligarques détenant des fortunes colossales, et sur le plan politique par la confiscation de la démocratie ou des droits politiques que les travailleurs ont conquis par leur lutte de classe en s'appuyant sur leur ignorance et la corruption de ses représentants.

En conclusion, on aura compris que ce régime à bout de souffle, décadent, en décomposition, en faillite, à l'agonie, monstrueux par sa cruauté, dont la mission historique est achevée, synonyme uniquement d'inégalités, d'injustices, de haine, de chaos, de guerre, de barbarie et mille autres maux et souffrances qu'il impose au peuple travailleur, ne peut pas être réformé, qu'il est impossible de modifier ou d'inverser son orientation, nous devons le renverser par une révolution pour qu'il disparaisse, il n'existe pas d'autres alternatives politiques.

Les travailleurs doivent adopter le principe imprescriptible selon lequel leurs besoins, aspirations ou droits ainsi que les moyens pour s'emparer du pouvoir politique, instaurer une République sociale afin d'en finir avec le capitalisme sont légitimes, et ils doivent combattre et se détourner de quiconque voudrait leur contester.

Les travailleurs doivent comprendre que si le régime capitaliste repose sur leur ignorance du développement ou du fonctionnement du capitalisme ainsi que la corruption de leurs représentants, ils doivent tout faire pour parvenir à cette compréhension et s'organiser dans un nouveau parti ouvrier avec des dirigeants qui aient rompu ou qui n'aient aucun lien avec le capitalisme, ses représentants ou ses institutions.

C'est la tâche que doit se fixer chaque militant ouvrier révolutionnaire combattant pour le socialisme, aider par tous les moyens à leur disposition les travailleurs à progresser, être à leur côté dans leur lutte quotidienne, les organiser et construire le parti sans lequel nous ne parviendrons jamais à vaincre le capitalisme.

[Bienvenue en oligarchie ou hold-up réussi de l'oligarchie sur les institutions de la Ve République.](#)

Présidentielle : les résultats définitifs du premier tour - latribune.fr 24.04

Voici les résultats définitifs du premier tour fournis par le ministère de l'Intérieur, qui précise que le taux de participation s'est établi à 78,69%, contre 80,42% lors du premier tour du scrutin présidentiel de 2012.

Article publié à 7h27, actualisé à 9h29 avec les réactions des marchés.

Le second tour verra s'affronter deux candidats aux antipodes. Emmanuel Macron et Marine Le Pen se sont qualifiés dimanche pour le second tour de l'élection présidentielle qui se tiendra le 7 mai prochain, à l'issue d'un premier auquel onze candidats ont participé.

Voici les résultats définitifs du premier tour fournis par le ministère de l'Intérieur, qui précise que le taux de participation s'est établi à 78,69%, contre 80,42% lors du premier tour du scrutin présidentiel de 2012.

Emmanuel Macron (En Marche !) : 23,75%  
Marine Le Pen (Front National) : 21,53%  
François Fillon (Les Républicains) : 19,91%  
Jean-Luc Mélenchon (La France insoumise) : 19,64%  
Benoît Hamon (Parti socialiste) : 6,35%  
Nicolas Dupont-Aignan (Debout la France) : 4,75%  
Jean Lassalle (Résistons) : 1,22%  
Philippe Poutou (Nouveau parti anticapitaliste) : 1,10%  
François Asselineau (Union populaire républicaine) : 0,92%  
Nathalie Arthaud (Lutte ouvrière) : 0,65%  
Jacques Cheminade (Solidarité et progrès) : 0,18%

À la Bourse de Paris, les banques décollent

À l'ouverture de la Bourse de Paris, les titres du secteur bancaire prenaient près de 8% lundi matin, galvanisés par l'anticipation d'une victoire du candidat Emmanuel Macron à la présidentielle française. A 09H12, l'action Société Générale prenait la tête du CAC 40 (+8,03% à 50 euros) devant Crédit Agricole (+7,68% à 13,39 euros) et BNP Paribas (+6,74% à 66,18 euros) dans un marché en forte progression de 3,66%.

Le CAC 40 a quant à lui bondi de 4,1%, à 5.267,88 points et des hausses soutenues ont été constatées dans les Bourses de Londres (+1,37%), Francfort (+2,37%) et Madrid (+3,48%). (avec Reuters et AFP) latribune.fr 24.04

No comment !

Tout est dit ici :

- La surprise du 1er tour de la présidentielle... c'est qu'il n'y en a pas eu - Le Huffington Post

Macron, le candidat de l'oligarchie, des médias détenus par 9 milliardaires, du Medef, du CAC 40, l'emporte, tout est dans l'ordre des choses.

Effectivement le scénario concocté par les idéologues néolibéraux et savamment orchestré depuis l'Elysée et relayé par un matraque médiatico-judiciaire incessant a parfaitement fonctionné. Comme quoi ils apprennent vite de leurs erreurs qui n'en étaient pas vraiment, contrairement à nos piêtres dirigeants.

Sans ce matraque permanent, la manipulation dont fut l'objet la primaire de la "gauche", la machination montée contre Fillon et la fusillade survenue en plein Paris trois jours avant le scrutin pour faire monter le taux de participation, sans oublier la diabolisation hystérique des blogs et portails opposés à leur scénario décrits comme "complotistes" afin que les électeurs s'en détournent au profit des médias institutionnels favorables à Macron, ce dernier n'avait absolument aucune chance de figurer au second tour de la présidentielle.

C'est l'histoire d'une formation machine (de marketing) à fabriquer du consentement, à conditionner les esprits des électeurs. Je vous invite à lire les déclarations des différents courants trotskystes (NPA, LO, POI, POID, plus tous les groupes qui en sont issus) et vous constaterez qu'ils n'en ont toujours pas pris la mesure, pour eux le pouvoir de conditionnement des médias sur la psychologie des masses n'existe pas, il n'a aucune influence sur elles bien que les faits démontrent exactement le contraire, partant de là c'est perdre son temps que de s'intéresser à ces courants politiques fossilisés, dont étrangement la décomposition ou la dislocation est liée à celle du PS et du PCF. Prenez pour l'illustrer le courant trotskyste dit lambertiste.

En 1981 il appelle dès le premier tour à voter Mitterrand, ce qui entraîne une crise dans le PCI, Stéphane Just, un de ses dirigeants en sera exclu quelques années plus tard et les dirigeants du PCI procéderont à la liquidation de leur propre parti (PCI) au profit du MPPT.

En 2002, Jospin est éliminé au premier tour de la présidentielle, ce qui alimente la crise au sein du PS qui se répercute chez ses satellites, la même année des militants vont être exclus du PT et former le CRI avant de rejoindre plus tard le NPA (Tendance Claire)

En 2012, Hollande est élu, il poursuit la politique de Sarkozy entraînant de nouvelles tensions au sein du PS au bord de l'éclatement. Ce sera le POI qui scissionnera.

On s'aperçoit ainsi qu'à chaque étape de la crise du PS, elle se répercute au sein de ce courant trotskyste. Après ils diront qu'ils n'étaient pas liés organiquement au PS.

En 2017, ni le POI ni le POID ne sera en mesure de présenter un candidat à l'élection présidentielle. Le candidat officiel du PS qu'ils soutiendront du bout des lèvres (tout comme Mélenchon) sera laminé au premier tour.

Ce courant politique ainsi que ceux du NPA et de LO ont traversé la seconde moitié du XXe siècle sans jamais réellement prendre la mesure des profondes transformations de la société durant toute cette période, accrochés au basques du PS et du PCF, ils étaient voués à connaître le même sort.

Revenons à notre sujet.

Doit-on regretter d'avoir appelé au boycott de cette élection au lieu d'appeler à voter Mélenchon ? Certainement pas.

Les résultats du premier tour confortent plutôt notre stratégie, qui consistait à prendre la réalité telle qu'elle était au lieu de lui substituer des rapports faussés ou qui n'existaient pas. Mélenchon traînait derrière lui un boulet encombrant avec son passé au PS, de plus son programme était un couteau sans lame, dérisoire et trompeur, cela était suffisamment pour dissuader bien des électeurs de voter pour lui. Quant à sa fausse modestie, elle transpirait la suffisance. Il a dilué son programme qui manquait déjà de consistance pour brasser le plus large possible à gauche et à droite de son électorat potentiel, résultat il a gagné et perdu des voix des deux côtés l'effet se neutralisant pour ainsi dire, il était donc condamné à plafonner en dessous du seuil qui lui aurait permis d'être présent au second tour.

En laissant de côté ici les abstentionnistes (21,31%), il faut constater une fois de plus que la majorité des travailleurs ont voté contre leur camp ou leurs intérêts, ce qui tend à prouver que leur niveau de conscience politique n'a pas progressé. Il faut en déduire que les violents coups que leur ont portés Hollande, Valls et Macron n'ont pas altéré leur mode de vie au point de leur faire prendre conscience qu'il y aurait péril en la demeure à confier leur sort à des candidats réputés pour leurs liens avec le capital.

Le pourcentage total des voix exprimées obtenus par les candidats officiellement de droite (donc hors PS, mais En Marche! et le FN compris) atteint 72,26%, tandis que les candidats officiellement de gauche ont obtenu 27,74%, on pourrait donc être porté à en déduire que la majorité de la population s'estime satisfaite de sa condition.

Cela les militants ne peuvent pas le comprendre ou refuse de l'admettre et se réfugient dans un déni suicidaire, le même qui nous a conduit à la situation d'aujourd'hui, peut-être pour n'avoir jamais connu les difficultés que doivent endurer les travailleurs qui vivent dans la pauvreté ou n'avoir jamais vécu dans un pays où la pauvreté était le lot de la majorité de la population ou en proie à la guerre. Du coup ils réagissent comme des petits bourgeois plus que comme des militants ouvriers dignes de parler au nom des travailleurs ou de représenter le socialisme.

Le niveau de conscience des travailleurs ou leur interprétation de leur condition et plus généralement de la société dépend essentiellement des conditions objectives auxquelles ils sont confrontés. Ils sont plus vulnérables et susceptibles d'être manipulés par les médias ou les instituts de sondages quand ils estiment ces conditions supportables, voire quand elles leur semblent menacées, ils adopteront alors le réflexe de la majorité ou ce qu'on leur présente comme telle pour se sentir plus fort ou espérer échapper à cette menace, alors ils vireront plutôt à droite ou à l'extrême droite.

Vos dirigeants ne vous donneront pas ce genre d'analyses, ils vont encore vous raconter des sornettes, on serait tenté d'ajouter, comme toujours ou presque. Tenez, dans son communiqué le POID affirme que "ce 23 avril, un coup mortel a été porté à la Ve République", tu parles, c'est comme si on avait écrit que l'élection de Reagan, Bush père ou fils ou encore Trump avait porté "un coup mortel" à la Constitution américaine, ils nous avaient déjà fait le coup lors de l'élection de Giscard, puis de Mitterrand, vous connaissez la suite.

D'autres petits malins se donnent déjà rendez-vous à la prochaine présidentielle en 2022, selon eux elle sonnera l'heure de Mélenchon ou de son mouvement s'il existe encore, parce que les travailleurs auront été totalement dégoûtés de Macron et

sa politique ultra libérale. Mais c'est sans compter qu'entre temps ils auront remis sur selle LR qui sera alors l'alternance à En Marche! le clone du parti démocrate américain, les médias le magnifieront et ils auront eu le temps de peaufiner les primaires pour éliminer tous les autres partis ou mouvement et le tour sera joué. Attendez, vous les prenez pour des débutants ou des abrutis ou quoi, il faut vous informer ou suivre, cela fait des années qu'ils préparaient leur coup et que Macron était sur le feu, prêt à entrer en scène pour jouer le dernier acte de cette comédie. Vous croyez qu'ils vont prendre le risque de donner une seconde chance à Mélenchon, vous voulez rire sans doute, ce n'est pas sérieux.

Pour autant, la place n'est pas encore nette, le PS existe encore même laminé, ils doivent le faire disparaître si possible, le FN aussi, et ils s'en servent aussi longtemps que l'alternance LR-En Marche ne sera pas certaine de fonctionner à tous les coups. Ils veulent imposer le modèle américain qui fonctionne à merveille où finalement démocrates et républicains s'affrontent tout en gouvernant ensemble, tandis que tous les autres partis sont hyper marginalisés, quasiment inexistant, tout comme la démocratie, c'est la même dictature qu'ils veulent nous imposer, celle de l'oligarchie.

Mélenchon marche dans leur combine ou les aide à sa façon, voyez ce que disent ces proches : "Je préférerais vous dire le contraire, mais la politique ne passe plus par les partis, constate dans les allées du parc des expositions Gabriel Amard, gendre du candidat et compère politique depuis 1986. Ou encore : "Jean-Luc a eu la lucidité de reconnaître ça et de construire une espèce de réseau social, un mouvement horizontal. Gabriel Amard, proche de Jean-Luc Mélenchon. (Source : Franceinfo 23.04)

Mélenchon a adopté la même posture bonapartiste que Macron hors ou sans parti, populiste, chez Macron c'est l'oligarchie qui sera amenée à gouverner à la place des partis par l'intermédiaire de ses représentants ou l'élite acquise à son idéologie et soigneusement sélectionnée pour remplir cette fonction, tandis que chez Mélenchon se sera le vide ou l'illusion parce qu'il n'accèdera jamais au pouvoir !

Le PCF n'avait pas fait autre chose en reniant dans les années 80 la dictature du prolétariat qui incarnait l'exercice du pouvoir politique par la classe ouvrière et ses représentants organisés dans un parti, ce qui signifiait que ce parti n'avait plus aucune raison d'être puisque l'objectif pour lequel il avait été fondé avait été abandonné, c'était en quelque sorte un suicide politique, ce qui sera confirmé par la suite.

Le parti, c'est l'instrument qui permet de rassembler les membres de la société issus d'une ou de plusieurs classes ayant les mêmes intérêts de classe ou combattant pour faire valoir les droits d'une classe distincte des autres, dans un parti bourgeois ou capitaliste on peut admettre la présence d'éléments de différentes classes y compris de la classe ouvrière, mais son programme et sa politique seront subordonnés aux besoins de la classe des capitalistes au détriment de ceux de la classe ouvrière, tandis que dans un parti ouvrier il pourra également y avoir des militants de différentes classes mais ils mettront en oeuvre une politique et un programme qui seront conformes aux objectifs politiques de la classe ouvrière. Cela signifie que quel que soit le parti, sa politique sera au service des intérêts fondamentaux d'une classe bien précise et en aucun cas il ne servira les intérêts de la classe qu'il a définie comme son ennemi à vaincre.

En abandonnant le parti, c'est sa nature de classe qui se dilue, qui disparaît autant que sa raison d'être ou son objectif politique, ce qui vaut également pour Macron et En Marche! qui ne vise pas à sauver la classe des capitalistes mais dont l'unique objet est de permettre à l'oligarchie d'appliquer sa stratégie pour perpétuer son existence ou le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, qui au cours des millénaires antérieurs est passé par différentes phases ou étapes avant de prendre la forme actuelle du capitalisme, qui, parce qu'il a atteint un niveau de contradiction insoutenable doit être rigoureusement planifié et dirigé d'une main de fer pour ne pas s'effondrer ou se disloquer. Autrement dit, il est devenu impossible de laisser les capitalistes (et les banquiers) dirigés leurs entreprises ou décidés de leur destin. Le pouvoir économique et politique doit être concentré et centralisé plus que jamais auparavant, ce qui nécessite que le nombre d'intervenants ou d'oligarques qui contrôlent ce processus ou concentrent tous les pouvoirs soit restreint pour que cette politique soit réellement appliquée ou soit efficace, ils ne peuvent plus se permettre qu'elle parte dans tous les sens ou que chaque capitaliste ou banquier décide quelle politique il va appliquer dans son coin ou dans chaque pays, les sommets de l'oligarchie doivent pouvoir tout contrôler ou maîtriser, et étendre son pouvoir tentaculaire à toute la planète, aucun continent ou pays ne doit lui échapper, d'où ses opérations de déstabilisation des régimes qui échappent encore en partie à son contrôle, dont la Russie, la Chine, le Venezuela, la Bolivie, etc.

Hamon (PS) a déjà appelé à voter Macron au second tour, tout comme Pierre Laurent (PCF) et Alexis Corbière (La France insoumise). Le programme de Hamon était de droite, celui de Mélenchon n'était pas vraiment de gauche pour ne pas s'attaquer aux fondements du capitalisme, nulle part il n'était question d'exproprier sans indemnité les banquiers et les patrons du CAC 40 ou des 2.000 grandes entreprises, ni même d'abroger toutes les lois anti-ouvrières adoptées depuis 40 ans ou plus, ni même évidemment de rompre avec l'UE, l'euro, le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, l'ONU...

Bref, tous se rallient à Macron qui incarne l'extrême droite néolibérale ou fasciste, alors qu'on nous avait appelé à voter pour Hamon ou Mélenchon, et les mêmes nous apprennent qu'ils vont s'abstenir le 7 mai prochain, après avoir refusé d'appeler au boycott de cette élection manipulée, truquée. Si Hamon n'avait pas un programme de droite, ce sont donc des électeurs de droite qui ont voté pour lui, et si Mélenchon n'avait pas réellement un programme de gauche, aussi choquant que cela puisse être une grande partie des électeurs qui ont voté pour lui n'était pas non plus véritablement de gauche, ils n'auront aucun mal à voter Macron, à la limite les seuls qui étaient vraiment de gauche se sont abstenus ou ont voté Poutou ou Arthaud. En fait, ils n'ont pas voulu s'abstenir au premier tour en colportant des illusions dans deux candidats inconsistants dont un franchement de droite (Hamon)

et voilà qu'ils y sont contraints par la force des choses au second, entre nous ils auraient mieux fait de ne pas se compromettre au premier tour en appelant au boycott.

Imaginons un instant que Mélenchon figure au second tour contre Macron, qu'est-ce qui se serait passé ? LR et le PS auraient appelé à voter Macron, les électeurs du FN se seraient abstenus massivement, une partie se serait reporté sur Macron et une autre sur Mélenchon, qui n'aurait pu compter que sur les voix de Poutou et Arthaud, donc mathématiquement parlant il aurait été battu et Le Pen aurait été élue. Aux législatives, Mélenchon ne pouvant obtenir la majorité et Le Pen non plus, elle aurait dû laisser gouverner LR, le PS et En Marche ! Le chaos s'en serait suivi pendant quelque temps avant que Le Pen soit conduite à démissionner, LR ou En Marche prenant le relais et ainsi de suite, Mélenchon et son mouvement demeurant dans l'opposition parlementaire...

En politique, il n'y a pas pire que l'indécision. Il n'existe que deux voies, se soumettre au régime ou l'affronter. Le Pen pas plus que Mélenchon n'était appelé à gouverner parce qu'aucun des deux n'entendait affronter le régime, et surtout s'en donner les moyens, Le Pen parce qu'elle y est liée organiquement, Mélenchon parce que c'est un charlatan.

Ce qu'il faut comprendre aussi, c'est que si Mélenchon n'a jamais pu mobiliser les masses en dehors de la période d'effervescence électorale, il n'y serait pas parvenu une fois parvenu au pouvoir s'il avait été élu, et pour avoir manifesté à de multiples reprises sa condamnation de toute violence, il aurait tout fait pour l'éviter, il aurait refusé d'affronter la classe dominante car il savait qu'elle aurait réagi violemment, il aurait refusé d'appeler les masses à se mobiliser par crainte des violences, et son électorat plutôt de droite ou qui n'était pas porté à recourir à une révolution pour faire appliquer le programme de Mélenchon ne se serait pas mobilisé également par crainte des violences, bref, au bout du compte, Mélenchon aurait emboîté le pas à Tsipras et on en serait resté là, voilà tout. Franchement, est-ce que cela valait vraiment le coup de voter pour lui ou une candidature unique Mélenchon-Hamon pour en arriver là ? C'était plutôt se compromettre qu'autre chose.

S'il n'y a pas de sauveur suprême, il n'y a pas non plus de recours pour atteindre notre objectif politique.

Dernier matraquage avant les résultats dimanche soir.

- «Rassemblement», «renouvellement» et «performance»: le bilan de campagne d'Emmanuel Macron - L'Opinion

- Parmi les électeurs, beaucoup d'hésitation et peu de conviction - AFP

Certains ont hésité jusqu'à la dernière minute. D'autres ont voulu faire barrage. Parmi des électeurs interrogés dimanche matin par l'AFP, rares sont ceux qui se disent pleinement convaincus par l'un ou l'autre des candidats en lice au premier tour de la présidentielle. AFP 24.04

Le matraquage se poursuit de plus bel après.

Soulagement

- C'est fini, Emmanuel Macron sera notre prochain président de la République - Le Huffington Post

Cette fois, ça y est. C'est fini. Le Huffington Post 24.04

- Macron déjà président? Le second tour de la présidentielle aura lieu le 18 juin - Le Huffington Post

- Emmanuel Macron superstar - LePoint.fr

- Résultats du 1er tour de la présidentielle: la folle soirée du porte-parole d'Emmanuel Macron - Le Huffington Post

- Après la Macron mania, le candidat d'En Marche saura-t-il parler au peuple d'ici le second tour? - Le Huffington Post

Macron l'héritier de Hollande.

- L'idéologie est morte, vive l'idéologie ! LePoint.fr

Le traditionnel clivage droite-gauche a été balayé. Mais il en instaure un nouveau, tant Macron et Le Pen incarnent des représentations opposées de la société française.

Les sondages, dont on dit tant de mal depuis le Brexit, l'élection de Trump et la primaire de la droite, ne se sont donc pas

trompés. Bien au contraire, ils ont correctement prédit non seulement le nom des deux finalistes, mais aussi leur ordre d'arrivée à l'issue du premier tour. Ils ont saisi, en temps réel, l'envie grandissante, chez les électeurs, de rayer de la carte le clivage droite-gauche qui structure la politique française depuis l'avènement de la Ve République, et d'en finir avec le bipartisme pépère qui regardait la roue de l'alternance tourner toujours en sa faveur.

Emmanuel Macron représente une offre nouvelle, inédite, dont le succès paraissait invraisemblable il y a seulement un an. Il propose tout simplement de faire implorer le système politique tel qu'il existe, avec ses vieilles ficelles et ses éternels revenants. LePoint.fr 24.04

Premier faux pas.

- Présidentielle : Macron et le syndrome du Fouquet's - LePoint.fr

Le candidat arrivé en tête a choisi d'aller fêter le résultat du premier tour à La Rotonde, une brasserie parisienne. A-t-il commis sa première erreur ?

De sa lévitation porte de Versailles, Emmanuel Macron a promis d'aller « au-delà » de ses partisans et de « rassembler tous les Français ». Donc, comme des millions de Français, nous l'avons suivi du regard, scruté ses moindres gestes, grâce aux motards de la télévision, ne pouvant nous empêcher de voir en lui, ce même pas quadragénaire, notre prochain président. Et nous voulions savoir vers qui irait son premier geste de finaliste de la présidentielle. La chose a son importance, comme toujours dans l'histoire des campagnes.

Dans un pays, peut-être le seul au monde, où au cours d'une campagne les candidats se réclament d'une histoire millénaire, assument parler aux morts et convoquent les héros, la force des symboles compte. Ainsi Emmanuel Macron, dimanche soir, s'est-il rendu à La Rotonde, une brasserie parisienne du boulevard Montparnasse, ivre de sa première place, conservant dans le regard cette impression de vertige, saluant au passage « les marcheuses » et « les marcheurs », « toutes » et « tous » et « chacune » et « chacun » se trouvant sur son chemin.

En soi, rien de scandaleux, sauf que trois semaines plus tôt, à Charleville-Mézières, le même homme, à l'évidence sincère, a fait pleurer d'émotion un ouvrier dans un discours « à la France qui souffre ». Un sentiment de duperie a dominé alors, en même temps qu'un signe d'adhésion à des codes sociaux différents de ceux défendus durant des mois. Voici donc que, même pas élu, Macron, candidat du renouveau, y compris dans les pratiques, s'est rendu à La Rotonde, où l'y ont retrouvé nombre de convives, lesquels avaient reçu un SMS d'invitation signé « Brigitte et Emmanuel ». Celui qui n'a eu de cesse de clamer qu'il n'était pas le candidat du quartier de La Défense, de la gouvernance mondiale, des centres-villes, des start-up, des people, de la gauche soumise aux règles du marché offre l'image d'un masque qui tombe. Un aveu qui, parce qu'il intervient au soir du premier tour, rend cette virée d'autant plus maladroite. Pourquoi donc, en outre, festoyer si la République est en danger par la seule présence de Marine Le Pen au second tour ? La presse a parlé de Jacques Attali, Erik Orsenna, Pierre Ardit, Stéphane Bern parmi les invités. Ceux-là n'ont tué personne, et méritent le respect, sauf qu'ils sont loin de l'idée que l'on se fait de ce « peuple de France » mille fois évoqué par Macron durant sa campagne. LePoint.fr 24.04

Emmanuel Hollande victorieux !

- Emmanuel Macron vainqueur du 1er tour de l'élection présidentielle, c'est la victoire de François Hollande - Le Huffington Post

Sa victoire est à la fois tactique et doctrinaire. Tactiquement, il a su rendre possible la victoire d'Emmanuel Macron. Il en a assuré l'ascension en faisant de lui son conseiller, l'a nommé ensuite ministre de l'économie. Par ailleurs, la construction du mouvement "En marche" n'a pas déclenché les foudres élyséennes. M. Hollande a eu plus de souci de malmenager M. Hamon que M. Macron. Son soutien devenant presque gênant en fin de campagne que le jeune candidat à la présidentielle invitait le président de la République à s'occuper de sa fonction avant toute chose.

M.Hollande est un habile manœuvrier, c'est certainement une leçon bien apprise du Mitterrandisme. Dimanche soir, il a assuré sa quasi réélection sous un autre nom. Son ancien premier ministre Manuel Valls est même disponible en cas de besoin. Nous assistons là à un chef d'œuvre du transformisme politique.

C'est aussi une victoire doctrinaire du président de la République. Ce dernier n'a pas trahi la gauche, il a achevé de poursuivre cette fois sans fard, la transformation du PS en parti de droite ou de centre-droit. La mutation opérée à partir de 1983 connaissait ainsi son accomplissement. La loi El khomri et la loi Macron, en étaient les plus éclatants symboles. Ici il ne paraît pas nécessaire de revenir sur la capitulation pour réorienter la construction européenne. Lionel Jospin avait largement ouvert la voie en 1997 avec l'acceptation du Pacte de stabilité et de croissance.

Mais ne l'oublions pas le hollandisme économique est un macronisme avant toute chose. Par les positions stratégiques qui ont été les siennes: conseiller de François Hollande, ministre de l'économie, il a largement façonné les orientations libérales du quinquennat

et surtout ses échecs.

Aujourd'hui M. Macron reprend son propre héritage et veut s'il est élu le rendre pérenne. Il prépare un super CICE, compte aller plus loin dans la flexibilisation du marché du travail par le biais des ordonnances, et modifier la fiscalité, particulièrement l'ISF, dans un sens encore plus inégalitaire. Le président de la République peut donc s'assurer de la continuité de son œuvre.

C'est aussi une victoire doctrinaire dans le champ européen car le président renonçant à réorienter les institutions européennes et poser la question de l'euro, s'est alors rabattu sur le marché du travail pour satisfaire leurs attentes

M. Macron ne dit rien d'autre en assurant l'Allemagne, faux nez, de l'Union européenne que les réformes attendues seront réalisées à savoir la réduction du périmètre de l'Etat social.

La victoire de M. Hollande est presque totale. Une victoire à la Pyrrhus car il laisse le parti socialiste à terre. Ce parti a vécu. Mais les hommes qui le composent sauront offrir leur service au candidat d'"En Marche". Mais comme ils ne parviendront pas à eux seul à faire advenir un succès aux législatives à M. Macron, ils trouveront leurs alliés avec des membres des Républicains, prêts à désertir leur navire.

Il n'est pas non plus surprenant de voir Jean Claude Juncker, ou la chancellerie Allemande se féliciter de la victoire probable de M. Macron car c'est une grande coalition qui se dessine. N'oublions pas que c'est la formule politique qu'affectent les institutions européennes pour assurer la mise en œuvre des réformes dites "structurelles".

Depuis dimanche soir, nous entendons une agitation dans laquelle des voix nous disent que les vieux clivages ont disparu, que M. Macron incarne la nouveauté tant attendue. Bien au contraire, c'est pour reprendre un titre célèbre, à l'ère du vide à laquelle nous assistons. Son discours du premier tour, assez creux somme toute, semblait déjà tourner vers les prochaines échéances électorales tant la question des alliances va se poser.

Ce qui est à regretter, c'est que le fond ne soit jamais discuté.

A aucun moment, un débat sérieux ne s'est engagé pour mettre en lumière l'absence de nouveautés dans les propositions du jeune candidat. Pourtant, ce sont trente années de politiques d'inspirations libérales qui ont nourri notre recul économique et la montée du Front National.

Ce soir il est trop tôt d'affirmer que les idées de M Macron sont majoritaires dans notre pays.

Plus de 55% des électeurs ne se reconnaissent dans aucun des deux candidats du second tour. Et sans vouloir se livrer à des mathématiques électorales contestables, l'addition des voix de M. Melançon et Hamon donne la gauche en tête. Là est le véritable problème, l'absence de ce courant politique au second tour, ce qui rend le débat à nouveau interdit.

En effet, les critiques doivent être reportées à plus tard car le FN menace. Le vrai débat sur les choix de politique économique et sociale pour ne citer que ceux là, et qui devrait être au cœur de la présidentielle, sera maintenu dans le silence.

Il faudra attendre les législatives nous dit-on. De ce jeu politique délétère, il paraît nécessaire d'en sortir. Comme le dit le grand poète Turque N. Hikmet "être captif là n'est pas la question, il s'agit de ne pas se rendre".

La gauche, pas celle du PS du moins pas celui d'aujourd'hui, a un impératif de renaître de ses cendres pour offrir une autre politique économique et sociale que celle qui est proposé par le candidat de droite, M. Macron. Le débat est à cette condition.

Le clivage gauche-droite n'est pas mort ce soir, il persiste plus que jamais. La France ne peut avoir pour seul choix: la droite ou l'extrême droite.

Frederic Farah - Professeur de sciences économiques et sociales, co-auteur de TAFTA, l'accord du plus fort

- Hollande va officiellement appeler à voter pour Macron - AFP

Le PCF a lui, comme le 21 avril 2002, appelé à faire barrage au Front national tout en prévenant qu'un vote Macron ne vaudrait pas adhésion au programme de l'ancien ministre de l'Economie de François Hollande. AFP 24.04

- Berlin salue la première place de Macron, Gabriel (SPD) sûr de sa victoire - Reuters

Avertissement et quelques aveux.

- Emmanuel Macron sera élu président, mais il fera ensuite monter en flèche le vote Le Pen et Mélenchon - Le Huffington Post

Si Emmanuel Macron est incontestablement un très brillant stratège, il aura été sur la forme un très piètre candidat: mauvais orateur, mauvais débatteur, sans charisme; et multipliant les gaffes rédhitoires, telles que d'expliquer que pour un jeune de banlieue d'aujourd'hui, l'alternative dans la vie se résume à devenir chauffeur Uber ou à dealer du shit. Par ailleurs, sur le fond, les scores des uns et des autres au premier tour indiquent que son programme pro-mondialisation est rejeté par la majorité de l'électorat français. Néanmoins, parce que le second tour lui fera affronter Marine Le Pen, et parce que la très large majorité des Français serait prête à voter même pour une chèvre si cela fait barrage à l'extrême droite, Emmanuel Macron sera selon toute vraisemblance élu président de la République le 7 mai 2017.

Son programme consiste toutefois à aller encore plus loin dans l'actuelle "mondialisation malheureuse". Partant du postulat que gouverner dans l'intérêt des 0,1% les plus riches ruisselle ensuite en surcroît de croissance et de prospérité sur tout le reste de la population, ce projet politique consiste à intensifier les privatisations, à déréglementer les activités de la haute finance, à baisser les taxes sur les investisseurs et les actionnaires, à réduire la voilure des services publics, à réduire massivement les effectifs des fonctionnaires, à faciliter les licenciements, et à baisser les protections sociales pour la population prise dans son ensemble. Ce projet implique en outre de maintenir ou d'accroître l'ouverture de l'économie du pays à la concurrence de biens et services pourtant produits via le dumping social, fiscal ou écologique. Cela entraîne la pérennisation du chômage de masse du fait de cette concurrence déloyale. Et cela conduit le même projet à abaisser les protections sociales que contient le droit du travail, en arguant du fait que seules ces réformes permettent d'être compétitif face aux pays pratiquant le dumping.

Le projet de la "mondialisation malheureuse" n'est pas particulier à Emmanuel Macron. Avec une intensité comparable à ce que ce dernier propose, il a notamment été appliqué dans l'Allemagne de Gerhard Schröder, au Royaume-Uni de Tony Blair, ou auparavant par les Etats-Unis d'Amérique de Bill Clinton. Sous une forme plus radicale, il a auparavant été imposé dans la plupart des pays d'Amérique du Sud et en Russie durant les années 1990 (voire dès les années 1980 pour le Chili). Toujours est-il que ce type de réformes aboutit invariablement à la même conséquence sociale centrale: le basculement de la majorité de la population dans ce que le sociologue Guy Standing appelle le précarier, nouvelle grande classe sociale composée des gens qui ont des débuts de mois difficiles et qui ne savent pas où ils en seront socio-économiquement dans les trois mois qui viennent.

Dans les démocraties où ces politiques sont appliquées, cette explosion du précarier conduit à la montée du vote antisystème, sous deux grandes formes: le vote antisystème xénophobe et raciste; le vote antisystème altermondialiste. Il y a bien sûr des nuances. Dans les pays qui ont une expérience historique récente d'un régime d'extrême droite, grosso modo seul le vote antisystème altermondialiste monte. C'est le cas des pays d'Amérique du Sud dans les années 2000, avec par exemple Lula au Brésil et Rafael Correa en Equateur. Dans les pays qui ont au contraire une expérience historique récente d'un régime d'extrême gauche, seul le vote antisystème d'extrême droite (ou le glissement de la droite vers l'extrême droite) apparaît: par exemple la Hongrie de Victor Orbán. Et dans les pays qui n'ont connu récemment ni l'un ni l'autre, ce sont les deux votes antisystème à la fois qui grimpent: c'est le cas au Royaume-Uni, avec le parti xénophobe UKIP et avec l'altermondialiste Jeremy Corbyn devenu leader de la gauche. C'est également le cas en France, avec la montée de la xénophobe raciste Marine Le Pen et de l'altermondialiste Jean-Luc Mélenchon.

De fait, parce qu'il compte radicaliser l'application du projet économique de la "mondialisation malheureuse" en France, la présidence d'Emmanuel Macron porte en germe la montée en flèche des deux votes antisystème.

Thomas Guénolé - Politologue, maître de conférences à Sciences Po

Quand politologue rime avec crétinisme, je n'ai pas le temps de commenter cet article.

[Ils osent tout.](#)

- Hollande : "la démocratie est plus forte que tout" - AFP

[Dossier Syrie.](#)

- Daech s'est excusé auprès d'Israël (Moshe Yaalon) - presstv.com

L'ancien ministre israélien des affaires militaires Moshe Yaalon a déclaré que Daech avait tiré seulement une fois par erreur en direction des forces israéliennes après quoi il s'est excusé immédiatement.

Il a par ailleurs prétendu que c'étaient les Iraniens qui dirigeaient les attaques contre Israël.

« Daech n'a jamais fait une telle chose, nous confrontons toujours l'Iran », a-t-il encore prétendu.

Il est utile de rappeler que pendant les six années de guerre en Syrie, les militaires israéliens n'ont ménagé aucun effort pour accorder des soins médicaux aux terroristes opérant dans ce pays.

À noter, également, que les allégations de Moshe Yaalon interviennent alors que les chasseurs du régime israélien ont visé, ce dimanche 23 avril, un stock d'armements de l'armée syrienne à Naba al-Fawar, dans la banlieue de Quneitra au sud de la Syrie.

Dans cette attaque, trois soldats syriens ont été tués et deux autres blessés, a-t-on appris de la chaîne al-Mayadeen. presstv.com 23.04

- Les forces de Damas et leurs alliés progressent près de Hama - Reuters

L'armée gouvernementale syrienne et ses alliés gagnent du terrain au détriment des rebelles près de Hama, a-t-on appris dimanche auprès de sources militaires et de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Les forces de Damas se sont emparées de la ville de Halfaïa et de villages situés dans les alentours un an après leur capture par les insurgés.

"Nous avons pris le contrôle de Halfaïa et de plusieurs collines des environs", a déclaré la source gouvernementale syrienne.

Appuyées par des frappes aériennes russes et par des milices soutenues par l'Iran, les forces gouvernementales syriennes ont pénétré en territoire rebelle au nord de Hama, étendant leur présence dans la province du centre de la Syrie.

Située à mi-chemin entre Damas et Alep, Hama fut un des bastions du soulèvement contre Bachar al Assad en 2011. L'avancée de l'armée ces derniers jours dans ses alentours a presque totalement effacé les gains territoriaux qu'avaient enregistrés les insurgés, dont des groupes djihadistes, le mois dernier dans ce secteur. Reuters 24.04

[Haut de page ↗](#)

---

Le 25 avril 2017

## CAUSERIE

Plus loin j'ai reproduit de nombreux commentaires d'internautes désabusés, démoralisés, ce serait intéressant de les commenter un à un, car ils sont très révélateurs...

Un internaute : "*De nombreux électeurs se sont fait berné par la formidable campagne de marketing menée par les oligarques qui tiennent nos médias*".

Entre nous, ils se sont fait berné par tous les bouts...

[Une élection illégitime, les deux candidats en lice au second tour sont ultra minoritaires.](#)

(Source : ministère de l'Intérieur)

Inscrits : 47 581 118  
Votants : 37 003 546  
Abstention : 10 577 572  
Blancs : 659 302  
Nuls : 285 431  
Exprimés : 36 058 813 (75,78%)

Abstention + blancs + nuls + non-inscrits = + 25% des électeurs.

Pourcentage des inscrits :

Macron : 18,18%  
Le Pen : 16,14%

## Ils osent tout, alors osons une analyse destinée aux militants.

Contrairement à ce qu'a affirmé le POID ou le dirigeant du courant trotskyste lambertiste Daniel Gluckstein dans un communiqué publié le 23 avril, l'élection de Macron ne portera pas "un coup mortel" à la Ve République, il vous suffira de lire les articles de presse suivant pour en être convaincus.

Ce courant trotskyste n'a cessé de clamer pendant des décennies que la Ve République avait été conçue exclusivement pour de Gaulle et son parti, aujourd'hui LR, et comme il ose tout, il continue ! Vérifions ce qu'il en a été réellement

En réalité, la Ve République a supporté l'élection d'un président qui n'était pas issu du parti gaulliste (UDR), Giscard, de centre droit (UDF) (1974), par la suite elle a passé avec succès l'épreuve de l'alternance à deux reprises, la première avec l'élection de Mitterrand (1981), la seconde en 2012 avec François Hollande, mieux, elle passa sans encombre celle de la cohabitation à deux reprises (entre 1986-1988, puis entre 1997-2002). Bref, les faits ont amplement démontré que les dirigeants de ce courant trotskyste n'avaient cessé de se réfugier dans un déni permanent.

Ils ont caractérisé la Constitution de la Ve République d'antidémocratique et de bonapartiste. Bien, mais était-ce là l'essentiel ? Apparemment non, puisqu'elle a démontré qu'elle était capable de s'adapter à d'autres partis que celui pour lequel elle avait été fondée au départ. Vous me direz que nous ne sommes pas plus avancés, attendez, ce qu'on ne vous a pas dit et vous devinez facilement pourquoi, c'est qu'en réalité tous les partis qui composaient le Parlement participaient à la gouvernance, à la rédaction des lois au travers une multitude de commissions à l'Assemblée nationale et au Sénat notamment, autrement dit ils se partageaient les rôles ou les fonctions et gouvernaient ensemble pour le compte de la classe dominante. Vous avez pu être trompés parce que c'était le président en fonction ou les membres de son gouvernement qui annonçaient les lois ou mesures qui allaient être adoptées, le Parlement se contentant de les entériner par un vote symbolique, la majorité votant pour et l'opposition votant contre selon un scénario parfaitement réglé, alors qu'en réalité ils y avaient tous mis la main à la pâte. Autrement dit, tous les partis qui participaient au Parlement ont pratiqué depuis l'avènement de la Ve République à une sorte d'union nationale plus ou moins camouflée ou à laquelle personne n'a jamais porté beaucoup d'importance.

Or aujourd'hui avec l'élection de Macron, anticipons un peu, cette union nationale va devenir le mode de gouvernance officiel sans que cela pose de problème à la Ve République puisqu'elle en est coutumière depuis plus d'un demi siècle. Vous me direz qu'il n'y a rien de nouveau là-dedans, puisqu'il existait déjà un consensus entre LR et le PS. Effectivement, sauf que là un degré de plus va être franchi dans l'émergence d'un régime totalitaire puisqu'il va être officialisé, vous saisissez la distinction ?

En fait, la Constitution de la Ve République était de nature dictatoriale, totalitaire et tous les partis se sont prêtés à ce jeu pendant toutes ces décennies. Il était impossible pour des partis qui caractérisaient de gauche le PS de la présenter ainsi, puisque le PS participait à ces institutions. Les dirigeants trotskystes vous ont induit consciemment en erreur sur la véritable nature du régime en place, uniquement pour justifier les liens qu'ils avaient tissés avec le PS et le PCF, ainsi que leurs relais dans les syndicats.

On aurait pu se borner à dire, qu'à partir du moment où le président élu et la majorité parlementaire n'entendaient pas remettre en cause l'existence de la Ve République ou la domination de classe des capitalistes, il n'y avait absolument aucune raison d'affirmer qu'elle aurait pu être menacée, sauf à manquer singulièrement de logique ou être animé d'intentions inavouables pour prétendre le contraire et tromper travailleurs et militants. Dans les articles ou les titres suivants vous pourrez lire que Macron s'apprête à gouverner avec le soutien du PS, de LR et leurs satellites, EELV, UDI, MoDem, PRG, etc... avec les voix des électeurs de Mélenchon, la cerise sur le gâteau ou en prime.

L'arnaque ou la machination François Macron pilotée par les sommets de l'oligarchie financière.

- Le PS apporte son soutien à Macron, pas un "chèque en blanc" - Reuters 24.04

L'appel du candidat socialiste à voter pour Emmanuel Macron a été renouvelé par le Premier secrétaire du parti, Jean-Christophe Cambadélis, après un Bureau national organisé lundi. "Sans conditions, comme nous l'avons fait pour Jacques Chirac contre Jean-Marie Le Pen" en 2002, a-t-il dit à la presse.

François Hollande, chef du PS pendant onze ans, est également descendu dans l'arène en appelant à voter pour Emmanuel Macron, qui a viré en tête dimanche, avec des mots très forts sur la menace que représenterait le FN.

Le gouvernement, qui s'est réuni autour du Premier ministre Bernard Cazeneuve, a lui aussi apporté un soutien "sans conditions" au candidat d'En Marche! "pour battre Marine Le Pen", a-t-on appris à Matignon.

Du côté de l'aile gauche du parti, Marie-Noëlle Lienemann, sénatrice de Paris, souligne que le PS ne propose "pas d'alliance à Emmanuel Macron".

Arnaud Montebourg a apporté lundi après-midi son soutien à son successeur à Bercy. "J'appelle à combattre et rejeter Mme Le Pen"

a-t-il écrit sur Twitter.

Jean-Christophe Cambadélis s'est refusé quant à lui à évoquer les scrutins des 11 et 18 juin et l'avenir du Parti socialiste. "Le temps de l'explication de cette défaite viendra, mais pas maintenant", a-t-il commenté devant la presse.

L'avenir du Parti socialiste reste en suspens. Lundi matin, Manuel Valls a indiqué sur France Inter souhaiter gouverner avec Emmanuel Macron dans une future majorité.

"Nous devons être prêts à le soutenir, à l'aider, à participer à cette majorité", a déclaré l'ancien Premier ministre.

Le bureau national du Parti radical de gauche (PRG) réuni lundi a lui aussi appelé à voter Macron et a proposé au candidat d'En Marche ! "de construire une coalition autour de lui pour gouverner la France". Reuters 24.04

La totalité du PS se range derrière Macron. C'était à prévoir, on le savait déjà. On n'ignorait pas que la tendance de gauche du PS n'avait jamais existé en réalité, et que ceux qui se caractérisaient ainsi iraient jusqu'au bout de cette infâme mystification quand bien même elle serait dévoilée au grand jour quitte à passer pour les pires imposteurs et réactionnaires. C'est fait.

On a le droit d'en dire de même de tous ceux qui sciemment ont couvert, entretenu cette escroquerie politique, dont tous les courants trotskystes, en particulier celui dénommé lambertiste qui s'était développé à l'ombre du PS, ce qui permet de comprendre pourquoi leurs dirigeants n'ont jamais eu l'intention de construire le moindre parti ouvrier révolutionnaire contrairement à la légende à laquelle croient encore leurs militants et ex-militants en niant les faits.

Finalement la théorie de ses faussaires aura reposé depuis le départ sur un seul et unique facteur : le refus de caractériser le PS comme un parti de droite, ce qui d'ailleurs sera à l'origine de toutes les crises que traversera ce courant politique au fur et à mesure que la véritable nature du PS apparaîtra au grand jour.

On comprend dès lors pourquoi ils n'accordaient pas une importance particulière à la caractérisation du PS du moment qu'on le considérait de gauche, cela s'entend, car dans le cas contraire vous étiez exclu de leur parti.

On comprend mieux également l'utilité de le caractériser de parti ouvrier bourgeois, expression ou formule géniale trouvée par Engels que ces faussaires allaient détourner en lui donnant un tout autre contenu, cultivant l'ambiguïté et la démagogie qu'ils allaient entretenir pendant plus d'un demi-siècle jusqu'à nos jours, de sorte qu'elle permettrait toutes les combinaisons ou manipulations possibles afin de justifier leur collusion avec le PS et donc le régime directement ou indirectement par le biais des appareils des syndicats liés au PS, et de camoufler leurs véritables intentions le plus longtemps possible à leurs militants qu'ils endormiraient à coup de syllogismes frauduleux et de sophismes.

L'affaire marcha à merveille jusqu'à ce que le PS parvienne au pouvoir en 1981, jusque là seulement des soupçons avaient affleuré à la surface et avaient été rapidement étouffés ou traités en recourant aux méthodes expéditives des staliniens.

L'appel à voter Mitterrand dès le premier tour servit d'agent révélateur de cette escroquerie politique. A cette occasion ils montèrent une cabale contre un de leurs dirigeants (Stéphane Just) qui contestait leur orientation politique et ils l'exclurent ainsi qu'un groupe de militants, c'était en 1984. Deux ans plus tard si je ne me trompe pas, ce fut au tour de quelque 400 de leurs dirigeants, cadres et militants de tirer à leur manière le bilan de cette imposture en rejoignant le PS, dont Cambadélis. Jospin emprunter la même voie mais séparément apparemment. Entre temps ou pratiquement simultanément, les dirigeants de ce courant trotskyste allaient liquider leur parti, le PCI, pour lui substituer un parti du type SFIO ou PS, MPPT, puis PT en 1991, sans se soucier de l'hémorragie que cela provoquerait dans leurs rangs, puisque cette opération était entre autres destinée à purger leur parti des éléments restés fidèles au socialisme ou à ce qu'ils croyaient être le programme de la révolution socialiste, de sorte que ceux qui y demeureraient devraient désormais côtoyer des transfuges du PS et du PCF ou de leurs satellites respectifs, des militants ou cadres ou encore ex-élus de ces partis qui honnissaient "le grand soir" (Schivardi, notamment), la révolution, le socialisme et le communisme, le marxisme, donc progressistes de droite.

Selon Schivardi leur parti allait compter jusqu'à 4.000 militants ou adhérents issus du PS, et dès lors constituer la majorité de leur parti toujours dirigé par le courant communiste internationaliste ou trotskyste minoritaire dans son propre parti. Je ne sais pas si vous en comprenez la signification politique. Cette contradiction allait s'avérer intenable, explosive un jour ou l'autre, elle se concrétisa par la scission du POI quelques années plus tard.

Entre temps et par la suite un tel parti devait être conduit à la paralysie, devenir impossible à diriger, ses effectifs devaient s'éroder, et il allait devenir très difficile de nier la contestation qui allait se développer en son sein, au point qu'ils ne pourront plus la contenir et devront l'évoquer dans Informations ouvrières, symptôme d'une crise profonde qui le laminait de l'intérieur, mais aussi alimentée de l'extérieur par leur adaptation croissante à l'appareil de FO tenu par le PS, allant jusqu'à cautionner ouvertement les journées d'action destinées à briser la résistance des travailleurs et des militants, à ménager Hollande et le gouvernement, à soutenir par un silence complice et coupable toutes leurs campagnes destinées à dresser des couches de travailleurs les unes

contre les autres pour mieux les diviser et les affaiblir, les aidant ainsi à faire passer leur politique ultra réactionnaire tout en la condamnant, pratiquant un double langage et jeu permanent qui ne devait plus tromper que ceux parmi leurs militants qui le voulaient bien ou qui étaient eux-mêmes corrompus.

Depuis l'élection de Mitterrand en 1981 jusqu'à ce mois d'avril 2017, ils n'auront de cesse de lorgner vers le PS (et le PCF). S'ils n'appelleront pas officiellement à voter Hollande en 2012, dans les colonnes d'Informations ouvrières Schivardi déclarera que leur position consistait bien à faire battre Sarkozy ce qui revenait exactement au même, en plus sournois.

Qu'ils aient émis fin 2016 le souhait que Hamon et Mélenchon présentent une candidature unique qu'ils auraient soutenu officiellement était dans l'ordre des choses, tout comme l'appel de Hamon et de Corbière à voter Macron au second tour de la présidentielle, Macron soutenu par Drahi, Gattaz, Merkel, Juncker, Obama, etc. qui est ouvertement de droite, qui incarne l'extrême droite néolibérale ou ultra libérale, impérialiste, fasciste.

Ce courant est mort politiquement et ce n'est pas nous qui le regretterons pour en avoir fait partie à la fin des années 70. On comprend mieux aussi pourquoi il n'y avait rien à en tirer. La dégénérescence des courants trotskystes a atteint son terme. Aucun d'entre eux ne devait constituer un pôle de regroupement pour la classe ouvrière, susceptible d'organiser ses éléments les plus conscients ainsi que ceux des classes moyennes. Ils ne devaient attirer que des déçus du PS et du PCF qui n'étaient ni socialisme ni communiste, des syndicalistes issus principalement de l'aristocratie ouvrière, réformistes, corporatistes, anticommunistes ou encore toutes sortes d'éléments petits bourgeois, individualistes, décomposés s'agissant particulièrement du NPA.

Tous devaient servir de repoussoir au socialisme et étaient voués à végéter. Au PS et parmi les idéologues néolibéraux, il y en a assurément qui l'avaient bien compris, parfois depuis très longtemps. Ils ont compris que ces partis ne constituaient pas ou plus une menace, et que le contexte politique était favorable pour passer à la phase suivante de leur plan qui devait consister à porter le coup de grâce au PS sans que cela ne déstabilise davantage les institutions. En quelque sorte, la situation politique est si pourrie qu'ils peuvent tout se permettre sans prendre le moindre risque, dites-moi, honnêtement, c'est bien ce qui est en train de se passer, n'est-ce pas?

Macron peut compter sur le PS et sur LR, leurs dirigeants respectifs viennent de le démontrer en appelant à voter pour lui comme un seul homme. Bon, il y aura bien quelques exceptions ou tensions ici ou là, mais elles seront vite étouffées.

Quelle conclusion faut-il tirer de tout cela ?

Que vouloir se faire des amis à bon compte ne mène nulle part. Que refuser de regarder la réalité en face est la pire des attitudes à adopter, car forcément au fil du temps on en arrive à justifier ou à cautionner ce qu'on condamnait ou rejetait la veille encore, cela conduit à se renier et finalement à abandonner nos principes, à trahir notre idéal.

La méthode de Lénine consistait à être ferme sur les principes tout en étant flexible dans leur application, les dirigeants trotskystes l'ont interprété à l'envers, voilà tout.

- Alain Minc: «Emmanuel Macron élu, il y aura une cogestion de gouvernement avec Les Républicains»  
- L'Opinion 25.04

Minc expliquait à l'antenne que plus l'écart entre Macron et Le Pen serait important au second tour, plus il aurait les mains libres pour appliquer son programme ultra réactionnaire. C'est en ayant cet argument en tête qu'il faut juger les appels à voter Macron. Voir les titres suivants.

Etes-vous certains que les électeurs de Mélenchon étaient de gauche ?

- À Paris, les Insoumis préfèrent le vote Macron au vote blanc : "Il faut que l'adversaire sache combien il a de gens contre lui" - Franceinfo 25.04

- Présidentielle : des électeurs mélenchonistes coincés «entre un banquier et une fasciste» - LeParisien.fr 25.04

- Second tour : le doute des Mélenchonistes à Toulouse - Franceinfo 25.04

Emmanuel Macron pourra compter sur le soutien de 160 "hollandais" pour le second tour de la présidentielle - Le Huffington Post

Une fois n'est pas coutume, l'heure est à l'unité chez les socialistes. Après que François Hollande a déclaré voter pour

Emmanuel Macron au second tour de la présidentielle, cent soixante "hollandais", ministres, parlementaires et responsables locaux, ont suivi son exemple dans une tribune publiée dans la soirée du lundi 24 avril sur le site du Monde où ils défendent également le bilan du quinquennat et leur "culture sociale-démocrate".

Les signataires défendent le "travail mené pendant cinq ans au service de la France et des Français, y compris l'effort indispensable de redressement", pointant "les résultats (...) création d'emplois, rétablissement des comptes publics et redémarrage de l'investissement".

Outre "les progrès sociaux accomplis avec la retraite à 60 ans pour les carrières longues, le tiers payant généralisé, la prime d'activité pour 5 millions de personnes, la Sécurité sociale pérennisée et des services publics préservés", ils affirment que "l'engagement majeur de François Hollande a été tenu : la jeunesse de 2017 vit mieux que celle de 2012".

"Nous revendiquons notre culture sociale-démocrate qui (...) vise à concilier l'économie de marché, les exigences écologiques, la réduction des inégalités, la démocratie sociale pour réduire les conflits et préserver les libertés individuelles", écrivent aussi les auteurs de la tribune. "Fidèles à (leur) idéal européen", ils appellent aussi à "réformer la zone euro, faire de la recherche et de l'énergie des priorités" ou à une "responsabilité collective" de l'UE face au terrorisme. Le Huffington Post 25.04

Demandez le programme...ultra réactionnaire.

- Alain Minc: «La principale mesure d'Emmanuel Macron sera de faire le changement de la loi El Khomri par ordonnances» - L'Opinion

Alain Minc: Si Macron a une majorité de centre droit, son programme sera un peu décalé vers la droite, tout cela se terminera par le programme de celui qui fut mon premier candidat Alain Juppé qui avait plusieurs lois El Khomri...

Vous avez aimé Macron I, vous aurez Macron II, Macron III. Et si vous avez apprécié la loi El Khomri I, vous aurez la II, la III jusqu'à liquidation totale du Code du travail.

### Parole d'internaute

1- "Je m'y attendais plus ou moins, mais c'est néanmoins incroyable à voir. Un an de matraquage médiatique peut donc bel et bien conditionner l'esprit des gens.

C'est juste sidérant.

Je suis sidéré."

2- "Certes nos médias ont été unanime, Macron y a été monopolistique"ment" adulé, mais ceux-ci sont largement rejetés dans la population "périphérique". Comme ils l'ont été aux USA ou aux RU ... Pourquoi donc notre Clinton à nous est-elle passée ? ... je crains que nos oligarques aient bien appris de ces 2 défaites de l'establishment, et ont su adapter leur stratégie en sortant la carte Macron du jeu classique du bipartisme et ont en fait "le révulsionnaire" ...que dire, ils ont bien joué ! et moi j'ai la nausée."

3- "Si les élections pouvaient changer quoi que ce soit, il y a longtemps qu'elles auraient été supprimées. » [Coluche]

Plus précisément :

1. Elles servent à casser et détourner les luttes contre le système. Le dernier exemple en France: au moment où l'idée de la grève générale devenait populaire pour défendre les retraites à l'automne 2010, les dirigeants PS, PC et PG se prononcent contre et proposent à la place 2012 ou un référendum...Les politiciens professionnels s'étaient aussi mis au service de la bourgeoisie pour casser la grève générale de Mai 68.

2. Elles sont presque toujours sous contrôle de l'oligarchie (à travers mode de scrutin, média, corruption, chantage, cooptation, etc en fonction des moments et des pays)

3. Si le contrôle par tous les instruments de pouvoir de la bourgeoisie ne suffit pas, elles sont annulées, avec la complicité des partis du système (par ex. référendum de 2005)

4. Si le peuple entend faire respecter sa souveraineté, celui-ci est massacré ( par ex. Chili de 1973)

Conclusion: les réformes proposées par les candidats de gauche vont dans le bon sens, mais elles demandent une révolution sociale."

4- "Macron nous débarrasse du PS, du Modem et de l'UMP en un seul coup. C'est la dernière carte pour le maintien du néolibéralisme en France, et comme la situation ne risque pas de s'arranger avec ses politiques, ils sont cuits pour la prochaine fois."

5- "Les français ne sont plus un grand peuple, mais un ramassis de gens décérébrés adorant un gourou qui brasse du vent, et dont le vide de la pensée donne le vertige.

Bon d'accord c'est sous le coups de la colère...

6- "Malheureusement, sous le coup de la colère, vous êtes pourtant très réaliste.

Je ne peux m'empêcher de penser à ce qu'avait écrit George Orwell : "Un peuple qui élit des corrompus, des renégats, des imposteurs, des voleurs et des traîtres, n'est pas victime! Il est complice!"

Personnellement, je n'avais pas beaucoup d'espoir vis à vis des Français avant les élections. "

7- "Le Score de Macron a de quoi épouvanter : personne ne se serait donc aperçu que ce candidat n'est pas venu de nulle part ? Que les "grands" médias le soutenaient à fond... lui inventaient une histoire providentielle... Alors même qu'il vient de faire passer la Loi "travail", envers et contre tous : chacun de l'applaudir et "marcher" avec lui !

—

Personne ne s'est donc étonné du changement de ton du "MONDE", (entr'autres) dont les proprios milliardaires se sont hâtés de remplacer les journalistes professionnels par des porte-plumes serviles ? – Pour qui a pris quelques renseignements, ce personnage aux discours creux dont ne sortent que des Lapalissades, a déjà réussi à trahir ses proches et ses amis et, se voyant surpris, à fuir comme un lâche.- Oh !... le beau Président dont nous allons avoir à supporter les mensonges, les calculs, les "Kon'ries" et l'avidité... pendant 5 ans...peut-être plus, si les masochistes en demandent encore.

Il va nous faire regretter les 2 présidents précédents ! – Il y a plusieurs années que je ne regarde plus la télé. Je crois qu'il faut maintenant boudier toute la presse et les médias de l'oligarchie. "

8- "Hamon ne peut être que complice, vu sa rapidité à appeler à voter Macron "

9- "Quant aux électeurs de Hamon, ils doivent être bien fier actuellement. Hamon a parfaitement rempli son rôle en empêchant Mélenchon d'être au second tour. Et 6% des gens sont tombés dans le panneau...

Je suis vraiment dépité ce soir, et hors de question d'aller voter au second tour. "

10- "J'ai la mauvaise impression que soit les français sont lobotomisés, soit c'est truqué ! Macron ou Le Pen pour moi nous allons à la destruction de nos toutes nos valeurs. "

11- "Je suis extrêmement déçu de ce résultat, nous aurons un banquier président, et le jour où un banquier voudra notre bien il tombera de la m erde en barres.

Ce qui me sidère, c'est de constater à quel point les Français aiment être pris pour des abrutis... "

12- "Les médias ont encore une influence monumentale sur les esprits, avec le battage anti macron sur internet, je suis stupéfait de voir que la baudruche ne s'est pas dégonflé; les Français sont des veaux. "

13- "La grande masse des gens ne sont pas politisés et votent sur une vague intuition et sur des critères inconscients.

Surtout dans le contexte d'hyper personnification de la 5eme république...

La France n'est pas une grande nation mais un peuple qui ne pense plus. "

14- "De trop regarder la télévision transforme en chien de Pavlov ! Ouaf ! Ouaf !

Macron va vous donner votre nonos, mais aussi un coup de pied au cul ! "

15- "Macron 17 000 articles de presse plus de 70 couvertures de magazine avec 0 électeurs à la base, le gavage des oies fontionne

à plein régime et gagne.

Lepen là ou les medias l'ont voulu. "

16- " Il me semble que l'individualisme l'a emporté sur le bien commun, et que les grands médias y ont contribué. Faudra-t'il davantage de souffrances pour y remédier ? "

17- "Pour le reste, on a l'extrême droite libérale qui fait face à l'extrême droite souverainiste. Entre les deux, je ne choisis pas, je n'irai pas voter au deuxième tour... "

18- "Pour le moment, à cette heure, ce n'est même plus la peine de prendre en compte Mme Le Pen qui n'est là, comme prévu, que pour faire triompher son adversaire au 2ème tour. C'est arithmétique.

Je l'avais dit et écrit il y a des mois: ce sera Macron élu président au 2ème tour contre Mme Le Pen l'épouvantail de service. Wall-Street, Washington, la City, l' "Europe" de Bruxelles, Berlin, la BCE, tous les européistes, etc., vont sabler le champagne. La France sera la dernière à se rendre compte de la merde dans laquelle elle se complait et s'enfoncé. Nous sommes cons et c'est bien fait pour nous. On a ce qu'on mérite.

En attendant, c'est une belle baffé pour la quasi totalité du personnel politique accroché à ses prébendes et tous ses privilèges, ils ont finis par se faire éjecter par les sbires de la haute finance usurière triomphante et devraient mordent la poussière.

Reste qu'il faudrait au 2ème tour une abstention et des votes blancs massifs.

Mais tout ceci est bien dérisoire ! "

19- "C'est juste hallucinant, les médias nous ont fabriqués un candidat et les gens ont votés pour lui c'est juste sidérant.

Maintenant, le seul réconfort que j'aurais est que je sais pertinemment ce qui nous attend : plus de néo-libéralisme, de chômage, de pauvreté et surtout plus de guerre, dans quelques temps les gens qui ont votés pour lui n'auront que leurs yeux pour pleurer et honnêtement ceux qui se retrouveront sur le carreaux directement ou indirectement par sa faute l'auront bien mérités.

Néanmoins tout n'est pas fini il reste les législatives et sa majorité est loin d'être gagnée concernant Macron, ça va être une mosaïque ingouvernable je pense, wait and see. "

20- "Pour ma part, il est hors de question que dans 15 jours je choisisse lequel ou laquelle sera mon bourreau. Je suis consterné que plus de 23% de gens aient pu voter pour un produit de marketing, sans aucune autre consistance que le soutien du CAC 40, de quelques vieux chevaux de retour de la politique et d'autres passés du "col mao au rotary". Je suis encore plus consterné mais nullement surpris que les Hamon, Fillon, Juppé etc... appellent à voter pour lui, la vieille classe politique moisie prouve encore son mépris du peuple et sa constance à conserver leur poste et les avantages qui vont avec.

Nous allons entrer dans une période où la violence envers les réfractaires à l'ordo-européo-libéralisme s'accroîtra. "

21- "Quelques remarques :

1° le prochain président est soutenu par un peu plus de 15% des français inscrits sur les listes électorales

2° le FN fait moins de 16% des inscrits comme à chaque élection depuis 40 ans

3° Hollande rêvait d'un deuxième tour Macron-Le Pen pour rester au pouvoir ; chapeau l'artiste

4° Comme à chaque élection le résultat est proche du temps de parole des candidats. Le matraque médiatique pour Macron (et Le Pen) a marché. Comme avec Blair, Renzi ou Sarkozy en leur temps.

Il faudrait faire un tableau avec les temps de parole et les résultats.

5° Le Pen c'est l'assurance de n'avoir jamais d'alternance. "

Hypothèse, extrapolation, certitude.

- Présidentielle : "Il est probable qu'il y ait une mort du PS" après la claque reçue par Hamon - francetvinfo.fr

Avec seulement 6,35% des voix pour Benoît Hamon lors du premier tour, le PS a essuyé un échec cuisant. Pour savoir si le Parti socialiste pourra se remettre d'un tel revers, franceinfo a interrogé Renaud Payre, professeur de sciences politiques et directeur de Sciences Po Lyon.

Au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle, le Parti socialiste se réveille avec la gueule de bois. La claque est immense. Son candidat, Benoît Hamon, n'a obtenu que 6,35% des voix, un score historiquement bas. Si l'aventure du député des Yvelines se conclut dans la douleur après une primaire triomphante, le calvaire du PS, lui, ne fait que commencer.

Le Parti socialiste, héritier de la SFIO de Jean Jaurès et Léon Blum, peut-il mourir ? Franceinfo a posé la question à Renaud Payre, professeur de sciences politiques et directeur de Sciences Po Lyon.

Franceinfo : Le PS traverse-t-il une crise d'une gravité inédite ?

Renaud Payre : C'est inédit, tout en ne l'étant pas. La situation que l'on connaît actuellement n'est pas sans rapports, sans clin d'œil, avec la présidentielle de 1969 [le candidat de la SFIO, Gaston Defferre, avait récolté 5% des voix]. La famille socialiste s'était alors recomposée en 1971 lors du Congrès d'Epinay. Les socialistes ont déjà connu des situations catastrophiques. Mais cette fois, le PS se trouve dans un état de délabrement difficilement dépassable. Par le passé, il y a eu des accidents bienvenus pour la famille socialiste, mais là, on sent bien que les 6% décrochés par Benoît Hamon au premier tour laisseront des traces. Il y a surtout une recombinaison qui est en train de s'opérer à gauche.

Le PS peut-il disparaître dans les prochaines semaines ?

Il me semble que ce n'est pas du tout à exclure. Il est même probable qu'il y ait une mort du PS, en tout cas une restructuration qui fera que le PS ne ressemblera plus du tout à celui qui a été construit, soit en 1971 par François Mitterrand, soit dans les restructurations qu'a connues le parti, notamment avec Lionel Jospin. Et cela pour des raisons multiples : les résultats du premier tour sont un séisme et il y a aussi la "victoire" de la France insoumise [19,62% des voix], malgré le discours de déception de Jean-Luc Mélenchon, qui ne parvient pas à accéder au second tour. Ils font un score inédit, ce qui montre la possibilité de faire émerger une grande force de gauche. Sans oublier, bien sûr, En marche ! qui va se pérenniser, se structurer pour devenir le parti du probable futur président, Emmanuel Macron.

On pourrait donc imaginer l'aile gauche du PS avec Jean-Luc Mélenchon et l'aile droite avec Emmanuel Macron ?

Je n'y crois pas vraiment. Nous sommes, en cette fin du mois d'avril, face à un électorat de gauche qui se divise en trois forces : la force France insoumise, la force PS, très fragilisée, et En marche !, qui repose sur un électorat de gauche. De ces trois forces, je suis presque convaincu qu'il n'en restera que deux à l'issue des législatives. Les investitures pour ce scrutin vont contribuer à une forme de clarification. Et l'élément faible actuellement, c'est forcément le Parti socialiste avec ses 6%.

A vous écouter, la fin du PS est inéluctable. Comment ses dirigeants peuvent-ils l'empêcher ?

Je ne vois pas comment. Il est trop tôt pour analyser exactement le vote pour Benoît Hamon, mais on ne peut pas exclure qu'il y ait eu un côté légitimiste. Un vote de socialistes qui ne se retrouvaient pas tout à fait dans le programme ou la campagne du vainqueur de la primaire mais qui ont quand même voté pour lui. Ils auraient pu se retrouver chez Emmanuel Macron ou rejoindre Jean-Luc Mélenchon. Je le répète, au moment des législatives, on aura droit à un moment de vérité. C'est là que toutes ces forces vont connaître un tournant, En marche ! en premier lieu. Il y aura plusieurs candidats et on verra bien comment les forces en présence se récomposeront. Mais je ne crois pas que le PS puisse perdurer à l'issue de ces législatives.

Quelle est la part de la responsabilité de François Hollande dans cette défaite du PS ?

Elle est entière, et pourtant il est celui dont on ne parle pas depuis la proclamation des résultats. L'homme de la synthèse, celui qui, en 2012, s'adressait à l'ensemble de la gauche, n'a pas fait comme l'un de ses modèles en politique, Lionel Jospin : il n'a pas ouvert le pouvoir à l'ensemble des forces de gauche. De fait, on a eu un président qui a choisi des chefs de gouvernement incarnant un courant très marqué : son second Premier ministre, Manuel Valls, parlait même des "deux gauches irréconciliables". Le chef de l'Etat a eu une responsabilité entière, il a déboussolé ses électeurs. Benoît Hamon aurait pu faire une magnifique campagne mais il partait avec un handicap considérable. francetvinfo.fr 24.04

Quand Le Figaro se convertit à la la lutte des classes, c'est qu'ils ne sont pas très rassurés pour la suite...

- Macron-Le Pen ou le retour fracassant de la lutte des classes, par Mathieu Slama - lefigaro.fr

FIGAROVOX/ANALYSE- Mathieu Slama voit dans le résultat du premier tour du scrutin présidentiel la preuve que la politique ne peut pas exister en dehors de la lutte des classes.

Consultant et analyste politique, Mathieu Slama collabore à plusieurs médias, notamment Le Figaro et Le Huffington Post, où il intervient particulièrement sur les questions de politique internationale. Il est l'auteur de La guerre des mondes, réflexions sur la croisade de Poutine contre l'Occident, (éd. de Fallois, 2016).

On croyait le concept de lutte des classes dépassé. Les intellectuels de gauche Chantal Mouffe et Jean-Claude Michéa, pourtant nourris à la pensée marxienne, déclaraient récemment qu'il devait être repensé. Aucun candidat de gauche, à l'exception de Nathalie Arthaud, n'ont évoqué le concept lors de la campagne.

Or il n'en est rien. La lutte des classes ressurgit politiquement à la faveur d'un duel de second tour qui va opposer le libéral Emmanuel Macron à la souverainiste Marine Le Pen.

L'électorat de Macron réunit la France qui va bien, la France optimiste, la France qui gagne bien sa vie, la France qui n'a besoin ni de frontières ni de patrie, ces vieilles lunes de l'ancien monde: cette France «ouverte», généreuse parce qu'elle en a les moyens. La France de Marine Le Pen est la France qui souffre, celle qui s'inquiète. Elle s'inquiète de son avenir, de ses fins de mois, elle souffre de voir les patrons gagner autant d'argent, elle gronde face à l'incroyable arrogance de cette bourgeoisie qui lui donne des leçons d'humanisme et de progressisme du haut de ses 5000 euros par mois.

La France d'en haut s'apprête à confisquer aux classes populaires l'élection présidentielle.

La France de Le Pen perdra sans doute face au «front républicain» qui se prépare. Quoiqu'on pense de la candidate du Front national, il y a là une forme d'injustice qui interroge: la France d'en haut s'apprête à confisquer aux classes populaires l'élection présidentielle, la seule élection qui engage véritablement leur destin.

Il suffisait de constater, hier soir, la différence entre les militants de Macron - des consultants branchés, des étudiants en écoles de commerce, sûrs de leur supériorité de classe -, et les soutiens de Le Pen, des gens simples, timides, ne maîtrisant pas les codes sociaux et médiatiques. Quel contraste, également, entre l'ambiance vulgaire de boîte de nuit chez Macron et le bal improvisé chez Le Pen.

Derrière cette lutte des classes se cache un affrontement entre deux visions du monde. La vision libérale et universaliste, qui ne croit ni en l'État, ni en la nation ; et la vision que l'on nomme aujourd'hui populiste ou encore souverainiste, qui veut restaurer l'État, les frontières et le sens de la communauté face aux ravages de la mondialisation. C'est le grand combat qui, au final, n'aura jamais cessé depuis 1789.

Malgré son talent indéniable, l'ancien banquier Emmanuel Macron ne révolutionne rien. Karl Marx le décrivait déjà dans le Manifeste du Parti communiste: la bourgeoisie, écrivait-il, a brisé sans pitié les liens complexes entre les hommes «pour ne laisser subsister d'autre lien, entre l'homme et l'homme, que le froid intérêt, les dures exigences du paiement au comptant» ; «elle a fait de la dignité personnelle une simple valeur d'échange» ; elle a «dépouillé de leur auréole toutes les activités qui passaient jusque-là pour vénérables et qu'on considérait avec un saint respect. Le médecin, le juriste, le prêtre, le poète, le savant, elle en a fait des salariés à ses gages.». Elle a donné «un caractère cosmopolite à la production et à la consommation» et a «soumis la campagne à la ville». Avec son concept d'homme-entreprise, Macron poursuit la logique implacable du capitalisme qui réifie l'Homme et relègue la politique à un simple instrument de soutien aux intérêts privés. La manière dont il a utilisé tous les codes de l'entreprise et du management durant sa campagne présidentielle n'est pas anodine et mériterait une analyse approfondie.

L'erreur de Mélenchon est d'avoir cru qu'il était possible de jouer sur tous les tableaux. Il a eu, incontestablement, une intuition géniale en s'adressant non plus à la gauche mais au peuple dans son ensemble, celui qui est victime de la mondialisation sauvage. Mais il a échoué parce qu'il a refusé d'aller jusqu'au bout de cette logique et d'embrasser la cause populiste et souverainiste. Il a aussi échoué parce qu'on ne peut pas défendre le peuple avec un régime parlementaire, régime de tous les compromis qui profitent toujours aux lobbies et aux intérêts privés. La justice sociale n'est possible qu'avec un État fort et un président qui décide souverainement, exerçant le mandat que lui a confié le peuple.

L'erreur de la droite dans cette campagne a été symétrique de celle du Parti socialiste: celle de croire que la politique pouvait s'extraire des enjeux de classe. La recomposition politique dont on parle tant se fera en partie autour de cet enjeu parce qu'il sous-tend tous les autres: le rapport à la mondialisation, à l'État et à la nation. Et peut-être assistera-t-on, dans un avenir lointain, à une réunion de la France de Le Pen et celle de Mélenchon contre la France des libéraux. lefigaro.fr 24.04

Quelques commentaires d'internaute à la suite de cet article.

1- "En synthèse, Macron c'est l'aventurisme et le bling-bling de Sarkozy couplés à l'amateurisme et l'imposture de Hollande.

Chirac fit regretter Mitterand,  
Sarkozy fit regretter Chirac,  
Hollande a (presque) fait regretté Sarkozy,  
Et chose jusque là inconcevable pour moi, Macron sera pire que Hollande!

S'il faudra en plus se taper des discours niais et creux comme celui d'hier de Macron pendant 5 ans, ce sera double peine."

2- " On peut effectivement penser que la masse des électeurs de Le Pen et de Macron sont en grande partie des électeurs bernés. Je pense que si une enquête était faite sur le degré de culture politique, de connaissance de l'Histoire, de connaissance des sciences de la stratégie politique était faite de ces personnes, leur niveau s'avèrerait très bas. Ce n'est pas un jugement de valeur moral, mais un jugement de valeurs spirituelles. Ils ont le droit de se désintéresser de la science politique, mais alors qu'ils se désintéressent du vote, comme le font bien des abstentionnistes. Il n'est pas question en politique d'aller au plus facile ni au plus simple, mais au plus logique sur la base des valeurs de tolérance, de partages dans la vie quotidienne de justice et d'amour.

Tant qu'une propagande politique basique de valeurs de domination, de concurrence, d'apologie de l'individualisme dominera dans les médias (Web inclus) les électeurs jugeront et choisiront majoritairement selon ces critères.

Le combat basique consiste à expliquer autour de soi que chacun doit aller chercher la connaissance et le savoir pour comprendre au mieux. Surtout ne pas attendre une vérité préfabriquée. Condorcet reviens! Dissertation philosophique et politique sur cette question : s'il est utile aux hommes d'être trompés ? « Plus un peuple est éclairé, plus ses suffrages sont difficiles à surprendre... même sous la constitution la plus libre, un peuple ignorant est esclave. »"

3- "Analyse erronée. Le vote de lutte des classes était à gauche, dans les 22% réunis chez Mélenchon, Arthaud et Poutou. Le vote Le Pen est avant tout préoccupé par l'immigration, l'insécurité et le terrorisme (tous liés dans leur esprit).

<http://www.ipsos.fr/decrypter-societe/2017-04-23-1er-tour-presidentielle-2017-comprendre-vote-francais>

Regardez les pages 13 et 14, c'est cristallin.

Préoccupations Le Pen : immigration 69, terrorisme 46, insécurité 42, chômage 19

Préoccupation inégalités sociales : Mélenchon 42, Le Pen 10

C'est clair, non ?

Il y a certes une composante très populaire et des gens en (grande) difficulté dans l'électorat Le Pen, mais beaucoup attribuent leurs problèmes à l'immigration plutôt qu'au capitalisme. C'est essentiellement un électorat de droite radicalisé, pas du tout de gauche qui serait passé de l'autre bord en y ajoutant du rejet anti-immigré. Raison pour laquelle le système sera bloqué jusqu'à ce que ça craque, car la majorité sociologique populaire pour renverser la table est divisée."

4- "Je pense qu'il y a quiproquo : lorsque l'auteur parle de lutte des classes, il parle de la classe des votants, pas de ce qu'ils disent au sujet de leurs préoccupations."

5- "J'avais lu un jour je ne sais plus ou une chose assez pertinente.

Jusqu'ici les financiers se contentaient d'influencer voire de corrompre les politiciens qui avaient le pouvoir.

Aujourd'hui ils ne se prennent plus la tête, ils envoient carrément un des leurs, comme ça au moins c'est plus direct et on s'embête plus."

6- "La lutte de classes ne peut pas être obsolète. Elle se fonde sur la disparité des conditions, d'une part, et l'aspiration à l'égalité et l'indignation devant l'injustice, d'autre part. Quand on sait que 1% détient autant que 99%, que cela ne cesse de s'aggraver, que c'est peut-être pire qu'aux temps des Pharaons et que les riches sont les premiers à pratiquer la lutte de classes, par exemple en promouvant un Trump (ou une Clinton) ou un Macron, il est impensable d'imaginer qu'elle ne se radicalise pas de nouveau dans les années à venir du côté des perdants. Sociologiquement, l'existence des classes est un fait observable."

7- "Réduire le choix des Français à une simple lutte des classes est insuffisant. Il y a aussi la question de la disparition en tant que membre d'une grande nation ouverte au monde par sa culture et son savoir. Que peut-on échanger lorsqu'on est dépossédé de tout pouvoir, de toute existence, jusqu'à la culture elle-même.

La victoire de la gouvernance mondiale de la haute finance qui entend s'imposer à toute la planète, par des moyens

financiers colossaux, par les révolutions colorées, et par les bombardements "humanitaires" tend à se confirmer. Ils savent vendre leurs illusions et trouver des soutiens parmi les populations qui s'y laissent prendre. Transformer les populations en troupes soumis et exploitable voilà le but des mondialistes financiers."

8- "Analyse beaucoup beaucoup trop simpliste : je connais pas mal de personnes qui font partie de l'électorat de droite, aisées, ce qu'on pourrait nommer "des bourgeois", qui voteront Le Pen sans hésitation, car ils estiment que "Macron est l'héritier de Hollande, un socialo de la pire espèce" (entendu tel quel).

A l'inverse, pas mal de gens des quartier défavorisés, des immigrés, des mal logés, des déclassés, ont voté au 1er tour pour Macron le banquier et voteront pour lui au second tour sans hésiter. Par conscience de classe ? Non, tout simplement parce qu'ils gobent, inconsciemment, les bobards de ceux qui leur ont martelé pendant des mois qu'ils pouvaient eux aussi faire partie des "winners" à la Macron.

Combien d'étudiants fauchés, de working poor à moins de 1000 euro par mois, ont voté Macron ? Les chiffres sont hallucinants et démontrent que la réalité est beaucoup plus complexe que cette analyse bâclée."

9- "Cette analyse me semble faussée car si la composante principale de cette élection avait été la lutte des classes, il y aurait un résultat franc pour deux classes opposées. On aurait un second tour entre Mélenchon et Macron, tous deux à 30%.

Or c'est tout l'inverse : on a grosso modo un quatuor qui se tient dans un mouchoir de poche.

En fait, il y a au moins trois oppositions à prendre en compte, et qui apparaissent plus ou moins suivant les candidats :

- libéral / étatiste
- souverainiste / mondialiste
- progressiste / conservateur

Il y a des gens, riches ou pauvres qui votent uniquement parce qu'un candidat est conservateur. D'autres qui choisissent le plus souverainiste, d'autres le plus libéral, etc. Ce discours ressort nettement dans les micro trottoirs, quand on ne choisit pas volontairement d'écouter que les plus caricaturaux "il est beau, jeune" qui n'illustrent que peu de votants.

La lutte des classes passe au second plan (d'ailleurs, le vote FN en est la preuve à lui seul car pas mal de pauvres votent FN).

Ceux qui, ici, traitent les électeurs de veaux ou d'idiots parce qu'ils n'ont pas voté pour "la bonne classe" n'ont simplement pas compris que les gens ne votent pas – tous – en raisonnant "classes"; et ne parlent donc pas le même langage qu'eux."

10- "Les éduqués supérieurs" sont très "forts", car ils fonctionnent en réseau et trustent tous les fonctions stratégiques de la société, dont les médias de masse. Élément déterminant en période de campagne électorale et de bourrage de mou.

Et ça marche ! Les opérations dites "PsyOps" marchent. Voir la fabrication de toute pièce en quelques mois du candidat du système "Macron", et la mise en branle hyper-médiatisée de son mouvement surgit du néant "En Marche". Il faudrait plutôt dire "ça marche", du feu de dieu !

Evidemment, tout cela ne permet pas à une démocratie vraiment authentique de s'épanouir.

Le suffrage est aujourd'hui dit universel, mais dans les faits les classes dominantes le rendent de facto "censitaire", comme au XIXième siècle, mais d'une façon beaucoup, beaucoup plus subtile.

Macron, c'est Guizot, mais avec toutes les techniques et outils de manipulation modernes mis à sa disposition, pour manipuler la masse des sujets du système, qui sont d'autant plus facilement manipulables qu'ils sont mal informés et désorientés.

Guizot disait "Enrichissez vous !", Macron dit aux jeunes "Aspirez à devenir milliardaires !"

11- "La France de Marine Le Pen est la France qui souffre, celle qui s'inquiète. Elle s'inquiète de son avenir, de ses fins de mois, elle souffre de voir les patrons gagner autant d'argent, elle gronde face à l'incroyable arrogance de cette bourgeoisie qui lui donne des leçons d'humanisme et de progressisme du haut de ses 5000 euros par mois."

Ah bon ? et comment on explique, les résultats en Seine-St-Denis: JLM=34% EM=24%, MLP=14% FF:13% ? ou dans la Creuse: EM=22,5% JLM=21% MLP=20% FF=17% ?

Ces départements ont peu voté Le Pen et pourtant ils ne me semblent pas remplis que d'"arrogants bourgeois donnant des leçons du haut de leur 5000 euros par mois". Cet article est au mieux simpliste, au pire, pro-FN."

12- "Le problème principal actuel est la financiarisation outrancière de l'économie (cf. 2008). Tant qu'on ne s'attaquera pas à cette financiarisation rien ne changera. Macron est le parangon de cette financiarisation. "Vendu" comme socialiste (sic), propulsé par Hollande et consorts (Attali, Rotschild, Hermand...), il se trouve à la tête d'un pseudo-parti fourre-tout. Macron est le symptôme de la peur ambiante. Réconfortant les marchés et les "cadres" (France Info le disait hier).

"C'est le scénario parfait dont le marché rêvait désespérément », a réagi le stratégeste Deutsche Bank, Sébastien Galy, spécialiste de macro-économie et des devises, auprès de l'agence Bloomberg." (La Tribune du 24 avril).

Désespérément..."

13- "Macron, c'est l'oligarchie encore plus ouvertement au pouvoir. C'est la destruction complète du système social français qui arrive à grand pas bien lourd.

De l'autre côté, Le Pen, que tout le monde conspue à longueur d'antenne. La candidate terreur qui permet de justifier la "non existence" d'alternative: à part, Macron, le fascisme...

– Si Macron passe. On se retrouve avec un système de destruction qu'il sera très dur de combattre même par la rue. Sous ses oripeaux de modernisme et de "liberté", il aura un pouvoir fou. La moindre protestation de la rue fera passer les opposants comme au choix : arriérés, fascistes, populistes, xénophobes."

Dans les régimes fascistes, néonazis ou les dictatures militaires le procédé est le même, ils les traitent de communistes, d'ennemis de la nation, de traîtres... Aujourd'hui ils se contentent de complotistes, de suppôt du terrorisme, etc. mais demain ?

## [Dossier Syrie](#)

Le Trésor américain sanctionne 271 scientifiques syriens - Reuters

Les Etats-Unis ont annoncé lundi avoir mis sur liste noire 271 employés d'un centre de recherche syrien soupçonné de développer des armes chimiques, trois semaines après l'attaque chimique sur le village de Khan Cheikhoun en Syrie qui a fait près de 90 morts.

En vertu de ces sanctions, les banques américaines doivent geler les avoirs que posséderaient les personnes figurant sur la liste tandis que les sociétés américaines n'ont plus le droit d'être en relations d'affaires avec elles.

Les 271 scientifiques visés sont des personnes "hautement qualifiées" susceptibles de voyager hors de Syrie et d'utiliser le système financier international même s'ils n'ont pas de biens à l'étranger, ont précisé des responsables de l'administration américaine lors d'une téléconférence avec les journalistes.

"Ces sanctions de grande ampleur visent le centre du soutien scientifique à l'horrible attaque à l'arme chimique du dictateur syrien Bachar al Assad sur des civils innocents, hommes, femmes et enfants", a déclaré le secrétaire américain au Trésor, Steven Mnuchin, selon le communiqué. Reuters 24.04

Syrie: Damas prêt à une trêve à Khan Cheikhoun pour une enquête AFP

Le régime syrien est prêt à instaurer un cessez-le-feu à Khan Cheikhoun, ville sous contrôle rebelle victime début avril d'une attaque chimique présumée, si des experts internationaux y sont envoyés pour enquêter, a annoncé lundi l'armée russe, alliée de Damas.

"La Syrie est prête à introduire un moratoire total sur les actions de ses forces armées, de son aviation et de son artillerie dans cette zone afin d'assurer la sécurité d'une mission d'experts à Khan Cheikhoun", dans la province d'Idleb (nord-ouest), a indiqué le ministère russe de la Défense dans un communiqué.

Le régime de Damas est prêt à prendre cette décision à la demande de la Russie, l'un de ses principaux alliés avec l'Iran, précise le communiqué.

"Nos collègues syriens ont également confirmé leur volonté d'assurer les conditions de sécurité nécessaires pour le travail d'une mission spéciale d'experts à l'aérodrome de Shayrat" utilisé par les forces gouvernementales et frappé en avril par des missiles américains, souligne le ministère russe.

La Russie et l'Iran ont demandé la semaine dernière à l'Organisation internationale pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) de mettre en place une nouvelle équipe chargée d'"établir si des armes chimiques ont été utilisées à Khan Cheikhoun et comment elles ont été livrées sur le site de l'incident présumé".

Mais cette initiative ne tenait pas compte de l'enquête de l'OIAC déjà en cours et a été rejetée par l'organisation.

Moscou et Téhéran demandaient également aux enquêteurs de se rendre sur la base aérienne de Shayrat, frappée par les Etats-Unis après l'attaque chimique présumée du 4 avril, pour "vérifier les allégations concernant le stockage d'armes chimiques" à cet endroit.

Lundi, le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a dit espérer que "l'OIAC enverra finalement (...) ses spécialistes à Khan Cheikhoun et à l'aérodrome et que tout sera transparent", lors d'une conférence de presse avec son homologue européenne, Federica Mogherini. AFP 24.04

### [Quand de dangereux psychopathes nous gouvernent.](#)

- Theresa May prête à effectuer une «frappe initiale préventive» nucléaire - sputniknews.com

Michael Fallon a déclaré que Theresa May, Premier ministre de Grande-Bretagne, était prête à utiliser l'arsenal nucléaire du pays, même si le Royaume-Uni n'était pas attaqué.

Le Royaume-Uni est prêt à effectuer une frappe nucléaire préventive, en cas de nécessité, informe le journal britannique The Independent, citant la déclaration du ministre de la Défense du pays, Michael Fallon.

En particulier, M. Fallon a noté que Theresa May, le Premier ministre britannique, était prête à lancer des missiles balistiques intercontinentaux Trident dans « les circonstances les plus extrêmes », même si le Royaume-Uni lui-même n'était pas ciblé par une attaque nucléaire. Toutefois, le ministre n'a pas précisé de quelles circonstances exactes il s'agissait.

Le commentaire du ministre était une réponse à l'appel du chef du Parti travailliste, Jeremy Corbyn, « de créer un monde sans armes nucléaires », note le journal.

Le Trident II est un missile balistique à trois étages, destiné à être tiré depuis des sous-marins nucléaires. D'une portée de plus de 11 000 kilomètres, le missile est équipé de huit ogives nucléaires indépendantes. Lockheed Martin a commencé sa mise au point en 1977. Les premiers Trident II ont équipé les Marines américaine et britannique en 1990. sputniknews.com 25.04

[Haut de page ↗](#)

---

Le 26 avril 2017

## CAUSERIE

La causerie du jour figure plus loin, pour ceux qui ont déjà lu la première partie publiée ce matin très tôt. Cliquez ici pour y accéder.

Pondichéry, 4h53 du matin, pas de courant, impossible de dormir, trop chaud, alors je me suis levé et je vous propose un article sur Macron pour se détendre un peu après ce coup d'Etat de l'oligarchie. Je dois m'occuper de mes affaires aujourd'hui, donc je n'aurai peut-être pas le temps d'actualiser le portail.

Bonne journée à tous et gardez le moral.

Dites-vous bien que tout est une question de rigueur et de détermination, et que c'est ce qui a fait le plus défaut à nos dirigeants qui ont failli sur toute la ligne. Absolument aucun n'a été à la hauteur des tâches qu'il avait à accomplir depuis la mort de Trotsky. Soit ils étaient médiocres et mégalomanes, soit ils nous ont trahis délibérément ou les deux à la fois.

Au lieu de se prendre pour ce qu'on n'est pas, on ferait mieux de réfléchir ensemble ou collectivement pour élaborer une stratégie politique pour renverser l'oligarchie et le capitalisme qui prenne en compte tous les aspects de la société et du monde tels qu'ils sont et non tels qu'on voudrait qu'il soit ou qu'ils n'ont jamais été, erreur fatale et tragique.

On doit impérativement, immédiatement, modifier notre conception de la lutte des classes, non pas pour bazarder nos principes ou les enseignements de la lutte des classes que nous ont légués les marxistes, mais au contraire pour s'y tenir plus fermement que jamais, pas à la manière d'un dogmatique puisque c'est ce qui nous a conduit où nous en sommes, mais en les appliquant en tenant compte des importantes transformations qu'a connues la société au cours des dernières décennies en remontant à la fin de la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire avec la flexibilité nécessaire pour atteindre toutes les couches de la classe ouvrière et des classes moyennes.

Nous n'avons rien à rogner, rien à balancer du programme de la révolution socialiste, notre objectif demeure la prise du pouvoir politique et le moyen pour y parvenir le soulèvement révolutionnaire des masses, mais il nous faut adapter notre discours et notre comportement à l'état d'esprit des masses pour les pénétrer profondément afin d'élever leur niveau de conscience politique et les organiser, ce que nous n'avons jamais été foutus de faire jusqu'à présent.

Il faut abandonner les discours qui ne sont que de vulgaires exercices de propagande destinés uniquement à des militants, et qui n'apportent rien aux travailleurs qui ne les lisent même pas ou n'y comprennent rien, n'en retiennent rien manifestement, qui ne les intéressent pas, réservons-les plutôt à un usage théorique ou à la formation des militants et cadres. Notre discours doit être lisible et se concentrer sur les faits, il doit les informer, leur apporter ou leur apprendre quelque chose, ce que les médias censurent, en quelque sorte nous devons réinvestir le terrain que nous avons abandonné aux intellectuels qui s'expriment dans les médias dits alternatifs puisque dorénavant c'est uniquement là que nous trouvons les données essentielles qui nous permettent de nous informer et non dans les publications du mouvement ouvrier.

Et surtout, répétons-le, on doit partir de la société, des classes telles qu'elles sont, de l'état d'esprits des masses tel qu'il est dans sa diversité. Il faut en discuter avec les travailleurs, les décrire sous tous les angles, sinon les travailleurs ne comprendront pas de quoi on leur parle et où nous voulons en venir. Quand on écoute nos dirigeants et les militants qui reproduisent leurs discours on se demande de qui et de quoi ils parlent, on est choqué par le décalage qui existe entre leurs discours et la réalité, ils semblent totalement coupés des masses ou ils ne les connaissent pas, ils vivent dans une bulle déconnecté de la réalité que vivent les travailleurs tout en étant persuadés du contraire à les entendre, un tel aveuglement est stupéfiant. Oui, on en arrive à se demander pourquoi ils militent au juste et s'ils le savent eux-mêmes tellement ils sont à côté de la plaque, on a pu le vérifier une multitude de fois dans notre portail, je n'invente rien.

On ne demandera à personne de faire son autocritique ou de se livrer à un examen de conscience, on demandera à chacun de réfléchir aux questions que nous avons soulevées ainsi qu'à la voie que nous proposons pour atteindre notre objectif.

Nous devons nous maîtriser et ne pas céder à la rancoeur ou à l'invective, cela dit on ne fera pas l'économie de la polémique qui sera salutaire pour épurer nos cerveaux de toutes les théories foireuses qui les encomrent et les obscurcissent depuis si longtemps. Soyons modeste par dessus tout, ensuite il sera plus facile d'être honnête intellectuellement. Il faut se dire aussi que dans la situation dans laquelle nous nous trouvons, nous allons devoir faire avec ce que nous avons pour parodier Trotsky, nous allons devoir faire d'importantes concessions, mais sans jamais renier nos principes, en conservant notre liberté d'expression, il vaut mieux le savoir pour éviter bien des incompréhension et des polémiques inutiles.

Il est 5h45, le jour se lève, le soleil est au rendez-vous et le combat continue...

### [La victoire volée du morveux de chez Rothschild par Bruno Guigue - 24 avril 2017](#)

Lancé sur le marché comme une savonnette, le bébé Cadum de la finance s'installera à l'Elysée le 7 mai. Certes, Macron est vainqueur, mais il a emporté la mise au terme d'une campagne qui a pulvérisé les records de médiocrité et de partialité. Adoubé par le capital transnational, le morveux de chez Rothschild a gagné un match truqué. Si Macron a gagné dimanche, c'est parce que neuf milliardaires contrôlent la presse française, que Macron est leur candidat et que ces rapaces décident à notre place.

Durant la campagne, la fabrique du consentement a tourné à plein régime, elle a fait la "journée des trois 8" ! Des cajôleries de Bourdin aux mensonges du "Monde" en passant par la servilité des hétaires sur le retour de Bfm/Tv, la caste journalistique a justifié ses émoluments en passant consciencieusement la serpillière pour le commis de l'oligarchie. Propulsé au firmament cathodique, le jeune banquier rompu au marketing a vendu son rêve de pacotille, proposant aux gogos, par exemple, de faire de la France une "start-up nation" où chaque Français pourrait monter sa "start-up".

Ce prestidigitateur se fait passer pour un candidat "progressiste", alors qu'il s'accommode de 85 milliards d'évasion fiscale tout en voulant sabrer le régime d'assurance-chômage pour faire des économies. Cet illusionniste de première bourre a même réussi à faire croire aux employés que grâce à sa potion magique ils deviendraient cadres et aux cadres qu'ils deviendraient patrons. Macron le sait. Quand on est un freluquet né avec une cuillère en argent dans la bouche, on ne mord pas la main qui vous nourrit.

Cet apôtre de l'ubérisation de l'économie et du détricotage du code du travail, cet apologiste du marché sans frontières et de la mondialisation capitaliste a gagné de justesse, le 23 avril, en se qualifiant pour le second tour. Mais s'il l'a emporté sur ses concurrents, c'est parce qu'il y avait promotion sur les ventilateurs ! Macron, c'est un courant d'air. Adeptes de la pensée

magique, il sermonne comme un télévangéliste, fait des moulinets avec les bras et promet des lendemains qui chantent. Macron, c'est un symptôme, celui de la dépolitisation et de la déculturation d'une société laminée par le rouleau compresseur libéral, évidée par cette calamité qu'est l'euro et déstructurée par l'individualisme made in USA.

Jouant de sa belle gueule, le gigolo de la caste a investi l'espace médiatique pour y déverser sa bouillie pour les chats. Il a recyclé les vieilles lunes libérales, et les médias lui ont servi la soupe en même temps qu'à un Front national ravi de jouer les épouvantails. N'oublions pas. Le repoussoir lepéniste, c'est le faire-valoir de Macron. Le second tour de l'élection présidentielle, le 7 mai, sera une coproduction Macron/Le Pen destinée à expédier le premier à l'Elysée en étouffant toute alternative sérieuse. Et le pire, c'est que cette supercherie a été orchestrée et exécutée aux yeux de tous, comme si c'était dans l'ordre des choses.

Le Don Juan des classes moyennes boboisées, cependant, n'aura pas la tâche facile. Car on l'attend au tournant ! A supposer qu'il obtienne une majorité de bric et de broc aux élections législatives, il va se heurter à une opposition à trois têtes qui ne lui fera pas de cadeaux. Le FN, bien sûr, à qui un tel président garantit une rente tribunicienne. La droite, qui va refaire ses forces après le retrait de Fillon. Mais aussi, et surtout, une gauche qui a changé de visage. Quand le rimmel va dégouliner, la vacuité du programme finira par se voir. Le mariage de la carpe et du lapin va rapidement lasser les gourmets. Séducteur asexué, ce mouflet qui hurle pour jouer au dur risque de subir rapidement la panne fatidique.

Bruno GUIGUE

(Source : <https://www.legrandsoir.info/la-victoire-volee-du-morveux-de-chez-rothschild.html>)

La causerie du jour. Pondichéry, 16h15.

La guerre idéologique et psychologique que mène la classe dominante contre les masses pour les conditionner ne devait avoir aucune influence ou conséquence politique parce que soi-disant cela n'avait aucun lien avec la lutte des classes, c'est ce qu'un sympathisant trotskyste du POID m'avait écrit en substance, les faits ont démontré le contraire.

Quand j'évoquais les institutions et les think tanks mis en place par l'oligarchie et ses idéologues auxquels participaient de nombreux dirigeants du PS et Macron, leur influence ou leur pouvoir susceptible de peser sur le cours des choses, j'ai eu le droit à la même réaction de mépris, j'étais un crétin influencé par d'obscures complotistes, cela c'est un autre ex-militant du courant communiste internationaliste qui me l'a suggéré, les faits m'ont encore donné raison et leur a donné tort comme pratiquement à chaque fois, mais ils n'en démordront pas, ils sont fossilisés, irrécupérables, toute discussion est une perte de temps avec de tels militants.

Pourquoi j'écris cela, pour que les militants ou les travailleurs sachent à qui ils ont à faire pour ne pas se faire manipuler, ensuite à eux de voir.

Qui peut justifier que l'on déserte le terrain de la guerre idéologique et psychologique au profit des idéologues de l'oligarchie et de leurs médias ? Absolument aucun argument ne peut le justifier, sauf à donner raison à ceux qui prétendent que les partis sont dépassés et qu'il faudrait s'en passer dans l'avenir, Macron en tête... qui ne pourra pas gouverner sans le soutien de plusieurs partis, dont le PS et LR, à moins que En Marche ! remplace le PS comme vient de le suggérer Valls, mais dans ce cas-là En Marche ! deviendra un parti.

Aussi longtemps que les classes existeront, les partis qui les représentent existeront et la lutte des classes également. Tout le reste est du baratin.

L'article qui suit et la déclaration de Valls est extraordinaire, il confirme ce que j'ai affirmé hier. J'en viens à penser très modestement je précise, que je suis plus près du terrain ou que j'incarne davantage la situation réelle que tous les dirigeants réunis dits de l'avant-garde. Je n'en reviens pas moi-même. Et le plus incroyable dans tout cela, c'est que pas un seul militant ne m'apporte son soutien, pas un seul, vous entendez.

- Valls décrète la fin du PS, veut rejoindre la majorité de Macron - Reuters

L'ex-Premier ministre socialiste Manuel Valls a décrété mardi soir la fin du PS né il y a 46 ans et invité ses partisans à participer à la future majorité d'Emmanuel Macron, favori des sondages pour l'élection présidentielle.

L'ancien candidat à la primaire de la gauche, qui avait réuni ses partisans à la Maison de la Chimie, à Paris, a estimé que "l'urgence (n'était) pas le PS, encore moins son unité", face au "danger du Front national" qui "n'est pas écarté".

"Tous nos repères viennent de voler en éclats", a déclaré Manuel Valls, selon des éléments de son discours obtenus par Reuters. "Les Français viennent de rejeter les vieilles étiquettes (...) La gauche partisane telle que nous l'avons connue n'existe plus. C'est la fin d'un cycle, celui d'Epinyay (création du PS en 1971-NDLR). C'est la fin d'une histoire. Une page se tourne ; il faudra en réécrire

une autre."

Il a en revanche estimé que l'échec des partis de gouvernement traditionnels à régler les problèmes des Français avait créé ces dernières décennies "une immense bombe à retardement qui explose dans les urnes".

Pour l'ex-Premier ministre, il faut maintenant "permettre la réussite du quinquennat d'Emmanuel Macron" en écartant les "petites tactiques de bas étage qui voudraient qu'un Macron mal élu soit un ballon d'oxygène pour la gauche."

"Je veux parier sur la réussite d'Emmanuel Macron, pas sur son échec", a-t-il lancé. "Emmanuel Macron n'est pas un adversaire politique (...) Il a désormais la responsabilité de rassembler largement et de bâtir une majorité présidentielle, progressiste, forte et cohérente."

"Nous devons participer à cette majorité présidentielle et (...) à la majorité gouvernementale, à la majorité parlementaire qu'il faudra construire", a-t-il ajouté. "Oui il faudra soutenir un gouvernement qui, d'une manière ou d'une autre, sera un gouvernement d'union nationale d'entente républicaine avec des hommes et des femmes venant de gauche et de droite."

Il a averti ses partisans que cela aurait pour eux des conséquences et qu'ils devraient notamment revoir leurs alliances dans leurs territoires.

"On n'est pas là pour se dire, 'on quitte le PS, on va à En Marche ou pas'. Ce que nous souhaitons, et ce que souhaite Manuel Valls, c'est que la gauche de gouvernement soit présente dans le gouvernement d'Emmanuel Macron si il est élu", a dit Didier Guillaume, président du groupe socialiste au Sénat, à des journalistes.

Emmanuel Macron a pour sa part fixé des règles strictes pour l'octroi de l'investiture d'En Marche ! à d'éventuels candidats venus du PS ou des Républicains pour les législatives : l'adhésion à son projet et le renoncement à leur ancien parti pour adopter l'étiquette En Marche !. Reuters 25.04

Hier j'ai expliqué que la Ve République s'accommodera très bien de Macron parce qu'elle a toujours fonctionné sous la forme d'une union nationale déguisée, et le lendemain Valls affirme qu'il " faudra soutenir un gouvernement qui, d'une manière ou d'une autre, sera un gouvernement d'union nationale", vous ne pourrez pas dire que je me contente de commenter l'actualité, je la précède parfois, contrairement à nos dirigeants qui sont toujours à la traîne.

Encore un mot.

Pour ceux qui veulent sincèrement comprendre la situation et partir de la réalité. La gauche ne représente que 2%, les votes Poutou et Arthaud puisque c'étaient les seuls tout du moins oralement qui étaient en faveur de la liquidation du capitalisme et la rupture de l'UE...

Donc ne croyez surtout pas ceux qui avanceront que la gauche représenterait 20, 22, 25% ou plus de 50%, c'est une imposture basée sur une définition au rabais de la gauche, celle qui s'accommode du capitalisme et qui n'a rien de socialiste.

Un aveu. A qui devait profiter le crime ? Qui en a été l'instigateur ou l'a commandité ?

Selon le sondage Jour du Vote de l'Ifop pour Paris Match CNews et Sud Radio, la menace terroriste qui a ressurgi lors de la dernière semaine de la campagne a changé le vote de 4% des votants (Source : Cette France coupée en quatre au 1er tour est-elle le signe d'une abstention record pour le second? - huffingtonpost.fr 24.04)

Il fallait moins de 4% pour que Macron ou Le Pen ne figure pas au second tour.

Ils osent tout décidément. Cela vous étonne, alors vous n'êtes pas au bout de vos surprises.

Le plus extraordinaire, c'est que la totalité du mouvement ouvrier en est le complice par son silence.

Un autre aveu, c'était "notre candidat" : Emmanuel Hollande .

- Présidentielle : "Notre candidat était en tête", Ségolène Royal se félicite de la première place d'Emmanuel Macron - Franceinfo 25.04

Comment s'est réparti l'électorat (Source : id) ?

Emmanuel Hollande : la caution des urnes ou le candidat du PS.

Macron : 31% de CSP+, dont 36% de Cadres supérieurs, 19% de CSP- ; 45% des personnes qui ont voté pour lui ce dimanche avaient mis un bulletin Hollande dans l'urne au premier tour de la précédente élection présidentielle, 16% avaient voté Bayrou et 17% avaient voté pour Nicolas Sarkozy.

Mélenchon : Minoritaire.

Mélenchon : 25% de CSP-, 30% ayant un diplôme inférieur au baccalauréat.

Le Pen : La voie de garage de la majorité.

Le Pen : 13% de CSP+, 33% de CSP-, Plus de 50% de l'électorat de Marine Le Pen est composé de personnes appartenant aux catégories populaires. 45% ayant un diplôme inférieur au baccalauréat

Fillon : Le grand bourgeois.

Fillon : - de 10% des électeurs du candidat de droite sont des employés, et - de 4% sont des ouvriers. 50% de cet électorat est composé de diplômés du supérieur souvent détenteur d'un patrimoine important.

Macron et Le Pen incarnerait la lutte des classe pouvait-on lire avant-hier dans Le Figaro, alors que Macron et Le Pen représente les intérêts de la même classe sociale, celle des capitalistes. Ce n'était pas ce que voulait dire l'auteur de cet article, qui prétendra que Macron "le libéral" incarnerait la classe des exploités et Le Pen "la souverainiste" incarnerait la classe ouvrière, laissant sous-entendre que Le Pen et Mélenchon mèneraient le même combat, amalgame dont Mélenchon porte la responsabilité, et l'auteur de cet article explique très bien pourquoi à sa manière, lorsqu'il relève qu'il a commis l'erreur d'avoir voulu élargir sa base électorale en refusant toutefois "d'aller jusqu'au bout de cette logique et d'embrasser la cause populiste et souverainiste", autrement dit de rompre avec l'UE.

En réfléchissant un peu on se dit que c'était mal poser une question, pire, qu'il s'agissait là d'une contrevérité, non pas que Mélenchon aurait envisagé sérieusement de rompre avec l'UE puisqu'il n'en a jamais eu réellement l'intention, mais bien plutôt qu'il s'y serait résolu et il aurait perdu de nombreux électeurs qui y étaient opposés, ce qu'il savait pertinemment et l'a convaincu de ne pas adopter cette position dans le cadre de sa campagne électorale, demeurant ainsi prisonnier de ses propres contradictions, parce que finalement il n'avait pas d'autre alternative pour tenter de rassembler suffisamment de voix pour figurer au second tour, finalement sa marge de manoeuvre était pratiquement nul et en empruntant le même registre que Hollande sur la renégociation des traités de l'UE, il se condamnait lui-même à l'avance à l'échec, car dès lors aucun électeur potentiel de Le Pen, Poutou ou Arthaud focalisé sur la question de l'UE ne voterait pour lui.

Macron et Le Pen incarnent bien la lutte de classe, celle de la classe dominante, aucun des deux candidats n'incarne la lutte de classe du prolétariat, qui se trouve ainsi sur le plan politique temporairement neutralisé, la question du pouvoir étant laissée à la discrétion de la classe des capitalistes parce que le mouvement ouvrier n'a pas été capable de la poser correctement. On pourrait rétorquer que dans le cadre de cette élection s'était impossible, certes, mais en dehors également parce qu'il n'y avait pas de pire confusion qu'avancer le gouvernement ouvrier et en même temps soutenir Hamon ou une candidature Hamon-Mélenchon qui était la négation du gouvernement ouvrier. A suivre.

### Parole d'internaute.

1- "C'est quoi le fascisme, au départ ?

Des gens, qui se disaient de gauche, issus du parti socialiste italien et qui l'ont quitté. Et qui se sont mis à parler au peuple, mais pour mieux l'asservir, tout en se mettant finalement au service du grand capital.

Au vu de cet angle historique, qui pourrait-on qualifier de "fasciste", dans cette élection ?"

2- "Manuela Cadelli – "Le néolibéralisme est un fascisme"

<http://www.les-crisis.fr/le-neoliberalisme-est-un-fascisme-par-manuela-cadelli/>

3- "Le pouvoir fasciste type années 30, c'est un pouvoir qui suspend les droits fondamentaux de l'homme, et qui règne par la force brute sur toute la société.

Aujourd'hui le pouvoir n'est pas fasciste au sens des années 30, mais il n'est pas aussi démocratique qu'il se prétend, et malheureusement il conduit une politique de classe qui fait le lit de forces potentiellement fascistes au sens des années 30. "

4- "Le coup des ordonnances (et du 49.3, qui est du même tonneau) est évident : c'était un bon gros message, pas si subliminal que ça, adressé à ses "amis" de la finance et de l'oligarchie. Il faut bien rassurer ceux qui tirent vos ficelles de temps en temps. "

Un "pouvoir qui suspend les droits fondamentaux " des travailleurs est l'équivalent d'un pouvoir fasciste, non ?

5- "Par ailleurs Macron entend gouverner par ordonnances. Ce qui revient à dire qu'il n'a pas besoin du parlement pour imposer son programme.

Qui est adepte de la dictature?

Les bobos de gauche comme de droite qui se sentent au-dessus du peuple et s'en désolidarisent, se reconnaissent dans Macron. Ils sont d'accord pour imposer leur prédominance à un peuple qu'ils soupçonnent de populisme donc de fascisme. De ce fait ils s'aveuglent sur la dictature qui se met en place. Ils ont la fâcheuse tendance à croire que le bien est du côté de la finance dans laquelle ils se reconnaissent comme étant la liberté, la leur, mais pas celle du peuple.

Ils ignorent que ces mêmes financiers ne leur feront aucun cadeau en cas de nécessité.

Combien de ces bobos se sont retrouvés à la rue aux Etats-Unis pour sauver la finance?"

6- "Macron trouve que la condition des travailleurs n'est pas assez dégradée.

Ce qui n'empêche pas la CFDT d'appeler à voter Macron.

Quand on connaît ce "syndicat", c'est assez logique.

CFDT – Medef – FMI – UE, même combat !"

Le réformisme conduit au corporatisme qui s'accommode du fascisme, non ?

7- "Hélas, tous les syndicats (sauf FO) appellent à faire gagner Macron, CGT comprise."

Normal puisqu'ils sont tous corrompus, aucun n'appellera au boycott.

Ne vous faites pas de faux espoirs

- Présidentielle : pourquoi Emmanuel Macron ou Marine Le Pen ne pourront pas se réjouir au soir de leur élection - Franceinfo

Deux finalistes mais une France fragmentée. Quel que soit le vainqueur de l'élection présidentielle, dimanche 7 mai, sa tâche s'annonce extrêmement compliquée. C'est le constat d'une enquête d'opinion réalisée avant le premier tour, du 19 au 22 avril, pour "comprendre le vote des Français", par Ipsos/Sopra Steria pour France Télévisions, Radio France, LCP, Public Sénat, RFI, France 24, Le Point et Le Monde\*.

Que ce soit Emmanuel Macron ou Marine Le Pen qui accède à l'Elysée, leur chemin paraît semé d'embûches. Personnalités et programmes jugés inquiétants, pessimisme des Français, fragmentation et hostilité des électors...

Quel que soit le prochain locataire de l'Elysée, il peut déjà faire une croix sur un quelconque état de grâce. "Traditionnellement, le chef de l'Etat nouvellement élu bénéficiait d'une bienveillance relative à l'égard de son action et de sa personnalité. Même si l'on était contre le candidat élu, on lui laissait sa chance pour une sorte de période d'adaptation", pointe Stéphane Zumsteeg.

Avec 24,01% des voix pour Emmanuel Macron et 21,30% pour Marine Le Pen, un constat s'imposera pour le futur vainqueur de la présidentielle : "La défiance est majoritaire dans une logique de premier tour où une immense majorité des Français n'a pas voté pour Emmanuel Macron ou pour Marine Le Pen", assure Stéphane Zumsteeg.

En dehors des électeurs d'Emmanuel Macron et de Marine Le Pen, ceux de Benoît Hamon, Jean-Luc Mélenchon et de François Fillon se montrent donc majoritairement défiants vis-à-vis des finalistes du second tour. "L'électorat qui a voté pour Benoît Hamon ou Jean-Luc Mélenchon peut voter Emmanuel Macron au second tour pour faire barrage au Front national. Mais ce vote ne sera pas un vote d'adhésion et n'entraînera aucune bienveillance en cas d'élection", note Stéphane Zumsteeg. Même chose pour ceux de François Fillon qui souhaiteraient s'opposer à Marine Le Pen : "Ils redoutent que le candidat d'En marche ! soit l'héritier de François Hollande." Franceinfo 26.04

La "défiance" ne remplace pas un parti ouvrier révolutionnaire et son programme qui n'existe pas, si cela peut les rassurer. Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais j'ai comme l'impression que Macron en aura absolument rien à foutre que les travailleurs fassent preuve ou non de "bienveillance" à son égard, j'ai même cru comprendre qu'ils les haïssaient profondément.

C'est oublié que Hollande a gouverné pendant 5 ans, alors que lors des législatives le PS n'avaient obtenu que 25% des suffrages et était malgré tout parvenu à constituer une majorité relativement stable à l'Assemblée nationale.

L'indécision et son refus d'affronter directement le régime qui caractérise Mélenchon feront le reste.

Cela dit sur une ligne politique de rupture avec le régime, il est possible de construire le parti, encore faut-il en avoir la volonté. Observant qu'aucun parti n'appelle clairement au boycott du second tour, il faut en déduire qu'aucun parti n'en a la volonté.

[Etats-Unis. Tout pour les riches ! L'oligarchie est destinée uniquement à augmenter la fortune des riches, sinon à quoi bon.](#)

- Trump veut drastiquement baisser l'impôt des sociétés - Reuters

Le président américain Donald Trump entend fortement réduire le taux d'imposition des entreprises et proposer un important rabais fiscal aux multinationales qui rapatrient aux Etats-Unis des bénéfices réalisés à l'étranger, ont dit mardi des responsables.

Avec les promesses de dérégulation dans nombre de secteurs et de grands travaux d'infrastructures, celle d'un allègement de la fiscalité a largement contribué à la forte hausse de Wall Street observée depuis la victoire de Donald Trump.

La réforme fiscale que présentera vraisemblablement le secrétaire au Trésor Steve Mnuchin ce mercredi ne contiendra cependant que des grands principes et ne devrait donc pas être la refonte complète du code des impôts espérée par certains.

"On continue de travailler sur ce projet", a dit à des journalistes un responsable de la Maison blanche.

Parmi les mesures retenues figure celle de faire passer de 39,6% à 15% le taux maximal d'imposition des petites et moyennes entreprises ainsi que des sociétés individuelles, a dit un autre responsable.

Le taux d'imposition maximal des plus grandes entreprises, actuellement de 35%, sera également ramené à 15%, selon le projet de réforme fiscale, qui prévoit également de faire passer de 35% à 10% le taux d'imposition des bénéfices réalisés à l'étranger par les multinationales et rapatriés aux Etats-Unis. Reuters 25.04

[Venezuela. Quand une ONG se fait le porte-parole de l'impérialisme américain](#)

- Venezuela : la "chasse aux sorcières" s'intensifie, "la situation des droits humains est dramatique" - Franceinfo

Amnesty International publie mercredi un rapport accablant à l'encontre du gouvernement du président de la Bolivie, Nicolas Maduro. L'ONG dénonce une "chasse aux sorcières" contre les manifestants, arrêtés et emprisonnés. (Maduro président de la Bolivie ! Oui, on sait que vous en avez après tous les Etats après lesquels en ont et que vous êtes une officine de la CIA. - LVOG)

L'ONG de défense des droits humains Amnesty International a publié mercredi 26 avril un rapport dénonçant l'utilisation "illégal" du système judiciaire par les autorités vénézuéliennes "pour intensifier les persécutions et les sanctions à l'égard de ceux qui ne partagent pas leurs opinions".

Dans le pays d'Amérique du sud, "la dissidence est interdite" assure Erika Guevara-Rosas, la directrice du programme Amériques à Amnesty International. Elle a ajouté que les autorités n'ont "aucune limite" quand il s'agit de "punir ceux qui expriment un point de vue différent de la position officielle".

Le rapport détaille les "actions illégales commises par les autorités" pour réprimer la liberté d'expression et donne des exemples : des militants non violents sont arrêtés pour des infractions contre la patrie, des recours injustifiés à la détention provisoire sont lancés et des campagnes de diffamation dans les médias sont menées contre des membres de l'opposition.

Amnesty International cite notamment l'arrestation, le 11 janvier 2017, du député de l'opposition Gibert Caro, d'une militante du parti d'opposition Voluntad Popular (Volonté populaire) Steicy Escalona, et de deux membres de sa famille par les agents du service bolivarien de renseignement. Devant les médias, le vice-président de la République avait affirmé qu'une arme à feu et des explosifs leur avaient été "confisqués".

Le député s'est également vu accusé d'"activités terroristes". Il est en prison depuis le mois de mars, mais n'a toujours pas été présenté à un juge. Steicy Escalona a été quant à elle déférée devant un tribunal militaire et inculpée de vol de biens militaires et de rébellion. Selon l'ONG, ils représentent la manière dont les autorités s'y prennent pour "réduire l'opposition au silence, à l'heure où les manifestations se multiplient dans le pays".

Autre exemple donné par Amnesty International : le cas d'Yon Goicochea, leader étudiant et dirigeant actuel de Voluntad Popular. Il a été arrêté en août dernier pour port d'explosifs, et se trouve depuis maintenu en détention, au secret, jusqu'au 1er septembre. Une décision de justice datant du 20 octobre 2017 reconnaît pourtant que "toutes les conditions requises pour sa libération sont réunies". "La situation des droits humains dans ce pays est dramatique" a déclaré Erika Guevara-Rosas.

Dans la plupart des cas, insiste le rapport, "les accusés sont poursuivis pour des infractions graves telles que trahison de la patrie, terrorisme ou vol de biens militaires, ou rébellion", des qualifications qui "permettent de recourir à la détention provisoire même lorsqu'il n'existe pas suffisamment de preuves recevables pour étayer les charges".

Ces infractions relèvent de "juridictions spéciales", "rarement impartiales" et qui ne devrait pas "juger des civils". Amnesty International a également recueilli des informations sur le cas de détenus dont les contacts avec leurs familles ou avocats sont restreints, "des actes de tortures et d'autres mauvais traitements" conclut le rapport. Franceinfo 25.04

On retrouve les mêmes ingrédients qu'en Ukraine que cautionne cette saloperie d'ONG.

[L'oligarchie anglo-saxonne-sioniste est organiquement liée à l'Etat juif, et le sionisme est indissociable du néolibéralisme.](#)

- Pas d'excuses de Londres pour la déclaration Balfour - Reuters

Les dirigeants palestiniens ont fait savoir mardi que le Royaume-Uni avait rejeté leur demande d'excuses pour la déclaration Balfour de 1917, qui a contribué à la création de l'Etat d'Israël, et ont annoncé leur intention d'aller en justice.

Dans un discours à l'Assemblée générale des Nations unies en septembre dernier, le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas avait demandé que des excuses soient présentées pour cette déclaration, qui est en fait une lettre du secrétaire au Foreign Office de l'époque, Arthur Balfour, datée du 2 novembre 1917.

Mais la Première ministre britannique Theresa May a prévu d'organiser une commémoration du centenaire de la déclaration. Elle a invité son homologue israélien Benjamin Netanyahu à participer à l'événement en novembre prochain. D'autres commémorations sont prévues en Israël dans le courant de l'année.

"La réponse est arrivée dans une lettre écrite au ministère (palestinien) des Affaires étrangères disant que les excuses étaient refusées", a déclaré à la station de radio la Voix de la Palestine Manuel Hassassian, le diplomate représentant l'Autorité palestinienne au Royaume-Uni.

Dans sa déclaration, le 2 novembre 2017, le secrétaire au Foreign Office Lord Balfour écrivait à Lord Lionel Walter Rothschild (1868-1937), un haut représentant de la communauté juive britannique, alors que la Palestine était sous mandat britannique :

"Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte ni aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, ni aux droits et au statut politique dont les Juifs jouissent dans tout autre pays." (Les sionistes chasseront de leurs terres les "collectivités non juives existant en Palestine", les massacreront ou les conduiront à l'exil avec la bénédiction de sa gracieuse majesté et l'ONU. - LVOG)

Les Palestiniens ont longtemps condamné ce document comme étant une promesse du Royaume-Uni de remettre des terres qu'il ne possédait pas. (Un siècle plus tôt, c'était les banquiers juifs dont les Rothschild qui détenaient la Banque d'Angleterre et allaient créer la Fed, qui avaient financé la guerre de la couronne britannique contre la France et lui avait permis d'emporter la victoire, elle avait donc une dette envers eux et ne pouvait rien leur refuser. - LVOG) Israël a déclaré son indépendance en 1948, à la fin du mandat britannique et après le vote par les Nations unies d'un plan de partage de la Palestine, rejeté par les représentants palestiniens, qui partageait la région entre un Etat arabe et un Etat juif. Israël s'est emparé de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et de Jérusalem-Est au terme de la guerre des Six-Jours en 1967, territoires revendiqués par les Palestiniens pour y établir un Etat indépendant. Reuters 25.04

Le rejeton de Rothschild Macron devrait être invité...

Avis à ceux (dont Mélenchon) qui en appellent à l'ONU pour régler la question palestinienne, apparemment ils ont oublié que l'ONU avait cautionné la confiscation de la Palestine par les sionistes...

## Ils osent tout

- En Arabie Saoudite, «déradicaliser par le salafisme» - Liberation.fr

Dans le royaume wahhabite qui a vu la naissance d'Oussama ben Laden et d'Al-Qaeda, les autorités ne lésinent pas sur les moyens mis à disposition pour en finir avec l'extrémisme islamiste. Et c'est à travers l'étude de la charia que les intervenants reconvertissent avec succès les jihadistes repentis... Liberation.fr

Quand on sait que le wahhabisme est l'idéologie ou la référence des barbares d'Al-Qaïda et de Daesh, il y a de quoi féliciter les autorités saoudiennes...

Allez Drahi : Vive la charia et le royaume d'Arabie Saoudite !

[Haut de page ↗](#)

---

Le 27 avril 2017

## CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de terminer la causerie du jour, elle sera mise en ligne demain matin.

Le portail de Michel Collon (Investig'Action) a été attaqué et est indisponible (<http://www.michelcollon.info> ou <http://www.investigaction.net>). Je l'ai appris par un courriel que j'ai reçu. Je l'ai contacté ensuite pour lui exprimer ma solidarité totale, et en retour il m'a adressé un article sur Macron que j'ai mis en ligne (2017, le coup d'Etat), à lire absolument et à faire circuler. Pour être honnête, je n'ai pas eu le temps de le lire en entier.

Il fait plus de 40°C à l'ombre et je suis littéralement épuisé, je ne tiens plus debout, car en plus du portail je suis accablé par les tâches ménagères, un très mauvais et court sommeil chaque nuit, et c'est la même chose chaque été depuis 21 ans, sauf que là j'ai vieilli. Je continue de m'activer comme si j'avais encore 20 ans, mais la mécanique ne suit plus manifestement.

Je suis consterné par ce qui se passe en France et la réaction des partis ouvriers, bien que je m'y attendais, ne parlons pas des syndicats qui sont en dessous de tout, tous appellent à voter pour le candidat de l'oligarchie sauf FO, mais Mailly a fait mieux si je puis dire, il s'est félicité de la rencontre entre les syndicats de Whirlpool avec Macron qui aurait "respecté la démocratie représentative" (Source : AFP 26.04), alors qu'il s'apprête à liquider ce qui reste de nos droits et du Code du travail. Et après le POI et le POID osera encore affirmer qu'il existe en France des syndicats indépendants, quelle mystification, quelle ignoble tromperie !

Le pire est encore à venir assurément, dans des proportions dont vous n'avez pas idée. Si les militants qui se battent quotidiennement au côté des travailleurs pour défendre leurs droits méritent le respect et notre soutien, leurs dirigeants ne méritent que mépris et qu'on les expulse du mouvement ouvrier.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 28 avril 2017

## CAUSERIE

J'imagine très bien qu'il est "devenu embarrassant d'être un Américain", comme il est tout aussi embarrassant de décliner sa nationalité française quand on vit en Inde ou ailleurs, on doit s'empresser de préciser qu'on n'a absolument rien à voir avec la politique mise en oeuvre par le gouvernement ou qu'on y est farouchement opposé.

On peut aussi trouver embrassant d'appartenir au mouvement ouvrier quand on observe son degré de pourriture, là aussi il faut préciser nos réelles ou sincères intentions.

Si on ne doit jamais se faire passer pour ce qu'on n'est pas, on doit éviter de faire en sorte qu'on nous prenne également pour ce

que nous ne sommes pas.

Vous estimerez peut-être que c'est désuet ou inutile, certes, c'est juste une question de principe ou de dignité, ce qui apparemment fait le plus défaut aux militants. Et puis, merde, on a quand même encore le droit d'affirmer nos convictions ou de nous en tenir à notre idéal !

Voyez-vous, l'heure des comptes ou de la clarification politique a sonné et je trouve cela très bien, je regrette juste une chose, c'est que cela intervienne si tard, les uns et les autres auront tout fait pour retarder ce moment qui voit tomber tous les masques des imposteurs. Certains assument, d'autres sont tétanisés, on va faire en sorte de les achever, c'est le meilleur service qu'on peut rendre à notre classe et au mouvement ouvrier, aux militants.

### Leur modèle, leur maître, leur conception du monde, leur idéal.

- USA. Un gouvernement d'imbéciles et de criminels de guerre par Dr. Paul Craig Roberts - Mondialisation.ca, 25 avril 2017

Extrait - C'est devenu embarrassant d'être un Américain. Notre pays a connu successivement quatre présidents criminels de guerre. Clinton a lancé deux fois des attaques militaires contre la Serbie, ordonnant deux fois à l'OTAN de bombarder la Yougoslavie, en 1995 et en 1999, ce qui constitue deux crimes de guerre pour Bill. George W. Bush a envahi l'Afghanistan et l'Irak et attaqué des provinces du Pakistan et du Yémen depuis les airs. Cela correspond à quatre crimes de guerre pour Bush. Obama a utilisé l'OTAN pour détruire la Libye et a envoyé des mercenaires pour détruire la Syrie, commettant ainsi deux crimes de guerre. Trump a attaqué la Syrie avec des forces étasuniennes, devenant ainsi un criminel de guerre, dès le début de son mandat.

Dans la mesure où les Nations unies ont participé à ces crimes de guerre, de même que les vassaux européens, canadiens et australiens de Washington, tous sont coupables de crimes de guerre. Peut-être l'ONU elle-même devrait-elle comparaître devant le Tribunal des crimes de guerre, en même temps que l'Union européenne, les États-Unis, l'Australie et le Canada.

Un record. La civilisation occidentale, si c'est une civilisation, est la plus grande fauteuse de crimes de guerre dans l'Histoire humaine. Mondialisation.ca, 25 avril 2017

Et monsieur Paul Craig Roberts n'est pas vraiment un gauchiste ou un socialisme, il avait fait partie du gouvernement ou des conseillers de Ronald Reagan !

- Le néolibéralisme est un fascisme, par Manuela Cadelli - Ilesoir.be 03.03.2016

Grille de lecture.

Cet article a fait l'objet d'une nouvelle publication dans le blog Les-crisis.fr hier.

Cet article comporte trois parties.

La première qui est la plus longue dresse un constat qui permet de cerner la nature fascisante du néolibéralisme.

La seconde très brève tend à associer les citoyens à cette dérive de la société par leur passivité envers la remise en cause de leurs valeurs ou droits par le néolibéralisme.

Enfin dans la troisième un peu plus longue que la précédente, l'auteur dresse la liste des moyens avec lesquels selon elle les citoyens peuvent réagir ou résister au rouleau compresseur du néolibéralisme sans retenir ni les syndicats ni les partis ouvriers, donc en écartant le mouvement ouvrier, en privilégiant les réseaux sociaux.

Or, les réseaux sociaux sont justement les instruments dont se servent les néolibéraux pour décrédibiliser le mouvement ouvrier afin d'amplifier sa dislocation en instrumentalisant des masses anonymes qui vont servir leur stratégie de différentes manières, soit en les manipulant en les orientant vers un objectif qu'ils leur auront indiqué histoire de pouvoir le légitimer, soit en les dressant contre le mouvement ouvrier, ses représentants, éventuellement un chef d'Etat ou de gouvernement disons progressiste ou qui refuse de s'aligner sur Washington ou Bruxelles, procédé qu'utilisent habituellement les fascistes.

Cela dit, il faut préciser que si les réseaux sociaux ont été créés et sont détenus par les oligarques qui trônent à Wall Street ce n'était certainement pas pour qu'ils servent des intérêts opposés à ceux de l'oligarchie, c'est l'évidence même, mais bien plutôt pour les servir. Que chacun se soit engouffré dedans sans même se donner la peine de réfléchir un instant à leur nature et à leurs fonctions ou encore à leurs conséquences ou à leur portée donne une idée assez précise du degré d'inconscience politique qui prédomine au sein de la population et du mouvement ouvrier.

On a déjà évoqué cette question à plusieurs reprises dans nos causeries sans avoir épuisé ce sujet, aussi pourrait-on ajouter que ces mal nommés réseaux sociaux ont en vérité une fonction profondément antisociale, antidémocratique contrairement aux apparences. Comment cela, comment ou pourquoi ? Parce qu'ils flattent l'individualisme, favorisent la mégalomanie, ils accompagnent en quelque sorte l'atomisation des individus dans la société en attribuant à ce processus des vertus ou en le parant de pouvoirs qu'ils ne maîtrisent pas ou qui leur sont étrangers, en réalité qui n'existent pas, pire, car il contribue ainsi à développer chez eux des rapports entre eux et le monde extérieur totalement faussés, qui se traduira par une tendance affirmée à la schizophrénie, voilà pour l'aspect psychologique, psychanalytique ou mental.

Sur les réseaux sociaux, les travailleurs s'expriment à titre individuel face à un écran, ils interviennent sur ce plan-là et non en tant que membre d'une classe, et ils vont participer à une opération qui va se situer sur un plan général, qui comme chacun sait se confond de préférence ou en général avec les intérêts de la classe dominante, dont chacun de ses membres a parfaitement conscience d'appartenir à une classe sociale distincte des autres contrairement aux travailleurs.

Prenons un exemple récent. Un appel est lancé à se mobiliser contre la corruption de "la classe politique" ou des élus. A ce stade on peut estimer que cet appel est légitime s'il est destiné à dénoncer la corruption de tous les élus concernés. Mais là où cela va se gêner, c'est que cet appel est lancé au moment même où un élu en particulier est accusé de corruption et se trouve dans le colimateur de la justice et harcelé par les médias, et cela en pleine campagne électorale présidentielle, c'est donc lui que cet appel visera principalement, de sorte que la mobilisation de ceux qui répondront à cet appel sera détournée à leur insu de son objet, à seule fin de cautionner une machination qui a été fomentée contre cet élu en particulier. Les personnes qui auront répondu à cet appel ignoreront à quel usage il était destiné ou les véritables intentions de ceux qui en étaient à l'origine, elles seront ainsi manipulés.

Sur le plan politique ces réseaux sociaux et la manipulation dont ils font l'objet, ont été célébrés et décrits comme étant des instruments favorisant l'épanouissement de la démocratie, mais là encore la réalité est tout autre quand on se penche sérieusement sur ce sujet. En réalité, ils constituent un puissant antidote à l'auto-organisation des masses sur des bases politiques conformes aux besoins des travailleurs, ils en sont la négation pour que justement ils ne soient pas tentés de se structurer autour ou avec un ou des partis ouvriers pour organiser leur résistance face au régime et le combattre dans une perspective ou un objectif politique précis. C'est ainsi que tous les appels qui ont circulé sur les réseaux sociaux et qui ont regroupé des milliers de travailleurs ou jeunes ont précédé des actions ou ont donné lieu à des rassemblements ou encore ont été le point de départ de manifestations importantes dans différents pays plus qu'en France, qui soit ne comportaient aucune direction structurée, aucune orientation précise ou aucun objectif politique, qui allaient se traduire par l'adoption d'aucune tâche politique susceptible de lier entre elles les personnes qui y avaient participé de sorte que ces rassemblements étaient voués à disparaître ou à s'éteindre aussi spontanément qu'ils avaient vu le jour sans laisser la moindre trace, sans que leurs participants ne puissent en tirer un quelconque bénéfice ou le moindre enseignement pour la suite, leur laissant un goût amer, l'illusion du spontanéisme de masse se terminant par une profonde démoralisation ou dans la solitude, retournant à leur point de départ puisque tel était leur état lorsqu'ils ont rejoint ces réseaux sociaux dont ils avaient espéré beaucoup inconsciemment et qui finalement ne leur aura rien rapporté. Dans ce cas ces appels servent de soupape au régime, pour atténuer la pression qui pèse sur lui en endiguant la contestation ou la faire refluer, la briser contre un mur, histoire de lui faire comprendre que toute résistance ou mobilisation est finalement inutile, l'élection de Macron l'illustre parfaitement si besoin était.

Ces appels peuvent également avoir été conçus dans un objectif politique précis, briser une candidature, soutenir un président en difficulté ou au contraire entraîner sa chute, légitimer une mesure réactionnaire rejetée par la majorité de la population. Ces appels sont lancés par des porte-parole du néolibéralisme présentés de gauche, chaque fois se trouve derrière ou à l'origine des think tanks néoconservateurs, des ONG financées par des oligarques sans que les personnes qui vont y participer le sachent ou en aient conscience, le but est de les instrumentaliser, de s'en servir comme bouclier contre les opposants au régime ou au gouvernement, et évidemment une fois leur objectif atteint ou la fonction de ces appels épuisée, ceux qui en étaient à l'initiative se retireront ou disparaîtront et ce mouvement sorti de nulle part s'interrogera net, laissant ses participants complètement désemparés, abrutis, parce qu'ils n'auront rien compris à l'expérience qu'ils venaient de vivre.

On nous rétorquera que ces appels peuvent faire l'objet de débordements ou que les masses peuvent s'en saisir pour leur donner un autre contenu ou une autre orientation que celui ou celle pour lesquels ils avaient été conçus. Certes, on a pu le voir en Tunisie et en Egypte par exemple, mais sans direction politique appropriée et sans parti pour les organiser et les guider, ils se sont tous terminés de la même manière, c'est-à-dire conformément aux objectifs que s'étaient fixés leurs véritables instigateurs, sans que le peuple n'en tire aucun profit, on est bien d'accord, n'est-ce pas ?

La réaction en se présentant telle quelle ou en affichant ses véritables intentions n'est pas en mesure de mobiliser les masses, elle se sert donc de cet instrument en se présentant sous un faux masque pour mobiliser les troupes qui feront à sa place la sale besogne qu'elle ne peut pas faire elle-même. Le même procédé est employé quand elle recourt à des "rebelle modérés" qui peuvent être au départ de simples citoyens vulnérables et mécontents de leur condition, ce qui est facile à trouver dans n'importe quel pays du monde, et qu'elle dresse contre le gouvernement en place ou le chef de l'Etat, en Syrie par exemple. C'est ce procédé qu'elle a utilisé dans toutes les révolutions dites colorées ou le "printemps arabe", en instrumentalisant les peuples pour parvenir à ses fins et dont ces peuples n'avaient eu nullement connaissance évidemment. Bref, c'est le même procédé auquel elle recourt dans toutes les guerres en envoyant le peuple au casse-pipe ou à la boucherie.

## Faut-il ou non condamner les réseaux sociaux ?

Tout dépend en dernier ressort du contexte politique, des rapports réels entre les classes. Rien ne dit en effet qu'un jour un tel appel ne puisse pas servir notre cause, mais nous n'en sommes pas là, apparemment, vous venez le constatez si nécessaire à l'occasion de l'élection présidentielle. Ceux qui avaient investi les réseaux sociaux en pensant que cela contrebalancerait la censure des médias ou le mauvais traitement qu'ils accordaient à Mélenchon par exemple, devront en conclure que cela n'aura servi à rien, car les réseaux sociaux ne remplacent pas l'organisation des masses sur une base de classe, le parti, voilà l'enseignement que l'on peut tirer de cette expérience.

Vous aurez constaté que si je boycotte les réseaux sociaux, j'ai mis un lien vers la page Facebook du POID qui fournit des informations sur les mouvements sociaux en cours. C'est logique, je ne participe pas à une opération destinée à accompagner et favoriser l'atomisation de la classe ouvrière (et ses droits), et je favorise la prise de conscience qu'elle peut agir collectivement sur son propre terrain de classe. Vous avez saisi la distinction, n'est-ce pas ? C'est cela aussi être ferme ou intransigeant sur ses principes et flexible sur leur application.

L'incompréhension des origines économiques du néolibéralisme qui est le produit du développement et de la crise, de l'effondrement du capitalisme, conduit infailliblement dans une impasse politique ou aux pires confusions, nous en avons ici l'illustration si nécessaire.

### Extraits.

Manuela Cadelli - Le libéralisme était une doctrine déduite de la philosophie des Lumières, à la fois politique et économique, qui visait à imposer à l'Etat la distance nécessaire au respect des libertés et à l'avènement des émancipations démocratiques. Il a été le moteur de l'avènement et des progrès des démocraties occidentales.

Le néolibéralisme est cet économisme total qui frappe chaque sphère de nos sociétés et chaque instant de notre époque. C'est un extrémisme.

Le fascisme se définit comme l'assujettissement de toutes les composantes de l'État à une idéologie totalitaire et nihiliste.

Je prétends que le néolibéralisme est un fascisme car l'économie a proprement assujetti les gouvernements des pays démocratiques mais aussi chaque parcelle de notre réflexion. L'État est maintenant au service de l'économie et de la finance qui le traitent en subordonné et lui commandent jusqu'à la mise en péril du bien commun.

L'austérité voulue par les milieux financiers est devenue une valeur supérieure qui remplace la politique. Faire des économies évite la poursuite de tout autre objectif public. Le principe de l'orthodoxie budgétaire va jusqu'à prétendre s'inscrire dans la Constitution des Etats. La notion de service public est ridiculisée.

Le nihilisme qui s'en déduit a permis de congédier l'universalisme et les valeurs humanistes les plus évidentes : solidarité, fraternité, intégration et respect de tous et des différences. Même la théorie économique classique n'y trouve plus son compte : le travail était auparavant un élément de la demande, et les travailleurs étaient respectés dans cette mesure ; la finance internationale en a fait une simple variable d'ajustement.

### Déformation du réel

Tout totalitarisme est d'abord un dévoiement du langage et comme dans le roman de Georges Orwell, le néolibéralisme a sa novlangue et ses éléments de communication qui permettent de déformer le réel. Ainsi, toute coupe budgétaire relève-t-elle actuellement de la modernisation des secteurs touchés.

Les plus démunis ne se voient plus rembourser certains soins de santé et renoncent à consulter un dentiste ? C'est que la modernisation de la sécurité sociale est en marche. (...)

### Culte de l'évaluation

Le darwinisme social domine et assigne à tous et à chacun les plus strictes prescriptions de performance : faiblir c'est faillir. Nos fondements culturels sont renversés : tout postulat humaniste est disqualifié ou démonétisé car le néolibéralisme a le monopole de la rationalité et du réalisme. Margaret Thatcher l'a indiqué en 1985 : « There is no alternative ». Tout le reste n'est qu'utopie, déraison et régression. Les vertus du débat et de la conflictualité sont discréditées puisque l'histoire est régie par une nécessité.

Cette sous-culture recèle une menace existentielle qui lui est propre : l'absence de performance condamne à la disparition et dans

le même temps, chacun est inculpé d'inefficacité et contraint de se justifier de tout. La confiance est rompue. L'évaluation règne en maître, et avec elle la bureaucratie qui impose la définition et la recherche de pléthore d'objectifs et d'indicateurs auxquels il convient de se conformer. La créativité et l'esprit critique sont étouffés par la gestion. Et chacun de battre sa coulpe sur les gaspillages et les inerties dont il est coupable.

### La Justice négligée

L'idéologie néolibérale engendre une normativité qui concurrence les lois du parlement. La puissance démocratique du droit est donc compromise. Dans la concrétisation qu'ils représentent des libertés et des émancipations, et l'empêchement des abus qu'ils imposent, le droit et la procédure sont désormais des obstacles.

De même le pouvoir judiciaire susceptible de contrarier les dominants doit-il être maté. La justice belge est d'ailleurs sous-financée ; en 2015, elle était la dernière d'un classement européen qui inclut tous les états situés entre l'Atlantique et l'Oural. En deux ans, le gouvernement a réussi à lui ôter l'indépendance que la Constitution lui avait conférée dans l'intérêt du citoyen afin qu'elle joue ce rôle de contre-pouvoir qu'il attend d'elle. Le projet est manifestement celui-là : qu'il n'y ait plus de justice en Belgique.

### Une caste au-dessus du lot

La classe dominante ne s'administre pourtant pas la même potion qu'elle prescrit aux citoyens ordinaires car austérité bien ordonnée commence par les autres. (...)

Malgré la crise de 2008, et les incantations éthiques qui ont suivi, rien ne s'est passé pour policer les milieux financiers et les soumettre aux exigences du bien commun. Qui a payé ? Les gens ordinaires, vous et moi.

Et pendant que l'État belge consentait sur dix ans des cadeaux fiscaux de 7 milliards aux multinationales, le justiciable a vu l'accès à la justice surtaxé (augmentation des droits de greffe, taxation à 21 % des honoraires d'avocat). Désormais pour obtenir réparation, les victimes d'injustice doivent être riches. Ceci dans un Etat où le nombre de mandataires publics défie tous les standards mondiaux. Dans ce secteur particulier, pas d'évaluation ni d'études de coût rapportée aux bénéficiaires. Un exemple : plus de trente ans après le fédéralisme, l'institution provinciale survit sans que personne ne puisse dire à quoi elle sert. La rationalisation et l'idéologie gestionnaire se sont fort opportunément arrêtées aux portes du monde politique.

### Idéal sécuritaire

Le terrorisme, cet autre nihilisme qui révèle nos faiblesses et notre couardise dans l'affirmation de nos valeurs, est susceptible d'aggraver le processus en permettant bientôt de justifier toutes les atteintes aux libertés, à la contestation, de se passer des juges qualifiés inefficaces, et de diminuer encore la protection sociale des plus démunis, sacrifiée à cet « idéal » de sécurité.

### Le salut dans l'engagement

Ce contexte menace sans aucun doute les fondements de nos démocraties mais pour autant condamne-t-il au désespoir et au découragement ? lesoir.be 03.03.2016

L'auteur de cet article est une magistrate, elle appartient aux classes moyennes, cela se voit .

Question que se posent des gens dont les conditions d'existence leur permettent de continuer à vivre relativement confortablement ou qui ne sont pas directement concernés par cette menace ou les conséquences insupportables de la politique antisociale mise en oeuvre par tous les gouvernements réactionnaires qui se sont succédés depuis plus de 30 ans et qui ont durement frappé la classe ouvrière.

En ce qui concerne des pans entiers de la classe ouvrière, cette menace a déjà été mise à exécution et elle a déjà produits des effets désastreux, brisant des vies, disloquant des familles, conduisant au désespoir la jeunesse ouvrière sacrifiée.

[La réaction mobilisée s'est trouvée un nouvel ennemi : Les abstentionnistes ou ceux qui refusent de voter Macron.](#)

Après la chasse à ceux qui refusaient d'être Charlie, aux antisionistes, à ceux qui bravent la censure des médias-oligarques, voilà venu celle aux abstentionnistes.

Chacun aura compris que Macron sera mal élu, qu'il est déjà ultra minoritaire dans le pays et donc illégitime, alors si en plus son cas s'aggravait par un taux d'abstention record cela pourrait lui compliquer encore plus la tâche, d'où l'union nationale derrière

sa candidature.

Chacun devrait admettre ou comprendre, mais là cela va s'avérer beaucoup plus difficile, que l'ordre qui nous est ainsi intime de voter Macron sous peine de se voir qualifier de suppôt du FN ou du fascisme, relève de la pire infâmie dont seule une dictature ou un pouvoir totalitaire peut être capable.

A force de refuser de caractériser les partis et le régime, la situation sur la base des faits ou de leurs méfaits devrait-on dire, on en arrive à faire le jeu de nos pires ennemis ou à se ranger à leurs côtés, dans ce cas-là ne vous étonnez pas ensuite que votre militantisme tende à produire des effets inverses de ceux recherchés.

Quand on subit l'influence de l'idéologie et du discours de la classe dominante, qu'on est en proie à la pire confusion, qu'on fait preuve de crasse ignorance, qu'on se réfugie dans le déni, qu'on est animé d'intentions inavouables, on n'a pas le droit de s'étonner des conséquences désastreuses qui en découlent, et surtout on n'est pas digne de parler au nom des travailleurs et encore moins du socialisme.

Quelques réactions salutaires de travailleurs qui tranchent avec les prises de positions misérables des dirigeants du mouvement ouvrier dont aucun à ma connaissance n'appelle au boycott du second tour de la présidentielle.

1- "C'est bien dans l'esprit du moment. partout dans la presse mainstream, ils nous emmerdent avec ça, la chasse aux abstentionnistes, en particulier avec JLM, et les insoumis, alors qu'ils ont pas compris que le seul débat qui anime certains c'est de savoir s'il faut voter blanc ou s'abstenir. voter Lepen, certainement pas, mais voter Macron, jamais.

Pas envie de me dire qu'il a eu ma voix quand il gouvernera par ordonnance, à casser tout ce qui tient encore dans mon pays, pour faire plaisir à ses petits copains du CAC, et aux parvenus de l'UE."

2- "Panique à bord des élites. S'abstenir n'est pas faire le jeu du FN, mais de décrédibiliser Macron qui gagnera, mais sans pouvoir se targuer d'un soutien populaire." 3- "Et pendant ce temps-là :

43 700 chômeurs de plus en mars et hier annonce de la liquidation judiciaire de MIM, 791 salariés perdent leur emploi.

Avec François Hollande, nous avons chômage de masse et précarité, avec Emmanuel Hollande, nous aurons précarité de masse et chômage.

Y a pas de doute, Nagui, faut voter Emmanuel Hollande surtout quand on fait partie des 5% du haut de la pyramide des revenus !

Nagui, comment s'appelle le fait de profiter de moyens de communication de masse pour diffuser ses propres idées politiques qui sont aussi celles de la caste la plus privilégiée ?"

4- "Oui, ce choix entre fascisme et antifascisme est fallacieux. En réalité, ce que l'on nous demande est de choisir entre fascisme doux et fascisme dur, ou plutôt entre totalitarisme "horizontal" et totalitarisme "vertical". Ce dernier prend la forme d'un autoritarisme étatique tendant à contraindre par des réglementations la population à se conformer à ses directives et à ses vues totalisantes, sans égard pour les libertés publiques et individuelles. Le premier, en revanche, est un totalitarisme pernicieux, une sorte de "laissez-faire, laisser crever": autrement dit, celui qui ne se conforme pas de lui-même au jeu du marché tout puissant pour s'y vendre, ou n'a pas, quoi qu'il fasse, les attributs nécessaires pour s'y maintenir (en tant que marchandise invendable) disparaîtra "tout naturellement". Et là encore, l'individu est sommé de se conformer en son entier (en son intimité) aux lois du marché.

Quiconque a connu le chômage, et d'autant plus quand il a duré, sait à quel point notre société est déjà fasciste. Les institutions de notre République ne le sont peut-être pas (encore), mais beaucoup de nos concitoyens, notamment quand ils jouissent d'un minimum de pouvoir sur leurs "semblables" montrent leur vrai visage, et ce sont souvent les mêmes qui nous exhortent à faire barrage au "fascisme"..."

5- "Si l'un ou l'autre est élu avec une forte participation, le pouvoir qu'il détient est d'autant plus légitime.

"Les Français m'ont élus" Ils m'ont conféré le pouvoir de ..."

Imaginons que l'abstention soit massive... les citoyens gardent la légitimité de contester le pouvoir en place. Mon avis c'est qu'il me paraît assez responsable de garder cette légitimité de contestation si on est opposés aux politiques proposés."

6- "Si l'on ne s'abstient pas ou qu'on ne vote pas blanc et que Macron a 80% des voix, ce sera une carte blanche. Il considérera, comme Fillon, que sa victoire, surtout une victoire d'une telle ampleur, est une adhésion à son programme et qu'il

est donc parfaitement légitime de gouverner par ordonnances."

7- "Le vote blanc augmente la participation. Nous aurons Macron président, mais si la participation tombe bas (moins de 70 %, ce qui semble très possible), il sera élu au mieux par 1/3 des inscrits (et 1/4 des citoyens) ce qui rendra sa légitimité très faible. Il est plus efficace de s'abstenir."

8- "l'abstention n'exprime que l'indifférence à la chose publique."

Vous parlez à la place des autres, en considérant que votre interprétation de l'abstention est la seule qui vaille.

L'abstention est multiforme ; il y a un abstentionnisme militant, un abstentionnisme de dégoût, un abstentionnisme indifférent, un abstentionnisme stratégique, etc. etc."

9- "Ensemble relativisons la future victoire de Macron :

Au premier tour il a obtenu 24% (8.657000 voix) mais en tenant compte des bulletins nuls, des blancs et des abstentionnistes cela donne environ 18% des inscrits.

Mais si on tient compte maintenant des 9.500000 de non-inscrits (source du ministère de l'intérieur) son pourcentage tombe à 15,7%.

Dès lors on comprend mieux que, afin de pouvoir obtenir une légitimité qu'il n'a pas, la valetaille médiatique et tous les bouffons, jocrisses, fesse-mathieu, jean-foutre et autres médiocres de la politique et du spectacle appellent à voter pour le pantin afin de faire barrage au FN.

Si l'on en juge depuis dimanche par les commentaires et les réactions venus d'un peu partout il réussit l'exploit d'être haï avant même d'être élu. Cela promet !"

[Union nationale derrière Macron. Mystification. En quoi la négation de la démocratie peut-elle constituer un choix ?](#)

- Présidentielle : le choix de l'abstention - Franceinfo 27.04

Le PCF au service de Macron : C'est aussi un parti de droite !

Pierre Laurent Secrétaire national du Parti Communiste Français, sénateur de Paris

Pour créer une gauche émancipatrice dès les législatives, nous, Parti Communiste, appelons à battre Marine Le Pen

Et le plus largement possible! En nous appuyant sur le score de Jean-Luc Mélenchon, nous ouvrirons de nouvelles perspectives de luttes et transformations sociales dès les 11 et 18 juin.

LVOG - Cet appel à voter Macron a pour vocation de briser l'élan créé par la candidature de Mélenchon afin d'aider Macron à obtenir une majorité lors des législatives, et au-delà diviser les travailleurs afin que la mobilisation contre Macron et sa politique ultra libérale soit un échec.

Ensuite notre stalinien de service entonne un discours qui aurait comme un gant à Macron :

Pierre Laurent - Marine Le Pen veut une société de haine, du rejet de l'autre, du racisme et de la xénophobie, une société qui divisera ceux qui ont des intérêts communs au profit de son clan et des puissances d'argent, qui substituera aux principes fondamentaux d'égalité et de fraternité dans la République des principes de discrimination entre Français, entre ceux qui vivent et travaillent dans notre pays selon leur origine et leur nationalité.

LVOG - Parce que le protégé de Rothschild n'incarnerait pas les "puissances d'argent", en faisant acte d'allégeance à l'Etat d'apartheid d'Israël il ne ferait pas acte de "racisme", en tenant le même discours que Hollande sur la Russie, le Venezuela, etc, il ne ferait pas preuve de "xénophobie", il a été bien au-delà que faire preuve de "discrimination entre Français, entre ceux qui vivent et travaillent dans notre pays selon leur origine et leur nationalité", il a fait preuve de discrimination envers toute une classe, celle des travailleurs qui composent la majorité de la population toutes origines ou nationalités confondues, il a affiché ses visées dictatoriales en annonçant qu'il liquiderait le Code du travail et si possible tous leurs droits par ordonnance.

Ensuite ce zélé agent du néolibéralisme a repris à la virgule près la propagande belliqueuse du Pentagone et de l'OTAN,

de l'impérialisme américain :

Pierre Laurent - Marine Le Pen veut un monde dangereux où toutes les aventures guerrières deviendraient possibles, où toutes les rivalités nationalistes seraient encouragées. Avec Donald Trump, Vladimir Poutine, Bachar El-Assad, et les extrême droites européennes comme alliés, elle menacerait la sécurité du monde si elle présidait la France, un des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU. [huffingtonpost.fr](http://huffingtonpost.fr) 27.04

Pour cette ordure, "toutes les aventures guerrières" ne seraient pas déjà "possibles", il ne manque plus qu'une guerre mondiale qui ne pourrait être décidée que par et pour l'oligarchie dont Macron est le candidat, comme les deux fois précédentes, mais ce n'est pas la version du PCF, ni celle d'aucun parti du mouvement ouvrier...

"Macron ne peut pas nous comprendre"

- Le témoignage d'ouvriers de Whirlpool : "Macron ne peut pas nous comprendre" - Le Huffington Post

Ce mercredi 26 avril, à Amiens, les deux candidats à la présidentielle ont joué un des grands moments de la campagne en allant au contact des ouvriers de Whirlpool.

Pas de doute, pour eux, ce sera Marine Le Pen. "Macron ne peut pas nous comprendre", assurent-ils. La candidate du Front national "est la seule qui a parlé de nous". "Il faut lui laisser sa chance", expliquent encore les deux ouvriers. Le Huffington Post

L'économiste Jacques Attali, soutien d'Emmanuel Macron, a qualifié mercredi le sort des salariés de l'usine Whirlpool d'Amiens d'"anecdote", le secrétaire général d'En marche! intervenant aussitôt pour demander qu'il "se taise". Le Huffington Post 26.04

Vous avez aimé Emmanuel Hollande, vous apprécierez Emmanuel Mailly.

Emmanuel Macron "a respecté la démocratie représentative" en rencontrant les syndicats de Whirlpool mercredi à Amiens, au moment où Marine Le Pen faisait "un coup de com", a commenté jeudi Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO.

Quant à Emmanuel Macron, "je ne suis pas d'accord avec lui sur ses positions mais il a au moins respecté une chose, c'est la démocratie représentative" en ayant d'abord "une première discussion avec les syndicats" avant de venir sur le site, a dit M. Mailly. AFP 25 et 26.04

Quel misérable mystificateur, il reproche à Le Pen d'avoir fait "un coup de com", alors que c'est la marque de fabrique de Macron ! Ils osent tout !

Les dirigeants du POI et du POID qui collaborent depuis 20, 30, voire 40 ans avec la direction PS de FO et qui a ce titre se sont vus confier des postes de permanents à vie, ont-ils annoncé qu'ils allaient démissionner ?

### [Le bilan de Hollande-Valls-Macron : Toujours plus de chômeurs](#)

- Chômage : le triste bilan du quinquennat Hollande - Franceinfo

43 700 demandeurs d'emploi supplémentaires en un mois. La barre symbolique des 3,5 millions de chômeurs est à nouveau dépassée en mars. Il y a moins de demandeurs d'emploi ayant travaillé quelques heures : les catégories B et C. Ils n'ont exercé aucune activité et ont donc basculé dans la catégorie A. 585 000 chômeurs de plus avec Hollande

Ce résultat porte un coup à la fragile inversion de la courbe du chômage, l'objectif du quinquennat. Depuis mai 2012, le chômage n'a pas cessé d'augmenter jusqu'en octobre 2015 où il a atteint un pic : 3 579 000 chômeurs.

La courbe devient ensuite irrégulière, mais tend vers le bas. Insuffisant, il y a 585 000 chômeurs de plus depuis l'élection de François Hollande. Un triste bilan sur le front de l'emploi pour le président. Franceinfo 27.04 M

Macron président, Hollande président, scandale Pierre Laurent en chœur avec Hollande, Valls, tous les dirigeants syndicaux, Gattaz, Parisot, le CAC 40 et les marchands de canons !

[Ainsi va leur vieux monde pourri.](#)

- Une base militaire attaquée au Cachemire indien, 3 morts - Reuters

Des militants séparatistes ont tué trois soldats indiens jeudi aux premières heures au Cachemire... Reuters 27.04

- C'est une initiative inédite en Inde : le gouvernement local du Cachemire a ordonné mercredi le blocage des réseaux sociaux pour un mois - Libération.fr

- Afrique du sud: une ville saccagée par des affrontements - AFP

De violents affrontements ont opposé des manifestants aux forces de l'ordre dans la ville de Coligny, au nord-ouest de l'Afrique du sud... AFP 27.04

- Damas: l'explosion due "vraisemblablement" à une frappe israélienne - AFP

L'explosion qui s'est produite près de l'aéroport de Damas est "vraisemblablement" le résultat d'un raid aérien israélien ayant visé des dépôts, a rapporté jeudi la télévision du Hezbollah libanais, groupe allié au régime syrien. AFP 27.04

- Dix garde-frontières iraniens tués à la frontière pakistanaise - Reuters

Dix gardes-frontières iraniens ont été tués mercredi par un commando extrémiste sunnite venu du Pakistan, rapporte l'agence de presse Tasnim. L'attaque a été revendiquée par le groupe Djaïch al Adl, précise l'agence. Reuters 27.04

- Brésil: quatre morts violentes en cinq jours dans une favela de Rio - AFP

Quatre personnes ont été tuées en cinq jours lors d'opérations policières dans le Complexe d'Alemao, une des plus grandes favelas de Rio de Janeiro, ont indiqué les autorités locales. AFP 27.04

- Yémen La guerre continue, la faim gagne - Liberation.fr

Plus de deux ans après le début de l'intervention militaire saoudienne, l'ONU a organisé une conférence des donateurs, mardi à Genève. Dans ce pays détruit par les bombes de la coalition arabe, soutenue notamment par la France, la famine menace. Liberation.fr 27.04

- L'UE lance une procédure contre la Hongrie, Orbán vient se défendre - Liberation.fr

Alors que l'exécutif européen a ouvert ce mercredi un dossier d'infraction contre la Hongrie concernant la liberté d'installation des établissements d'enseignement, le Premier ministre est venu se défendre devant les députés européens. Liberation.fr 27.04

## Dossier Syrie

Lu dans un article publié hier par le blog Les-crisis.fr.

- On ne sait pas comment et par qui les échantillons de gaz ont été récupérés dans cette zone rebelle ; (A ce jour seuls les barbares d'Al-Nosra y sont présents sur place, alors pourquoi poser cette question ? Pour semer le doute ? Qui profiterait à qui ? - LVOG)

- On y lit que le gaz sarin récupéré est de la même nature que du gaz récupéré dans une grenade en 2013, ce que cela prouverait que c'est du sarin "gouvernemental" et donc que Damas est coupable. C'est un élément important, certes, mais qu'est-ce qui dit que 1/ des rebelles ne pourraient pas en fabriquer de la sorte ? 2/ surtout, qu'est-ce qui dit que des rebelles n'auraient pas pu en récupérer de stocks gouvernementaux ?

- On n'a apparemment aucune preuve dans le document que le gaz a bien été émis par une bombe venant d'un avion.

- On comprend assez mal. Dans l'hypothèse d'un accident, le bombardement aurait touché des stocks chimiques au sol, mais cela semble désormais peu probable. Dans l'hypothèse d'une manipulation, des rebelles auraient profité d'une attaque aérienne pour faire exploser au sol un obus de sarin. En quoi la réponse du rapport blanchit-elle des rebelles ?

- Surtout les services de renseignement n'indiquent en rien des motifs possibles du gouvernement syrien : pourquoi mener une telle attaque, tant au niveau militaire local qu'au niveau politique national ?

Commentaires d'Internautes

1- Eh bien franchement j'ai lu ce rapport, je n'y trouve aucune preuve de quoi que se soit. C'est même un charabia assez mal écrit. C'est pas avec ce genre de rapport que je vais me ranger derrière l'avis de notre cher ministre. C'est un point de vue et c'est tout. N'importe qui peut pondre ce genre de rapport.

Comment la France a obtenu des échantillons ? Agent sur place ? j'en doute. Fourni par Al-Qaïda ?

Seul le débile qui a voté Macron peut se faire enfumer par ce genre de torchon !

2- Peut-on faire confiance en la bonne foi de notre gouvernement ?

En quoi le gouvernement syrien a-t-il intérêt à l'usage d'arme chimique, contre bien sûr "son propre peuple", avec plein d'enfants victimes de préférence, cela d'un point de vue militaire d'abord, et ensuite d'un point de vue politique national et international ?

3- C'est du sarin gouvernemental. Oui de fabrication gouvernementale syrienne. Et donc le gouvernement syrien est responsable . Non. Faute logique élémentaire surtout si l'on sait que lors de la destruction des stocks gouvernementaux deux sites sur les douze étaient sous contrôle des rebelles et que leur stocks n'ont pas été détruits sous la responsabilité conjointe Syrie-Russie-USA.

Bref. Manipulation probable encore. On a avancé mais rien prouvé. À part que ça peut bien venir aussi probablement des rebelles.

- J'aimerais réellement connaître la source de l'info que rapporte Alfred et que je trouve intéressante ; or c'est à la personne qui avance un argument ou une info d'en apporter la caution.

- Dans son premier rapport (OIAC), publié début novembre, l'équipe affirme avoir visité 21 des 23 sites déclarés par la Syrie, et 39 des 41 installations y étant localisées.

Source : [http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2014/02/05/syrie-le-plan-de-demantelement-de-l-arsenal-chimique-retarde\\_4359727\\_3218.html](http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2014/02/05/syrie-le-plan-de-demantelement-de-l-arsenal-chimique-retarde_4359727_3218.html)

- Un début de réponse :

<http://foreignpolicy.com/2016/08/17/how-the-islamic-state-seized-a-chemical-weapons-stockpile/>

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### Venezuela

- Le Venezuela se retire de l'Organisation des Etats américains - AFP

Le Venezuela, secoué par une vague de manifestations de l'opposition où une trentaine de personnes ont perdu la vie en près d'un mois, a annoncé mercredi son retrait de l'Organisation des Etats américains (OEA), accusée d'"ingérence" par le gouvernement du président Nicolas Maduro.

"Demain (jeudi) nous présenterons une plainte devant l'OEA et nous lancerons un processus qui prend 24 mois" pour faire sortir le pays sud-américain de cet organisme régional basé à Washington, a annoncé à la télévision la chef de la diplomatie vénézuélienne Delcy Rodriguez.

L'OEA, dont le secrétaire général Luis Almagro a traité le chef de l'Etat vénézuélien de "dictateur", s'est réunie mercredi pour convoquer un mini-sommet des ministres des Affaires étrangères de la région sur la crise vénézuélienne, sans préciser de date.

Mme Rodriguez avait déjà menacé mardi soir de quitter l'organisation si une telle réunion avait lieu. Début avril, elle avait accusé plusieurs pays de la région d'agir de concert en faveur d'une ingérence dans les affaires du Venezuela, pour "satisfaire les intérêts de Washington". AFP 27.04

Haut de page ↗

Le 29 avril 2017

## CAUSERIE

Macron, ce n'est pas ni la droite ni la gauche, c'est la droite et son reflet dans un miroir.

Pourquoi ? Pardi ! parce que la droite et ce qu'ils appellent la gauche sont compatibles, interchangeable ou parce que si peu de choses permet de les distinguer.

Leur choix : Entre deux fachos. La preuve.

- Le mentor d'Emmanuel Macron était pétainiste par Valentin Martin - Comité Valmy 28.04

Le mentor d'Emmanuel Macron était pétainiste

En 2015, Emmanuel Macron déclarait à la presse « avoir été rééduqué sur le plan intellectuel par le philosophe Paul Ricoeur ».

Qui était donc ce mentor ?

Dans sa jeunesse, Paul Ricoeur fut un des doctrinaires oubliés de l'idéologie pétainiste. Il se fit par la suite le continuateur en France et à l'étranger de l'oeuvre conceptuelle de philosophes nazis. Plusieurs de ses articles soigneusement cachés mais récemment retrouvés vont dans ce sens. (<http://www.sens-public.org/article537.html>)

Au début 1939, Ricoeur écrit un article dans Terre Nouvelle où il évoque la « pureté du discours d'Hitler ». Cela faisait référence au discours du 30 janvier 1939 devant le Reichstag où le Führer exhortait à « l'annihilation de la race juive en Europe ». Ricoeur y fustigeait les « valeurs impures de la démocratie » et « la dureté de la France pour l'Allemagne désarmée ».

En 1939, Ricoeur comprend « qu'il se tournera vers la philosophie allemande ». Il est alors sélectionné pour la participation à l'université d'été de Munich de l'été 1939.

Fait prisonnier dans un oflag en 1941, il rédige cette même année plusieurs textes de propagande qui seront repris dans la revue pétainiste L'unité française : « Propagande et culture », « La jeunesse et le sens du service social », « Le Risque ».

Il débute alors sa thèse de philosophie sur la « Volonté » en se nourrissant de la lecture d'Être et Temps du philosophe Martin Heidegger, membre éminent du parti nazi

A la fin de cette année 1941, sont créés les Cercles Pétain qui sont des universités internes aux Oflag visant à promouvoir l'idéologie pétainiste auprès des prisonniers. Ricoeur devient « l'un des plus brillants conférenciers » du Cercle Pétain.

Après 1945, en tentant de minimiser cette « passade pétainiste », il poursuit sa carrière internationale de philosophe en développant en France la philosophie irrationaliste de « l'herméneutique », centrée sur les thèses de Heidegger et de Gadamer.

Heidegger fut un des idéologues majeurs du régime nazi.

Gadamer fut également un conférencier du Troisième Reich. En mai 1941, à l'Institut allemand de Paris alors occupée, il prononça une conférence sur « Le peuple et l'histoire dans la pensée de Herder » où il justifiait la défaite des Lumières françaises face au nationalisme allemand.

Cette philosophie a eu une influence réelle sur Emmanuel Macron, car non seulement il s'en revendique - « Aux côtés de Ricoeur j'ai appris le siècle précédent et appris à penser l'Histoire » écrit-il dans son dernier ouvrage -, mais en plus il en a conservé les concepts. Ainsi des mots de « l'herméneutique » et de « récit » dont il abreuve les auditeurs de France Culture par exemple.

A chacun ses lectures et ses amitiés.

Mais voir aujourd'hui un candidat à la présidence de la France se faire le porte-drapeau de la cause anti-fasciste, alors même

qu'il affiche avoir eu pour mentor un doctrinaire pétainiste, relève de la mascarade. Comité Valmy 28.04

En complément

Le Huffington Post est l'équivalent du torchon américain The Washington Post.

- Pétain voterait Le Pen, et vous? - Le Huffington Post

- Emmanuel Macron accuse Marine Le Pen "de diriger un parti qui a commis un attentat contre de Gaulle" - Le Huffington Post

- Parce que la République est menacée, nous, CFDT et Unsa, appelons à voter pour Macron, le seul candidat républicain - Le Huffington Post

- Présidentielle : José Bové appelle à voter "sans aucune retenue" pour Emmanuel Macron au second tour - Franceinfo

- François Ruffin votera pour Emmanuel Macron au 2e tour de la présidentielle "mais restera un opposant ferme" - Le Huffington Post

- Militant du vote blanc, Matthieu Kassowitz appelle à voter Macron au second tour - Le Huffington Post

- Pour la 1000e de TPMP, Hanouna interpelle Emmanuel Macron qui s'empare du micro - Le Huffington Post

Saint-Macron, Saint-Simon et la colonisation par Valentin Martin - Comité Valmy 28.04

Lors de son discours d'Alger, Emmanuel Macron déclara que « la colonisation était un crime contre l'humanité ».

Invité peu après sur France Culture à s'expliquer notamment sur cette déclaration, il s'affirma par ailleurs affilié à la pensée de Saint-Simon (<https://www.franceculture.fr/histoire/emmanuel-macron-le-recit-national-nest-pas-un-roman-totalitaire>).

Le même Saint-Simon, philosophe du 19<sup>e</sup> siècle considéré par certains historiens comme « le premier des socialistes et le dernier des gentilhommes », écrivait d'ailleurs :

« Peupler le globe de la race européenne qui est supérieure à toutes les autres races d'homme, le rendre voyageable et habitable comme l'Europe, voilà l'entreprise par laquelle le Parlement européen devra continuellement exercer l'activité de l'Europe, et la tenir toujours en haleine. »

Cette entreprise civilisatrice fut effectivement suivie à la lettre par les apôtres du saint-simonisme au XIX<sup>e</sup> siècle. Ceux-ci furent les chantres et les initiateurs de la colonisation de l'Orient, notion qui incluait toute la superficie du globe en dehors de l'Europe. Le Saint-Simonien, Prosper Enfantin, auteur de « La colonisation de l'Algérie », fut un idéologue de premier rang de la colonisation de peuplement.

Peu prisée par le peuple, la pensée saint-simonienne qui visait à donner tout le pouvoir aux banques et aux industriels d'une Europe supranationale, sans reconnaître les souverainetés nationales, était fort appréciée des banquiers. « Aujourd'hui c'est près de Rotschild qu'il faut voler. », écrivait le même Enfantin en 1817.

Certaines mauvaises langues affirment que les Rotschild fondèrent une grande partie de leur fortune sur la prédation des colonies. Par exemple la East Indian Company qu'ils possédaient leur permit de piller les tonnes d'or du Bengale, ce qui provoqua indirectement la mort de millions de personnes.

Le bon Edmond de Rotschild, en tant que père du sionisme, créa également les colonies sionistes de Palestine à partir de 1882.

Que Macron fût associé-gérant de la banque Rotschild (où il empocha des millions d'euros en quelques années) et qu'il se déclare saint-simonien, cela ne pose pas de problème. N'est-ce d'ailleurs pas la Fondation Saint-Simon qui le mit sur le devant de la scène politique (<http://www.comite-valmy.org/spip.php?article8491>) ?

En revanche, s'il considère la colonisation « comme un crime contre l'humanité », lui et les siens, banquiers et autres apôtres de la colonisation, si humanitaire et sociale soit-elle, ne devraient-ils pas payer en premier lieu ? Comité Valmy 28.04

Offres de service.

Pourquoi l'ex-présidente du Medef, madame Parisot et monsieur Baroin (LR) postulent-ils au poste de Premier ministre de Macron, qu'est-ce qui les encourage à faire preuve d'une telle arrogance, sinon qu'ils savent que Macron leur est redevable de son statut de présidentiable, on peut en dire autant d'Attali ou de Minc qui l'ouvrent à tout propos.

L'ONU telle qu'elle est.

Après la Commission des droits de l'homme...

- L'Arabie Saoudite élue à la Commission des droits des femmes de l'ONU - lesoir.be

L'Arabie Saoudite a obtenu le feu vert, par vote secret, de 47 des 54 Etats membres du Conseil économique et social des Nations unies. lesoir.be 25.04

- Wikileaks offre \$10.000 à qui dévoilera le vote de la Suède sur cette décision polémique de l'ONU - Le Huffington Post

Mais quels pays ont voté pour l'adhésion de l'Arabie saoudite à la Commission de la condition de la femme à l'ONU? Après les indignations exprimées à l'issue de ce scrutin à bulletin secret, s'ensuit une chasse aux informateurs sur les réseaux sociaux.

L'adhésion de l'Arabie saoudite à la Commission de la condition de la femme suscite de nombreuses réactions outrées, parce que la dictature octroie peu de droits aux femmes. Celles-ci ont interdiction de conduire, elles doivent se référer à un tuteur de sexe masculin, leur père, mari ou fils, si elles veulent partir à l'étranger, travailler, se marier, bénéficier de soins, sortir de prison, etc.

Cette imposture est d'autant plus mal vécue qu'elle a été validée par plusieurs pays européens, reconnus comme défenseurs de l'égalité homme-femme.

D'après les calculs du directeur de l'ONG UN Watch, transmis au HuffPost, au minimum 6 membres de l'Europe ont voté en faveur de l'Arabie saoudite.

Il est arrivé à ce chiffre de la manière suivante: parmi les 54 membres du Conseil économique et social de l'ONU, 13 pays sont européens (Andorre, Belgique, République tchèque, Estonie, France, Allemagne, Irlande, Italie, Bosnie-Herzégovine, Espagne, Norvège, Suède et Grande-Bretagne). 41 ne le sont pas. Or, ils ont été 47 à voter pour. Donc,  $47 - 41 = 6$  pays européens au minimum à avoir donné leur aval.

La Belgique regrette son vote

De son côté, le gouvernement belge s'embourbe dans des excuses et des explications qui ne convainquent pas. Devant la pression de l'opposition, le premier ministre Charles Michel a dû déclarer "regretter" cette décision. La veille, son ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders, n'avait pas voulu clairement indiquer la nature du vote.

Ce dernier est depuis sur la sellette et a proposé jeudi 27 que soit "modifiée la procédure" afin que ce type de vote soit porté à la connaissance du gouvernement avant qu'il n'ait lieu. Une manière habile de s'exonérer de toute implication.

"L'argent saoudien nous a-t-il aussi corrompus?", demandent les Irlandais

En Irlande, plusieurs citoyens tancent le gouvernement pour qu'il s'explique. "L'Irlande a-t-elle voté pour installer l'Arabie saoudite au conseil des droits des femmes? Retweetez cela, s'il vous plaît. L'argent saoudien nous a-t-il corrompus nous aussi?", demande cet internaute.

Même son de cloche en Norvège. "L'opposition norvégienne demande des réponses au sujet du vote pour l'Arabie saoudite, grâce à l'intervention de UN Watch", écrit Hillel Neuer, en tweetant un article du journal The local.

Pour se défendre, l'ambassadeur de Norvège auprès de l'Arabie saoudite s'est fendu d'une tribune pour le moins étonnante, niant l'oppression que subiraient les femmes dans ce pays ("elles sont gâtées", "elles ont toujours un chauffeur pour s'occuper d'elles", etc.), préférant rappeler les discriminations qui courent en Norvège, comme les inégalités de salaire.

Les regards se tournent également du côté de la France. Au ministère des Affaires étrangères, on assure au HuffPost que "la nature de ce vote ne sera jamais dévoilée puisqu'il s'est déroulé à bulletins secrets". S'agit-il d'un aveu? "La France vote toujours en fonction de ses principes", nous rétorque-t-on.

Reste à savoir quels principes, même si l'on suppose qu'il s'agit là d'une tournure pour laisser penser que notre pays s'est opposé

à cette adhésion.

Une question se pose alors: pourquoi conserver le secret sur ce vote? "Je ne connais aucune règle aux Nations Unies qui empêche les gouvernements de divulguer à leurs citoyens comment leurs représentants ont voté", déclare au HuffPost Hillel Heuer, de UN Watch.

Afin de donner un peu de sens à ce vote très controversé, un politique français -qui ne veut pas apparaître publiquement sur ces questions- a expliqué au HuffPost, qu'inclure le pays le plus rétrograde en matière de droits des femmes dans cette commission avait pour objectif de le tirer vers le haut en la matière, dans l'espoir que sa participation à ces débats finissent par imprégner sa politique en faveur de l'égalité réelle.

"C'est un mensonge, réplique Hillel Neuer. Les diplomates des Nations unies et les ministres des Affaires étrangères ont trouvé cette ligne de défense parce qu'ils sont embarrassés par les 'deals' cyniques qu'ils passent en secret. Ils essaient de justifier l'injustifiable." Le Huffington Post 28.04

Commentaires d'internautes

1- Hallucinant.

La compromission des gouvernants n'a plus de limite : entre ceux qui sont clairement dans le coup et ceux qui avalisent sans broncher, ca va mal ...

2- Là on atteint vraiment la profondeur abyssale de l'inexistence de l'ONU!

3- Dans un monde ou les fils spirituels de Rabelais, Montesquieu, La Fontaine, Rousseau, Voltaire, Zola, Céline, Camus et tant d'autres, vont élire un banquier d'affaire qui estime que la Culture française n'existe pas, il n'y a rien là d'étonnant...

La Culture française n'existe pas, la Saoudie protège les femmes et c'est Russia Today qui a permis l'élection de D. Trump et fait décoller les ventes de 1984 de G. Orwell en Oceania.

4- Cette commission reflète la corruption du conseil des droits de l'homme de l'ONU. Deux ONG qui ont critiqué la charia (lapidation, mariage forcé, etc.) devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU ont été interrompus. Le président du Conseil leur a ordonné de s'abstenir de tout jugement de valeur sur une croyance ou une loi religieuse.

Bref, faire respecter les droits de la femme en Arabie Saoudite, pour ne pas la nommer, est de l'islamophobie. <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2008/06/17/01011-20080617FILWWW00427-la-charia-en-question-a-l-onu.php> <https://www.youtube.com/watch?v=obNV3SFehRw>

5- La guerre, c'est la paix, la liberté c'est l'esclavage, l'ignorance c'est la force, la charia c'est l'émancipation de la femme

[Ne cherchez pas la gauche ici.](#)

- Comment la gauche social-libérale est devenue l'idiotie utile des excès de la mondialisation - Altantico.fr

Comment expliquer le processus de balkanisation actuelle de la gauche, sur la base de divisions plus ou moins légitimes sur le plan des idées, peut-on parler d'une forme d'immaturité politique à ce sujet ? Alors que la gauche est en voie d'explosion, comment celle-ci pourrait-elle se réinventer sur le terrain idéologique ? Quelles sont les questions que la gauche doit se poser pour parvenir à reconnecter aux problématiques actuelles ?

Sylvain Boulouque : L'explosion de la gauche n'est que la résultante de cultures politiques des gauches dans la mesure où nous avons deux voire trois gauches qui existent. La première est la gauche "gouvernementale", qui s'adapte aux transformations du monde actuel quitte à abandonner une partie de son corpus idéologique. (Incarnée par Hollande, Valls, Macron, etc. - LVOG) La deuxième gauche, que l'on pourrait qualifier de "social-démocrate", est prête à gouverner mais pas à perdre une partie de son âme. C'est celle des frondeurs, incarnée par Benoît Hamon, qui ne veulent pas renier les principes qui les ont fait élire. (La survie et la crise du capitalisme avec ses conséquences désastreuses pour la classe ouvrière et en partie pour les classes moyennes passent à la trappe, alors qu'elles sont à l'origine de l'explosion de ce qu'il appelle la gauche. Tu parles d'un historien !- LVOG)

Enfin, la troisième gauche est la gauche plus radicale. Elle peut être rejointe par la gauche social-démocrate, mais cherche à transformer le système de fond en comble. Ce qu'il s'est passé, c'est qu'une partie de la gauche sociale-démocrate a voté pour la gauche radicale pour exprimer son mécontentement de la gauche gouvernementale. Le paradoxe, c'est que le candidat social-démocrate qui se présentait était en rupture avec la gauche gouvernementale. (On aura apprécié "la gauche plus radicale"

qui n'est pas davantage de gauche pour ne pas remettre en cause le régime, car il est faux d'affirmer qu'elle "cherche à transformer le système de fond en comble", c'est une mystification, elle cherche uniquement à en atténuer les excès tout en s'y adaptant, ce qui justement l'exclut de la gauche. Vous prenez trois bouteilles d'huile de tournesol, sur la première vous collez une étiquette huile de tournesol, sur la seconde une étiquette huile d'olive, et sur la troisième une étiquette huile de sésame, à l'arrivée vous aurez trois bouteilles d'huile de tournesol, voilà pour ces trois gauches ! - LVOG)

Alors qu'une frange de la gauche s'était récemment convertie à une forme de libéralisme, ce courant "social libéral" semble se comporter aujourd'hui avec la ferveur du converti, alors que le l'économie mondiale, elle aussi, pu évoluer au cours de ces dernières années. N'y a t il pas un temps de retard idéologique sur cette question ? Quels sont les moyens, pour cette gauche, de se réinsérer dans un monde actuel, qui semble mettre à mal les théories développées au cours de ces dernières années ? (Le néolibéralisme ne se réduit pas à une idéologie ou à une théorie, c'est la réponse du sommet du capitalisme mondial aux contradictions et à la crise de ce système économique, qui ne suffit manifestement pas ou plus à les contenir. Et que ces "théories" en arrivent à être contestées signifie qu'ils contrôlent de moins en moins le monstre qu'ils ont engendré, comme Al-Qaïda si vous voulez. D'où leur hystérie en période électorale, par crainte que cela se traduise sur le terrain politique. - LVOG)

Sylvain Boulouque : En France, certainement. Dans la mesure où les principaux responsables socialistes n'ont pas pensé suffisamment tôt la mondialisation. Maintenant qu'ils le font, le problème est qu'ils n'ont pas pensé à la réforme du système que cette dernière entraîne, avec la contestation qui l'accompagne. (Rectifications : Ils n'en ont pas eu les moyens parce que la situation sociale et politique ne le permettait pas. Il ne suffit pas de penser qu'il faut réformer le "système", la Constitution, les institutions ou le mode électoral, il faut que les principaux partis institutionnels y soient préparés, maintenant c'est en bonne voie depuis que le PS et LR ont adopté le système des primaires, avec quelques couacs apparemment, ce n'est pas encore tout à fait au point, Macron sera y remédier certainement. - LVOG) Du coup, il y a effectivement un retard idéologique. (En fait de "retard idéologique", il veut dire par là qu'il existe des partis qui ne sont pas acquis au néolibéralisme et qui viennent jouer les troubles fêtes dans le processus législatif, ce qu'il regrette. - LVOG) Deuxièmement, il manque à la gauche ce qui pourtant était sa raison d'être pendant très longtemps : l'internationalisme. Il y a eu très peu de discussion sur l'international sur les dirigeants de la gauche social-démocrate (voire social-libérale) ces dernières années, alors que c'est ce moment-là qu'on aurait dû penser ensemble, à travers le monde, aux modes de régulation de l'économie. (Quel crétin ou il le fait exprès, le néolibéralisme est synonyme de dérégulation de l'économie au profit des multinationales, donc pour se faire passer de gauche il était difficile de le revendiquer, à moins de s'appeler Obama qui même sur ce plan-là supplanta Bush, j'ai lu cela quelque part. - LVOG) Il y a donc un manque idéologique – par paresse intellectuelle ou défaut de réflexion – qui fait que la gauche a un retard sur l'analyse du monde. (Là il lui reproche de ne pas s'être engagée à fond dans le néolibéralisme. - LVOG) Le problème est qu'elle ne propose pas de solutions alternatives. (Comment le pourrait-elle puisque la seule alternative, c'est le socialisme et qu'elle y est étrangère ou réfractaire. - LVOG) Jusqu'ici, les modèles idéologiques qui ont fait vivre la gauche étaient de dimension utopique. (Il évoque ici le socialisme en recourant à un amalgame avec le stalinisme. On avait déjà compris que lui était acquis à la cause du néolibéralisme. - LVOG) Mais ceux-ci aillant disparus, la gauche ne propose plus que de la gestion quotidienne en se contentant de mettre du "mercurochrome sur les bobos trop importants de la mondialisation". (C'est effectivement le programme de ces "trois gauches". - LVOG)

Aux Etats Unis, Bernie Sanders prône une "démocratie socialiste", alors que le linguiste Noam Chomsky qualifiait le candidat démocrate comme étant plutôt un "New dealer" en référence aux politiques de F.D.Roosevelt. Quel pourrait être l'avenir idéologique de cette gauche de la gauche française ?

Sylvain Boulouque : cela renvoie au débat entre plusieurs figures de la gauche américaine, Noam Chomsky incarnant une forme traditionnelle et Bernie Sanders se revendiquant plus d'un modèle Rooseveltien de relance de l'économie par de grands travaux. On est dans un processus classique de social-démocratie, voire "à l'ancienne". Ce débat, on le retrouve en France entre deux partis de la gauche, avec d'un côté une branche plus traditionnelle dans son discours, analogue à Chomsky en disant qu'il faut tout transformer de fond en comble, et accusant les grands sociaux-démocrates d'être uniquement des "gestionnaires de capital". Du coup, on se retrouve toujours avec le même cas de figure qu'au début : on a deux, voire trois gauches. Une contestatrice, une social-démocrate et une gauche gestionnaire qui va non plus tenter de transformer la société, mais au contraire s'y adapter. On est dans processus inverse : la gauche ne réforme plus la mondialisation ; c'est la mondialisation qui réforme la gauche. (Puisque cette pseudo-gauche est viscéralement liée au régime capitaliste, c'est lui et son cours qui dicte son attitude, elle épouse son destin qui entraîne son déclin, sa décomposition, sa dislocation finale où elle apparaît sous son véritable visage, de droite ou celui de la réaction. - LVOG)

Sylvain Boulouque

Sylvain Boulouque est historien, spécialiste du communisme, de l'anarchisme, du syndicalisme et de l'extrême gauche. Il vient de publier sa nouvelle note, La gauche radicale : liens, lieux et luttes (2012-2017), à la Fondapol (Fondation pour l'innovation politique). Altantico.fr 28.04

Je classe ce genre d'historien parmi les négationnistes, les falsificateurs conscients de l'histoire.

[Voilà ce qu'ils ne digèrent pas.](#)

- Mélenchon et La France insoumise sont les mieux placés pour incarner la gauche, selon un sondage - Franceinfo

Selon un sondage Odoxa pour franceinfo, ce vendredi, 45% des sondés estiment que Jean-Luc Mélenchon incarne le mieux la gauche.

35% des personnes interrogées placent La France insoumise devant le Parti socialiste (14%) et le mouvement En Marche d'Emmanuel Macron (11%). Quant à Europe-Écologie-Les-Verts, le parti arrive loin derrière (2%) tout comme les formations d'extrême-gauche (1% pour Lutte ouvrière et le Nouveau Parti anticapitaliste).

"Logiquement, Jean-Luc Mélenchon domine aussi le palmarès des personnalités qui incarnent le mieux la gauche", note le président d'Odoxa, Gaël Sliman. 45% des Français le préfèrent à Benoît Hamon (14%), Emmanuel Macron (13%), Manuel Valls (12%) ou encore... François Hollande, qui ne récolte que 8%.

Malgré cette domination, Jean-Luc Mélenchon est "déjà en train d'abîmer le socle sur lequel il pourrait ériger sa statue", avertit Gaël Sliman. Entre jeudi 20 avril et lundi 24 avril, c'est-à-dire avant et après le premier tour, il a perdu trois points auprès des Français, six auprès des sympathisants de gauche, et 17 auprès des sympathisants du PS.

Jean-Luc Mélenchon paie lourdement son attitude du soir du premier tour où il a sans doute donné aux Français et aux sympathisants de gauche l'image d'un mauvais perdant. Surtout, il a choqué le peuple de gauche en refusant d'appeler clairement à voter contre Marine Le Pen. Gaël Sliman, président d'Odoxa. Franceinfo 28.04

Son attitude l'honore.

### Trois analyses que j'ai rédigées à 48 heures d'intervalle.

1- Le numéro d'illusionnisme de Mélenchon flanqué de son ectoplasme technologique ou le recours au don d'ubiquité réservé aux croyants pour réaliser le miracle de la multiplication des bulletins de vote façon petits pains frappés du sceau bleu blanc rouge, n'aura pas dépassé le stade du miroir aux alouettes promis à se fracasser contre le mur médiatico-oligarchique érigé contre sa candidature. Aucun exercice divinatoire dans tout cela, c'était écrit.

Les prédictions qui se réalisent sont agassantes quand on n'a pas su les faire mentir. Une telle expérience laisse un goût amer dans la bouche ou désemparé quand on y avait cru, bien que ce ne soit pas très raisonnable. Après avoir voulu ratisser large, il ne lui restait plus grand chose à renier à la fin de sa campagne pour tenter de gagner de nouveaux électeurs, puisqu'il avait déjà renié l'essentiel avant qu'elle ne débute, donc l'issue fatale était prévisible.

Coincé entre Macron et Le Pen, sa marge de manoeuvre était très faible. En lissant son discours sur l'UE il a perdu une partie de l'électorat du PS qui a préféré demeurer fidèle à Hamon, et il s'est aliéné les voix de ceux qui exigeaient une rupture avec l'UE. S'il avait tenu un discours plus radical, il aurait perdu les électeurs du PS qui refusaient de rompre avec l'UE, mais il aurait pu empiéter sur l'électorat de Le Pen et récupérer une grande partie des voix de l'extrême gauche qui lui aurait apporté son soutien. Au passage, Mélenchon a ménagé Hollande et le PS durant toute sa campagne, se contentant de petites phrases insignifiantes, alors que leur bilan était accablant de l'adoption de TSCG à loi El Khomeri en passant par la loi sur la sécurité et le recours à l'état d'urgence ou au 49.3. Il ne risquait rien au regard de l'impopularité de Hollande et du PS, et pourtant.

Il a donc fait un mauvais calcul, d'autant plus que l'opération de marketing Macron est un demi succès seulement, car malgré le matraquage médiatique quotidien il a réalisé un score très faible, à peine plus de 18% des suffrages exprimés, ce qui signifie qu'il existait une importante réserve de voix dont Mélenchon aurait pu profiter en étant plus offensif et radical au lieu d'affecter une fausse modestie.

Et puis Mélenchon ne pouvait pas apporter de réponses satisfaisantes à la question de l'immigration que le FN agitait sans cesse pour rameuter ou vampiriser l'électorat ouvrier précarisé ou fragilisé focalisé sur cette question, parer le piège des réfugiés déversés par l'OTAN par cargaisons entières via la Turquie sur la France et l'Europe, au contraire il est tombé en plein dedans, c'était fait pour. De la même manière sa position sur la Syrie est restée ambiguë. Il a voulu concilier la chèvre et le loup et il est revenu bredouille, de nombreux électeurs parmi les ouvriers et les employés sont demeurés perplexes, il a manqué de convictions pour se protéger des attaques féroces des médias qui ne l'ont pas ménagé pour autant, une erreur de plus, à moins ce ne fut délibéré comme je le pense, sur ce terrain-là non plus plus il n'entendait pas affronter le régime.

Et puis Mélenchon n'était pas un produit aussi frais que Macron. Il présentait tous les symptômes d'un produit frelaté ou avarié de longue date, bourré de contradictions, ce qui n'a sûrement pas manqué d'interpeler plus d'un électeur. L'opération peau neuve et voix douce pouvait passer pour une escroquerie aux yeux de ceux qui avaient en mémoire son parcours politique et ses prises de position passées.

Certains qui le critiquent regrettent maintenant qu'il ne figure pas au second tour, ce n'est pas mon cas, je prends la réalité telle

qu'elle est, s'il en est ainsi, c'est qu'il y a des raisons à cela qui méritent une explication politique.

On nous dit aussi que les résultats du 1er tour de la présidentielle expriment le rejet de la politique menée par Hollande depuis mai 2012. Certes, mais ce n'est qu'un constat, au-delà il faudrait se pencher sur son contenu réel au lieu d'extrapoler, afin de mieux cerner l'état d'esprit des travailleurs et jeunes, leurs rapports aux différents partis et aux institutions, à l'Etat, pour savoir où ils en sont réellement de manière à pouvoir adapter notre discours pour qu'ils le saisissent et progressent.

Macron est l'héritier naturel de Hollande qui tous deux incarnent l'oligarchie ou l'extrême droite néolibérale, on doit en déduire que tous ceux qui appellent à voter Macron sont de droite ou figurent dans le camp de nos ennemis et qu'on doit les combattre comme tels. Si on refuse de les caractériser ainsi, on les ménage, cela signifie qu'on refuse de les affronter et on court à notre perte.

Il serait temps de se souvenir que la lutte de classes, c'est classe contre classe. Dès lors à chacun de prendre et d'assumer ses responsabilités.

2- Avoir un beau programme et de généreuses intentions, c'est une chose, se donner les moyens de l'appliquer en est une autre, or c'est là que le bât blesse.

C'est aussi ce qui justifie l'existence du parti ouvrier révolutionnaire, ce qui témoigne de sa nécessité et des limites d'une coalition ou d'un mouvement composé d'éléments disparates fait de bric et de broc en ce qui concerne celui de Mélenchon, hétérogénéité qui en constitue la force jusqu'à un certain point, mais qui au-delà constitue une faiblesse, un obstacle irréductible qui l'empêche de se donner les moyens pour atteindre certains objectifs politiques, dont celui de la prise du pouvoir par les travailleurs.

Tout au plus ce type de formation politique peut se fixer vaguement ou à demi-mot cet objectif sans en faire son axe de combat, alors qu'il est déterminant pour pouvoir par la suite appliquer son programme, ce qui reviendra à l'abandonner en cours de route ou à l'édulcorer, à renier ses engagements.

Dans ce genre de formation politique, ce n'est jamais l'élément le plus conscient qui entraînera l'ensemble de ses composantes, mais bien plutôt le moins conscient, ne serait-ce parce qu'il est le plus nombreux ou majoritaire ou encore parce que cela est plus économique où cela réclame moins d'efforts et de sacrifices de s'accommoder du régime que de l'affronter, tout du moins c'est ce que croient les éléments les moins conscients qui se trompent lourdement.

Si vous mettez autour d'une table une dizaine de personnes présentant des niveaux de développement allant de l'arriération profonde à un niveau de conscience supérieure ou universelle, et que vous leur soumettez un ensemble de mesures sur lesquelles elles doivent se prononcer à l'unanimité ou à une très grande majorité pour qu'elles puissent être appliquées, et que parmi ces personnes figurent certaines censées être favorables à ces mesures, d'autres opposées et d'autres encore indécises ou qui n'en comprennent pas le contenu ou la portée, à l'arrivée vous ne pourrez pas appliquer la plupart de ces mesures parce que les éléments arriérés se seront alliés à ceux qui y étaient opposées, ceux-ci les ayant convaincus ou plutôt manipulés en recourant à des moyens hypocrites ou démagogiques, malhonnêtes ou déloyaux comme vous voudrez, autrement dit vous ne pouvez pas passer outre la faiblesse de la majorité qui a un moment donné ou un autre vous tirera vers le bas et fera échouer votre projet.

Il faut donc exclure ce genre de mécanisme qui peut présenter tous les atours de la démocratie, mais qui en réalité s'oppose à la réalisation de la démocratie, car en dernier lieu elle réside moins dans la composition de ceux qui y participent et dans laquelle on trouve tout et son contraire, que dans le niveau de conscience de ceux qui sont déterminés à lui permettre de se réaliser parce qu'ils maîtrisent le processus dialectique dans lequel elle s'inscrit.

Il ne suffit pas de décréter qu'on va appliquer telle ou telle politique, les choses sont beaucoup plus compliquées que cela.

On va rencontrer une multitude d'obstacles dont on ne viendra pas à bout sans avoir cerné leur nature et en avoir fourni la signification politique, ce que l'immense majorité des travailleurs est évidemment incapable de faire, sauf à leur prêter un niveau de conscience qu'ils n'ont pas encore atteint. On va donc se retrouver dans l'obligation de leur fixer des tâches pour atteindre des objectifs politiques, alors qu'ils n'auront pas pleinement conscience de leur signification ou de leur portée politique, on peut même affirmer plutôt moins que plus, ce qui signifie qu'on va passer outre leurs faiblesses, parce que c'est au cours de cette expérience, en appliquant ces tâches, qu'ils vont acquérir le niveau de conscience qui leur faisait défaut jusque là, ce qui leur permettra de continuer leur combat en ayant toujours plus conscience de la situation et des objectifs qu'ils doivent se fixer et ainsi de suite jusqu'à la prise du pouvoir ou le renversement de l'ordre établi.

Si maintenant c'est le parti qui va fixer ces tâches politiques aux travailleurs, c'est lui qui va les mettre en oeuvre en mobilisant l'ensemble de ses militants qui ont déjà acquis le niveau de conscience politique adéquat, tâche que ne peut pas se fixer ou réaliser un mouvement ou une coalition de parti puisque leurs composantes sont disparates, au mieux il ne mobiliserait qu'une minorité de leur effectif et prendrait le risque de se disloquer, les alternances de Mélenchon sur l'UE en sont un exemple concret qui l'illustre très bien, elles lui ont fait perdre des voix précieuses puisqu'il lui a manqué à peine 620.000 voix pour figurer au second tour.

Le parti rassemble les éléments les plus conscients et les plus déterminés du prolétariat et des classes moyennes dont la fonction est de guider l'ensemble des masses exploitées, les entraîner au combat contre le régime pour l'abattre et prendre le pouvoir politique, il ne peut donc pas et il ne doit pas se transformer en parti de masses. On pourrait dire qu'entre les objectifs politiques que les travailleurs doivent atteindre et les moyens pour y parvenir, leur mobilisation révolutionnaire auquel le parti ne peut pas se substituer, dont il peut être le fer de lance sans pouvoir l'organiser tout seul, il existe un espace où peut se développer un mouvement susceptible d'organiser les masses, qui à un moment donné contraintes par la force des choses ou le développement du processus révolutionnaire adopteront les objectifs politiques du parti, parce qu'elles n'auront pas d'autres alternatives que capituler et se soumettre ou se lancer à l'assaut du régime.

Vous aurez noté que j'ai fait une distinction entre ce mouvement et sa nature ou ses dirigeants d'un côté, et ses militants ou les masses de l'autre qui ne suivront pas aveuglément ses dirigeants. Vous vous souvenez peut-être qu'à plusieurs reprises en exposant ma stratégie, j'avais indiqué qu'il nous fallait impérativement construire le parti, mais aussi à côté une organisation ou une association qui regrouperaient les travailleurs qui entendaient lutter contre le régime, sans toutefois avoir atteint le niveau de conscience suffisant pour adopter le socialisme ou le programme de la révolution socialiste. Je me demande aujourd'hui si le mouvement de Mélenchon ne pourrait pas remplir cette fonction, dans la mesure où il est parvenu à organiser des dizaines ou centaines de milliers de travailleurs et jeunes à travers tout le pays.

On a parfaitement conscience qu'il véhicule ou exprime une multitude d'illusions, mais ce n'est pas là l'essentiel, l'essentiel réside dans cette mobilisation et l'espoir qu'elle a suscité chez des millions de travailleurs et jeunes qu'une autre politique était possible. J'ai également conscience que le parti n'existe pas, tout du moins aucun parti n'a adopté à ce jour la stratégie que j'ai définie. Et c'est important de le préciser pour comprendre pourquoi j'ai boycotté l'élection présidentielle et je n'ai pas soutenu la candidature de Mélenchon, et pourquoi on pourrait être amené à soutenir son mouvement lors des législatives de juin prochain.

Cela tient au fait que Mélenchon a maintenu la même orientation politique et il a respecté ses engagements vis-à-vis de ses électeurs en refusant d'appeler à voter Macron au second tour de la présidentielle, ce qui signifie que la force qu'il a su mettre en mouvement lors de sa campagne présidentielle demeure intact pour affronter les législatives. Or à ce jour, son mouvement est en mesure de présenter des candidats dans 454 sur quelque 550 circonscriptions et de l'emporter dans des centaines d'entre elles, ce qui constitue un nouvel élément dans la situation susceptible de la modifier radicalement, dans la mesure où il pourrait l'emporter dans un tiers ou la moitié de ces 454 circonscriptions pour peu que l'ensemble des partis de gauche (POI, POID, LO, NPA, ParDem) soutiendraient ses candidats ou participeraient à cette bataille, quitte même à présenter leurs propres candidats sous l'étiquette de FI, ce qui personnellement ne me poserait aucun problème puisque je partage les mesures sociales figurant dans le programme de FI et une partie des mesures politiques dont la sortie de l'OTAN et le refus de participer aux guerres de l'impérialisme américain.

Cela étant dit, son programme ne remet pas en cause l'existence du régime ou les rapports existant entre les classes, il ne changerait pas fondamentalement la condition des travailleurs, il est même moins à gauche que celui de Mitterrand, son modèle. Mais Mélenchon est une chose et les travailleurs qui se tournent vers son mouvement en est une autre. Quelque part Mélenchon et son équipe ne nous intéressent pas. Nous savons que s'il avait été élu président de la République, il se serait comporté comme Tsipras en Grèce, cela ne fait absolument aucun doute, c'est aussi une des raisons pour lesquelles il ne fallait pas appeler à voter pour lui.

Si ce scénario se réalisait, il existerait au sein de l'Assemblée nationale une puissante opposition à Macron qui l'obligerait à gouverner par décret ou ordonnance, il ne pourrait pas gouverner sans le soutien du PS et de LR pour obtenir une majorité, en admettant que cela suffise, bref, cela mettrait en lumière le clivage irréconciliable qui existe entre d'une part l'oligarchie, les capitalistes, l'élite à leur service, et d'autre part les masses exploitées, alimentant le rejet de la politique ultra libérale de Macron et de tous les partis qui la soutiennent, de sorte qu'ils deviendraient immédiatement minoritaires et illégitimes, Macron également, ce qui non seulement lui compliquerait la tâche, mais rendrait la situation explosive dans un contexte de mobilisation de masse, au point que tout pourrait arriver, c'est-à-dire que cela pourrait déboucher sur une situation révolutionnaire dans laquelle le parti pourrait se construire rapidement.

La situation politique a été modifiée, elle n'est plus la même avant et avant le premier tour de la présidentielle, et contrairement à ce qu'on pourrait croire après la défaite de Mélenchon, elle est extrêmement favorable à la mobilisation révolutionnaire des masses qui ne se reconnaissent ni dans Macron ni dans Le Pen.

Cette modification de la situation politique doit donc s'accompagner d'un tournant stratégique de notre part, qui en fait consiste à mettre en oeuvre ce que j'avais préconisé précédemment en empruntant un détour inattendu ou dont nous ne sommes pas à l'origine, ce qui ne nous cause aucun problème puisqu'il s'inscrit en grande partie dans le cadre de notre stratégie pour prendre le pouvoir et renverser le régime en place.

Reste à définir les rapports précis que l'on doit adopter envers le mouvement de Mélenchon, le soutenir ou participer à ses combats tout en conservant notre entière liberté d'action et d'expression, de manière loyale et honnête, c'est-à-dire sans le considérer comme un ennemi ou un adversaire mais plutôt comme un compagnon avec lequel on doit faire un bout de la route ensemble puisqu'on ne peut pas faire autrement pour atteindre nos propres objectifs politiques.

Notre but est de profiter des avantages et des limites que présente ce mouvement, afin de présenter notre politique aux travailleurs et jeunes de manières à combattre leurs illusions ou élever leur niveau de conscience politique, éventuellement recruter ceux qui sont prêts à adopter le socialisme.

### 3- Réflexion après avoir visionné la dernière vidéo de Mélenchon.

On ne peut pas convaincre quand on n'a pas de convictions, et je pense qu'il en a. Il a une démarche social-démocrate qui malheureusement viendrait s'écraser sur un mur sans pouvoir le franchir, si à côté de son mouvement n'existait pas un parti ouvrier révolutionnaire qui avancerait des objectifs politiques qu'un mouvement ne peut pas proposer parce qu'il est très hétérogène, mais pour lesquels il peut être amené à combattre, quand l'alternative qui est donnée aux travailleurs consiste à se soumettre parce que leur mouvement ne permet pas de franchir le mur ou saisir le moyen qu'un parti leur propose ou leur suggère pour venir à bout de ce mur et entrevoir un monde meilleur.

Le personnage est sympathique à première vue parce qu'il paraît sincère. Il a su créer une dynamique et drainer des foules de travailleurs et jeunes à ses meetings, il a séduit 30% de la jeunesse, beaucoup moins de retraités par égoïsme, qui ont dû estimer qu'être gouvernés par un énarque valait mieux pour sécuriser leurs vieux jours ou garantir leur petit confort, ils se trompent, car le chaos qui vient ne les épargnera pas, il n'épargnera personne, donc ils feraient bien d'y réfléchir avant le mois de juin.

Il a su trouver la bonne formule pour se présenter devant les travailleurs, la bonne intonation, en tenant des discours compréhensibles par le plus grand nombre, bref, il a adopté le comportement auquel j'essaie de me tenir depuis le début des causeries en août 2008, je n'ai pas son expérience des ors de la République, mais j'ai celle de la vie dans mon milieu, le milieu ouvrier depuis ma naissance, auquel on ne s'adresse pas en ministre repu ou nanti ou en intellectuel arrogant, ce qu'il a compris également.

Le mouvement (FI) dont il est le porte-parole, s'il ne se disloque pas d'ici les législatives, il peut rendre la tâche qui attend Macron insurmontable, parce qu'il peut raffer un nombre considérable de circonscriptions et obliger Macron à passer en force pour appliquer son programme, ce qui pourrait déclencher une mobilisation des travailleurs dont on ignore aujourd'hui quelle pourrait être l'importance, qui serait alimentée par le climat délétère entretenu par un Macron impérial, le rejeton d'Attali et Rothschild, explosif, produit par la politique de Macron en France mais aussi au Moyen-Orient ou ailleurs, qui se traduirait par un rejet communicatif et finalement incontrôlable, et pourquoi pas révolutionnaire.

Sauf que parvenu à ce stade, si la situation évoluait dans cette direction et qu'on voudrait poursuivre ou aller plus loin, puisque ce mouvement ne le permet pas pour les raisons qu'on a évoquées plus haut, il est impératif de rassembler l'avant-garde dans un parti ouvrier révolutionnaire qui exprime consciemment la quintessence de ce mouvement, de manière à ce que la question du pouvoir se concrétise sous la forme d'un objectif politique : l'abolition des institutions de la Ve République, pas dans 1, 3 ou 5 ans, mais tout de suite, pour changer radicalement de politique, comment, en l'imposant dans la rue et les entreprises, en fait, faire ce qu'a fait la réaction dans une multitude de pays, mais à l'envers ou pour atteindre un objectif politique aux antipodes du sien, la chasser du pouvoir !

Le mouvement qui s'est construit autour de Mélenchon peut correspondre à une étape de la mobilisation des travailleurs contre le régime sur le plan politique, parce qu'il était en adéquation avec l'état d'esprit ou le niveau de conscience politique de millions de travailleurs et jeunes. Il a rempli cette tâche en s'appuyant sur une masse hétérogène, et on comprend très bien qu'il ne remplit pas les conditions et qu'il n'a pas les qualités indispensables pour aller défier le régime ailleurs que dans les urnes, son mouvement se disloquerait si Mélenchon lui donnait une orientation révolutionnaire, ce n'est pas sa faiblesse, c'est dans sa nature composite.

A suivre

### Quelques prises de position

NPA

- Dimanche 7 mai, beaucoup voudront faire barrage au FN en votant Macron, nous le comprenons.

LO

- Arthaud : Je voterai blanc, pour rejeter Le Pen sans cautionner Macron."

POI

- Informations ouvrières : Pas une voix à M. Macron et à Mme. Le Pen

POID

- La Tribune des travailleurs : Entre la peste et le choléra on ne choisit pas

ParDem

- Abstention citoyenne

[Sale abstentionniste, sale nazi, c'est la dernière insulte du moment.](#)

C'est tellement scandaleux et décalé par rapport à ce que pense la majorité des gens, qu'ils sont eux-mêmes obligés de traiter le sujet, bref ils ont dépassé les bornes de l'infâmie et se sont trahis eux-mêmes.

- La chasse aux sorcières contre les abstentionnistes est ouverte - Le Huffington Post

Depuis les résultats du 1er tour, la ligne officielle du régime est claire: tous avec Macron contre le FN. Gare à quiconque oserait en dévier. Ou même seulement se poser des questions.

Depuis dimanche, une extraordinaire machine à culpabiliser, stigmatiser, amalgamer s'est mise En Marche. Hésiter à voter Macron, c'est être frontiste, c'est être fasciste. Allez, c'est être Nazi tant qu'on y est. Rien n'est trop exagéré pour satisfaire sa bienpensance républicaine.

Du coup, les électeurs de Mélenchon n'ont pas le droit d'hésiter; Pierre-Emmanuel Barré n'a pas le droit de faire une chronique sur l'abstention et quand Emmanuel Macron se plante lamentablement à Whirlpool, on peut lire un peu partout qu'il "repren la main".

Condamnations, excommunications, censures, contre-vérités médiatiques. Effectivement, le fond de l'air est frais. Il était déjà mal vu d'être abstentionniste avant le 1er tour. C'est maintenant carrément interdit. On connaît la chanson: c'est "faire le jeu du FN".

Alors disons-le clairement, au risque d'être cloué au pilori: non, s'abstenir ce n'est pas faire le jeu du FN. Depuis 2002, il est arrivé que les scores électoraux du FN fléchissent alors même que l'abstention était forte. Ce qui prouve qu'il n'y a pas de corrélation mécanique.

Dire que s'abstenir c'est faire le jeu du FN, c'est aussi grandement préjuger de ce que feraient les millions d'abstentionnistes si on les obligeait à voter. Il est fort à parier qu'un certain nombre d'entre-eux pourrait être tenté par le vote FN. D'autant plus sûrement que, comme le vote FN, la démarche de l'abstention est celle d'une contestation, d'une protestation. L'abstention structurelle ne fait pas le jeu du FN, elle est au contraire un immense bassin de rétention contre le FN.

C'est pourquoi il faut opposer à la stratégie du "vote utile" une stratégie de "l'abstention utile".

La stratégie du vote utile nous mène droit dans le mur, c'est-à-dire droit à la victoire du FN. Parce que c'est justement l'instrumentalisation de la peur du FN qui conduit les partis dits républicains à s'exonérer de réellement réformer nos institutions. Et c'est justement de cet immobilisme que se nourrit structurellement le FN. La stratégie du vote utile doit voler en éclat pour que les forces politiques non-extrêmes comprennent qu'il faut démocratiser notre système.

C'est tout l'enjeu de l'abstention utile... Le Huffington Post 28.04

- Présidentielle : "Je ne veux plus voter pour le moins pire..." Des abstentionnistes font entendre leur voix - Franceinfo

- Ces médias qui traquent les partisans du «ni-ni» - Sputnik

Depuis lundi matin, abstentionnistes, partisans du « ni-ni » ou ceux qui ont fait le déplacement jusqu'aux urnes pour exprimer leur désaveu du panel de présidentiables à coups de votes blancs doivent avoir les oreilles qui sifflent. Si on savait les électeurs du FN dénigrés ou psychiatrisés depuis des décennies, c'est visiblement à présent au tour de ceux qui n'ont pas publiquement clarifié leur intention de voter contre le FN — ou en faveur d'Emmanuel Macron — d'être directement pris à parti par certains « observateurs ».

Le moins que l'on puisse dire, c'est que leur cible est toute désignée: devant Nicolas Dupont-Aignan ou François Asselineau, c'est Jean-Luc Mélenchon — et son électorat — qui est enjoint de clarifier sa position face au FN. Fer-de-lance de cette charge contre le candidat de la « France insoumise », les médias marqués à gauche. On retrouve, par exemple, dans le tabloïd Libération (propriété de Patrick Drahi, ami et soutien de la première heure d'Emmanuel Macron) des titres sans équivoque tels que « Jean-Luc Mélenchon, un silence écrasant » ou encore une lettre ouverte d'un étudiant militant de la France insoumise qui

s'indigne de la non-prise de position de son champion.

L'Obs (propriété de Pierre Bergé, Xavier Niel, Matthieu Pigasse, amis et soutiens de la première heure d'Emmanuel Macron) ne semble pas pardonner à l'ancien ministre de Lionel Jospin de ne pas avoir donné de consigne de vote claire. Des chroniques, telle que « Et pourtant, je voterai Macron, par Raphaël Glucksmann » font flores, justifiant sa démarche de « stigmatiser » le « ni-ni » aujourd'hui, comme lors qu'il était « l'apanage d'une partie de la droite ». De manière moins subtile, dans « Mélenchon, sans-culotte ou sans c...? », Sylvain Courage explique que Mélenchon n'ayant pas donné de consigne de vote « révèle ainsi la nature antidémocratique de son projet. »

Dans L'huma, un dessin de Jul joue sur la carte de la culpabilisation: sa légende? « Les réfugiés seront les premières victimes de l'abstention... Le 7, votez pour battre Le Pen! »

Mais les médias plus marqués à droite ne sont pas en reste. On retrouve ainsi dans Le Point un édito de Michel Richard intitulé: « Pour Mélenchon, un banquier égale un fasciste ». Le directeur délégué de la rédaction de l'hebdomadaire y décrit le non-positionnement public du candidat de la France Insoumise: il « entre dans une pathétique cure de silence! » avant de conclure ainsi « Et, aujourd'hui, soudain, le mystère de cette panne. Cette extinction de voix. Ce silence pathétique, comme si rien, finalement, ne lui importait vraiment. »

Les lignes éditoriales de certaines rédactions sont encore plus claires, comme Marianne qui titre sobrement, sur une photo d'Emmanuel Macron « Le Rempart »

Ou encore comme celle de Society, magazine bimensuel pour « hipsters », dont la dernière Une laisse peu de place à l'abstention. On peut y voir deux bulletins: « Marche » ou « Crève »:

Dans ses colonnes, Thierry Vedel, chercheur au Cevipof (Centre de recherche politique de Sciences Po) et professeur de communication politique décrypte — avec justesse — les stratégies à adopter par chaque candidat « Macron n'a quasiment rien à faire, son seul risque serait une abstention élevée, donc il voudra peut-être dramatiser un peu l'enjeu pour que les gens se déplacent. »

D'autres rédactions affichent publiquement leur parti-pris « La neutralité des journalistes n'existe pas. Oui, nous sommes anti-FN. Point final. » Tweete Louis Lepron, rédacteur en chef du Konbini.

Le service public n'offre pas un meilleur visage, comme France Inter, où l'humoriste Pierre-Emmanuel Barré est allé jusqu'à démissionner de son poste de chroniqueur après s'être fait retoquer son dernier billet d'humeur où il défendait le point de vue des abstentionnistes. « Trente minutes avant ma chronique, ils n'étaient pas d'accord avec l'idée générale. Pourtant, j'ai fait bien pire, » explique-t-il au Parisien, estimant avoir été censuré.

Une censure que dément le producteur de l'émission, Nagui « Qu'il casse Macron ou Le Pen, ok. Mais qu'il encourage l'abstention, c'est faire le jeu du FN. » ajoutant « je lui ai finalement proposé de faire sa chronique demain (jeudi) sans changer une ligne. Et moi, j'aurais ajouté un mot pour dire d'aller voter. » Finalement diffusé sur internet par l'humoriste, le sketch a été visionné plus de 5 millions de fois en moins de 24h.

François-Bernard Huyghe, Directeur de recherche et Responsable de l'Observatoire Géostratégique de l'Information à l'IRIS, salue le courage de l'humoriste. Il appelle à ne pas criminaliser les opinions qui divergent, dépeignant une approche particulièrement manichéenne de la scène politique:

« On a un effet de conformité morale, qui n'arrive pas à imaginer qu'il y ait une tierce attitude entre le camp de la Raison, du Bien, du libéralisme, de la société ouverte et le camp du mal qui serait celui de Marine Le Pen, les peurs, les haines, etc. Bah oui, mais les gens ont le droit de penser d'une troisième façon et qu'outre l'abstention [...] il y a un important vote blanc ou nul, dont on ne tient pas compte dans l'électorat français, qui veut bien dire quelque chose. »

Il décrit ainsi une dramatisation de la situation, une pression pour le moins « théâtrale », sur Jean-Luc Mélenchon afin de le faire « rentrer dans le rang ». Lui, l'ancien ministre de Lionel Jospin qui en 2002 proclamait: « Abaissez le plus bas possible Le Pen! ».

« Ce qui est intéressant, c'est la façon dont on met ça en scène, comme si Marine Le Pen avait la moindre chance de l'emporter. Comme si elle n'avait pas contre elle les médias, la bourse, les syndicats et les organisations de la société civile. »

Des syndicats, qui eux aussi appellent les gens à voter. Comme la CFDT, dont on peut lire sur une affiche: « Les effets secondaires de l'abstention durent 5 ans. VOTEZ », dont le ton médicamenteux n'est pas sans rappeler celui de la campagne de l'« Homophobiol ».

Mais n'est-ce pas être en plein décalage que d'escompter forcer les « insoumis » à voter Macron, alors même qu'une bonne

partie d'entre eux iront certainement d'eux-mêmes voter contre Marine Le Pen. N'est-ce pas être aveugle au fait que cette gauche-là, tout comme les électeurs de partis d'autres couleurs politiques, ne veulent pas du programme économique et social d'Emmanuel Macron? Dans une France où la colère ne cesse de monter depuis plus de dix ans, la présence du Front national et le score de Jean-Luc Mélenchon ne sont-ils pas des indicateurs assez clairs de cette tendance? Les choses ont bien changé depuis 2002, ce qui semble échapper à bon nombre d'observateurs... qui semblent avoir perdu de vue qu'ils ne sont plus les prescripteurs d'opinion tout-puissants qu'ils furent naguère?

Est-ce d'ailleurs parce qu'ils sont trop souvent coupés des réalités du terrain? Cette presse qui « se considère dans le cercle de la raison ou de la pensée unique » précise François-Bernard Huyghe. Des personnalités qui présentent des caractéristiques sociales similaires, celles de ces fameux « gagnants de la mondialisation », et qui « ne se voient qu'entre eux, sont dans le même cercle idéologique et semblent avoir beaucoup de mal à imaginer que des gens pensent autrement qu'eux, sauf à être habités par la haine, la peur ou par l'erreur et la manipulation. »

Des médias, qui ont « largement contribué à la montée du phénomène Macron » même si aucune statistique ne peut venir appuyer cette théorie, François-Bernard Huyghe souligne qu'« il est très probable qu'il ait beaucoup de sympathie parmi les rédacteurs et les journalistes, ce qui sociologiquement s'explique. »

Une attitude, conformiste que l'expert juge particulièrement « inquiétante », rappelant les bases du débat démocratique:

« La démocratie c'est le conflit — bien réglé dans le cadre de la lutte conventionnelle des partis et des élections — mais la démocratie c'est quand même le conflit et admettre que des gens puisse penser autrement que vous sans être criminels ou stupides. »

Par cette campagne d'hystérie médiatique, n'est-ce pas cette fois-ci le champ du dédain qui se serait élargi? À force de stigmatiser les abstentionnistes qui « font le jeu du FN », n'est-on pas simplement en train d'insulter la diversité des motivations des électeurs, bref, la démocratie? Sputnik 28.04

En complément.

- Présidentielle : pour Emmanuel Macron, "ne pas se positionner" entre lui et Marine Le Pen, "c'est décider d'aider" la candidate FN  
- Franceinfo

### [Quand Macron vend la peau de l'ours avant de l'avoir tué.](#)

- Macron exclut une "coalition" avec LR ou le PS et tacle Baroin - AFP

Emmanuel Macron a exclu toute "coalition" avec LR ou le PS s'il est élu président, et lâché une critique contre le sénateur-maire (Les Républicains) de Troyes François Baroin, selon lui constant dans "la recherche de son intérêt personnel", dans un entretien au Figaro.

"L'objectif que je fixe est clair: obtenir aux législatives une majorité absolue qui soit une majorité présidentielle", a déclaré M. Macron dans cette interview mise en ligne vendredi soir.

"Il n'y aura pas de coalition avec les deux grands partis existants, ni avec LR ni avec le PS. Mais dans les temps qui arrivent, il y aura une refondation de la vie politique qui verra des socialistes et des Républicains me rejoindre individuellement", a estimé le candidat d'En Marche!

"C'est la clé pour ne pas avoir de majorité coulissante. On ne peut pas se le permettre dans les temps d'incertitude que nous traversons", a-t-il poursuivi.

Favori du deuxième tour de l'élection présidentielle, M. Macron cherche désormais à rassembler à droite comme à gauche, tout en fustigeant l'attitude de certains responsables, comme M. Baroin.

"Nous avons M. Baroin, qui est l'un des responsables d'un parti qui fait 20%" au premier tour de la présidentielle.

"Et il dit de manière absolument invraisemblable: "moi je veux bien être Premier ministre de M. Macron". Vous me direz, il a voulu être celui de M. Sarkozy, il a voulu être ensuite celui de M. Fillon, il voudrait devenir le mien. Il manifeste donc une vraie constance: la recherche de son intérêt personnel", a raillé M. Macron, avant de glisser une autre pique au premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis, soupçonné de calcul politique.

"Jeudi, M. Cambadélis disait que, s'il est réélu député, il ne voterait pas l'habilitation à réformer le Code du travail. Très bien! Mais moi je suis clinique: M. Cambadélis est le chef d'un parti qui fait 6 %... Donc sa principale préoccupation est surtout de savoir

combien de députés il aura avec l'étiquette socialiste", a-t-il estimé.

"Cette cécité prouve qu'ils ne sont pas en situation d'avoir une majorité", a encore cinglé M. Macron. AFP 28.04

Il emprunte un ton impérial et méprisant qui va lui coûter très cher, on peut déjà parier qu'il va se ramasser aux législatives. En inspirant la haine, sans F, il prend le risque de se mettre tous les partis à dos, surtout leurs électeurs potentiels qui auraient pu se reporter sur ses candidats. L'ennemi à abattre, c'est Macron et En Marche ! pour précipiter la crise du régime.

Emmanuel Macron : "Gardez-moi de mes amis..." - LePoint.fr

Parisot, Attali, Valls, les offres de service au favori du second tour sont chaque jour plus nombreuses. Une sollicitude embarrassante pour Emmanuel Macron.

« J'aimerais travailler dans une équipe au sens large. Je ne sais pas si c'est celle que proposera Emmanuel Macron, ça peut être dans un gouvernement, mais il y a plein d'autres missions à accomplir pour la France », assurait Laurence Parisot en début de semaine sur Franceinfo. Et pour être sûre d'avoir été bien claire, elle a récidivé auprès de Marianne, jeudi 27 avril, se disant « prête » pour Matignon en cas de victoire d'Emmanuel Macron. Sur Twitter, Richard Ferrand, secrétaire général d'En marche !, a commenté cette offre de service d'une manière cinglante. Une fin de non-recevoir qui a amené Laurence Parisot à démentir ses ambitions supposées. LePoint.fr 28.04

Macron souhaite Xavier Bertrand dans son "large rassemblement" - AFP

Emmanuel Macron veut "un large rassemblement" allant du ministre PS de la Défense Jean-Yves Le Drian au président LR de la région Hauts-de-France Xavier Bertrand, face au FN de Marine Le Pen, a affirmé jeudi le candidat d'En Marche! à la présidentielle.

"Je me fiche des clans. Les chapelles ne m'intéressent pas. Je veux un large rassemblement. De Jean-Yves Le Drian à Xavier Bertrand, il y a une vraie cohérence", fait-il valoir.

C'est la première fois que M. Macron, qui s'était déjà affiché auprès de Christian Estrosi, cite aussi clairement l'ancien ministre LR de Nicolas Sarkozy comme une personnalité pouvant entrer dans sa future équipe, s'il était élu le 7 mai. AFP 28.04

Assurément, ce n'est pas une "faute morale et politique" de soutenir le régime néonazi de Kiev, d'apartheid de Tel-Aviv, raciste et criminel de Washington.

- Aurore Bergé : "Il n'y a pas d'abris anti-mondialisation" - Franceinfo

Aurore Bergé, conseillère municipale des Yvelines et membre du comité politique En Marche réagit à l'actualité et défend le programme d'Emmanuel Macron sur le plateau de Julien Bendetto sur Franceinfo, vendredi 28 avril.

...la décision de Jean-Luc Mélechon (La France insoumise) de ne donner aucune consigne de vote, Aurore Bergé la qualifie de "faute morale et politique".

"... le message qu'on livre, c'est que nous on ne ment pas aux Français. Il n'y a pas d'abris anti-mondialisation", affirme Aurore Bergé. Franceinfo 28.04

On croirait entendre Thatcher ! Le but est d'ancrer profondément dans l'esprit de la population qu'elle n'échappera pas au sort qu'ils lui ont réservé parce qu'il n'existerait pas d'alternative au capitalisme, et qu'au lieu de résister ou de le combattre, il vaut mieux se soumettre.

En complément

- Brexit: Theresa May dans les pas de Margaret Thatcher - L'Express.fr

Et la Hongrie, la Russie, le Venezuela, la Bolivie, la Chine...

- Macron veut prendre des mesures rapides contre la Pologne - Reuters

[Ils osent tout](#)

- Élection présidentielle : les patrons à l'heure du choix - Franceinfo

- Berlin contre la rupture du processus d'adhésion de la Turquie à l'UE - Reuters

- Crise au Conseil de l'Europe après un voyage en Syrie - Reuters

Le bureau de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté vendredi une motion de défiance contre son président, le conservateur espagnol Pedro Agramunt, après que celui-ci a effectué une visite très controversée en Syrie. Reuters 28.04

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

Etats-Unis

- Obama critiqué pour avoir accepté une conférence rémunérée par Wall Street - Le Huffington Post

L'ancien président américain Barack Obama a été taclé ce jeudi 27 avril par une personnalité de la gauche américaine pour avoir accepté, moyennant 400.000 dollars, de prononcer un discours en septembre prochain lors d'une conférence

---

### SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Brésil

- Brésil: Plusieurs grandes villes paralysées par la grève générale - Reuters 28.04

L'appel des syndicats à la grève générale au Brésil pour protester contre la politique d'austérité du président Michel Temer paralysait les transports dans plusieurs grandes villes vendredi matin, tandis que les entreprises et les écoles étaient nombreuses à être fermées.

Cet arrêt de travail de 24 heures, s'il est suivi, sera la première grève générale au Brésil depuis plus de 20 ans.

A Sao Paulo, principale ville du pays, ainsi qu'à Rio de Janeiro et dans d'autres grandes agglomérations, les manifestants bloquaient les grands axes et l'accès aux aéroports à l'aide de pneus en flammes et autres matériaux empilés en forme de barricades.

Des affrontements entre policiers et manifestants se sont produits dans plusieurs villes.

Les grévistes entendent protester contre les projets de loi en cours de discussion devant le Congrès, le parlement brésilien, qui visent à assouplir le droit du travail avec notamment un allongement de la durée des cotisations retraites.

"Cela va être la plus grande grève de l'histoire du Brésil", a déclaré Paulo Pereira da Silva, le président du syndicat Força Sindical.

Près d'un tiers du gouvernement de Michel Temer et plusieurs de ses alliés au Congrès sont sous le coup d'enquêtes judiciaires déclenchées dans le sillage de la retentissante affaire de corruption "Lava Jato" ("Lavage express") autour de la compagnie pétrolière Petrobras.

La cote du président Temer est en chute libre. Il a succédé à Dilma Rousseff, du Parti des travailleurs (PT, gauche), destituée en août dernier pour maquillage des comptes publics.

"Temer ne veut même pas négocier", déclare Vagner Freitas, président de la Centrale unique des travailleurs (CUT), principale confédération syndicale du pays, dans un communiqué.

"Il ne veut que répondre aux exigences des chefs d'entreprises (...) pour démanteler la sécurité sociale et légaliser l'exploitation des travailleurs." Reuters 28.04

---

## ECONOMIE

### Etats-Unis

- Pourquoi Wall Street vole de record en record malgré les premiers cent jours décevants de Donald Trump - Atlantico.fr

Alors que la quasi totalité des initiatives prises par l'exécutif reste lettre morte face à l'hostilité d'une partie du Congrès, le Nasdaq vient de dépasser les six mille points pour la première fois de son histoire et les sociétés sont valorisées à des multiples qui donnent le vertige.

Etonnant visage de l'Amérique au moment où Donald Trump fête les premiers cent jours de sa présence à la Maison Blanche. Wall Street célèbre à sa manière son bilan par une hausse ininterrompue qui commence à donner le frisson à certains opérateurs de marché.

Le dollar est au plus haut, alors que le président souhaitait le faire baisser pour favoriser les exportations du pays. Les milieux financiers auraient matière à s'inquiéter devant l'emballement irraisonné de la Bourse. D'autant que la quasi totalité des initiatives prises par l'exécutif reste lettre morte face à l'hostilité d'une partie du Congrès, tandis que le retour en force des lobbies conduit à une véritable paralysie. Au total, le sentiment prévaut que la politique officielle prolonge le style de la campagne électorale en restant celle du verbe, plutôt que celle des actions concrètes.

L'épreuve de vérité va pourtant apparaître rapidement avec le projet de réforme fiscale qui sera examiné par les parlementaires. Il représente un pactole pour les entreprises dont les impôts tomberaient à 15% seulement au lieu de 35% présentement. Les particuliers bénéficieraient d'une simplification de l'impôt sur le revenu avec diminution de la tranche supérieure du barème. Un ensemble de dispositions qui a peu de chances d'être adopté dans son ensemble en raison du manque à gagner qu'il ferait subir aux finances publiques, mais dont la seule perspective a réussi depuis des mois à susciter l'engouement des milieux économiques et explique l'emballement de la Bourse. Le Nasdaq vient ainsi de dépasser les six mille points pour la première fois de son histoire. L'indice Standard and Poor a progressé de sept pour cent depuis le début de l'année. Les sociétés sont valorisées à des multiples qui donnent le vertige, car les chiffres d'affaires qui sont publiés ces dernières semaines font état de profits en hausse moyenne de treize pour cent.

La Bourse a parié jusqu'ici sur la parole du Président, en tablant sur les mirifiques projets de développement envisagés par la Maison Blanche. Quelques signes de fragilité apparaissent néanmoins comme un certain tassement récent de la consommation, un retour de la baisse des prix du pétrole qui demeure un indicateur clé. Toutefois cette baisse de régime est compensée par un rebond de l'investissement qui paraît vigoureux et secoue l'anémie enregistrée dans ce secteur depuis plusieurs années. Atlantico.fr 28.04

Complexe militaro-industriel-financier.

- Les dépenses militaires continuent d'augmenter dans le monde - Liberation.fr

Les dépenses militaires ont atteint 1 686 milliards de dollars (1 544,3 milliards d'euros) dans le monde en 2016. Soit l'équivalent du PIB du Canada ou encore de 2,2% du PIB mondial selon le dernier rapport du Stockholm International Peace Research Institute (Sipri). Malgré le manque de communication de certains Etats, le Sipri publie chaque année les données les plus complètes «sur les dépenses publiques pour les forces et les activités militaires, y compris les salaires et les avantages sociaux, les frais de fonctionnement, les achats de matériel militaire et d'armes, les infrastructures militaires, la recherche et développement, l'administration centrale, le commandement et le soutien», précise l'institut dans un document.

Plus de 30% des dépenses militaires mondiales sont américaines

Les dépenses ont continué de croître principalement en Asie et en Océanie, en Europe centrale et de l'Est et en Afrique du Nord. Mais avec 611 milliards de dollars (559,6 milliards d'euros) engagés en 2016, les Etats-Unis restent sur la première marche du podium des dépenses militaires une hausse de 1,7% par rapport à 2015.

Loin derrière les Etats-Unis, la Chine a dépensé 215 milliards de dollars (196,9 milliards d'euros). Une hausse de 5,4% par rapport à 2015. «La tendance mondiale suit celle des Etats-Unis», constate la directrice de programme du Sipri. La Russie occupe, quant à elle, la troisième place, mais avec «seulement» 69,2 milliards de dollars (63,4 milliards d'euros) de dépenses militaires.

En Asie et en Océanie, les dépenses militaires ont augmenté de 4,6% sur la même période. «Ce sont des Etats inquiets face à une Chine qui devient de plus en plus puissante et de plus en plus revendicatrice au niveau régional», précise Aude Fleurant. Selon elle, la puissance toujours accrue de la Chine «conduit certains gouvernements à se donner les moyens de pouvoir

dialoguer avec elle et de riposter en cas d'agression». Ainsi, les dépenses militaires de l'Inde ont augmenté de 8,5% en 2016 à 55,9 milliards de dollars (51,2 milliards d'euros). Même constat en Europe centrale et orientale après l'intervention de la Russie en Ukraine en 2014.

La hausse des dépenses militaires produit une augmentation quasi inexorable de la production de matériel militaire dans nombre de pays développés. Résultat : des pays en guerre peu regardants envers le droit international humanitaire parviennent à se fournir en matériel militaire sans trop de difficulté. Un exemple? Le Qatar (qui fait partie de la coalition des pays arabes au Yémen), bombarde les populations et rebelles houthis yéménites avec des Mirage français. «Ne pas vendre des Mirages ou des Rafales à ces pays, c'est prendre le risque de fermer des lignes de production en France», constate Aude Fleurant à propos de l'avion de chasse des usines Dassault.

Certes, les politiques de contrôle des exportations des armements existent dans des pays producteurs de matériel militaire. Mais celles-ci sont suffisamment floues pour permettre des ventes à des Etats qui ne respectent pas les droits humains. Liberation.

fr 28.04

[Haut de page ↗](#)